FIN DE L'INDÉPENDANCE BOHÊME

I

GEORGES DE PODIÉBRAD

LES JAGELLONS

PAR

Ernest DENIS

Ancien élève de l'École normale supérieure, Professeur à la Faculté des lettres de Bordeaux

DEUXIÈME ÉDITION

PARIS

LIBRAIRIE ERNEST LEROUX

28, RUE BONAPARTE, VI[e]

1930







GEORGES DE PODIÉBRAD

LES JAGELLONS



OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

Huss et la guerre des Hussites (couronné par l'Académie française). Leroux, Paris, 1878.

Histoire des littératures slaves, de Pypine et Spasovitch, traduit du russe. Leroux, Paris, 1881.



FIN DE L'INDÉPENDANCE BOHÊME

I

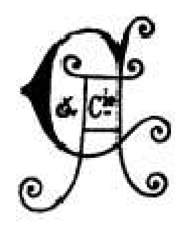
GEORGES DE PODIÉBRAD

LES JAGELLONS

PAR

Ernest Denis

Ancien élève de l'École normale supérieure, Professeur à la Faculté des lettres de Bordeaux.



PARIS

ARMAND COLIN ET Cie, ÉDITEURS

5, RUE DE MÉZIÈRES, 5

1890





PRÉFACE

L'histoire de la Bohême se resume, pour les Français instruits, dans trois faits : le martyre du premier Réformateur à Constance, la bataille de la Montagne-Blanche et le bombardement de Prague à la suite de la révolution de 1848. Trois noms, Hus, Ferdinand II et Palatsky, c'est tout ce qu'a retenu la postérité, et les souvenirs qu'elle rattache à chacun de ces noms, justes d'une façon générale, sont singulièrement vagues et incomplets. Il m'a semblé qu'il pouvait y avoir quelque intérêt à essayer de dire avec plus de précision ce que furent ces hommes et ce qu'ils voulurent, à rechercher les causes de leur influence, à déterminer les conséquences lointaines de leur œuvre. Il s'est trouvé que pour cela il fallait écrire une histoire presque complète de la Bohême.

Arrivée de très bonne heure à un état de civilisation fort avancée, la Bohême, par suite de causes intimes et profondes dont des incidents secondaires et fortuits provoquèrent l'action, a donné le signal de la révolte contre le catholicisme romain et rompu la première l'unité chrétienne occidentale. Pendant deux siècles, elle a soutenu la lutte contre la papauté, et, à plusieurs reprises, les destinées de la Réforme, et par là l'avenir du monde moderne, ont paru dépendre de sa résistance. Lorsqu'elle a succombé enfin, en 1620, sa défaite a failli entraîner la ruine du protestantisme tout entier.

Habitée par une population slave que les Germains pressent et menacent de tous côtés, la Bohême a été le champ de bataille que les deux races se sont disputé avec le plus



d'acharnement et de furie, l'acropole dont la possession assurait la victoire définitive. Les Allemands se sont crus maîtres du terrain jusqu'au commencement du XIXe siècle, mais leur triomphe a été alors brusquement arrêté par une réaction inattendue. Les Tchèques se sont réveillés slaves d'un sommeil de deux cents ans, et, comme ils avaient jadis prononcé les premières paroles d'affranchissement religieux, ils ont les premiers prêché la croisade de l'affranchissement national. Ils ont été les promoteurs et ils sont encore les plus ardents champions de cette renaissance slave qui demeurera sans doute un des plus grands faits de notre époque.

Réforme religieuse, renaissance de la nationalité slave, ces deux événements, si distincts, sont cependant intimement unis, et une observation attentive en montre la connexité.

Dans une étude antérieure, j'ai raconté les origines de la Réforme hussite et les premiers combats qu'elle soutint.

Je voudrais dire un jour les causes de la Renaissance contemporaine, montrer la persévérance et la foi héroïque de Palatsky, de ses collaborateurs et de ses successeurs, les difficultés inouïes surmontées et les succès inespérés obtenus.

La tâche que j'entreprends aujourd'hui est plus triste : la Réforme hussite et protestante aboutit à un avortement et à un désastre; quelles furent les causes de cette banqueroute et les motifs lointains de cette défaite? Par quelles fautes les Tchèques méritèrent-ils leur malheur? Quelle fut la part de responsabilité des hommes et quelle, celle des événements? C'est ce que je me suis efforcé de dégager de l'histoire de la Bohême au XVe et au XVIe siècle.

Peu d'histoires sont aussi obscures parce que peu sont aussi complexes. J'ai cru devoir laisser au premier plan les querelles religieuses, d'abord parce qu'il n'est guère douteux qu'elles ont exercé sur les événements une influence considérable, ensuite parce que les divers partis se servaient de la théologie pour masquer de mots pompeux

et d'ambitions généreuses leurs passions les plus égoïstes. Mais ici comme partout, au XVIe siècle comme à toutes les époques, les questions de dogme et de foi, les théories philosophiques et morales se mêlent avec une inconsciente hypocrisie aux préoccupations personnelles et mesquines. Il y a certainement quelque exagération à prétendre, comme l'a fait un grand historien tchèque contemporain, qu'en Bohême, au XVIe siècle, il n'y a pas de question religieuse, mais seulement une question politique. Ce qui est vrai au moins, c'est que les luttes politiques et les rivalités sociales sont au fond de tous les conflits religieux. La vie est une. Un problème, quelque intéressante que nous en paraisse la solution, ne supprime pas les autres problèmes. Ce qu'il faut écrire, pour faire une œuvre à la fois exacte et juste, ce n'est pas l'histoire de la Réforme en Bohême, mais l'histoire de la nation bohême pendant la Réforme et de la transformation que subissent sous cette influence les caractères, les mœurs, la vie sociale et littéraire, en un mot les forces actives tout entières du peuple tchèque.

Cette histoire se subdivise en trois périodes nettement tranchées, bien que les mêmes causes générales ne cessent pas d'agir. Avant la mort de Georges de Podiébrad, le grand procès engagé par le supplice de Hus se poursuit entre la Bohême et le Saint-Siège, jusqu'au moment où la papauté, lassée de ses efforts impuissants et sollicitée par d'autres soucis, abandonne à elle-même l'hérésie hussite, attendant des circonstances ou de la fatigue même des révoltés la soumission qu'elle a vainement cherché à forcer par les armes. — Ses espérances sont trompées, et la Bohême persiste dans son opposition, soutenue d'ailleurs plus encore par les souvenirs mêmes de la lutte que par son attachement aux doctrines nouvelles. Mais, impuissante à tirer de ces doctrines un dogme définitif, épuisée par des efforts trop prolongés et trop violents, elle achève de dépenser son énergie vitale dans des luttes intestines et des compétitions de castes, au milieu desquelles s'établit l'autorité d'une oligarchie médiocre et despotique. — A



l'anarchie des Jagellons succède alors le pouvoir des Habsbourgs. Ferdinand I[er] d'abord, ses successeurs ensuite, avec moins d'énergie et d'habileté, essaient de réagir contre la confusion et le désordre; mais la sécurité qu'ils offrent, il faudrait l'acheter par l'abandon de toutes les libertés, le sacrifice de l'indépendance nationale et la soumission à la religion catholique. De là des conflits incessants, des luttes permanentes, dont la masse du peuple se désintéresse peu à peu, également hostile à une noblesse avide et à des maîtres étrangers et fanatiques, incapable désormais de tout autre courage que celui de la résignation. Une catastrophe était ainsi fatale. Le peuple, n'ayant que des craintes et plus d'enthousiasme, des antipathies et plus de foi, était livré à tous les hasards des événements. La défaite de la Montagne-Blanche et l'épouvantable servitude qui en fut la suite ne sont que les résultats désastreux, mais inévitables, d'une série de fatalités et de fautes.

Dans un sujet aussi difficile et aussi vaste, alors surtout que les travaux spéciaux sont encore fort incomplets et rares, les erreurs sont inévitables. Elles sont sans doute nombreuses dans mon livre. Je ne m'en inquiète pas trop. Personne moins que moi n'est disposé à se plaindre des exigences nouvelles de l'érudition et à contester les progrès que doit l'histoire aux méthodes rigoureuses de la science contemporaine. La conscience historique est devenue plus délicate et plus scrupuleuse. On se défie des généralisations imprudentes et hâtives. C'est une réaction heureuse, mais qui deviendrait vite excessive et dangereuse. L'histoire, prise dans son sens le plus élevé, reste un art; le document doit être interprété et animé. Il n'est que le moyen d'arriver à la vérité, et la vérité elle-même nous ne l'obtenons que par l'intuition, je dirai presque la divination. Ici, comme partout, tout est affaire de mesure. L'écrivain qui ne se préoccupe pas assez de la recherche du détail tombe dans la divagation; mais celui qui se laisse dominer par lui, tombe dans le bavardage. L'érudition est la condition de l'histoire, mais elle en est aussi la néga-

tion. Une hypothèse est souvent plus utile qu'un fait. Si M. Renan est un grand historien, ce n'est pas surtout parce qu'il est un chercheur très appliqué. Une certaine école est toujours prête à écraser les tentatives de généralisation sous l'exemple des Allemands; elle oublie que le chef de cette école a entrepris d'écrire une histoire du monde, ce qui n'est certes pas la pensée d'un érudit. Notre siècle est le siècle de l'histoire. — Pourquoi? Parce qu'on a imprimé des montagnes de documents inédits? — Non, mais parce que nous avons une idée absolument différente de celle qu'avaient nos pères de la nature de l'esprit humain et du développement des sociétés. Pour la connaissance et l'intelligence du passé, Herder a fait plus que tous les Oratoriens. Ce sont de bien grands noms à propos d'une fort modeste étude, et ceci n'est pas un manifeste. Il m'a semblé nécessaire seulement de protester contre des théories trop exclusives, dont les résultats inévitables, et déjà si nettement visibles, sont de rétrécir la curiosité et de restreindre l'étendue de l'esprit.

L'idéal ne me paraît pas être un régime intellectuel où chacun des travailleurs ne s'intéresse qu'aux vingt-cinq années qu'il étudie et où le public ne s'intéresse à rien du tout. Si l'histoire devait jamais, comme le désirent quelques-uns, être rangée dans la catégorie des sciences exactes, ce ne serait qu'à la condition de renoncer à ce qui est sa tâche la plus haute, la reproduction de la vie et l'explication des faits.

L'impartialité est aussi fort à la mode — dans les préfaces. Le devoir de l'écrivain est strict, ne dissimuler aucune des pièces du procès qu'il instruit et ne dire que ce qu'il a vu dans les documents. Mais, ces pièces et ces documents, lui est-il possible de les interpréter autrement qu'avec son propre esprit, ses passions, ses préjugés? Je suis historien avant d'être protestant, disait Ranke. Soit. Est-ce à dire que le nom de Luther n'éveillât pas chez lui des sentiments tout autres que chez un catholique? Il y a eu des rois de France qui ont violé des traités et le même malheur est arrivé à des souverains allemands; mais, suivant les cas et les hommes, la violation de la loi morale provoque l'indignation ou des



regrets indulgents. Lors même que le jugement est le même, les considérants varient. Est-il possible qu'il en soit autrement, est-ce même désirable? Toute histoire est une thèse, c'est-à-dire un plaidoyer. Je n'ai écrit ni sans amour ni sans colère. Tous ceux qui croient au progrès de la civilisation et pour qui la liberté de la pensée n'est pas une chose indifférente ne sauraient se défendre d'un sentiment de tristesse et d'étonnement à la vue de la réaction subite qui faillit, vers le commencement du XVIIe siècle, restaurer la domination de l'Église catholique. Chaque affranchissement de l'humanité exige des victimes expiatoires; une loi, dont l'immoralité nous révolte, condamne à de cruelles angoisses les peuples qui ont les premiers ouvert au monde une voie nouvelle. L'impartialité ordonne-t-elle de n'éprouver ni reconnaissance et pitié pour les victimes, ni haine pour les bourreaux? — Je n'ai rien caché des fautes des premières ou des vertus des seconds, mais il m'eût été impossible d'aller plus loin, et je ne m'y suis pas efforcé.

Une longue période de ma vie a été remplie par la préparation de ce travail, mais mes efforts seraient plus que récompensés si je réussissais à faire aimer, en la faisant mieux connaître, cette noble race tchèque dont la destinée a été si glorieuse et si tragique et dont les fils ont pour la France une tendre et sincère sympathie.

LIVRE PREMIER

GEORGES DE PODIÉBRAD

CHAPITRE PREMIER

LA BOHÊME AU MILIEU DU XV[e] SIÈCLE

Introduction. — Les guerres hussites; les Compactats. — Caractères de la Réforme tchèque : incertitudes, ambiguïté et obstination. Rokytsana. — Les plans de la Curie et ses succès. — Les périls de la nation. — Reconstitution du parti utraquiste. — Ptatchek de Pirkstein. — Podiébrad; son caractère, ses succès. — Prise de Prague (1448).

L'Église catholique avait atteint vers le milieu du XIII[e] siècle l'apogée de sa puissance. Les Hohenstaufen avaient essayé de lutter contre les papes : ils avaient été brisés, et l'Allemagne allait expier leur révolte par des siècles d'impuissance et d'anarchie; l'Angleterre, le Portugal, l'Aragon, la Sicile, la Hongrie, la Pologne, étaient des fiefs du Saint-Siège, et les sentences de la cour romaine s'exécutaient des bords de la Baltique, où l'Ordre Teutonique soumettait les païens de la Lithuanie et de la Prusse, au détroit de Constantinople où s'élevait un empire latin. Les peuples et les rois tremblaient devant les légats pontificaux, et l'Inquisition couvrait le monde du réseau de ses tribunaux. Maîtresse

d'immenses domaines, disposant de revenus qu'augmentait sans cesse la piété des croyants, l'Église avait complété son organisation et donné à sa doctrine sa forme définitive. Le clergé, soumis au célibat et étroitement dépendant de la cour de Rome, formait une corporation sacrée qu'élevait au-dessus des fidèles le droit exclusif de communier sous les deux espèces. Des ordres monastiques nouveaux, les Dominicains et les Franciscains, mettaient au service du Saint-Siège leur enthousiasme juvénile et leur dévouement sans scrupules. Les cérémonies du culte se multipliaient, magnifiques et éclatantes; les sept sacrements rattachaient à l'Église la vie tout entière, du berceau à la tombe; la scolastique, avec saint Thomas d'Aquin, soumettait la science à la foi, et l'art ogival couvrait le monde d'admirables cathédrales.

Par une loi fatale, le déclin suit toujours de près le triomphe. La victoire a pour conséquence nécessaire l'abus de la force, et pour suite inévitable la décadence. L'Église au moyen âge représentait la civilisation et le progrès; son autorité devint dangereuse du jour où elle fut sans contrepoids. Au milieu de la division infinie elle avait maintenu l'idée de l'unité, mais les nationalités, qui prenaient peu à peu une plus claire conscience d'elles-mêmes, ne devaient pas supporter longtemps le joug sous lequel elle prétendait les plier. Ses dogmes offraient aux âmes la doctrine la plus haute et la plus pure que comportât l'état des esprits à cette époque; mais toute règle inflexible devient bientôt insupportable à l'intelligence humaine, et le despotisme le plus éclairé ne saurait avoir d'autre effet que de se rendre inutile. Un demi-siècle après la défaite des Hohenstaufen, ils trouvaient un vengeur dans Philippe le Bel. Cent ans à peine après Innocent IV, le pouvoir de l'Église était battu en brèche de tous côtés. Résistances des princes, soulèvements populaires, hérésies, mysticisme, satires, l'insurrection revêt toute les formes, mais au fond de toutes ces agitations se retrouve la même impatience de l'autorité pontificale.

Il fallut de longues années cependant pour que ce mécontentement profond se rendît clairement compte de ses propres désirs et pour que l'opposition s'en prît aux principes essentiels et aux croyances fondamentales de l'Église. Elle ne s'attaqua d'abord qu'aux formes secondaires et extérieures. Les peuples restaient malgré tout dévoués à la foi catholique : aussi ils n'en contestaient pas les dogmes, mais seulement certaines conséquences extrêmes, et ils ne protestaient pas contre l'autorité de Rome, mais contre les abus qu'avait entraînés une suprématie trop sûre d'elle-même. Pour établir et pour maintenir leur pouvoir, les papes s'étaient approprié les procédés de gouvernement alors en usage, et ils n'avaient dominé le monde qu'à condition d'en accepter les habitudes et souvent les vices. Les consciences délicates souffraient de la contradiction toujours plus criante entre l'idéal que les prêtres proposaient au monde et les conditions dans lesquelles s'exerçait leur empire ; les idées au nom desquelles les papes avaient fondé leur domination condamnaient leur conduite. Les privilèges du clergé parurent insupportables dès qu'ils ne furent plus justifiés par sa supériorité morale, et ses vices furent flétris avec une sévérité d'autant plus impitoyable que sa puissance et ses richesses excitaient plus de jalousies et de haines.

En face de l'opposition grandissante, l'Église s'affaiblissait. Pendant la « captivité de Babylone », les papes avaient compromis leur autorité en liant trop étroitement leur cause à celle des rois de France ; le grand schisme relâcha tous les liens de l'administration pontificale, et l'existence même de l'Église, telle au moins qu'elle avait été organisée par les Grégoire VII et les Innocent III, parut en question. Il y eut pendant près d'un demi-siècle une sorte d'intérim dans le gouvernement de la Chrétienté ; épreuve dangereuse, pendant laquelle les papes semblaient vouloir eux-mêmes habituer les fidèles à l'indépendance.

Même alors cependant, — et rien ne prouve mieux la solidité de l'édifice catholique, — les peuples ne songèrent pas sérieusement à une révolution. La suppression des abus

les plus scandaleux, un peu plus d'indépendance aux Églises nationales, ces réformes timides épuisaient leurs vœux. L'Université de Paris traduisait fort exactement l'opinion de l'immense majorité des chrétiens dans ses protestations plus véhémentes qu'audacieuses, et les Pères de Constance et de Bâle, quand ils prétendaient réformer l'Église dans son chef et dans ses membres, bornaient leur ambition à quelques modifications de second ordre qui n'atteignaient ni la foi ni même les principes essentiels de la hiérarchie.

A côté cependant de cette opposition constitutionnelle et officielle, quelques revendications plus hardies se produisaient, moins retentissantes, mais plus réellement dangereuses, plus fécondes aussi. Au point de vue de l'histoire générale, les tentatives des grands conciles du xve siècle et leurs luttes avec les papes n'ont qu'une bien médiocre importance, si on les compare à l'œuvre d'un simple théologien anglais, dont la vie obscure s'écoule presque inconnue de la foule, sans grands événements ni catastrophes dramatiques. Avec Wiclif s'ouvre une période nouvelle de l'histoire religieuse : pour la première fois, l'Église rencontre un adversaire déclaré, dont les désirs dépassent des changements de détail et appellent une révolution. Wiclif sape le principe même du pouvoir du clergé en rejetant la transsubstantiation et en ne reconnaissant d'Église véritable que dans la réunion des élus ; en opposant à l'autorité du pape celle de l'Écriture et en traduisant la Bible, il applique le principe *formel* du protestantisme, et le nom de précurseur de la Réforme, que l'on a singulièrement prodigué, lui appartient bien réellement.

Les doctrines de Wiclif, condamnées à Oxford et assez vite étouffées en Angleterre, n'auraient peut-être exercé qu'une médiocre influence sur le développement de la pensée européenne, si elles n'étaient devenues l'occasion de l'insurrection qui, au commencement du xve siècle, souleva la Bohême contre l'Église romaine.

La Bohême était depuis un siècle le théâtre d'une agitation religieuse intense. Les scandales y étaient nom-

breux parce que l'Église y était fort riche, et ils provoquaient une indignation d'autant plus vigoureuse que la foi était plus profonde. L'empereur Charles IV, qui avait fait de Prague le centre d'une monarchie puissante, avait essayé de ramener le clergé au respect de ses devoirs, et il avait espéré triompher de l'indifférence de la Curie en provoquant une agitation populaire. Des prédicateurs enthousiastes avaient réclamé le retour à l'Église apostolique et flétri les vices des successeurs indignes du Christ. La contagion de leur zèle avait rapidement gagné les masses populaires, et la majorité du peuple s'était convaincue qu'elle avait été élue par Dieu pour rétablir la loi chrétienne dans sa pureté et dans sa vérité.

Le mouvement, d'abord dirigé par les représentants autorisés de l'Église, échappa bientôt à leur influence; quelques prédicateurs, ivres de vertu et emportés par l'ardeur de la lutte, s'aventurèrent sur le terrain du dogme. L'Université de Prague, alors une des plus fréquentées et des plus actives de l'Europe, fut conquise par les novateurs, et les professeurs, qui conduisaient désormais le parti réformateur, trouvèrent dans les œuvres de Wiclif des armes nouvelles contre la papauté qui opposait à leurs réclamations une dédaigneuse fin de non-recevoir. En général, ils n'acceptèrent par les théories les plus hardies du docteur anglais et n'en aperçurent même pas le sens réel et la portée dernière: leurs partisans surtout, au moins en très grande majorité, n'entendaient pas se séparer de l'Église. L'indignation, soulevée dans l'Europe entière par les scandales de la puissance sacerdotale, éclatait ici avec plus de véhémence, mais elle conservait le même caractère, visait moins la doctrine que la discipline, la corruption du clergé, ses richesses, les ambitions et les convoitises mondaines qui avaient depuis longtemps remplacé l'esprit de renoncement et de sacrifice des premiers apôtres. A ce point de vue, la révolution bohême reste un simple épisode de l'agitation qui, à cette époque, ébranle le monde catholique. Il est certain cependant que, sous l'influence des livres de Wiclif, le mouvement de rénovation

religieuse devint ici plus dogmatique et plus hardi : quelques hommes, plus logiques et moins timorés, passèrent de la critique des hommes à celle des institutions et étendirent leurs espérances de la restauration des vertus apostoliques à celle de la foi évangélique ; la foule elle-même, dont les pensées furent toujours plus modestes, poursuivit du moins la réalisation de ses désirs avec plus d'audace et s'habitua à l'idée de réformer l'Église en dehors des pouvoirs réguliers et contre eux.

Les Pères de Constance s'effrayèrent de cette émotion et s'inquiétèrent de ces imprudences. Très sincères dans leur haine des abus, ils étaient en même temps très décidés à ne pas rompre avec la tradition, et, s'ils voulaient limiter l'autocratie pontificale, ils n'entendaient pas que l'on mît en question l'autorité de l'Église. Ils n'éprouvèrent aucune hésitation à appliquer les lois de l'Inquisition et à envoyer au bûcher les représentants obstinés de la Réforme bohême, Hus et Jérôme de Prague.

Ils ne soupçonnaient guère la violence et l'étendue de l'ébranlement qu'allait provoquer leur sentence, et il est permis de supposer que les maîtres qu'ils frappaient n'avaient pas davantage prévu la gravité des événements dont leur témérité, presque involontaire et à demi inconsciente, donna le signal. La Bohême, frappée dans ses plus nobles enfants, releva l'injure en courant aux armes. Les Pères du Concile assistèrent avec stupeur à une explosion fougueuse de l'esprit d'examen qui prenait sa revanche d'une longue compression ; toutes les autorités ecclésiastiques furent contestées, la discussion s'attaqua aux dogmes fondamentaux de la religion chrétienne, les solutions les moins orthodoxes furent proposées, les doctrines les plus radicales trouvèrent des défenseurs. A une époque où la société ne s'était pas encore dégagée de ses origines ecclésiastiques et où toutes les questions, philosophiques, politiques et sociales, se présentaient sous une forme religieuse, les luttes théologiques n'étaient souvent que l'expression obscure des besoins de progrès et des désirs de changement qui agitent tous les siècles.



Les passions nationales et politiques se joignirent en Bohême aux ardeurs réformatrices et leur servirent de *substratum*. Les Slaves, depuis longtemps menacés par l'immigration allemande, firent de la liberté religieuse une cause nationale et combattirent à la fois pour l'indépendance de la parole de Dieu et pour la gloire de la langue tchèque. Les tendances démocratiques, qui, au xive et au xve siècle, se dissimulent si souvent sous les projets de réforme de l'Église, aboutirent ici à une tentative de rénovation sociale. La rupture avec la hiérarchie ecclésiastique du moyen âge parut à beaucoup devoir marquer l'origine d'une ère de félicité, et ils rêvèrent de substituer aux injustices et aux misères du passé un régime fondé sur l'équité et la loi du Christ.

Après un moment de surprise, les papes, pour défendre leur omnipotence contestée, recoururent à leurs procédés ordinaires de répression : ils prêchèrent la croisade. Ils trouvèrent un exécuteur de leur sentence dans Sigismond que les rebelles refusaient de reconnaître pour roi, et des soldats dans les Allemands qui disputaient depuis longtemps aux Slaves le bassin de l'Elbe supérieur. Mais les Tchèques furent plus heureux que les Albigeois. Ils avaient pour eux les divisions de leurs adversaires, un profond enthousiasme religieux et national, une position facile à défendre. Par un phénomène assez fréquent en histoire, la révolution fit surgir de terre des chefs militaires de premier ordre. Les bandes des croisés allemands furent partout balayées par les légions taborites; les Tchèques, après avoir solidement établi leur domination en Bohême, prirent à leur tour l'offensive, et, pendant plusieurs années, les soldats de Procope le Grand parcoururent et ravagèrent la plus grande partie de l'Allemagne, sans que l'Empire réussît à retrouver quelque énergie pour repousser leurs invasions.

En dépit de ces triomphes inouïs, cette lutte de vingt ans couvrait la Bohême de misères et de ruines; ses victoires mêmes l'épuisaient. Tous les liens sociaux étaient relâchés; plus de gouvernement : ni commerce ni indus-



trie; l'agriculture ruinée, les champs déserts. La nation, repue de gloire et de combats, aspirait à la paix et au repos. Aux souffrances matérielles s'ajoutait le désarroi moral. Depuis le début de la crise révolutionnaire des discordes inexpiables rongeaient la Bohême et éclataient de temps en temps en luttes sanglantes. Beaucoup de ceux qui avaient pris parti contre Rome, s'alarmaient depuis longtemps des violences et des exagérations des radicaux. Au point de vue religieux, les Utraquistes, en face des Taborites, maintenaient, presque sur tous les points, les dogmes, les institutions et les rites de l'Église catholique et désiraient une réconciliation avec Rome qui, seule, opposerait une barrière infranchissable à l'invasion des théories subversives. Au point de vue politique, les seigneurs supportaient avec colère la domination de la démocratie militaire et la soupçonnaient de vastes et sinistres desseins. Ils avaient accueilli avec joie l'insurrection grâce à laquelle ils espéraient ruiner la bourgeoisie, mettre la main sur les biens du clergé et affaiblir la royauté; leur ambition satisfaite, ils ne songeaient plus qu'à faire solennellement reconnaître leur triomphe. Troublés dans leur foi, menacés dans leurs intérêts, inquiétés dans leur raison par les projets et les tentatives des factions extrêmes, tous ceux qui tenaient au passé par habitude, timidité, calcul ou conviction, se réunirent contre les novateurs et réussirent à les écraser. La bataille de Lipan, si elle ne détruisit pas complètement le parti taborite, lui arracha du moins la direction des événements et rendit la prépondérance aux seigneurs et aux Utraquistes modérés. Même après leur victoire cependant, ceux-ci gardèrent une sorte d'épouvante, d'effarement du péril qu'ils avaient couru, et se rapprochèrent de l'Église, avec le sentiment très juste qu'une entente avec Rome était la meilleure garantie contre le retour de pareils dangers.

Au même moment, l'Église désespérait de sa fortune : affaiblie par les abus, agitée par un grand effort de réforme intérieure, elle s'humilia, retira ses anathèmes, et, pour la première fois, consentit à traiter avec des rebelles. Les



Compactats sortirent de cette bonne volonté réciproque : en 1436, la paix parut rétablie, et l'hérétique Bohême, réconciliée avec le monde catholique.

En réalité, les Compactats par lesquels le concile de Bâle accordait aux Bohêmes quelques-unes de leurs demandes et en particulier le droit de communier sous les deux espèces, ne ferment pas la crise hussite, mais seulement la première phase de cette crise. Ils forment vraiment le nœud du drame, n'en terminent un acte que pour ouvrir une nouvelle période, moins bruyante et moins célèbre, non pas moins accidentée ni moins curieuse. La tragédie ne se termine qu'à la bataille de la Montagne-Blanche et au triomphe complet du catholicisme, après avoir passé par une série de péripéties singulièrement complexes et diverses.

Les Utraquistes modérés qui avaient espéré conserver dans l'Église une situation privilégiée, avaient été dupes d'une illusion dont les événements leur démontrèrent bientôt l'imprudence. Le principe même de l'Église romaine lui interdit toute transaction ; pour elle un schisme n'est qu'une défaite, un traité avec des révoltés serait une abdication. Non seulement les Pères de Bâle avaient réussi, à force de restrictions et de réserves, à réduire presque à rien les concessions faites aux Hussites, mais elles n'avaient dans leur pensée qu'une valeur temporaire et révocable. Il ne s'agissait pour eux que de laisser tomber l'effervescence entretenue par de longues années de guerre et d'habituer au frein le cheval rétif jusqu'au moment où on le ramènerait dompté à l'écurie [1].

Au moment où les Utraquistes avaient commencé les négociations avec le Concile, ils étaient surtout tourmentés

1. Les preuves abondent des véritables intentions du concile. Il faut « user de ruse et tromper les Tchèques pour leur bien ». (Monumenta Concil. gener. saeculi XV, I. p. 123.) — « Melius est sub dissimulatione procedere et generalia quaedam dicere pro amicitia partis utriusque. » (Mon. I, p. 783.) Cp. le récit de Tomek, si impartial et si précis, Histoire de Prague (tchèque), t. IV et VI, en particulier t. IV, p. 678, 679, 684, 695, etc.



du besoin de revenir à une situation régulière. Après avoir heureusement réalisé une partie de leur programme, ils s'étaient aperçus que les effets bienfaisants qu'ils en attendaient étaient gravement atténués et compromis par l'anarchie, suite de la révolution. Les prêtres, dont le zèle n'était plus paralysé par la crainte des interdictions épiscopales, prêchaient librement la parole de Dieu; mais l'absence de toute autorité, en laissant pleine franchise aux opinions et aux fantaisies individuelles, créait un danger permanent de confusion et d'hérésie. La simonie avait à peu près complètement disparu et le clergé n'était plus corrompu par ses richesses; mais ses biens étaient confisqués, et il végétait dans un état de détresse et de dépendance peu digne des représentants de Dieu. Les péchés publics étaient sévèrement punis et une discipline rigoureuse, établie, — en principe; en fait, l'on souffrait déjà du manque de prêtres, et ceux dont on était obligé d'accepter les services, donnaient souvent à leurs fidèles des exemples assez peu édifiants. L'ordre social n'était pas moins troublé : des bandes couraient le royaume, ravageant et pillant, grossies d'aventuriers de tous les pays et ne reconnaissant d'autres chefs que les capitaines qui les menaient au butin. Les tribunaux ne siégeaient plus, les lois n'avaient plus de valeur; c'était un mouvement perpétuel d'alliances, de ruptures, de ligues, favorable à toutes les cupidités et à toutes les usurpations. Le désir de sortir de cette anarchie était fort naturel, d'autant plus que les victoires prodigieuses des Tchèques leur permettaient d'espérer un traité avantageux.

Malheureusement, les Utraquistes avaient contre eux leur bonne volonté excessive, leur besoin moral de paix à tout prix, le respect qu'ils avaient conservé pour leurs adversaires et les illusions qu'ils nourrissaient sur les intentions de l'Église. On ne négocie avec quelques chances de succès que si l'on est toujours prêt à reprendre les hostilités. Les catholiques sentaient que les Hussites ne se résigneraient à un schisme qu'à la dernière extrémité; ils en abusèrent. Ils les poussèrent si bien que les Bohêmes

s'avisèrent enfin du danger et s'effrayèrent de leur imprudence : au dernier moment, en face d'un traité mal conçu, obscur, incomplet, plein de restrictions et d'équivoques, ils firent mine de revenir en arrière et de rompre les négociations.

Ils n'acceptèrent les Compactats que de mauvaise grâce et sous les plus expresses réserves; ils les acceptèrent cependant, nouvelle et plus lourde maladresse, qui les liait à l'Église sans leur assurer aucune des garanties nécessaires : la Curie leur reprocherait désormais, non sans une apparence de raison, de n'avoir pas tenu leurs promesses, et mettrait en avant leur prétendu parjure pour révoquer les libertés partielles qu'elle avait fait mine d'accorder.

Le Concile de Bâle avait le droit d'être fier de son œuvre, et les Tchèques avaient été moins habiles et moins heureux dans la lutte diplomatique que sur les champs de bataille. Cela s'explique sans peine. Les victoires des Bohêmes n'avaient pas modifié leurs intentions ni changé le caractère de leur soulèvement. Malgré l'audace de quelques-uns de ses chefs, la Réforme hussite restait presque exclusivement morale, et non dogmatique. Un théologien tel que Thomas Ebendorf leur reprochait bien de se séparer de la doctrine orthodoxe sur trois points essentiels et soixante-quinze points secondaires et d'avoir réuni en eux dans une sorte d'horrible synthèse toutes les hérésies précédentes [1]. Ce n'était là que la conséquence inévitable de la fermentation universelle des esprits ou l'exagération de quelques sectaires, et le gros de la nation bornait toujours ses vœux à un minimum de réformes parfaitement compatibles avec la doctrine catholique.

Il suffit sans doute du moindre incident pour qu'une lutte ainsi engagée dévie et qu'aux protestations contre les abus s'ajoutent des différences dogmatiques irréductibles; on le vit bien, au siècle suivant, en Allemagne : l'affaiblissement progressif des idées et de la puissance catholiques,

1. Pez, Script. rer. Austriac., II, p. 846.



le progrès des études, le tempérament germanique, si profondément hostile aux influences latines, le caractère d'un chef prompt aux entraînements, étendirent chaque jour le débat, mêlèrent les questions de principes aux questions de faits; une nouvelle religion surgit, avec sa constitution et son credo. — Rien de pareil en Bohême. Privés dès la première heure de leur guide, qui d'ailleurs avait les vertus d'un martyr et non le génie d'un fondateur de religion, les Tchèques n'aperçurent ou n'acceptèrent jamais les suites logiques de leur audace. Leur énergie parut s'épuiser dans les combats. Les quelques hardis prédicateurs qui ne reculèrent pas devant les conséquences des principes proclamés, ne réussirent guère qu'à effrayer la majorité, et les revendications sociales et politiques qu'ils joignirent à leur programme religieux, contribuèrent encore à rejeter en arrière la grande masse de la nation. Très sincère dans ses protestations de fidélité à l'Église et de soumission, elle subit trop vivement la séduction de la paix entrevue pour exiger les conditions qui seules l'eussent rendue solide et durable : par horreur des excès, par timidité, par respect superstitieux, elle se contenta de concessions insuffisantes, lâcha la proie pour l'ombre, et, pour sauver le symbole, livra la réalité.

Au lendemain du traité d'Iihlava (1436), les Utraquistes se trouvèrent donc dans une situation des plus fausses. Les conventions qui les liaient n'engageaient même pas l'Église. Les papes ne confirmèrent jamais officiellement les Compactats [1]. Au moment même où, par crainte du Concile, il désirait se concilier les Tchèques, Eugène IV se bornait à des protestations générales et s'attachait à marquer que les concessions des Pères de Bâle n'avaient à ses yeux aucune valeur diplomatique. Ses successeurs se ren-

1. Palatsky admet que les Compactats ont été ratifiés par Eugène IV, mais les faits qu'il allègue me paraissent indiquer le contraire. La lettre du pape du 11 mars 1436 n'est pas une confirmation officielle, mais une vague protestation de bienveillance. Les termes de la bulle du 18 septembre 1437 sont plus caractéristiques encore et établissent clairement qu'Eugène IV considère toujours la question comme ouverte, et non résolue.



fermèrent dans la même réserve. Les ménagements qu'ils gardaient ne pouvaient guère faire illusion qu'à des hommes qui cherchaient à se tromper eux-mêmes : les papes pensaient énerver le Hussitisme en entretenant les espérances de paix, et le soin avec lequel ils évitaient tout engagement formel aurait dû prouver aux Tchèques qu'ils ne songeaient qu'à gagner du temps et attendaient l'heure des résolutions énergiques. Pour le moment, l'action de la Curie était paralysée par des difficultés de toute nature, elle louvoyait : dès qu'elle aurait retrouvé sa complète liberté d'action, elle montrerait le cas qu'elle faisait de ces promesses qui lui étaient suspectes par cela seul qu'elles émanaient du Concile.

Contre la papauté, le Concile eût été un bien faible allié, mais il y aurait eu plus que de l'imprudence à compter sur sa bonne volonté sincère. Après l'échec des dernières expéditions militaires, pour sauver les restes du catholicisme bohême menacé d'une ruine complète, il n'avait aperçu aucun autre moyen que de traiter avec l'hérésie ; la plupart des prélats avaient vu surtout dans les négociations avec les Tchèques un coup de partie qui leur donnerait un sérieux avantage sur la papauté. Fiers d'avoir réussi où elle avait échoué, ils craignaient beaucoup d'autre part de paraître faire bon marché des intérêts de la foi catholique. Ils avaient si bien réduit et comme vidé les privilèges accordés aux Hussites, qu'ils espéraient les amener assez vite à y renoncer.

Restait Sigismond et les engagements qu'il avait pris. Il avait déjà trompé tant de gens et violé tant de serments qu'il n'était plus permis d'attacher la moindre importance à ses déclarations. Ne savait-on pas de plus que, suivant lui, les promesses faites à un hérétique ne comptaient pas ? — Les Utraquistes parurent avoir mauvaise grâce quand ils se plaignirent de sa duplicité : ils auraient dû être prévenus.

Les catholiques ne perdirent pas une heure : dès que Sigismond eut été officiellement reconnu roi, ils se mirent à l'œuvre, usant fort habilement des conventions pour ramener peu à peu les Hussites à l'unité, interdisant tout ce qui



était contraire à la lettre du traité. C'était une sorte de poussée lente, de pression continue, qui emportait peu à peu tous les obstacles. On écartait les hommes dont on redoutait l'énergie et on confiait aux plus timides ou aux plus irrésolus les postes les plus importants. Rokytsana, dont on connaissait le dévouement au calice et dont les États demandaient la nomination à l'archevêché de Prague, était remplacé dans ses fonctions d'administrateur, qui mettaient sous ses ordres tout le clergé utraquiste, par un des membres les plus compromis du parti ultra-modéré, Christian de Prachatitse; on le dépossédait même de sa cure du Tyn, et il était bientôt après forcé de fuir Prague, où sa vie n'était plus en sûreté. Les premières charges du pays étaient réservées aux seigneurs les plus hostiles aux idées nouvelles, et les dissidents, poursuivis avec une extrême rigueur [1]. Grisés par leurs premiers succès, l'Empereur et les catholiques voulurent aller trop vite et découvrirent imprudemment leur plan. En présence de cette réaction violente, les moins perspicaces s'effrayèrent et les plus calmes perdirent patience; l'émotion était générale et une révolte semblait imminente; une partie du pays était déjà en armes contre Sigismond, et la mort seule le préserva d'être une seconde fois chassé du trône.

Les partisans de la papauté étaient dupes d'une erreur dont une longue expérience et de très lourdes mésaventures ne les guérirent jamais complètement. La modération de leurs adversaires les avait trompés. Ils avaient déjà remporté trop facilement trop d'avantages, ils ne se doutaient pas qu'il y avait un point au-delà duquel la résistance serait invincible. Le singulier état d'âme de ces hérétiques involontaires, qui ne se décidèrent jamais à choisir entre la soumission et la révolte et qui n'eurent jamais le courage d'accepter une rupture ouverte avec l'Église ou de renoncer aux libertés qu'elle leur refusait, restait lettre close pour eux, et

1. Dans un seul jour, cinquante-sept rebelles furent pendus à Prague. La douleur fut grande, parmi le peuple, nous dit le vieux chroniqueur, et chaque fois que l'on en parlait, tout le monde pleurait. (Tomek, VI, p. 40).



on ne saurait s'en étonner puisqu'aujourd'hui encore nous avons quelque peine à nous l'expliquer. Entre les représentants de la hiérarchie du moyen âge et les sectaires qu'indignait la façon dont elle avait usé de l'Évangile pour fonder sa grandeur et sa richesse, toute transaction était impossible : on concilie des intérêts, non des principes opposés. Mais les Utraquistes se refusaient à l'admettre. — Par timidité et par faiblesse? — Dans une certaine mesure, et il serait injuste de les en blâmer trop durement. L'idée de l'unité catholique avait dans les âmes des racines trop profondes pour que les plus hardis n'éprouvassent pas un invincible effroi à la pensée d'un schisme. — Mais surtout, ils n'en admettaient pas la nécessité parce qu'ils étaient trop profondément convaincus de la modération de leurs désirs et de la discrétion de leurs demandes. Tous les catholiques n'avaient-ils pas reconnu les abus qui avaient pénétré dans l'Église? A Constance et à Bâle, les docteurs les plus respectés ne s'étaient-ils pas prononcés pour la nécessité d'une réforme? S'armerait-on contre les Tchèques de leur piété plus ardente? Cessait-on d'être chrétien pour prendre au sérieux le salut des âmes et l'intérêt de la foi?

En s'obstinant à se proclamer les membres fidèles d'une Église dont ils repoussaient les arrêts, les Utraquistes se plaçaient cependant dans une situation très fausse. Non seulement ils donnaient prise sur eux à leurs adversaires et s'exposaient au reproche de contradiction et de duplicité, mais ils renonçaient à tirer de leurs principes les conséquences qu'ils renfermaient et perdaient ainsi tous les avantages de leur révolte. L'influence énorme qu'a exercée le protestantisme dans le monde tient beaucoup moins aux dogmes qu'il a proclamés qu'à ce qu'il a, en fait sinon en droit, revendiqué l'indépendance de la conscience humaine. Pourquoi les Calixtins peuvent-ils être considérés comme les précurseurs du protestantisme? — Parce qu'ils ont communié sous les deux espèces? — Maigre conquête; mais ils ont continué à distribuer le calice malgré les décrets du concile de Constance, c'est-à-dire ils ont opposé les droits de l'individu à l'autorité



de l'Église. Du moment qu'ils désavouaient en quelque sorte leur audace et reculaient devant toute idée de séparation, ils trahissaient leur mission et renonçaient à leur force la plus réelle. Condamnés désormais à des hésitations perpétuelles, ils sacrifièrent au rêve d'une réconciliation impossible avec la papauté l'avenir de leur foi ; tels furent les scrupules de leur conscience timorée qu'ils n'eurent ni credo ni constitution ni clergé indépendant. Dans ces conditions, leur défaite était inévitable. Toute hérésie qui ne se développe pas est une hérésie condamnée. Une formule ne suffit pas longtemps à une Église et un symbole à un peuple, s'il n'y a rien derrière ce symbole et cette formule. L'Utraquisme officiel fut affaibli par un double courant de désertion : les plus timides refusèrent de le suivre plus longtemps dans sa résistance ; — ne condamnait-il pas lui-même la révolte et ne reconnaissait-il pas les droits supérieurs de la papauté?— Les ardents se séparèrent d'un parti qui subordonnait à des craintes superstitieuses les droits de la vérité. Il fondit ainsi peu à peu, jusqu'au moment où il disparut, sans lutte, sans bruit, après une lamentable agonie, victime de ses longues hésitations.

Les papes connaissaient ces illusions et ils les exploitaient. A toutes les réclamations des Hussites, ils opposaient une fin de non-recevoir qu'ils jugeaient irréfutable et qui a été bien souvent reprise depuis : puisque vous voulez être catholiques, inclinez-vous devant les ordres du chef de la chrétienté. — L'argument était spécieux, et les distinctions des Utraquistes étaient sérieuses. La papauté était loin encore d'avoir courbé tous les fidèles sous une règle inflexible et uniforme : elle n'y est arrivée que par degrés, très lentement, et surtout après la rébellion de l'Allemagne et la réorganisation qui suivit ; sur les questions secondaires, elle admettait certaines divergences, se pliait assez facilement aux tempéraments des peuples. Les Tchèques parurent avoir le droit de l'accuser d'une sévérité singulière quand elle leur refusa avec tant d'obstination la seule concession sérieuse qu'ils réclamaient, la communion sous les deux espèces.

A se placer au point de vue du dogme, il est assez difficile de comprendre l'acharnement qu'on déploya de part et d'autre sur cette question, puisque les théologiens catholiques ne contestaient nullement la validité de la communion utraquiste et que d'autre part les principaux docteurs utraquistes reconnaissaient que le corps et le sang de Jésus-Christ se trouvent à la fois sous chacune des deux espèces. — En réalité, les plus graves problèmes étaient en jeu, la rénovation morale, la suppression des biens du clergé et de sa puissance temporelle, la liberté de la parole de Dieu. L'Église romaine laissait à dessein dans l'ombre ces points qu'elle affectait de considérer comme secondaires, mais elle sentait d'instinct le danger, mal défini, d'autant plus effrayant. Une pierre détachée de l'édifice en compromettait la solidité.

Sa timidité ne fut-elle pas excessive? Nous sommes aujourd'hui assez portés à le supposer. Le Calice était un symbole, et les symboles sont dangereux parce qu'on ne sait jamais à l'avance tout ce qu'ils contiennent, mais ils ont cela d'avantageux qu'à eux seuls ils suffisent souvent pour satisfaire les esprits. Ce sont des formules magiques, mais il arrive qu'on se contente de les posséder sans être tenté de s'en servir. Il est probable que les Tchèques, si on leur eût accordé ce qu'ils demandaient, n'auraient nullement songé à abuser des bienfaits de l'Église et auraient peut-être même fini par y renoncer volontairement.

Les papes comprirent plus tard que leur politique avait été imprudente à force d'être craintive ; après avoir si longtemps condamné la communion sous les deux espèces, ils finirent par l'autoriser. Malheureusement le moment était passé : la Réforme bohême s'était transformée sous l'influence du protestantisme. Une décision qui, en 1564, passa à peu près inaperçue, aurait sans doute un siècle plus tôt dénoué le conflit. On ne s'expliquerait pas la faute de la Curie, si l'on ne réfléchissait à ce qu'il y a d'inconscient et d'instinctif dans la conduite des chefs les plus avisés. La postérité s'étonne de leurs erreurs et de leurs tâtonnements,

parce que la suite des événements place les faits sous leur véritable jour et donne aux idées tout leur sens ; les contemporains, au contraire, engagés dans la mêlée, se débattent dans l'obscurité et agissent beaucoup plus sous l'empire d'une impulsion vague que d'une volonté précise. De même que l'obstination avec laquelle les Hussites réclamaient le calice s'explique plutôt par un sourd besoin de changements et de progrès que par une perception claire et précise des conséquences que les historiens, très légitimement d'ailleurs, ont rattachées à la communion utraquiste, l'Église, de son côté, se sentait menacée sans se rendre un compte très net du péril qu'elle courait, et, par un sentiment involontaire de conservation, se refusait obstinément à ce que désiraient les rebelles.

Elle ne supposait pas surtout qu'ils s'acharneraient à maintenir les privilèges assez maigres qu'on leur avait laissés, et, qu'après être revenus de si loin, leur bonne volonté reculerait devant le dernier pas. Elle se trompa absolument à ce point de vue sur les dispositions des Hussites. S'ils mettaient tant d'empressement à traiter avec l'Église, c'est qu'ils n'apercevaient pas la différence profonde de leurs principes et des siens, mais ils n'avaient pas la moindre velléité de renoncer à leur doctrine. La pensée d'une insurrection leur était pénible, celle d'une capitulation leur eût paru ridicule.

Ces désirs, contradictoires, mais poursuivis avec une ardeur égale, ce tiraillement de la volonté, nous les retrouvons avec une singulière clarté dans l'homme qui était à ce moment le véritable directeur du parti hussite et dont l'influence venait peut-être moins encore de ses services et de ses talents que de ce qu'il traduisait très exactement l'opinion moyenne de ses compatriotes, Jean de Rokytsana. Ce n'était ni un penseur profond ni un écrivain original ; ses œuvres ne se distinguent ni par les idées ni par le style des productions ordinaires de l'époque ; sa théologie est assez pauvre, et ses conclusions assez peu nouvelles ; à tous ces points de vue, il est bien le fils d'une révolution avortée et dont l'inspi-

ration créatrice et féconde se réfugie à peu près exclusivement dans les partis extrêmes; mais il en représente aussi l'inflexible ténacité. D'une taille moyenne, assez gros, ramassé, les épaules larges, les bras robustes, il reste inébranlable sur la brèche, avec cet entêtement d'une race qui, dans sa lutte séculaire avec l'Allemagne, lui a emprunté ses qualités d'obstination et de résistance. Depuis l'année 1418 où, tout jeune encore, il a l'honneur d'être cité devant le concile de Constance comme un des plus coupables fauteurs de l'hérésie, jusqu'à sa mort, en 1471, dans ce long espace de plus d'un demi-siècle, au milieu de tant de changements, de catastrophes, de conversions, il nous apparaît toujours fidèle à lui-même, invariable : il hésite quelquefois sur le meilleur moyen d'atteindre le but, jamais sur le but lui-même. Il s'était attaché au début à ce maître Jakoubek (Jacobellus), qui, après le départ de Hus, avait pris la direction du mouvement et distribué le premier la communion sous les deux espèces. Il avait reçu la pure tradition du Hussitisme, réformateur et non révolutionnaire : il veillait sur lui comme sur sa chose, aussi hostile à ceux qui le compromettaient par leurs audaces qu'à ceux qui ne ressentaient pour lui qu'un enthousiasme un peu tiède et toujours prêt aux défections. Il avait apporté dans les négociations avec une bonne volonté absolue la résolution de ne rien abandonner des vérités qu'il jugeait nécessaires au salut. Sa fièvre de réconciliation avec l'Église et sa fidélité à l'hérésie, ses élans de soumission, coupés de brusques retraites, ses protestations d'obéissance et ses réserves, son humilité et ses réclamations hautaines déconcertaient ses adversaires et quelquefois ses partisans. Son malheur, la cause de tous ses échecs et de tous ses déboires, fut de n'avoir jamais compris qu'il n'y a pas de traité possible entre la révolte et l'autorité régulière : exiger de celle-ci qu'elle légitime celle-là, c'est aller contre la logique des choses. Il n'était incapable ni de fermeté ni de dévouement, et on n'a relevé contre lui aucune défaillance personnelle, mais il appartenait à cette catégorie d'hommes qui ont plus de courage dans le



cœur que dans l'esprit, et qui savent mourir pour leurs principes, mais non en accepter les suites nécessaires. Poursuivant un but impossible à atteindre, dominé par des désirs contradictoires, plus conséquent que logique, avec moins de raison que de piété et plus de bonne volonté que de prudence, la modération entêtée d'une conviction étroite faisait de lui un sectaire plutôt qu'un réformateur.

Avant même la conclusion des Compactats, il avait deviné la tactique des évêques et pressenti leur peu de sincérité. Dans les dernières conférences, il se tint à l'écart, assez mécontent d'un traité dont il apercevait les lacunes et les perfidies. Il était trop tard, et il ne réussit pas à empêcher la signature des conventions. Il chercha du moins à atténuer les effets de l'imprudence commise. Au moment où les catholiques croyaient n'avoir plus qu'à recueillir les fruits de leur habileté, ils se heurtèrent inopinément au *non possumus* d'une conscience timorée, et toute leur politique s'y brisa. Dans cette seconde période de sa vie, Rokytsana fut plus que le chef de la résistance, il en fut l'âme; pour un moment, il tint lieu à l'Utraquisme de doctrine et de dogme: il sauva ce qui pouvait encore être sauvé, une apparence d'Église nationale.

Comme jadis, lorsqu'il avait supplié le Concile de rendre la paix et l'union à la chrétienté, c'était le peuple tchèque tout entier qui parlait par sa voix. La résistance se concentrait sur un point; mais, plutôt que de l'abandonner, la nation entière était prête aux dernières extrémités. Que l'on essayât de toucher au calice, tout serait oublié, souvenirs de misères, inquiétudes de conscience, fatigue matérielle et morale, et la fièvre révolutionnaire que l'on croyait tombée, éclaterait avec une nouvelle violence. C'était le signe visible et saisissant des réformes poursuivies. Depuis plusieurs générations, l'Eucharistie était en Bohême l'objet d'un culte presque fanatique; les imaginations, au milieu du désarroi général, s'attachaient à ce symbole du calice dont la signification réelle ne leur apparaissait que dans une obscurité mystique, mais ce vague même donnait à leur foi

cette nuance de mystère sans laquelle il n'y a pas de religion.

Les papes, déconcertés par un fanatisme dont ils ne comprenaient pas la nature et irrités d'une résistance illogique et tardive, s'épuisaient en discussions, s'acharnaient à démontrer aux Tchèques leur inconséquence et la vanité de leurs demandes. Leurs raisonnements auraient produit un grand effet sur des politiques, ayant une idée claire de la valeur exacte des mots et des choses : mais ils étaient en présence d'une foule, c'est-à-dire d'une masse aux pensées obstinées et obscures, qui s'inquiétait peu des finesses diplomatiques, jugeait les questions en gros, et pour laquelle toutes les ruses étaient perdues. Qu'importaient au peuple la lettre des traités et les restrictions dont ils fourmillaient? Il ne les avait pas lus, et elles lui auraient échappé. Pour lui, les Compactats c'était le droit pour tous les fidèles de recevoir le calice, et le calice représentait à ses yeux la révolution tout entière. Que mettait-il en réalité sous ce mot? Sans doute les choses les plus diverses et même les plus difficiles à concilier. C'est le propre des révolutions de résumer dans une formule des aspirations très nombreuses, souvent opposées. Le curé de village, le paysan, le hobereau, le bourgeois de Prague, rattachaient à la communion utraquiste leurs rêves les plus chers et leurs joies les plus intimes : c'était les vendeurs chassés du Temple et le Sauveur rétabli sur son trône, la liberté de la parole de Dieu et le service divin animé et vivifié par le chant et la liturgie tchèques, le paradis ouvert, les abus redressés et les redevances allégées, un patriciat étranger écarté, le triomphe de la langue slave, la gloire du pays, l'ennemi héréditaire, l'allemand, écrasé et expulsé. Tous ces sentiments, dont le mélange formait des combinaisons infinies suivant l'intelligence, l'éducation, l'âge, le tempérament, la condition sociale, qui fermentaient d'ailleurs sourdement au fond des cœurs plutôt qu'ils n'étaient nettement formulés, se fondaient dans une résolution farouche de ne pas abandonner le Calice, si cher déjà à cause des souffrances supportées pour lui.



L'action de la diplomatie romaine n'avait certes pas été inutile : elle avait réussi à stériliser la formule et frappé à mort l'hérésie en lui enlevant toute puissance interne de développement : seulement on ne s'en aperçut qu'assez longtemps plus tard. Pour le moment, le Hussitisme, atteint dans ses œuvres vives, ne souffrait pas de sa blessure; lorsqu'on se préparait à le porter en terre, on le trouva prêt à une défense désespérée, et cette défense fut d'autant plus redoutable qu'elle n'était pas même réfléchie.

Les prélats italiens du xvᵉ siècle étaient bien trop subtils, avisés, spirituels, pour rien comprendre à cet enthousiasme naïf. Aussi leur politique, admirable dans les détails, commit-elle des fautes capitales. Comme tous les gens raisonnables, ils pensaient que la raison gouverne le monde, lorsqu'en fait l'idée même de foi est contradictoire à celle de raison, j'entends la foi véritable, complète, celle qui brave le bûcher et court au martyre. Une transaction eût été facile si des idées seules avaient été en présence, mais ce ne sont pas les idées qui soulèvent les hommes, ce sont les mots, et sous ces mots se cachent non des opinions, mais des passions. La Curie se flattait d'un triomphe facile parce qu'elle n'avait plus devant elle que des préjugés, mais les préjugés seuls sont intraitables. On n'aurait soumis les Hussites qu'en les exterminant. Les Compactats, avec quelque habileté que les prélats les eussent rédigés et quelque parti qu'ils en eussent déjà tiré contre les Bohêmes, étaient devenus pour ceux-ci un palladium qu'ils étaient résolus à défendre jusqu'à la mort.

Cette disposition des esprits créait un avenir plein de menaces, et il était à craindre que la nationalité tchèque ne sombrât au milieu des tempêtes qui s'amoncelaient à l'horizon. D'abord, l'Église, dépitée de son échec, ne rouvrirait-elle pas sur le champ la campagne? — Les Hussites ne s'effrayaient pas outre mesure de cette perspective, et Rokytsana, écœuré de la conduite de ses adversaires, attendait sans inquiétude une reprise des hostilités : « Dieu a été et est avec nous, disait-il, nous espérons qu'il y sera encore à l'a-

venir. » Tout le parti eût répété son cri de guerre et sans doute étonné le monde par de nouveaux triomphes : les ressources d'énergie que déploie une nation arrivée à un certain degré de surexcitation, dépassent tot les calculs.

En dépit cependant de la confiance générale, de l'enthousiasme et des victoires probables, les chances de succès définitif étaient faibles. L'on sortait à peine d'une crise épouvantable, les pertes subies étaient énormes : recommencer la guerre avant d'avoir repris haleine, avant qu'une jeune génération fût venue combler les vides, c'était s'exposer à de cruels désenchantements. En Bohême même tous les habitants ne s'étaient pas ralliés au Hussitisme, les catholiques formaient encore un tiers environ de la population totale, possédaient des villes importantes, Boudiéjovitse (Budweis), Plzen (Pilsen), devant laquelle s'étaient brisés les efforts des hérétiques : redoutable point d'appui pour une invasion étrangère. Les seigneurs les plus influents étaient retournés au catholicisme ou n'attendaient qu'une occasion pour demander leur réconciliation avec l'Église. Les révolutionnaires extrêmes, les défenseurs les plus redoutables et les plus sûrs de l'hérésie, ne s'étaient pas relevés de leur désastre de Lipan : on le vit bien quelque temps après, quand les Taborites essayèrent de résister à Podiébrad. En résumé, si la foi des Tchèques était encore trop sérieuse et trop profonde pour qu'ils ne préférassent pas la guerre à l'abjuration, leurs forces, très atteintes, autorisaient les doutes les plus graves sur le résultat final d'un second conflit. D'autant plus que leurs victoires n'étaient en réalité jamais que défensives, ne décidaient rien contre un ennemi insaisissable. La disproportion entre une obstination indomptable qui n'admettait aucune transaction et des ressources trop clairement insuffisantes constituait pour les Tchèques un très grave péril.

Quel usage les catholiques eussent fait de leur victoire, les épouvantables cruautés qui suivirent la bataille de la Montagne-Blanche (1620) ne nous en donnent probablement qu'une image imparfaite, et surtout les conséquences loin-

taines de la réaction auraient été, un siècle et demi plus tôt, terriblement plus graves et probablement irréparables. La nationalité tchèque eût disparu sans retour, comme avaient disparu les tribus slaves de l'Elbe inférieur, exterminées de même au nom de la religion chrétienne. Au commencement du XVIIe siècle, la race tchèque semble irrémédiablement atteinte : elle survécut pourtant et se releva. Cela tient à deux causes principales : d'abord l'Allemagne n'avait guère moins souffert que la Bohême de la guerre de Trente ans; avant de reprendre sa poussée vers l'Est, il lui fallut réparer ses propres pertes. Quand elle fut de nouveau en état de recommencer son travail de germanisation, il était trop tard : les circonstances générales n'étaient plus favorables; un souffle de renaissance agitait déjà les nationalités vaincues, et les Slaves n'offraient plus une proie aussi facile à l'absorption étrangère. De plus, les siècles qui forment la période hussite de l'histoire tchèque, avaient donné à la nationalité bohême une telle consistance qu'elle supporta des épreuves où elle eût certainement succombé cent cinquante ans plus tôt. Pendant cette crise, les Slaves, isolés du reste du monde et fiers de leur isolement, avaient pris une plus claire conscience d'eux-mêmes ; leur histoire s'était enrichie de pages impérissables ; leur langue, cultivée par des écrivains nombreux, s'était fixée et répandue. Toute l'habileté des jésuites ne fit pas que le passé n'eût pas existé, et du passé sortit l'avenir. La comparaison de la Moravie et de la Bohême montre d'une manière incontestable cette influence souveraine des traditions et des souvenirs sur les destinées du peuple tchèque. En Moravie, la population slave est relativement plus nombreuse qu'en Bohême : l'effort contre la germanisation y a été cependant moins énergique, le réveil national beaucoup plus lent. Se serait-il jamais produit sans les exemples et les encouragements venus de Prague? C'est que les Moraves n'ont pas une histoire aussi éclatante et, pour ainsi dire, aussi particulariste; chez eux l'idée slave n'est qu'une abstraction que ne soutiennent pas des siècles de combats, de triomphes et de



souffrances. Au XVe siècle, le peuple tchèque était encore jeune, flexible : surpris en pleine formation, il se fût plié aux influences étrangères et aurait perdu sa personnalité; le rétablissement à main armée du catholicisme eût entraîné l'anéantissement absolu de la nationalité slave en Bohême. L'idéal consiste-t-il dans la suppression des petites nationalités? Une plus grande extension de la race germanique eût-elle été favorable au progrès général? Quelle que soit la réponse que l'on fasse à ces questions, il est certain que la fortune de la race slave en Bohême était indissolublement liée à l'avenir du Hussitisme.

En admettant même que l'échec des précédentes croisades détournât les papes d'une nouvelle déclaration de guerre, le péril que courait la Bohême, moins immédiat, n'en était pas moins grave. Elle semblait près de tomber en dissolution et de périr par l'anarchie. Les pouvoirs réguliers n'existaient plus ou n'avaient plus aucun crédit. Sous la royauté nominale d'Albert d'Autriche (1437-39), le gendre de Sigismond, le désordre est inouï, et il grandit encore pendant les années qui suivent : les uns acceptent pour roi le fils d'Albert, Ladislas le Posthume, encore à la mamelle et que son oncle, Frédéric III, roi des Romains et chef de la maison d'Autriche, refuse de remettre à ses sujets; d'autres se rallient à un candidat polonais qui les encourage peu et les soutient mal : la majorité des États offre mélancoliquement la couronne aux princes voisins et cherche sans le trouver un souverain capable de la diriger et de la protéger. Les guerres se croisent. Autrichiens contre Polonais, Catholiques contre Utraquistes. Les partis se multiplient et se morcellent : Taborites en face des Calixtins ardents, Utraquistes honteux à côté des Catholiques. Les idées se troublent, les programmes se mêlent; la décomposition gagne de proche en proche et s'attaque non plus seulement au pays tout entier, mais aux divers groupes. Ni chef ni drapeau. Rokytsana est en fuite; Tabor, en décadence; Prague, courbée sous la domination des seigneurs catholiques. Les tribunaux ne siègent plus. Aucune loi, sinon la volonté

du plus fort. Les querelles privées s'ajoutent aux discordes publiques. Le commerce est nul, les champs en jachère : la famine, presque permanente, entraîne les épidémies, et les nobles, à la faveur de l'anarchie, étendent leurs privilèges, soumettent leurs sujets à une domination plus dure et agrandissent leurs domaines.

Comment le sentiment de l'unité nationale n'eût-il pas souffert de cet ordre de choses ? — Dans le mouvement hussite, l'idée slave et l'idée de réforme religieuse avaient toujours été étroitement liées, et les Allemands détestaient moins peut-être dans les Calixtins des hérétiques que les fondateurs d'un état soustrait à l'influence germanique. Par un bizarre enchaînement des circonstances, la révolution aboutissait maintenant à la dislocation du royaume. Non seulement les provinces lointaines que n'avait jamais réunies à la Bohême un lien bien intime, échappaient à son influence, mais celles que la géographie, l'ethnographie et l'histoire rattachaient plus sérieusement à la couronne, les deux Lusaces, la Silésie, la Moravie même, fidèles au catholicisme ou moins atteintes par les idées nouvelles, reprenaient peu à peu leur indépendance. Pour certains de ces pays, la scission est irréparable : depuis lors, l'union de la Silésie et de la Bohême ne sera plus que fictive, la Réforme allemande même n'effacera pas complètement les anciennes divisions ; au moment où les protestants de Silésie et de Bohême sont menacés par les mêmes ennemis, la défiance de race subsiste et paralyse leur résistance [1].

Menace plus grave, en Bohême même, en dépit des conditions géographiques si favorables à l'unité et des traditions si puissantes, les symptômes de dissolution nationale sont évidents. L'exemple de l'Allemagne morcelée est contagieux. La royauté supprimée de fait, les seigneurs les plus influents songent à se tailler des principautés à peu près indépendantes ; dans le sud déjà, Ulrich de Rosenberg, proprié-

1. V. sur les dispositions de la Silésie le très beau livre de M. Grünhagen *Gesch. Schlesiens*, Ier vol. Gotha, 1884, en partic. p. 258 et sq. M. Grünhagen fait preuve, en général, d'un sérieux et louable effort d'impartialité.



taire d'immenses domaines, tranche du souverain, a ses ambassadeurs, entretient soigneusement l'anarchie dont profite son ambition. Le péril est d'autant plus sérieux que ces convoitises féodales trouveront un appui intéressé chez les princes allemands voisins, heureux de l'affaiblissement d'un royaume redouté. Ils comptent bien d'ailleurs avoir part à la curée. Déjà l'invasion étrangère a commencé, lente, insidieuse, vers le nord, par la Saxe qui met la main un à un sur les chateaux et les villes de l'Elbe et de la frontière de Misnie, au sud par la Bavière. Les incursions des croisés, les razzias des bandes indisciplinées qui, sous prétexte de religion, rançonnent les populations limitrophes, entretiennent une agitation perpétuelle, grosse de complications. L'opinion, absorbée par les querelles de partis, fait abstraction des questions générales ; des confédérations particulières se forment, les factions se constituent géographiquement, et chacune d'elles exerce une sorte de souveraineté dans les régions où elle est en majorité. Quelle résistance offrira à la conquête ou à l'infiltration germanique un pays ainsi isolé, séparé de ses alliés naturels, divisé contre lui-même, perdu dans des luttes inexpiables ?

La Bohême sortit victorieuse de cette crise redoutable parce qu'elle eut le bonheur de trouver un chef de premier ordre dans Georges de Podiébrad. Assez modéré pour contenir les passions, assez résolu pour ne pas reculer devant une lutte inégale, politique assez avisé et assez vaillant soldat pour en sortir à sa gloire, son génie et son dévouement sauvèrent le pays d'une défaite qui semblait inévitable et dont les suites auraient probablement été mortelles. Les Tchèques ont voué à la mémoire du grand chef utraquiste une sorte de culte : quand on s'est bien pénétré de la situation, on ne trouve pas que leur reconnaissance dépasse ses services.

Les années qui suivirent la mort de Sigismond montrèrent clairement la gravité du péril. Albert d'Autriche était mort (1439), sans avoir recueilli réellement la succession que lui avait ménagée son beau-père. D'après le



droit public bohême, son fils, Ladislas le Posthume, héritait de la couronne, mais n'entrait en possession du pouvoir que sous certaines conditions ; la royauté tchèque n'était pas en effet purement héréditaire : le roi n'exerçait les droits qu'il tenait de sa naissance qu'après avoir été reconnu par la diète. Les Calixtins présentèrent à Ladislas, ou plutôt à son tuteur, l'empereur Frédéric III, comme condition de sa proclamation, une double requête : les Compactats seraient confirmés et le jeune roi élevé en Bohême. Ils n'obtinrent que des promesses vagues et insuffisantes. Les chefs catholiques, titulaires des principales charges que leur avaient confiées Sigismond, travaillaient sous main à prolonger l'interrègne qui servait à la fois leurs convoitises politiques et leurs haines religieuses. Malgré leur affectation de loyalisme, leur zèle pour la royauté n'était ni plus sincère ni moins égoïste que le dévouement à l'Église dont ils faisaient profession ; ils détenaient, plus ou moins légalement, la plus grande partie des biens domaniaux et ecclésiastiques, et leur principal souci était de mettre leurs usurpations à l'abri de toute revendication. Leur chef, Ulrich de Rosenberg, qui prenait de plus en plus les allures d'un prince souverain, déployait toutes les ressources de sa politique pour prolonger l'anarchie qui facilitait ses desseins ; il pêchait en eau trouble, et ses machinations sans scrupules étaient favorisées par l'inertie calculée de Frédéric III. Les Utraquistes étaient fort découragés. Prague, leur capitale et leur forteresse, languissait sous la domination de Menhart de Hradets qui n'attendait qu'un prétexte pour abandonner publiquement la Réforme qu'il avait déjà abjurée de cœur. Les Hussites disposaient sans doute encore d'une importante majorité parmi la population, mais leur scission en diverses factions, très acharnées les unes contre les autres, paralysait la supériorité de leurs forces.

Fatigués des diètes qui ne décidaient rien et des négociations qui n'aboutissaient pas, les Tchèques, désespérant de constituer une administration centrale, voulurent du moins

apporter un remède partiel aux maux dont souffrait le pays en organisant une administration provinciale. Les diètes des divers cercles se réunirent et élurent des capitaines de districts, chargés de maintenir la paix publique. Les quatre cercles de la Bohême orientale, de tout temps les plus dévoués au Calice, se réunirent, formèrent une confédération et élurent un chef commun, Ptatchek de Pirkstein (1440). Nous le connaissons mal; il semble avoir possédé des qualités remarquables, mais peut-être lui manquait-il un peu de cette étendue d'esprit et surtout de cette énergie et de cette décision qui font seules les grands chefs de parti et qui étaient alors nécessaires à la Bohême. Peut-être aussi le temps seul lui fit-il défaut. Quand il mourut, en 1444, les Tchèques n'avaient encore ni roi ni gouvernement, mais des progrès sérieux avaient déjà été réalisés, et Ptatchek laissait à son successeur une situation beaucoup plus claire et de précieux éléments d'action.

Il avait compris qu'il importait avant tout de reconstituer le parti utraquiste et il s'y était consacré tout entier. A la diète de Tchaslav (1441), les provinces soumises à Ptatchek avaient de nouveau proclamé Rokytsana administrateur général du clergé Réformé, et leur exemple avait été bientôt suivi par le gros du parti calixtin. Peu de temps après, le synode de Koutna-Hora (Kuttenberg), auquel assistaient environ trois cents prêtres, fixait le credo et la discipline de l'Église utraquiste. Les modérés, satisfaits des preuves de bonne volonté que leur donnaient les ardents, très mécontents d'ailleurs des empiétements des Catholiques, se rapprochaient de la majorité réformiste, et la réconciliation sincère de leur chef le plus influent, Jean de Prjibram, avec Rokytsana, — Miélnik 1442 —, enlevait à la réaction une de ses meilleures chances. L'œuvre de concentration se poursuivit à la diète de Prague (1444) qui condamna solennellement les doctrines taborites; les prêtres les plus avancés du groupe refusèrent, il est vrai, d'accepter cette condamnation, mais ils ne réussirent pas à maintenir leurs fidèles; un mouvement continu de désertion diminua rapidement



leur parti et prépara la perte de la fraction radicale dans l'armée utraquiste. Ainsi se trouvèrent peu à peu réparées les conséquences les plus dangereuses des négociations avec l'Église; en face de l'ennemi parut de nouveau, au lieu d'un parti hésitant et divisé, un peuple uni et confiant.

Malheureusement les progrès accomplis, très réels, n'avaient qu'un caractère provisoire; obtenus par Ptatchek, ils dépendaient de lui, et sa mort pouvait tout remettre en question. Toutes les causes de discorde et de faiblesse subsistaient, voilées plutôt que supprimées. L'œuvre, à peine ébauchée par Ptatchek, fut continuée et accomplie par Georges de Podiébrad.

Dans le district de Tchaslav, sur la rive droite de l'Elbe, s'élève un gros bourg, Podiébrady, qui compte environ trois mille cinq cents habitants. La principale curiosité de cette petite ville est un vaste château, entouré d'un fossé profond, qui se dresse sur le côté méridional de la grande place. C'est un édifice fort imposant, avec quelques parties bien conservées; on y montre aux voyageurs la chambre où naquit, le jour de la saint Georges 1420, le grand roi hussite.

Les domaines des seigneurs de Kunstatt et de Podiébrad n'étaient pas très étendus et leur influence était bornée, mais ils avaient d'illustres alliances. La sœur de la mère de Georges avait épousé Ulrich de Rosenberg; la sœur de sa grand-mère était la mère de Menhart de Hradets. De toutes les familles seigneuriales tchèques aucune n'avait donné plus de gages à la Réforme; le grand-père de Georges avait protesté dès 1415 contre la condamnation de Hus, et son père, Botchek de Kunstatt, servait dans l'armée qui repoussa la première invasion de Sigismond. Une légende, trop piquante pour ne pas être suspecte, fait de Zizka le parrain de Georges; il est certain du moins que Botchek resta jusqu'au dernier jour l'ami très intime du terrible chef de bandes. Il combattit les Taborites à Lipan, et Georges y fit ses premières armes à ses côtés : il avait alors quatorze ans. Quatre ans plus tard (1438), il prenait une part active



à la lutte contre Albert d'Autriche : il marchait sur Tabor pour rallier Ptatchek, quand il tomba dans un parti de cavalerie autrichienne, accepta le combat malgré l'infériorité de ses forces et resta maître du champ de bataille [1]. Ses succès, sa fermeté, sa prudence précoce, le dévouement éprouvé de sa famille à la cause nationale avaient attiré l'attention sur lui, et, en 1441, le cercle de Boleslav le choisit pour capitaine. Dans ces fonctions, il apporta à Ptatchek un appui sûr et très précieux. Petit, trapu, il avait dans toute sa personne quelque chose de solide et de résistant, et, en même temps, de réfléchi et de calme. Les yeux, étincelant au milieu de ce visage hâlé et pâle, trahissaient une intelligence vive et pénétrante. Formé aux affaires dès sa plus tendre jeunesse, comptant dans tous les partis des amis et des parents, il connaissait les hommes et savait les manier. L'influence qu'il avait rapidement acquise, sa modération, son bonheur, son activité infatigable, le désignaient à tous les suffrages : tout le parti de Ptatchek accepta sans hésitation ce chef de vingt-quatre ans. Jamais choix ne fut plus heureux et peuple ne confia ses destinées à un gardien plus vigilant et plus sûr.

Quelques historiens ont essayé, de nos jours, de contester ses services. Après tout, ont-ils dit, quels triomphes a-t-il remportés ? A sa mort, l'Utraquisme n'avait pas plus de sanction légale, officielle, qu'au début de son règne, la rupture avec l'Église était irréparable, les papes avaient armé contre la Bohême un roi puissant, et les victoires de Georges ne préservaient pas son pays d'horribles dévastations ; Vladislas, son successeur, fut obligé d'acheter le pain par le désastreux traité d'Olomouts qui démembra le royaume ; ce qui importe en histoire, ce sont les résultats, et ceux qu'a obtenus Podiébrad ne justifient guère une admiration sans mélange. — C'est oublier deux choses : Georges d'abord a reconstitué la Bohême, refait l'unité nationale. Il a triomphé de

1. Palatsky. III. 3, p. 319.



l'anarchie, contraint les partis à reconnaître une autorité régulière, réveillé dans les cœurs le sentiment d'intérêts et de devoirs communs; les révoltes de la fin de son règne, partielles et presque individuelles, ne mettent plus en question l'existence nationale; les passions religieuses, atténuées par un régime de tolérance, n'ont plus assez de violence pour étouffer la conscience slave. Puis, à ce peuple tchèque, ainsi rassemblé, refait matériellement et moralement, il a assuré une paix de vingt années; pendant cette trêve, le Hussitisme a poussé dans le pays des racines vivaces, et des forces jeunes se sont développées qui, au moment du combat suprême, ont suffi aux Utraquistes, sinon pour vaincre, au moins pour ne pas être vaincus. Lorsque Georges disparaît, peut-être quelques années trop tôt, la Réforme était sauvée comme la nationalité tchèque elle-même. Sans doute la Bohême avait reçu de terribles blessures, mais aucune n'était mortelle. Toutes les difficultés n'étaient pas écartées : le Hussitisme continuait à végéter, inconséquent et émasculé, le pouvoir de la royauté était mal établi et contesté; il serait aussi puéril de le nier qu'injuste d'en rendre Georges responsable. Il n'est donné à personne de débarrasser les générations futures de leurs devoirs et de leur tâche ; la seule chose qu'elles aient le droit de réclamer, c'est de n'être pas entravées par les fautes du passé. Le service de Podiébrad se réduit à avoir réservé l'avenir, en écartant de son peuple une catastrophe irréparable : cela suffit. Peu de titres de gloire sont plus clairs et plus authentiques.

Est-ce à dire qu'il faille voir en lui une sorte de héros révolutionnaire? On l'a prétendu quelquefois; on l'a représenté comme le chevalier de l'avenir, le martyr du progrès, le champion mystique de deux des idées qui nous tiennent le plus au cœur, les droits de l'état laïque qu'il a opposés aux prétentions d'une théocratie envahissante, la liberté de conscience et la tolérance qu'il a défendues contre les anathèmes du dogmatisme persécuteur.

C'était le moment où l'on prêtait aux chefs d'empires les vastes idées, les claires vues sur l'avenir, où on leur de-

mandait d'incarner les besoins incertains et les aspirations de leur temps [1]. La mode a changé et nous sommes devenus moins exigeants : nous croyons beaucoup moins aux plans combinés longtemps à l'avance, aux progrès poursuivis à des siècles de distance, aux volontés précises, beaucoup plus en revanche à l'enchaînement nécessaire des faits, à la pression des circonstances, aux expédients acceptés, à la collaboration inconsciente des hommes et des événements. Nous ne demandons plus aux souverains d'avoir des conceptions grandioses, mais de bien faire leur métier, de maintenir l'ordre au dedans et la sécurité en face de l'étranger. Ce devoir, le plus réel d'un prince, Georges l'a rempli tout entier. Ce ne fut pas un chef de parti audacieux et passionné, mais un grand roi, ce qui vaut mieux.

Il n'exerce plus ainsi sur les imaginations cette séduction romanesque qui n'appartient qu'aux mystiques et aux sectaires. Non pas qu'aucun héroïsme fût au-dessus de son courage : le cœur chez lui était à la hauteur de l'esprit, et, s'il eut quelquefois une hésitation sur la valeur de la cause qu'il défen-

1. Palatsky qui joignait à une conscience si attentive et à une si vaste érudition une âme ardente et un dévouement juvénile à toutes les grandes causes, avait mis dans Georges quelque chose de lui-même, de sa propre foi et de son enthousiasme. Le portrait qu'il a tracé du roi hussite a quelque chose d'idéal et comme d'idyllique. Il a provoqué des protestations acerbes : supposer qu'un Tchèque ait eu des idées généreuses, voir dans un Slave un champion de la liberté, n'était-ce pas un outrage à la Culture allemande ? — Ce qui est vrai, c'est que le récit de Palatsky se ressent dans une certaine mesure des fières et nobles passions qui animaient l'historien, de l'époque où il écrivait et qui était encore une période d'orage et d'assaut, et aussi des théories régnantes à ce moment du siècle. — Il restera toujours dans un portrait de Georges une part d'incertitude, parce que les documents ne nous font pas pénétrer dans l'intimité de ses pensées et que les témoignages hostiles manquent de la contre-partie nécessaire, la déposition d'un ami et d'un auxiliaire du roi. Nous en sommes réduits le plus souvent à conclure du fait à la volonté, à deviner l'intention, ce qui est toujours dangereux, mais ce qui l'est surtout à une période de crise morale et intellectuelle comme le XVe siècle. Ce qui reste d'obscur dans cette destinée et d'énigmatique dans ce caractère explique en partie l'attrait que ce sujet a exercé sur les historiens. Les nouveaux travaux n'ont pas sensiblement modifié les divers traits de la physionomie du roi, mais l'impression générale est tout autre : le roi est moins complètement en pleine lumière, plus divers, plus vivant. Il perd quelque chose du prestige romantique qui nous éblouissait, il nous intéresse davantage.



dait, sa fidélité et son dévouement n'en paraissent que plus admirables; mais, arrivant à la fin de la lutte, il n'avait pas la confiance aveugle, l'emportement des premiers rebelles et comme cette folie de la foi pour laquelle l'histoire garde malgré tout ses secrètes tendresses. On était arrivé à cette phase des révolutions qui suit toujours la période d'emportement et d'assaut. A l'élan furieux succèdent la réflexion et une sourde fatigue. La simplicité de cœur confiante, les vastes espérances, les entraînements passionnés des premiers jours cèdent la place à de nouveaux facteurs, la révolte de l'instinct à la pensée que tant de sacrifices seraient perdus, le souvenir des récents combats, l'orgueil national et l'entêtement à ne pas trahir la mission acceptée. Les passions, non moins acharnées, sont moins spontanées ; le rôle de l'inspiration et de la crédulité naïve diminue, et celui du calcul augmente. L'obstination est la même, mais la violence moindre. Le fanatisme s'atténue, ou, chez les plus belliqueux, change de nature ; désormais, il vient moins du cœur que de la tête. Les sectaires sont remplacés par les politiques, et cet état d'âme de la génération qu'ils gouvernent imposerait aux chefs beaucoup de prudence et de réserve, alors même qu'ils ne seraient pas pénétrés par ce souffle subtil d'indifférence qui refroidit les cœurs les plus chauds. Les plus sincères apportent quelque mauvaise humeur à servir une cause dont ils aperçoivent les côtés faibles, et leur désir réel est de la rendre acceptable même à ses adversaires, à force de ménagements et de restrictions. Leur but est modeste ; leurs défauts, la timidité, quelque excès d'habileté, des retours d'égoïsme, sont de ceux que frappe la réprobation la moins indulgente ; leurs vertus mêmes, la modération, la finesse, la persévérance, paraissent une limite et presque une trahison.

Georges fut un de ces ouvriers de la deuxième heure. Personne ne ressemble moins à un théoricien ou à un fanatique. En face d'une situation qu'il n'avait pas créée et qu'il n'était pas libre de modifier, il a compris les dangers qui menaçaient son peuple, s'est rendu compte de ses besoins es-

sentiels, et s'est attaché à écarter les uns et à satisfaire les autres. Les vastes combinaisons auxquelles il a eu quelquefois recours, le projet par exemple d'une confédération européenne, n'ont jamais été à ses yeux que des moyens secondaires et accessoires, dont il ne s'est pas exagéré l'importance et auxquels il n'a sacrifié aucun intérêt immédiat. Il a appelé auprès de lui des hommes de principes et a pris très nettement position contre la papauté, mais malgré lui, pendant les dernières années de son règne, après avoir épuisé tous les moyens de conciliation, et même alors toujours prêt à reprendre les négociations avec la Curie. Il ne s'est pas donné pour mission de propager l'Utraquisme, mais de permettre à la Bohême de disposer librement de ses destinées, en la sauvant de l'anarchie intérieure et de l'invasion étrangère. La tâche était assez grande et assez difficile, et on ne saurait trop admirer la fertilité de ressources, la souplesse d'imagination, la persévérance prudente, le patriotisme clairvoyant, l'audace mesurée et la fermeté tranquille qui lui permirent de la mener à bonne fin [1].

1. Voici quelles sont, pour cette période, les principales collections de documents à consulter : Palatsky, *Urkundliche Beitræge zur Gesch. Bœhm. und seiner Nachbarlænder im Zeitalter G. v. Podiebrad* (1450-1471), dans les *Fontes rer. Austriac.*, 2e série, t. XX, Vienne, 1860 ; — Bachmann, *Urkunden und Aktenstücke zur œsterr. Gesch. im Zeitalter K. Friedrichs III und K. G. von Bœhmen* (1440-1471), même collection, t. XLII, 1879 ; — la très belle collection des *Fontes rer. Silesiacarum*, surtout les tomes VII (Eschenloer, texte latin, avec une très remarquable introduction critique), t. VIII et IX (*Polit. Korrespondenz von Breslau*, éditée par Markgraf), t. XII (*Geschichtschreiber Schlesiens des XV Jahrh.*, Breslau, 1883, publiés par Franz Wachter.) ; — le recueil de documents divers publiés sous le titre d'*Archiv tchesky*, surtout les volumes I, IV, V et VI ; — les *Staré letopisy tcheské* (Anciennes chroniques tchèques), t. III, publiées par Palatsky.

Palatsky a le premier reconstitué cette grande figure de Georges de Podiébrad dans le volume IV de son admirable *Histoire de Bohême*. M. Saint-René Taillandier a donné un résumé intéressant et animé des recherches du grand écrivain tchèque dans son volume : *Bohême et Hongrie* (Paris, 1862). — Depuis lors, deux tendances se marquent toujours plus nettement parmi les auteurs, fort nombreux, qui se sont occupés de Georges. Les écrivains tchèques, en général, et un certain nombre d'historiens allemands, chez lesquels les convictions libérales l'emportent sur les préjugés de race, sont favorables au roi. Les principales œuvres qui se rattachent à cette école, fort inégales,



Ptatchek de Pirkstein avait montré le but : Georges continua sa politique, mais avec plus de résolution et de bonheur. La Bohême avait désormais un chef : amis et ennemis s'en aperçurent vite. Les négociations avec l'Empereur et la cour romaine se traînaient; sans illusion sur les dis-

mais intéressantes à des titres divers, sont les suivantes : Jordan, *Das Kœnigthum Georg's von Podiebrad*, Leipzig 1861 ; — Droysen, *Geschichte der preussischen Politik*, t. II ; — Tomek, *Dieje kralovstvi tcheskeho* (*Histoire du royaume tchèque*, dernière édition, Prague, 1885) ; — Ermisch, *Studien zur Gesch. der Sachs.-Bœhm. Beziehungen in den Jahren* 1464 *bis* 1471, Dresde 1881, etc. — En général les Allemands sont plutôt sévères pour le roi hussite, et la sévérité devient de la malveillance chez la plupart des Allemands de Bohême. A cette seconde catégorie appartiennent, avec des tendances plus ou moins accusées, G. Voigt, dont l'opinion paraît un peu hésitante, plus bienveillant dans sa *Biographie de Pie II* (*Enea Silvio de Piccolomini*, Berlin 1863), que dans sa discussion des conclusions de Palatsky (*Georg von Bœhmen der Hussitenkœnig*, dans la *Sybel's historische Zeitschrift*, t. IV, 1861 ; — Markgraf, *Ueber Georgs von Podiebrad Plan eines europæischen Fürstenbundes* (*Histor. Zeitsch.*, t. XXI) ; *Das Verhæltniss K. Georgs von Bœhmen zu Papst Pius II* (1458-1462) ; *Die Bildung der katolischen Liga gegen K. Georg von Podiebrad* (*Hist. Zeitsch.*, t. XXXVIII, 1877). — Les recherches des deux écoles, apologétique et critique, ont abouti récemment à deux livres de tendances fort opposées et de valeur très inégale, mais en somme tous deux très remarquables : les deux auteurs, admirablement préparés par leurs travaux précédents et dont l'enquête a été complète et fort bien conduite, résument et rectifient toutes les études antérieures. M. Bachmann a pour Georges une haine personnelle : ennemi loyal, il recule devant toute accusation qui ne lui paraît pas fondée, mais ne cache pas le dépit que lui cause l'absence de preuves; il a consacré de longues années à l'étude de cette période. Ses monographies : *Ein Jahr bœhm. Gesch.* ; — *Bœhmen und seine Nachbarlænder unter G. von Pod.* Pr. 1878, — étaient des réquisitoires très solides; il a publié depuis, dans l'*Allgemeine Deutsche Biographie*, une biographie de Georges très intéressante; il a enfin donné un récit très détaillé de la partie la plus importante du règne dans le premier volume de la grande histoire qu'il a entreprise, *Deutsche Reichsgesch. im Zeitalter Friedrich III und Max I*, Leipz. 1884. Dans cette œuvre un peu longue et touffue, il n'y a pas moins de science que de passion, et, ce qui témoigne en faveur de la conscience de l'écrivain, c'est que, en dépit de ses jugements très durs pour le roi, l'impression que l'on emporte de la lecture de ce livre, est loin d'être défavorable à Georges. — M. Tomek a consacré à la fin de l'histoire du Hussitisme les 6e et 7e parties de son Histoire de Prague (Prag. 1885 et 1886). Par sa droiture et sa fermeté d'esprit, par sa connaissance complète des faits, par sa sincérité, M. Tomek, dont le nom serait célèbre dans l'Europe entière si, par un sentiment patriotique digne d'admiration, il n'avait écrit tous ses ouvrages en tchèque, mérite sans contredit d'être placé au premier rang des historiens contemporains. Bien qu'il soit toujours imprudent en histoire de parler de travail définitif, il me paraît bien peu probable que, d'ici longtemps, l'on ajoute grand'chose à son œuvre sur Podiébrad.



positions réelles de ses adversaires, il comprit qu'il n'avait d'autre moyen d'obtenir la paix que de la conquérir : les papes ne traiteraient que s'ils n'avaient plus rien à attendre de l'anarchie. Les catholiques bohêmes s'agitaient bruyamment, triomphaient de quelques conversions éclatantes : pour arrêter ces défections qui, sans affaiblir beaucoup les Utraquistes, les irritaient fort et menaçaient à chaque instant de provoquer une nouvelle guerre civile, il importait de constituer un pouvoir solide et régulier. — Ce fut l'objet des préoccupations constantes de Georges. Elevé à son poste d'honneur et de combat par la confiance des Hussites, il ne pouvait ni ne voulait séparer sa cause de la leur, mais sa fidélité n'était pas intolérante, il appelait à lui tous les hommes de bonne volonté et s'efforçait d'unir tous les partis dans un effort commun pour assurer à sa patrie la paix politique et religieuse dont elle avait un si pressant besoin.

Pour réconcilier les factions, il fallait les dominer. Chez les seigneurs catholiques, les passions ou les intérêts personnels avaient étouffé tout patriotisme. Podiébrad se heurtait partout au mauvais vouloir de Rosenberg et de ses amis, — en Bohême, où par leur faute aucune proposition n'aboutissait; à la cour de Frédéric, dont ils encourageaient l'inertie et la mauvaise volonté; à Rome, où ils suppliaient le pape de refuser toute concession. Ceux mêmes qui devaient plus tard accuser Georges d'égoïsme et d'ambition personnelle et lui reprocher avec le plus d'amertume ses coups de force, semblaient avoir à cœur de le pousser à bout, le condamnaient en quelque sorte aux résolutions violentes.

En même temps, ils perdaient du terrain dans le pays : leur habileté excessive les rendait suspects; leur tactique, percée à jour, ne trompait plus personne. L'attitude de l'Église rapprochait les divers groupes hussites; les plus timorés, en face de provocations incessantes, renonçaient à des espérances irréalisables et se rejetaient brusquement en arrière : parmi les docteurs et les maîtres qui solli-



citaient la nomination de Rokytsana à l'archevêché de Prague, se trouvaient au premier rang des hommes sur la connivence desquels la Curie s'était habituée à compter, Procope de Plzen, Jean de Prjibram, Pierre de Mladénovitse.

Un grand courant d'opinion se dessinait; comment Georges n'aurait-il pas cherché à en profiter pour étendre et affermir son autorité? — Il se sentait assez de cœur et de génie pour rendre à la Bohême la tranquillité et la puissance : comment n'aurait-il pas écarté les obstacles qui empêchaient ses facultés de sortir leur plein effet? C'était son droit, et c'était son devoir. L'ambition n'est coupable que lorsqu'elle oublie les intérêts généraux dans des préoccupations égoïstes. Dans ce sens, quel était ici l'ambitieux, d'Ulrich de Rosenberg et des nobles catholiques qui, dans un but personnel, ou même, en acceptant l'hypothèse la plus favorable, dans un parti-pris haineux, entretenaient le désordre et ménageaient soigneusement les éléments de décomposition et de ruine [1], ou de Georges qui mettait tous ses soins, toute sa sincérité à fermer l'ère des guerres civiles, à rétablir l'ordre et à ramener la confiance dans les esprits?

La question ne se posait même pas alors en Bohême pour l'immense majorité de la population. Les Catholiques sentaient le sol manquer sous leurs pas, luttaient avec un acharnement désespéré contre la pression toujours plus forte du peuple qui demandait la paix, l'ordre et la liberté religieuse. Leur confiance dans le succès et leur hauteur avaient fait place au découragement et aux hésitations. Ils ne voyaient plus qu'une chance, traîner les choses en longueur, atteindre ainsi le moment où le fils d'Albert, Ladislas, arriverait

1. Bachmann, toujours si sévère pour Podiébrad, dans lequel il ne voit qu'un ambitieux qui, sans conviction personnelle, exploite le Hussitisme pour arriver à la royauté, reconnaît cependant qu'Ulrich de Rosenberg est responsable de l'échec de toutes les négociations avec Frédéric et que ses intrigues rendaient impossible la constitution d'un gouvernement. Art. *Podiébrad*, dans l'*Allgemeine deutsche Biographie*.



à sa majorité, et reprendre avec lui le plan si malheureusement interrompu par la mort de Sigismond; ils n'abandonnaient pas leurs espérances, mais les ajournaient, confiants dans le hasard, le temps et les fautes des Hussites.

C'était compter sans Georges; sa modération était fort avisée, et sa diplomatie, très sincère et remplie de bonne volonté, était très clairvoyante. Il avait négocié aussi longtemps qu'il avait espéré ramener ses adversaires, puis aussi longtemps qu'il lui avait paru nécessaire pour établir aux yeux de tous leur mauvaise foi. Du jour où il eut la preuve qu'ils étaient absolument sourds à toute raison et où il l'eut clairement démontré à ses partisans, il agit avec beaucoup de rapidité et de vigueur. Il convoqua une grande diète à Koutna-Hora, où parurent non seulement les représentants des quatre cercles qu'il gouvernait, mais tous ceux qui étaient décidés à soutenir sa politique : dans cette sorte d'assemblée plénière du parti utraquiste, on lui confia les pouvoirs les plus étendus; il en usa aussitôt pour frapper un grand coup. Sigismond, en nommant Menhart de Hradets burgrave de Prague, avait assuré la domination du parti catholique dans la capitale du royaume; la très grande majorité des habitants, Calixtins fanatiques, supportait avec désespoir cette autorité et n'attendait qu'une occasion de secouer un joug détesté. Fallait-il laisser languir plus longtemps dans une odieuse dépendance des alliés, des défenseurs de la vraie foi? Ou bien Georges aurait-il dû prévenir ses adversaires de ses intentions et rendre inévitable une collision sanglante? Ses armements avaient provoqué quelques inquiétudes parmi ses adversaires : avec une naïveté singulière et qui ne s'explique que par leur découragement et la conviction où ils étaient de leur impuissance, ils se contentèrent de déclarations vagues, ne prirent aucune précaution. Georges profita de leur inaction; il parut à l'improviste devant Prague et l'enleva sans coup férir, à la grande joie des Praguois qui lui reconnurent sans



marchander tous les droits régaliens qu'il s'attribua [1]. (Septembre 1448.)

1. Palatsky, IV, I, p. 191-199. Les Catholiques, après avoir favorisé le succès de Georges par leur indécision et leur imprévoyance, essayèrent ensuite d'excuser leur faute en accablant le vainqueur de reproches. Ils parlèrent de perfidie, de trahison : injustice ordinaire des partis qui exigent volontiers des autres une délicatesse de conscience et un luxe de scrupules qu'ils dédaignent pour leur propre compte. Ce qui est plus singulier, c'est que M. Palatsky semble dans une certaine mesure désapprouver l'habileté de Georges et regrette de ne pas trouver en lui cette magnanimité chevaleresque qu'il admire dans Ptatchek : en réalité les temps étaient changés et la magnanimité n'était plus de saison. Plus d'hésitation eût été de la faiblesse. Georges n'était pas un chevalier, heureusement pour la Bohême.

CHAPITRE II

GEORGES DE PODIÉBRAD CAPITAINE-GÉNÉRAL DU ROYAUME

utorité de Podiébrad reconnue par tous les partis. — Ladislas roi de Bo-ème (1453). — Reconstitution de l'état tchèque; apaisement moral et pro-rès matériels. — Négociations avec l'Église. Les papes victorieux de l'op-osition, leurs orgueilleuses espérances. Nicolas V. Les légats pontificaux : ean Carvajal, Nicolas de Cues et Jean Capistran. — Prise de Constanti-ople par les Turcs. — Æneas-Sylvius Piccolomini. — Calixte III (1455). - Mort de Ladislas (1457).

Le coup de main de Georges était un véritable coup d'é-, et il marque un progrès décisif dans le travail de la organisation tchèque. L'expulsion des gouverneurs catho-ues de Prague terminait l'œuvre inaugurée par l'élection Ptatchek et la réconciliation des deux grandes fractions aquistes. L'influence que Georges devait à ses succès an-ieurs et à sa valeur personnelle, s'accroîssait désormais prestige qui s'attache partout à la possession de la ca-ale et qu'augmentaient encore ici la population et la ri-esse de la ville ainsi que les services qu'elle avait rendus a révolution. Depuis l'origine, Prague avait toujours été plus solide forteresse de la Réforme, elle avait un moment miné le pays tout entier, et la plupart des autres villes taient habituées à suivre l'impulsion qu'elle donnait.

Georges poussa vivement ses avantages : il n'était encore 'un chef de parti, il voulait devenir le chef de la nation; ur cela il s'attacha à fonder son autorité sur la légalité et a faire reconnaître par tous, sans acception d'origine re-euse. Il y parvint sans trop de peine. Les Catholiques, rich de Rosenberg surtout, avaient essayé de la résis-ce armée, formé une confédération, la ligue de Strako-se, ouvert les hostilités : mais l'opinion leur était déci-



dément contraire; ils luttaient eux-mêmes sans entrain et comme pour acquit de conscience. Ulrich, découragé, usé, trop vieux pour renoncer à des ambitions qui avaient rempli sa vie, mais ne mettant plus à les poursuivre qu'une ardeur attiédie, tourmenté par des scrupules dévots, revenait avec un entêtement sénile aux mêmes ruses éventées. Sa politique se répétait et se discréditait : négociations entreprises sans volonté sérieuse de traiter, trêves aussitôt violées que conclues, expéditions aussi peu sérieuses que les négociations, coalitions pleines de réserves avec des alliés dont on se défiait et qui, au moment décisif, faisaient défection. Il semblait s'ingénier à s'aliéner l'opinion, à démontrer qu'il n'avait d'autre guide que l'ambition, d'autre préoccupation que l'agrandissement de ses domaines ou de sa puissance, d'autre but que l'anarchie. Les Catholiques d'ailleurs, assez forts pour soutenir la lutte contre les hérétiques divisés, étaient en trop faible minorité pour balancer longtemps le succès, dès que ceux-ci se réunissaient.

Les succès de Georges n'avaient pas modifié sa conduite. Il n'oubliait pas que, représentant des Hussites, il était tenu de les protéger. Il leur avait rendu Prague, avait même sanctionné diverses mesures puritaines, destinées à purifier la ville des souillures du papisme, mais il s'appliquait en même temps à prouver avec une irrécusable clarté que sa politique n'était ni tracassière ni partiale. Il avait dépouillé le chef de bande, ne voulait pas que sa victoire fût le triomphe d'un groupe particulier. Il prétendait faire de l'État ce qu'il doit être dans une société bien réglée, le garant de l'ordre et de la liberté générale; il avait, comme il le disait plus tard, des devoirs envers tous, et il comptait bien les remplir également. Les circonstances se prêtaient à ce gouvernement de conciliation et d'apaisement : les Utraquistes, trop puissants et trop sincères pour se résigner à une apostasie, étaient assez fatigués pour admettre la tolérance. Sauf quelques sectaires discrédités, les Hussites avaient borné leurs désirs; le calice, le respect de leurs cérémonies et de leurs prêtres, un chef qui les protégeât contre

tout danger de réaction, leurs prétentions n'allaient pas au delà. Il s'appliqua à développer ces dispositions, à écarter les questions de principes qui passionnent le débat et rendent toute entente impossible; le fanatisme était usé, il en profita. Les Catholiques perdaient leurs meilleures armes en face de cette modération. Comment crier à la persécution, alors que Georges avait à ses côtés des catholiques obstinés, souvent même les nommait aux plus hautes charges? Et avaient-ils le droit de se montrer bien exigeants et de se poser en vengeurs de la foi menacée, ces seigneurs orthodoxes qui recherchaient l'alliance des Taborites!

A bout de ressources, les adversaires de Podiébrad cherchèrent des secours au dehors, appelèrent le duc de Saxe. Lourde imprudence! Ils s'engageaient sur un terrain des plus glissants. La diplomatie de Georges était bien plus avisée et active que la leur. Les alliés qu'il leur opposa réduisirent le duc à l'impuissance, et de cette tentative manquée, la ligue de Strakonitse ne retira que la honte d'une trahison nationale que l'on exploita justement contre elle [1]. Après ce dernier échec, les ligueurs, vivement poussés, se soumirent à la destinée; la trêve de Wildstein (1450) marqua la fin réelle de leur résistance, et, en 1452, Georges fut élu par la diète administrateur général du royaume. Ses adversaires tentèrent un suprême effort, une protestation presque de pure forme; la facilité avec laquelle cette nouvelle révolte fut comprimée montra combien leur parti diminuait rapidement. Les dernières villes taborites avaient ouvert leurs portes, accepté l'autorité de Rokytsana et les doctrines de l'Utraquisme officiel; Ulrich de Rosenberg sembla avouer sa défaite en prenant place dans le conseil des douze membres chargés de surveiller et de conseiller Georges. Podiébrad avait mené à bonne fin la première partie de sa tâche, non la moins difficile. Le capitaine élu d'un district s'était

1. Dans leur déclaration de guerre à Ulrich, les Praguois lui reprochent d'avoir fait alliance avec les Allemands, « ces ennemis capitaux non seulement de l'administrateur, mais encore de tout le royaume tchèque. » Tomek, VI, p. 2[illegible]3.



élevé peu à peu au rang d'administrateur général reconnu par le royaume tout entier ; il avait écrasé toutes les résistances, courbé tous les partis sous sa loi. Il avait donné à la Bohême une administration et enlevé ainsi à ses adversaires la plus belle carte de leur jeu, l'anarchie.

La diète, en confiant à Georges le pouvoir suprême, l'avait chargé d'une double mission : rétablir la sécurité et l'ordre dans le pays et défendre les Compactats [1]. C'était tout un programme de gouvernement, et Georges ne s'en écarta jamais. Depuis son avènement jusqu'à sa mort, il a sans cesse devant l'esprit ces demandes des États, qui résument bien en effet les vœux de l'immense majorité de la nation : la paix et la liberté religieuse. Jamais contrat n'a été tenu avec plus de loyauté, et la reconnaissance du peuple a été la juste récompense du prince qui l'avait si fidèlement servi.

Pour le moment, le meilleur moyen d'assurer l'ordre public, c'était de faire reconnaître roi le fils d'Albert, Ladislas, en lui imposant des conditions de nature à satisfaire les Utraquistes. Un roi catholique qui observerait les Compactats, un souverain qui joindrait aux droits de la naissance ceux qu'il tiendrait du vote de la diète, un Allemand, un Habsbourg, qui gouvernerait sous la direction d'un défenseur éprouvé de la race tchèque, comment rêver un meilleur prince ! Il serait la preuve matérielle, vivante, de la réconciliation générale, une garantie pour tous les intérêts, un lien qui rattacherait les diverses provinces de la monarchie, maintenant en pleine dissolution. Podiébrad montra à ce moment, comme il le montra à la fin de sa vie, quand il n'hésita pas à offrir la couronne de Bohême au roi de Pologne, que, s'il était ambitieux, son ambition était assez

1. Les pouvoirs donnés par la diète, le 27 mars 1452, à Georges et à son conseil ne différaient guère des pouvoirs royaux. Ils devaient nommer aux charges et aux tribunaux, administrer les revenus de toute nature qui appartenaient à la couronne, veiller à l'ordre et à la sécurité et disposer pour cela des forces publiques. Les pouvoirs de l'administrateur devaient durer deux ans et lui soumettaient toutes les classes et tous les habitants du royaume. Tomek, VI, p. 223.



haute pour s'inspirer avant tout des intérêts de la patrie. Il se servit très avantageusement des circonstances difficiles que traversait alors Frédéric pour l'amener enfin à remettre son pupille aux Tchèques, et Ladislas fut proclamé roi par les États, dès qu'il eut accepté les conditions qu'ils lui avaient imposées et qui devaient rendre impossible toute tentative de réaction (1453).

Mais que valaient alors des promesses, si explicites qu'elles fussent! Le souvenir des règnes néfastes de Sigismond et d'Albert était dans toutes les mémoires. Le désintéressement de Georges n'allait pas jusqu'à l'imprudence; il fit confirmer par Ladislas, puis proroger ses pouvoirs d'administrateur. Une abdication complète aurait été funeste et coupable; il eût été absurde et criminel de laisser remettre en question l'œuvre si laborieusement accomplie et compromettre la pacification encore mal assurée : l'intérêt même de Ladislas exigeait que l'on protégeât cet enfant contre lui-même, ses passions et ses préjugés; il arrivait très prévenu contre les Utraquistes et les Tchèques, et si on l'avait abandonné à lui-même, ses imprudences auraient bien vite abouti à une révolte. Il serait ridicule d'ailleurs d'exiger de Georges un loyalisme, qui depuis longtemps n'existait plus en Bohême : il s'attacha très sincèrement au jeune prince, tous les faits semblent le démontrer, mais comment cette affection nouvelle aurait-elle remplacé chez lui la passion qui avait toujours rempli son âme, l'amour de la patrie! Il avait vu dans la proclamation de Ladislas le moyen le plus sûr de mettre fin aux compétitions des partis, d'étendre sa propre autorité en la légitimant, et de se placer ainsi dans les conditions les plus favorables pour travailler au bien public. Par politique, par raison, par devoir envers la nation, il s'était incliné devant un roi qui ralliait tous les suffrages, et il travailla loyalement à préparer en lui à la Bohême un monarque intelligent et juste. Mais, ce qui le préoccupait surtout, c'était l'avenir du royaume, et il eût été singulier qu'il oubliât ce but supérieur pour une vaine apparence de générosité. Dans certains cas le renon-



cement n'est qu'une maladresse, et la magnanimité une défection.

Les calculs de Georges ne furent pas trompés et la proclamation de Ladislas par la diète trouva presque aussitôt sa récompense. Les provinces annexes qui, depuis la mort d'Albert, étaient en fait séparées de la couronne, rentrèrent dans l'unité, la Moravie sans difficulté, la Silésie après quelques hésitations. — Ce n'était pas un succès médiocre.

Bien que l'on ait certainement exagéré les progrès des Allemands en Bohême avant le xv[e] siècle et que l'on ait aussi d'autre part une certaine tendance à représenter la victoire des Slaves, après la guerre hussite, comme beaucoup plus absolue et complète qu'elle ne le fut en réalité, il n'est pas douteux que les derniers événements avaient gravement modifié le caractère du royaume et de la royauté tchèques. Malgré les sympathies avouées de Charles IV pour les Bohêmes, la cour de Prague sous les Luxembourgs passait, au moins au dehors, pour une cour allemande. Des symptômes significatifs révélaient sans doute déjà l'impatience avec laquelle la population indigène supportait la prépondérance d'une race rivale; mais cette fermentation sourde, qui ne se trahissait que de loin en loin par de brusques explosions, n'inquiétait guère les contemporains prévenus qui y voyaient les dernières convulsions d'une nationalité expirante. La masse slave disparaissait sous une couche germanique, très mince et qui se crevassait déjà, mais qui suffisait à donner le change. L'élection des Luxembourgs comme rois des Romains avait contribué encore à répandre et à fortifier l'opinion suivant laquelle Prague était une ville allemande et le royaume tchèque une province de l'Empire.

Rien d'étonnant par conséquent à ce que les Allemands de Silésie, menacés par la Pologne, aient cherché dans une union avec la Bohême une garantie contre le péril slave. Or, il se trouva que leurs nouveaux protecteurs leur devinrent bientôt plus dangereux que leurs anciens ennemis. La victoire des Hussites, la transformation de Prague où l'élément étranger n'avait plus aucune influence, la rupture des

relations avec l'Empire expliquent, et, dans une certaine mesure, justifient les angoisses des populations d'origine germanique soumises à la couronne tchèque : les conditions imposées par la diète à Sigismond et à ses successeurs avaient sanctionné le triomphe de la nationalité ennemie ; la royauté bohême était désormais incontestablement une royauté slave [1]. La Silésie, où la lutte entre les éléments slaves et germaniques avait toujours été très ardente, où l'œuvre de germanisation était loin d'être assez avancée pour défier toute réaction, était une des provinces où le sentiment national allemand était le plus vif : surpris d'un revirement aussi imprévu, les Silésiens en furent plus encore indignés et se révoltèrent contre l'injustice du sort qui les menaçait de nouveau de la domination abhorrée des Slaves. Ils reportèrent la haine que leur inspiraient les Tchèques sur les croyances qu'ils professaient, et leur ardeur catholique fut une des formes de leur patriotisme germanique. Les habitants de Breslau par exemple, qui furent les adversaires les plus acharnés des Hussites, auraient mis sans doute moins d'âpreté à combattre Georges, s'ils n'avaient détesté en lui le Slave autant que l'hérétique.

La perte d'une province aussi riche et peuplée que la Silésie eût cependant très sérieusement affaibli la puissance de la Bohême ; la réduire par la force était une entreprise hasardeuse, et dans les circonstances actuelles, il n'y avait pas à y songer. Il fallait pourtant à tout prix mettre fin à une situation qui, en se prolongeant, devait rendre impossible toute nouvelle réunion. L'arrivée au trône de Ladislas était un coup de partie qui enlevait aux Silésiens leurs prétextes les plus spécieux. L'habileté de Georges fit le reste : il eut soin de ne pas les pousser à bout, ménagea les transitions, leur accorda tous les délais et toutes les facilités qu'ils désirèrent. Il avait moins d'amour-propre que d'orgueil : il ne tenait pas à remporter un succès personnel,

1. Ces inquiétudes ont été exprimées très vivement dans Grunhagen, *Gesch. Schlesiens*, I, p. 258, 390 et sq.

mais à continuer dans toute l'étendue du royaume l'œuvre de restauration, si heureusement commencée en Bohême; il fallait avant tout sauver le principe, renouveler les traditions d'union, et laisser le temps la cimenter. Il n'était pas jusqu'aux possessions les plus lointaines, aux provinces de luxe en quelque sorte, le Luxembourg par exemple, auxquelles il ne songeât; mais ce qui lui tenait d'abord au cœur, c'étaient ces châteaux et ces villes du nord de la Bohême que Sigismond, par une imprudence coupable, avait engagés au duc de Saxe : l'administrateur en poursuivait le retour à la couronne avec une persévérance que ne lassaient ni les tergiversations du duc ni même l'indifférence du jeune roi.

En même temps qu'il reconstituait ainsi la puissance tchèque, le travail de réorganisation intérieure avançait rapidement. La justice avait repris son cours, les guerres privées étaient interdites, la liberté des routes garantie, les pillards et les voleurs sévèrement punis. On courait au plus pressé, et, dans la hâte avec laquelle on procéda, on ne calcula pas toujours très exactement la portée lointaine d'une ordonnance. Un règlement de sûreté générale déclare ainsi que tous les journaliers et domestiques seront tenus d'avoir un maître déterminé; ceux qui ne pourront pas prouver qu'ils vivent honorablement de leur travail et qu'ils exercent un métier, seront considérés comme vagabonds (1453). Un autre article interdit de débaucher les serviteurs et les sujets taillables et corvéables d'un seigneur, à moins qu'ils n'aient reçu leur congé régulier ou qu'ils ne se soient acquittés comme ils le doivent de leurs obligations envers leur maître [1]. Décrets fâcheux que les nécessités du temps expliquent, mais n'excusent pas complètement; ils constituaient une concession excessive aux seigneurs, menaçaient gravement la liberté personnelle des paysans et préparaient l'établissement du servage.

Pour le moment on ne s'inquiétait guère de ces contre-

1. Palatsky, IV, 1, p. 346.



coups possibles; on était tout entier à la joie de respirer un peu après tant de secousses. « Alors, dit le vieux chroniqueur, régnait une grande satisfaction dans le pays [1]. » Le commerce, depuis longtemps interrompu, reprenait, et les marchands accouraient en foule des contrées voisines. Dans les pays naturellement riches, les grandes crises sont suivies, dès que le calme est rétabli, d'une reprise immédiate et presque violente; c'est une convalescence vigoureuse, exubérante : l'activité est générale, la production augmente, les transactions se multiplient; tout le monde se croit riche et le paraît. Georges espérait bien rendre durable cette prospérité : de l'anarchie dont il était sorti et par laquelle il était arrivé au pouvoir, il avait conservé une horreur extrême du désordre, le besoin des situations régulières et des lendemains assurés. Il ne lui suffisait pas d'avoir terminé la révolution, il voulait mettre le pays à l'abri de nouvelles convulsions.

Dans ce but, il cherchait à relever la royauté de l'impuissance où elle était réduite, reconstituait le domaine royal qui, dans un État encore tout féodal, formait le principal élément de la force du souverain, rachetait quelques biens, contraignait les usurpateurs à restituer ceux qu'ils détenaient illégalement. Fort de ces richesses reconquises, soutenu par la reconnaissance populaire, appuyé sincèrement par les villes, — satisfaites de la prospérité des affaires et de la loyauté avec laquelle on respectait leur liberté religieuse, — le roi pouvait braver sans danger les intrigues des mécontents et des ambitieux. Libre de tout souci intérieur, la Bohême, par la nature des choses, reprenait au dehors l'influence qui appartient à une nation populeuse, vaillante et riche. Les plus belles espérances semblaient légitimes, et l'avenir s'annonçait radieux. Le règne de Ladislas le Posthume (1453-57) compte certainement parmi les années les plus heureuses et les plus fécondes de l'histoire tchèque; jamais peut-être tant de progrès n'ont été réalisés en aussi peu de temps et avec

1. *Anciennes chroniques tchèques*, p. 163.



aussi peu d'efforts; elles comptent aussi parmi les meilleures de la vie de Georges, ces années de jeunesse dont aucune angoisse n'assombrit l'horizon, dont aucun souvenir attristé ne trouble la sereine confiance. Il a eu des moments de gloire plus brillante et de puissance plus complète, il a déployé des qualités plus éclatantes et plus héroïques; jamais son dévouement à la Bohême n'a été ni mieux inspiré ni mieux récompensé.

Malgré tout cependant, et au milieu de la satisfaction générale, un point noir: les rapports de la Bohême avec l'Église romaine. On n'était pas en guerre, puisque les négociations continuaient et que d'ailleurs les Tchèques protestaient de leur soumission; mais l'on était encore bien plus loin d'être en paix, puisque les papes n'avaient toujours pas confirmé les Compactats et que les Hussites ne tenaient en fait aucun compte des décisions de la Curie. Les désastres des croisés, dont le souvenir vivait encore très cuisant en Allemagne, conseillaient aux papes la prudence; mais, s'ils avaient renoncé pour le moment à lancer sur les hérétiques des armées qu'ils auraient eu sans doute quelque peine à recruter, ils n'abandonnaient rien de leurs prétentions. Leur volonté immuable, — et elle était légitime dans un certain sens, et dans tous les cas des plus compréhensibles, — était d'amener les Hussites à se soumettre, sauf ensuite à récompenser cette soumission par quelques concessions. Rien n'était plus éloigné de la pensée des Utraquistes qui répondaient à toutes les sommations: Nous avons un traité, librement consenti, en règle; nous demandons qu'il soit révisé sur certains points, mais nous n'entendons pas qu'on remette en question les avantages essentiels qu'il nous confère. Comme de plus ils avaient des raisons trop évidentes pour n'avoir dans les promesses de la cour pontificale qu'une confiance limitée, ils exigeaient une garantie, la nomination à l'archevêché de Prague d'un utraquiste, de Rokytsana, qui avait été désigné par la diète et dont l'action dans l'Église tchèque rappelait celle de Ptatchek et de Georges dans l'État. Le dialogue menaçait



de continuer longtemps sans résultat; les deux parties restaient en présence, sans vouloir et presque sans pouvoir rien céder de leurs conditions.

La diplomatie romaine cependant est fort ingénieuse à concilier ses intérêts et les principes : elle sait qu'il ne convient pas de brusquer les choses et qu'un mouvement d'impatience a été suivi plus d'une fois de longs regrets. Il y avait parmi les prélats des convaincus et des enthousiastes, aux yeux desquels tout pacte avec l'hérésie était une impiété et comme une apostasie, et il leur revient une grande part de responsabilité dans la rupture dernière; mais il ne manquait pas non plus d'esprits plus calmes et plus souples qui avaient une idée plus exacte de la réalité et n'étaient pas éloignés d'en tenir compte. Les papes eux-mêmes, Eugène IV (1431-1447), Nicolas V (1447-1455), Calixte III (1455-58), bien qu'assez mal disposés en somme, n'avaient après tout de parti pris absolu que sur un point : obtenir la soumission des Tchèques; sur le meilleur moyen d'y arriver, ils ne repoussaient pas la discussion, se demandaient par moments si le parti le plus sûr n'était pas encore de l'acheter par quelques promesses. Ils ne s'arrêtèrent pas à cette pensée, revinrent à leurs premières et inflexibles résolutions, se rangèrent définitivement du côté des fanatiques, mais après diverses oscillations, moins par suite d'une conviction impérieuse que sous la pression des circonstances. A l'origine, leurs intentions n'étaient pas aussi arrêtées qu'on le suppose d'ordinaire; une entente n'était donc pas absolument impossible, mais seulement très peu probable et très difficile; elle exigeait non seulement beaucoup de bonne volonté réciproque, mais une extrême habileté, une grande constance et un concours presque extraordinaire de chances favorables. Comme l'événement le prouva, le moindre hasard pouvait tout compromettre et une fausse démarche détruire toute espérance de paix.

Les difficultés croissantes avec le Concile de Bâle avaient détourné quelque peu l'attention d'Eugène des affaires de Bohême, — paru aussi devoir adoucir ses dispositions. Une



diplomatie hardie et sans scrupules aurait obtenu beaucoup du pape et du Concile en les effrayant l'un par l'autre; Sigismond indiquait sans le vouloir aux Bohêmes la voie à suivre quand il demandait aux Pères de confirmer Rokytsana comme archevêque, « faute de quoi il serait obligé de s'adresser au pape », ou qu'il écrivait au pape pour obtenir de lui ce qu'il n'espérait pas arracher à l'assemblée (1437). Malheureusement, on savait ce que valaient ses protestations, et il avait grand soin lui-même d'avertir les légats qu'il ne s'agissait que de donner une apparence de satisfaction aux Hussites [1].

La mort de Sigismond interrompit les négociations. Au milieu de l'anarchie générale, avec qui Rome eût-elle traité? Et à quoi bon un traité alors que l'hérésie était en pleine dissolution? Il n'y avait qu'à la laisser s'éteindre de sa belle mort.— L'Utraquisme trompa toutes les prévisions, mais la longue crise qu'il avait traversée ne lui avait pas permis de profiter des embarras de la papauté; le schisme durait encore, (il ne fut terminé que par l'abdication de l'antipape Félix V) (1448), mais, depuis plusieurs années déjà, la soumission du Concile n'était plus qu'une question de temps. La Curie avait retrouvé la pleine liberté de ses mouvements avant que les Hussites eussent repris toutes leurs forces.

Les inquiétudes de la papauté avaient été vives, elle fut grisée par la rapidité de son triomphe. Elle avait vaincu le Concile, écrasé toutes les velléités de révolte; les peuples s'étaient les uns après les autres prosternés devant elle. Elle se prit à songer qu'elle avait été jusque-là trop timide et qu'il lui suffirait de marcher hardiment aux difficultés pour qu'elles s'évanouissent. Elle avait bravé les plus puissants souverains, et une poignée d'hérétiques la tiendrait en échec! L'ivresse de ses succès l'emporta sur sa prudence ordinaire : la tentation d'abuser de sa fortune fut trop forte. Elle ne prit même pas le temps de se renseigner exactement : elle n'avait pas suivi le mouvement de concentration qui

1. Palatsky, III, III, 274.



s'était opéré parmi les Hussites, croyait n'avoir toujours devant elle que des partis divisés, sans consistance, et elle était confirmée dans ses prétentions et ses préventions par ses partisans tchèques qui exagéraient leur influence.

L'année 1446 est une date fort importante dans l'histoire du Hussitisme; elle marque une sorte de crise dans la politique extérieure et dans la politique intérieure : au dedans, les Utraquistes, résolus à ne pas se laisser plus longtemps berner par les Catholiques, jettent les premières bases d'une constitution régulière; au dehors, la cour de Rome, dont la conduite a été jusqu'alors assez flottante, démasque ses projets et fait de la soumission absolue des Hussites la condition première de toute négociation. Le terrain de la discussion se déplace ainsi brusquement, et les Tchèques se trouvent en présence d'exigences dont ils ne soupçonnaient pas la possibilité.

Jusqu'à ce moment et en dépit de la mauvaise volonté qu'ils rencontraient, les Tchèques n'avaient jamais supposé que l'Église songeât à contester les Compactats; la discussion, dans leur esprit, ne portait que sur quelques points secondaires, dont un seul avait une certaine gravité, l'élévation de Rokytsana à l'archevêché de Prague. Ils envoyèrent à Rome des délégués chargés d'en rapporter enfin la nomination de leur candidat. Quelle fut leur stupéfaction quand on les invita à renoncer au calice (1447)! Non seulement les cardinaux refusaient toute nouvelle concession, mais ils prétendaient obtenir des Hussites une soumission sans réserve : une seule chose, disaient-ils, est absolument nécessaire au salut, c'est l'obéissance au pape; s'il lui plaît d'affirmer que le Christ est un homme, et non pas le fils de Dieu, le ciel appartiendra à ceux qui auront cru à ses paroles [1]. Rome se rappelait à propos qu'elle n'avait pas

1. Voir le rapport de l'ambassade devant la diète, Archiv tchesky, II, p. 234. Il donne bien l'idée de l'effarement des ambassadeurs, en présence de ces prétentions et de ces théories. Ils rapportaient également de Rome la preuve de la perfidie des seigneurs catholiques qui feignaient d'appuyer les demandes des Utraquistes et les combattaient sous main.



pris part au traité d'Iihlava, elle déclinait toute responsabilité dans les actes du Concile.

Au point de vue de l'habileté diplomatique, on éprouve une sorte d'admiration pour ce revirement, qui, d'un seul coup, enlevait aux hérétiques tous les avantages si péniblement conquis. Peut-être cependant la Curie aurait-elle hésité davantage à prendre cette offensive hardie, si elle en avait aperçu plus clairement les périls. En modifiant ainsi radicalement les relations des deux partis, elle rendait une entente très problématique. Le danger de s'engager à fond, c'est qu'il est à peu près impossible ensuite de revenir en arrière : la papauté se fermait toute retraite, se condamnait presque à persister dans ses exigences, et elle allait se heurter à l'invincible conviction d'un peuple qui préférait tous les malheurs à l'apostasie. Ce fut une fatalité que le nouveau pape, Nicolas V, savant, éloquent, un des premiers représentants de la Renaissance sur le trône de saint Pierre, eût été personnellement mêlé aux négociations qui avaient précédé le traité d'Iihlava [1]. Il en avait rapporté une certaine rancune contre des sectaires qu'il n'avait pas convaincus, et l'excusait à ses propres yeux par le devoir de ne pas laisser péricliter entre ses mains le pouvoir pontifical. De plus ses souvenirs personnels le trompaient, lui cachaient la véritable situation. Il se croyait toujours à l'heure où les Calixtins, divisés, épuisés, semblaient ne chercher qu'un moyen honorable de couvrir leur reculade. Il s'imagina qu'il n'y avait plus qu'à recueillir les fruits des efforts précédents et en quelque sorte à proclamer la victoire : il ne se douta pas qu'il rouvrait les hostilités.

Les Tchèques, en face des propositions qu'on osait leur présenter, se cabrèrent : s'il le fallait, plutôt que de trahir la vérité, ils se sépareraient de l'Église, « recourraient à

1. V. Pastor, Histoire des papes depuis la fin du moyen âge, traduction française, t. II, 1888. Le livre de Pastor, fort remarquable et écrit sur des sources nouvelles, ne doit être cependant consulté qu'avec beaucoup de prudence. L'auteur est un très ardent catholique et son livre est un dithyrambe en l'honneur de la papauté.

certaines choses justes et bien fondées dans l'Écriture, bien que peu ordinaires et inusitées à cette époque [1]. » Nicolas V assez ému, s'avisa qu'il était peut-être allé trop vite, promit d'envoyer un légat qui étudierait la question : quelques mois après, le cardinal Jean Carvajal arrivait à Prague (1448) [2].

L'émotion fut vive en Bohême, et l'enthousiasme général : on reçut avec les plus grands honneurs le messager de paix. En réalité, la cour de Rome restait toujours inflexible, elle consentait seulement à ménager un peu plus les transitions. Carvajal devait séjourner longtemps dans le pays, agir peu à peu sur les esprits, effrayer les timides, séduire les indécis, fomenter les dissensions; en même temps, il se servirait des Compactats pour détruire les Compactats eux-mêmes, en exigerait l'exécution stricte, abolirait toutes les coutumes spéciales aux Hussites que n'avait pas autorisées la lettre des traités, réduirait à si peu de chose les libertés religieuses qu'elles finiraient par paraître insignifiantes à leurs défenseurs [3]. Nicolas V comptait beaucoup sur son légat : personne n'avait plus contribué à relever l'influence pontificale; il avait été le principal négociateur du concordat de Vienne (1448), qui avait supprimé les stipulations de Francfort et livré l'Église germanique à l'ex-

1. Ils faisaient sans doute allusion à la pensée de remplacer par l'imposition des mains l'ordination sacerdotale, ce qui leur eût permis de constituer une Église indépendante. V. Tomek, VI, p. 145.

2. Jean de Carvajal avait été nommé cardinal en 1446. Au milieu des hommes distingués dont s'était entouré Eugène IV, il passait pour le plus remarquable. Aucun ne prit une part plus active à la restauration de la puissance pontificale.

3. Les situations analogues entraînent des effets semblables. La politique qu'on essaie contre les Hussites est la même que l'on emploiera pour supprimer l'édit de Nantes; c'est le principe de l'application stricte et de l'interprétation étroite. Il ne faudrait pas pour cela condamner trop sévèrement l'Église : elle est logique avec elle-même; convaincue qu'elle possède la vérité, elle cherche à la défendre. Et ce n'est pas seulement l'Église catholique qui agit ainsi, mais toutes les orthodoxies, tous les fanatismes, et, d'une manière générale, toutes les convictions. La tolérance n'est qu'une forme du scepticisme, et le scepticisme est-il capable de fonder quelque chose? On rencontre là cette contradiction qui se trouve au fond de toutes les choses humaines : l'œuvre de la foi aboutit à la liberté de conscience, qui en est la négation, et le scepticisme reconnaît les droits du fanatisme.

ploitation pontificale [1]. Il était lui-même plein de confiance, sans se douter qu'il allait se trouver à Prague devant des difficultés d'une tout autre nature que celles qu'il avait rencontrées à Vienne. En Allemagne, il avait eu en face de lui quelques princes qui n'entendaient pas pousser les choses à l'extrême et dissimulaient mal sous l'étalage de leurs principes leurs préoccupations intéressées; dans ce cas, certains arguments sont décisifs. En Bohême, il fallait amener à résipiscence un peuple entier fanatisé. On s'entend avec des politiques, non avec des apôtres. L'ambassadeur de plus était fort mal choisi; Carvajal était lui-même beaucoup trop sincère et passionné: — diplomate, il voyait dans la suppression des Compactats le couronnement de sa mission et la garantie de la paix en Allemagne; sectaire, il s'indignait de l'outrecuidance des factieux qui opposaient leur volonté à celle des Pères. — Quand on lui demanda s'il était décidément hérétique ou non de communier sous les deux espèces, il répondit que le plus sage était de suivre la coutume universelle, et son étonnement fut extrême quand les seigneurs qui l'avaient interrogé, répliquèrent qu'il valait mieux obéir à Dieu qu'aux hommes. Il communia lui-même publiquement sous une seule espèce, espérant que l'exemple d'un prince de l'Église entraînerait les convictions : il ne réussit qu'à provoquer l'irritation universelle. « Si vous ne confirmez pas les Compactats et Rokytsana, lui avait dit un des maîtres les plus modérés, Pierre de Mladénovitse, vous apprendrez de nous des choses étonnantes, avant même d'être retourné à Rome. » — Y retournerait-il même jamais? Déjà on parlait de le mettre à mort pour venger Hus; il crut prudent d'épargner par une prompte retraite un crime à ses ennemis, et la mission qui avait donné lieu à de si joyeuses espérances, se termina par une fuite humiliante (1448). Quelques mois après, Podiébrad s'emparait de Prague et enlevait ainsi aux Catholiques tchèques

1. Sur l'histoire générale des relations de l'Empire et de la Papauté à cette époque, voir Ranke, *Deutsche Gesch. im Zeitalter der Reformation*, p. 33 et sq. et *die ræmischen Pæpste*, p. 26.

leur dernière chance de succès sur le terrain politique.

La Curie ne se montrerait-elle pas dès lors plus traitable? Les Utraquistes le pensèrent un moment. Rokytsana, que tous les Hussites reconnaissaient désormais comme leur chef religieux, écrivit au pape plusieurs lettres très respectueuses, se flatta d'avoir produit sur lui quelque impression, et eut l'idée de se rendre en personne à Rome : ce témoignage éclatant de soumission serait sans doute bien vu du Saint-Père et faciliterait les négociations (fin de 1449). L'aventure était risquée : il échappa par hasard à l'évêque de Passau qui voulait le garder en prison; on ne l'aurait pas laissé arriver jusqu'en Italie. Il revint brusquement en arrière, guéri d'illusions qui avaient failli lui coûter cher. Malgré tout cependant et peu à peu, la lumière se faisait à Rome sur les événements qui venaient de s'accomplir en Bohême, et Nicolas V était trop perspicace pour ne pas en deviner l'importance. Les protestations des seigneurs catholiques le trouvaient défiant; au travers de leur zèle, il distinguait trop bien leurs ambitions. Il chargea son nouveau légat en Allemagne, Nicolas de Cues, de s'occuper des affaires tchèques (1450).

Nicolas de Cues [1] joignait à une piété sincère une vaste érudition et une intelligence ouverte, il avait l'habitude des grandes affaires, le sentiment des besoins de son époque, et, pendant son séjour dans l'Empire, il avait mérité le nom de réformateur de l'Église germanique. Il rapportait de sa mission la conviction qu'il n'y avait pas à compter sur des secours effectifs contre l'hérésie : chaque prince ne songeait qu'à ses intérêts particuliers et aucun ne se soucierait de s'attirer l'inimitié de Georges. Par politique comme par tempérament, le légat redoutait donc les moyens violents. Malheureusement, malgré ses velléités de transaction, Ni-

1. Nicolas Creps, né à Cues (Trèves) en 1401, 1464. C'est certainement un des plus nobles cœurs et une des plus belles intelligences du xv[e] siècle, il est cependant difficile d'admettre, avec Janssen, que sa mission en Allemagne ait fait époque, et dans tous les cas, les difficultés en Bohême étaient d'un ordre tout différent.



colas V, après s'être tant avancé, ressentait quelque honte à reculer; il n'en était même plus absolument libre, entraîné par le mouvement qu'il avait lancé. Afin de ne pas se compromettre et pour prouver qu'il ne faisait pas bon marché des droits de l'Église, il avait envoyé en Allemagne, en même temps que Nicolas de Cues, un moine fanatique, qui devait réveiller la haine des fidèles contre les ennemis du nom chrétien.

Le moine Jean, que l'on appelle ordinairement du lieu de sa naissance Jean Capistran [1], était un minorite qui avait fondé sa réputation en introduisant dans son Ordre une discipline plus sévère. Son éloquence et ses austérités lui avaient acquis un grand crédit dans le peuple, et sa renommée d'apôtre l'avait naturellement désigné pour les fonctions « de commissaire apostolique et inquisiteur général de la corruption hérétique. » Choisi par le pape pour parcourir les contrées orientales de l'Europe et y raviver la foi, il s'était mis en route, très fier de sa tâche et sûr du succès. Son dévouement à l'Église était instinctif et violent, sa confiance dans l'action irrésistible qu'il exerçait, absolue. Il prêchait en latin ; partout où il passait, la foule se pressait autour de sa chaire : le bruit des miracles qu'il accomplissait, sa maigreur qui révélait ses austérités, ses gestes exubérants, les éclats de voix de sa verve italienne, le crâne de son maître, Bernardin, qu'il portait partout avec lui, frappaient vivement l'imagination de ses auditeurs qui l'écoutaient haletants et ne retrouvaient leurs esprits que quand il cédait la parole au traducteur qui expliquait son discours [2]. Sa renommée le précédait : les villes le suppliaient de leur apporter la bonne parole ; il ravivait les haines, exaspérait les passions, laissait derrière lui comme une traînée de fanatisme. Très capable d'ailleurs de prêcher sa foi par ses œuvres : on le vit bien à Belgrade; toujours sur la brèche, aussi inaccessible à la peur qu'à la pitié, exal-

1. Sur Capistran, v. Voigt, *Historiche Zeitschrift*, x, p. 19.
2. Grünhagen, p. 281.

tant les courages, son éloquence ne contribua pas peu à l'échec des Turcs, et la ville, délivrée du péril, unit justement dans sa reconnaissance le nom de Capistran à celui de Jean Hunyade [1]. Singulier missionnaire pour une œuvre de paix, collaborateur assez malencontreux pour Nicolas de Cues! Capistran parcourait les contrées voisines de la Bohème, enlevant quelques conversions dont il menait grand bruit, publiant avec fracas une bulle par laquelle le pape lui donnait le droit d'accorder l'absolution à tous ceux qui se seraient rendus coupables de quelque hérésie, comme par exemple d'avoir communié sous les deux espèces [2].

Il écrivait à Podiébrad de ne pas s'obstiner dans son erreur, accablait Rokytsana d'insultes, exaspérait les Tchèques par ses calomnies et ses insolences. En vain Nicolas de Cues, fort mécontent de cette exubérance, lui recommandait-il quelque réserve : pourquoi se servir contre Rokytsana de ce gros mot d'hérétique? Il n'était pas aussi simple qu'on le supposait de confondre les Hussites; ils étaient fort versés dans la connaissance de l'Écriture, et plus d'un texte semblait en leur faveur; il était dangereux de les pousser à bout [3] (1452). — Capistran le prenait de très haut avec lui, et Nicolas, de fort mauvaise humeur, était tenu à beaucoup de ménagements vis-à-vis de ce fou. Qui savait s'il ne représentait pas après tout les véritables intentions de Nicolas V? Les violents et les sectaires ont toujours d'ailleurs un grand avantage sur les politiques et les modérés. Il est douteux enfin que, même sans cette intervention malheureuse, Nicolas de Cues fût arrivé à quelque chose : la Curie n'avait pas modifié son ultimatum; le légat jugea dès lors inutile de se faire un ennemi de Capistran pour un succès fort peu vraisemblable : à la diète de Ratisbonne, tout en cherchant encore à excuser les violences de langage du moine,

1. V. le récit dramatique de ce siège, juillet 1454, dans Saint-René Taillandier, *Bohême et Hongrie*, p. 64. Capistran mourut à Ilock le 23 octobre 1456.

2. Grave offense pour les Tchèques qui avaient toujours protesté contre les accusations d'hérésie!

3. Tomek, VI, p. 225 et sq.



il déclara qu'il ne lui était pas permis de se rendre en Bohême à moins que les Tchèques ne promissent de se soumettre sans condition à l'Église, et son envoyé à Prague dénia toute valeur aux Compactats (1452). En présence de l'obstination de la papauté qui ne se départait pas de l'attitude qu'elle avait adoptée depuis l'avènement de Nicolas V, les Utraquistes jugèrent inutile d'insister : les négociations furent interrompues pendant plusieurs années.

Les Tchèques avaient à plusieurs reprises menacé la Curie de résolutions graves [1]. Après avoir eu un moment l'idée de constituer une Église nationale indépendante, ils avaient noué des relations avec l'Église grecque, et, en 1451, était arrivé en Bohême un envoyé orthodoxe, Constantin l'Ange, qui venait s'enquérir de leur véritable credo. La lettre qu'écrivirent alors à l'empereur byzantin et au patriarche de Constantinople les administrateurs utraquistes (1452), est surtout curieuse parce qu'elle montre bien que le calice n'était point en réalité le seul point de discussion avec Rome : ils protestaient en effet contre l'autorité absolue que s'attribuait un homme, rappelaient les souffrances et les malheurs qu'ils avaient à subir. Quel était leur tort cependant? Ils avaient combattu la simonie et les péchés mortels [2]. — Les Grecs malheureusement avaient de trop pressants soucis pour prêter une attention suivie aux affaires tchèques, et quelque temps après Constantinople tombait aux mains des Turcs.

La chute de l'empire byzantin, inévitable et depuis longtemps prévue, eut malgré tout un très grand retentissement; elle inclina la politique pontificale dans une direction nouvelle, et modifia dans une certaine mesure ses intentions vis-à-vis de la Bohême. On a certainement beaucoup exagéré l'émotion produite en Europe par la victoire de Maho-

1. « Que pouvons-nous dire? L'Église de Rome elle-même nous repousse avec violence : que nous reste-t-il à faire? Nous sommes bien forcés de songer aux moyens opportuns et de prendre des mesures énergiques (*totaliter providere*). Et, comme les adversaires, un défenseur ne nous fera pas défaut. » *Capistranus triumphans*, 382.

2. Tomek, p. 234.



met II et la sincérité des manifestations contre le Croissant; dans les démonstrations pontificales en particulier, il y a souvent plus de convention que de conviction. Les papes jouent le rôle que leur impose leur titre de représentants et de chefs de la Chrétienté; de fait, ces questions lointaines leur tiennent beaucoup moins au cœur que celles dans lesquelles sont engagés leurs intérêts immédiats. Ils étaient beaucoup trop prudents et raisonnables pour se jeter à corps perdu dans une entreprise dont ils ne se dissimulaient pas l'extrême difficulté; mais la gloire et le surcroît d'influence que leur auraient valus une croisade victorieuse, les traditions, l'imagination et les habitudes d'une politique prévoyante qui ne dédaigne rien, leur ordonnaient de ne pas paraître trahir la cause chrétienne et même de chercher sincèrement les moyens d'arrêter l'invasion musulmane. Tout les y poussait : Italiens, ils étaient déjà en contact avec les Turcs qui, par terre et par mer, menaçaient la péninsule; chefs de l'Église, devaient-ils laisser aux mains des Infidèles Constantinople après Jérusalem? Souverains, quel meilleur moyen de relever leur prestige que de montrer de nouveau au siècle incrédule la papauté à la tête de l'Europe en armes! Lettrés enfin et néophytes de la Renaissance, leur âme débordait d'une amère tristesse à la pensée que la terre sainte des lettres et des arts gémissait sous le joug des Barbares.

Le péril turc était à ce moment très réel : la Hongrie était à bout de forces, déjà entamée; les provinces autrichiennes ne formaient pas encore un véritable État; elles étaient morcelées entre divers princes qui se détestaient, désolées par la guerre civile. Les alliés mêmes de Frédéric n'avaient aucune illusion sur le dévouement et l'énergie de ce chef des Habsbourgs [1]. Dans ces conditions, la Bohême était

1. M. Bachmann a essayé de réagir contre l'opinion, jusqu'à lui à peu près unanime, qui voyait dans Frédéric III un des princes les plus médiocres du xv[e] siècle et un des plus détestables empereurs qu'ait eus jamais l'Allemagne. Cp. Ranke, *Deutsche Geschichte im Reformationszeitalter*. M. Bachmann lui attribue le sentiment de la justice, une piété d'ailleurs très éloignée de l'intolérance, des mœurs honnêtes et pures, le respect de la



appelée à jouer un rôle capital, et de fait, pendant le xv[e] et le xvi[e] siècle, elle forme comme la réserve de l'armée qui arrête les Ottomans. Sans les ressources presque inépuisables en hommes et surtout en argent qu'elle fournit à ses rois, il est possible que le duel de l'Autriche et de la Turquie se fût terminé autrement. Vers le milieu du xv[e] siècle, son alliance était précieuse. Elle avait un chef prudent, habile, respecté; la vaillance de ses soldats était renommée, l'habileté de ses capitaines célèbre [1]. En présence du péril commun qui menaçait la Chrétienté, le plan que la Curie avait caressé jusqu'alors, réduire la Bohême par l'anarchie, outre qu'il était désormais bien chanceux, aurait revêtu un caractère odieux d'égoïsme ; on aurait accusé la papauté, non sans raison, de faire fi des intérêts supérieurs de l'Europe pour satisfaire ses rancunes. Elle le comprit, et sa politique changea, non de but, mais de moyens; elle chercha un allié dans Georges : pour prix de l'appui qu'elle était toute prête à lui offrir, il se livrerait à elle et lui ramènerait le pays.

Les Catholiques étaient sûrs de Ladislas : élevé dans la haine de l'hérésie, le jeune roi ne dissimulait pas, ses sentiments, les étalait avec une imprudente hauteur; il affectait dans ses rapports avec Rokytsana un dédain d'autant plus

science et de l'art, la fidélité à ses amitiés. Il explique d'une manière un peu subtile son inertie ordinaire par la profondeur de sa pensée politique : Il apercevait l'avenir et jugeait inutile de suivre avec trop d'attention des incidents qui ne pouvaient pas modifier le résultat certain (p. 8). — Sa prévoyance l'avertissait probablement que l'heure n'était pas venue de prendre l'offensive contre les Turcs. Il nourrissait de grandes espérances pour la maison d'Autriche, mais il ne songeait guère à épuiser ses forces dans une guerre dont il n'eût tiré aucun avantage direct. Il y a sans doute une part d'exagération dans le panégyrique de Bachmann, mais il est incontestable que la sévérité avec laquelle on traitait auparavant la mémoire de Frédéric était injuste; il avait des qualités réelles, nous y reviendrons (v. t. II, Fondation de la monarchie autrichienne).

1. Ces faits ont été contestés par M. Voigt, *Georg von Bœhmen, der Hussitenkœnig*, (*Sybel's historische Zeitschrift*, v. p. 448-49); on ne saurait guère nier cependant qu'à cette époque toute l'Europe centrale et orientale ne s'inspire de la tactique des Bohêmes, et que les bandes formées sur le modèle des troupes taborites ne constituent une force redoutée. Toutes les fois qu'une guerre s'engage, la supériorité de Georges de Podiébrad éclate.



hargneux qu'il était impuissant [1]. L'autorité du jeune prince était en effet des plus minimes, heureusement pour lui : l'usage qu'il en aurait fait lui eût bien vite aliéné tous les esprits. Georges gouvernait sous son nom, était le véritable roi ; que n'obtiendrait pas l'Église s'il lui prêtait son adhésion? Était-il donc impossible de le gagner?

En 1451, l'empereur Frédéric III avait envoyé comme ambassadeur en Bohême un de ses conseillers les plus écoutés, Æneas-Sylvius Piccolomini [2] : pour la première fois, la politique mettait en présence les deux grands adversaires dont la lutte devait troubler l'Europe entière. Æneas-Sylvius n'était rien moins qu'un fanatique : sa jeunesse accidentée, ses relations avec les partis les plus opposés, les nombreuses et grandes affaires auxquelles il avait été mêlé, avaient aiguisé chez lui un esprit naturellement fin, et ouvert une intelligence d'elle-même très compréhensive. Sa foi était trop tiède pour être très intolérante : non pas qu'il fût sceptique, mais il était de son pays et de son temps ; même dans ses plus grands enthousiasmes, il entrevoyait les revers des opinions et des choses ; ses convictions étaient si mobiles qu'elles n'avaient pas le temps de grandir et d'envahir son âme entière. Il avait des passions vives, mais elles venaient de la tête. Très versé dans les lettres anciennes, son goût pour l'antiquité était peut-être ce qu'il y avait en lui de plus réel et de plus sincère, bien qu'il ne fût pas non plus absolument exempt d'affectation. Il avait eu de grands succès comme orateur, en était fier, et en abusait quelquefois. Tourmenté d'une ambition que la tiare même ne satisfit pas entièrement, il tenait plus à laisser un grand nom qu'à accomplir de grandes choses. Observateur pénétrant, il connaissait les hommes, mais se trompait quelquefois sur leur compte par une certaine tendance à les

1. Les sentiments de Ladislas étaient de notoriété publique. « Il était fort mal disposé pour l'hérésie », dit Eschenloer, éd. allem., I, 18. Il ne perdait aucune occasion de manifester son mépris pour le calice.
2. Voir l'intéressant portrait d'Æneas dans Zeller, *Italie et Renaissance*, 2e édit. t. I, p. 27-45.



juger d'après lui-même; fécond en ressources et en expédients, il croyait un peu trop aux habiletés diplomatiques; comme tous ceux chez qui l'esprit est plus grand que le cœur, il n'admettait pas d'autre mobile que la raison; trop italien pour pénétrer jusqu'au fond de ces âmes du Nord, si instinctives et si réellement religieuses, le martyre, malgré qu'il en eût, lui semblait une sottise, et il ne faisait pas à ses adversaires l'injure de les en supposer friands.

Dès la première rencontre (1451), il éprouva pour Georges une sympathie instinctive [1]. N'y avait-il pas déjà dans leurs destinées plus d'un trait de ressemblance? L'homme qui, sorti des rangs les plus humbles, avait pénétré jusque dans le conseil des princes et qui comptait bien ne pas s'arrêter là, admirait tout ce qu'il avait fallu d'efforts, de souplesse, de persévérance, de génie, au petit seigneur bohême pour s'élever au premier rang. Peut-être le lettré ressentait-il un peu de mépris involontaire pour le capitaine resté étranger à la Renaissance et aux lettres, mais il appréciait fort ses qualités naturelles de largeur d'esprit, de finesse et d'éloquence. Et c'était un tel homme qui compromettrait sa fortune par une absurde fidélité à l'hérésie! Il connaissait, pour l'avoir traversée, cette période de révolte : c'était la fougue de la jeunesse; ces bouffées d'indépendance se dissipaient quand sonnait l'heure des pensées sérieuses; l'administrateur arrivé renierait vite ses origines révolutionnaires. Ses rapports avec Georges, la conversation qu'il eut avec lui, le confirmèrent dans ses espérances : Podiébrad évita la discussion, protesta de son désir de paix, ne sembla même pas très éloigné de se séparer de Rokytsana, si c'était une condition absolue de la cour de Rome. Sylvius revint de Bohême avec son siège fait, une opinion dont il ne démordit jamais : Georges avait été entraîné, mais ne

1. C'est à propos de cette entrevue de Benechov qu'il écrit dans son *Histoire de l'empereur Frédéric III* sa phrase classique sur Georges : « Hussitarum errore infectus, alioquin æqui bonique cultor; quem cum nos longo sermone de communione calicis temptavissemus, magis deceptum quam pertinacem invenimus. »



demandait qu'à revenir à la vraie foi : dupe et non coupable, il n'était plus retenu que par des scrupules secondaires dont on aurait facilement raison ; la Bohême entière le suivrait, de gré ou de force, dans son évolution.

Il se hâta de communiquer à Carvajal ses impressions : Georges seul pouvait ramener les hérétiques [1], il était juste et bon, c'était sur lui qu'il fallait concentrer tous ses efforts (21 août 1451). — Les représentants officiels de Rome, Carvajal, Capistran, assez mécontents de cette intervention imprévue, ne tinrent pas alors grand compte de ses observations, mais Sylvius ne se découragea pas. A peine Georges a-t-il réussi à ramener Ladislas en Bohême qu'il lui écrit une lettre très flatteuse, le félicite de ses succès, de la prospérité et de la tranquillité rendues au royaume. Que manque-t-il pour que cette tranquillité soit complète et la prospérité assurée? Que les Tchèques ne continuent pas à se croire plus sages que tout le reste de la chrétienté, qu'ils se soumettent au pape qui leur ouvrira les bras. Il appartient à Georges de les y décider et d'assurer ainsi à la fois le salut de son âme et la gloire de son nom (janv. 1454).

La réserve de Georges dans les questions religieuses tendait à accréditer l'opinion que son zèle pour l'hérésie était chancelant : il prenait à tâche de modérer les Utraquistes, témoignait peu d'empressement à soutenir leurs revendications ; sa tiédeur provoqua même quelque défiance parmi les Calixtins les plus exaltés [2]. Il ne négligeait rien en même temps pour s'attirer la bienveillance de la cour de Rome, flattait les ambitions et les projets des papes, menait grand bruit de son zèle pour la croisade. Peu à peu l'on prenait plus au sérieux le projet de Sylvius : ce fut bientôt une opinion presque générale qu'il ne s'agissait plus pour soumettre la Bohême que de gagner l'administrateur, et que la conversion de ce

1. « Si quis est qui civitates ad unionem trahere possit, Georgius est. » *Æneæ epistolæ*, p. 667, (édition de Hopper, Bâle 1551).

2. Les réclamations d'un vieux défenseur du calice, Benech Mokrovousky, aux États de mars 1454, avaient trouvé beaucoup d'écho dans la diète, et Podiébrad n'avait pas réussi sans peine à faire ajourner la discussion. (Tomek, VI. p. 251.)



dernier n'était plus qu'une question de ménagements et de temps [1]. On n'avait pas encore pourtant dépassé les préliminaires et il s'écoula de longs mois avant que les négociations s'engageassent à fond. Elles ne reprirent une certaine activité qu'après la mort de Nicolas V et l'élection du nouveau pape, Calixte III (1455).

Calixte III, d'une grande douceur de caractère, très simple, peu enclin aux mesures de rigueur, désirait vivement voir aboutir la croisade contre les Turcs et savait gré à Georges de sa bonne volonté à la fois sincère et retentissante. Il fut sans doute confirmé dans ses dispositions conciliantes par Sylvius que Frédéric III lui avait envoyé comme ambassadeur. Æneas resta dès lors auprès de lui, devint un de ses conseillers les plus influents, et fut bientôt nommé cardinal. Il rapportait d'Allemagne une conviction et une crainte : la conviction, c'était que, tout entiers à leurs rivalités et à leurs ambitions, les princes de l'Empire étaient absolument indifférents aux intérêts généraux de la chétienté et qu'on ne tirerait d'eux aucun secours. Frédéric avait trop d'affaires sur les bras et son ambition était à la fois trop inquiète et trop passive pour qu'il fût raisonnable d'en attendre une résolution héroïque. Un seul homme avait assez de puissance, de hauteur de sentiment et d'imagination pour s'armer contre les Turcs, c'était Podiébrad. — De plus, bien que l'opposition religieuse parût vaincue en Allemagne, le feu couvait sous la cendre; Sylvius le savait : on ne trouverait dans ces populations qu'un appui assez tiède contre l'hérésie, et il était fort imprudent de leur donner l'exemple d'une révolte peut-être victorieuse. A tous les points de vue, le plus sage était donc d'éviter une rupture avec les Hussites. Non pas qu'il fallût rien céder des droits de l'Église, mais il n'était pas nécessaire d'afficher trop haut ses prétentions. Il est toujours pénible de confesser son erreur et de revenir en arrière : pourquoi ne pas adou-

1. Voir par exemple la lettre de l'évêque de Cracovie à Capistran, le 16 août 1454.

cir aux Tchèques l'amertume du repentir? Que risquait-on à leur aplanir la route? Avait-on tellement à se louer de la raideur dans laquelle on s'était renfermé jusqu'alors? En réalité, l'on était moins avancé qu'au lendemain du traité d'Iihlava. Pourquoi? — Parce qu'on avait voulu aller trop vite. Aujourd'hui les Utraquistes étaient sur leurs gardes: si on persistait dans la même voie, on n'arriverait à rien qu'à une insurrection. Mieux valait patienter, attendre l'occasion; pourquoi même ne tolèrerait-on pas le calice, au moins pendant quelque temps? En somme, il n'était pas condamné par l'Écriture. Les Tchèques en retour n'exigeraient plus la nomination de Rokytsana à l'archevêché de Prague; on ménagerait l'amour-propre du candidat évincé, on le comblerait d'honneurs, on l'appellerait à Rome comme cardinal, et on choisirait un archevêque bohème, mais bon catholique, qui peu à peu rétablirait la doctrine orthodoxe; l'apaisement se produirait, les traditions d'indépendance s'effaceraient, et un prétexte surgirait bien alors de supprimer la communion sous les deux espèces que personne ne songerait plus à défendre [1].

Ce plan, fort bien conçu et où se reconnaît la main d'un des plus subtils diplomates de l'époque, était-il realisable? Les États tchèques se seraient-ils séparés de Rokytsana? — Ils désiraient sa nomination moins encore à cause du respect qu'il inspirait au parti tout entier, ou pour récompenser justement les services qu'il avait rendus, que parce qu'ils devinaient qu'avec la cour de Rome, un traité, des promesses, ne suffisaient pas : ils avaient besoin de garanties, et la meilleure de toutes, n'était-ce pas la présence à la tête de l'Église d'un utraquiste convaincu? Mais après tout, ce n'était là chez eux qu'un instinct irréfléchi, et ils eussent

1. Sylvius avait son candidat à l'archevêché de Prague, Procope de Rabenstein : *Æneæ epistolæ*, 246, 247, 259. — Le mérite d'avoir signalé ce projet qui avait échappé à l'attention de Palatsky appartient à Voigt. *Op. cit.* p. 414. Cp. *Pii secundi orationes*, éd. Mansi, I, p. 352. — Il me semble que Voigt n'a pas attaché à ce dessein toute l'importance qu'il mérite. Les lettres de Sylvius montrent que, pendant plusieurs années, il poursuit son rêve de conciliation.



sans doute hésité à compromettre la paix par trop d'entêtement. Le rôle de Rokytsana fut d'ailleurs devenu très vite assez embarrassant; du moment où il aurait été le seul obstacle à la pacification, sa candidature eût pris un air d'ambition et d'égoïsme qui lui eût aliéné bien des sympathies. Georges le soutenait très loyalement, mais sans faire de sa nomination une condition *sine quâ non*. Dans son entretien avec Sylvius, tout en protestant énergiquement contre les accusations dont l'archevêque utraquiste était l'objet, il avait déclaré que si la cour de Rome le repoussait définitivement, il agirait au mieux des intérêts du pays et de la paix. Les engagements imposés à Ladislas faisaient allusion au cas où il serait impossible d'obtenir la confirmation de Rokytsana. Les relations de Georges et de ce dernier n'avaient rien d'intime, et cela se comprend : le gouverneur sentait son pouvoir borné par l'autorité morale de l'administrateur du clergé utraquiste, et il détestait dans cette influence occulte, insaisissable et redoutable, un élément de désordre et un souvenir de la période d'anarchie. Rokytsana fut, vers la même époque, attaqué avec une extrême violence, dans un pamphlet du sous-chambellan Vaniek Valetchovsky de Kniezmost qui reprochait aux prêtres utraquistes leur orgueil et leurs usurpations illégales [1]. Comment les abus dont se plaignait Vaniek n'auraient-ils pas irrité Georges? Il en voulait aussi, malgré lui, à Rokytsana, de sa ferveur religieuse, de son intransigeance, des polémiques qu'il soulevait, des difficultés qu'il créait; il ne lui pardonnait pas d'être un obstacle à l'union. On est donc admis à supposer qu'il eût appuyé la transaction proposée par Sylvius et à laquelle son adhésion eût donné de sérieuses chances de succès.

Malheureusement Sylvius était loin d'avoir les mains libres : il avait contre lui les impatiences des Catholiques tchèques qui multipliaient leurs intrigues à Rome pour enlever

1. Le pamphlet de Vaniek, qui a été publié par M. Tchélakovsky, est probablement de 1457.



la nomination d'un archevêque ; peu leur importait lequel, pourvu qu'ils détruisissent brutalement les dernières espérances de Rokytsana. Le cardinal avait grand peine à empêcher cette mesure précipitée qui eût sans doute entraîné une rupture immédiate des négociations. Ses efforts le rendaient suspect à toute la coterie fanatique de Carvajal [1], qui l'accusait presque de trahison ; on lui reprochait de subordonner les intérêts de l'Église à ceux de l'Empire et d'avoir vendu sa foi pour un chapeau de cardinal [2]. Carvajal traçait un tableau lamentable des conséquences qu'aurait pour l'Allemagne toute concession à l'hérésie [3], et rendait Sylvius responsable des calamités qu'il prédisait. Quelque peu déconcerté par cette levée de boucliers, Sylvius, qui déjà pensait à la tiare et ne tenait pas à s'aliéner un groupe influent, hésitait, tergiversait, protestait de ses bonnes intentions, s'inclinait devant l'expérience de ses contradicteurs. Il lui échappait, malgré tout, des paroles d'amertume et de désappointement. « Ni ton Éminence ni ma petitesse, écrivait-il à son principal adversaire, Carvajal, ne verront l'union complète de la Bohême et du Saint-Siège. Puissé-je me trouver mauvais devin dans cette affaire, et ma prophétie ne pas s'accomplir [4]. » Il n'abandonnait pas malgré tout ses projets, et le pape décidait d'envoyer à Prague, à l'occasion du mariage de Ladislas avec la fille du roi de France, Madeleine, un légat qui suivrait les négociations. L'ambassadeur désigné était Carvajal. Le choix était singulier : Carvajal, qui avait conservé de son équipée de 1448 un souvenir assez peu agréable, acceptait cet honneur sans enthousiasme [5]. Faut-il voir dans cette nomination une intention particulière de Sylvius ? Voulait-il rassurer ceux qu'inquiétait sa modération, et leur prouver qu'il n'entendait pas transiger

1. Voir l'indignation de Jean Capistran, encore avant la mort de Nicolas V, 24 mars 1455, quand il apprend qu'il peut être question de la confirmation de Rokytsana. Wadding, *Annales Minor.* p. 207 ; *Æneæ epistolæ*. 404.
2. Cp. la lettre de J. Capistran à Sylvius, 7 avril 1456 ; Wadd. 207.
3. *Epistolæ*, 294. *Politische Correspondenz Breslau's*, p. 8.
4. *Epistolæ*, 294.
5. *Id.* 339, 340.

avec l'erreur? Pensait-il que le séjour de Carvajal en Bohême dissiperait ses préventions et qu'une étude nouvelle de la situation le convaincrait de la nécessité d'une politique de transaction? La mort subite de Ladislas (23 nov. 1457) déjoua tous ses projets et interrompit les négociations avant qu'elles eussent sérieusement commencé.

CHAPITRE III.

PIE II ET L'ABOLITION DES COMPACTATS

Georges de Podiébrad roi de Bohême : ses sentiments et sa politique. — Premières négociations avec Pie II. — L'ambassade de 1462 : abolition des Compactats. — Le légat Fantin de Valle. Attitude des catholiques bohêmes. — Les alliances et les plans de Podiébrad. — Antoine Marini et le projet de confédération européenne. — Dernières mesures et mort de Pie II.

Un roi de dix-sept ans, dans tout l'éclat de la force et de la santé, meurt subitement, à la veille d'un mariage qui allait, suivant toute vraisemblance, assurer l'avenir de la dynastie. A côté de lui, un administrateur tout puissant, en relations constantes avec lui, à qui son royal pupille a laissé voir, à plus d'une reprise, qu'il était las de sa tutelle et qui hérite de son trône. Comment n'aurait-on pas parlé de poison? Presque immédiatement, il y eut des soupçons, des accusations, ici chuchotées, sournoisement répandues, là bruyamment affichées [1].

Que prouvent ces accusations? — Rien. Elles se répètent chaque fois qu'il se produit une catastrophe imprévue. L'imagination populaire aime le romanesque; peu lui importe qu'il soit calomnieux, et trop d'ennemis avaient ici intérêt à répandre ces soupçons pour qu'ils méritent aucun crédit. Les juges les moins favorables à Georges constatent avec un regret significatif qu'il est impossible de trouver aucune preuve contre lui [2].

1. Cp. Voigt, *Sybel's hist. Zeitschr.*, V p. 418-19.

2. Palatsky a réuni les documents relatifs à la mort de Ladislas dans une brochure très curieuse : *Zeugenverhör über den Tod K. Ladislau's von Ungarn und Bœhmen*, Prague, 1856. Voigt, qui discute les conclusions de Palatsky, avoue : « De là ne suit pas, tant s'en faut, que Georges ait eu recours



Que Ladislas ait éprouvé une sympathie très vive pour le Gouverneur, c'est ce qu'il me semble difficile d'admettre, en dépit des textes que l'on apporte [1]. Tous les ménagements et toute la réserve de Podiébrad n'empêchaient pas que la puissance ne fût entre ses mains et que le jeune prince ne dût être vivement froissé de cette subordination. L'exécution de Ladislas Hunyade [2], préparée avec une rare duplicité et accomplie avec une impitoyable cruauté, nous révèle ce qui s'agitait dans cette âme obscure, meurtrie depuis son enfance. La différence était grande, dit-on, entre Hunyade qui avait mortellement offensé le roi et ne cachait guère ses rêves am-

au crime pour se débarrasser du roi... Dans l'état actuel de la science, l'empoisonnement est une hypothèse que l'historien ne doit pas admettre, même comme pensée de derrière la tête. » (*Op. cit.*, p. 421.) Bachmann, dont tout le récit est combiné de manière à rendre vraisemblable la culpabilité de Podiébrad, n'ose pas cependant conclure contre lui.

1. Ladislas n'a jamais cessé de témoigner de l'aversion que lui inspiraient les Utraquistes et les Bohêmes. Æneas-Sylvius raconte à ce sujet une anecdote caractéristique. En 1454, un prêtre utraquiste se préparait à célébrer la messe dans une chapelle du château royal; le roi, qui avait désigné cette chapelle pour y faire ses dévotions, envoie un officier avec ordre de saisir le prêtre parjure et de le précipiter du rocher s'il ne s'en va. (*Histoire de Bohême*, ch. LXII.) « Nec unquam hæreticorum Ecclesias, quamvis rogatus, intravit nec sacris eorum interfuit. » Il assiste d'une fenêtre à une procession utraquiste et ne montre aucun respect pour le Saint-Sacrement, afin de ne pas paraître honorer Rokytsana. (*Id*). — Les récents événements l'avaient encore aigri. A sa rentrée à Prague (1457), Rokytsana va le recevoir à la tête de son clergé; on remarqua que le roi ne le remercia que sur l'invitation de l'Administrateur : on devine avec quelle grâce. Quatre jours avant sa mort, il assiste à une sorte de tournoi entre un Allemand et un Tchèque : le Tchèque, gravement blessé, se rend à merci; Ladislas, tout joyeux, donne le prix à l'Allemand et le félicite de son bonheur: s'il avait été vaincu, il est probable que son adversaire ne lui aurait pas fait grâce de la vie.—On ne voit pas trop pourquoi sa haine aurait fait exception pour Georges. Il y a bien la phrase d'Eschenloer : « Le malheureux Ladislas aimait Georges jusqu'à sa mort. » Mais n'est-il pas évident qu'Eschenloer cherche par là à rendre plus odieuse la conduite de Podiébrad? Et des témoignages, même moins intéressés, pourraient-ils prévaloir contre les faits? Ladislas n'avait-il pas prouvé par sa conduite en Hongrie ses véritables sentiments pour ses trop puissants protecteurs? Lorsque Georges va le trouver à Vienne, il demande un sauf-conduit : les négociations sont aigres; le roi ne cède que devant la menace. Sur plusieurs questions graves, la frontière de Saxe, la Silésie, la politique du roi et du gouverneur était différente : le roi était obligé de céder, mais que de rancunes ces défaites amassaient dans son cœur! Il affectait de séparer sa cause de celle de Podiébrad, et c'était une sorte de mot d'ordre des adversaires de ce dernier : le roi n'était pas libre. Cp. Grünhagen, p. 290 et sq.

2. Lire dans Saint-René Taillandier le dramatique récit des événements de Hongrie, p. 65 et sq.



bitieux, et Podiébrad dont tous les efforts tendaient à affermir le trône de Ladislas. Est-il bien sûr qu'elle parût si évidente à Ladislas [1]? Les situations sont plus fortes que les volontés; telles qu'elles étaient, les relations de l'Administrateur et du souverain devaient rendre le premier odieux au second. Le roi avait essayé de secouer le joug, sans succès. Son échec l'avait encore ulcéré; depuis son retour à Prague, il se montrait plus malveillant et plus sombre que jamais.

Tous ces détails, relevés avec soin par les adversaires de Podiébrad constitueraient une présomption grave contre Ladislas si Georges était mort subitement; par quel artifice de logique essaierait-on d'en tirer un argument contre Podiébrad? Ce qu'il faudrait démontrer, en effet, c'est non pas que Ladislas détestait Georges, — ce qui importe peu, — mais que Georges n'aimait pas Ladislas et désirait se débarrasser de lui. Or, tout prouve au contraire que, malgré les imprudences et l'ingratitude du jeune prince, il s'était sincèrement attaché à cet enfant. Lorsqu'il s'efforçait d'éviter à son inexpérience des fautes irréparables, lorsqu'il le détournait d'une politique au bout de laquelle il n'aurait trouvé que la guerre civile et l'exil, ne lui donnait-il pas un éclatant témoignage de la sincérité de son dévouement? Il lui eût suffi d'abandonner à lui-même ce jeune fou pour qu'il soulevât bientôt contre lui les deux tiers de ses sujets. Il se consolait des déboires qui payaient sa fidélité, par la pensée qu'un jour viendrait où Ladislas, se dégageant des préjugés dans lesquels il avait été nourri, lui saurait gré de ses conseils; la reconnaissance de l'homme le dédommagerait de la mauvaise humeur de l'adolescent. Pourquoi l'aurait-il supprimé? — Pour ajouter à sa puissance un titre! — Que gagnait-il à placer sur sa tête une couronne? Ni l'élévation de son esprit, ni la netteté de son intelligence, ni l'ensemble de sa conduite ne permettent de supposer qu'il fût accessible à de vulgaires et banales séductions.

1. Aujourd'hui encore n'est-elle pas contestée par plus d'un historien? M. Voigt, par exemple, rend Georges responsable de la rigueur des conditions que la diète avait imposées à Ladislas, avant de le reconnaître. C'est une erreur, j'en suis convaincu. Ladislas l'était-il autant?



Et en revanche, que de difficultés, que de dangers ouvrait cette mort? Ladislas n'était-il pas le lien qui tenait réunies les diverses parties du royaume? La Curie, rassurée jusqu'alors par la présence d'un roi catholique, n'augmenterait-elle pas ses exigences s'il venait à disparaître? Toute l'œuvre de réorganisation et de relèvement était mise en question. L'autorité de Georges perdait ce caractère de légitimité et comme cette sanction du droit qui lui avaient été si précieux, et de fait, il ne fut jamais aussi puissant comme roi qu'il l'avait été comme gouverneur. Dira-t-on qu'il ne s'est pas douté des conséquences de cette mort, si faciles cependant à prévoir? — Il faut donc l'accuser non seulement d'ambition, mais d'une bien singulière imprévoyance, prétendre qu'il ne connaissait ni l'état réel du pays, ni les dangers, plutôt voilés que conjurés, de la situation : il faut lui attribuer en même temps qu'un crime une sottise. Tout semble ainsi se réunir pour établir l'innocence de Georges. La douleur était grande, nous disent les vieilles chroniques tchèques, parmi les seigneurs qui suivaient le cercueil de Ladislas, depuis le plus puissant jusqu'au moindre, mais, de toutes, la plus grande était celle de l'Administrateur. Cette tristesse était sincère. Il pleurait sur le jeune prince que la mort lui avait enlevé avant qu'il en eût fait un véritable roi, et il pleurait peut-être aussi sur lui-même et sur les malheurs qui menaçaient la Bohême.

Cette douleur ne lui fit pas oublier ses devoirs. En présence d'une catastrophe qu'il n'avait ni désirée ni prévue, il n'hésita pas plus qu'il n'avait hésité quand il s'était agi d'assurer le triomphe des Hussites en enlevant Prague à Menhart de Hradets. Il commença par déclarer qu'il n'entendait rien abandonner des pouvoirs qu'il tenait de Ladislas et qu'il se considérait comme le chef légal du pays, tant que duraient les fonctions qui lui avaient été confiées. Puis il mit toute son activité à faire transformer en autorité perpétuelle et régulière sa charge temporaire et extraordinaire [1].

1. Il est nécessaire de dire un mot du récit suivant lequel Ladislas mourant aurait légué le royaume à Georges. Le fait est raconté très longuement dans l'*Histoire de Bohême* de Sylvius, ch. LXX, p. 142 : « Georgius et ipse voca-



Il n'y avait pas à songer à conserver tout l'héritage de Ladislas : les divers royaumes qu'avaient rapprochés les hasards de l'hérédité, reprenaient leur indépendance. Georges ne leur contesta pas une liberté qu'il revendiquait pour la Bohême ; il rendit Mathias Corvin, qui était alors prisonnier à Prague et avec lequel il conclut une alliance étroite. Mathias fut élu presque aussitôt roi de Hongrie : précédent favorable, qui préparait les esprits à la nomination de Georges.

tus percunctari ex rege cur doleret, quid morbi esset, spem bonam præbere... Ad quem rex : Tua mihi, Georgi, jampridem cognita fides spectataque virtus est, per te Bohemus usque in hanc diem me regem appelavit. Speravi potiturum regno quod ipse paraveras, nunc contra Superi jubent. *Mihi moriendum est, regnum in tua manu erit.* Duo ex te peto. Alterum, ut provinciales juste regas, pupillis viduis imbecillisque rectum judicium patrimoniumque ne subtrahas, etc. » Ce récit est confirmé dans ses traits généraux par les anciennes chroniques bohêmes et par un autre témoin contemporain. Eschenloer semble y faire allusion : « Miser Ladislaus amabat Georgium ad suum interitum. » Il se présente donc avec des garanties d'authenticité toutes particulières. Je reconnais aussi que la plupart des raisons qu'on a invoquées contre lui ne sont pas très fortes : Voigt, par exemple, se refuse à admettre un entretien entre Podiébrad qui ne savait pas l'allemand et Ladislas qui ne savait pas le tchèque; comment supposer que Ladislas, depuis quatre ans, n'eût pas appris le bohême et n'ait jamais eu une conversation avec le gouverneur? En somme, il est difficile d'opposer à ces textes des raisons décisives, et cependant le fait est si absolument invraisemblable! Le discours, tel que le rapporte Æneas, n'est évidemment pas autre chose qu'une de ces amplifications de rhétorique auxquelles il se plait. La maladie, dans les conditions où mourut Ladislas, lui aurait-elle laissé assez de liberté d'esprit, pour penser ainsi au bonheur de ses sujets qui, en réalité, lui importait bien peu? Il y a dans le discours même une contradiction : il remercie Georges de sa fidélité, lui remet la couronne, et lui demande de permettre le retour en Autriche des personnes qui l'avaient accompagné, sans menacer leur liberté. Étrange requête après tant de confiance! Il n'est certes pas permis de nier un fait par cela seul qu'il est invraisemblable; la critique historique permet du moins dans ces cas-là de discuter les témoignages et d'être un peu plus exigeant. De qui Sylvius tient-il ce discours? Il n'était pas à Prague. Qui l'a entendu? Celui qui l'a rapporté ne serait-il pas par hasard Georges lui-même ou un de ses amis, et alors quelle en serait la valeur? N'y aurait-il pas là simplement une de ces manœuvres, destinées à préparer l'opinion, que, personne ne le conteste, Georges employa très habilement. Æneas-Sylvius recueillit l'anecdote avec enthousiasme, comme tout ce qui flattait son imagination. Son récit renferme plusieurs inexactitudes, pourquoi lui accorder sur ce point une autorité spéciale? Les autres témoignages ne prouvent qu'une chose, c'est que le fait fut accepté comme vrai à Prague. Que les ennemis de Podiébrad l'aient admis sans discussion, cela ne signifie rien, parce que leur tactique fut de représenter Ladislas comme très attaché au gouverneur et de rendre ainsi plus odieuse la conduite de Georges.



A qui la couronne tchèque serait-elle revenue, sinon à lui? Les droits des autres candidats étaient si mal établis, leur parenté avec les derniers souverains tchèques si éloignée, les traditions régulières surtout étaient si affaiblies par une longue interruption et la guerre civile, que les questions de légitimité, de transmission régulière de la royauté, passaient au second plan [1]. Un point dominait tout : l'intérêt national. Lorsque Georges avait porté sur le trône, de ses propres mains, un enfant qu'il espérait transformer et qui pendant de longues années ne pouvait pas avoir de volonté propre, il avait surtout songé au relèvement de la patrie et au maintien de la paix; allait-on se jeter aveuglément aux bras d'un inconnu, peu au courant de la situation, peut-être malveillant ou incapable? Qui donc mieux que Georges défendrait et continuerait son œuvre?

Sa popularité était telle et la volonté de la majorité si évidente que sa nomination ne fut pas un instant douteuse. Georges n'avait aucune inquiétude à ce sujet, mais il voulait que son élection ne fût pas le triomphe d'un parti et ne rouvrît pas ainsi l'ère des querelles intestines. Il y parvint et il fut acclamé par la diète tout entière (1458, 2 mars). Ce choix était si clairement indiqué, il avait été préparé avec tant de soin, Podiébrad inspirait une confiance si universelle qu'en somme tous les partis accueillirent l'évènement avec satisfaction. Tandis que les Praguois pleuraient en remerciant Dieu « de les avoir délivrés de la puissance des rois allemands qui ne pensent qu'à faire du mal à la nation tchèque et en particulier aux défenseurs des Saintes Écritures », et que Rokytsana félicitait la diète d'avoir bien mérité du pays et de la religion, Calixte III accueillait de fort bonne grâce la décision des États. Aussitôt après la mort de Ladislas, il avait prévu, presque appelé ce résultat [2].

1. Les princes étrangers regardent déjà la royauté comme élective. Une ambassade française, qui a à sa tete Lenoncourt, demande la couronne pour le fils de Charles VII, Charles.

2. Les Catholiques du royaume étaient naturellement les moins satisfaits. Sans risquer une protestation ouverte, trop périlleuse, « ils calomniaient

Podiébrad ne laissa pas à ces bonnes volontés le temps de se refroidir. Les candidats évincés étaient nombreux, mais aucun d'eux n'était très redoutable. Les rivaux de Georges, déconcertés déjà par les nouvelles de Rome, ahuris par la rapidité de ses allures, ne songèrent même pas à s'engager à fond. Les provinces annexes étaient froides ou hostiles, mais leurs rancunes ne seraient devenues dangereuses que si elles avaient trouvé un chef assez fort et

l'élection » et accusaient les seigneurs qui les avaient abandonnés. L'élection de Georges a donné lieu à de très vives discussions. Les deux travaux les plus importants sur ce point sont Tomek, VI, 289-98, et Bachmann, *Ein Jahr bœmischer Geschichte*. Deux objections graves ont été proposées contre la validité de l'élection : d'abord, la Bohême proprement dite était seule représentée à la diète; la Moravie, la Silésie et la Lusace n'y avaient pas de délégués.— Ce fut la prétention constante des Tchèques de s'attribuer le droit exclusif d'élire le prince; cette usurpation, aussi contraire au droit qu'à l'équité et à une saine politique, provoqua d'ardentes récriminations dans les provinces. Il faut remarquer seulement qu'en 1458 les précédents étaient favorables aux prétentions bohêmes (V, Kalousek, *Tcheské statni pravo* (*le droit d'État tchèque*), p. 294 et sq.). — En second lieu, une diète, siégeant à Prague, était, par cela même, l'objet d'une suspicion légitime; elle subissait la pression irrésistible de l'opinion publique. — Il est certain, sans doute, que la population désirait vivement le succès de Georges, et que ses vœux firent quelque impression sur les États; mais, dans ces termes-là, cette action de l'opinion publique ne vicie pas le résultat du vote; on en viendrait autrement à prétendre qu'il n'y a de lois votées librement que celles qui sont absolument contraires aux espérances de la majorité. Y eut-il fraude ou violence? Dlugos parle de l'intimidation des seigneurs catholiques, mais Eschenloer dément le fait avec une netteté remarquable : « Tous les Bohêmes qui étaient présents, dit-il, de l'obédience romaine ou de la secte de Rokytsana, les uns et les autres, furent unis et libres dans cette élection. » Il est incontestable qu'Eschenloer, dont l'hostilité à Georges est bien connue, a plus d'autorité ici que Dlugos. On a cité comme preuve de la terreur qui pesait sur la ville, le départ précipité des envoyés de Bautzen et de Gœrlitz, les seuls représentants des provinces qui eussent paru à la diète : ils auraient jugé prudent de se retirer en présence de l'émotion populaire. Rien ne montre cependant qu'ils aient été réellement menacés; ils se sont probablement éloignés, parce qu'ils n'avaient plus aucun doute sur le résultat de l'élection et qu'ils ne voulaient pas le sanctionner en quelque sorte par leur présence. Les débats furent conduits avec beaucoup de dignité et de sérieux; les hésitations mêmes des Catholiques établissent leur liberté. Y eut-il des voix achetées? Tout ce qu'il est permis de dire, c'est qu'aucun document sérieux ne l'affirme. Zdeniek de Sternberg prit aux débats une part prépondérante, enleva le vote. Jean de Rosenberg et Zbyniek de Hasenbourg furent aussi favorables à Georges : tous trois étaient catholiques. Par quels moyens avait-il gagné leur appui? Il est probable qu'on ne le saura jamais. Voigt suppose que la question des biens du clergé joua un rôle, et cette opinion n'est pas invraisemblable. En somme, il ne faut pas éplucher trop sévèrement les élections, et celle de Podiébrad semble être de celles qui supportent encore le mieux l'examen.



hardi pour imposer à toutes ces velléités de révolte un programme commun et leur imprimer une impulsion énergique. Leur chef naturel, c'était le pape, et il passait à l'ennemi. De quel droit les fidèles auraient-ils continué la lutte et ne se seraient-ils pas contentés de ce qui suffisait au Saint-Père? Le légat le rappela assez durement aux bourgeois de Breslau, les plus ardents à la résistance. Podiébrad manœuvra avec une adresse merveilleuse au milieu des luttes qui troublaient alors l'Europe centrale et orientale; il ne se lia à aucune politique, se réserva; tous les partis purent espérer son intervention, l'implorèrent, sans regarder au prix qu'il réclamait [1]. Les diverses provinces qui, au début, avaient affiché leur mauvaise volonté, s'inclinèrent l'une après l'autre, assez vite, la Moravie d'abord, puis la Haute Lusace et la plus grande partie de la Silésie. La ville de Breslau, désormais isolée, céda en frémissant, n'obtint qu'un délai de trois ans, au bout desquels elle s'engagea à prêter serment de fidélité au roi (janvier 1460). La plupart des prétendants furent trop heureux d'abandonner leurs droits réels ou supposés et de ne pas s'engager dans un duel inégal; l'empereur Frédéric, oubliant ses revendications, investit Podiébrad de l'électorat de Bohême (31 juillet 1459). La rivalité des Hohenzollern et des Wittelsbach paralysait l'Allemagne. Georges maria sa fille Zdenka au fils de l'électeur de Saxe et son fils Hyniek à la fille du duc Guillaume de Saxe, qui renonça sans réserve à l'héritage de Ladislas. La fille d'Albert-Achille de Brandebourg fut fiancée à un autre fils de Georges, Henri. A la conférence de Cheb (Eger) (1459 novembre), Podiébrad apparaît au milieu des partis divisés comme un médiateur respecté dont tous les princes voisins redoutent l'inimitié et sollicitent l'alliance.

Souverain incontesté d'un royaume riche et prospère, pouvant mettre sur pied une armée formidable, adroit politique

1. Voir sur cette première partie du règne de Podiébrad, les travaux de Bachmann, *Ein Jahr bœhmischer Geschichte*; *Bœhmen und seine Nachbarlænder unter Georg von Podiebrad* (1458-61).



et général heureux, uni par les liens d'une étroite parenté à quelques-uns des princes les plus puissants de son siècle, Podiébrad exerce à cette heure sur les états limitrophes une influence prépondérante; le respect qu'il inspire aux étrangers égale la popularité dont l'entoure la Bohême; l'Europe entière a les yeux fixés sur lui; les succès passés justifient les plus vastes ambitions, et l'avenir s'annonce radieux pour cet enfant gâté de la fortune dont aucun revers n'a encore attristé la carrière.

Cette grandeur, si rapidement conquise, était-elle bien réelle? Les contemporains l'ont cru : l'éclat des résultats obtenus les a éblouis. A distance, il ne dissimule plus les côtés faibles de cette puissance qui ne reposait que sur des éléments fragiles. Les victoires remportées étaient plus brillantes que décisives : chaque jour, une nouvelle bataille était nécessaire et il suffisait d'une défaite pour tout compromettre. Il ne faut pas l'oublier si on veut comprendre la politique de Georges et la juger sans injustice.

Les années suivantes et, en général, la fin de son règne sont en effet remplies par des négociations si nombreuses et si compliquées qu'on ne s'y retrouve pas aisément. Les projets se succèdent avec une rapidité inouïe, très divers, presque contradictoires, quelquefois assez vagues, si vastes qu'ils semblent fantaisistes; les combinaisons les plus variées sont essayées, oubliées, reprises; les alliances se croisent; dans une période très courte, plus d'une fois dans une même année, l'amitié la plus intime est suivie de la froideur, de la défiance, ou même de la guerre que termine brusquement un nouveau traité d'alliance. C'est une sorte de chassé-croisé troublant, où les auxiliaires d'aujourd'hui sont les ennemis d'hier et de demain.

Pourquoi ces brusques variations? Ne décèlent-elles pas un certain manque de suite dans les idées et une ambition un peu incohérente? On se laisserait facilement entraîner à admettre que Georges avait plus de fécondité et de souplesse d'esprit que de persévérance, plus d'imagination que de raison et moins d'énergie que d'audace. On ne lui a pas mé-



nagé les reproches. Son agitation tracassière, a-t-on dit, a provoqué la défiance générale, ses conceptions confuses n'ont pas abouti et ne pouvaient pas aboutir, sa mobilité lui a aliéné l'un après l'autre ses alliés naturels, et il est le principal coupable des déboires et des tristesses qui ont assombri les dernières années de son règne. — Une étude plus approfondie montre clairement que Georges n'était guère maître d'agir autrement qu'il ne l'a fait. Il a subi deux fatalités, celle du temps où il vivait et celle de la situation que lui avaient léguée les événements antérieurs.

Le xve siècle n'a pas sans doute inventé la diplomatie, mais il a été peut-être le premier à en deviner toutes les ressources. Le moyen âge est fermé, l'époque des chevauchées héroïques est terminée; une ère nouvelle s'ouvre, celle des négociations, des ligues, des traités de partage et d'héritage. Les princes ont comme un pressentiment de l'importance décisive de l'heure : l'Europe moderne se constitue; il s'agit de prendre position, de ne pas laisser à ses rivaux une avance qu'il serait impossible de rattraper, de ménager l'avenir. Chacun cherche à arrondir son territoire, à étendre son influence, et dans cette surexcitation des convoitises et cette envolée d'espérances, toutes les facultés entrent en jeu et tous les moyens sont bons qui conduisent au but.

A aucune époque peut-être, il n'y a eu une aussi prodigieuse dépense d'imagination, une aussi extraordinaire audace de combinaisons, et, conséquence toute naturelle, une indifférence morale aussi absolue. Les procédés des princes italiens d'alors sont restés classiques, mais si les souverains des autres pays n'ont pas toujours la même dextérité, ils ont tous la même impudence naïve et la même verdeur d'appétits. Jamais les traités n'ont eu moins de valeur et les promesses, d'importance. La duplicité et la fourberie sont plus que générales, acceptées; il devient oiseux de s'en plaindre, ridicule de s'en étonner. Il est entendu tacitement que chacun ne poursuit que son intérêt personnel, que les services rendus n'engagent aucune des deux parties, que les alliances cessent dès qu'un des alliés trouve quelque avantage à re-



prendre sa liberté d'action. — Que Georges participât dans une certaine mesure à ces habitudes, que nous éprouvons quelque embarras à condamner, tant elles semblent excusées par l'opinion, c'est ce qu'il serait injuste de lui reprocher trop sévèrement : la morale publique a-t-elle fait depuis lors de très réels progrès ? Elle exige peut-être un peu plus de ménagements, des transitions moins brusques, des prétextes plus habiles. Georges s'est contenté des procédés encore peu perfectionnés de son siècle. Sa politique est celle de son temps : si on la compare à celle de Frédéric III, de Mathias Corvin ou du margrave Albert, on ne songe plus guère à l'accuser de versatilité ou d'incohérence. Rien n'autorise à supposer que sa conduite ait le moins du monde scandalisé ses contemporains, qu'elle ait affaibli sa situation en lui aliénant des sympathies sérieuses. Il y aurait en effet plus que de la naïveté à croire par exemple que le roi de Hongrie eût hésité à lui déclarer la guerre, si Georges ne lui avait pas donné par ses incertitudes une apparence de prétexte. Lorsqu'il pense à l'Empire, si les conventions qu'il signe avec les princes ressemblent fort à des marchés, a-t-on le droit de le condamner au nom de doctrines dont personne n'avait encore l'idée, et la principale responsabilité revient-elle au candidat ou aux électeurs ?

Le tort de Georges, dit-on, fut de se laisser séduire à des plans dont la réalisation était au moins des plus invraisemblables, dont le succès n'aurait offert que des avantages douteux et dont l'échec entraînait pourtant un certain discrédit et quelque affaiblissement. Ici encore, assure-t-on, Georges a subi l'influence de son époque. La diplomatie du XVe siècle mêle à ses préoccupations égoïstes et réalistes une fantaisie aventureuse et quelque peu frivole. Cela tient dans une assez large mesure aux conditions dans lesquelles elle s'exerce. Les conseillers ecclésiastiques, toujours plus rares, avaient été remplacés par des diplomates de profession que l'on appelait juristes de cour, administrateurs politiques, ou, plus simplement, conseillers. Chevaliers errants de la politique, ils mettaient leur habileté au service des princes qui



faisaient appel à leurs talents; on les engageait pour une période déterminée, quelquefois pour une négociation particulière. Artistes-ès-diplomatie, théoriciens politiques, ils avaient moins d'esprit pratique et de dévouement que de souplesse et d'imaginative. Fort au courant des questions internationales, très bien renseignés sur les intrigues des cours et le caractère des princes, ils connaissaient moins les peuples, leurs traditions, leurs ressources, et ils n'étaient pas retenus par les scrupules du patriotisme, qui ne se berce pas d'illusions et ne consent qu'aux sacrifices indispensables et féconds. On trouve un certain nombre de ces spécialistes autour de Georges, Martin Mair d'abord, Antoine Marini plus tard, Grégoire Heimbourg [1] enfin, bien que celui-ci, par la sincérité de ses convictions et la constance de sa vie, mérite une place à part. On a même divisé assez ingénieusement le règne de Georges en trois ministères, le ministère de Mair marqué par les projets d'élection à l'Empire, le ministère Marini avec les négociations relatives à la grande ligue européenne, et le ministère Heimbourg qui correspondrait à la lutte ouverte contre la papauté.

Est-il bien sûr seulement que ces conseillers aient exercé sur Georges et sa politique une influence aussi prépondérante qu'on l'admet généralement? Les princes les plus sages et les plus prudents prennent volontiers dans leurs rêves la revanche de leur modération : Henri IV accueillait des projets de reconstitution de l'Europe qui ne sont pas sans quelque analogie avec les plans de Georges; Louis XI, qui ne passe généralement pas pour un esprit chimérique, a écouté les propositions de Marini et n'a pas refusé de traiter avec lui. — L'erreur serait grande de s'imaginer que ces faiseurs de projets n'ont pas vu les premiers ce qu'il y avait de peu sérieux dans leurs vastes desseins. Pourquoi ne pas supposer à Georges la même raison? Quel avantage réel a-t-il négligé pour ces imaginations décevantes? Dans toutes ces

1. C'est l'orthographe de Voigt, et non Grégoire *de* Heimbourg (*Sybel's hist. Zeitschrift*, V. p. 467, n. 52); c'est aussi celle de Bachmann. Tomek écrit Grégoire de Heimbourg, mais sans donner de raison.

tentatives, il ne s'est jamais engagé à fond, il n'a jamais eu la pensée de pousser jusqu'à la guerre pour réaliser ces lointaines conceptions. Elles n'ont jamais été pour lui que des moyens secondaires et accessoires, qu'il eût été après tout imprudent de dédaigner, qui amusaient son activité, mais auxquelles il n'accordait que l'importance qu'elles méritaient : son attention réelle, véritable, ne s'est pas détournée une heure pour cela des intérêts essentiels de son royaume.

Et d'ailleurs était-il libre de s'abstraire des événements qui se passaient au dehors, et ses projets étaient-ils à la fois aussi vains et égoïstes qu'on l'affirme? Qu'est-ce que la politique sinon la prévoyance, et serait-ce un véritable souverain que celui qui bornerait son horizon aux limites de ses domaines? Un grand pays ne saurait rester indifférent aux destinées des États voisins. Il était non seulement naturel, mais nécessaire, qu'après avoir relevé la Bohême, il lui rendît en Allemagne l'influence qu'elle avait exercée sous les Luxembourgs et que justifiait sa puissance. La faute eût commencé s'il eût oublié pour ces questions subordonnées les besoins immédiats de son peuple et s'il se fût lancé à corps perdu dans les querelles des princes germaniques. Or, si l'on va au fond des griefs que l'on entasse contre lui, on s'aperçoit bien vite que ce qu'on lui reproche, c'est précisément de s'être souvenu que la Bohême n'est pas une province de l'Allemagne, mais qu'elle constitue un royaume absolument indépendant et autonome, ce qui était non seulement son droit, mais son devoir. Même quand il était candidat à l'Empire, il était avant tout roi de Bohême.

Non pas sans doute qu'il n'eût pour l'Allemagne des sentiments de sincère bienveillance et le plus réel désir de réformer les abus dont elle souffrait. Il n'éprouvait, il est vrai, aucun embarras à trafiquer de certains fiefs, sur lesquels la suzeraineté germanique était bien peu sérieuse, le duché de Milan par exemple, et il est incontestable qu'il ne partageait pas les ambitions et les intransigeances des pangermanistes modernes, mais il eût été très heureux de réta-

blir de l'autre côté des montagnes l'ordre et la paix. Sa conduite le prouve, et surtout son intérêt l'y engageait[1] : l'anarchie allemande était en effet pour la Bohême une menace perpétuelle, le pape nourrissait toujours l'espoir de trouver dans quelqu'un de ces princes besogneux et avides, toujours en armes les uns contre les autres, un chef contre l'hérésie. Si Podiébrad ne réussit pas à se faire élire, ce fut précisément parce qu'on soupçonna qu'il prendrait son rôle au sérieux. Les Électeurs parlaient beaucoup de restaurer l'Empire, mais il leur suffisait d'en parler. Georges n'était certes pas insensible aux avantages personnels que lui aurait assurés le titre de roi des Romains et à la force nouvelle qu'il en aurait tirée, mais son intérêt se confondait ici avec l'intérêt de l'Allemagne; il ne menaçait que les princes qui pêchaient en eau trouble.

Podiébrad fut bientôt obligé de s'avouer qu'il n'avait aucune chance sérieuse de se faire nommer roi des Romains 1461)[2]. C'était un échec, puisqu'il n'avait pu réussir à obtenir la haute situation politique qui l'aurait mis à l'abri de toute attaque. Mais sa position n'en fut pas sérieusement affaiblie. Il est au lendemain de sa tentative ce qu'il était la veille; son projet ne lui a pas suscité des haines irréconciliables; ceux qui se sont opposés à sa nomination ne lui tiennent pas longtemps rigueur, lui demeureront jusqu'à la fin plutôt favorables. Lui-même, sans être un moment abattu ou déconcerté, essaie aussitôt d'autres combinaisons. — On s'en scandalise, on parle de légèreté, d'inconsistance. C'est qu'on s'obstine à voir en lui un chef de secte, l'apôtre

1. Voir la lettre si curieuse de Georges à Pie II, 11 décembre 1461, dans les *Script. rer. Silesiac.*, VIII, 68-69. Il n'y a absolument aucune raison de douter de la sincérité du roi.

2. Les négociations relatives à l'élection de Georges à l'Empire remplissent à peu près deux ans, depuis le mois d'avril 1459 jusqu'au mois de mars 1461. Cp. sur cette période, Bachmann, *Bœhmen und seine Nachbarlænder;* Bachmann, *Deutsche Reichsgeschichte.* Il arrive à des conclusions absolument opposées aux miennes, mais il me semble qu'il est trop dominé par son antipathie pour Georges. Voir le récit de Tomek, VII, p. 1-20. Le projet d'élection fut repris au moment de la lutte la plus ardente avec le Saint-Siège, mais naturellement sans aucune chance de succès.

d'une croyance et d'un système nouveaux. Rien de moins exact. Il n'avait rien du fanatique ou du doctrinaire. Ce n'était pas un Grégoire Heimbourg couronné, c'était un roi qui, dans la prévision d'une lutte qu'il aurait voulu éviter, mais qu'il sentait fatale, cherchait à se ménager les meilleures chances de succès. Sa diplomatie, avisée autant que variée, si peu entêtée, prompte aux volte-face, ne poursuivait qu'un but : acquérir une puissance telle que le pape hésitât à l'attaquer, et, s'il persistait dans ses projets hostiles, que sa haine fût désarmée. En réalité, il représente bien mieux ainsi le type du souverain moderne que sous la figure traditionnelle de champion d'une théorie et de martyr d'une idée, cette théorie fût-elle celle de l'indépendance des souverains en face de la papauté, et cette idée, celle de l'État laïque. La politique de principes, c'est la politique du moyen âge, de l'époque où les princes se croient tenus de penser pour leurs sujets : le roi moderne n'a qu'un devoir, assurer à ses sujets la liberté de penser à leur guise.

Et ce n'était pas une tâche facile que de défendre les droits du peuple tchèque contre les entreprises d'un pape tel que Pie II ?

Æneas Sylvius Piccolomini, qui fut élu pape après la mort de Calixte III et prit le nom de Pie II (1458), avait accueilli avec satisfaction l'élévation de Georges. Convaincu qu'il désirait sincèrement se réconcilier avec l'Église, il se réjouissait de tout ce qui augmentait son influence et lui donnait une plus grande liberté d'action : après son élection, il n'aurait plus à ménager les Utraquistes et userait de son pouvoir pour ramener ses sujets à la foi romaine. — Quelles étaient les croyances intimes, les convictions personnelles de Georges? C'est une question qui restera probablement toujours douteuse. Nous n'avons guère, pour nous éclairer sur ce point délicat, que deux anecdoctes ; malheureusement, outre qu'elles ne sont pas établies d'une manière absolument incontestable puisqu'elles ne sont rapportées que par Æneas Sylvius, elles sont presque contradictoires. Lorsque Georges suivit Ladislas à Breslau (1454-1455), un



bouffon lui demanda pourquoi il ne préférait pas la foi des Silésiens a celle de Rokytsana; les Bohêmes ne pouvaient pourtant pas avoir la prétention d'être plus sages à eux seuls que tout le reste de la chrétienté. « Nous ne sommes pas libres de croire ce que nous voulons, répondit Georges; l'esprit de l'homme est enchaîné et dominé par la puissance des raisons. Je tiens la religion de mes prêtres pour la vraie; si je voulais suivre la tienne, je pourrais peut-être tromper les hommes au détriment de mon âme, mais je ne pourrais pas tromper Dieu, qui voit jusqu'au fond des cœurs [1]. » Georges aurait donc été un calixtin convaincu. Seulement, cette réponse a un caractère officiel qui en atténue beaucoup la portée [2]; s'il eût parlé autrement, il se fût aliéné tous ses partisans. Dans son entretien à Benechov avec Æneas, il avait été beaucoup moins affirmatif : « Mon esprit ne pénètre pas ces questions profondes et je crains de me tromper; je ne me fie pas à moi et je ne me repose pas non plus tellement sur nos prêtres [3]. » Ces paroles, jetées à la fin de l'entretien, quel qu'en fût le sens véritable, avaient fait certainement une vive impression sur l'esprit de Sylvius. Ne trahissent-elles pas une nuance d'hésitation, qui rappelle les paroles de Henri IV remettant son salut entre les mains des évêques catholiques [4]?

Il semble bien qu'il y avait entre Henri IV et Podiébrad plus d'un trait de ressemblance. Leur foi n'avait rien d'exclusif ou de farouche : c'était la foi d'un laïque, élevé dans

1. Æn. Syl. *Hist. Boh.*, ch. LXII : « Ecclesiasticas cerimonias sua quisque pro fide gerit. Sacrificia ea facimus quæ credimus Deo grata. Neque nostri arbitrii est credere quod velimus. Victa magnis rationibus mens humana volens nolensque capitur... Mihi persuasa est sacerdotum religio. » Le récit de Sylvius est confirmé dans ses traits essentiels par Eschenloer.

2. Cette réponse, prends-la pour toi si tu es sage, ou porte-la aux inspirateurs, qui t'ont envoyé vers moi. » — Il est donc évident que Georges croit, à tort ou à raison, qu'on le fait interroger, et il répond diplomatiquement.

3. Neque enim alta sentio et timeo ne offendam, neque mihi confido, neque nostris sacerdotibus habeo fidem. » (*Epist.* 130, p. 667.)

4. Il faut ajouter cependant que, dans le même entretien, Georges avait insisté sur la nécessité absolue de maintenir les Compactats : « Nisi pacta serventur, neque pacis locus erit neque concordiæ mentio. » Il avait même défendu bien nettement la communion utraquiste : « Nam qui sub specie panis communicari jussit et sub specie vini jussit. »



une religion, que tous ses sentiments et ses souvenirs rattachent à une Église, mais qui après tout n'accorde aux dogmes spéciaux qu'une importance secondaire. Dans cet état d'âme, une conversion, condamnable si elle n'est déterminée que par des motifs égoïstes, est très naturelle et même louable si elle est commandée par des considérations générales. L'idée d'abandonner le calice s'est offerte sans doute plus d'une fois à Georges : en a-t-il à aucun moment pris la résolution formelle? — On l'a supposé sans en apporter jamais de preuve bien claire. Lorsque l'archevêque de Mayence lui proposa de soutenir sa candidature à l'Empire, une des conditions de l'Électeur fut que Georges ramènerait son peuple à l'Église romaine : mais il n'est pas démontré que Georges ait pris *personnellement* un engagement précis à ce sujet. Les arguments par lesquels on cherche à l'établir sont de valeur contestable et ne remplacent pas un document. La seule déclaration officielle de Georges est qu'il ne peut pas renoncer aux Compactats. On objecte, non sans raison, que déjà à ce moment l'opposition du Brandebourg rendait très peu probable le succès du plan de Podiébrad et que celui-ci ne tenait plus guère à plaire à l'archevêque, dont le concours lui était inutile. Seulement ce dernier aurait-il jugé nécessaire d'exiger une nouvelle déclaration d'orthodoxie, s'il avait eu des promesses aussi catégoriques qu'on le prétend? Il fut bien aussi question de demander à Pie II qu'il nommât Georges roi des Romains et successeur de Frédéric III. Mais ce projet, dont on fait grand bruit, a-t-il été seulement approuvé par le roi [1]? Comment admettre que Georges fût assez peu instruit des véritables intentions du pape pour compter sur un appui absolu de la Curie [2]? Quelque large que l'on veuille faire la part de son esprit chimérique, il ne me semble pas qu'il ait donné des marques de sottise telles qu'on puisse, sans document probant, l'accuser de cette

1. Tomek VII, p. 24.
2. Et cela au moment où le pape venait d'excommunier les wiclefistes et de déclarer déchus de leurs dignités tous ceux qui, de près comme de loin, se rattachaient à eux.



absurde folie qui n'allait à rien moins qu'à conquérir l'Allemagne, et avec quelles forces? Celles d'une royauté discréditée et affaiblie par l'apostasie. L'on s'appuie aussi, pour démontrer ses intentions de conversion, sur le nombre de conseillers catholiques qu'il avait autour de lui et sur la sympathie qu'il leur montrait : comment en aurait-il été autrement, alors qu'il s'efforçait d'effacer le souvenir des discordes civiles, d'habituer les adversaires et les partisans de la Papauté à oublier, dans un dévouement commun à la patrie, leurs rancunes et leurs haines? Et cela nous explique aussi l'influence qu'exerça quelque temps sur lui l'évêque de Breslau, Jost de Rosenberg, qui unissait dans son cœur la Bohême et l'Église.

En résumé, aucun fait précis : nous en sommes réduits aux conjectures. Il est vraisemblable que Georges s'est demandé plus d'une fois si les Compactats valaient bien le prix qu'on devait les payer, mais qu'il s'est résigné de bonne grâce et très vite à une nécessité contre laquelle il ne pouvait rien. Il connaissait trop bien son peuple pour supposer qu'il renoncerait librement au calice. L'y contraindre? Il n'y songea pas une minute. Outre ce qu'il y aurait eu d'odieux dans cette conduite, elle était impraticable. On lui a reproché cependant cette fidélité à l'Utraquisme comme un acte de faiblesse, on l'a accusé de ne pas avoir eu l'énergie morale nécessaire pour faire son devoir de roi, on lui oppose l'exemple de Henri IV dont la conversion fut si heureuse pour la France. On ne réfléchit pas que les ressemblances entre les deux situations sont purement extérieures. Sans parler de la force que tirait Henri IV de sa naissance et de la légitimité de ses droits, la religion à laquelle il se ralliait était celle de l'immense majorité de ses sujets; les Utraquistes représentaient les trois quarts du peuple tchèque : fallait-il que Georges rompît avec eux, trahît ses alliés naturels, ceux qui l'avaient toujours soutenu, et cela pour gagner quelques seigneurs, dont l'appui serait toujours équivoque? Comment l'accuser de s'être refusé à déployer de nouveau le drapeau des guerres civiles? Sans le soupçonner d'entêtement

dogmatique, comment, toutes choses égales d'ailleurs, n'aurait-il pas préféré demeurer uni à ceux qui ne lui avaient marchandé ni leurs biens ni leurs vies, dont il regrettait peut-être l'obstination, mais sans la blâmer et avec une secrète admiration ?

Il ne se dissimulait pas d'ailleurs que sa fidélité aux Compactats, presque fatalement, entraînerait une rupture avec l'Église, et, comme il n'apercevait aucun moyen d'y échapper, il recourait aux expédients, aux palliatifs, attendant de l'avenir une solution, un secours imprévu, heureux au moins de gagner du temps. Il était fort troublé des complications qu'il prévoyait, redoutait plus encore la lutte qu'à l'époque de Ladislas, d'abord parce que son œuvre était plus avancée, la prospérité mieux assise, et qu'il éprouvait une amère tristesse à la pensée de voir anéantir le travail de sa vie entière, puis aussi parce qu'il ne sentait pas le sol très ferme sous ses pieds. La Bohême était respectée et redoutée au dehors, ses forces étaient considérables : toutes les fois que Georges est en guerre avec un de ses voisins, sa supériorité est évidente ; sans efforts, en quelques jours, il réunit des armées redoutables. Mais la condition de cette puissance était, dans une large mesure, l'union des partis ; l'hostilité déclarée du pape l'atteignait dans ses éléments constitutifs. Quelle influence resterait au royaume divisé contre lui-même ? Quelles ressources pour faire face à l'ennemi ? — Tout délai diminuait le danger. Peu-à-peu, sous une direction ferme, prudente, équitable, les passions s'apaisaient ; de temps en temps, le fanatisme qui couvait sous la cendre se manifestait par quelques querelles de prêtres ou les décrets arbitraires de quelques municipalités auxquels le roi n'était pas toujours libre de s'opposer ; malgré tout, il s'établissait peu-à-peu un régime de tolérance, les passions religieuses perdaient de leur violence, et les questions dogmatiques dominaient moins exclusivement les esprits. Plusieurs années auparavant, le pape faisait déjà allusion à cette union morale rétablie en Bohême, « où les brebis vivaient paisiblement avec les loups. » Chaque sursis amenait un nouveau progrès, fortifiait le sentiment national aux dépens de l'exclusivisme



religieux. On s'aperçut de tout le chemin parcouru lorsque le pape rompit les négociations. Des catholiques, en assez grand nombre, continuèrent à obéir au roi et le servirent jusqu'à sa mort ; d'autres hésitèrent de longues années avant de se séparer de lui, et non des moindres, l'évêque de Breslau, l'évêque d'Olomouts, etc.

L'intérêt de Georges à retarder le plus possible l'ouverture du conflit était considérable. Peut-être cependant le sentit-il trop vivement. Cela l'amena, en effet, pour détourner quelque temps la colère de l'Église, à des compromis dangereux et à des expédients gros de conséquences funestes. L'humilité excessive et les engagements équivoques, grâce auxquels il parvint à donner quelque temps le change à la papauté, finirent par aboutir à un résultat absolument opposé à celui qu'il se proposait. A force de désirer la paix, il la compromit par une série de déclarations et de démarches qui surexcitèrent les ambitions de la Curie et lui rendirent plus amère la désillusion inévitable qui suivit.

Y avait-il quelque moyen d'obtenir de Pie II la confirmation des Compactats ? Il serait plus que téméraire de l'affirmer. Il était arrivé au pouvoir avec de grandes espérances, voulait rétablir l'autorité pontificale, ramener les jours glorieux du Saint-Siège. Il fut sans pitié pour tous ceux qui osèrent résister à ses ordres, prit à tâche d'effacer par l'inflexibilité de ses principes et la raideur de sa conduite les souvenirs qu'avait laissés sa jeunesse. Les grands succès qu'il obtint, le silence qui avait succédé dans l'Europe au tumulte révolutionnaire de la période précédente, la complaisante facilité avec laquelle le roi de France, Louis XI, abolit la Pragmatique Sanction, malgré l'opposition du Parlement et de l'Église gallicane, étaient de nature à produire une impression profonde sur cette âme excessive, passionnée, que l'imagination dominait et qui mêlait à une rare finesse une étrange impétuosité. Dans ces conditions, il était à prévoir que Pie II ne se souviendrait pas longtemps des conseils d'Æneas Sylvius et qu'il se proposerait pour unique but la soumission d'un pays qu'il avait jadis jugé indomptable.

Il n'en est pas moins vrai, sans vouloir exagérer en rien



l'imprudence du roi, que l'incertitude apparente de ses allures, ses déclarations obséquieuses, tout cet ensemble de faits qui ont permis de supposer qu'il avait un moment sérieusement pensé à une abjuration, tendaient à fortifier les espérances du pape et, en quelque sorte, exaspéraient ses désirs. Depuis l'entrevue de Benechov, sa conviction n'avait pas varié, et l'attitude de Georges, jugée par un esprit prévenu, entretenait ses illusions. Tandis que Podiébrad prétendait, à force de témoignages de soumission et de respect, lui arracher certaines concessions, et, dans tous les cas, écarter toute mesure irréparable, Pie se plaisait à voir dans ces protestations les hésitations d'une conscience inquiète, qui n'attend pour se soumettre qu'une dernière sommation. Il se persuadait que Georges, déjà revenu au fond de sa conscience à la doctrine catholique, n'était plus retenu que par une sorte de respect humain et qu'il lui saurait presque gré de lui forcer la main, de lui fournir un prétexte. La situation générale et ses dispositions intimes auraient suffi sans doute malgré tout à décider Pie II à l'abolition des Compactats; mais, par un choc en retour imprévu, les efforts mêmes de Podiébrad pour l'apaiser, en le confirmant dans son opinion que le roi de Bohême était mûr pour la conversion, le poussaient toujours plus avant dans la voie des rigueurs. Il pressait l'ennemi l'épée dans les reins, d'autant plus qu'il le croyait près de capituler. Quand celui-ci s'arrêta dans sa retraite et que le pape, s'apercevant de son erreur, comprit qu'on marchait à une guerre redoutable, il était trop tard pour reculer, son âme en fut attristée, sa conscience n'en fut pas troublée. On lui avait confié les destinées de la papauté : elles ne péricliteraient pas entre ses mains. Un courant de réaction emportait l'Église : les derniers témoins d'une époque détestée, les Compactats, devaient disparaître; il les supprima, et les embarras et les douleurs que devait entraîner son décret n'affaiblirent pas sa résolution d'aller jusqu'au bout de son devoir. Singulière puissance de la fatalité : des deux hommes qui engagent la lutte, l'un la précipite par son désir même de l'éviter, l'autre la rend nécessaire par les mesures dont il



attend l'apaisement. Cela donne à cette histoire quelque chose de mystérieux et de tragique. Les deux adversaires sont les victimes d'une force supérieure à leur volonté et qui déjoue tous leurs calculs. Pie II ne désirait pas la guerre, Georges l'avait en épouvante et en horreur; les passions religieuses de la foule même étaient singulièrement refroidies. Comme leurs chefs, les partis sont emportés par les événements plus qu'ils ne les dirigent. La deuxième génération hussite est entraînée ainsi presque malgré elle, par une sorte de vitesse acquise, sans conscience bien claire de l'objet du combat; elle remplit sa mission, défendre un héritage dont elle ne comprend plus très clairement le prix, mais qui sera la fortune des générations futures.

Le premier pas dans cette voie de concessions équivoques où se compromit Georges, ce fut son serment de couronnement. Les évêques hongrois, auxquels il s'était adressé pour se faire sacrer, exigeaient une abjuration solennelle : il refusa. Des négociations s'engagèrent, assez longues : on tomba d'accord sur une sorte de moyen terme. Le roi, en présence de quelques personnes, prêta serment de fidélité à l'Église; le texte écrit du serment fut remis aux évêques, il dut être tenu secret. Le roi promettait à l'avenir obéissance et fidélité à la sainte Église romaine et apostolique, au pape et à ses successeurs; il observerait fidèlement les lois et la doctrine de cette Église à l'exemple des autres rois catholiques et vivrait dans l'unité de la foi chrétienne; il défendrait cette foi catholique et orthodoxe, détournerait le peuple qui lui était confié de toutes les erreurs, sectes et hérésies et de tous les autres articles contraires à la sainte Église romaine et à la foi catholique, ramènerait et rétablirait l'obéissance, la conformité, l'union, le zèle et le culte de la sainte Église romaine [1].

1. Ce serment dont on voit assez l'importance, a été publié plusieurs fois. En voici les passages les plus significatifs d'après le texte que donne Frind, *Die Kirchengeschichte Bœhmens*, IV, 465 : « Ego Georgius... spondeo polliceor atque juro... quod ab hinc in antea et deinceps fidelis et obediens ero sacrosanctæ romanæ et apostolicæ Ecclesiæ ac Sanctissimo Domino nostro Calixto divina providentia papæ tertio ejusque successoribus canonice intran-



A la première lecture, cet engagement semble ne pouvoir donner lieu à aucune discussion : Georges se soumet purement et simplement à l'Église et promet d'amener ses sujets à la même soumission. Mais, si l'on étudie le texte de plus près, on s'aperçoit sans peine que cet amas de mots et ces effusions dissimulent en réalité beaucoup de vague. La communion sous les deux espèces était le principal objet du litige : pourquoi n'en est-il pas fait clairement mention? Que signifie cette déclaration générale d'obéissance et de conformité qu'à aucune époque les Hussites n'auraient hésité à signer? Les Compactats, dans l'opinion des Tchèques et du roi lui-même, ne constituaient certainement ni une hérésie ni même une séparation de l'Eglise romaine [1]. Promettre par conséquent d'être un fidèle catholique, ce n'était pas le moins du monde renoncer aux privilèges qu'on tenait régulièrement du Concile [2]. Cela est si vrai que Georges ne paraît pas avoir caché aux évêques qu'il avait l'intention de poursuivre auprès de la Curie les négociations relatives aux Compactats et qu'il écrivit même à Carvajal pour l'en avertir. Les promesses orales qu'il avait faites aux évêques hongrois n'avaient pas de signification plus précise, et il avait parfaitement le droit de prétendre plus

tibus, et eis obedientiam et conformitatem ad morem aliorum catholicorum et christianorum Regum in unitate orthodoxæ fidei, quam ipsa Romana catholica et apostolica Ecclesia confitetur prædicat et tenet, fideliter observabo ipsamque orthodoxam et catholicam fidem protegere tueri et defendere volo toto posse populumque mihi subjectum secundum prudentiam a Deo datam ab omnibus erroribus sectis et hæresibus et ab aliis articulis Sanctæ Romanæ Ecclesiæ et fidei catholicæ contrariis revocare et avertere, catholicæ et orthodoxæ fidei observantiam et obedientiam conformitatemque et unionem ac vitam cultumque Sanctæ quoque Romanæ Ecclesiæ reducere et restituere volo et laborem quoque dabo et adhibebo omnem diligentiam, ut omnia præscripta compleantur toto meo posse et conamine ad laudem et gloriam et honorem Dei et exaltationem sanctæ catholicæ fidei. » Amas d'épithètes, mauvaise injure, amas de synonymes, promesse équivoque. Cp. Bachmann, qui regarde ce serment comme une abjuration sans réserve de l'Utraquisme et l'abandon des Compactats. (*Deutsche Reichsgesch.*, I. p. 88.)

1. « Communionem utriusque speciei nunquam putavimus hæresim sapere : » fait dire Pie II à Georges, *Comment.*, X.

2. Suppose-t-on que Louis XIV eût hésité un seul instant à prêter le serment de Georges et se serait-il cru tenu par là de ne pas maintenir les articles de la déclaration du clergé en 1682?



tard que son intention avait toujours été de défendre les Compactats et le calice. Il semble incontestable que les évêques qui ont reçu son serment savaient à quoi s'en tenir et qu'ils s'étaient, après réflexion, contentés d'une formule qui réservait l'avenir [1].

Malgré tout, en se prêtant à cette équivoque, Podiébrad avait commis une grave imprudence que n'excusent pas complètement les avantages immédiats qu'il en retira. Il reconnaissait lui-même que son serment prêtait à de fâcheuses interprétations, puisqu'il avait craint qu'il n'inquiétât les Utraquistes et avait exigé qu'il restât secret; or, comment admettre que le pape ne l'expliquerait pas dans le sens le plus étroit et ne l'exploiterait pas contre lui [2]? — Quelle que fût l'opinion personnelle de Pie II sur le sens de cette déclaration, il eût été plus que maladroit de ne pas se servir de l'arme qu'on lui offrait. Tout pape eût agi de même, à plus forte raison un diplomate aussi habile à tirer parti de toutes les fautes de son adversaire.

Il s'efforça d'abord de compromettre encore plus Podiébrad en affectant une confiance entière : désormais tout était oublié, l'union était complète; il restait encore des dissidents dans le royaume, mais il ne fallait en accuser que le malheur des temps, non la volonté du roi qui était un roi catholique comme les autres et mettrait tous ses soins à triompher de l'erreur. Aussi il le traitait comme les autres souverains, le convoquait au Congrès qu'il se proposait de présider à Mantoue, l'appelait son très cher fils, le louait de sa piété, de l'honneur qu'il rendait à la religion. Les formules dont il se servait en lui écrivant

1. C'est l'opinion de Tomek, VII, *Introduction*, p. 4. Les deux parties étaient tombées d'accord sur un texte que chacun s'attribuait le droit d'expliquer à sa guise. On ne voulait pas rompre, on ne pouvait s'entendre : on s'arrêta à une équivoque.

2. M. Goll, dans la critique si bienveillante qu'il a consacrée à mon travail, semble disposé à admettre que Podiébrad espérait pouvoir tenir son serment. Ce n'est pas impossible, et il est, en somme, assez vraisemblable qu'il n'était pas fanatique du Calice. Mais cela ne modifie guère les choses : quelle qu'ait été son intention, il n'en reste pas moins qu'il a donné prise sur lui en faisant ou en paraissant faire une promesse qu'il n'était



étaient les mêmes que celles qu'il employait en s'adressant à Charles VII de France [1]. En même temps, pour effacer jusqu'au souvenir du schisme, il nommait Venceslas de Kroumlov, administrateur de l'archevêché de Prague au nom du pape, ce qui impliquait que son autorité s'étendait sur tous les Tchèques et supprimait l'organisation utraquiste [2]. Les Calixtins s'émurent, protestèrent : devant la résistance de Rokytsana et les manifestations de l'opinion Venceslas de Kroumlov renonça à faire valoir ses droits. L'espèce de coup d'état de la Curie qui avait un moment pensé enlever la place par surprise, avait échoué. Georges, revenu à Prague en toute hâte, déclarait que s'il voulait protéger tous ses sujets et assurer aux Catholiques une liberté complète, il n'entendait rien céder des privilèges du royaume. Mais en même temps qu'il donnait ainsi satisfaction aux Utraquistes, il mettait tout en œuvre pour ne pas irriter le pape, multipliait à Rome ses protestations de dévouement et réussissait, en apparence au moins, à effacer la fâcheuse impression de cette première escarmouche.

Il s'était très habilement servi des déclarations antérieures du pape pour déconcerter l'opposition et affermir son trône : Pie II ne se souciait donc pas pour le moment de se compromettre dans une offensive imprudente ; il crut plus sage de persévérer dans son système de confiance : peut-être d'ailleurs était-il réellement convaincu de la bonne volonté de Georges. Il persista dans son optimisme, menaça même d'excommunication les habitants de Breslau, s'ils refusaient plus longtemps de se soumettre au roi. Cette intervention inattendue du Saint-Siège déjoua les plans des ennemis de la Bohême. A la fin de 1459, la politique de Georges est victorieuse sur tous les points, et il doit en grande partie ses succès à la neutralité bienveillante du pape. Le serment du sacre a porté ses fruits et Podiébrad a le droit de se féliciter de son habileté.

Malheureusement, il n'avait réussi à assurer le présent qu'en engageant l'avenir. La prudence plus encore que

1. Lettres du pape des 13 octobre 1458 et 21 janvier 1459.
2. Cp. Frind, *Kirchengesch.*, IV, p. 47.



l'honnêteté ordonnait de ne pas éveiller des espérances qu'il était impuissant à satisfaire, de ne pas contracter une dette impossible à payer. En berçant la cour romaine de promesses de soumission, on la détournait de toute velléité de transaction : les concessions n'auraient eu en effet d'excuse aux yeux du pape que si elles avaient été le seul moyen d'arriver à la paix. Les engagements alambiqués du roi ont pour effet de fermer dès la première heure toute voie de conciliation ; on ne lui permettra plus de débattre librement les conditions de l'union, on lui demandera de tenir sa parole, de s'exécuter. A toutes ses demandes on opposera une fin de non-recevoir ; les désirs les plus modestes seront rejetés d'avance.

Le roi s'en rendit bientôt compte, et tous ses efforts allèrent, d'une part, à retarder par tous les moyens et sous tous les prétextes une explication qui, mettant en relief la division irréductible des deux partis, aboutirait fatalement à une rupture, et de l'autre, à établir assez solidement son autorité pour braver sans trop de danger les foudres de l'Église. Seulement, il avait à compter avec un adversaire expérimenté et qui attendait avec impatience l'occasion de prendre sa revanche. La tactique de Pie II était dictée par celle du roi. Tandis que celui-ci cherchait à gagner du temps, l'autre le pressait de montrer enfin sa foi par ses œuvres. Il ne désespérait pas encore de triompher à force d'insistance de ses irrésolutions, mais il n'était ni assez naïf ni assez mal informé pour lui permettre de profiter tranquillement de la bonne entente apparente, et il travaillait sous main à lui créer des difficultés. Il se poursuivit ainsi, plusieurs années durant, une guerre sourde entre deux partenaires qui n'étaient pas indignes l'un de l'autre, duel très brillant et dont l'issue resta longtemps douteuse.

La nouvelle des succès de Podiébrard, pour lesquels il réclamait justement quelque reconnaissance, rendait Pie II plus exigeant [1]. Il commençait à songer qu'il jouait un assez

1. Il avait trouvé bientôt que le roi de Bohême était plus victorieux qu'il ne l'aurait désiré et avait entrepris d'enrayer ses progrès ; en somme, il n'avait que des paroles et Georges tenait des gages. De là, un changement de



sot personnage. Il voyait très bien ce qu'il avait donné : qu'avait-il en échange? Des mots. Il attendait depuis des mois la grande ambassade qui lui apporterait la soumission officielle de la Bohême, et cette ambassade ne partait jamais. Les avertissements ne lui manquaient pas. Breslau, qui nourrissait pour le roi une haine inexpiable, inondait la Curie de suppliques et de dénonciations : Georges était un démon, un païen avide du sang chrétien, un Néron furieux, le loup ravisseur qui a fait invasion dans l'étable de l'Église, le plus terrible lion, le grand dragon, etc. [1]. Pie II savait ce qu'il fallait rabattre de ces accusations, mais tout dans ces réquisitoires n'était pas aussi frivole. Quelle valeur, lui écrivait-on, convient-il d'accorder au serment d'un homme qui, à la même heure, en prête de contradictoires? Au moment même où il abjurait l'hérésie, Georges a promis aux hérétiques de les soutenir. Si les Praguois et toutes les odieuses communautés bohêmes n'étaient pas sûres de lui, ils ne lui témoigneraient pas un pareil dévouement [2].

Les nouvelles qui arrivaient au pape d'un autre côté, ne lui plaisaient guère plus : son légat Bessarion le tenait au courant des intrigues de Georges en Allemagne; déjà très mécontent du peu d'enthousiasme que rencontraient parmi les princes germaniques ses rêves de croisade, il surveillait avec inquiétude cette ambition du chef bohême que les plus grands triomphes encourageaient, sans l'assouvir. Il pensa qu'il avait accordé assez de délais, agréé assez d'excuses, et avec une aigreur qu'il ne dissimula même plus, somma assez vertement Georges de lui fournir enfin les satisfactions depuis si longtemps annoncées (1460). Le roi, étonné et un peu effrayé, recourut à ses moyens ordinaires, protesta de sa

conduite assez sensible. Pie II essayait alors de revenir sur les termes dont il s'était servi, affectait de parler non plus du roi, mais du royaume tchèque, écrivait aux Silésiens que, s'il avait accordé à Georges le titre de roi, c'était par inadvertance. Regrets tardifs ; l'impulsion était donnée; en voulant l'arrêter brusquement, il risquait de se découvrir inutilement. Il jugea plus prudent de revenir à son premier plan, mais sa surveillance devint encore plus active, et il s'y mêla quelque mauvaise humeur.

1. Grünhagen, p. 304.

2. Eschenloer, éd. latine, 74. 1459.



bonne foi, répondit aux menaces par des lettres fort humbles : il n'était pas responsable des délais dont se plaignait la Curie; le retard de l'ambassade était purement fortuit, elle allait se mettre en route. Comment cette timidité, cet effarement visible, ces effusions d'obéissance n'auraient-ils pas confirmé le pape dans son opinion qu'un peu d'énergie emporterait les derniers scrupules du souverain hussite et ne l'auraient-ils pas engagé à persévérer dans ses exigences?

La fortune lui fournit bientôt après une occasion qu'il ne laissa pas échapper. Les projets de Podiébrad sur l'Allemagne avaient complètement échoué, et si, comme la suite des événements le prouva, cet échec n'avait aucune gravité, il créait du moins pour l'instant au candidat malheureux divers embarras. Georges, comprenant que la cour de Rome voudrait en tirer parti, essaya de détourner l'orage par quelques démonstrations, frappant ceux de ses sujets qui s'éloignaient trop ouvertement de l'Église, sévissant contre une nouvelle secte, depuis célèbre, les Frères de Kheltchitsky. Ces mesures de détail ne suffisaient pas aux Catholiques, les excitaient plutôt. Ils crurent le moment favorable pour frapper un coup d'éclat. Tandis que Pie II, toujours plus mécontent, envoyait en Bohême le frère minorite Gabriel de Vérone, pour y poursuivre les Wicléfistes et les Hussites et forcer ainsi Georges à prendre ouvertement parti [1], les Catholiques tchèques résolurent de provoquer une explication par une offensive hardie [2]. L'évêque de Breslau, Jost de Rosenberg, prêcha publiquement contre la communion utraquiste au château de Prague (jeudi saint, 2 avril 1461).

La confiance des Calixtins dans Georges était si naturelle que pendant longtemps ils ne s'étaient pas trop émus de ce qu'il y avait de louche et de flottant dans ses démarches. Il est difficile de supposer que les principaux d'entre eux

1. 20 mars 1461; G. Voigt, *Enea Silvio de Piccolomini*, III, p. 456. Cp. la lettre du chargé d'affaires de Georges à Rome, dans laquelle il l'avertit de la gravité de la situation. (*Fontes rer. Austriacarum*, XX, n° 238, 5 avril 1461.)

2. Il me paraît en effet difficile de supposer qu'ils aient réellement espéré convertir les Utraquistes.



n'aient pas, si non connu, au moins soupçonné l'abjuration et le serment du sacre; ils les avaient interprétés dans le même sens que Georges lui-même et ne s'étaient pas crus visés par les menaces contre les hérétiques. Peu à peu cependant quelques soupçons naissaient, grandissaient : la faveur du roi pour certains catholiques, l'influence de l'évêque de Breslau et de divers autres conseillers de même nuance, les espérances qu'ils affichaient, les relations avec les princes allemands, l'alliance avec l'archevêque de Mayence, avaient été vues d'assez mauvais œil. La persécution des Frères de Kheltchitsky, contre lesquels on n'avait guère d'autres griefs que leur ascétisme, avait attristé tous ceux qui désiraient encore la réforme de l'Église. L'audace de Jost fut la goutte d'eau qui fait déborder le vase. L'émotion fut telle que l'on craignit une journée révolutionnaire [1]. Le *gras évêque* dut quitter la ville précipitamment, Georges revint en toute hâte, et, pour calmer les esprits, confirma solennellement les libertés et les privilèges du pays, en y comprenant les Compactats (15 mai 1461).

La tentative des Catholiques avait tourné contre eux; leurs efforts n'avaient abouti qu'à réveiller l'ancien fanatisme : les passions endormies étaient de nouveau déchaînées. Le jour du Saint-Sacrement, deux processions parcoururent la ville; le roi et la reine suivaient la procession utraquiste, les seigneurs catholiques, l'autre; on redoutait un conflit, et les catholiques avaient caché de longs couteaux sous leurs habits. On les accueillit par des huées, il s'en fallut peu qu'une bataille sanglante ne s'engageât [2]. Les décrets qui à Prague ne reconnaissaient de droits civils et politiques qu'à ceux qui communiaient sous les deux espèces et qui n'étaient

1. D'après Frind, *Kirchengeschichte*, IV, p. 52, Rokytsana aurait prêché contre le roi dans l'église du Tyn, mais le fait est plus que douteux, sans autre preuve que le récit d'Hajek, toujours suspect. — Quant à l'émotion des Utraquistes, M. Goll ne paraît pas la prendre très au sérieux. Cependant le vieux chroniqueur dit, p. 176 : « Cette année, le Jeudi Saint, l'évêque de Breslau prêcha au château de Prague contre le calice. Et il y eut à cause de cela un grand tumulte dans la ville de Prague contre le gras évêque ». — Ce qui me semble plus caractéristique encore, c'est le brusque revirement du roi.
2. Bachm., *Reichsgesch.*, p. 94.

plus sans doute rigoureusement appliqués, furent remis en vigueur [1]. Toute équivoque était désormais impossible [2], Georges ne conservait aucune espérance d'entretenir les illusions qu'il avait ménagées; il n'avait plus qu'un parti à prendre : faire une suprême tentative pour convaincre le pape que la confirmation des Compactats était le seul moyen d'éviter une guerre terrible. Il était en bonne situation pour traiter : de récents succès militaires et diplomatiques avaient effacé le souvenir de ses échecs antérieurs. Une ambassade solennelle partit pour Rome, alla offrir à Pie II le serment d'obédience du roi et de la nation tchèques et lui demander de sanctionner les privilèges des Utraquistes.

Les délégués bohêmes arrivèrent à Rome au mois de mars 1462; les principaux membres de l'ambassade étaient le chancelier Procope de Rabstein, qui jadis avait été le collègue d'Æneas Sylvius dans le conseil de l'empereur et était resté son ami, catholique sincère et sujet fidèle, — Zdéniek Kostka de Postoupitse, âme noble, esprit généreux, un des confidents de Georges pour lequel son dévouement ne se démentit jamais [3], — et Venceslas Koranda, un des jeunes maîtres les plus ardents et les plus écoutés de l'université de Prague [4].

1. On ne pouvait obtenir le droit de bourgeoisie, être reçu dans une corporation, acheter une maison ou une propriété que si l'on s'engageait par serment à communier sous les deux espèces. (Bachm., *id.*, p. 93.)

2. Les radicaux supportèrent toujours avec peine la modération de Georges; ils rongeaient leur frein, se plaignaient qu'on fit trop de concessions à l'erreur, qu'on arrêtât leur propagande. « Après tant de victoires remportées sur cette courtisane, sous le règne de Georges, *Georges notre roi*, alors que nos magistrats, nos seigneurs, nos maîtres sont au pouvoir, quel est le prédicateur qui oserait nommer l'Église de Rome la synagogue du diable... l'antechrist ou la bête aux dix cornes?... Où est notre audace et la forme de notre âme? Nous sommes abattus, abandonnés par l'esprit de courage; nous les vainqueurs, il est évident que nous sommes vaincus par nos vaincus. » Lettre de Martin Loupatch; elle n'est pas datée, mais est probablement des premières années du règne. Manualnik Vaclava Korandy, p. 149.

3. « Cosca inter paucos regi acceptus erat ejus perfidiæ comes, » dit Pie II dans ses *Commentaires*, liv. VII.

4. Vatslav Koranda de Plzen, 1424-1519, succéda à Rokytsana dans les fonctions d'administrateur du Consistoire calixtin. Il défendit avec beaucoup de zèle la doctrine utraquiste contre les catholiques et les dissidents. Il a laissé de nombreux ouvrages de polémique et un récit de l'ambassade de 1462 qui a été publié dans le *Vybor lit. tcheské*, II, 663-714. Cp. Jiretchek, *Manuel de littérature bohême*. M. Truhlar a publié en 1888, au nom de



Ils remirent au cardinal Bessarion une lettre du roi et exposèrent avec beaucoup de fermeté la ligne politique qu'il suivait et dont il n'avait jamais entendu s'écarter. Il voulait être pour tous un roi impartial et juste : il y avait en Bohême deux confessions, il devait vivre avec tous, sans prendre parti pour une des factions, ce qui lui aliènerait l'autre.

Cette constatation simple d'un fait évident n'en parut pas moins à Rome un scandale. Par la force des choses, Georges en effet, sans orgueilleuse déclaration de principe, représentait en face de la cour pontificale l'idée de l'État moderne, laïque, indifférent au dogme; il défendait une cause bien supérieure à la cause même de la réforme religieuse, celle de la tolérance. On a contesté à Podiébrad ce titre de gloire en rappelant ses rigueurs contre les Frères et les décrets contre les Catholiques qu'il a approuvés ou au moins acceptés. Mais les mesures d'exception qu'il autorisa contre ceux-ci furent la conséquence de leur propre intolérance. Alors comme aujourd'hui, ils refusaient toute liberté à l'erreur : leurs prétentions étaient pour les Calixtins une menace et une offense perpétuelles, ne laissaient pas au roi le droit de s'opposer avec une fermeté suffisante à des représailles qu'excusait la légitime défense et qu'il s'efforçait d'ailleurs d'atténuer dans la pratique [1]. S'ils avaient admis

l'Académie des sciences de Prague, un manuscrit très curieux, qu'avait du reste déjà utilisé Palatsky, c'est le *Manualnik Vacslava Korandy*; le véritable titre serait : Portefeuille de Koranda : il renferme en effet, à côté de quelques œuvres dont il est l'auteur, des lettres qui lui sont adressées ou des pièces diverses recueillies par lui; c'est une source précieuse de renseignements sur l'Église tchèque à cette époque et l'état des esprits dans la deuxième moitié du siècle. Quant à Koranda lui-même, il nous apparait comme un honnête pasteur, sincère et droit, mais d'intelligence médiocre; ses convictions sont aussi étroites que fermes.

1. En somme, les plaintes des Catholiques ne nous sont guère connues que par des documents de Breslau, par conséquent très suspects. Elles sont assez vagues et ne semblent pas viser des faits très nombreux. Il est bien étonnant que les Catholiques tchèques, s'ils avaient réellement des griefs sérieux, ne les aient pas fait valoir publiquement. Rien ne prouve de plus que le roi ait approuvé ces injustices. Les villes avaient une autonomie assez étendue et l'opinion publique était assez sensible pour qu'il crût préférable de s'abstenir en matière aussi délicate. Le véritable coupable de ces persécutions était le pape qui, en refusant toute concession, forçait le roi de ménager davantage les Utraquistes.



une transaction équitable, il n'est pas douteux qu'il leur eût assuré une complète égalité de traitement, et ses discours comme ses actes montrent que c'était bien là son idéal. Quant aux persécutions contre les Frères, sans vouloir ici en rechercher la nature et les causes spéciales, elles prouvent seulement que le progrès ne s'accomplit que peu à peu, que les idées n'arrivent pas dès le premier jour à leur forme définitive. Le mot de tolérance n'a pas dès le début tout son sens, il s'est élargi peu à peu : Joseph II était un empereur tolérant, bien qu'il exigeât de ses sujets qu'ils crussent à l'existence de Dieu; Georges pouvait au xve siècle représenter la tolérance, bien qu'il ne permît pas qu'on doutât de la présence réelle. Aujourd'hui encore l'idée de l'indifférence absolue de l'État en matière d'opinion est-elle si généralement admise? Est-il juste de nier les services éminents rendus par Podiébrad à la vérité, sous prétexte que cette vérité il ne l'a pas aperçue tout entière et jusque dans ses plus lointaines conséquences?

Cela n'implique nullement qu'il faille voir en lui un apôtre du Hussitisme, comme on l'a fait par une exagération opposée, ni même un champion conscient de la liberté de pensée. Il subissait la fatalité de la situation. Obligé de maintenir une doctrine qui n'avait plus peut-être à ses yeux qu'une importance secondaire, il servait l'avenir par cela seul qu'il ne trahissait pas son peuple et résistait aux ordres de Rome. Étrange conclusion du grand effort de la Bohême pour ramener l'Église au christianisme primitif et qui eût causé sans doute au martyr de Constance une amère stupeur! Le croyant mystique était mort pour préparer l'affranchissement de la conscience! De toutes les ironies de l'histoire, aucune n'est plus tragique que la contradiction de la volonté de l'homme et du fruit qui en sort. Et le destin de Huss a été celui de tous les réformateurs! Lorsque l'on étudie les querelles religieuses qui ont troublé le monde depuis le triomphe de la puissance pontificale, on s'aperçoit vite du peu de valeur réelle de ces dissidences dogmatiques pour lesquelles on a versé des ruisseaux de sang. Dans les

révoltes contre Rome, une seule chose importe, la révolte, la révolte en elle-même, en dehors des causes et des prétextes, la révolte d'où sortiront la libre recherche et l'indépendance de la raison individuelle.

Cette indifférence dogmatique à peine voilée, ce scepticisme politique qui réclamait la même protection pour la vérité et l'erreur, produisirent à Rome une vive indignation. Les cardinaux se refusaient à admettre sérieusement que Georges ne fût pas le maître de faire de son royaume ce qu'il lui plairait. Ils lui citaient l'exemple de Louis XI qui venait précisément de renoncer en grande pompe à la Pragmatique Sanction. L'arrivée à Rome des ambassadeurs hussites, en mettant en présence deux partis irréconciliables, avait brusquement dissipé toutes les incertitudes, réveillé toutes les haines; les dissentiments irréductibles que l'on dissimulait dans les traités sous de pompeuses formules de rhétorique, s'accusaient, et toute entente apparaissait impossible; les prélats devinaient avec une épouvante scandalisée tout ce qui fermentait au fond de cette âpre et farouche rébellion. Le contraste éclatait, violent, entre ce pape si spirituel, si fin, attaché aux anciennes traditions par devoir professionnel, mais aussi par une intelligence plus humaine des choses de la vie, et ces réformateurs austères, sombres, chez lesquels se réveillaient à la moindre contradiction les fureurs des jours de combat. Le 20 mars 1462, le pape tint une audience solennelle; Venceslas Koranda, dans un grand discours, demanda la confirmation des Compactats. Il personnifiait assez bien cette génération de prédicateurs qui avaient grandi pendant la guerre, sans aucun jour sur le dehors, absorbés dans l'étude d'un petit nombre de questions, hypnotisés par la contemplation de quelques textes, profondément convaincus, sans valeur intellectuelle sérieuse. Dans chacune de ses paroles sonnaient la confiance bornée dans la cause qu'il défendait, l'enthousiasme du sectaire qui s'est buté à une interprétation, et l'orgueil d'un peuple fier de la mission qu'il a reçue de Dieu. C'était la nation tchèque tout entière qui, avec la



résolution hautaine d'un héros et dans l'extase du martyre, confessait sa foi et affirmait devant la Curie comme devant les armées des croisés que la communion sous les deux espèces était fondée sur les paroles du Christ et nécessaire au salut. Le souffle passionné qui soulevait le Bohême, son élocution rapide et presque impétueuse, augmentaient encore le sentiment de surprise et de gène de l'auditoire, et les formules respectueuses et presque humbles dont il émaillait son discours soulignaient l'audace de sa pensée.

Le soulagement fut général [1] quand le pape prit la parole pour prononcer une de ces homélies auxquelles il se complaisait, ornée de belles sentences, parée de toutes les élégances humanistes, soutenue par une érudition aimable et légère. On y retrouvait avec joie les principes convenus, les opinions modérées, la discussion raisonnable, en face du dogmatisme provocant et du radicalisme révolutionnaire.

Après de longues négociations, Pie II, fatigué, convaincu qu'il n'obtiendrait rien des ambassadeurs tchèques, espérant peut-être que Georges serait plus traitable que ses représentants, prononça sa sentence définitive (31 mars 1462), en présence de tous les cardinaux et de quatre mille assistants. — La paix en Bohême ne serait assurée que par le retour aux anciens usages. C'était le seul moyen de mettre fin aux rivalités des partis et de ramener les peuples voisins à des sentiments moins hostiles aux Tchèques. En conséquence, et dans l'intérêt même des Bohêmes, il déclarait les Compactats nuls et non avenus et refusait de recevoir le serment d'obédience du roi tant qu'il n'aurait pas débarrassé son pays des erreurs condamnées par l'Église et en particulier de la communion sous les deux espèces. Fantin de Valle, qui avait jusque-là représenté Podiébrad à Rome, reçut de la Curie la mission d'aller à Prague exposer au roi par le détail les mesures que le pape regardait

1. Le sentiment des auditeurs éclate dans les *Commentaires de Pie II*, ch. VII. Sacerdotes lingua prompta et Hussitarum insaniæ audacissimi assertores... Voce sonora atque oratione præcipiti.



comme nécessaires pour préparer la réconciliation de la Bohême et de l'Église.

A la nouvelle de la déclaration du 31 mars, l'émoi des Utraquistes fut grand. Jusqu'alors, en effet, si la cour romaine n'avait jamais reconnu officiellement la valeur des Compactats, elle ne les avait non plus jamais publiquement condamnés, ce qui permettait aux Tchèques de prétendre, de bonne foi et sans trop d'invraisemblance, qu'ils ne se séparaient pas de l'Église, en se réglant sur eux. Désormais il fallait choisir entre une abdication complète et la révolte. La joie fut vive dans le camp des fanatiques et des adversaises irréconciliables de Georges, mais un grand nombre de catholiques apprirent avec inquiétude et épouvante la résolution de Pie II : la guerre était au bout, et non, comme on s'en flattait encore à Rome, la soumission du roi. En admettant même que Georges ait été tourmenté à certains moments dans sa conscience intime par quelques doutes, la sommation du pape le rejetait en effet dans la résistance. Loin de songer à céder, il s'efforça, en face des provocations pontificales, de créer un courant d'enthousiasme assez général pour que la cour romaine comprît son imprudence et revînt à des intentions plus pacifiques.

La diète tchèque se réunit à Prague, très nombreuse, au mois d'août 1462. Après que les délégués eurent rendu compte de leur ambassade à Rome, le roi prit la parole. Toute sa conduite, dit-il, avait été inspirée par le désir de maintenir la paix; il ne pouvait pas aller cependant jusqu'à l'abandon des Compactats : il n'y consentirait jamais et comptait sur l'appui des États pour les défendre contre toute attaque. Il lut ensuite la formule du serment qu'il avait prêté entre les mains des évêques hongrois. Il ne niait pas ses engagements et était prêt à les exécuter, mais à condition qu'on ne leur prêtât pas un sens qu'ils ne pouvaient avoir. « Sachez, dit-il en terminant, que c'est dans la doctrine de la communion utraquiste que nous sommes né et que nous sommes arrivé au trône. Nous promettons de la conserver, de la soutenir, de vivre et de mourir dans cette foi. Nous croyons qu'il n'y a pas d'autre espérance de salut que de rester fidèle



aux Compactats jusqu'à la mort et de recevoir la communion sous les deux espèces selon l'ordre du Sauveur. Et notre femme, ici, à notre droite, nos enfants et tous ceux qui nous sont dévoués, doivent vivre comme nous dans les Compactats [1]. » Le discours du roi fut accueilli avec enthousiasme par les Calixtins; les Catholiques l'avaient écouté en silence.

Le lendemain, l'envoyé du pape, Fantin de Valle, fut introduit dans l'assemblée : toutes les rancunes accumulées des fanatiques trouvèrent leur expression dans les sommations impérieuses du légat. A entendre les menaces et les violences de Fantin, on se serait cru revenu à ces années du moyen âge où la théocratie triomphante courbait sous son autorité les têtes les plus hautes et écrasait sans pitié toutes les tentatives de révolte : le roi avait promis obéisssance, il n'avait qu'à s'incliner devant la sentence du Saint-Siège; le pape condamnait les Compactats, cela suffisait pour que sans discussion, sans protestation, ils fussent abandonnés; un seul droit restait aux Tchèques : obéir; les prêtres qui continueraient à distribuer la communion sous les deux espèces seraient déclarés indignes; le roi, s'il persistait, serait frappé des peines de l'Église [2].

Les provocations de l'ambassadeur soulevèrent un violent tumulte : à plusieurs reprises, le roi l'avait interrompu, lui avait opposé un démenti formel [3]. Le lendemain, il le fit

1. Sur cette diète de Prague. v. Voigt, *Enea Silvio de Piccolomini*, III. p. 471 et sq.; Bachmann, p. 236; Tomek, p. 48.

2. Dans les négociations précédentes, Fantin avait présenté au roi un résumé détaillé des demandes de la cour de Rome. En somme, il s'agissait purement et simplement de rayer tout ce qui avait été fait depuis le commencement de la Révolution. On offrait à Georges la tâche honorable — et facile — de se faire le persécuteur de ses fidèles partisans. Le projet du légat (édité par Markgraf, *Sript. rer. Silesiae.* VII, 111), est intéressant aussi parce qu'il nous montre à quoi se réduisaient en réalité les plaintes des Catholiques. Ses réclamations se bornent à deux : l'université de Prague repousse les non-utraquistes, et l'on nomme échevins et bourgmestres des hommes malveillants pour les Catholiques. — Heureux les protestants bohêmes s'ils n'avaient jamais eu de plus graves motifs de plaintes!

3. Le discours de Fantin, tel que le reproduisent les *Commentaires*, chap. x, est extrêmement violent : « Non feret ista Pius : habet arma quibus rebellionem tuam coerceat, regno privaberis et tanquam perjurus et hæreticus extra Ecclesiam fies et in hoc seculo infamen te reddes, in altero pœnas dabis impietatis. »

arrêter. — Emportement regrettable et précipitation fâcheuse. Sans doute, il est évident que, selon les principes modernes, la conduite de Fantin serait sévèrement jugée et qu'un ambassadeur qui agirait comme lui n'échapperait pas aux plus graves chatiments. Choisi par Podiébrad pour défendre sa cause à Rome, il y avait mis une maladresse qu'on est quelquefois tenté de prendre pour une trahison. Il avait paru bien plus au service du pape que du roi. N'était-ce pas de plus de sa part une inconvenance extrême que d'accepter la mission de venir présenter au souverain qui l'avait honoré de sa confiance l'ultimatum de Pie II ? Et cette inconvenance avait été encore soulignée par les menaces auxquelles il s'était emporté. — Seulement, on se le rappelle, les ambassadeurs à cette époque ne se tenaient pas comme véritablement engagés vis-à-vis des princes qui les employaient ; il n'était pas rare qu'ils servissent plusieurs maîtres à la fois, moins encore qu'ils changeassent brusquement de parti. La conduite de Fantin s'excuse encore dans une certaine mesure, ou du moins s'explique, par la conviction qu'il affichait, et qui était peut-être sincère, que le roi l'avait abusé sur ses intentions réelles ; il n'avait consenti à le servir, prétendait-il, que parce qu'il le supposait résolu à rétablir en Bohême la foi catholique. Le droit de Georges de punir un agent infidèle était donc douteux, et, pour des esprits prévenus, cette arrestation d'un légat pontifical, au mépris des immunités diplomatiques, constituait une violation du droit des gens et une offense aux lois divines et humaines. Au moment même où il importait d'éviter jusqu'à l'apparence d'un tort, le roi, en cédant à une indignation naturelle mais impolitique, donnait une arme contre lui. Ses adversaires parlèrent de ses fureurs, de la brutalité de son caractère [1], et ces accusations se sont transmises de siècle en siècle, bien que les preuves de cette

1. Il se forma une sorte de légende sur le martyre de Fantin. « La vie du légat est en danger, lisons-nous dans les *Commentaires de Pie II* ; le roi va dans sa prison, et, comme Fantin se montre inflexible, c'est à grand'peine si Georges se contient et ne porte pas la main sur lui. » Inutile de dire que ces violences sont absolument controuvées.

brutalité soient impossibles à trouver et que sa vie tout entière démente ces calomnies. Georges comprit bientôt la faute qu'il avait commise et se rendit aux conseils des princes voisins plus encore qu'aux protestations de Pie II ; Fantin fut remis en liberté après deux mois de captivité, et, fort ému des périls qu'il croyait avoir courus et qui n'avaient probablement jamais existé que dans son imagination, il passa le reste de sa vie à susciter des ennemis à Podiébrad [1].

Les négociations entre Rome et la Bohême ne furent pas rompues, mais la lutte peut dès ce moment être considérée comme ouverte. Georges, qui, dès la première heure, semble avoir désespéré d'obtenir du pape les concessions sans lesquelles la paix était impossible, s'occupe bien moins de le gagner que de fortifier sa propre situation et de ne laisser à son adversaire aucune prise contre lui. Sa politique, pendant toute cette période, est admirable d'activité, de prévoyance et d'ingéniosité. A la suite des derniers évènements l'effervescence était grande parmi les Utraquistes, et il était nécessaire d'entretenir leur enthousiasme. Le moment des grandes résolutions était proche, et il fallait que le pays fût préparé aux efforts héroïques qu'on serait sans doute obligé de lui demander. Rokytsana était pour cela un précieux auxiliaire. C'est dans cette période, un peu plus tard (vers 1464), qu'il fit élever sur la grande église de Prague, le Tyn, la célèbre statue qui, jusqu'au triomphe de la réaction, resta comme l'image de la Réforme bohême. Elle représentait un homme tenant d'une main une épée nue, de l'autre un calice doré, gigantesque, sur lequel se lisait l'inscription : « La Vérité triomphe. » L'Administrateur utraquiste parcourait le pays, ranimant par ses prédications la ferveur et le courage des premières années.

La difficulté était de maintenir cet esprit de renoncement et de foi tout en l'enfermant dans de sages limites, de réveiller la fierté nationale sans surexciter le fanatisme et les hai-

1. « Pius Fantinum reversum magno in honore habuit et dignum episcopatu censuit, cui ad martyrium pro veritate tuenda sanguinis effusio non defuisset. » — Martyre facile ! — *Commentaires*, livre X.



nes de sectes. Georges, au moment même où les circonstances le rejetaient dans les bras des Hussites, n'oubliait pas son programme d'apaisement, tenait plus que jamais à demeurer le roi de tous les partis. Il s'efforçait de ne pas alarmer les Catholiques, saisissait toutes les occasions d'affirmer qu'il les protégerait dans leurs croyances, interdisait les discussions qui ne servent qu'à irriter les passions, punissait les excès, de quelque côté qu'ils vinssent. Il aurait voulu en retour obtenir des Catholiques un appui sans condition et sans réserve, leur demandait d'intervenir à Rome en faveur des Compactats : c'était une loi du royaume, nécessaire à la paix publique; leur honneur et leur intérêt n'étaient-ils pas attachés au maintien des privilèges du pays? — Le raisonnement les toucha peu : ils se renfermèrent dans des formules de soumission un peu vagues, et il était difficile d'espérer davantage. Comment supposer que des catholiques se révolteraient contre la papauté pour qu'on ne touchât pas à des libertés qui constituaient à leurs yeux une impiété et un scandale? Du moins, en très grande majorité, ils ne témoignaient aucun goût pour les aventures. Beaucoup mieux que le pape, ils connnaissaient la force réelle de Georges et les périls auxquels les exposait une levée de boucliers. Le souvenir des persécutions dont ils sortaient à peine leur rendait chère la tranquillité dont ils jouissaient. Ils auraient été fort heureux en général d'un *modus vivendi* qui leur permît, sans manquer à leur conscience, de vivre en paix sous un gouvernement dont ils goûtaient fort la modération et la vigilance.

Quelques seigneurs s'effrayaient moins d'un nouveau conflit; ils jugeaient bon cependant de réfléchir avant de se compromettre pour amener une restauration dont le premier résultat eût été de les dépouiller des biens ecclésiastiques sur lesquels ils avaient mis la main. Les plus influents d'entre les nobles d'ailleurs, ou du moins ceux que leur caractère ou leurs fonctions désignaient naturellement comme les chefs du mouvement catholique, conseillaient la réserve, condamnaient toute résolution prématurée et



poursuivaient très sincèrement la paix. Quelques-uns des plus hauts dignitaires de l'Église, et, à leur tête, l'évêque d'Olomouts, Protas de Boskovitsc [1], et l'évêque de Breslau, Jost de Rosenberg [2], ne se résignaient pas à la pensée d'une lutte dont ils prévoyaient les horreurs. Aucun témoignage n'est plus probant pour Georges que la conduite de ces hommes qui, essayant de concilier leurs devoirs envers la patrie et envers l'Église, refusèrent pendant plusieurs années de se séparer de lui. Ils avaient vécu près du roi, avaient partagé ses travaux et ses rêves, savaient qu'il désirait avant tout la grandeur de la Bohême et le bonheur de ses habitants. Ils condamnaient l'hérétique, mais admiraient et aimaient le souverain. A leur poste d'avant-garde, sur la frontière du royaume, au milieu de populations de race allemande, ils se rendaient très nettement compte de tout ce qui se mêlait de haine nationale au fanatisme religieux, s'effrayaient à la pensée de faire le jeu de l'ennemi héréditaire, et leur sentiment tchèque tint longtemps en échec leur conscience de catholiques [3].

Dans tout le royaume, une seule ville avait reçu avec satisfaction et même dans un délire de joie la nouvelle d'une rupture qu'elle avait tout fait pour provoquer, qu'elle fit tout pour rendre définitive. Les habitants de Breslau n'avaient reconnu l'autorité de Podiébrad qu'en protestant et sur les ordres formels de la Curie : en fait, le pouvoir

1. Tas ou Protas de Boskovitse, évêque d'Olomouts de 1457 à 1482, appartenait à une célèbre famille morave. Il n'était pas moins remarquable par les qualités de l'esprit que par la sincérité de son patriotisme. Il avait étudié à Vienne et en Italie et fut un des premiers représentants de l'humanisme en Bohême. Il fonda en 1466 à Olomouts la première inprimerie de Moravie. — Le goût des lettres et des arts se continua dans sa famille.

2. Jost de Rosenberg (1428-1467) était le second fils du célèbre adversaire de Georges, Ulrich de Rosenberg. Il était lui-même le cousin de Georges, pour lequel il avait une vive admiration et qui lui témoignait beaucoup de confiance et d'affection. Instruit, ami des lettres et des arts, éloquent, d'un patriotisme éprouvé, ennemi des mesures de rigueur, il représentait le clergé national, indépendant, bien éloigné des doctrines ultramontaines qui étaient, à la même époque, prêchées par Hilaire de Litomiérjitse.

3. Jost ne savait pas assez l'allemand pour prêcher dans cette langue. Son affection pour Georges et son patriotisme slave l'avaient rendu fort impopulaire dans son diocèse.



du roi, purement nominal, ne s'était jamais exercé dans la ville. Naturellement Pie II n'insista pas pour qu'ils se soumissent à Georges, mais les dégagea de la promesse en vertu de laquelle ils devaient lui rendre hommage. Ils sont désormais en pleine insurrection, et pendant plusieurs années, au milieu de la tranquillité générale, ils sont les seuls à combattre ouvertement pour la cause romaine. Le rôle qu'ils jouent alors est considérable, peut-être décisif. Ils ne cessent d'encourager et de pousser le pape, empêchent en quelque sorte la prescription de la guerre, entretiennent au milieu du calme qui persiste partout ailleurs une sourde inquiétude, et sont pour le roi un embarras et une menace avant d'être un danger ; ils forment le centre d'attraction qui attire les convoitises et les rancunes, le point de ralliement de tous les éléments d'opposition.

La forfanterie belliqueuse de Breslau ne suffisait pas, malgré tout, pour renverser le monarque hérétique : la diplomatie du roi fut si habile que pendant assez longtemps la papauté en fut réduite à cette seule alliance. Pie II comptait sur Frédéric : l'Empereur, menacé dans Vienne par les rebelles, fut obligé de se jeter dans les bras de Georges ; délivré par lui, il récompensa son intervention par le traité de Korneubourg (décembre 1462) ; il confirmait solennellement tous les privilèges de la Bohême et s'engageait à s'entremettre auprès du pape en faveur du roi. « O malheureux temps où nous vivons, s'écriait Pie II, ô pauvre Allemagne, misérable Chrétienté, dont l'Empereur ne peut être sauvé que par un roi hérétique! (31 décembre 1462.) — La division de l'Allemagne, troublée par la querelle des Hohenzollern et des Wittelsbach, pouvait offrir quelques chances à la Curie qui aurait exigé d'un des partis, en échange de son appui, des secours contre les Hussites ; la paix fut rétablie à la conférence de Prague par les soins du roi, qui y parut l'arbitre des destinées de l'Empire (août 1463)[1]. — Le pape n'était pas plus heureux avec la Polo-

1. Bachmann, qui n'exagère certes pas la puissance et les succès de Georges, parle cependant de la position dominante qu'il occupe en Allemagne vers cette époque. (I, 419.)



gne : la femme du roi Casimir, Élisabeth, sœur de Ladislas le Posthume, haïssait Georges dans lequel elle voyait un usurpateur et peut-être le meurtrier de son frère. Mais ce n'était pas une entreprise sans danger qu'une guerre avec la Bohême, et Casimir, absorbé par les affaires de l'Ordre Teutonique, déclina le dangereux et difficile honneur qu'on lui proposait [1]. — On tâte l'électeur de Brandebourg pour savoir s'il accepterait la succession de Podiébrad; il avertit secrètement le roi des projets qui se trament contre lui. On pense à reprendre un plan qui avait été discuté sous Martin V, diviser la Bohême en plusieurs principautés indépendantes [2]; les prétendants n'auraient pas manqué pour se partager les dépouilles, mais il fallait commencer par les conquérir, et personne ne se mettait sur les rangs. La cour pontificale, avec cette indomptable ténacité qui est un des traits admirables de sa politique, ne se décourageait pas, promettait aux bourgeois de Breslau de leur fournir bientôt un roi selon leur cœur [3], affectait une extrême confiance : Georges serait écrasé et, avec lui, tous ses alliés; si l'Empereur s'unissait au roi, on nommerait un autre Empereur, tout comme un autre roi [4]. Tout cela dissimulait mal l'anxiété et l'isolement du pape. Quand on le pressait de passer de la menace aux actes, il était bien forcé d'avouer que le moment n'était pas venu. A quoi bon mettre la charrue puisqu'on ne pourrait pas labourer [5]?... Citez-moi un seul prince qui veuille bien se charger de la chose, répondait un cardinal aux délégués de Breslau qui

1. L'alliance tchéco-polonaise était une des bases de la politique bohême et les doctrines de solidarité slave, fort répandues. Georges attache toujours la plus grande importance à maintenir de bons rapports avec la Pologne, et il y parvient malgré les sérieuses difficultés de la situation. C'est une des principales causes de sa force.

2. Bachmann, p. 497.

3. Lettre de Fantin, 13 mars 1463.

4. Le procureur de Breslau écrit, 15 mars ; « Le cardinal (Nicolas de Cues) m'a dit que si l'Empereur faisait cela (c'est-à-dire intervenait encore en faveur de Georges), cela n'aurait d'autre effet que d'amener dans un court espace de temps la nomination d'un nouvel empereur comme d'un nouveau roi. »

5. *Script. rer. Siles.*, IX, 58.



demandaient que l'on déposât Georges, et demain elle sera en train [1]. »

C'était incontestablement une victoire pour le roi de Bohême que de tenir ainsi en échec son adversaire. Malheureusement, ces succès diplomatiques ne décidaient rien ; ils sauvaient le présent, mais sans assurer l'avenir. Tant que le pape n'avait pas désarmé, Georges était à la merci d'un incident : quelques seigneurs ambitieux ou achetés qui se révoltaient, un prince voisin que tentait sa couronne, l'ingratitude d'un allié. Et comment cependant prendre l'offensive et porter la guerre sur le terrain de l'ennemi, pour le forcer à capituler? C'est une terrible force que de n'offrir aucune prise, et quelle prise avait-on sur Pie II?

Le roi eut l'idée, d'abord, d'assurer la paix à l'Allemagne en reprenant ces projets de réforme de l'Empire qu'il avait un moment abandonnés, puis d'intéresser à sa cause les autres souverains de l'Europe, en leur prouvant que ses intérêts étaient les leurs et qu'en résistant à la théocratie il défendait le droit de tous les princes. Un de ces aventuriers politiques, grands faiseurs de combinaisons, qui couraient alors le monde et mettaient leur imagination au service de ceux qui consentaient à les écouter, un Français, Antoine Marini, né à Grenoble, lui avait proposé un vaste dessein de confédération européenne [2]. A un moment où l'ancienne constitution européenne, fondée sur la domination du pape et de l'empereur, avait disparu, et où le système d'équilibre qui sortit des guerres du XVI[e] siècle n'était pas encore né, un esprit généralisateur et audacieux devait être frappé de la nécessité de remédier à l'incertitude et au désarroi universels. Il s'agissait de substituer à la Papauté et à l'Empire, dont l'autorité, toujours plus nominale que réelle, était aujourd'hui complètement discréditée, un pou-

1. *Id.*, IX, 70.

2. Palatsky attribue au roi lui-même l'idée première; il me semble d'ailleurs qu'il attache à cet épisode une importance un peu excessive et surtout une valeur morale trop élevée. Cp. sur cette question Markgraf, *Ueber Georg's von Podiebrad Plan eines christlichen Fürstenbundes*, dans l'*Hist. Zeitschrift* de Sybel, XXI.



voir nouveau qui contiendrait les ambitions, préviendrait les guerres et rassemblerait la chrétienté dans un effort commun contre les Turcs, dont les progrès étaient toujours plus menaçants et qui préparaient un assaut terrible contre la Hongrie. Dans ce but, l'imagination fumeuse de Marini avait conçu un plan merveilleux, où se combinent dans un bizarre mélange beaucoup de naïveté, l'exubérance d'une fantaisie plus enthousiaste qu'éclairée et une très réelle largeur d'idées. Il proposait de réunir dans une confédération tous les états chrétiens : un conseil suprême, composé du roi de France, du roi de Castille, d'un prince allemand et du doge de Venise, formerait une sorte de directoire européen, et un tribunal fédéral trancherait les difficultés qui surviendraient entre les membres de la ligue [1].

Georges avait été amusé, intéressé par la hardiesse et l'esprit de ce faiseur d'affaires et de ce brasseur d'idées, qui savait tout, parlait de tout, se mêlait de tout, qui, fabricant de tuiles, se révélait diplomate, et lui présentait, dans un bohême passable, des projets pour le développement du commerce et de la richesse. Il ne se déplaisait pas d'ailleurs aux combinaisons compliquées et aux vagues espérances. Il entra dans les vues de Marini et le chargea de commencer les négociations. On le lui a reproché, peut-être parce qu'on ne s'est pas rendu un compte assez exact des avantages, directs ou indirects, qui pouvaient en sortir. Ils étaient évidents. C'était d'abord un rapprochement entre la Bohême et Louis XI, pour le moment de très mauvaise humeur contre le pape qui lui marchandait sa reconnaissance et croyait avoir assez payé par de pompeux éloges l'abandon de la Pragmatique. Il n'y avait aucune illusion à se faire : Louis XI, dont les propres affaires étaient fort embrouillées, n'interviendrait pas très activement en faveur de Podiébrad. Mais n'était-ce pas pour ce dernier un suc-

1. Les détails du projet furent souvent modifiés et ne furent jamais arrêtés avec précision. Marini appartenait à cette classe de réformateurs qui décrètent la transformation de la société — en bloc — et ne rédigent pas un projet de loi.



cès diplomatique considérable que de lier sa cause à la cause du roi de France et d'éviter ainsi un isolement qui était à lui seul une condamnation? Et quel triomphe si par impossible Marini réussissait! La papauté était déchue de la primauté qu'elle revendiquait, et toutes ses colères étaient vaines contre le restaurateur de l'Unité européenne, qui recevrait certainement, en récompense de son initiative, le commandement de l'armée fédérale contre les Turcs. C'était donc une très remarquable machine de guerre contre la papauté. Georges aurait-il songé à réorganiser l'Europe, s'il n'y eût été poussé par une nécessité de défense personnelle? — Très probablement non. Attaqué, il se défendait comme il pouvait. De là à l'accuser d'égoïsme, il n'y a qu'un pas. Mais l'égoïsme est un devoir strict pour un souverain, et son tort serait de risquer le salut de son peuple sous prétexte d'expérimentation. Ces conceptions générales ne servent jamais qu'à dissimuler des ambitions personnelles : les politiques s'en servent, les naïfs seuls et les sots les prennent plus au sérieux qu'il ne convient, et, emportés par leurs rêves, perdent pied et succombent, entraînant dans leur chute les nations qui leur ont confié leur fortune.

Quelles étaient les chances de succès de Marini? — Aussi faibles que possible, presque nulles, et rien ne démontre que Georges ait eu de grandes illusions à ce sujet. Mais que risquait-il à tenter l'aventure? Il inquiétait le pape, l'obligeait à le suivre dans des intrigues très compliquées, détournait son attention du point central où le moindre coup porté eût été redoutable. N'était-ce rien d'ailleurs que de se présenter au monde comme le défenseur des intérêts généraux de la Chrétienté? Quelle meilleure réponse aux accusations de Pie II? L'opinion publique était très habilement provoquée à une comparaison entre le pape qui, tout entier à ses rancunes, oubliait le péril musulman, et le roi qui, en dépit des plus injustes attaques, cherchait les moyens de relever la croix à Constantinople.

Pie II, en face d'une si brillante défense, n'avançait qu'avec beaucoup de précaution et de lenteur ; il compre-



nait les dangers d'une fausse démarche, bien résolu à ne rien aventurer et à ne se découvrir qu'au moment propice. Il opposait une réserve pleine de sang-froid, d'attention, de suite, aux pointes hardies et aux brusques offensives de Georges. Leur tactique était commandée par leur position respective. Le roi était obligé de recourir aux expédients, de masquer par des feintes rapides ses points faibles, très nombreux, et de remplacer à force d'audace et d'imagination les ressources solides qui lui faisaient défaut. Le pape, que les retours offensifs de son ennemi n'alarmaient pas sérieusement, veillait et attendait; comme il n'avait rien à craindre que ses propres fautes, il ménageait ses coups, observait, ne brusquait rien, tenait compte des interventions favorables à Georges, afin de ne pas mécontenter les autres princes, mais ne reculait jamais. Il comptait sur deux puissants alliés, plus fidèles que les amis passagers du roi : le temps, qui finirait bien par lui fournir une occasion, une ambition à soudoyer, une révolte à encourager, et la tradition. Il savait ce qu'il voulait, et tout le monde le savait comme lui, le comprenait, et dans une certaine mesure au moins, l'approuvait, parce qu'il représentait le passé. Georges ne s'adressait qu'à des aspirations timides et confuses : ses projets inquiétaient plus qu'ils ne séduisaient. Les temps n'étaient pas mûrs. Lui-même n'avait qu'une conscience obscure de l'œuvre qu'il accomplissait.

Peu à peu aussi et malgré les diversions et les *raids* de Podiébrad, Pie II gagnait du terrain. La réforme de l'Empire s'était heurtée à d'invincibles résistances et avait échoué une seconde fois. La république de Venise, dont la prudence avait été effrayée par l'incohérente activité de l'aventurier français, avait repoussé l'alliance de la Bohême et lui avait préféré celle de la Hongrie (septembre 1463). L'empereur, délivré par la mort de son ennemi le plus gênant, son frère Albert, et réconcilié enfin avec Mathias Corvin par les soins du légat, n'était plus pour Georges un ami sûr, puisqu'il n'avait plus besoin de lui. La mort de la femme de Mathias, la fille de Podiébrad, Catherine, avait rompu les liens qui

rattachaient jusqu'alors les deux souverains. Le pape crut le moment venu de risquer un pas nouveau et décisif.

Dès le mois de mars 1463, il avait mis les habitants de Breslau sous la protection spéciale du Saint-Siège. Son style, sévère et dur, marquait les progrès d'une colère contenue, que les obstacles irritaient; il n'était plus question depuis longtemps de fils bien-aimé, il ne parlait plus maintenant que d'hérétique, de séparé de l'Église, de Georges qui se prétend roi. Il avait encore refusé pourtant, malgré les instances de Breslau, de délier tous les Catholiques tchèques de leur serment de fidélité et de nommer un autre roi de Bohême, mais il avertissait les princes et les seigneurs de ne pas soutenir un hérétique contre les fidèles. En même temps, il poussait ses préparatifs de croisade. Le meilleur moyen de confondre les impies qui parlaient de la décadence de la papauté, n'était-il pas de renouveler les exploits des Urbain et des Innocent? La Bourgogne, Venise, les princes italiens lui avaient promis des troupes, et il comptait se mettre lui-même à leur tête. Malade, brisé par d'horribles souffrances, il sentait la mort prochaine, mais il se préparait de splendides funérailles, comptait disparaître dans l'apothéose de l'Église, victorieuse au dehors des Turcs, au dedans des rebelles. Il avait nommé au mois d'avril 1464 deux cardinaux pour instruire le procès de Georges; le 16 juin, dans un consistoire solennel, il déclara publiquement le roi suspect d'hérésie et le cita à comparaître devant son tribunal dans un délai de cent quatre-vingts jours. Le 19, malgré sa faiblesse et les progrès de son mal, il partait pour Ancône. Deux mois ne s'étaient pas écoulés qu'il mourait (15 avril 1464). Les appels des légats n'avaient pas été entendus. Pie II ne vivait depuis quelque temps que par un effort de volonté : le désespoir le saisit quand, en présence des quelques bandes indisciplinées réunies à Ancône, il aperçut avec une cruelle clarté l'impuissance de la théocratie. Des deux rêves qu'il avait caressés, aucun ne s'était réalisé. Absorbée dans ses querelles intestines, l'Europe ne songeait



guère aux Turcs, et le chef des Hussites, couvert par l'Empereur, protégé par ses voisins, bravait impunément les foudres du Saint-Siége.

CHAPITRE IV

LA LIGUE DES SEIGNEURS ET MATHIAS CORVIN

Paul II ; nouvelles mesures du Saint-Siège contre Podiébrad. — État de la Bohême : les lettres et les arts; triomphe de la nationalité slave ; restauration de l'autorité royale. — Les seigneurs : Zdeniek de Sternberg et la ligue de Zéléna-Hora. — L'excommunication (1466). — Mathias Corvin et la lutte avec la Hongrie. — Mort de Podiébrad (1471); résultats de son règne.

Les dernières paroles de Pie II avaient été pour demander que l'on continuât son entreprise. La croisade, qui n'avait jamais beaucoup passionné les esprits, fut bientôt oubliée et on s'en remit du soin de défendre la Chrétienté à ceux que menaçaient directement les Turcs. En revanche, le nouveau pape, Paul II (1464-1471), fit de la répression de l'hérésie le principal but de son pontificat.

La plus éminente qualité du successeur de Pie II, c'était sa beauté : il en était très vain, et on avait eu quelque peine à le décider à ne pas prendre le nom de Formose. Borné et violent, il n'avait hérité de son prédécesseur ni la finesse d'esprit ni la profonde connaissance de la politique européenne. Élu à l'unanimité par un de ces caprices de conclave qui ont si souvent étonné le monde, il avait été grisé par son élévation subite, mais son ambition n'était ni justifiée ni soutenue par de grandes conceptions, et son entêtement, qu'il prenait pour de la fermeté, était incapable de calcul. Aux rêveries théocratiques, contestables en principe, inapplicables en fait, mais nobles et hautes, succédait l'orgueil mesquin qui se complaît dans une étiquette rigoureuse et l'étalage d'un luxe criard. Paul II est le premier de ces pontifes médiocres ou pervers qui, à la fin du XVe siècle et au début du XVIe, réduisent la papauté à n'être plus

qu'une puissance temporelle, et, en dédaignant son véritable rôle, préparent par leurs excès ou leurs maladresses son irrémédiable décadence : pour le moment, le plus dangereux adversaire que pût rencontrer Podiébrad. Que signifiaient contre un tel homme les parades ingénieuses et les inventions subtiles? C'était pis qu'un sectaire, un esprit imprévoyant, sans portée, qui foncerait toujours en avant, sans s'inquiéter le moins du monde des résultats probables de ses actes. Cette simplicité d'âme devait arriver en somme aux mêmes conclusions que le fanatisme le plus ardent, et par une de ces contradictions dont l'histoire est coutumière, cette absence d'habileté fut la suprême habileté. En accablant Georges sans réflexion et sans mesure de condamnations et d'anathèmes, le pape prenait devant la Chrétienté l'engagement de ne consentir à aucune transaction et de ne s'arrêter que quand il aurait écrasé l'hérésie ; sa résolution, ainsi hautement affirmée, devait entraîner les tièdes, rassurer les timides, surexciter les convoitises et pousser au combat tous ceux qui avaient une raison ou un prétexte d'en vouloir au roi de Bohême.

La bulle par laquelle Pie II citait Georges à comparaître devant lui, n'avait pas été publiée. L'Empereur, l'évêque de Breslau s'étaient interposés, avaient sollicité un nouveau délai; Paul II n'avait pas cru pouvoir inaugurer son règne par une preuve d'inflexibilité et le leur avait accordé. Mais ce n'était là qu'un répit et non le prélude d'un changement de politique. Les ennemis du roi tchèque, les délégués de Breslau, quelques-uns des cardinaux les plus respectés, Carvajal, Bessarion, poussaient aux mesures de rigueur. Georges, du reste, ne paraît pas avoir conservé beaucoup d'illusions sur les probabilités d'une entente directe avec l'Église. Les relations officielles qu'il essaie de nouer avec Rome ne semblent avoir d'autre but que de prouver sa bonne volonté et de contenter ses alliés. En revanche, il déploie beaucoup d'activité, d'une part, pour obtenir la médiation des divers princes dont la voix a quelque chance d'être écoutée à Rome, et de l'autre, pour transformer la querelle de la Bohême et

du Saint-Siège en une question européenne, en éclairant les autres souverains sur la portée d'une lutte où il s'agit bien moins du dogme que de la dignité et de l'indépendance du pouvoir laïque. Dans cette pensée, il demande que ses démêlés avec le pape soient jugés non par un tribunal pontifical, mais par une conférence internationale qui prononcera entre les deux parties.

Il s'est fait à cette heure en Europe une sorte de silence, à la suite du tumulte et des agitations précédentes. Les guerres qui ont désolé la Prusse, la Pologne, l'Allemagne, l'Italie, sont finies ou sur le point de finir. On dirait une sorte de recueillement avant la crise que l'on prévoit et que l'on pressent terrible. A ce moment, la situation de Georges est sensiblement meilleure que lors de la rupture avec Pie II : il a très habilement déplacé les débats, réussi par le tour nouveau imprimé à la discussion à sortir de la position d'isolement où le condamnait sa fidélité au calice. Bien qu'à la suite des dernières secousses les préjugés religieux eussent été quelque peu ébranlés et que les légats pontificaux aient eu grand'peine dans la suite à réunir quelques milliers de croisés contre les Hussites, l'accusation d'hérésie était toujours fort dangereuse : Georges finissait presque par faire oublier qu'il était le chef d'une secte qui, sur quelques points essentiels, se séparait de l'Église ; il appelait auprès de lui Grégoire Heimbourg dont la vie entière n'avait été qu'une protestation contre les prétentions pontificales et que le duc de Saxe lui avait recommandé comme l'homme le plus capable de défendre sa prérogative royale (1466) [1]. Il se plaçait ainsi sur le terrain du droit constitutionnel européen. La question du calice disparaissait devant une autre, bien plus favorable : les souverains ac-

1. Grégoire Heimbourg est certainement un personnage intéressant et il serait tout à fait injuste de le confondre avec les diplomates aventuriers de cette époque, mais on exagère quelque peu son importance et l'on en trace un portrait par trop éclatant. Prétendre que Georges l'appelle, parce qu'il n'y avait personne en Bohême que l'on pût lui comparer, c'est dénaturer les faits. Seulement, les Tchèques auraient été suspects d'hérésie, Grégoire ne représentait que la résistance dans les limites de la foi.



cordaient-ils au pape le droit de disposer des couronnes et de déposer un roi?

Les manifestes de Heimbourg et les manœuvres de Podiébrad n'étaient pas sans effet. A plusieurs reprises, l'Empereur, le duc de Bavière, les princes saxons étaient intervenus, avaient pressé le pape de consentir à la réunion de cette conférence internationale, à l'examen de laquelle le roi s'engageait à soumettre sa conduite. A la diète de Nuremberg (nov. 1466), malgré toutes les protestations du légat, l'ennemi personnel de Georges, Fantin de Valle, les princes allemands décidaient d'envoyer une ambassade à Paul II, pour lui représenter les inconvénients d'une rupture ouverte, le devoir, en présence du péril turc, de ne pas diviser les forces chrétiennes. Les objurgations réitérées de la Curie échouaient devant l'inertie de Casimir de Pologne, qui refusait la couronne de Bohême. Louis XI accueillait avec distinction les ambassadeurs tchèques et montrait les meilleures dispositions pour Georges, au grand dépit de ses conseillers ecclésiastiques [1]. Ces succès bien réels expliquent la confiance du roi, qui était à la vérité assez optimiste. « Tout va bien, grâce à Dieu, écrivait-il à son fils Victorin [2]. » Ses ennemis en étaient réduits à compter sur un miracle. « Pourquoi, s'écriait Carvajal, tout mesurer suivant la raison humaine? Ne devons-nous laisser aucune part à Dieu dans les choses importantes? Si nous ne sommes aidés ni par l'Empereur, ni par la Hongrie, ni par la Pologne, eh bien, j'en réponds, le seigneur nous aidera et frappera la tête impie. Faisons notre devoir, il fera le reste [3]. »

1. En 1464, était arrivée en France une grande ambassade tchèque à la tête de laquelle se trouvaient Marini et Albert Kotska de Postoupitse. Un secrétaire de l'ambassade, Iaroslav, nous a laissé un journal curieux de cette mission. Elle aboutit à un traité d'alliance, assez vague d'ailleurs, mais qui était tout ce que pouvait espérer Georges. En 1467, lorsqu'il s'occupe de la réunion d'un concile, il envoie à Louis un ambassadeur pour resserrer et préciser l'alliance : cet envoyé est reçu par le roi le 20 avril 1467, et Louis XI lui fait un accueil bienveillant. — M. Kalousek a publié le journal de Jaroslav dans le tome VII de l'Archiv tchesky, p. 427-445.

2. 3 juin 1466; Palatsky, II, 2, 390.

3. Bachmann, p. 592.



Et pourtant Paul conservait sur Georges un terrible avantage, et tout le monde le sentait, le pape, le roi, les neutres. — Qu'avait-il, lui, pour retenir les princes voisins dans son alliance ou dans la neutralité? — Une théorie, des mots, la solidarité des rois en face des usurpations théocratiques; cette considération morale l'emporterait-elle toujours sur la riche prime qu'offrait la Curie: la Bohême à qui détrônera l'hérétique? Il viendrait forcément un moment où l'aventure tenterait quelque ambition. Ce qu'il y a d'étonnant, ce n'est pas qu'un prétendant se soit présenté pour exécuter les hautes œuvres de la cour pontificale, c'est que ce prétendant ait été si long à rencontrer. Il faut que la crainte qu'inspirait la puissance de Georges ait été bien vive, sa vigilance et son habileté diplomatiques bien remarquables pour que, pendant plusieurs années, personne n'ait essayé de mettre la main sur le splendide héritage qu'on avait déclaré ouvert. Pour le moment il était tranquille du côté de l'extérieur, mais l'état des esprits en Bohême commençait à lui causer quelques inquiétudes.

Grâce à la paix et à l'ordre que le roi avait maintenus, la prospérité du pays était grande. Un mémoire de Marini nous apprend que Georges lui avait demandé un projet pour améliorer les monnaies, augmenter le rendement des mines d'or et d'argent, accroître les ressources financières du souverain et développer le commerce. Les mesures que propose Marini ne sont, en général, ni bien nouvelles ni très heureuses [1], mais les questions du roi nous apprennent de quelle manière il entendait son métier de prince, et quel large intérêt il portait à tous les besoins de son peuple. Plus d'ailleurs que des ordonnances spéciales, le rétablissement des tribunaux, la sécurité des routes, l'apaisement des esprits avaient ramené le travail et la richesse. Les traces des guerres civiles s'effaçaient rapidement. L'Université, en complète décadence depuis la Révolution, avait

1. Le mémoire de Marini a été publié dans le *Výbor liter. staročeské*, II, 777-792.



retrouvé un peu d'activité et d'animation, bien que l'intolérance des calixtins en eût bientôt éloigné de nouveau les catholiques [1].

Une des suites les plus fâcheuses de l'hérésie avait été de séparer la Bohême du reste du monde, et cela au moment même où le souffle de la Renaissance fécondait les esprits et où fermentait une civilisation nouvelle. Les Tchèques fuyaient les universités étrangères où ils étaient suspects et mal vus ; les relations intellectuelles avec les autres contrées étaient difficiles et rares ; ils s'enfermaient dans un isolement farouche, s'absorbaient dans des discussions théologiques, et leur activité s'épuisait dans des luttes dogmatiques, quelquefois sans grand intérêt. Malgré ces entraves et bien que l'époque ne soit certainement pas riche en œuvres supérieures, l'influence du gouvernement de Georges se manifestait jusque dans la littérature. La théologie perdait du terrain : un certain effort se marquait pour se dégager des travaux trop exclusifs où s'était si longtemps épuisée toute l'énergie cérébrale des Tchèques. Quelques catholiques rapportaient de leurs voyages ou de leur séjour en Italie le goût de l'antiquité et le propageaient autour d'eux. Æneas Sylvius, qui avait été le précurseur de l'humanisme en Bohême, était resté jusqu'à sa mort en correspondance avec quelques-uns des érudits tchèques les plus distingués, entre autres Procope de Rabenstein. A l'Université, maître Grégoire de Prague expliquait et commentait Virgile, et parmi ses auditeurs se trouvaient deux hommes, destinés à une célébrité fort inégale, mais remarquables l'un et l'autre par la largeur de leurs idées et l'étendue

1. De 1420 à 1430, pendant dix ans, il n'y a pas une seule promotion de bacheliers; de 1430 à 1435, sept bacheliers en tout. Presque tous les biens de l'Université avaient été usurpés ou engagés. Les facultés de droit, de théologie et de médecine avaient presque complètement disparu. Sous le gouvernement de Podiébrad, il y a quelque amélioration, malheureusement bientôt arrêtée par les querelles religieuses. Les catholiques de l'Université eurent plus d'un tort; là aussi, Georges paraît s'être efforcé de tenir la balance égale entre les deux partis et de s'opposer aux mesures intolérantes. Cela ne lui fut pas toujours possible. (Tomek, *Gesch. Prager Univ.*, p. 124 et sq.)



de leurs connaissances, Victor Cornelius et Jean Chlekhta de Vchehrd. Le mouvement était encore très restreint, assez indifférent, pour ne pas dire plus, au grand public; les belles-lettres, la littérature proprement dite étaient même tout à fait misérables : mais il faut se garder d'en conclure à un affaiblissement de la puissance créatrice tchèque pendant cette période et à la décadence intellectuelle de la nation.

Tous les moments ne sont pas favorables à l'éclosion des grandes œuvres littéraires. Les productions de premier ordre, celles qui charment les générations futures par leur beauté sublime et sereine, demandent pour naître le calme et la paix; pour que les doctrines se résument dans une de ces théories définitives qui provoquent et fixent l'attention, il faut qu'elles soient sûres du lendemain et n'aient pas à lutter pour l'existence; l'histoire n'est possible que quand le combat est terminé et les haines éteintes. Le caractère distinctif de l'époque de Georges, c'est d'être une époque militante. Elle n'a ni poètes, ni historiens : elle a des orateurs, des pamphlétaires, des satiristes.

Le xv[e] siècle en général n'est pas une époque de création définitive, mais de préparation. Partout la lutte pour se dégager de traditions surannées, le besoin de pensées et de formes nouvelles. Tandis que les humanistes se mettaient à l'école de l'antiquité, demandaient aux Grecs et aux Romains le secret de la beauté esthétique, les Tchèques se livraient à l'examen de quelques-uns des problèmes philosophiques ou politiques qui, sous une formule ou sous une autre, n'ont cessé de s'imposer aux âmes. Quel que soit le drapeau qu'ils suivent, utraquistes comme Rokytsana et Venceslas Koranda, mystiques comme Kheltchitsky, ultramontains comme Paul Zidek et Hilaire, politiques tels que Jean de Rabenstein et Guillaume de Rabi, ils mettent à la recherche de la vérité une passion sincère et une raison hardie. Qu'ils écrivent en latin ou en tchèque, — ce qui devient un usage toujours plus fréquent, — ils représentent avec une singulière audace et une curieuse précision les so-



lutions diverses que l'on peut adopter dans ces redoutables et graves questions des rapports de l'Église et de l'État, de la libre recherche, des droits de la conscience.

Et, ce qui fait l'extrême intérêt de cette période, c'est que les débats ne sont pas circonscrits entre quelques savants. Le premier résultat de la réforme religieuse a été de faire descendre la philosophie de la chaire : il a fallu s'adresser à la discussion publique, à la conviction individuelle. Certes, ces polémiques théologiques nous paraissent bien creuses aujourd'hui et fastidieuses. Mais n'oublions pas que c'est le premier éveil public de l'esprit d'examen, le premier exemple d'une nation qui cherche et qui pense ! Jusqu'alors on avait cru et obéi; maintenant on réfléchit et on choisit. C'était un des griefs principaux des Catholiques que cet appel au peuple en matière de foi, et l'évêque Jost de Rosenberg condamnait vertement ces hommes « qui veulent transformer tous les fidèles en docteurs, au lieu de suivre l'exemple de l'Église : elle leur apprend seulement les choses qui leur sont nécessaires », et ils ne s'aperçoivent pas « que ceux qui sont trop instruits deviennent des incrédules [1]. » Vaines protestations et regrets superflus ! Certains principes, une fois proclamés, sont invincibles, et leurs conséquences se développent avec l'irrésistible puissance d'une force naturelle. Une des séductions les plus redoutables de la liberté, c'est que ceux qui la combattent sont obligés de se servir d'elle. Les Catholiques, pour conserver leurs partisans, invoquaient à leur tour leur jugement, suivaient leurs adversaires sur leur terrain de polémique, et devenaient ainsi malgré eux les agents de l'affranchissement général.

De là le très rapide développement de l'imprimerie en Bohême, si rapide que quelques patriotes tchèques ont revendiqué pour leur pays l'honneur de l'avoir inventée, et vu dans Gutenberg, Jean de Kuttenberg. Dès 1468, on imprimait à Plzen une Chronique de Troie, et avec une telle

1. Lettre à la reine Jeanne, 1467. — *Vybor*, II, p. 726.



perfection que ce n'était certainement pas le coup d'essai des ouvriers bohêmes. Les imprimeries se multiplièrent très vite, mais tel était le besoin de lumière et d'instruction qui s'était emparé des âmes qu'elles ne suffirent pas à éditer le nombre de livres nécessaires et que beaucoup d'ouvrages tchèques durent être publiés en Allemagne ou en Italie. C'est qu'aucun autre peuple de l'Europe peut-être, à ce moment, n'est pris d'une pareille soif de lecture et de savoir; nulle part la vie intellectuelle et morale n'est aussi intense, les écoles aussi nombreuses et aussi bien organisées. Le goût de la discussion et de l'étude pénètre les diverses classes de la population, la noblesse comme le peuple; le nombre des lecteurs est considérable, et dans les plus illustres familles le culte des lettres et la coutume de la spéculation religieuse entretiennent de génération en génération des habitudes graves, sérieuses et dignes. La Bohême tout entière en reçoit peu à peu une physionomie particulière; le caractère et comme l'allure de la nation la distinguent en traits plus nets des nations voisines; elle se marque de l'empreinte hussite, si profondément différenciée que toutes les tentatives de fusion avec d'autres peuples échoueront misérablement.

A mesure que leur personnalité morale s'accentue ainsi, les Tchèques, injuriés au dehors, persécutés, se replient sur eux-mêmes et s'attachent d'un amour plus vif à la patrie menacée. C'est sans doute le moment du plus sérieux effort qui ait jamais été tenté par les Slaves de Bohême pour reprendre aux étrangers le terrain perdu jadis et assurer aux nationaux la domination politique exclusive, celui aussi où la prépondérance de l'élément indigène a été le plus clairement évidente. Un des griefs principaux contre Sigismond et Albert avait été leur origine germanique : on avait l'instinct du péril auquel les luttes religieuses exposaient la nationalité tchèque et de la nécessité d'une vigilance toujours active. Plusieurs ouvrages sont publiés pour raviver la haine contre l'Allemagne, — le vieux Dalimil dont la chronique est un pamphlet nationaliste, un prétendu privilège d'Alexandre,



« commencement et origine du royaume grec, fils du grand Dieu Jupiter et seigneur des états qui se trouvent sous le soleil et la lune, vainqueur des Perses et des habitants du royaume mède, maître du monde de l'occident à l'orient et du septentrion au midi. » — Comme les Slaves ont toujours servi fidèlement Alexandre et ont vaillamment combattu, librement et pour toujours il leur donne tous les pays depuis le nord jusqu'aux frontières de l'Italie et au midi ; personne autre ne peut y habiter qu'en acceptant la domination des Slaves. La pièce a tous les aspects d'un document officiel, avec la date, le nom des témoins, et elle fut certainement tenue pour authentique par une grande partie des lecteurs. — Sous l'action de cette propagande, le patriotisme s'exalte et il est certainement plus vif alors en Bohême qu'en Allemagne ou en Hongrie. Après la mort de Ladislas, les Praguois crient qu'ils ne veulent pas d'autre prince qu'un Tchèque, et lorsque Georges est élu, beaucoup éclatent en sanglots, remercient Dieu de les avoir délivrés des monarques étrangers.

Un des traits les plus marqués de la race slave, une de ses faiblesses, c'est sa faculté d'oubli, son impuissance des longues rancunes ; quelques années de paix suffirent pour apaiser ces haines, et les Tchèques n'eurent plus d'aversion pour l'Allemagne, dès qu'elle ne les menaça plus. Ils n'entendaient pas pourtant perdre le terrain qu'ils avaient lentement conquis, ou plutôt le mouvement slave avait été si profond que, même après que la tempête s'est apaisée, il se prolonge, enlevant peu à peu les dernières digues, brisant les dernières résistances, sans poussée violente, presque sans effort. Non seulement les lois sanctionnent le triomphe politique et administratif des Tchèques, mais surtout leurs progrès sociaux sont décisifs ; déjà un certain nombre de seigneurs ne connaissent plus guère que le slave ; Jost de Rosenberg ne parle l'allemand qu'assez mal ; le gouverneur de la Moravie, un juriste éminent, Tsibor de Tsimbourg, ne sait pas le latin ; Georges de Podiébrad ne sait ni le latin ni l'allemand. La part du tchèque dans les documents offi-

ciels, les lettres de la chancellerie royale, les actes judiciaires, devient de plus en plus prépondérante. Sur les sceaux des villes et des nobles, sur les murs des châteaux et des maisons, sur les cloches, les inscriptions tchèques remplacent les inscriptions latines. Le tchèque franchit même les limites du royaume, déborde au dehors, devient la langue diplomatique d'une partie de l'Europe orientale. Le triomphe du tchèque est si bien admis que ceux même qu'il inquiète ne protestent qu'avec toutes sortes de ménagements. « Ce n'est pas par l'unité de la langue que profite un royaume, dit Paul Zidek, mais par la diversité des langues, des coutumes et des peuples. » Et il ajoute aussitôt : « Si quelqu'un a en horreur le tchèque de telle façon qu'il ne veuille ni l'apprendre ni laisser ses enfants l'apprendre, il ne faut pas lui permettre d'acheter une maison dans le royaume, surtout à Prague. »

L'affranchissement se marque jusque dans la production artistique qui témoigne de la richesse renaissante et d'une certaine originalité inventive. Prague s'embellit de magnifiques monuments; à Plzen, Brno, Litomierjitse, Klatov, à Koutna-Hora surtout qu'on a surnommée la Nuremberg bohême, de nombreuses et intéressantes constructions, édifices publics ou privés, révèlent les recherches et les trouvailles d'une école architecturale, dont le goût manque un peu de pureté et de correction, mais ingénieuse et amusante. La sculpture, la sculpture sur bois surtout, est florissante. La musique s'émancipe des traditions italiennes et emprunte son inspiration aux chansons nationales. Parmi les chants de l'époque hussite, quelques-uns sont charmants et ont conservé toute la douceur élégiaque des airs populaires; d'autres traduisent dans leur rythme emporté ou sauvage la fureur des passions déchaînées ou les élans de la foi; de ces mélodies, plusieurs ont passé à l'Église allemande [1].

1. M. Goll ne croit pas à l'originalité de la musique bohême à cette époque. J'avoue que je ne suis pas un musicien assez savant pour avoir une opinion absolument arrêtée sur ce point. Cependant nous trouvons bien souvent dans les chroniques et les documents la preuve de l'attachement des Tchèques



Quel contraste entre ce qu'était la Bohême vers 1465 et ce qu'elle était au lendemain de la mort d'Albert! Alors, une misère atroce, partout la famine, la peste et la ruine, les factions en armes, l'ennemi menaçant, l'unité compromise, la fureur et le désespoir; et maintenant, un royaume heureux, paisible, les partis contenus, les haines fondues dans un dévouement commun à la patrie, l'indépendance nationale si bien assurée que les rancunes de races s'effaçaient, sans objet; les divisions dogmatiques, atténuées, devenant, au lieu d'un ferment de discordes, une excitation salutaire; à la place de l'anarchie qui prépare la mort, le travail silencieux d'une germination féconde! Si l'on songe surtout que ces résultats prodigieux avaient été obtenus au milieu de difficultés diplomatiques incessantes, sur un sol miné par les intrigues et sous la menace d'une épouvantable tempête, on comprendra l'admiration reconnaissante qu'avait conçue pour Georges le peuple tout entier, l'affection qui liait au roi tous ceux qui, comme lui, désiraient la gloire et le bonheur de la Bohême, même lorsqu'ils étaient séparés de lui par leurs opinions religieuses, et les angoisses qu'ils éprouvèrent avant de se prononcer contre lui.

Et pourtant ce fut parmi ses sujets que Georges rencontra ses premiers et ses plus dangereux ennemis! Les réformes accomplies avaient froissé plus d'un intérêt. Parmi les seigneurs, habitués pendant les guerres précédentes à vivre à leur guise et à ne connaître d'autre volonté que leurs caprices, beaucoup supportaient avec impatience l'autorité royale et regardaient comme un outrage de dépendre de la loi, comme leurs vassaux ou leurs sujets. L'anarchie était riche en bonnes aubaines : de nouveaux troubles leur fourniraient une occasion d'étendre leurs privilèges et leurs terres. Chez quelques-uns le sentiment national l'emporta sur l'égoïsme de caste, mais il y fallait quelque héroïsme, et les héros sont toujours l'exception. Les âmes ordinaires, moyennes, virent

aux anciens airs nationaux. Ces textes ont été réunis dans un très intéressant travail de M. Tadra, les réunions de lettres (sodalitates litteratae), Prague 1886; v. en partic. p. 4, p. 18 et 20.



surtout leur avantage direct, évident : s'affranchir d'une obéissance qui leur pesait et fonder leur propre domination sur les ruines de la royauté. La lutte du pape et du roi offrait à leurs convoitises une chance de succès qu'ils ne voulurent pas laisser échapper.

La haute noblesse tchèque, celle qui formait la classe des *Seigneurs,* par opposition à la petite noblesse, à la gentry, aux *Vladykes* ou *Chevaliers,* avait eu fort à se louer des résultats de la révolution hussite. Elle avait grandi à la fois par ses propres conquêtes et par l'affaiblissement des autres classes.

Tandis que la royauté, discréditée, élective de fait sinon de droit, perdait ses domaines et son influence, que les villes étaient ruinées par l'interruption des relations commerciales et l'expulsion des catholiques et des Allemands, les Seigneurs s'étaient emparés plus ou moins légitimement de presque tous les biens de l'Église ou de la couronne. Un grand nombre de familles s'étaient éteintes pendant les guerres, très sanglantes : celles qui avaient survécu avaient recueilli leur héritage et constitué d'imménses propriétés, grâce auxquelles elles possédaient dans les conseils et dans les diètes une influence irrésistible. Assez peu nombreux, — ils ne formaient tout au plus qu'une cinquantaine de maisons, parmi lesquelles une douzaine hors de pair, — les Seigneurs constituaient une oligarchie, très remuante, où les hommes distingués n'étaient pas rares, mais qui malheureusement s'inquiétait trop de ses propres intérêts pour tenir grand compte de ceux du pays. Un moment menacés par le mouvement démocratique taborite, ils avaient écrasé leurs adversaires, mais ils avaient gardé rancune à la réforme religieuse de la révolution sociale qu'elle avait failli provoquer, et ils étaient en très grande majorité catholiques. Les familles les plus connues de cette haute aristocratie étaient celles des Rosenberg, Schwamberg, Hasenbourg, Gouttenstein, Ilbourg, Riesenbourg, etc., qui avaient en général formé le fond du parti d'Ulrich de Rosenberg, parce qu'il ne voulait pas permettre que « des inférieurs régnas-



sent sur eux ». Georges de Podiébrad, dont les ancêtres ne comptaient pas parmi les familles les plus influentes et les plus riches du pays, était lié à la plupart des grandes maisons par des liens de parenté très étroits, et ces alliances ne lui furent pas inutiles pour arriver au pouvoir. Après la mort de Ladislas, il ne trouva aucune opposition du côté des seigneurs. Furent-ils décidés par des promesses spéciales? C'est possible. Mais en principe, pourquoi auraient-ils été contraires à l'élévation au trône d'un des leurs? Quel meilleur moyen d'assurer leurs usurpations? C'était le dernier mot de la révolution féodale et son couronnement.

Ils avaient compté sans leur hôte. Georges avait un trop vif sentiment de ses devoirs de roi pour laisser péricliter entre ses mains l'autorité qui lui avait été confiée. Il s'appuya sur les Chevaliers et les villes et écarta de plus en plus les Seigneurs. Pour rendre quelque crédit à la royauté, il recourut aux seuls moyens possibles alors, les mêmes précisément qu'employa au siècle suivant le restaurateur du pouvoir central, le frère de Charles-Quint, Ferdinand Ier. Il choisit en général parmi la petite noblesse ses conseillers, nationaux ou étrangers, étendit les attributions du Conseil aulique et du Tribunal de la cour, qui relevaient exclusivement du souverain, au détriment du Conseil et du Tribunal du pays qui ne dépendaient que de la diète et où les Seigneurs étaient en majorité; surtout il s'efforça de reconstituer le domaine de la couronne. Tandis, en effet, qu'il fallait un vote des États pour lever un impôt public ou assembler l'armée nationale, le roi était seul maître des revenus des propriétés royales et les administrait à sa guise. Dans une société que dominaient encore les idées et les habitudes du moyen âge, les ordres du souverain n'avaient quelque chance d'être écoutés, que s'il était d'abord le plus grand seigneur, c'est-à-dire le plus riche propriétaire du pays. Après les dilapidations du dernier demi-siècle, la tâche de reconstruction n'était pas aisée; il s'y employa fort activement, peut-être avec une hâte un peu impatiente. Il alla à plusieurs reprises jusqu'à la limite de son droit : il lui arriva de rete-

nir des biens sur lesquels ses prétentions étaient peu justifiées par les anciennes coutumes, de refuser aux seigneurs, malgré la tradition, la tutelle des orphelins riches, leurs parents; ils y tenaient fort, car, suivant les usages tchèques, si le pupille venait à mourir, l'héritage appartenait au tuteur. Ce système, appliqué assez âprement et suivi avec beaucoup de constance [1], permit à Georges de réunir en quelques années des possessions considérables. Son autorité s'était accrue en raison directe de ses richesses, et il pensa qu'il était assez solidement assis sur son trône pour fonder une dynastie et briguer la couronne pour son fils. La logique des circonstances l'y poussait, et son patriotisme l'y exhortait. L'histoire nous apprend à quelles destinées sont réservées les républiques oligarchiques, et les souvenirs du dernier interrègne étaient trop récents pour que la majorité de la nation ne redoutât pas de voir se rouvrir l'ère des discordes civiles et des compétitions au trône.

Il n'en est pas moins vrai que les Seigneurs étaient fort mécontents et avaient quelque raison de l'être. En consentant à l'élection de Georges, ils n'avaient certes pas cru se donner un maître. Cet homme qui prétendait les traiter comme des sujets, qu'était-il, sinon l'un des leurs? Ce pouvoir, dont il abusait, de qui l'avait-il reçu, sinon de leur choix? Ils l'auraient volontiers flétri comme un renégat de la noblesse, et ses prétentions leur paraissaient odieuses et ridicules. De bonne heure, ils s'essayèrent à l'opposition, d'abord timidement, avec plus de résolution quand les relations avec la papauté se tendirent. En 1461, quelques seigneurs avaient refusé de suivre le roi dans une expédition qu'il avait annoncée, et le bruit courait en Allemagne qu'une insurrection était imminente en Bohême [2]. Ces projets n'aboutirent pas : Georges était très populaire, très énergique, et on ne se risquait pas volontiers contre lui. Bientôt les nouvelles de Rome rendirent quelque espérance aux enne-

1. Ainsi s'expliquent les accusations d'avidité et d'avarice.
2. Bachmann, *Reichsgesch.*, p. 95 et 98.



mis du roi. Après l'abolition officielle des Compactats, il essaya d'entraîner tous les partis dans un effort patriotique commun ; les Catholiques ne répondirent pas à son appel, mais se renfermèrent dans une réserve pleine de menaces. Dès qu'ils ne lui apportaient pas un appui sans arrière-pensée, les plus graves complications étaient à craindre, et la prudence la plus élémentaire ordonnait de prévoir une révolte et de s'y préparer. Sans bruit, mais avec sa décision habituelle, Georges s'assura les moyens, sinon de la prévenir, du moins de la réprimer. Les châteaux royaux furent mis en état de défense et leurs garnisons augmentées ; les capitaines suspects, remplacés par des officiers sûrs ; les principaux postes, confiés à des utraquistes éprouvés ou à des amis personnels du roi.

De toutes les provinces de la couronne, la Silésie était la plus agitée et la plus douteuse. Une expédition heureuse contre Breslau aurait eu de grands résultats, et le succès était possible. La ville, très populeuse, très riche, protégée par des remparts derrière lesquels elle brava plus d'un assaut, n'aurait peut-être pas résisté cependant à une attaque sérieuse. Le gouvernement était passé aux mains d'une démocratie plus turbulente que constante et moins héroïque que bruyante. A la moindre apparence de danger, l'effarement succédait aux rodomontades. Georges reculait devant une exécution, pris de pitié à la pensée de ruiner la seconde capitale du royaume [1]. Puis il savait que le pape recourrait aux mesures extrêmes pour sauver Breslau et que l'entrée de son armée en campagne serait le signal d'une guerre générale. Ici encore, la temporisation ne fut-elle pas une imprudence? N'aurait-il pas été plus sage d'accepter le combat au moment où toutes les conditions extérieures étaient favorables et avant que ses ennemis fussent prêts?

1. Cette pitié du roi nous est confirmée par une lettre de Heimbourg : « Sed quia Slesia principatus est regni Bohemiæ et Vratislavia secunda sedes regni nuncupatur, maluit rex pietate notari quam crudelitatis insimulari. » (Palatsky, *Urkundenbuch*, 368). Il ne faut pas cependant oublier que Heimbourg peut bien avoir un peu exagéré les scrupules du roi.



Il est permis de le penser. Quoi qu'il en soit, Georges préféra à la conquête violente de la province une invasion en détail, une prise de possession lente, étendit ses domaines, occupa à peu près toute la Silésie supérieure et occidentale, enserrant la capitale dans un réseau de châteaux-forts, avec l'espoir que cela lui donnerait à réfléchir et la dégoûterait de ses projets belliqueux. En même temps, en Bohême, toute tentative d'insubordination était impitoyablement réprimée. Sur ce point le roi était inflexible, bien résolu à maintenir ses droits et à briser toutes les résistances. Le pape, toujours à l'affût de tout ce qui pouvait affaiblir le monarque hérétique, encourageait les révoltes et prenait les rebelles sous sa protection, sans souci de leur valeur morale ou de la justice de leur cause. Mais le roi était ici sur un terrain solide et bravait fièrement les menaces.

La terrible peste qui ravagea la Bohême de 1463 à 1464, fut une nouvelle source de conflits entre le roi et les nobles. Les morts nombreuses avaient éveillé bien des convoitises; les seigneurs réclamaient certains domaines : le roi se les adjugea; la tutelle de riches héritiers : il la retint. De tous ces seigneurs, aucun n'était plus avide que Zdéniek de Sternberg, et aucun ne fut plus irrité des refus du roi, parce qu'il le regardait comme son obligé et son débiteur. L'union entre eux avait été longtemps intime : en 1458, Zdéniek avait été le premier à s'agenouiller devant Georges en lui donnant le titre de roi, et son exemple avait entraîné l'assemblée. Pendant longtemps il suffisait que Georges *prétendit qu'une chose était blanche, et c'était de la neige, qu'elle était noire, et c'était un corbeau.* On pouvait prévoir que cette cordialité ne serait pas éternelle. Très jaloux de ses privilèges, possesseur de biens immenses et toujours hanté du désir de les arrondir, Zdéniek représentait, en effet, en face de l'idée nationale, l'idée féodale. Il était catholique, mais plus ambitieux que fanatique, et la religion ne fut pour lui qu'un moyen et un prétexte. Son influence, son audace et ses richesses en faisaient le chef naturel des mécontents.

Au printemps de 1465, une certaine agitation se mani-



festa dans le pays. Quelques seigneurs catholiques tenaient des conciliabules, parlaient de leurs droits menacés, des libertés du royaume violées. D'abord très peu nombreux, — ils n'étaient encore que cinq lorsque pour la première fois ils exposèrent leurs griefs à la diète (Prague, 1465), — ils étaient seize à la fin de l'année. Ils n'entraînèrent pas tous les Seigneurs, ni même toutes les familles catholiques, mais ils se trouvèrent assez puissants pour former une ligue qui se donna pour mission de défendre les privilèges du pays contre les usurpations royales (28 novembre): ce fut l'Union de Zéléna-Hora (Grünberg) [1]. C'était un symptôme grave et une complication redoutable! Le point d'appui que le pape avait vainement cherché dans les États voisins, il le trouvait maintenant en Bohême. Les Ligueurs eurent grand soin, il est vrai, de séparer leur cause de celle de Paul II, de n'inscrire sur leur drapeau que le mot : libertés publiques. Ils conservaient ainsi l'espoir d'entraîner les Seigneurs calixtins, évitaient surtout, ce qu'ils redoutaient fort, la défection et peut-être l'insurrection de leurs propres sujets utraquistes; puis, en conservant une attitude indépendante de Rome, ils comptaient se faire payer plus cher leur alliance. En somme, cette distinction importait peu. Il était fatal que, dans un temps plus ou moins rapproché, l'accord se fît entre tous les ennemis de Podiébrad; les mécontents politiques iraient se perdre dans le gros des troupes catholiques.

L'intérêt évident du roi était de traiter avec ses adversaires. Aucun sacrifice n'aurait dû lui paraître trop dur pour étouffer dans son germe une révolte qui, si on ne la coupait pas dans sa racine, allait se répandre rapidement et mettre en péril l'existence même de la monarchie. Seulement il ne suffit pas qu'une entente soit désirable, il faut encore qu'elle soit possible [2]. Était-ce le cas ici? Quelles étaient les visées

1. *Archiv tchesky*, IV, p. 110.

2. C'est là un point essentiel sur lequel je me sépare de Markgraff, qui a publié un travail fort remarquable sur la Ligue de Zéléna-Hora (*Sybel's histor. Zeitschrift*, XXXVIII). Il croit que Georges aurait pu désarmer les Ligueurs et que son ambition compromit tout en ne voulant rien céder. La conduite des Seigneurs et en particulier celle de Zdéniek me semble prouver qu'il aurait été impossible de trouver un terrain d'entente.



de Zdéniek et de quel prix aurait-il fallu acheter sa soumission? Il est fort difficile de répondre avec précision à cette question, et justement, semble-t-il, parce qu'il ne voulait pas la paix et était décidé à aller jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la chute de Georges. Comme les griefs qu'il avançait n'étaient en général que des prétextes, les satisfactions qu'on lui offrait étaient toujours insuffisantes. S'il ne précipita pas les hostilités, ce fut uniquement parce qu'il ne jugeait pas le moment propice, voulait fortifier son parti, attendait que ses propres manœuvres et les tentations et les menaces du pape eussent produit leur plein effet. Les libertés et les droits du pays pour la défense desquels il prétendait s'armer, lui étaient absolument indifférents. On le vit bien lorsqu'aux dernières propositions de Georges, il répondit en demandant que les privilèges du royaume fussent confirmés par l'Empereur, parce que, disait-il, le roi de Bohème est le vassal de l'Empereur romain [1]. Emporté par la haine et la cupidité, il se rendait coupable de la plus honteuse trahison envers son pays dont il livrait l'indépendance en reconnaissant la suzeraineté impériale, contre laquelle les Tchèques n'avaient jamais cessé de protester. La seule excuse que l'on puisse invoquer en sa faveur, c'est une sorte d'inconscience, mais cette inconscience prouve à quel point l'égoïsme avait étouffé chez cet homme tout sentiment national et combien il était impossible de trouver en lui quelque fibre généreuse et loyale. Quelles concessions auraient suffi à le désarmer!

Sans doute, tous les Seigneurs n'avaient pas la même absence de scrupules ni la même indépendance de cœur. Parmi les signataires de l'Union de Zéléna-Hora, plusieurs ne se firent que très lentement à la pensée d'une révolte ouverte, et leurs hésitations continrent assez longtemps l'impatience des autres. Le groupe qui s'obstinait aux négociations, avait pour principaux chefs les évêques d'Olomouts et de Breslau. Jost de Rosenberg avait longtemps cru qu'il

1. Tomek, VII, p, 141.



finirait par ramener Georges à la foi romaine; il ne se décidait pas à renoncer à ses illusions, et son cœur brûlant de patriotisme se serrait à l'idée des catastrophes et des ruines qu'entraînerait la rupture. « Il est à craindre, écrivait-il à la reine Jeanne dans une lettre très curieuse, que si nous ne nous soumettons pas au pape, la parole de l'Écriture ne se réalise : tout royaume divisé contre lui-même périra. Et les étrangers nous railleraient, seraient heureux de nous écraser et partageraient notre pays, ce dont Dieu nous garde [1] ! » Jusqu'à la dernière heure, il resta incertain, l'âme déchirée, et à plusieurs reprises sa tiédeur et ses doutes lui attirèrent les amers reproches des bourgeois de Breslau et des légats qui l'accusaient de préférer la Bohême à l'Église [2]. Beaucoup de catholiques tchèques partageaient ces tristesses; la plupart d'ailleurs protestaient contre les théories ultramontaines et l'ingérence du pape dans les affaires intérieures du royaume. « Je suis un fidèle catholique,—écrivait au légat à Breslau le protonotaire et référendaire apostolique, Jean de Rabenstein,—soumis comme il convient à la Sainte Église et au Saint-Siège... Mais je n'entends pas que les choses laïques et spirituelles soient confondues, et je veux que chacune des deux puissances reste dans son domaine, sans franchir ses limites et sans nuire à l'autre. » [3] L'évêque Tas de Boskovitse exprimait les mêmes idées [4]; il resta sou-

1. 1467, *Vybor*, II, p. 723.

2. Il y avait eu, à Breslau, entre le légat,— archevêque de Crète—, et Jost une scène des plus violentes. Les princes de Silésie se jetèrent entre eux pour éviter une rixe, tandis que les conseillers se hâtaient de fermer les portes, pour que le bruit de la querelle ne transpirât pas au dehors, car « dans les dispositions du peuple, tout était à craindre pour l'évêque » (1463). Même après l'ouverture des hostilités, l'évêque resta suspect à ses fidèles, et sa mort (13 décembre 1467) fut accueillie par eux avec satisfaction.

3. Le traité de Jean de Rabenstein, prieur de Vychehrad, est une des preuves les plus remarquables de l'apaisement des passions religieuses. Il proteste avec une douleur attendrie contre la rigueur hâtive des papes et déplore les malheurs que la guerre a déchaînés. Son patriotisme lui inspire des accents d'une éloquence pénétrante; c'est un des documents les plus précieux pour l'état des esprits à cette époque et les plus honorables pour Georges. Il a été publié par Bachmann, *Dialogus Johannis Rabensteinensis*, dans les Archiv für œsterr. Gesch. t. LIV, p. 353, Vienne 1876.

4. V. sa lettre à Zdéniek de Sternberg, *Archiv tchesky*, IV, 121.

mis au roi aussi longtemps qu'il le put sans se mettre ouvertement en lutte avec le pape, et il assista d'un cœur désolé aux atrocités de la guerre [1].

L'histoire, sévère pour les intrigues de Zdéniek, éprouve une sympathie et une pitié profondes pour ces hommes qui connurent les angoisses d'une redoutable crise morale et ne se séparèrent du roi que parce qu'ils étaient convaincus que le devoir l'exigeait. Mais quelle action Podiébrad avait-il sur eux? Leurs scrupules opposaient à toutes ses tentatives de conciliation une barrière aussi invincible que l'ambition des autres. Plus leur âme était noble, plus leur orthodoxie était inflexible [2]. — Quels que fussent ainsi les mobiles des ligueurs, toute entente était impossible. Certaines situations sont inextricables, il était nécessaire que l'Union de Zéléna-Hora aboutît à une insurrection armée.

Dans ces conditions, Georges ne fut-il pas imprudent de prolonger les négociations? — En somme les ligueurs avaient tout avantage à gagner du temps. En 1465, ils n'étaient qu'une poignée; plus que les prédications et les anathèmes du prélat ou les vantardises de Breslau, les tergiversations du roi leur servent : ils recrutent peu à peu de nouveaux adhérents, occupent d'importantes positions. Plzen, qui avait toujours été la capitale des Catholiques tchèques, se prononce contre Podiébrad [3] (1466); l'administrateur et le cha-

1. V. sa lettre à Tsibor de Tsimbourg, *ibid.*, p. 142. L'abandon de Protas causa à Georges et à ses partisans une vive irritation, précisément parce qu'ils avaient cru pouvoir compter sur lui sans réserve.

2. Il y avait aussi un parti ultramontain, peu nombreux, mais très ardent; il avait pour principaux représentants Paul Zidek, et surtout l'administrateur catholique, Hilaire de Litomierjitse, cet idiot d'Hilaire, comme l'appelle Jean de Rabenstein. L'hérétique, dit Hilaire, dans la société chrétienne, ne possède et ne peut avoir aucun droit, et le pape, en sa qualité de juge supérieur, a le devoir et le droit de le priver de toute puissance et de toute dignité. L'autorité suprême appartient au pouvoir spirituel, dont le pouvoir temporel doit exécuter les ordres. Si le roi s'y refuse, c'est aux seigneurs à l'y forcer même par la révolte, car « il y a aujourd'hui un roi et demain un autre, mais les familles demeurent éternellement. » Les seigneurs élisent le roi de Bohême, mais l'archevêque le couronne et le confirme : aussi Georges eût-il été élu cent fois, si le Saint-Père ou à sa place l'archevêque refuse de le reconnaître pour de sages et légitimes raisons, il n'a aucun droit sur le pays de Bohême.

3. La plupart des villes, au contraire, demandaient au pape la permission



pitre catholiques s'y réfugient, et il se forme ainsi en pleine Bohême un centre de résistance, qu'il ne serait pas aisé de détruire. Les diverses oppositions, d'abord distinctes, politique et religieuse, bohême et silésienne, se rapprochent, et leur union les rend plus fortes et plus exigeantes. Lorsque Georges dénonce enfin les hostilités (1467), la révolte dispose de forces considérables et elle peut soutenir la lutte sans trop de désavantage. Par une erreur qui n'est pas sans analogie avec celle qu'il avait commise dans ses négociations avec la Curie, le roi a fait preuve de trop de bonne volonté et de longanimité ; il s'est laissé entraîner trop loin par son humeur pacifique et sa préférence pour les moyens diplomatiques. Dlugos, peu favorable à Georges, le loue « de ne s'être jamais montré rapide à verser le sang. » C'est là, en effet, un des traits essentiels de son caractère. La patience n'a-t-elle pas ici dégénéré en faiblesse? Le meilleur moyen, sinon d'empêcher, du moins de limiter la guerre, n'eût-il pas été d'agir avec plus de résolution? Dans certains cas, la seule chance de conjurer le péril est de lui courir sus.

Mais que de circonstances atténuantes pouvait invoquer Podiébrad, et comme il est naturel qu'il ait essayé de tous les moyens pour éviter ou retarder la guerre inexpiable qu'il redoutait! Ses ressources étaient grandes, non telles que l'on dût prévoir un succès rapide. Il n'avait presque pas d'armée régulière : pour troupes, des milices féodales ou municipales, et c'était avec ces troupes mal organisées, qui se rassemblaient difficilement et se dispersaient vite, qu'il allait falloir assiéger de nombreux châteaux et des villes populeuses et bien fortifiées. Toute la puissance des Hussites s'était jadis brisée devant Plzen. Même si la fortune le protégeait, il s'agissait d'une lutte de plusieurs années, non pas d'une grande guerre rapide et glorieuse, mais d'une série indéfinie d'escarmouches, de razzias, de combats de villages à villages, de domaines à domaines, dont

de ne pas prendre parti contre Georges, ainsi Boudiejovitse, Most, Cheb (Eger).

la Bohême sortirait épuisée et appauvrie. Et que d'incidents à craindre! Le premier résultat de la déclaration de guerre était de forcer sur le champ à se prononcer tous ceux qui étaient encore indécis, de grossir l'armée pontificale de tous les timides et les tièdes. L'événement le prouva : dès l'ouverture des hostilités, la Silésie presque entière, les deux Lusaces, les grandes villes de Moravie passèrent aux insurgés. Ne valait-il pas mieux prolonger l'équivoque tant qu'on le pourrait, ne pas mettre les catholiques dans la nécessité de choisir entre leur roi et leur foi? Georges d'ailleurs n'était plus ce qu'il était au moment de la surprise de Prague. Il avait beaucoup vieilli, beaucoup grossi, souffrait des premières atteintes de l'hydropisie dont il mourut quelques années plus tard. Enfin, il n'avait pas les mains complètement libres, et l'attitude de ses partisans l'obligeait à des ménagements. Les longues années de paix avaient amolli les âmes, et les Utraquistes ne prenaient pas volontiers leur parti d'une nouvelle guerre civile. Les plaintes des seigneurs contre les usurpations du roi n'étaient pas non plus sans écho parmi les nobles fidèles; l'esprit de caste était puissant chez eux, ils poussaient aux concessions, demandaient des négociations, croyaient aux compromis : l'énergie du souverain eût été vite suspecte, on l'aurait aisément accusé de sacrifier à ses rancunes les intérêts généraux de la nation. Il y eût eu un grand rôle à saisir, réveiller les passions révolutionnaires, soulever la plèbe contre la noblesse et fonder sur les ruines du parti aristocratique et catholique une royauté indépendante et populaire. L'idée n'en vint même pas à l'esprit de Podiébrad. Déchaîner une jacquerie, lui qui avait horreur de la violence, du désordre, de l'anarchie! Et d'ailleurs, le parti révolutionnaire existait-il encore? Il avait été terriblement décimé et son abattement moral était plus grand encore que sa faiblesse matérielle [1].

1. Un pamphlet contre les habitants de Plzen et les seigneurs invite le roi avec l'aide des chevaliers, des bourgeois et des paysans, à chasser les seigneurs du pays. On trouve aussi çà et là une allusion à une certaine agitation populaire. On pourrait enfin rattacher à ce mouvement des pamphlets,



En somme, quand on tient compte de toutes les données du problème, tout en avouant que les lenteurs du roi profitèrent dans une certaine mesure à la Ligue, on se demande si toute autre conduite était possible ou n'eût pas été encore plus dangereuse et si le parti auquel le poussaient son âge et ses dipositions morales et physiques, n'était pas après tout le meilleur : ajourner le plus longtemps possible les hostilités, puis, une fois la guerre commencée, la pousser avec vigueur. Il n'épargna pas sans doute ainsi à la Bohême les souffrances et les désastres dont il aurait voulu la préserver; mais il maintint du moins autour de lui la majorité de la nation, sauva le principe de l'unité nationale et de la réforme religieuse et laissa aux Tchèques, comme consolation de leurs pertes matérielles et gage d'avenir, une gloire impérissable.

Les événements se précipitaient et l'horizon devenait plus sombre. Le légat que Paul II avait envoyé à Breslau en 1464, était muni des instructions les moins pacifiques. Très irrité du peu d'effet de son intervention en faveur de Hyniek de Bitov, un rebelle tchèque qu'il avait pris sous sa protection et dont le château, Zornstein, fut rasé par le roi (1465), le pape avait dans un consistoire public renouvelé ses accusations contre Podiébrad et chargé trois cardinaux d'instruire son procès (28 juin 1465). Juges impartiaux! Deux de ces cardinaux, Bessarion et Carvajal, étaient connus par leur hostilité contre les Hussites. Sans même attendre leur décision, le pape avait pris une série de mesures qui ne laissaient aucun doute sur ses intentions. Il avait déclaré sans valeur les serments prêtés à un hérétique, interdit d'obéir au roi et de lui fournir des secours, et promis son appui à tous ceux qui secoueraient son autorité. Le

satires, chansons contre les évêques ou le pape. Eschenloer raconte qu'on voyait à Prague une peinture qui représentait un arbre sur lequel mûrissaient et d'où se détachaient de belles femmes nues; sous l'arbre, le pape, les cardinaux, des évêques, des moines, des prêtres, étendaient leurs manteaux et recevaient les femmes. Malgré ces symptômes isolés, il ne semble pas que l'agitation ait été bien vive, et Georges s'appliqua plutôt à la modérer et à la contenir qu'à la développer.

2 août, après une instruction pour la forme, les cardinaux renouvelaient contre Georges de Podiébrad « qui se prétend roi de Bohême », la citation à comparaître déjà lancée par Pie II. On lui accordait un délai de 180 jours pour se justifier. Cette citation devait être affichée sur la porte des églises des diocèses de Salzbourg, Ratisbonne, Bamberg et Meissen. Quatre jours après, Paul II donnait à son légat Rodolphe les pleins pouvoirs nécessaires pour frapper des peines les plus sévères les alliés de Podiébrad et abolir tous les traités conclus avec lui. Les violences de langage de ces bulles, dans lesquelles le roi était appelé fils de perdition, monstre odieux, brebis galeuse, en accentuaient encore la rigueur, en même temps qu'elles jetaient sur le caractère du pontife un jour assez peu favorable. Le 8 décembre 1465, c'est-à-dire avant que le délai fixé par les cardinaux pour la comparution de Georges fût expiré, le pape déclarait ses sujets déliés de leur serment de fidélité. Le 6 février 1466, il repoussait sans discussion les propositions du duc de Bavière en faveur du monarque bohême. A la fin de la même année, au moment où le roi comptait sur l'intervention des princes allemands, le pape, pour couper court à toutes les tentatives de médiation, lançait solennellement l'excommunication majeure contre le chef des Hussites.

Le 29 décembre 1466, une foule de plusieurs milliers de personnes était rassemblée pour entendre la sentence pontificale. L'avocat général, de Barencellis, rappela les dangers que le Hussitisme faisait courir à la religion et flétrit le roi qui le protégeait. Le procureur de la foi, de Gubbio, prit ensuite la parole : L'Église, dit-il, depuis longtemps irritée, n'avait rien négligé pour améliorer un état de choses dont elle comprenait les inconvénients; depuis longtemps, le roi était cité devant son tribunal : la cause avait été étudiée avec soin, la commission à laquelle on avait remis la décision avait terminé ses travaux; il ne restait plus qu'à prononcer la sentence. — L'accusé n'avait pas comparu et personne n'avait présenté sa défense : on considéra que c'était la faute de Podiébrad et on passa outre. Un archevê-



que et trois évêques sortirent devant la porte de la salle et renouvelèrent la citation : personne ne répondit. Paul II se leva alors, et, dans un long discours, fit l'apologie de la conduite du Saint-Siège, blâma vivement celle du souverain tchèque et ordonna de lire le jugement. Georges de Kounstat-Podiébrad, qui se dit roi de Bohême, hérétique, relaps et fauteur d'hérésie, oppresseur et persécuteur des vrais chrétiens, parjure et spoliateur de l'Église, a mérité les châtiments qui, à toutes les époques, ont été réservés à de pareils crimes. Il est dépouillé et déchu de ses dignités de roi, margrave, duc et de toutes celles qu'il possède, de quelque nature qu'elles soient, et déclaré indigne à toujours de ses fonctions, lui et ses successeurs. Tous les chrétiens, quel que soit le lien qui les rattache à lui, sont dégagés de leurs promesses [1].

L'effet de l'excommunication ne fut ni aussi prompt ni aussi universel que l'avait espéré Paul II. En Allemagne, dans les universités de Leipzig et d'Erfurth, on contesta la validité de la sentence pontificale; en Bohême, un assez grand nombre de catholiques demeurèrent, après comme avant, fidèles à Georges : d'autres essayèrent du moins de conserver la neutralité. Mais cela devenait de plus en plus difficile : la guerre était ouverte et le temps des demi-mesures était passé. Déjà les hostilités avaient commencé. Le 20 mars 1467, le pape avait confirmé Zdéniek de Sternberg dans ses fonctions de chef de la Ligue des seigneurs, et les rebelles de Bohême, de Moravie, de Silésie et de Lusace, abandonnant les points de vue particuliers auxquels ils s'étaient jusqu'alors tenus, confondaient leurs rancunes et ne formaient plus qu'une grande Union catholique (1467).

Georges fit preuve alors d'autant de décision et d'énergie qu'il avait montré de mansuétude et de longanimité. Le 14 avril (1467), il réunit dans une assemblée solennelle les principaux membres des deux partis présents à Prague et

1. La sentence a été publiée pour la dernière fois dans les *Scriptores rer. Siles.*, IX, 211-214. Cp. pour le récit de ces événements Bachmann, I, p. 591.



leur lut une déclaration qui était l'œuvre de Grégoire Heimbourg : il se plaignait des procédés illégaux et arbitraires du pape et protestait contre le jugement irrégulier qui l'avait frappé : il était pénétré de respect pour le Saint-Siège, mais suffit-il d'être élu pape pour s'élever au dessus des erreurs et des faiblesses humaines? L'exemple de Paul prouvait malheureusement le contraire, et ses rigueurs gratuites permettaient à Georges de dire qu'il ne pouvait s'en remettre à lui avec confiance du soin de décider de son sort. Il en appelait donc de Paul II au Saint-Siège lui-même, si Dieu voulait que le pape revînt à de meilleurs sentiments et procédât envers lui comme il convient de procéder envers un roi. Un évêque en effet ne peut être jugé que par ses pairs, et un roi qui commande dans son royaume aux évêques et aux archevêques, serait responsable devant le premier tribunal venu! Si le pontife persistait dans sa colère, il en appelait au premier des conciles généraux qui, suivant les règlements de l'assemblée de Constance, devaient se réunir tous les dix ans. — Le doyen Hilaire protesta en rappelant que Pie II, au concile de Mantoue, avait interdit tout appel de ce genre. Le roi lui répliqua froidement qu'on ne lui avait pas laissé d'autre moyen de défendre son honneur et qu'il suivait l'avis d'amis fidèles et de juristes éprouvés. L'appel fut communiqué au pape et à la plupart des princes étrangers.

La guerre avait éclaté presque en même temps dans les régions les plus diverses du royaume. Partout, en effet, les deux partis, royaux et ligueurs, étaient en présence. Pas de grands faits d'armes, de batailles retentissantes, mais un nombre infini d'escarmouches, de sièges et de surprises, et toutes les suites des discordes civiles et des haines religieuses, les massacres, le pillage, l'incendie, la férocité de la brute humaine lâchée, qui ne se contente pas de mettre l'adversaire hors de combat, mais se grise des larmes qu'elle fait couler et des supplices qu'elle invente, les instincts les plus sauvages et les passions les plus ignobles, aiguisés par les rancunes de voisinage, surexcités par la religion et jus-



tifiés par elle. Quelques bandes de croisés, ravis de cette agréable occasion de faire leur salut, plus heureux encore de piller un pays enrichi par une longue tranquillité, s'étaient armés à la voix du légat et avaient franchi la frontière : ils n'apportaient aux ligueurs aucun appui sérieux, mais imprimaient à la guerre un caractère plus atroce encore. Ils brûlaient les villages, massacraient les habitants, violaient les femmes. Ces excès provoquaient de cruelles représailles, d'autant plus coupables qu'ils n'avaient aucune importance pour l'issue de la guerre.

La fortune avait semblé d'abord vouloir sourire aux insurgés. Malgré tout, leur situation était critique : les forces du roi étaient incontestablement supérieures ; il répara très rapidement ses premiers échecs et reprit partout l'avantage. Les Catholiques tchèques avaient contre eux la grande majorité du peuple ; leurs sujets surtout les inquiétaient : en grande partie calixtins, ils refusaient de soutenir leurs seigneurs et abandonnaient leurs domaines plutôt que de s'armer contre leur foi. Les ressources des rebelles s'épuisaient rapidement ; ils étaient perdus, s'il ne leur arrivait pas un secours du dehors.

Le pape, fort généreux en promesses, ne leur envoyait ni soldats ni argent ; en revanche, il menait une campagne diplomatique fort active, mais dont les résultats paraissaient encore assez vagues, tant Georges mettait d'habileté à parer les coups. L'Empereur, dans un de ses brusques revirements dont il était coutumier, était pour le moment favorable à la cause pontificale, mais les années n'avaient pas augmenté son activité, il avait assez à faire dans ses propres États pour ne pas se risquer à une guerre redoutable, et on savait qu'il suffirait d'une pointe heureuse du roi de Bohême pour le ramener à l'alliance tchèque. Pour l'instant, il avait détaché de Georges son ancien allié, Louis de Bavière, mais l'opinion publique en Allemagne restait en général bien disposée pour Podiébrad : les Hohenzollern surtout le soutenaient, et la diète de Nuremberg, en 1467, avait refusé d'appuyer les prétentions pontificales. De ce côté, en somme,

aucun espoir. La Curie n'était pas plus heureuse avec la Pologne : grave déception pour elle qui n'avait jamais pu s'imaginer que Casimir refuserait obstinément la couronne de Bohême. Elle la lui avait presque imposée. Casimir n'abdiquait pas ses prétentions à l'héritage de Ladislas, protestait de son dévouement à la foi catholique, mais témoignait d'une extrême répugnance, au lendemain de sa guerre contre l'Ordre Teutonique, à se lancer dans une nouvelle expédition. Dans cette détresse, la cour de Rome se résigna à accepter les offres du seul roi qui fût prêt à la servir, ou à se servir d'elle, Mathias de Hongrie.

Mathias Corvin (1458-1490), n'avait que quinze ans quand il avait été nommé roi par la diète. Les exploits de son père, le regain de popularité qu'avaient valu à sa maison l'odieuse perfidie de Ladislas et l'exécution de son frère, les calculs des magnats qui pensaient qu'un roi élu favoriserait leurs empiètements, avaient entraîné la résolution des États. Il y avait entre sa situation et celle de Georges tant de points de contact que leur alliance semblait naturelle, presque fatale. Elle se maintint en général tant que vécut la fille de celui-ci, la belle Catherine, que Mathias avait épousée. Même dans cette première période cependant, elle fut troublée par quelques nuages. Georges, jusqu'à la dernière minute, refusa pourtant de croire aux mauvais desseins de Mathias contre lui : il pensait que le roi de Hongrie se rappelait toujours les liens qui les avaient unis et l'appui qu'il avait reçu de la Bohême au moment de son élection ; il oubliait volontiers que dans plus d'une circonstance il n'avait pas mis assez de soin à ménager cette précieuse amitié. Mathias avait trop d'ambition pour ne pas être tenté de profiter de l'occasion que lui offraient les difficultés au milieu desquelles se débattait Podiébrad, trop d'égoïsme pour se laisser arrêter par des scrupules ou des considérations sentimentales, et il avait trop de mémoire pour ne pas se souvenir qu'à diverses reprises, la conduite de Georges envers lui avait été incertaine et louche. Il avait été fort occupé les premières années à réprimer les insurrections et à protéger ses frontiè-



res. Au milieu des embarras de toutes sortes dont il avait triomphé, il avait déployé et développé des facultés de premier ordre. Peu de souverains ont eu au même degré l'énergie indomptable qui brise toutes les résistances et cette sorte de charme prestigieux qui déconcerte les oppositions. On a quelque peine à comprendre l'attraction qu'il exerçait, quand on songe aux traits saillants de son caractère : injuste, cruel, perfide, voluptueux, il n'était pas aimable, il était pire ; il ne plaisait pas, il séduisait. Malgré les sacrifices énormes qu'il imposa à son peuple, il en fut toujours l'idole : les États ne lui refusèrent jamais les secours qu'il leur demanda ; tant qu'il fut là, toute tentative pour secouer le joug parut vaincue d'avance : les essais de révolte en gardent quelque chose de timide et d'hésitant.

Dès qu'il fut solidement établi sur son trône, il chercha à étendre ses domaines. Il eût été plus raisonnable de concentrer ses forces contre les Turcs, mais les conquêtes étaient plus hasardeuses et moins retentissantes du côté du sud que vers le nord et l'ouest. Son ambition hâtive l'engagea ainsi dans des entreprises, plus hardies que sensées, dont le succès même ne compensa pas toujours les périls et les dépenses. Général heureux non moins que diplomate adroit, il força la victoire, réussit même à soumettre les pays qu'il avait conquis, mais non à fonder le grand empire qu'il espérait créer. A sa mort, la Hongrie, surmenée, était épuisée ; les provinces annexées, en pleine fermentation ; les magnats n'attendaient qu'une occasion pour revendiquer leurs privilèges ; la gloire même qu'il a méritée est de mauvais aloi et plus bruyante que solide. En admirant ses qualités d'homme d'état, on déplore l'usage qu'il en fit, et que, pour assouvir ses passions égoïstes, il ait engagé la Hongrie dans une guerre contre la Bohême, guerre qui, en présence des Turcs, était presque sacrilège. Il semble aussi que les difficultés qu'il se créa volontairement ainsi, contribuèrent à accentuer quelques-uns des traits les plus fâcheux de sa nature, la volonté inexorable qui sacrifie tout au but entrevu et l'égoïsme farouche que ne contiennent ni la peur ni le

remords. Malgré son instruction et bien qu'il se piquât même de science et de théologie, il avait conservé quelque chose du chef de bande des invasions hunniques : le peuple magyar se reconnaissait en lui avec sa fougue, son éloquence, sa vivacité et sa finesse d'esprit, son indomptable énergie, son ignorance des scrupules et son mépris des ménagements, sa fierté nationale et son dédain des autres races. Tout en lui révélait le soldat, *son regard de lion*, ses grands yeux noirs, brillants, souvent injectés de sang, son nez droit, sa large poitrine, ses épaules puissantes. Passé maître dans tous les exercices physiques, cavalier incomparable, supportant sans se plaindre toutes les fatigues et toutes les privations, d'une audace presque folle, inébranlable dans les revers, insolent dans la prospérité, les combats étaient son élément et la guerre était pour lui plus qu'un goût, un besoin. Son âme exubérante méprisait une tâche ordinaire, et il se sentait à l'étroit dans un seul royaume, quelle qu'en fût l'étendue.

Comme Georges d'ailleurs, il était l'instrument d'une transformation dont il n'avait pas une claire conscience, et ses instincts de rapine préparaient l'œuvre de l'avenir. Le mouvement de concentration qui, vers la même époque, se traduisait dans l'Europe occidentale par la constitution des monarchies francaise, anglaise et espagnole, agitait aussi l'Europe orientale. La nécessité d'union était même ici d'autant plus évidente qu'il fallait faire face aux Turcs. On a quelque peine aujourd'hui à prendre fort au sérieux les dangers de l'invasion ottomane et on ne tient pas assez compte du rôle énorme qu'a joué la terreur musulmane dans toute l'histoire des populations exposées à leurs attaques. On oublie trop vite que jusqu'à la fin du XVII[e] siècle une moitié de la Hongrie appartient au sultan et qu'en 1683 Vienne a été en grand danger. Comment les États que menaçait le même péril et qui, isolés, étaient trop faibles pour le conjurer, n'eussent-ils pas été tentés de mettre en commun leurs ressources et leurs destinées ? Cette question de la formation d'un grand empire oriental préoccupe plus o[u] [m]oins

tous les souverains de la Bohême, de la Hongrie et de l'Autriche, au XVe et au XVIe siècle. Bien que la solution fût indiquée, le problème était des plus délicats. Il s'agissait de rassembler dans une immense monarchie des peuples différents par la race, la langue, les goûts, les habitudes, les intérêts, qui avaient déjà derrière eux des siècles de souvenirs et que séparaient des haines invétérées et des torrents de sang. Dans ces conditions, l'union devait presque fatalement prendre la forme de la conquête, et il était évident que les utiles conséquences générales qu'on pouvait en espérer, ne paraîtraient pas aux vaincus une compensation suffisante de la domination étrangère et de la perte de leur nationalité étroite. Elle ne fut ainsi jamais acceptée, mais imposée, et resta précaire jusqu'au moment où des défaites irrémédiables brisèrent les forces de résistance et où ceux qu'avait trahis la fortune, s'abandonnèrent inertes à une fatalité maudite. L'union se fit plus tard au profit de l'Autriche, à l'époque de Ferdinand Ier et de Ferdinand II ; elle avait été réalisée un moment au profit de la Bohême, en droit sinon en fait, à l'époque de Ladislas ; Mathias voulut la faire au profit de la Hongrie, mais sans y réussir.

Depuis 1464, il n'était pas très bien disposé pour Georges. Lorsque Marini était venu lui proposer la main d'une autre fille du roi de Bohême, il avait refusé assez sèchement [1]. Les grands projets de confédération européenne l'avaient laissé plus froid encore; il devinait que cette vaste ligue ne lui fournirait pas des secours bien réels contre les Turcs, et il était choqué de la place prépondérante que se réservait Podiébrad. Comment d'ailleurs son avidité inquiète et sa vigilance en quête d'occasions n'auraient-elles pas aperçu immédiatement les perspectives favorables que lui ouvrait la probabilité d'une rupture de la Bohême avec la papauté? Tandis que Georges comptait sur sa médiation, il avait déjà fait ses offres de service au Saint-Siège. « Très Saint-Père, écrivait-il le 2 octobre 1465, je me suis voué une fois pour

1. Bachmann, I, 488-90.



toutes et sans condition, moi et mon royaume, à la Sainte Église Romaine et à Votre Sainteté. Il n'y a pas de tâche, quelque difficile et dangereuse qu'elle soit, qui ne me trouve prêt à l'accomplir, surtout quand il s'agit de défendre la foi catholique et d'anéantir l'incrédulité des méchants. Les anciens traités, que m'a imposés la nécessité du moment et que, je ne l'ignore pas, l'autorité apostolique a le droit d'annuler, ne m'arrêteront pas, et la puissance de personne au monde ne m'effraiera. Aussi, qu'il s'agisse des Bohêmes ou des Turcs, Mathias et ses Hongrois sont prêts : toutes mes forces et celles de mon royaume demeurent dévouées par-dessus tout à Votre Sainteté [1]. »

Les prétextes de plaintes ne manquaient pas. Les frontières nord et ouest de la Hongrie étaient infestées de hordes de pillards dont l'origine remontait aux bandes militaires hussites et que l'on appelait, d'un mot bohême, les Zébraques, les mendiants. Ils n'avaient plus de bohême que le nom et étaient composés d'aventuriers de tous pays, attirés par l'espoir du butin et le charme d'une vie de hasards; Mathias s'obstinait à rendre Georges responsable de leurs incursions, bien que ce dernier n'eût en réalité ni pouvoir ni droit sur ces condottieri. En 1466, les récriminations magyares devinrent si aigres qu'on craignit une guerre immédiate : une invasion des Turcs en Transylvanie rappela Mathias vers le sud et lui conseilla la modération. La cour de Rome répondait assez froidement à ces invites. Était-ce souci des intérêts généraux de la chrétienté et regret d'épuiser dans une guerre privée des forces si nécessaires ailleurs? — Ce n'est pas impossible. — Il est plus probable qu'elle se défiait quelque peu de cet auxiliaire, dont elle connaissait la turbulence et la hauteur. Mais plus encore que le pape, les seigneurs tchèques hésitaient : ils étaient fort au courant des affaires de Hongrie, et le nouveau maître qui se proposait à eux, n'était pas de leur goût. L'événement se chargea de justifier leurs incertitudes, et les provinces qui devinrent

1. V. Palatsky, IV, 2, p. 361, note.



définitivement la proie de Mathias, la Moravie, la Silésie, se repentirent vite de la faute qu'elles avaient commise en le préférant à Georges. Il était soucieux de l'ordre public et des intérêts de ses sujets, mais il exigeait en revanche beaucoup d'argent et une obéissance sans réserve. « Vous avez dansé, répondait un jour un de ses favoris, Georges de Stein, à ces *paysans* de Breslau, qui lui exposaient leurs griefs, il vous faut payer les violons. On vous réduira à ne plus avoir l'insolence de guerroyer avec les rois, de leur refuser obéissance et de les traiter d'hérétiques[1]. »

Avant de prendre la main qu'il leur tendait, les ligueurs frappèrent à toutes les portes. En vain : personne ne répondit à leur appel. Ils ne pouvaient pas cependant attendre indéfiniment : Podiébrad poursuivait ses succès, une plus longue hésitation aurait causé leur ruine. Plutôt que de se soumettre, ils se contentèrent du seul allié qui se présentât. Même alors, leur attitude marque le peu d'enthousiasme que leur inspirait Mathias : ils ne se livraient pas complètement, ne lui accordaient que le titre de protecteur. Lui, de son côté, très accommodant, ne se blessait de rien, affichait le plus pur désintéressement : il comptait sur l'entraînement et le temps ; le premier pas fait, il saurait bien les mener où il voudrait. Au commencement de 1468, l'accord était fait entre les adversaires de Georges, et Mathias lui déclara la guerre.

L'entrée en ligne de la Hongrie releva le courage des Catholiques, fort abattu. L'armée magyare était formidable, organisée selon les nouvelles théories mises à la mode par les Hussites, aguerrie par de nombreuses expéditions, renforcée par des bandes mercenaires éprouvées, pleine d'enthousiasme pour son chef : la cavalerie surtout était redoutée, à juste titre. Le pape, sentant que le moment était décisif, redoublait ses condamnations et lançait ses dernières foudres. Fanatisées par ses promesses, quelques nouvelles bandes de croisés franchissaient la frontière ; elles étaient,

1. Cp. Grünhagen, *Gesch. Schlesiens*, I, p. 338 et 352.



sinon un danger, au moins un embarras. Symptôme plus grave : les catholiques, qui étaient demeurés soumis au roi jusqu'alors, étaient de plus en plus troublés dans leur conscience, et la résolution des plus hardis n'allait qu'à ne pas prendre les armes contre lui, mais non à le secourir. Cette timidité s'emparait aussi des autres princes, et, si les mieux disposés risquaient encore quelques observations à Rome, il n'avait à compter sur aucun secours effectif.

Même dans ces conditions si inégales, Georges soutint sans désavantage l'assaut de la coalition catholique, et, à le voir ainsi balancer la fortune, on se prend à regretter qu'il n'ait pas cru devoir accepter plus tôt le combat et que ses lenteurs aient laissé à ses adversaires le temps de s'organiser et de se renforcer. Mais, d'autre part, ses tergiversations semblent naturelles et se justifient, dès que l'on pense à la violence des passions déchaînées et aux épouvantables souffrances du pays. Il ne lui était plus possible d'empêcher l'invasion de la Bohême, et les bandes hongroises, renouvelant les fureurs des croisés, ruinaient le pays pour se consoler de ne pas pouvoir le conquérir. Même à ce moment-là d'ailleurs, en dépit des justes colères provoquées par tant de dévastations et d'atrocités, il songeait à un compromis, le désirait, l'attendait. Il ne croyait pas surtout à une guerre sérieuse avec Mathias, ne voyant dans son défi qu'une folie de jeune homme. Il gardait dans un coin de son cœur un peu de tendresse pour ce roi qu'il avait si longtemps appelé son fils. Pendant l'hiver de 1469, Mathias s'était imprudemment aventuré en Bohême : il fut surpris dans une position désavantageuse et cerné par l'armée hussite beaucoup plus nombreuse, près de Vilemov. Les Hongrois, affaiblis par les privations et le froid, étaient perdus; les Tchèques brûlaient d'impatience de venger leurs souffrances sur « l'ennemi de la patrie »; de toutes parts accouraient des paysans, armés de faux, de fléaux, de haches, de pieux. La désillusion et la tristesse furent extrêmes quand on apprit que le roi signait une trève avec les Hongrois, leur accordait une libre retraite, sans même exiger un traité,



sans garantie, sur une promesse vague. « Je n'ai jamais vu un homme aimer davantage la paix, » écrivait à cette occasion Grégoire Heimbourg [1], et cette générosité naïve, coupable presque à force de magnanimité, explique bien des actes de sa vie. Les négociations qui suivirent n'eurent naturellement aucun résultat, mais elles avaient beaucoup inquiété les rebelles tchèques. Mathias profita de leur anxiété pour exiger un plus haut prix de son alliance, et ils consentirent à l'élire roi de Bohême (mai 1469.)

Georges fut bien obligé de s'avouer que toute espérance de paix devait être ajournée, et il ne songea plus qu'à prouver la supériorité des armées tchèques. La Bohême qui avait eu quelque peine, peut-être retenue par son roi, à se remettre à la guerre, retrouva toute sa puissance de résistance et tout son enthousiasme patriotique et religieux. Pendant les deux années qui suivent, la fortune, qui déjà auparavant semblait pencher vers Georges, se prononce de plus en plus en sa faveur. Peu s'en faut qu'une nouvelle invasion hongroise ne se termine par un désastre : Mathias n'échappe à une défaite honteuse qu'en se repliant à la hâte et avec de grandes pertes. A plusieurs reprises, les colonnes tchèques victorieuses parcourent la Silésie et y répandent l'épouvante et l'incendie. Les catholiques terrifiés voient revenir les jours sinistres où les bandes taborites de Procope promenaient la désolation et le calice dans toutes les contrées limitrophes de la Bohême. Leur courage et leur patience ne sont plus soutenus par un fanatisme bien vif; malgré les efforts de l'Église, le temps avait fait son œuvre, ils s'étaient peu à peu habitués au voisinage de l'hérésie; leur foi attiédie se fût contentée d'une condamnation platonique et jugeait excessifs les travaux que leur imposait leur dévouement au pape; surtout ils n'avaient jamais eu de griefs sérieux contre Georges. Dans toute la Silésie, ce n'était qu'un cri contre les démagogues de Breslau, sur qui retombait la plus lourde responsabilité. Le légat pontifical,

1. Tomek, VII, p. 238.

Rodolphe de Lavant, qui avait remplacé Jost de Rosenberg comme évêque de Breslau, personnellement atteint par la ruine de ses domaines, se repentait ouvertement de ses conseils belliqueux : il n'aurait jamais poussé le pape à une rupture, s'il avait connu la force véritable des hérétiques. La terreur lui inspirait une mansuétude inattendue : l'Évangile, disait-il, ne demande pas la mort du pécheur [1]. A Breslau même, le commerce arrêté, les relations interrompues, les alertes continuelles avaient singulièrement attiédi les premières ardeurs [2].

En Bohême, le zèle de l'administrateur catholique était paralysé par l'indifférence générale, et ses menaces provoquaient quelquefois une résistance ouverte : les nobles utraquistes chassaient de leurs domaines les prêtres qui s'entêtaient à exécuter les ordres d'Hilaire. Les seigneurs rebelles, très fatigués, se reposaient volontiers sur Mathias du soin de mener à bonne fin l'entreprise, regrettant déjà au fond de l'âme le roi qu'ils avaient trahi. Au dehors, l'opinion, un moment ébranlée, revenait à Podiébrad : son énergie et ses succès l'entouraient d'une sorte d'auréole. Une politique bien entendue n'ordonnait-elle pas de le soutenir contre un adversaire dont on connaissait le peu de scrupules et dont le triomphe, en réunissant la Bohême à la Hongrie, aurait compromis l'équilibre de l'Europe orientale? Quelques princes de l'Empire avaient conservé avec Georges des relations très amicales : ils jugèrent le moment

1. Eschenloer, éd. latine, 217. Cp. Grünhagen, p. 325. Dans une réunion à Trebnitz, janvier 1471, on se lamentait, et un des conseillers déclara qu'il fallait se soumettre à la volonté des dieux et aux planètes qui commandaient à la destinée des hommes. « Laissez-moi donc tranquille avec vos planètes, répliqua le duc d'Œls : s'il n'y avait pas eu seulement ces deux maudites planètes de Breslau, le prieur Jean Duster et le chantre Nic. Tempelfeld! Voilà les planètes du diable qui ont empoisonné la patrie. » — C'étaient les deux démagogues qui avaient été les principaux instigateurs de la guerre civile.

2. Les ennemis les plus acharnés de Podiébrad commençaient eux-mêmes à être gagnés par le découragement général. « Ah! seigneur, s'écriait Tempelfeld, qui eût pensé que la puissance des hérétiques fût si grande! » Les prédicateurs qui, jusqu'alors, avaient toujours poussé aux mesures extrêmes, recommandent désormais la modération et le calme.



venu de reprendre leurs projets d'intervention. Les princes saxons envoyèrent au pape une ambassade, et les dispositions de la Curie semblèrent beaucoup moins hostiles. Un des cardinaux avait même eu le courage de prendre en main la cause du réprouvé, et Paul II n'opposa pas aux médiateurs une fin de non-recevoir absolue; il avait été évidemment étonné de la défense de Georges. Bien que son intelligence fût trop courte pour qu'il se rendît précisément compte du discrédit que causait à l'Église une lutte trop longtemps indécise et dans laquelle le beau rôle était certainement du côté des hérétiques, il était tourmenté par une vague inquiétude. Quel serait son embarras si les succès du roi de Bohême devenaient plus décisifs ou même si sa résistance se prolongeait! Ne valait-il pas mieux essayer de traiter avant que la retraite prît l'apparence d'une déroute? Les nouvelles qui lui arrivaient de tous côtés l'y engageaient. Frédéric III avait de nouveau rompu avec Mathias, qu'il accusait de l'avoir indignement trompé; de Hongrie même, les renseignements étaient fâcheux : quelques-uns des magnats les plus influents, très irrités du despotisme du roi, préparaient un soulèvement. Enfin Podiébrad, par un acte de génie diplomatique, venait d'enlever à la ligue toute chance sérieuse de succès.

Pour conjurer les périls dont la coalition hongroise et catholique menaçait la Bohême, il avait renoncé à tout espoir de fonder une dynastie, et il avait fait élire pour son successeur par les États tchèques le fils de Casimir de Pologne, Vladislas (1469) [1]. C'était une de ces parades imprévues dans lesquelles se révélait la grandeur de son esprit et de son âme. Il fermait sa carrière, comme il l'avait ouverte, par un coup d'éclat, véritable coup de théâtre, aussi inattendu et aussi décisif que l'avait été jadis la prise de Prague. Il sacrifiait au bien de son peuple ce qui tient le plus au cœur de l'homme, ses espérances, l'avenir de sa race, et cela, non pas sous la pression de la nécessité et pour écarter une défaite iné-

1. Tomek, VII, p. 252.



luctable, mais par un libre exercice de sa volonté, de son plein gré, sans autre but que de rendre le triomphe plus aisé et moins sanglant. Il n'avait pas un besoin absolu de l'alliance polonaise; les faits le prouvèrent : jusqu'à sa mort, il ne reçut aucun secours de Casimir, et il n'en repoussa pas moins victorieusement toutes les attaques. Ému seulement des souffrances de la Bohême, il avait aperçu dans l'élection de Vladislas un moyen de lui procurer quelque répit, et il l'avait acceptée sans hésitation, sans donner un regret à ses projets personnels. Mathias, inquiet de la tournure que prenaient les événements, essaya aussi de gagner le roi de Pologne, lui offrit à son tour la couronne tchèque. Vladislas, de son côté, n'avait pas accepté sur-le-champ l'élection des États, discutait certaines conditions. Malgré toutes les difficultés, tout le monde savait que l'union entre la Bohême et la Pologne était désormais assurée et que toutes les attaques contre l'Utraquisme étaient condamnées à un échec inévitable.

Non pas cependant que la victoire des Hussites dût être considérée comme facile ou prochaine. Des années de combats auraient sans doute été nécessaires pour que le pape consentît à confirmer les Compactats. Il ne faudrait pas exagérer la valeur de quelques symptômes isolés : quelles étaient encore les dispositions intimes de la cour romaine, les cardinaux venaient de le montrer, en repoussant les propositions des princes saxons, et ces demandes étaient cependant si modérées, si timides, qu'il est très probable que Georges n'aurait ni voulu ni pu les accepter (1471)[1]. Les ligueurs bohêmes, malgré leurs échecs et leur abattement, n'étaient pas non plus encore sur le point de céder, et l'insurrection pouvait se traîner assez longtemps, avant d'être définitivement écrasée. Les Utraquistes devaient à leur exaltation religieuse et nationale plus encore qu'à leur supériorité numérique un incontestable avantage sur une coalition chancelante et un peu honteuse de son rôle; mais

1. Tomek, p. 294.



leurs souffrances étaient profondes et leur épuisement tel qu'il était presque impossible d'exiger d'eux un effort décisif. Enfin, les conditions de politique extérieure, bonnes pour le moment, n'excluaient pas toute possibilité de revirement et toute chance de déception. Qui aurait osé affirmer que Frédéric ne reviendrait pas à Mathias et que le mécontentement des magnats hongrois, tremblants devant le maître, irait jusqu'à la rébellion ouverte? « Nous avons bonne espérance, écrivait Georges à Albert de Brandebourg, après que Mathias est venu boire chez nous de la bière bohême, d'aller boire plus sûrement chez lui du vin hongrois » (mars 1471). En réalité, et en faisant abstraction de l'optimisme du roi, bien que la situation fût certainement beaucoup meilleure que quelque temps auparavant, ni Mathias ni la papauté n'auraient cédé dans un délai déterminé et rapproché. Aucun des deux adversaires n'était assez fort pour écraser l'autre et le réduire à merci. Le moment n'était pas sans quelque analogie avec celui où avaient commencé les négociations avec le concile de Bâle, lorsque les Catholiques et les Hussites étaient demeurés en présence également harassés, les premiers battus, les autres incapables de profiter de leurs victoires, ceux-là s'avouant l'impossibilité d'écraser l'hérésie, ceux-ci ne parvenant ni à faire reconnaître la légitimité de leurs réclamations ni même à triompher de l'opposition intérieure.

Georges sortait indemne d'une attaque formidable : il avait déjoué le plan de la Curie qui entendait supprimer l'Utraquisme, et celui de Mathias dont les projets de conquête avaient évidemment échoué. Sa tâche était terminée. Que la cour romaine proclamât en quelque sorte son triomphe et le sanctionnât en confirmant les Compactats, que les rebelles implorassent leur pardon et qu'il finît en paix son règne, roi utraquiste et légitime, accepté par toutes les provinces, soutenu par les Calixtins, béni par le pape, c'était une apothéose que l'on pouvait rêver, la récompense naturelle de ses luttes et de ses services. Mais l'histoire n'est pas une féerie; il ne suffisait pas, pour amener l'apaisement



définitif, d'une intelligence supérieure et d'un cœur brûlant de patriotisme, il fallait surtout l'action du temps, et peut-être était-il nécessaire que Georges lui-même disparût. La part est grande que jouent dans les questions politiques les rancunes personnelles, l'entêtement, le point d'honneur : la papauté aurait-elle jamais consenti à traiter avec le prince qu'elle avait solennellement condamné?

Rokytsana venait de mourir, chargé d'années, rassuré sur l'avenir, prévoyant le moment où, après de cruelles épreuves, un jour nouveau se lèverait pour l'Église entière. — « Tout le monde le craignait, dit le vieux chroniqueur, les nationaux comme les étrangers, le roi, la reine et les barons, car lui-même craignait le Seigneur et était laborieux en prières de jour et de nuit, déjà depuis sa jeunesse. » Il semble qu'il avait voulu veiller sur l'Utraquisme, tant qu'il avait pu subsister quelque inquiétude ; la victoire certaine, il allait chercher la récompense ou le repos. — S'il est vrai que la roi soit allé le voir sur son lit de mort, ce fut une de ses dernières sorties. Le chef politique de l'Utraquisme ne survécut que quelques semaines à son chef religieux. La santé de Georges, assez mauvaise depuis longtemps, ne donnait pas cependant de sérieuses inquiétudes : au mariage de son fils avec Catherine de Saxe, il était très gai, plein d'entrain ; moins d'un mois après, il était mort (22 mars 1471). L'obésité dont il souffrait depuis longtemps s'était changée en hydropisie : quand on ouvrit son corps, on trouva le foie à demi décomposé, et dans le fiel une pierre de la grosseur d'un œuf de pigeon.

∴

La douleur fut vive dans le pays : les Calixtins pleurèrent le chef qui avait résisté à toutes les tentations et les avait protégés avec autant de bonheur que de courage contre des dangers inouïs ; devant cette tombe, les Catholiques oublièrent leurs colères et ne se rappelèrent plus que sa justice égale pour tous, sa modération et sa bonté. « Il poursuivait



les orgueilleux, nous dit un des hommes qui l'ont le plus fidèlement servi, Tsibor de Tsimbourg, protégeait les faibles, domptait les rebelles; il méprisait la flatterie, était fidèle à ses amis, généreux pour ses serviteurs, infatigable dans le travail. » Sa vie tout entière peut se résumer dans un mot, le dévouement à la patrie : apparition presque unique dans un pays qui a presque toujours été gouverné par des étrangers. Cela explique qu'il soit resté par excellence le roi tchèque, le monarque populaire, plus que Charles IV dont l'affection pour la Bohême, peut-être aussi sincère, est moins spontanée, plus intellectuelle. La gloire du grand Empereur est, sinon plus allemande, moins exclusivement nationale. Podiébrad est le représentant et comme l'incarnation de ce qui est le grand titre de la Bohême dans l'histoire, la Réforme religieuse, la révolte contre Rome à l'heure où personne ne songeait encore à secouer le joug. Vainement les historiens ont rappelé combien de désastres avaient ensanglanté la fin de son règne et qu'il était mort invaincu, mais non victorieux; le peuple s'en tient à son admiration naïve, et, comme il arrive assez souvent, ses conclusions instinctives sont peut-être plus près de la vérité que les jugements longuement motivés des érudits.

Georges, arrivant à la fin d'une révolution, n'avait ni la foi simple ni la confiance irraisonnée des premiers jours; ce n'était ni un philosophe ni un apôtre. Appelé à régner sur un pays profondément divisé, il s'est proposé, non pas le triomphe d'une faction, mais l'union de tous les partis sous l'autorité d'un prince qui accordait à tous également sa protection et sa justice. Il a représenté ainsi, non certes en principe, — nul n'a été aussi peu un faiseur de systèmes, — mais en fait, la tolérance, l'État tel que nous le comprenons aujourd'hui, où chacun fait son salut à sa guise. Il est fort loin d'être un martyr, étant donné que ce mot implique quelque chose d'absolu et d'involontaire, essentiellement opposé à sa nature de ménagements et de réflexion; il est un précurseur.

Mince mérite, dira-t-on : après tout, son seul honneur est



d'avoir joué le rôle que lui imposaient les événements. — Ce n'est jamais un mince mérite que d'etre *the right man in the right place*, ni un mince honneur que de comprendre ce qu'ordonne une situation et de le faire. Qu'on n'oublie pas de plus que, dans l'espèce, il était nécessaire pour cela de rompre avec des traditions immémoriales et des habitudes d'esprit qui n'avaient jamais été discutées. Podiébrad est le premier souverain qui ait appliqué, sinon proclamé, la neutralité de l'État en matière religieuse, et, ce qui prouve que ce n'était pas là une conception si banale, c'est qu'il faut descendre jusqu'à Henri IV pour trouver un autre exemple de cette tolérance. Georges, pour éviter une rupture avec l'Église, alla jusqu'à l'extrême limite des concessions possibles. Son amour de la paix, qu'il poussait jusqu'à l'imprudence [1], — c'est peut-être son plus sérieux défaut, — ne le décida jamais cependant à rien céder sur le fond même du débat, l'indépendance de l'Église tchèque, à transiger sur le point essentiel de la discussion, le calice, c'est-à-dire la conscience individuelle libre interprète de l'Évangile. Sa douceur fut inflexible sur ce point et ses complaisances s'arrêtèrent où elles fussent devenues une défection.

Dans la lutte qui s'engagea, il resta en somme et d'une manière générale maître du champ de bataille : c'est là un fait capital que toutes les subtilités ne parviennent pas à infirmer. Quel était en effet le véritable débat? Au point de vue religieux, l'autorité absolue de la papauté, la soumission sans restriction et sans réserve à ses ordres. — Si Paul II et son successeur ne confirmèrent pas les Compactats, ils ne réussirent pas à imposer leur volonté, renoncèrent à la lutte; les Calixtins conservèrent leurs coutumes particulières : comme après la première reprise, la théocratie du moyen âge reculait devant la rébellion. Au point de vue politique, l'existence de la nationalité tchèque était en jeu. — Georges la sauva de la conquête étrangère et de l'anéantissement par

1. Comparer ses paroles à Sylvius dans l'entretien de Benechov : « Nos cupidi pacis sumus neque bellamus ut bellemus, sed ut pacem habeamus. Coacti gerimus arma, coacti versamur in præliis. » Æn., *Epistolæ*, 130.



l'anarchie. Les destins sont changeants et les frontières varient : un peuple qui accepte une mission d'intérêt général, y use ses forces et sort d'ordinaire affaibli et diminué de l'entreprise qu'il a essayée. La Bohême paya fort cher sa séparation de Rome, et c'était certes un grand malheur que la perte de la Silésie et de la Moravie, mais c'était une catastrophe réparable. Les œuvres vives n'étaient pas atteintes, l'idée nationale subsistait, développée et fortifiée par les combats glorieux et les souffrances virilement supportées. Le peuple, grâce à Podiébrad, restait uni, conscient de sa force, libre de se développer dans la voie qu'il avait choisie. Quelque graves que soient les revers et cruelles les mutilations, les occasions se présentent toujours de les réparer, si les vaincus gardent au cœur l'amour de la patrie et l'espoir de la vengeance. Les provinces séparées de la couronne, celles du moins que la géographie, l'histoire ou l'ethnographie rattachaient à la Bohême, lui revinrent bientôt, par cela seul qu'elle formait un centre d'attraction puissant. Le seul danger réel eût été la disparition de l'Utraquisme ou l'asservissement du pays à une domination étrangère. La valeur intrinsèque de l'hérésie n'avait ici qu'une importance secondaire, si on la considère non pas au point de vue de ses destinées propres, mais de l'existence nationale tchèque. Qu'elle fût ou non capable de développement, un grand fait subsistait, l'existence d'une Église particulière, condamnée, d'autant plus chère à ses fidèles qu'elle leur avait coûté de plus lourds sacrifices et qui laissa des souvenirs si forts que deux siècles d'oppression ne les effacèrent pas. Georges, en empêchant la dissolution du parti calixtin et sa défaite, avait ainsi sauvé l'avenir. Il a à son actif, à la place de succès immédiats, — et c'est le signe des hommes supérieurs, — à la fois un très réel service rendu à l'humanité et un service immense rendu à la patrie étroite. Il a collaboré utilement au progrès universel et sauvé la nationalité tchèque du plus grave danger qu'elle ait jamais couru.



LIVRE II

LES JAGELLONS

CHAPITRE I

FIN DES GUERRES HUSSITES

Élection de Vladislas de Pologne (1471) ; le nouveau roi. Fin de la guerre avec Mathias; traité d'Olomouts (1479). — Caractères généraux de l'histoire tchèque au XVI. siècle : questions religieuses, constitutionnelles et internationales; causes décisives de la décadence de la Bohême. Rôle de la royauté. — Essai de restauration catholique : la réorganisation du parti utraquiste; le colloque de 1478; l'évêque de Santorin; la révolution de Prague (1483). — Paix religieuse de Koutna-Hora et fin de la période hussite.

En dépit des dangers de la situation et de l'affaiblissement de la Bohême, les compétiteurs ne manquaient pas à la succession de Podiébrad : Mathias Corvin, Frédéric d'Autriche, le duc Albert de Saxe, etc. Les Utraquistes écartèrent sans discussion l'Empereur, qui ne semble pas avoir pris lui-même très au sérieux sa candidature, et le roi de Hongrie dont les prétentions leur parurent une insulte. Quelques voix s'égarèrent sur le duc Albert de Saxe; les autres, en très grande majorité, se portèrent sur Vladislas, le fils du roi de Pologne, Casimir IV. Les fils de Podiébrad

n'avaient pas essayé de conserver la couronne dans leur famille, et la diète avait pensé que le meilleur moyen de prouver sa reconnaissance au grand chef hussite était de s'inspirer de son esprit et de réaliser le projet qui avait été comme son testament politique [1].

Par sa mère Élisabeth, Vladislas se rattachait à la famille des Luxembourgs, mais les droits qu'il tenait de sa naissance n'eurent aucune influence sur la décision des États. Il savait le tchèque et il était assez jeune, — il n'avait pas plus de quinze ans, — pour qu'il fût permis d'espérer que la Bohême deviendrait réellement sa patrie d'adoption. L'alliance étroite avec la Pologne était depuis un demi-siècle un des principaux articles du programme national. La seule perspective de l'union des deux grands États slaves de l'oc-

1. L'époque des Jagellons est une des plus difficiles et des plus confuses de l'histoire de Bohême. Les chroniques contemporaines sont rares et de médiocre valeur: — *Les anciennes chroniques tchèques* (éditées par Palatsky, t. III); *Dlugosz* (1415-1480), les derniers livres de la chronique polonaise, en latin. — Dlugosz, zélé catholique, est sévère pour les hérétiques tchèques, mais c'est un témoin bien informé; — *Dubravius* (+ 1533): *Historia regni Bohemiæ, libri XXXIII.* — Un très grand nombre de documents ont été publiés dans les *Archives bohêmes*, entre autres les lettres de Guillaume de Pernstein, depuis 1520, t. I, p. 70-137, et II, 136-173; les lettres tirées des archives de Bavière de 1440 à 1512, I, p. 320-337; les Actes publics de 1453 à 1490, IV, 413-517; la Grande Ordonnance connue sous le nom de Constitution de Vladislas, texte latin et texte bohême, t. V, etc. — On trouve encore des documents utiles à consulter dans le *Tchasopis tcheskeho Musea* (Journal du musée bohême), dans le *Sbornik Historitsky* (Revue historique de Prague), dans les *Mittheil. des Vereins für Gesch. der Deutschen in Bœhmen*, etc. Malgré tout, encore bien des lacunes et des points obscurs. — M. Kalousek a repris depuis peu la publication des *Archives bohêmes*. Le tome VII (1887) renferme un document de premier ordre pour cette période : ce sont les lettres de Zdeniek Lev de Rozmital, éditées par Dvorsky avec sa conscience habituelle. Palatsky avait connu ces lettres, mais elles renferment une infinité de renseignements précieux et jettent en particulier une singulière lumière sur l'état des esprits.

Le travail capital reste toujours le tome V de l'histoire de Bohême de Palatsky (1re et 2e partie). Le récit y est fort détaillé, et c'est une des parties maîtresses de l'œuvre du grand historien tchèque. Il a été modifié ou complété sur quelques points par Bachmann et par Bourda, — les troubles de Prague en 1483; — par Rezek, dans une série d'articles sur Louis l'Enfant; par Tomek, dans divers articles du Tchasopis, etc.

Parmi les histoires générales, on peut consulter *Tomek, Histoire du royaume bohême* (en tchèque); *Huber, Gesch. Œsterreichs*, t. III, Gotha 1888; *Grünhagen, Gesch. Schlesiens*, t. I; *Caro, Gesch. Polens*, t. V, etc.



cident [1] avait provoqué une certaine agitation en Allemagne. Dès 1467, la diète de Nuremberg protestait contre l'élévation au trône de Bohême de Casimir, auquel le pape offrait alors la couronne; en 1471, la diète de Ratisbonne, très nombreuse, déclarait qu'elle « ne tolérerait pour roi de Bohême ni un Hongrois ni un Polonais; car le roi de Bohême est le premier Électeur de l'Empire, et ne peut être par conséquent qu'un Allemand. » Ces inquiétudes suffiraient à nous expliquer les sentiments qui animaient les Tchèques : ce qu'ils attendaient de Vladislas, c'était le triomphe définitif de la révolution; ce qu'ils lui demandaient, c'était en meme temps que de maintenir leurs privilèges religieux, d'assurer « l'honneur de la langue slave. »

Une grande ambassade se rendit à Cracovie pour offrir la couronne au jeune prince. Les conditions, imposées par la diète, étaient assez dures : Vladislas accepta tout, promit d'étendre également sur les deux partis sa protection et sa justice, de défendre les Compactats et de faire nommer à Prague un archevêque utraquiste ; il confirmerait les privilèges et les propriétés des différents Ordres, n'aliènerait aucun domaine de la couronne, n'accorderait aucune fonction aux étrangers, s'efforcerait d'obtenir le retrait de l'excommunication qui avait frappé Podiébrad [2]. Il se mit alors en route avec une brillante escorte, prêta serment à la Constitution, fut solennellement reconnu par les États et couronné à Prague (août 1471). A son entrée dans la ville, les maîtres de l'Université lui avaient offert une magnifique Bible, et l'avaient exhorté à la lire avec soin, « pour y apprendre à se gouverner, lui et son peuple, suivant la loi divine. »

Le nouveau règne s'ouvrait dans des conditions assez favorables. On se rappelle les espérances qu'avait conçues

1. Les Slaves se divisent en deux grandes familles, les Slaves du Sud et de l'Est (Croates, Serbes, Bulgares, Russes), et les Slaves de l'Ouest, (Polonais et Tchèques).

2. Ces capitulations électorales, fort importantes, ont été publiées dans les Archives tchèques, IV, 431-455.



Podiébrad pendant les derniers mois de sa vie : ces espérances n'étaient pas toutes illusoires, et les chances favorables avaient été plutôt accrues qu'affaiblies par la mort de Georges. Les seigneurs catholiques qui s'étaient ralliés à Mathias, avaient surtout cherché en lui un protecteur contre le souverain qui travaillait avec trop de bonheur et d'habileté à relever le prestige de la royauté ; la longueur de la lutte avait refroidi leur ardeur belliqueuse, la disparition de leur adversaire supprimait leurs inquiétudes, et, leurs intérêts rassurés, ils prêtaient l'oreille aux remords de leur patriotisme. Le catholicisme de Vladislas calmait leurs scrupules religieux et offrait à leur revirement un prétexte honorable.

Parmi les provinces annexes, la Moravie où les Hussites étaient en majorité et où le sentiment national slave était très puissant, ne demandait qu'à reprendre sa place dans la monarchie. En Silésie, les dispositions étaient moins conciliantes : les Allemands, enserrés entre les Tchèques et les Polonais, sentaient toute la gravité du péril que créait pour eux l'élection d'un Jagellon à la Couronne de saint Venceslas ; mais les luttes antérieures avaient épuisé leur énergie, et le gouvernement de Mathias, ses exigences financières et son despotisme avaient dissipé bien des illusions. Dans l'intérieur même des états hongrois, il suffisait d'une occasion pour faire éclater en révolte ouverte les résistances contenues jusque-là par la terreur presque superstitieuse qu'inspirait le souverain.

Pour appuyer ou remplacer Mathias, quels alliés s'offriraient à la Curie ? — Les princes de l'Empire ne se souciaient guère de provoquer les représailles des Tchèques ; Frédéric se défiait de l'ambition de son turbulent voisin et redoutait sa victoire. La cour de Rome elle-même se lassait de cette lutte éternelle. Paul II venait de mourir, et son successeur, Sixte IV (1471-1484) n'était plus retenu par les anciennes rancunes et le point d'honneur qui condamnaient son prédécesseur à une politique impitoyable. Il ne manquait certainement pas autour de lui de prélats fana-

tiques, et il ne rompit pas sur le champ avec les traditions de Pie et de Paul II : il excommunia Casimir, Vladislas et les évêques qui l'avaient sacré : mais ce n'était plus là que les derniers échos d'un orage qui s'éloignait; les affaires de l'Italie occupaient beaucoup plus Sixte que celles de la Chrétienté, il songeait moins à l'Église qu'à ses parents, et le Saint-Siège n'apporta désormais à la répression de l'hérésie qu'une colère épuisée et une attention intermittente.

Tout ainsi permettait d'espérer que l'abnégation patriotique de Podiébrad marquerait le début d'une nouvelle et glorieuse période de l'histoire slave. Les destinées du monde auraient été changées si l'alliance tchèque-polonaise avait été cimentée par la victoire. Malheureusement, dans cette crise décisive, les hommes firent défaut à la fortune, et leur impéritie perdit l'occasion unique d'assurer contre toute surprise l'indépendance des Slaves occidentaux. Georges n'eut pas de successeur, et avec la dynastie des Jagellons commence la décadence de la Bohême.

Il est juste de le dire, en dépit des chances favorables, la situation demeurait fort embarrassée; les résultats de la victoire eussent été merveilleux, mais elle supposait chez le souverain, sinon un génie supérieur, du moins beaucoup d'activité, de dévouement et quelque talent. Les plus graves difficultés venaient, non plus du dehors, mais du dedans. La guerre avait surpris la Bohême avant que ses réserves fussent complètement reconstituées et en plein travail de réorganisation; elle avait repoussé tous les assauts, mais au prix de cruelles blessures. Non seulement, la prospérité matérielle était ruinée, mais tous les ressorts de l'autorité étaient détendus; les domaines de la couronne étaient presque complètement engagés, et le roi ne disposait plus guère que des revenus des mines de Koutna-Hora qui commençaient à baisser; les ambitions personnelles étaient déchaînées et l'âpreté des convoitises étouffait le patriotisme. La décadence morale, provoquée par l'exaspération des intérêts, était d'autant plus dangereuse qu'elle n'était plus



balancée par l'enthousiasme des premiers jours. L'élan révolutionnaire était épuisé, usé par de trop longs efforts ou amorti par la circonspection de Podiébrad. L'espèce de torpeur que subit alors le sentiment religieux n'avait pas plus épargné les Hussites que les Catholiques. Les anciennes discussions, sans cesse ressassées, n'excitaient plus ni enthousiasme ni même curiosité. L'Église réformatrice n'était plus qu'une Église officielle, à laquelle s'attachaient un respect mêlé d'indifférence et une obéissance pleine de tiédeur. Plus que jamais le peuple avait besoin d'un chef qui lui imprimât une ferme direction et lui imposât les sacrifices encore nécessaires. — Par une redoutable fatalité, le guide que lui donnaient les événements était un étranger et un enfant.

Vladislas avait été bien élevé, il était bienveillant et juste; dans des temps paisibles, sur un trône bien affermi, il aurait correctement rempli ses devoirs de souverain : c'eût été un excellent monarque constitutionnel, aimant et protégeant les arts, peu disposé aux aventures, ni partial ni opiniâtre. Il ne savait pas résister à une demande ou à un conseil : bien, très bien, répondait-il toujours à ses interlocuteurs ; on finit par l'appeler le roi *bene*. Son esprit était médiocre, mais il manquait moins encore d'intelligence que de volonté : « absorbant comme un pigeon tout ce qu'on mettait devant lui », il était accessible aux influences les plus contradictoires, incapable également de rien décider par lui-même et de maintenir les résolutions qu'on lui avait soufflées. Sa faiblesse dégénérait parfois en duplicité et viciait ses intentions les plus droites ; « en cherchant à éviter l'injustice d'un côté et à ne faire tort à personne, il tombait dans un autre excès; par crainte des séditions, il ne défendait pas contre l'injustice ceux qu'il avait la mission de protéger [1]. » Il n'était pas lâche, mais l'horreur de la lutte aboutissait chez lui aux mêmes résultats que la

1. Lettres de Boh. Hasistein de Lobkovitce, — éditées par Vinarjitsky,



couardise : « L'habitude de Sa Majesté, écrit un contemporain, est de tenir pour le parti qui lui paraît le plus fort. » Il n'était pas paresseux, mais son activité était stérile, parce qu'elle était timide et inconsistante. Son père, Casimir, n'avait fait preuve ni de beaucoup de décision ni d'une grande initiative : il avait transmis ses défauts à son fils, exagérés. Dans sa prière quotidienne, Vladislas demandait à Dieu de lui donner la paix et le calme : mais les vaillants seuls sont respectés, sa faiblesse provoqua l'insurrection et son règne fut un des plus troublés de toute l'histoire tchèque.

Sa timidité naturelle était encore augmentée par le sentiment qu'il avait de n'être pas en communion avec son peuple : il n'aima jamais la Bohême et fut toujours un étranger au milieu de ses sujets. Il ne leur pardonnait pas l'obstination de leur hérésie. Trop peu passionné pour entreprendre sérieusement et surtout pour soutenir longtemps une lutte ouverte contre l'Utraquisme, après quelques essais malheureux de réaction, il se renferma dans une rancune boudeuse. Indifférent d'ailleurs à ses propres affaires comme à celles du pays, il assista, témoin inerte, à la chute de son autorité. Chef de deux grands royaumes, il en arriva à devoir prendre son dîner à crédit, et son maître d'hôtel fut réduit par moments à aller demander au chancelier de Hongrie du vin pour la table du roi [1]. Les injures semblaient ne pas l'atteindre et il n'essaya pas d'arrêter la révolution qui emportait l'une après l'autre les dernières prérogatives de la royauté [2]. Malheureusement, il ne fut pas seul à en souffrir, et l'effacement d'un des principaux facteurs de la Constitution eut pour conséquence une intolérable anarchie, l'abaissement des caractères et la ruine de l'influence politique de la Bohême [3].

1. Dubravius, l. XXXII.
2. V. une très belle lettre de Guill. de Pernstein, Archives bohêmes, I, 76.
3. Vladislas, écrit un ambassadeur vénitien, est de haute taille, pieux et religieux; ses mœurs sont pures, il ne se met pas en colère, ne croit pas le mal, prie beaucoup, entend trois messes tous les jours; il n'a jamais fait exécuter personne, mais on lui obéit peu. Il parle peu et on dirait une statue. — *Journal de Marino Sanuto*, III, 858 et sq.



Contre un tel adversaire, Mathias reprit vite l'avantage. Grâce aux lenteurs de Casimir, il étouffa dans son germe l'insurrection de Hongrie. En 1474, une grande expédition tchéco-polonaise qui, bien conduite, aurait produit des résultats décisifs, n'aboutit qu'à un échec humiliant : l'armée slave, très nombreuse, manquait de cohésion et de discipline; Casimir était un chef plus que médiocre. La convention de Breslau termina la campagne et suspendit les hostilités : les conditions annonçaient déjà clairement l'issue désastreuse que devait avoir la guerre pour la Bohême. Rien encore pourtant n'était irréparable; on espérait que Vladislas acquerrait avec l'âge plus de courage et d'initiative, la fortune ne se résignait pas à abandonner définitivement les Tchèques : les seigneurs du royaume qui soutenaient Mathias supportaient chaque jour son joug avec plus d'amertume et d'irritation; diverses expéditions hors des frontières prouvaient avec quelle facilité on ramènerait à la soumission les provinces rebelles, à bout de ressources et très peu satisfaites du gouvernement magyar. Malheureusement Vladislas était un détestable administrateur, sans autorité, toujours à court d'argent. Les anathèmes de l'Église inquiétaient sa piété, et les soucis de la guerre fatiguaient son indolence. Il accepta les préliminaires de Brno (Brunn) (1478), que le traité d'Olomouts (Olmutz) confirma l'année suivante, en les aggravant (1479).

Le traité d'Olomouts marque la fin de la lutte ouverte engagée par le Saint-Siège contre la révolte hussite. Dans cette guerre, il n'y avait eu que des vaincus, et les deux partis en sortaient épuisés par des blessures presque mortelles. Les efforts des papes pour écraser l'insurrection avaient été vains, et les Tchèques, en dépit de toutes les attaques, maintenaient leur indépendance religieuse; mais à quel prix! Non seulement Mathias conservait sa vie durant le titre de roi de Bohême, mais il obtenait la Moravie, la Silésie, les deux Lusaces; le traité contenait bien une clause de rachat, mais les conditions en étaient si dures qu'elle ne semblait qu'une vaine consolation pour l'amour-propre des vaincus. La Bohême perdait toutes ses annexes :



du grand empire formé par Charles IV, il ne subsistait plus qu'un nom. Le hasard qui, quelques années plus tard, fit de Vladislas le successeur de Mathias, n'effaça pas les terribles effets de la paix de 1479. Les liens qui unissaient entre eux les divers membres de la couronne, trop longtemps relâchés, ne se resserrèrent plus; le royaume ne retrouva pas son influence internationale, et sa faiblesse sollicita toutes les ambitions. Dès lors commence le lent travail de conquête qui transformera cette illustre monarchie en une simple province autrichienne. La fatalité voulut que le prince qui, en quelques années, avait si gravement compromis l'œuvre de Podiébrad, conservât la couronne pendant près d'un demi-siècle, et cela au moment où se débattaient les questions les plus délicates et les plus complexes.

∴

Un triple problème se posait, religieux, constitutionnel et national, et de la solution dépendait non seulement la prospérité, mais la vie même de la Bohême.

L'Église subissait l'hérésie, mais elle ne la reconnaissait pas et ne renonçait pas à ses projets de revanche; pour le moment, si elle n'avait pas vaincu les Tchèques, elle les avait isolés. Séparés par leur rébellion du reste du monde, enveloppés d'une infranchissable barrière de rancunes et de défiances, ils ne participèrent que très tard et fort incomplètement au grand mouvement de la Renaissance. Enfermés dans leurs frontières, ils n'avaient à compter que sur leurs seules ressources : trouveraient-ils dans le Hussitisme un élément suffisant de progrès et d'activité intellectuelle et morale? Ce n'était pas assez que la nouvelle doctrine subsistât, il fallait qu'elle se développât; qu'importait que l'Utraquisme bravât les attaques de la Curie, s'il ne parvenait pas à s'organiser? Le premier acte des révolutions et leur premier devoir est de détruire; mais, quand

12



elles ont fait table rase, elles s'aperçoivent que leur œuvre est préparée, non accomplie. La société, au moyen âge, reposait sur la communauté de foi et la soumission à la Papauté ; la hiérarchie renversée et l'Unité catholique brisée, il s'agit de substituer aux dogmes anciens et aux traditions séculaires des principes et un régime nouveaux. La tâche était si difficile qu'elle exigea partout des siècles et des torrents de sang : émancipée la première, la Bohême connut la première les embarras et les périls de la liberté. Dans un pays que se partageaient des confessions rivales, il était nécessaire avant tout d'établir un régime de tolérance, de créer un état laïque où les sectes rivales vivraient en paix sous la protection indifférente des lois, et où les haines se confondraient dans un dévouement commun à la patrie. Était-ce possible à ce moment? Là où avait échoué Podiébrad, qui réussirait? Et la paix publique ne serait-elle pas sans cesse menacée par de brusques convulsions?

Il fallait de plus que l'Église nationale reçût une constitution, à la fois assez souple pour lui permettre tous les progrès et assez solide pour la protéger contre l'émiettement et la dissolution. Le Hussitisme, cessant d'être un parti d'opposition pour devenir un parti de gouvernement, avait pour devoir de proposer à son tour un credo à la foi des populations et de mettre à leur tête un clergé discipliné et respecté. La période d'incubation n'avait que trop duré : s'il persistait dans ses incohérences et ne s'arrachait pas à une torpeur dont les effets étaient déjà sensibles, son impuissance se traduirait par les défections, l'inquiétude morale, le scepticisme, la corruption des prêtres, la formation de sectes nouvelles, les troubles religieux, et, en entretenant les espérances de la papauté, l'encouragerait à de nouvelles entreprises. Déconcertée par les contradictions d'une doctrine timide et mal affermie, tourmentée par la crainte d'une réaction violente, la nation finirait par ne plus connaître de la réforme que les troubles, et du progrès que les inquiétudes. Ouverte à toutes les séductions et revenue de tous les enthousiasmes, sans direction, sans doctrines, sans espéran-

ces, n'ayant plus que des velléités, assoifée de repos et dilettante de nouveautés, elle subirait le contre-coup des agitations voisines sans en éprouver les bienfaits et deviendrait une sorte d'épave révolutionnaire à la merci de tous les hasards.

La question constitutionnelle n'était ni moins grave ni moins délicate. La Bohême, peuplée par une race slave, est rattachée à l'Europe occidentale par sa position géographique et ses destinées historiques; depuis plusieurs siècles les institutions primitives, patriarcales et démocratiques, étaient minées par l'arrivée de colons étrangers, l'imitation des coutumes allemandes et les privilèges accordés avec quelque imprévoyance au clergé et aux villes. La résistance provoquée dans les classes inférieures par l'introduction des institutions féodales avait été une des causes secondaires de la révolution hussite et n'avait pas peu contribué à l'extension si rapide et à la violence de l'insurrection. Même après la défaite de Lipan, les doctrines radicales conservaient de nombreux partisans, parce qu'en même temps qu'elles s'étaient adressées à des instincts éternels, elles avaient évoqué des souvenirs toujours vivants. Les villes, bien qu'elles se fussent souvent séparées des Taborites et que Prague eût combattu contre eux, étaient en général favorables aux idées égalitaires; malheureusement elles étaient troublées par des divisions intestines, ruinées par la guerre et affaiblies momentanément par l'expulsion des familles patriciennes et le brusque avènement au pouvoir d'une classe qui avait à faire son apprentissage politique. En face du parti avancé, hésitant et compromis par ses excès, les nobles, enrichis des dépouilles du clergé et dont l'intérim des pouvoirs réguliers avait facilité les empiétements, espéraient transformer leurs usurpations en possession régulière et compléter leur victoire aux dépens de la royauté et du peuple. Au milieu de ces compétitions, une transaction qui eût respecté toutes les prétentions légitimes, aurait seule donné au pays le calme et la paix qui lui étaient nécessaires pour réparer ses pertes. Personne ne contestait aux Seigneurs une influence



prépondérante que justifiaient leurs immenses propriétés, leur habitude des affaires et leur culture supérieure; mais la haute direction ne leur suffisait pas, et ils regardaient leurs droits comme lésés par tous ceux que conservaient les autres classes. Les paysans n'étaient-ils pas fondés cependant à réclamer, à défaut de quelque action politique, la liberté civile et une justice régulière et impartiale, et les villes, justement fières de la part qu'elles avaient prise aux derniers événements, étaient-elles trop exigeantes en demandant que l'on respectât les privilèges économiques et l'autonomie municipale, qui étaient les conditions de leur prospérité, et que l'on ne les écartât pas complètement du gouvernement?

Si l'on ne parvenait pas à trouver un terrain d'entente entre des prétentions opposées, si les préjugés et l'orgueil étouffaient la voix de la raison et du patriotisme, une perspective de troubles et de guerres civiles s'ouvrait devant le pays, condamné à osciller de l'anarchie au despostime jusqu'au jour où des factieux sans scrupules et sans mandat le compromettraient dans des aventures au bout desquelles il trouverait le désespoir et la servitude.

Et l'enjeu n'était pas seulement ici la liberté politique, mais l'indépendance nationale. La Bohême, favorisée par son heureuse configuration géographique, était arrivée de très bonne heure à l'unité territoriale. Grâce à son avance sur les États voisins, elle avait sans trop de peine, malgré son extrême infériorité numérique, repoussé les attaques des empereurs germaniques. L'imprudente générosité ou les besoins fiscaux de ses rois avaient ouvert ses frontières, mais l'immigration étrangère n'avait pas en somme sérieusement entamé la masse profonde de la nation, ni énervé sa force de résistance. En dépit des progrès de la bourgeoisie allemande ou de la manie d'imitation d'une fraction de la noblesse, il restait toujours là un groupe compact de plusieurs millions de Slaves qui avaient gardé, avec leur langue et leurs coutumes, un sentiment très vif de leur nationalité; il avait suffi d'une secousse pour briser la croûte très légère

de germanisme qui avait trompé quelques observateurs partiaux ou mal informés.

Appuyés sur la Moravie qu'habitait une population de même sang, les Tchèques avaient même pris l'offensive à leur tour, et relevé un moment la domination slave sur les rives de l'Elbe inférieur. Même après la perte du Brandebourg, les deux Lusaces et la Silésie couvraient ses approches et assuraient ses communications avec la Pologne. Malgré les progrès de la germanisation dans ces deux provinces, la prépondérance de la race allemande n'y était ni assez ancienne ni assez généralement acceptée pour qu'une réaction fût impossible, et l'opposition furibonde de Breslau contre Podiébrad montrait assez clairement la vivacité des inquiétudes qu'inspiraient les succès des Slaves. Pour le moment les Empereurs laissaient sommeiller leurs prétentions souveraines, et leur suzeraineté n'était guère mieux établie à Prague ou plus reconnue que celle qu'ils revendiquaient sur le royaume d'Arles ou la Suisse. Les derniers événements avaient prouvé l'immensité des ressources que la Bohême devait à ses traditions nationales, à la richesse de son sol, à la bravoure de ses habitants, et dès qu'elle avait eu à sa tête un prince énergique et habile, elle avait reconquis dans l'Europe centrale et orientale une influence incontestée et, par moments, une sorte d'hégémonie.

Le traité d'Olomouts, en rattachant à la Hongrie la Moravie, la Silésie et les Lusaces, avait brusquement modifié la situation. La Bohême, ainsi diminuée et privée de ses annexes, pouvait-elle se suffire à elle-même? La question devait fatalement se poser un jour ou l'autre. A l'Europe féodale succédait l'Europe monarchique, et l'unité au morcellement ; les petits États se groupaient ou disparaissaient; les royaumes d'Angleterre, de France et d'Espagne se constituaient; en Allemagne même, au milieu de l'anarchie encore universelle, on commençait à distinguer les points autour desquels allaient se développer de nouveaux organismes. Sur la frontière de la Moravie et de la Bohême, l'Autriche grandissait; encore fort inconsistante et peu redou-



table sous le gouvernement de Frédéric III, elle caressait l'espérance de vastes conquêtes, et la situation, l'homogénéité de sa population et les grandes relations de ses souverains justifiaient son ambition.

Au milieu du mouvement général de rapprochement et de concentration, la Bohême s'enfermerait-elle dans son isolement? Résisterait-elle, presque seule en Europe, à cette loi qui poussait les États secondaires à s'associer et à se réunir?

Un péril direct, immédiat, rendait plus évidente la nécessité de résolutions viriles. L'invasion musulmane, un moment arrêtée par l'héroïsme de Jean Hunyade et les victoires de Mathias Corvin, reprit bientôt sa marche en avant. Supérieurs à leurs adversaires par leur fanatisme, leur discipline et leur organisation militaire et politique, conduits par des chefs qui furent pendant cette période presque tous dignes de leurs soldats et dont quelques-uns furent des généraux ou des hommes d'état de premier ordre, les Turcs ne rencontraient devant eux en Hongrie qu'une nation mûre pour la défaite, belliqueuse mais insubordonnée, appauvrie, rongée par les discordes intestines. Et la Hongrie était la dernière barrière qui protégeât contre les invasions ottomanes la Bohême comme l'Autriche! — Comment la pensée ne serait-elle pas venue à tous ceux que menaçait un même danger de mettre leurs forces en commun? Réduit à ses seules ressources, chacun des États du Danube [1] était trop faible pour soutenir longtemps la lutte, et il était évident que l'Allemagne, absorbée par ses querelles séculaires, ne leur enverrait que des secours tardifs et insuffisants. Commettrait-on la même faute que les peuples de la péninsule des Balkans? Ils n'avaient pas compris assez tôt la solidarité de leurs intérêts et ils avaient succombé l'un après l'autre sans

1. Le royaume de Bohême appartient au bassin du Danube par la Moravie. Les historiens et les géographes ont d'ailleurs très justement remarqué qu'en dépit de l'Elbe, la Bohême propre est plus attirée vers le Sud que vers le Nord : les Monts Métalliques et les Monts des Géants ne laissent au fleuve qu'un étroit passage et les communications avec la Basse-Allemagne sont difficiles, tandis qu'au Sud-Est, le plateau arrondi de Moravie n'établit entre les deux provinces qu'une frontière nominale.



gloire et presque sans défense [1]. — Jusqu'à présent toutes les tentatives pour rapprocher dans une même domination les Magyars, les Autrichiens et les Tchèques avaient échoué, les répulsions des peuples avaient été plus puissantes que les nécessités politiques, et chacun de ces essais stériles avait laissé derrière lui une nouvelle traînée de rancunes. Mais l'heure approchait où la pression des événements serait plus forte que les résistances particularistes : l'union était nécessaire, elle était fatale. Seulement de quelle manière s'accomplirait-elle et dans quelles conditions? Par la conquête? Un des trois groupes, magyar, allemand ou slave, réduirait-il les deux autres au rang de vassaux et de sujets? Et, dans ce cas, à qui reviendrait la victoire? Quel est celui qui imposerait aux autres ses lois, ses traditions, sa langue, ne leur laissant d'autre prérogative que de fournir à l'œuvre commune des hommes et de l'argent, sans qu'il leur revînt de leurs sacrifices ni profit ni honneur? — Ou bien la fusion serait-elle librement débattue et volontairement acceptée, et trouverait-on un système de confédération qui, confondant les intérêts et respectant les droits, assurerait la puissance et la sécurité de tous sans attenter à l'indépendance de chacun?

Ces diverses questions, religieuses, constitutionnelles, politiques, se sont présentées sous différentes formes à tous les peuples de l'Europe : l'histoire moderne n'est que le récit de leurs efforts pour les résoudre et pour s'adapter aux nouvelles conditions créées par la disparition de la société du moyen âge. Établir la liberté religieuse sans ruiner l'unité morale, remplacer les institutions féodales en tenant compte à la fois des droits de l'individu et des nécessités gouvernementales, assurer et défendre l'indépendance nationale, l'œuvre était étrangement laborieuse, et elle dure encore. Quel peuple oserait se vanter d'être sorti de la période des tâtonnements? Tout au plus l'Angleterre qu'ont

1. Il y a certainement de nombreux épisodes héroïques dans la résistance des Slaves du Sud contre les Turcs, mais malgré tout, l'impression générale est triste et le succès des Infidèles, bien plus facile qu'on ne s'y serait attendu.



servie des conditions géographiques particulières. La plupart des nations, victimes de leur imprudence ou des événements, ont négligé un des termes du problème et grevé lourdement ainsi leur avenir. Quelques-unes ont complètement manqué le but et expié leur erreur par des siècles de souffrances et d'oppression.

Nulle part, sinon en Pologne, l'échec n'a été aussi éclatant et les conséquences de cet échec aussi désastreuses qu'en Bohême. Les rêves d'indépendance religieuse aboutissent au triomphe de l'Église et à la domination des Jésuites, les agitations politiques préparent la victoire de la monarchie absolue; la Bohême entre dans une grande monarchie, mais non pas comme un royaume autonome et indépendant, — en province conquise, et peu s'en faut qu'elle ne perde jusqu'à sa langue et au souvenir de son existence nationale. La bataille de la Montagne-Blanche (8 nov. 1620) la condamne pour plusieurs siècles aux horreurs d'une réaction impitoyable et la livre démantelée à l'oppression étrangère. Mais cette bataille elle-même n'est que le dernier terme d'une longue décadence et la suite fatale des événements antérieurs. Les cent cinquante ans qui la précèdent ne sont qu'un perpétuel avortement et une lamentable agonie. Pendant un siècle et demi, les violences des partis et la stupidité de préjugés aveugles, l'inertie du peuple et l'impéritie des chefs rendent le dénouement inévitable; on court à une catastrophe avec une rapidité toujours croissante. Par moments sans doute l'horizon paraît moins sombre, quelques hommes remarquables semblent devoir réussir à conjurer l'orage, et comment en serait-il autrement chez un peuple qui avait conservé une si extraordinaire énergie vitale? Mais ces éclaircies sont de courte durée. Par une fatalité cruelle, les meilleures intentions sont frappées de stérilité, ou, plus justement, le dévouement et l'intelligence de quelques chefs ne balancent pas les erreurs ou les crimes de leurs compatriotes; ils ne retardent même pas l'heure fatale où, lasse, usée, la nation tombe presque sans combat, sans autre héroïsme que celui de ses martyrs.



Les causes de cet effondrement sont nombreuses et elles apparaîtront assez clairement par la suite. Deux cependant, d'ordre plus général, agissent pendant toute cette période. Tout d'abord la complexité inextricable des questions qui furent posées simultanément, et non l'une après l'autre. Au milieu de cet enchevêtrement de problèmes religieux, moraux, constitutionnels, politiques, diplomatiques, confus, embrouillés, chevauchant les uns sur les autres, les esprits furent pris d'une sorte de découragement ahuri : aucune solution ne parut clairement désirable et ne fut unanimement poursuivie. Il n'y eut que des préférences individuelles dont ne sortit aucun courant général. Quelques Seigneurs, plus particulièrement en Moravie où la mêlée était un peu moins ardente, eurent, vers la fin, une intuition du but à atteindre : mais, outre qu'il était désormais bien tard pour que leur intervention modifiât sensiblement un résultat dès lors à peu près acquis, leur voix n'eut aucun écho. Chose curieuse, en effet, dans ce pays si troublé par les factions, il ne se forma jamais de véritables partis, au sens élevé du mot, avec des chefs obéis, des idées précises, des tendances permanentes. Rien d'analogue à ce qui se passe par exemple en France : ici, dans les grandes crises de l'histoire, sous François Ier, sous Henri IV, sous Louis XIII, un groupe important s'élève au-dessus des considérations passagères, et en s'inspirant des traditions constantes du pays, propose un programme modéré et facile à comprendre qui rallie aussitôt l'immense majorité du peuple. Le plus illustre exemple de ces triomphes de l'opinion publique et de ces manifestations impérieuses de la conscience nationale, c'est la victoire du parti politique à l'époque de Henri IV, mais que d'autres il serait facile de citer à côté. En Bohême, il ne se dégagea jamais du choc des préférences particulières une opinion publique capable de forcer toutes les convictions et d'emporter toutes les résistances.

Or, et ce fut la seconde cause du malheur de la Bohême, cette obscurité et cette incertitude devaient avoir pour effet, et l'eurent véritablement, de surexciter les ambitions per-



sonnelles. On a vu dans ce fait la preuve d'une corruption morale irrémédiable et d'une fatalité héréditaire qui condamneraient les Slaves aux discordes intestines : sottise pure! A toutes les époques les instincts égoïstes ont été un des principaux facteurs de l'histoire et les rivalités de castes ne sont pas particulières à une race. Il est permis aux apôtres de rêver une société toute de renoncement et d'abnégation, et, dans cette même période, l'Église des Frères bohêmes réalise ce type de perfection évangélique : mais il est bien évident qu'une nation tout entière ne saurait s'élever à cet idéal d'ascétisme. Convient-il même de le regretter? En supprimant les passions, ne supprimerait-on pas du même coup le mouvement, le progrès et la vie? Les vertus chrétiennes ne sont pas toujours adéquates aux vertus civiques, et il n'est pas bien sûr que les prédications des Frères n'aient pas contribué dans une certaine mesure à répandre l'indifférence politique et à détourner de leurs devoirs sociaux quelques-uns des plus nobles fils de la patrie. — Mais du moins dans une société régulière, les intérêts particuliers sont subordonnés aux intérêts généraux et conditionnés par eux, les égoïsmes sont contenus par un ensemble de principes généralement acceptés, et l'opinion publique impose aux convoitises une modération relative. Les citoyens apprennent à voir dans les droits de leurs voisins la garantie de leurs propres privilèges, et leurs usurpations sont tempérées par l'esprit de solidarité. Une loi morale n'a d'action que si elle est absolument claire, et personne ne s'inquiète de faire son devoir lorsqu'il est difficile de savoir où il est. Dès que l'intérêt général est douteux, les intérêts individuels deviennent plus exigeants, et, si l'on n'aperçoit pas ce qu'exige le bien de la patrie, chacun ne songe plus qu'à lui-même, à ses prérogatives, à sa fortune, jusqu'au moment où, sous l'assaut des appétits, l'État lui-même s'écroule, écrasant sous ses décombres ceux qui avaient espéré s'enrichir de ses dépouilles.

C'est ce qui se produisit en Bohême. L'abaissement des caractères, le souci exclusif des profits matériels, les luttes



violentes et mesquines, l'affaiblissement du sentiment national sont la suite de la confusion des programmes et de l'obscurité des idées. De là la peine que l'on éprouve à tracer, pendant cette période, les grandes lignes de l'histoire, qui n'apparaît plus que comme une mêlée féroce des passions les plus méprisables. Naturellement les questions constitutionnelles intérieures passent au premier plan, parce qu'elles touchent plus directement les individus. Un des hommes qui ont étudié avec le plus de soin et le mieux compris le passé de la Bohême, a dit, non sans quelque exagération, qu'il n'y a plus au XVI[e] siècle de lutte religieuse ou nationale : il s'agit seulement de savoir si la noblesse réussira à établir sa domination. — Les mots perdent leur sens ; les principes, leur valeur ; les questions vitales sont rejetées en seconde ligne, ou même complètement oubliées ; les déclamations retentissantes cachent les misérables calculs de vulgaires intrigants ; au milieu de cette curée, le peuple, ruiné par l'anarchie, n'a plus pour ses chefs ni respect ni confiance, il ne se mêle aux affaires publiques que par quelques soulèvements où il apporte à la fois une fougue inexpérimentée et un découragement prêt à toutes les compromissions ; le plus souvent, gagné par la contagion générale, il demande aux plaisirs matériels la consolation et l'oubli.

L'événement eût été probablement tout autre si les rois avaient compris les devoirs qui résultaient pour eux de leurs fonctions. Charles IV et plus récemment Podiébrad avaient montré quel était le pouvoir de la monarchie quand le prince s'élevait au-dessus des factions et unissait à quelque intelligence et à quelque énergie un dévouement sincère à la chose publique. Les successeurs de Podiébrad ne manquèrent pas tous d'énergie ou d'intelligence, et la bonne volonté même ne leur fit pas toujours défaut ; mais ils ne comprirent jamais leur rôle naturel de médiateurs et d'arbitres : aussi ne parvinrent-ils pas à constituer autour d'eux un grand parti national. Ils ne partageaient ni les instincts ni les besoins du peuple qui avait remis ses destinées entre leurs mains. Le grand malheur fut qu'ils n'aimèrent pas la Bohême. Les faibles l'a-



bandonnèrent à ses convulsions, les habiles et les forts se servirent contre elle des armes qu'elle leur avait confiées. — Les luttes confessionnelles furent, à ce point de vue, particulièrement fatales. Catholiques, les souverains ne cessèrent de poursuivre la soumission des hérétiques, et un abîme infranchissable se creusa entre la royauté et le peuple : également menacés par les usurpations des seigneurs, une alliance entre eux semblait devoir se conclure d'elle-même; l'intolérance des uns et la défiance de l'autre la rendit impossible au grand détriment de tous et au grand profit de l'anarchie. En même temps, l'hostilité des rois contribua à entraver l'organisation de l'Église utraquiste, l'appui qu'ils prêtaient aux Catholiques entretint leurs haines en entretenant leurs espérances et empêcha l'établissement d'un régime définitif de tolérance; les luttes constitutionnelles devinrent plus âpres parce qu'elles se compliquèrent sans cesse de passions religieuses. A ce titre, une large part de responsabilité dans les souffrances de la Bohême revient à ses souverains.

∴

La série commençait mal. Vladislas se montrait aussi incapable de gouverner le royaume qu'il l'avait été de le défendre. Il avait juré d'assurer « l'honneur du Dieu tout-puissant et les progrès de la foi chrétienne », mais la manière dont il interprêtait son serment allait le mettre presque immédiatement en conflit avec ceux à qui il l'avait prêté.

Catholique convaincu, Vladislas jugeait en même temps de bonne politique de désarmer par des concessions la rigueur du Saint-Siège; il cherchait à ramener Sixte IV en l'accablant des signes évidents de sa bonne volonté et à le décider ainsi à reconnaître son élection.

L'histoire du parti utraquiste n'est guère faite que d'une série de défaillances et de crises morales auxquelles le condamnaient son absence de logique et ses contradictions.

Comme il maintenait la nécessité de l'ordination canonique, il souffrait d'une disette chronique de prêtres, et l'extrême médiocrité de son clergé, recruté au hasard, était d'autant plus fâcheuse que l'administration ecclésiastique était plus incertaine et moins respectée. Le mal avait été longtemps en partie corrigé par l'espèce de dictature morale qu'avait exercée Rokytsana tant qu'il avait vécu. A sa mort, il avait été remplacé à la tête du Consistoire utraquiste, qui représentait la plus haute autorité religieuse du parti, par un des maîtres les plus en vue de l'Université, Venceslas Koranda. Koranda avait été très activement mêlé aux derniers événements. Dès 1460, la fermeté de ses convictions était si connue que sa nomination comme doyen de l'Université avait provoqué les aigres réclamations des catholiques; on se rappelle le rôle qu'il joua dans la grande ambassade envoyée à Rome par Podiébrad en 1462. Honnête et ferme, écrivain fécond, polémiste érudit et infatigable, il n'avait pas cependant les qualités supérieures qui imposent l'obéissance et déconcertent l'opposition. Théologien expérimenté, mais sans profondeur et sans originalité, orthodoxe de l'hérésie, ses œuvres se divisent presque également en traités contre les Catholiques et en dissertations contre les sectes avancées, en particulier contre les Frères de Kheltchitsky, dont il fut un des adversaires les plus acharnés.

Était-il possible cependant de se maintenir éternellement dans cet équilibre instable, à égale distance de la soumission et de la révolte? Beaucoup s'irritaient de ces tergiversations excessives, et, convaincus de la nécessité d'établir un ordre régulier, persuadés d'ailleurs que tous les ménagements ne servaient qu'à rendre plus intraitable la cour de Rome, proposaient d'élire un évêque national, sans s'inquiéter de la confirmation de la Curie. Ces impatiences, fort légitimes, scandalisaient beaucoup d'esprits timorés, qu'effrayait aussi le progrès des doctrines radicales; ils appelaient de tous leurs vœux une réconciliation avec l'Église romaine et acceptaient d'avance toutes les concessions de nature à la faciliter.



Cette situation, qui se reproduit presque périodiquement, rappelait de très près, on le voit, celle qui avait amené la conclusion des Compactats ; comme en 1436, les Catholiques essayèrent d'en profiter. Leurs calculs avaient été déjoués alors par l'intervention de Rokytsana, de Ptatchek et de Podiébrad, qui avaient rallié et relevé le parti réformateur : maintenant, ils étaient sûrs de la complicité du roi, et Koranda n'avait ni la décision ni le prestige de son prédécesseur. Les passions religieuses avaient beaucoup perdu d'ailleurs de leur intensité : les indifférents n'opposeraient pas sans doute à la réaction une bien sérieuse résistance, et leur adhésion, plus ou moins spontanée, rendrait la majorité aux Catholiques et légitimerait leur entreprise.

Dans le dernier conflit, les fidèles de la papauté avaient été protégés contre toute persécution par l'adoucissement des mœurs et la bienveillance à la fois instinctive et calculée du roi. Aussi, malgré la défaite de la Curie, ils n'avaient pas subi de pertes réelles [1]. Dès que la paix fut rétablie, leur nombre, déjà accru par l'arrivée des Polonais qui avaient accompagné Vladislas, s'augmenta assez vite : la reprise des relations commerciales attirait dans les villes des étrangers, en particulier des Allemands ; la fatigue générale ou le désir de gagner les bonnes grâces du roi amenait quelques conversions : les fils mêmes de Podiébrad renonçaient au calice et imploraient le pardon de l'Église. Dans tout le pays se manifestait une véritable renaissance catholique. Les couvents abandonnés et détruits étaient réparés et se repeuplaient, et quelques fondations nouvelles témoignaient du réveil de la piété. Les seigneurs catholiques usaient rigoureusement de leur droit de présentation aux cures et chassaient des églises de leurs domaines les prêtres schismatiques. Le pape avait consenti à suspendre l'interdit qui pesait sur Prague depuis plusieurs années,

1. Georges se vante, dans une lettre aux habitants de Cheb, non seulement de tolérer, mais de protéger et de secourir les Allemands de Prague « fort nombreux et qui détiennent beaucoup d'églises et de cloîtres. » (Fontes rerum austriac. II Abth., t. 46, 411). Ils étaient tous catholiques.



mais à condition que les prédicateurs auraient le droit de combattre l'hérésie, et les chaires retentissaient de déclamations furibondes : aigris par les souffrances de l'exil, devenus étrangers à leurs ouailles pendant leur longue absence, mécontents de la détresse matérielle où les avaient réduits les confiscations, les prêtres orthodoxes accablaient d'invectives les Utraquistes, les accusaient de baptiser au nom de Lucifer, traitaient de pus le sang du calice. Pour la première fois, depuis de longues années, les cérémonies romaines s'étalaient librement dans les rues. Déjà l'égalité ne suffisait plus aux Catholiques. A Prague, le jour du Saint-Sacrement, les processions des deux partis se rencontrèrent, une bagarre faillit éclater, et le prêtre utraquiste fut souffleté par un seigneur catholique en présence de la foule indignée. On prétendait imposer aux Calixtins des règlements tombés en désuétude, et, s'ils refusaient de se soumettre, des bandes fanatisées envahissaient et dévastaient les temples, maltraitaient les curés utraquistes et les remplaçaient par des catholiques. A Boleslav, sur les domaines de Jean de Tsimbourg, un des plus riches seigneurs du royaume et des plus respectés, et un des partisans les plus avérés de la Réforme, un prêtre hussite qui voulait célébrer la messe, était insulté et chassé de l'autel par son collègue catholique.

A la diète, les seigneurs catholiques affectaient de contester la validité des Compactats, ils refusaient de conclure une paix perpétuelle avec les Hussites, ne consentaient qu'à une trêve de quelques années. Ils comptaient bien amener peu à peu les États à accepter leurs projets de restauration. Dès l'origine, la haute noblesse avait été plus réfractaire à l'hérésie que les autres classes, et quelques-unes de ses plus illustres familles avaient conservé à l'Église une inébranlable fidélité; parmi ceux qui s'étaient prononcés pour la Réforme, beaucoup avaient cédé moins à des convictions impérieuses qu'à des calculs politiques. Aussi les défections parmi eux furent-elles nombreuses et rapides. En 1448, les Hradets, les Kolovrat, les Hasenbourg, etc.,



revinrent au catholicisme et apportèrent au parti pontifical toute l'influence qu'ils devaient à leurs richesses, à leurs talents et à la tradition. Alliés à Mathias, ils n'avaient pas paru aux diètes du royaume, tant que la guerre avait duré ; mais, la paix signée, les Rosenberg, les Sternberg, les Schwambourg, les Gouttenstein, les Hradets, les Hasenbourg, etc., allaient reprendre leurs rangs dans leur curie et peut-être y déplacer la majorité. Cette éventualité inquiétait fort les Utraquistes, et leur supériorité incontestée dans les deux autres curies, celles des chevaliers et des bourgeois, ne les rassurait qu'incomplètement, parce qu'en fait l'Ordre des Seigneurs avait voix prépondérante dans les États et que l'intervention royale pouvait paralyser l'action des villes.

La partialité de Vladislas était toujours plus manifeste. Il avait complètement oublié qu'il devait son trône aux ennemis de Rome : son zèle religieux l'emportait même un moment sur son inertie habituelle, et il mettait au service de la cour romaine une fermeté et une constance que l'on n'aurait pas soupçonnées chez lui : tandis que les prédicateurs catholiques s'abandonnaient librement aux écarts de leur verve, les dissidents étaient tenus de fort court, et les moindres imprudences sévèrement punies. Un prêtre calixtin fut chassé de Koutna-Hora, et les troubles qui suivirent cette expulsion furent cruellement châtiés. Vers la même époque, l'attitude de l'évêque Jean de Varadin (Grosswardein), ambassadeur de Mathias, et de ses compagnons provoquait à Prague un commencement d'émeute : le roi fit arrêter les Calixtins qu'il soupçonnait d'avoir excité les passions [1]. Une certaine agitation s'étant manifestée dans

1. Sur la réaction catholique et les résistances hussites, cons. outre Palatsky, t. V, 1 ; Frind, Die Kirchengesch. Bœhmens, t. IV, p. 80-82 ; Bachmann, Zur Gesch. des Aufstandes der Prager im Sept. 1483 (dans les Mittheil. des Vereins für Gesch. der Deutschen in Bœhmen, Prague 1881, 19e année); Bourda, les troubles de Prague en 1483, (en tchèque), dans le Sbornik historitsky, Pr. 1883, p. 120. — Bachmann a publié le récit d'un allemand, *Passio Pragensium*, important à comparer au Vieux Chroniqueur bohême qui était auparavant la source presque unique.



la ville, Vladislas voulut intimider les Utraquistes par de nouvelles rigueurs. Il cita devant lui quelques-uns des prêtres les plus populaires, leur reprocha d'avoir prêché contre la vérité et de compromettre l'ordre; après avoir été exposés plusieurs heures aux railleries et aux insultes des courtisans, ils furent conduits au château de Karlov-Tyn et jetés dans un cachot étroit, sale, sans lumière, presque sans air; on les y retint plusieurs mois, peut-être quelques-uns furent-ils mis à la torture. Parmi eux se trouvait un des ecclésiastiques les plus vénérés de la population, le curé de Saint-Jules, Michel; descendant d'une noble famille polonaise, Michel avait été amené en Bohême par ses convictions religieuses, et il vivait depuis trente ans à Prague, entouré de l'estime et de l'affection de tous. Sans remords et sans peur, il soutint ses compagnons par ses paroles et par son exemple, et, quand il mourut, le bruit se répandit aussitôt que ses gardiens l'avaient laissé mourir de faim. On l'honora comme un nouveau martyr, à côté de Hus et de Jérôme de Prague [1]. Etait-ce là la reconnaissance que devaient attendre les Utraquistes; était-ce là la récompense du zèle qu'avait déployé Michel pour mettre la couronne sur la tête de Vladislas? La colère du roi n'avait pas même été désarmée par cette mort: il refusait à la diète la mise en liberté des compagnons de Michel, ne l'accordait qu'à l'intervention d'un évêque étranger, de mauvaise grâce et incomplète.

La popularité de Vladislas, très atteinte déjà par sa conduite pendant la guerre, ne résista pas à ces incidents. Les diètes retentissaient d'aigres récriminations, les plus modérés perdaient patience et les partisans les plus obstinés du roi se détachaient de lui. Çà et là, dans les villes, des émeutes éclataient, et celles dans lesquelles les Utraquistes étaient le plus nombreux, essayaient de se rapprocher pour la défense du calice menacé. Cette agitation tumultueuse

1. Nous avons le récit d'un des compagnons de captivité de Michel, Venceslas de Slany. Il a été publié dans les Anciennes Chroniques tchèques, III, p. 503, et dans le Vybor z literatury tcheské, p. 879.



n'effrayait pas les Catholiques : ils n'y voyaient que les dernières convulsions de l'agonie. De quelle défense était capable un parti qui n'avait ni chefs ni organisation? Les Utraquistes comprirent les causes de leur infériorité, et, en face d'un péril imminent, ils résolurent de sortir à tout prix de cet état de dispersion qui les livrait à toutes les surprises.

En 1478, les seigneurs calixtins demandèrent à Vladislas la permission de convoquer leurs coreligionnaires en assemblée générale : le roi n'osa pas refuser. On s'aperçut alors combien l'hérésie tenait encore au sol par des racines profondes : de toutes les parties du royaume accoururent les laïques et les clercs, si nombreux que Vladislas s'étonna, dit-on, de n'avoir jamais réuni une assemblée pareille quand les plus graves questions politiques étaient en jeu. Toutes les salles de l'Université furent trop petites pour une telle affluence, et l'Assemblée délibéra dans la cour, en plein air. Les maîtres et les prêtres exposèrent l'objet de la réunion, rappelèrent les promesses toujours renouvelées et toujours violées, les Compactats contestés, la nomination de l'archevêque éternellement différée, l'ordination refusée aux candidats utraquistes et les cures désertes; ils opposèrent aux serments de Vladislas les encouragements prodigués aux catholiques, les églises profanées, les défenseurs de la vérité jetés en prison et mourant dans les supplices. Les plaintes succédaient aux plaintes, et chacune d'elles retentissait douloureusement dans l'âme des assistants et réveillait des colères mal éteintes. Au milieu de l'émotion générale, quelqu'un entonna un cantique, « Fidèles chrétiens », qui était comme le chant de ralliement des Utraquistes et qui avait été interdit. A ces accents, mêlés déjà à tant de journées glorieuses et sanglantes, les esprits s'exaltent : quelques-uns éclatent en sanglots, d'autres veulent courir aux armes; la délibération tournait à la démonstration et la réunion menaçait de finir par une émeute. Les seigneurs, qui avaient répondu de l'ordre, ramenèrent le calme et obtin-



rent que l'on renvoyât à une commission l'étude des résolutions à prendre. Mais, avant de se disperser, tous les assistants jurèrent de sacrifier leur vie et leurs biens pour la défense de la loi divine et ils se présentèrent devant le roi pour lui exposer leurs griefs. Vladislas eut là sans doute la vision de la véritable Bohême, hérétique et révolutionnaire, que lui cachaient ses courtisans, et il eut peut-être le pressentiment des dangers de cette œuvre de restauration catholique qu'il avait entreprise avec tant de légèreté.

Avant de se séparer, l'assemblée utraquiste avait réorganisé le Consistoire. Il gardait à sa tête Koranda et était composé de douze membres, élus par les États. Il avait pour mission de représenter la tradition, de combattre les sectes et de ramener à la pure doctrine hussite ceux qui s'en étaient écartés : sous son autorité supérieure, des doyens surveilleraient les simples prêtres et maintiendraient dans les rangs du clergé la discipline et l'union. A côté du Consistoire, un comité de six laïques, désignés aussi par les États utraquistes, assurerait le respect de ses décisions et veillerait à ce que les lois et les privilèges qui protégeaient les Calixtins fussent sincèrement observés.

Un grand pas venait d'être fait : désormais les Catholiques n'avaient plus devant eux des individus ou des paroisses dont l'isolement paralysait la force de résistance, mais un parti solidement constitué, dont la politique était conduite et les destinées protégées par des directeurs régulièrement désignés. Cependant les effets du synode de 1478 ne furent pas immédiats, et, les années suivantes, les Catholiques et le roi continuèrent leur active propagande. Les réclamations du Consistoire et les protestations des directeurs n'auraient eu chance d'être écoutées que si elles s'étaient appuyées sur des forces matérielles redoutables : — où était l'armée dont disposaient les Calixtins? La disette de prêtres dont ils souffraient augmentait sans cesse : le pape avait renouvelé l'interdiction d'ordonner les prêtres utraquistes, les cures vacantes devenaient toujours plus

nombreuses, et, dans un temps assez court, il semblait inévitable qu'elles revinssent au parti hostile à la Réforme. Les espérances des Catholiques furent détruites par un incident imprévu et presque romanesque.

Au mois d'août 1482, le bruit se répandit tout à coup qu'il était arrivé à Pisek un évêque, un véritable évêque, muni de tous les pouvoirs épiscopaux, et qui ordonnait sans difficulté les candidats utraquistes. Tabor, diverses autres villes l'avaient appelé, et il avait été reçu à Kralové-Hradets (Kœniggræts) en grande solennité. — Quiconque connaît l'état du clergé italien à cette époque, apprendra sans la moindre surprise que divers évêques, besogneux et légers de scrupules, avaient accueilli, sans trop de difficultés, les jeunes gens tchèques qui leur demandaient l'institution canonique : tout au plus exigeaient-ils quelques concessions de pure forme pour se mettre à l'abri des poursuites de la justice pontificale. Cette complaisance s'explique tout naturellement par les bénéfices qu'elle rapportait, c'était une forme nouvelle de la Simonie alors générale ; il n'est pas impossible cependant que des mobiles plus nobles soient intervenus parfois : peut-être certains prélats, favorables à la réforme de l'Église, assez inexactement renseignés d'ailleurs, éprouvaient-ils quelque regret de l'inflexibilité de la Curie et quelque sympathie pour la malheureuse nation condamnée à la perdition éternelle. — Il vivait alors à Mirandole un évêque de Santorin, Augustin-Lucien ; à diverses reprises, des jeunes gens venus de Bohême lui avaient demandé la consécration : il ne les avait pas repoussés, et il avait persisté dans son indulgence même après que les interdictions plus rigoureuses des dernières années avaient détourné les autres prélats italiens de semblables pratiques ; il s'était attiré par là d'abord de sévères remontrances, puis diverses peines disciplinaires. Il partit pour la Bohême [1].

1. Avait-il été attiré par des promesses ? — Rien ne le prouve. Koranda déclare qu'il n'avait reçu de Bohême aucune invitation ; Lucien lui-même,



Quelles étaient les véritables causes de la résolution de Lucien ? Les documents que nous possédons sont trop incomplets pour nous permettre de les démêler. Il ne paraît pas qu'il y eût en lui l'étoffe d'un martyr, ni même celle d'un ambitieux de grande envergure. Les événements suivants nous le montrent médiocre et hésitant, sans influence, perdu au milieu de difficultés qu'il n'avait pas soupçonnées. Mais, qu'il eût cédé aux séductions imprudentes d'une fantaisie brouillonne ou aux inspirations d'une âme tendre et d'une piété sincère, que ce fût un aventurier ou qu'il eût entrevu le rôle d'un apôtre, l'arrivée d'un prélat, revêtu des pouvoirs indélébiles de l'épiscopat, était un coup de fortune pour les Utraquistes. Les Catholiques, dont la déconvenue était extrême, se répandirent en récriminations ; Vladislas essaya d'effrayer Lucien [1], et la cour de Rome envoya au chapitre de Prague l'ordre de l'arrêter (juillet 1482). Ce n'était pas si aisé. La satisfaction des Utraquistes égalait l'indignation de leurs adversaires. Ils avaient vu en Lucien une sorte d'envoyé de Dieu et dans son arrivée une manifestation miraculeuse de la volonté céleste : dans les villes où il paraissait, il était accueilli au milieu d'un enthousiasme superstitieux. Les chefs du parti jugèrent le moment opportun pour compléter leur œuvre de 1478. Dès cette époque, quelques villes s'étaient rapprochées, la formation d'une ligue avait été agitée, mais sans aboutir : les négociations furent rouvertes et vivement poursuivies. L'initiative partit de deux villes qui s'étaient toujours distinguées par leur ardeur belliqueuse et leur dévouement

dans une lettre au roi, dit qu'il a été décidé par la conviction que les Tchèques étaient injustement traités, par la bonne impression qu'avaient produite sur lui leurs candidats. Il n'est pas douteux, d'autre part, qu'à la diète de 1478 on avait fait allusion à la possibilité de gagner un évêque italien. Augustin-Lucien eut grand soin d'apporter les documents qui établissaient sa situation. — Sur cet incident important, v. Palatsky, t. V, p. 214 et suiv., et Frind, p. 80.

1. Sa démarche, répondait-il aux protestations de l'évêque, lui paraissait insolite, peu conforme aux traditions. S'il voulait, comme il le prétendait, rétablir la paix entre les deux partis, pourquoi s'était-il tout de suite si nettement prononcé pour l'un d'entre eux ?



aux doctrines nouvelles, Zatets [1] et Kralové-Hradets [2]. La faiblesse relative de leur population, peut-être aussi quelques imprudences et un penchant connu pour les sectes radicales les avaient rejetées au second plan pendant la seconde période des guerres hussites : au moment du péril, elles reprenaient leur rang. Le 15 juin 1482, Zatets forma une ligue avec les villes voisines, Kralové-Hradets l'imita deux jours après, et elles invitèrent les seigneurs et les chevaliers à se joindre à elles. Les membres de la ligue s'engageaient à protéger l'évêque de Santorin et à défendre contre toute attaque leurs privilèges religieux; quelques-uns des plus grands seigneurs et des plus hauts fonctionnaires du royaume adhérèrent à l'Union. Avant cependant de recourir aux moyens extrêmes, ils offrirent encore une fois la paix aux Catholiques, leur demandèrent de renoncer à une politique de provocation qui les exposait à de fâcheuses représailles. Les Catholiques affichèrent une extrême surprise : comment les soupçonner de méchants desseins! Que désiraient-ils? — la concorde, l'union. Quand on les pressa de donner une preuve visible de leur bonne volonté en adhérant aux Compactats, ils se dérobèrent : ils étaient soumis au Saint-Siège et, dans toutes les matières de foi, il leur était interdit de prévenir ou de dépasser ses instructions. Les Utraquistes savaient ce qu'ils voulaient : les représentants de l'Église romaine n'abdiquaient aucune de leurs prétentions; de plus longues tergiversations auraient été coupables et dangereuses. Vladislas, par entraînement et par imprudence plus encore que par conviction, avait, en quelques années, compromis aussi maladroitement à l'intérieur qu'à l'extérieur les résultats du règne de Podiébrad : les rancunes assoupies étaient réveillées; deux partis en armes, prêts à s'entredéchirer; l'autorité royale,

1. Zatets (Saatz), sur l'Ohrze (Eger), au nord-ouest de la Bohême, 9000 habitants; elle avait toujours été une des forteresses du parti radical.
2. Kralové-Hradets (Kœniggrætz ou mieux Kœnigingrætz), au confluent de l'Orlitse (Adler) et de l'Elbe, à l'est de la Bohême, vers la frontière de Silésie : 6000 habitants.

annulée par les factions exaspérées, dont aucune n'avait une confiance entière dans le souverain, et dont les chefs se disputaient la direction suprême des affaires publiques. Les forces, dont il n'avait pas su faire usage pour maintenir l'intégrité du territoire, allaient s'épuiser dans de nouvelles dissensions intestines.

Comme en 1448, le sort de la guerre fut décidé, avant même qu'elle eût commencé, par un coup de surprise. Il y a quelque exagération à prétendre, comme quelques historiens, que Prague sauva encore une fois à ce moment le Hussitisme : en dépit des progrès et des espérances de la réaction, l'Utraquisme n'était pas encore si affaibli que son salut dépendît d'une seule ville; ce qui est vrai, c'est que la révolution qui rejeta dans le parti calixtin la capitale du royaume, lui assura une supériorité si évidente que les Catholiques renoncèrent aussitôt à leurs projets et ne songèrent plus qu'à sortir aux meilleures conditions possibles d'une lutte mal engagée.

Les villes royales remontent en Bohême à la seconde moitié du XIII[e] siècle et aux derniers Przémyslides ; leurs premiers habitants furent en général des Allemands que les souverains attirèrent sur leurs domaines pour augmenter leurs revenus et pour se préparer des alliés contre les seigneurs. Les villes dès lors jouissent d'une autonomie très étendue et elles ne relèvent que du roi, sans pouvoir être aliénées ou engagées, ce qui, au moyen âge, est le signe distinctif de la liberté. — Charles IV les protégea, favorisa leur développement, confirma ou étendit leurs privilèges et mérita d'être appelé leur nouveau fondateur. Mais chez lui la générosité était toujours prévoyante et il ne sacrifiait pas à une popularité passagère les intérêts supérieurs de la couronne et du pays. Ces villes, nées de la volonté royale et dans lesquelles les princes avaient en général trouvé de dociles auxiliaires, ne se lasseraient-elles jamais de leur obéissance? Après avoir été un secours, ne deviendraient-elles pas un danger? Mises en goût d'indépendance, ne contesteraient-elles pas aux souverains les



derniers et maigres droits qu'ils s'étaient réservés ?— Sans violence, grâce à la confiance qu'il inspirait et à l'ascendant qu'exercent toujours une intelligence claire et une volonté ferme, il les amena à renoncer, en échange des franchises qu'il leur prodigua, à celles de leurs prérogatives qui étaient de nature à affaiblir l'unité du royaume ou l'autorité légitime de la royauté. Il transforma les communes autonomes en bonnes villes, pourvues à la vérité des plus larges immunités.

L'ordre de choses établi par Charles IV, comme tous les régimes justes et raisonnables, reposait sur l'équilibre des classes et des pouvoirs, et, comme presque toujours aussi, cet équilibre assez précaire était surtout maintenu par la vigilance et la sagesse d'un homme. Charles IV disparu, les diverses ambitions qu'il avait modérées se réveillèrent aussi exigeantes et exclusives, et les castes rivales ne songèrent plus qu'à se tailler la plus riche part possible dans la succession laissée vacante par l'abdication de la couronne. Les villes ne se préoccupèrent pas plus que les seigneurs des nécessités générales de gouvernement et des intérêts communs du royaume. La révolution religieuse, qui coïncida avec une très vive réaction contre l'élément étranger, parut tout d'abord devoir compromettre leur influence; en réalité, elle n'atteignit que leurs classes dirigeantes, le patriciat, la haute bourgeoisie allemande, depuis quelque temps menacée dans ses prérogatives par les corporations tchèques. Dans la plupart des cités, les anciennes familles s'étaient prononcées contre la Réforme, elles furent expulsées dès les premières années de la guerre, et leurs biens confisqués ; la prépondérance passa au petit peuple slave et utraquiste, et les villes se jetèrent à corps perdu dans le mouvement [1].

1. L'histoire des villes tchèques a été étudiée avec beaucoup de soin par les écrivains contemporains. M. Rœssler (*Deutsche Rechtsdenkmæler aus Bœhmen und Mæhren*), M. Erben (*Reg. Bohem.*), M. H. Jiretchek, dans sa très belle collection : *Codèx juris bohemici*, ont publié les textes les plus importants. L'histoire de Prague, (en tchèque), par M. Tomek, est un admirable monument d'érudition et de critique : (sept volumes parus jusqu'à Vla-



Par son ancienneté, sa richesse, sa population, l'étendue de ses privilèges, Prague s'élevait sans contestation au-dessus des autres cités tchèques. Dès le XIII[e] siècle, les chartes parlent de sa prospérité avec une sorte de lyrisme, et, à mesure que l'on avance, les documents témoignent de son développement continu et de ses rapides progrès : elle est le « premier membre du corps national, l'honneur et le salut du royaume, la reine brillante, la source d'où le droit se répand dans les autres villes [1] ». La fondation et l'éclat de l'Université, le retentissement des prédications de Bethléem, le séjour de Hus et de ses auxiliaires les plus en vue, avaient encore accru sa renommée. Après la mort de Venceslas, pendant l'intérim de la royauté, les nobles suspects, divisés ou découragés, tout la désignait pour prendre la direction du parti national. Elle ne manqua pas à son rôle, la première croisade se brisa à deux reprises devant ses murailles, et elle commença dès lors à exercer une véritable hégémonie sur le reste du pays.

Peu à peu, les autres villes royales lui reconnurent une sorte de suzeraineté, et sa constitution municipale, étendue à un grand nombre de cités et de cercles, tendit à devenir la constitution du pays tout entier. Ses légions décidaient de la victoire, ses représentants dans les diètes, de la majorité, et ce n'était pas par une vaine forfanterie que les Praguois s'inscrivaient les premiers dans les actes publics, avant les chevaliers et les seigneurs. Un moment il ne parut pas impossible que Prague présidât à une véritable réorganisation démocratique de l'État et que le régime féodal fît

dislas). Parmi les travaux particuliers, il faut citer surtout les études de M. Tchélakovsky, et en première ligne, — l'Office de sous-chambellan en Bohême (en tchèque), Prague 1881.

1. Cs. la très belle collection : Recueil des sources du droit municipal bohême; 1[re] partie : privilèges des villes de Prague (1886), qui fait autant d'honneur à M. Tchélakovsky qui la publie qu'au conseil municipal qui en fait les frais. — « Sans elle, toutes les autres cités du royaume seraient comme privées de leur chef; elle est la règle des mœurs, l'exemple et le miroir de la moralité » (privilège de Jean, 1316, p. 22). — *In commodis (civitatis pragensis) et profectibus sicut in oculorum nostrorum viridario nostra plurimum delectatur serenitas* (privilège de Charles IV, 1348, p. 85), etc., etc.

place en Bohême à une constitution plus conforme à la fois aux traditions nationales et aux tendances des sociétés modernes. Ne bornant plus ses désirs à assurer son autonomie, mais rendue au sentiment de la solidarité nationale, elle pouvait, en confondant sa cause et celle des libertés publiques et en communiquant ses privilèges au reste du pays, préparer une transformation radicale dont les effets auraient été aussi graves et probablement plus heureux que ceux de la rénovation religieuse [1].

Ces espérances ne se réalisèrent pas. On était encore en plein moyen âge ; pas plus que les chefs des communes de Flandre ou de la ligue de Souabe, pas plus qu'Étienne Marcel, les chefs populaires de Prague ne s'affranchirent des idées ambiantes : la résolution et la violence ne sont pas incompatibles avec quelque timidité d'esprit. Ils demeurèrent prisonniers de leurs souvenirs et n'eurent en général d'autre but que d'étendre leurs privilèges particuliers et de substituer leur pouvoir à celui de la noblesse. Affaiblie par ses inconséquences, la faction démocratique céda bientôt la direction des affaires aux modérés, et le triomphe de l'ancien système fut marqué par l'alliance de Prague et des Seigneurs et scellé par la victoire qu'ils remportèrent en commun sur les Taborites.

Malgré ce revirement et bien qu'elle eût perdu par sa faute une occasion unique de mettre à l'abri de toute attaque les franchises politiques et religieuses du pays, Prague sortit de la guerre glorieuse et respectée. Ses domaines s'étaient accrus; ses prérogatives, étendues. Non seulement elle était absolument maîtresse de la justice, de la police et de l'administration municipales, mais Sigismond lui avait reconnu une sorte d'hégémonie sur les autres villes royales. C'était dans ses murs que devait avoir lieu l'élection des rois, et, avant d'entrer dans la ville, le souverain était tenu de jurer qu'il respecterait ses privilèges. Son tribunal examinait en dernier ressort les sentences d'un grand nombre

1. Tchélakovsky, l'Office de sous-chambellan, p. 27.

de justices municipales, et les cas dans lesquels il était permis d'en appeler de ses décisions au tribunal royal étaient très limités. Dans les diètes et dans les ambassades, son chancelier représentait tout l'Ordre des villes, parlait en leur nom. On choisissait parmi ses habitants le sous-chambellan, véritable ministre des affaires municipales et ecclésiastiques, qui siégeait au conseil du roi et y représentait les bourgeois au milieu des chevaliers et des seigneurs [1]. Grâce à ces chambellans et en particulier à Venceslas Valétchovsky de Kniézmost (1452-57) et à Samuel Hrádek de Valétchov (1467-1485), elle retrouva assez vite sa prospérité matérielle et elle réussit à maintenir autour d'elle toutes les cités secondaires.

La grande majorité de la population de Prague était dévouée à l'Utraquisme : lorsque divers symptômes avaient semblé trahir quelques hésitations de Georges, elle avait protesté hautement contre toute restauration catholique, et, dans la dernière partie de son règne, sa foi n'avait marchandé ni le dévouement ni les sacrifices. L'élection de Vladislas avait été accueillie par elle avec une joie bruyante, parce qu'elle y avait vu la garantie d'une victoire prochaine et complète de la Réforme : l'irritation fut extrême quand le roi se tourna contre ceux qui l'avaient choisi, et elle fut d'autant plus profonde que les Catholiques, reprenant la politique de Sigismond, voulurent forcer les Calixtins à travailler de leurs propres mains à la ruine du Hussitisme.

Ce qui manquait au moyen-âge, ce n'était pas la liberté, mais la possession paisible de cette liberté. Comme le droit public n'était que la réunion de privilèges divers et souvent contradictoires, aucune condition n'était assurée ni aucune conquête définitive; la lutte de tous les jours était très favorable au développement des vertus civiques et rendait plus précieuses des franchises toujours contestées, mais elle créait un état permanent d'instabilité : dans ces con-

1. V. les chartes accordées aux Praguois par Sigismond (1435 et 1436), par Ladislas (1454), par Georges (1458 et 1460), par Vladislas (1472) : privilèges de la ville de Prague, p. 216 et sq., 236, 243, 253, 265, etc.



stitutions qui s'étaient développées lentement, sous des efforts successifs, tous les partis trouvaient les armes dont ils avaient besoin pour accomplir leurs desseins. Prague avait eu l'occasion déjà de s'apercevoir que ses privilèges ne la mettaient pas à l'abri de toute déconvenue.

Avant la guerre hussite, les franchises municipales ne profitaient guère qu'à quelques grandes familles bourgeoises qui maintenaient dans une dépendance presque complète le reste de la population. Au moment de la révolution, la majorité tchèque se débarrassa de cette oligarchie étrangère qui détenait tous les offices en vertu de droits héréditaires et qui opprimait ou, plus exactement, supprimait le reste des habitants. Ce ne fut pas un simple changement de personnes. Les conseillers perdirent leur omnipotence et ne furent plus que les délégués responsables de la commune; leurs pouvoirs furent strictement limités; dans les affaires administratives, ils furent assistés et surveillés par les *anciens,* et ils furent tenus de soumettre aux *assemblées générales* toutes les questions importantes. On revit à Prague ce qui s'était passé dans les républiques anciennes : la foule n'abdiquait pas ses pouvoirs en les déléguant, mais les exerçait directement elle-même.

L'égalité absolue est un idéal, toujours poursuivi, toujours fuyant. L'ancienne oligarchie avait à peine disparu qu'une autre commençait à poindre. Toutes les vieilles familles n'avaient pas été chassées, et elles n'abdiquaient ni leurs souvenirs ni leurs espérances. Quelques hommes nouveaux s'étaient enrichis pendant les troubles; d'autres étaient désignés aux suffrages de la foule par leur éloquence, leurs talents ou leurs violences. Ils ne se contentèrent pas longtemps d'être des chefs de parti, mais cherchèrent peu à peu à s'élever au-dessus de leurs concitoyens et à augmenter aux dépens des assemblées l'autorité qu'ils tenaient de leur vote.

Lorsque la ville se soumit à Sigismond, il fallut bien qu'elle lui reconnût certains droits, au moins en principe. Il avait renoncé à presque toute action sur la justice et l'administration communales; il conserva une surveillance gé-

nérale, retint la nomination des conseillers. C'était la tradition, et personne ne s'était inquiété de cette intervention royale, tant elle était entourée de réserves et de restrictions : le droit du roi ne s'exerçait que lorsqu'il était présent dans le pays ; les conseillers étaient choisis sur une liste dressée par les conseillers sortants, pris exclusivement parmi les Utraquistes et renouvelés chaque année. Leur compétence était nettement déterminée, et, dans tous les cas, la surveillance des anciens et des assemblées générales arrêterait toute velléité d'usurpation. Mais que valent les précautions contre la force des choses? Sigismond, qui ne se faisait aucune illusion sur les sympathies des Praguois, chercha à tenir en échec leur mauvais vouloir en leur imposant des magistrats dont il fût sûr et en étendant la compétence de ses représentants au détriment des pouvoirs démocratiques. Les catholiques et les ambitieux l'appuyèrent, les engagements pris furent tournés, et, de 1438 à 1448, la capitale du Hussitisme, soumise à un bourgmestre catholique, devint la complice involontaire et frémissante de la réaction, jusqu'au moment où elle fut délivrée par Podiébrad.

Vladislas, quand il reprit la politique de Sigismond, reprit aussi ses errements, et il eut pour instruments à son tour les hommes qui espéraient fonder leur pouvoir sur la ruine des libertés communales. Les conseillers furent pris parmi les Utraquistes, pour écarter tout motif légal de réclamation, mais ils étaient prêts à l'apostasie ; leur attitude paralysait tous les efforts des Hussites dans la ville et les condamnait au rôle de témoins inertes des évènements, en attendant qu'ils en fussent les victimes. Il en était de même à Koutna-Hora, la deuxième ville du royaume ; au centre du district minier longtemps le plus prospère de la Bohême, Koutna-Hora [1] avait dû un développement rapide aux riches

1. Koutna-Hora (Kuttenberg), à l'Est de la Bohême ; des mines d'argent avaient été découvertes dans ces régions vers le milieu du XIII[e] siècle, et l'on y avait frappé, vers 1300, les premiers *gros* d'argent. Les mines d'argent sont abandonnées depuis trois siècles, mais l'on exploite encore des mines de cuivre et de plomb.



gisements argentifères que l'on exploitait à ses portes et qui pendant les derniers siècles avaient constitué la plus abondante source de revenus du trésor royal. Au moment des guerres hussites, la bourgeoisie allemande y avait combattu les réformés sans pitié ni merci, et ses cruautés n'avaient pas peu contribué à imprimer à la guerre le caractère de violence et de cruauté qu'elle avait bientôt revêtu. Tour à tour conquise et reperdue par les Hussites, la ville avait fini par rester entre leurs mains; les anciens habitants avaient été chassés, et elle était devenue une des citadelles de l'hérésie, jusqu'au moment où le roi avait choisi des apostats pour l'administrer, à l'indignation de la majorité stupéfaite et désarmée.

Dès qu'une minorité entreprend d'imposer son autorité, il est fatal qu'elle recoure à des procédés arbitraires et à des mesures vexatoires. D'autant plus que cette tâche ingrate de gouverner contre la majorité répugne aux esprits généreux et que l'on est obligé d'accepter les services de séides suspects qui dépassent bientôt les instructions de leurs maîtres. Les premières illégalités entraînent progressivement les coupables jusqu'aux plus extrêmes violences, souvent malgré eux. Il y a là une loi du mal qui se vérifie à toutes les époques troublées et à laquelle n'échappèrent pas Vladislas et ses inspirateurs. Les conseillers, nommés par le roi à Koutna-Hora et à Prague, firent bientôt peser sur les villes qu'on leur avait livrées, une lourde tyrannie ; on leur avait demandé, en les choisissant, moins de scrupules ou de probité que de résolution : ils cherchèrent à se dédommager argent comptant de la haine qu'ils inspiraient et des représailles qu'ils redoutaient. L'on ne saurait sans doute accepter sans discussion toutes les accusations lancées plus tard contre eux par les révoltés victorieux ; mais les faits établis à leur charge suffisent à expliquer l'exaspération de leurs concitoyens [1]. Un de leurs serviteurs, dont la con-

1. V. dans les Anciennes chroniques bohêmes, III, p. 510-515, les dépositions des prisonniers après l'émeute.



science n'était pas très délicate, avoua que si d'autres avaient commis des actes semblables, ils n'auraient pas échappé à la potence. Ils trafiquaient de la justice, recevaient des deux mains, prononçaient en faveur de ceux qui se montraient le plus généreux. Voulait-on obtenir une déclaration de majorité? — Il fallait payer; payer, pour que la validité d'un testament fût reconnue. Quand ils se rendaient dans une maison pour recevoir les dernières volontés d'un mourant, ils confisquaient ce qu'ils trouvaient, saisissaient les valeurs, modifiaient les legs, faisaient rentrer les créances à leur profit. Un régime de délation et de terreur empêchait toute protestation. « Un bourgeois n'osait parler librement à son compère; si des voisins se rencontraient dans la rue, ils regardaient autour d'eux comme des loups, de peur que quelqu'un ne les entendît et ne les trahît. Partout les conseillers avaient des délégués et des mouchards : ils se répandaient dans les cabarets et dans les auberges, engageaient la conversation : se laissait-on entraîner à leur répondre, lâchait-on quelque mot de nature à déplaire aux conseillers, aussitôt ils vous dénonçaient. Les arrestations et les supplices marchaient grand train »[1]. Les magistrats étaient sûrs de l'impunité, parce qu'ils favorisaient ouvertement la réaction catholique. Avec leur connivence, des prédicateurs fanatiques, complètement ignorants de l'état des esprits, poursuivaient une campagne furibonde contre l'hérésie. Les plus bruyants héraults de cette croisade étaient les moines mendiants que Vladislas semble avoir appelés d'Allemagne et chez lesquels les haines religieuses se compliquaient de passions nationales : ils appelaient l'heure de la revanche qui vengerait l'Empire de ses humiliations. Valentin Vek, Maître Pouchka, « complètement oublieux des conseils d'Augustin qui dit que, lorsque la multitude se trompe, il faut agir avec douceur et non avec violence », s'étaient taillé une réputation au milieu de ces énergumènes par l'exubérance de leur zèle.

1. *Id.*, p. 233.



Dans les bas-fonds de toute grande ville grouille une population famélique et brutale, à l'affût de tous les troubles. Les déclamations des moines, tombant au milieu de ces foules ignorantes et turbulentes, les préparaient aux plus détestables résolutions. Déjà les prêtres utraquistes étaient insultés, leurs églises profanées. La complicité des conseillers encourageait toute cette canaille : ils réservaient toutes leurs rigueurs pour les Hussites. Malheur à ceux d'entre eux à qui la patience échappait en face de ces provocations : toute parole véhémente, toute infraction aux édits entraînait les plus excessives rigueurs.

Les conseillers conçurent-ils de plus vastes et de plus noirs projets? Des bruits sinistres couraient : on parlait d'une grande conspiration préparée par les seigneurs catholiques et les magistrats municipaux : tous les Utraquistes seraient massacrés ou expulsés de la ville ; déjà le jour était fixé, un conjuré avait apporté l'autorisation royale, les complices étaient prévenus, avaient reçu le mot d'ordre [1] ; l'administrateur catholique, Hanouch de Kolovrat, gravement malade, avait dénoncé le complot, trop lourdement oppressé par ce terrible secret qui l'empêchait de mourir. — Qu'y avait-il de fondé dans ces imaginations populaires, dans ces rumeurs accréditées sans doute par les ennemis des conseillers ? Quelque mépris que méritent les hommes qui gouvernaient alors Prague, il ne paraît pas évident qu'ils eussent accepté l'idée d'un massacre général, et, en admettant même que les Calixtins, qui formaient l'immense majorité de la population, eussent poussé la bonne volonté jusqu'à se laisser égorger par quelques centaines de forcenés, ni le roi ni son conseil, dont quelques-uns des membres les plus influents étaient connus par leur dévouement à l'Utraquisme, n'auraient consenti à une pareille tuerie.

Il serait moins invraisemblable de supposer que les me-

1. Le mot d'ordre aurait été : Dieu avec nous, la lumière au milieu de nous, nos fidèles sans-culottes. Bartoch, cité par Bourda, l'insurrection de Prague en 1483, p. 123.



neurs avaient projeté de provoquer une émotion populaire à la faveur de laquelle ils auraient frappé leurs adversaires les plus redoutés. La population privée de ses chefs et terrifiée, ils étaient maîtres de la situation, et la soumission de Prague entraînait sans doute celle du royaume. Même réduit à ces proportions, le complot est encore douteux [1], sans autre preuve que des aveux arrachés par la torture ou les dépositions de témoins suspects d'avoir cherché à excuser leurs propres violences par les périls qu'ils auraient courus. Les conseillers catholiques de Prague, comme en général tous les promoteurs de la réaction à cette époque, ne s'effrayaient pas de crimes isolés, mais leurs conceptions étaient timides, parce que leur esprit était court. Dans tous les cas, une fois encore, ils furent prévenus. Une sourde fermentation régnait dans la ville. Les sentiments les plus intimes de la majorité, ses passions les plus généreuses, ses susceptibilités les plus légitimes avaient été également froissés. La conduite des députés de Prague dans les diètes l'exaspérait : par leur faute, la haute direction qu'elle exerçait depuis longtemps sur les affaires publiques lui échappait : tandis que ses représentants suivaient docilemenr les ordres de la cour, d'autres villes, Zatets, Louny, prenaient la tête du parti national ; cet évêque italien, qui avait bravé les anathèmes pontificaux pour venir au secours des Tchèques et que recevaient en triomphe Tabor et Kralové-Hradets, on lui fermait les portes de la cité de Hus ; dans les ligues formées pour la défense du calice, il lui avait été interdit d'inscrire son nom. L'orgueil municipal, la foi, l'intérêt, tout s'unissait pour préparer une explosion. Il n'est pas douteux que les directeurs des ligues utraquistes n'eussent noué depuis longtemps des intelligences dans la place. Les événements ne les surprirent pas à l'improviste : ils étaient prêts à toutes les éventualités, les chefs désignés, les rôles distri-

1. M. Bachmann ne croit pas au complot et ses raisons sont plausibles, non pas évidentes cependant. Il ne faut pas oublier que M. Bachmann, très hostile aux Tchèques, rejette toujours tous les torts de leur côté



bués. L'indignation qu'affichent à ce propos quelques historiens, est étrange : les Utraquistes étaient dans le cas de légitime défense. Opprimés par une minorité séditieuse, ils avaient le devoir de ne pas tolérer plus longtemps le joug illégal qui pesait sur eux : dans certains cas, la résignation est une trahison.

Prague se composait de trois villes absolument distinctes, la Vieille-Ville sur la rive droite de la Vltava, la Nouvelle-Ville, construite par Charles IV et qui s'étendait autour de la première, et la Petite-Ville, au pied de la colline que domine le château royal des Hratchany, sur la rive gauche du fleuve : chacune avait sa constitution, ses privilèges, et aussi son caractère et sa population, assez différents. Le mouvement éclata partout à la fois. Le 24 septembre 1483, à huit heures du matin, la grosse cloche de l'église du Tyn, en face de l'hôtel de ville, sonna le tocsin : de tous les quartiers la foule accourut en armes. Les conseillers, alors réunis en séance, s'étonnèrent, envoyèrent un d'entre eux sur la place pour s'informer de ce qui se passait : il fut massacré. Le bourgmestre descendit, essaya de fermer les portes : la populace l'en empêcha, se rua derrière lui dans l'hôtel de ville, en criant : tue, tue! Les conseillers utraquistes se retirèrent sans être inquiétés, les autres furent retenus prisonniers; le bourgmestre avait été jeté par la fenêtre et un de ses amis blessé. La foule grossissait sans cesse; quelques Allemands essayèrent de dégager les magistrats, mais il était trop tard : on en arrêta quelques uns, les autres se dispersèrent.

La révolution fut plus sanglante dans la Nouvelle-Ville où le parti démocratique était plus nombreux et la population plus tumultueuse. Sept conseillers furent massacrés à l'hôtel de ville et leurs cadavres jetés par la fenêtre : deux autres se tuèrent en essayant de fuir. Les insurgés s'acharnèrent surtout sur le primat, Paral; c'était un des plus avides, il expia cruellement ses exactions. Les émeutiers se répandirent alors dans toutes les rues : tandis que les uns pillaient le quartier juif, emportaient les étoffes et les bijoux

et mettaient à sac les maisons, si bien qu'il ne resta pas un clou aux murs, d'autre se jetaient sur les couvents. Quelques ecclésiastiques furent torturés et mis à mort : la foule se grisait de supplices; les femmes se montraient plus acharnées et plus féroces que les hommes. Les Dominicains n'échappèrent au massacre qu'en se cachant : ils seraient morts de faim, si quelques catholiques ne les avaient nourris au péril de leur vie. Les moines mendiants furent expulsés : ils furent accompagnés jusqu'aux portes de la cité par une procession bizarre qui les poursuivait de ses huées et priait Dieu de ne plus les ramener d'Allemagne.

Les colères populaires sont implacables et féroces; les foules sont partout les mêmes : malheur au pays dont elles décident les destinées et aux partis qui déchaînent leurs fureurs! — Quels étaient les coupables ici cependant, sinon les conseillers dont la politique séditieuse et les crimes avaient poussé à bout les Utraquistes, ne leur laissant d'autre choix que l'apostasie ou l'émeute? Quiconque se met au-dessus des lois, perd tout droit à leur protection : en gouvernant contre la majorité, les catholiques avaient donné l'exemple de l'insurrection; leurs malheurs et les crimes de leurs ennemis retombent sur eux seuls.

Les chefs utraquistes auraient eu quelque peine à contenir les premiers éclats de la fureur populaire; sans doute aussi, il ne leur déplaisait pas de prévenir par la terreur tout essai de résistance : mais leur triomphe aurait été vite compromis si les excès s'étaient prolongés. La rapidité et la précision des mesures qui suivirent démontrent l'existence d'un plan concerté d'avance. Les *anciens* prirent assitôt l'administration : en même temps que de fortes patrouilles parcouraient les rues et arrêtaient toute nouvelle tentative de pillage, ils sommaient le capitaine du château de Prague de leur livrer la citadelle : ils l'occupèrent quelques jours plus tard.

De rigoureuses représailles donnèrent satisfaction à l'opinion publique et assurèrent pour longtemps les Hussites contre toute réaction. On avait arrêté environ deux cent

cinquante Allemands : dans le premier désarroi, ils furent fort mal nourris, de pain et d'eau, avec une telle parcimonie que quelques-uns, dit-on, moururent de faim : ceux qui consentirent à communier sous les deux espèces, furent remis en liberté ; les autres, chassés de la ville et leurs biens confisqués. Les conseillers, retenus prisonniers, furent mis à la torture : ils avouèrent tout ce qu'on voulut, furent condamnés à mort ; dix montèrent sur l'échafaud. Leurs corps, laissés toute la nuit sur la place publique, « comme s'ils eussent été des chiens », furent jetés le lendemain sur une charrette, et enfouis dans la fosse commune [1].

Les délégués de la ville s'étaient hâtés d'écrire à Vladislas pour expliquer et justifier leur conduite et lui promettre de réparer les dommages causés par la révolution ; mais, en même temps, ils sollicitaient l'appui des seigneurs les plus influents, appelaient dans leurs murs l'évêque Augustin-Lucien, entraient en relations avec les ligues utraquistes.

L'émeute de 1483 n'eut guère des conséquences moins importantes que le coup de main de Podiébrad en 1448 ; comme alors, les Catholiques furent déconcertés par une résistance imprévue : en quelques heures ils avaient perdu tout le fruit de leur longues et savantes machinations. Une fois encore ils se trouvaient en face de la nation tout entière, prête aux derniers sacrifices pour défendre sa foi. La surprise avait échoué : s'ils persistaient dans leurs projets, ils devaient se résigner à une guerre ouverte ; leurs derniers essais ne les y encourageaient guère. — Qui les soutiendrait ? Les Allemands n'avaient aucun désir de rouvrir les hostilités : à la nouvelle de l'émeute de Prague, une véritable terreur panique avait envahi les provinces voisines ; déjà on croyait voir reparaître les terribles légions taborites. — Il était dur cependant de renoncer sans coup férir à des espérances si longtemps caressées. Tous ne s'y résolurent pas sur le

1. Sur les événements du 23 septembre, v. *les Anciennes chroniques*, III, p. 234-237 ; la Passio Pragensium ; quelques documents publiés par M. Goll dans les *Comptes-rendus de l'Academie des sciences de Prague*, 1878, p. 1-7. — Cp. le récit de Bourda, p. 123 et sq.



champ. Vladislas, indigné de l'outrage fait à son autorité, réunit une armée, demanda l'appui de la Pologne, de la Bavière, de Mathias même. Sixte IV l'approuvait, envoyait bulles sur bulles en Allemagne. Vaine dépense d'éloquence! Chaque souverain avait ses ambitions, ses ennemis; Vladislas ne reçut du dehors ni un homme ni un écu.

Ses troupes étaient assez nombreuses, mais que valait leur chef et que valaient-elles elles-mêmes! La plupart de ses soldats approuvaient la conduite des Praguois; une campagne sérieuse contre la ville insurgée eût suscité une insurrection générale. Le roi s'en aperçut bientôt. Il voulut entrer dans Koutna-Hora, où il redoutait un soulèvement: les habitants lui fermèrent leurs portes. Il n'osa pas entreprendre le siège de la ville et se résigna. Après de longues négociations, il consentit à pardonner aux Praguois, confirma leurs privilèges, permit à l'évêque de Santorin d'exercer librement son ministère, s'engagea à ne pas rappeler les moines sans le consentement de la commune et à choisir les conseillers, suivant l'usage, sur une liste dressée par les électeurs. Les Utraquistes, de leur côté, promirent de rendre aux Juifs et aux religieux les objets qu'on leur avait volés et de payer une indemnité aux bannis [1].

Les concessions tardives affaiblissent et dégradent. Quand le roi rentra à Prague, il fut à diverses reprises l'objet de manifestations hostiles; sa vie même était en danger. Il abandonna l'ancien château royal et se retira à quelque distance de la cité, sur les hauteurs qui dominent la Petite-Ville; l'architecte Benech de Louny y construisit pour lui un magnifique palais. Ce départ était une abdication, et, jusqu'à l'avènement de Ferdinand I, Prague jouit d'une indépenpendance à peu près complète.

La défection du roi enlevait aux Catholiques tchèques leurs dernières chances de succès : en réalité, ils ne désiraient pas une rupture, et des intérêts nouveaux sollicitaient leur ambition. Les derniers événements avaient inspiré à leurs pré-

1. Le traité a été publié par Goll, *Comptes-rendus*, 1878, p. 9 et suiv.



tres de salutaires réflexions : les chanoines avaient de nouveau été forcés de se cacher et de s'enfuir ; l'administrateur de l'archevêché, Hanouch de Kolovrat, était mort de peur. On le remplaca par un politique, fort modéré. Étienne Poutchek de Talmberg, après avoir servi fidèlement Podiébrad jusqu'à ses derniers jours, avait refusé même après sa mort, de reconnaître le protégé du pape, Mathias Corvin, et s'était prononcé très courageusement en faveur de Vladislas. La piété chez lui n'excluait pas la prudence; il aimait son pays et le repos, connaissait bien ses compatriotes, et avait acquis dans les affaires auxquelles il était mêlé depuis longtemps la crainte des aventures et l'horreur des aventuriers. Il jugeait que le meilleur moyen d'amener les hérétiques à se soumettre n'était pas de les pousser à bout. L'expérience lui avait servi, et, après quatre-vingts ans d'échecs, il trouvait inutile d'essayer encore des remèdes violents. Les laïques se rendirent sans peine à ces raisons. Les Utraquistes ne désiraient pas moins vivement le retour de la sécurité et de la paix : les luttes de castes tendaient à primer les passions religieuses, et les nobles, des deux religions, commencaient à craindre que leurs divisions ne servissent qu'à affaiblir leur autorité au grand avantage des villes. Dans ces dispositions communes, la paix ne fut pas difficile à conclure. Elle fut signée à Koutna-Hora en 1485.

Il y avait deux ans que Luther était né, on était au seuil de la période des guerres confessionnelles; au moment où s'ouvrait l'époque des convulsions religieuses, les partis en Bohême étaient conduits par la force des choses a proclamer un régime de tolérance et de liberté de conscience. En vertu de la convention de Koutna-Hora, les Utraquistes et les Catholiques jouissent des mêmes droits et des mêmes franchises : les deux partis restent en possession des cures qu'ils occupent régulièrement, mais tous les habitants du royaume sont libres de suivre le culte de leur choix ; les prédicateurs s'abstiendront de toute polémique et de toute injure; les Compactats sont reconnus comme une loi du royaume, et, s'il plait aux Calixtins d'envoyer une ambassade au pape



pour en solliciter la confirmation, leurs demandes seront appuyées par le roi et les Catholiques. La paix était conclue pour une période de trente et un ans, mais, en 1512, elle fut déclarée perpétuelle [1].

L'on a relevé dans ce traité des lacunes et des obscurités : le droit des sujets, des paysans, n'était ni assez nettement formulé ni assez solidement garanti. Après comme avant, quelques seigneurs ne résistèrent pas à la tentation d'assurer le salut de leurs serfs en leur imposant leurs propres croyances ; les villes continuèrent à refuser le droit de bourgeoisie à ceux qui ne professaient pas la religion de la majorité. Malgré tout cependant, la paix de Koutna-Hora marquait un immense progrès et elle crée un très réel titre d'honneur aux hommes qui l'ont préparée et maintenue, bien qu'ils n'en aient d'ailleurs en général ni admis ni même aperçu les véritables conséquences. La politique de Podiébrad recevait des événements une éclatante confirmation : l'État moderne se constituait sur les ruines de la théocratie, la loi étendait sa protection impartiale sur les hérétiques comme sur les orthodoxes. Après de redoutables épreuves, la Bohême, sous la pression des circonstances plutôt que par la volonté consciente des hommes, acceptait en fait l'indifférence du pouvoir en matière religieuse. Comme il arriva pour les autres pays deux ou trois siècles plus tard, les luttes confessionnelles avaient usé le fanatisme par ses excès mêmes ; les partis se résignaient à se supporter, puisqu'ils n'avaient pas réussi à s'exterminer. La Réforme n'avait pas atteint son but, supprimer les abus de l'Église ; elle l'avait dépassé, supprimé l'Église elle-même, en tant que puissance temporelle et souveraine. Bien peu d'événements dans l'histoire ont une signification plus profonde et marquent un progrès aussi sérieux ; bien peu aussi sont à la fois aussi instructifs, aussi humiliants pour l'orgueil humain et aussi pleins de promesses pour l'avenir de l'humanité, que cette

1. Les décisions de la diète de Koutna-Hora ont été publiées dans les *Archives Bohêmes*, IV, 512-516, et V, 418-427.



convention mal taillée, que la lassitude imposait aux factions. La rupture d'une partie de la nation avec Rome avait créé des besoins nouveaux, et de ces besoins sortait une constitution politique nouvelle. Remarquable exemple dans le monde moral de la loi de l'adaptation des organes au milieu : de l'impuissance des sectes rivales naissait un des plus nobles sentiments de la conscience moderne, le respect d'autrui, la tolérance.

Le traité fut en somme assez bien observé. Vladislas, averti par les derniers incidents, avait renoncé à ses plans ambitieux de restauration catholique; son inertie gagna les derniers partisans de la Curie. Les deux partis conservèrent leurs positions et parurent renoncer à tout désir de conquêtes. Les papes avaient oublié la Bohême : après plus d'un demi-siècle d'efforts stériles, ils ne s'occupaient plus de l'hérésie tchèque ; la période des guerres hussites était terminée.

L'armistice se prolongea jusqu'au moment où les progrès de la Réforme allemande réveillèrent l'énergie de l'Église, et où, menacée, non plus seulement sur un point secondaire et lointain, mais dans sa puissance tout entière et jusque dans son existence, elle rassembla ses forces dans un suprême élan pour rétablir son autorité. L'œuvre abandonnée par Vladislas fut reprise par Ferdinand I, mais avec de tout autres qualités de persévérance, de vigueur et de prudence.

CHAPITRE II

LES LUTTES CONSTITUTIONNELLES EN BOHÊME SOUS LA DYNASTIE DES JAGELLONS

Apaisement des querelles religieuses et prédominance des questions politiques. — I. Triomphe de la noblesse et établissement des institutions oligarchiques. — Affaiblissement de la royauté : les pacta conventa, l'élection des rois, toute-puissance des diètes. La Constitution de 1500. — II. Les Seigneurs et les Chevaliers. — Les nobles et les bourgeois ; traité de S. Venceslas ; décadence des villes. — III. Oppression des paysans : le servage ; condition des serfs ; leurs privilèges et leurs souffrances. — Dangers de la situation créée par la victoire de l'aristocratie.

Le traité de Koutna-Hora (1485) ne rétablit pas le calme en Bohême, il changea seulement la nature et l'objet des luttes intérieures. Aux agitations religieuses succèdent les compétitions politiques, les anciens groupes font place à un nouveau classement des partis; il n'est plus question d'Utraquistes et de Catholiques, mais de nobles, de bourgeois et de serfs ; on ne dispute plus sur le Calice et la Communion des enfants, mais sur les droits de la diète, la composition et la compétence des conseils, les rapports des diverses castes, les relations des paysans et de leurs seigneurs.

On se dirait vraiment transporté dans un autre pays, tant le changement est complet : les juristes remplacent les théologiens, l'éloquence déserte l'église et se réfugie dans le parlement. Une sorte de dégoût des discussions religieuses s'est emparé de tous. Le répit que la papauté laisse à l'Utraquisme, on n'en use pas; l'Église nationale n'intéresse plus, depuis qu'elle a cessé d'être menacée. On a trop souffert de la conquête de la liberté, on n'a plus de cœur à s'en servir. Les questions ouvertes par le schisme restent pendantes; de temps en temps quelques timides protestations



s'élèvent : le clergé hussite est abandonné sans direction, les cures sont vacantes ; les fidèles, indociles ; n'essaiera-t-on pas de mettre fin à cet état d'anarchie morale ? — L'Université est ruinée, sans élèves ; comment lui rendra-t-on son ancienne prospérité ? — Le mouvement humaniste pénètre peu à peu dans tous les pays voisins ; ne conviendrait-il pas de lui emprunter certaines idées, qui renouvelleraient la religion nationale, lui rendraient plus d'autorité et d'action ? — L'opinion publique se détourne indifférente : le rideau est tombé ; qui s'occupe encore de dogme, d'administration ecclésiastique, de progrès moral ! Quelques déclarations vagues, quelques bonnes paroles, et l'on passe, emporté par d'autres intérêts.

Cette indifférence, très conforme à la nature de l'esprit humain et qui, si l'on va au fond des choses, n'était que le dernier terme et comme la caricature des théories de Georges de Podiébrad sur la neutralité de l'État en matière de dogme, offrait de graves dangers : on s'en aperçut bientôt. Le mal cependant n'eût pas été sans compensation si l'on avait réussi à résoudre la question constitutionnelle, qui absorbait désormais l'attention. Malheureusement, les luttes politiques furent plus violentes que fécondes, et elles n'aboutirent qu'à une sorte de chaos, dans lequel tous les pouvoirs étaient contestés et tous les droits menacés. C'est une époque décisive pour le développement futur de l'histoire bohême, et elle contient en germes tous les malheurs et toutes les fautes des siècles suivants.

I

Deux grands faits surtout se dégagent des événements : l'asservissement du peuple et l'effacement de la royauté ; le crime de Vladislas fut de n'avoir pas su protéger la masse de la nation contre les usurpations des nobles et de n'avoir

pas maintenu le prestige du pouvoir central; l'extension des institutions féodales, en enlevant toute influence à ceux qui n'appartenaient pas à la caste privilégiée, livra à quelques centaines d'hommes les destinées du pays, ruina l'esprit public, empêcha l'établissement d'un régime stable,—parce que les bases de l'autorité furent trop étroites,—et compromit l'existence même de la patrie.

La dépendance de la royauté la condamna, d'autre part, à devenir révolutionnaire, parce qu'il était impossible à la longue qu'elle se contentât de la situation qui lui était faite; inutile, elle devint par cela même dangereuse, et l'oligarchie qui l'avait annulée fut toujours menacée par ses retours offensifs. L'inertie et l'imprévoyance de Vladislas condamnèrent ainsi le royaume à une série de crises violentes : la lutte des classes et des pouvoirs devint un mal endémique, les partis ne connurent d'autres procédés de gouvernement que les coups de main, et, de fait, la situation une fois donnée n'en comportait guère d'autres.

L'excuse de Vladislas, c'est qu'il avait reçu la couronne dans des conditions très difficiles. « Quand tu es arrivé au trône, dit Bohuslas Hasistein de Lobkovits, tout était chancelant et incertain; il n'y avait rien de solide ni de sûr. Au dehors, la guerre menaçait; au dedans, les intrigues; beaucoup t'abandonnaient, si leurs services n'étaient pas payés par des dons quotidiens [1]. » La ligue de Zéléna-Hora n'avait pas rétabli le Catholicisme, mais elle s'en consolait parce qu'elle avait réalisé l'autre partie de son programme, et non celle qui lui tenait le moins au cœur. Podiébrad avait été brusquement arrêté dans ses efforts pour relever la monarchie de la subordination où l'avait réduite la révolution hussite : non seulement la guerre avec Mathias avait absorbé son attention, et la révolte des ligueurs enlevé à sa domination une portion du royaume, mais la plus vulgaire prudence l'obligeait à abandonner des projets qui lui auraient aliéné la noblesse encore fidèle. Pour faire face aux

1. Œuvres, p. 40.



nécessités de la défense, il avait été contraint d'engager ou de vendre de nouveau presque tous les domaines qu'il avait rattachés à la couronne, et il avait même dû plus tard aliéner ses propres biens. Ses longs services et les liens qu'ils avaient établis entre le souverain et le peuple, la durée des hostilités qui exigeaient une discipline plus étroite, dissimulèrent, tant qu'il vécut, les suites nécessaires de cette situation. Mais, dès lors, le prestige du trône ne tenait plus qu'à l'homme qui l'occupait. Le successeur de Podiébrad ne reçut qu'une autorité minée par les usurpations; avant d'exercer le pouvoir, il lui aurait fallu le conquérir.

En aurait-il la force? En aurait-il même la volonté? Les nobles espéraient que non, et cette conviction, non moins que les préoccupations religieuses et nationales, avait déterminé leur vote. Quel chef plus malléable et moins redoutable auraient-ils souhaité que cet enfant de quinze ans, jeté ainsi, sans préparation et sans appui, au milieu d'un pays qu'il ne connaissait pas, en face d'embarras inextricables? — Les soucis de la politique extérieure l'éloigneraient longtemps des soins de l'administration; la reconnaissance et la crainte de mécontenter ses partisans le détourneraient des empiétements qui avaient coûté si cher à son prédécesseur. Son éducation était déjà une garantie : il avait grandi en Pologne, au milieu des usurpations d'une noblesse turbulente, et ses souvenirs ne lui représentaient d'autre forme de gouvernement que l'anarchie oligarchique.

Pour prévenir toute surprise, ils le lièrent par des conventions étroites. Les Capitulations de 1471, type de toutes celles qui furent imposées aux rois jusqu'en 1621, confirmaient d'une manière générale les droits, privilèges et coutumes du pays, c'est-à-dire qu'aucune modification constitutionnelle ou même aucune innovation administrative de quelque importance ne pouvait être introduite que de l'aveu de la diète: en d'autres termes, le souverain ne pouvait obtenir de nouvelles prérogatives que de l'aveu de ceux dont elles limiteraient l'indépendance et sans l'approbation desquels elles conserveraient un caractère révolutionnaire et par con-

séquent toujours incertain. Au moment où, dans la plupart des États occidentaux, la monarchie absolue s'élevait sur les ruines de la féodalité, le souverain était condamné, en Bohême, à se résigner à l'inaction, s'il ne voulait pas se placer au-dessus des lois et se mettre, en quelque sorte, en état d'insurrection contre le pacte fondamental dont il tenait tous ses droits.

Les capitulations étaient un véritable traité synallagmatique. Le roi s'engage à respecter ces *pacta conventa* par un triple serment, au moment où il franchit la frontière, avant d'entrer à Prague, et avant son couronnement : alors seulement il reçoit la promesse de fidélité de ses sujets [1]. On se départit souvent de ce luxe de précautions [2], mais l'absence de telle ou telle formalité n'altère en rien la nature du lien qui unit le roi et ses vassaux, et le serment qu'il prête à la constitution est la condition préalable et nécessaire de son autorité. La description des solennités du couronnement que nous donne le Livre de Tovatchov ne laisse aucun doute à cet égard [3]. — Lorsque le prince vient pour la première fois à Brno ou à Olomouts, le capitaine-général se déclare prêt, au nom du pays, à reconnaître son pouvoir, mais il faut d'abord que le Margrave [4] lui remette les chartes scellées

1. V. l'engagement de Vladislas, *Archives Bohêmes*, IV, p. 451-56, en particulier, p. 453.

2. Vladislas lui-même ne prêta pas serment à la constitution devant Prague; les Praguois se contentèrent de sa promesse que leurs privilèges seraient respectés. Cp. le livre que nous aurons souvent à citer de Kalousek, *le Droit d'État bohême* (en tchèque), Prague 1871, p. 262.

3. Tsibor de Tsimbourg de Tovatchov (1437-1494) fut pendant la dernière partie de sa vie le gouverneur tout-puissant de la Moravie. Tel était le crédit dont il jouissait que les réunions des Seigneurs se tenaient dans son château, et qu'en son absence on ajournait les procès importants pour avoir son avis. C'est à lui que remonte l'établissement du régime qui, dans ses lignes générales, se maintint en Moravie jusqu'à la guerre de Trente ans; en 1481, les seigneurs moraves lui demandèrent de rédiger les coutumes, lois et habitudes juridiques du pays. Ces Mémoires judiciaires, connus sous le nom de Livre de Tovatchov, firent autorité et eurent presque force de loi. Il composa, de 1486 à 1489, une seconde partie, qui renferme des détails précieux sur la condition des personnes. Le livre de Tovatchov (Tobitschau) a été édité avec beaucoup de soin par M. Brandl, qui y a ajouté une très bonne introduction, Brno 1868.

4. Le roi de Bohême était margrave de Moravie.

de son sceau par lesquelles il confirme les libertés et les droits traditionnels. Le chancelier les lit devant tous et on les compare aux anciennes chartes, pour s'assurer qu'elles sont bien conçues dans les mêmes termes. A la fin de la cérémonie, le Margrave prète serment à la constitution [1], les États lui promettent en retour obéissance et fidélité, et, à ce moment seulement, le prince fait son premier acte de souverain.

En Bohême, en dépit de différences de pure forme, les sujets ne sont de même liés au souverain que par un libre contrat, et leurs rapports réciproques, déterminés par des engagements parallèles, n'ont ainsi absolument rien de commun avec ceux des serfs et de leurs maîtres. Les seigneurs, dit Vchehrd, achètent pour de l'argent des serfs, des serviteurs, des sujets, et ils ont sur leurs serviteurs et leurs gens droit absolu de vie et de mort, comme le déclarent les lois. Le pays, au contraire, élit son roi, l'appelle librement, n'est pas acheté par lui, mais se donne volontairement à lui; le roi prête serment à la nation [2].

Si le roi viole ses promesses, les sujets ne sont plus tenus de lui obéir. Les faits et les textes prouvent avec une égale clarté que les Bohêmes ont nettement aperçu les conséquences dernières des *pacta conventa*. Lorsqu'en Moravie les nobles s'engagent à sacrifier leurs biens et leur vie pour combattre tous ceux qui menaceraient leurs droits, ils ne font aucune exception pour le roi, et celui-ci sanctionne sans hésiter leur résolution (1516) [3]. En 1511, quelques décisions de Vladislas mettaient en question l'intégrité du territoire;

1. « Le roi prend alors la charte, et la remet au capitaine en disant : Maintenant, vous avez votre confirmation, faites votre devoir envers nous. »

2. Vchehrd, p. 150. Nous reviendrons plus loin sur le rôle de Vchehrd et son importance. Son livre, *les Neuf livres du droit bohême*, est une des plus remarquables productions juridiques de cette époque. La meilleure édition est celle qu'a donnée M. H. Jiretchek, Prague 1874. Le témoignage de Vcherhd est d'autant plus significatif qu'il blâmait les usurpations de la noblesse.

3. D'Elvert, *Zur œsterr. Verwaltungs-Gesch.*, p. 51, dans le tome XXIV des *Schriften der hist. statistischen Sektion der mæhr-schles. Gesellschaft*, Brno 1880.



les régents tchèques lui rappellent avec une singulière précision la réciprocité de devoirs qui lie le souverain et ses sujets : « Votre Majesté doit savoir que le seigneur et le roi chrétien qui veut que ses sujets lui gardent leur foi est tenu, avant tout, de se conduire à leur égard suivant sa promesse... Nous ne sommes engagés envers personne à sacrifier les droits du Royaume, et nous n'avons pas promis de ne pas combattre, même par les armes, ceux qui essaieraient de lui nuire [1]. » L'avertissement parut sérieux à Vladislas, et plutôt que de braver le mécontentement des Tchèques, il renonça à obtenir des Silésiens la promesse de fidélité qu'il sollicitait pour son fils.

Au XVe siècle et au XVIe, il se prépare et il s'accomplit ainsi dans une partie de l'Europe orientale une transformation absolument opposée à celle qui, dans l'Europe occidentale, aboutit à l'établissement des monarchies absolues. Des circonstances analogues à celles qui, au moyen âge, ont empêché la fondation en Allemagne d'une monarchie héréditaire, amènent en Bohême, en Hongrie, en Pologne, des résultats identiques : par la faute des événements et par celle des hommes, il ne s'y forme pas entre les souverains et les peuples cette communion étroite qui résulte du sentiment d'intérêts semblables, et cette indissoluble solidarité que créent les travaux partagés et les épreuves subies ensemble. Les premiers souverains qui, depuis la dynastie nationale des Przémyslides, aient réussi, fort lentement et par l'action du temps plutôt que par leurs services et la prévoyance de leur politique, à réveiller dans la nation l'instinct dynastique, ce sont les Habsbourgs [2]. Dans ces conditions, le dogme de l'hérédité n'avait plus de sens, et,

1. Palatsky, V, 2, p. 189. Il serait facile de multiplier les textes. En réalité, les précédents sont si bien établis, les formules si rigoureuses, qu'aucune équivoque n'est possible : les princes les plus jaloux de leurs prérogatives reconnaissent que le pouvoir qu'ils tiennent du libre choix du pays dépend de leur propre fidélité à remplir leurs engagements.

2. Il ne faut pas confondre l'instinct dynastique avec le dévouement à un prince particulier : Charles IV fut un roi populaire, mais la dynastie des Luxembourgs ne poussa jamais dans le sol de profondes racines.

comme il était en contradiction manifeste avec les doctrines politiques qui prévalaient, on pensa à transformer la royauté en une présidence viagère. C'eût été le dernier mot de la révolution féodale et le moyen le plus sûr d'empêcher tout retour de fortune.

En dehors de la logique intime qui pousse les partis à aller jusqu'au bout de leurs théories, des considérations d'ordre moins général firent de l'élection des rois un des principaux articles du programme oligarchique. Chaque élection était en effet une excellente affaire — pour les électeurs. Les candidats ne manquaient jamais, et, pour distancer leurs compétiteurs, ils n'épargnaient ni les faveurs ni l'argent. L'avidité, une fois éveillée par ces faciles bénéfices, étouffa sans peine les craintes et les scrupules qu'aurait dû éveiller un système qui érigeait en principe l'incertitude et la corruption, démoralisait la nation et ouvrait la porte à l'influence étrangère.

Les seigneurs tchèques ne réussirent pas sur ce point à faire sanctionner leurs désirs par la loi. Tandis qu'en Pologne les diètes s'arrogèrent régulièrement le droit de disposer de la couronne, en Bohême, les États n'élurent le prince que par occasion et comme par usurpation, mais ils ne désespéraient pas d'emporter les résistances qu'ils rencontraient, et, à plusieurs reprises, ils furent sur le point d'y réussir. Ils parurent, par exemple, avoir cause gagnée quand Vladislas, pour assurer le trône à son fils, reconnut à la diète le droit d'élire le souverain (21 mars 1509). Quelque temps plus tard, pour obtenir la promesse que, si Louis mourait sans enfant, la couronne passerait à sa fille Anne, il s'engagea à ne la marier qu'avec l'autorisation des États : il est évident que, dans ce cas, l'approbation de la diète était une véritable élection du prince-consort. Les prétentions des nobles étaient si conformes à la logique de la situation et à la vérité des faits, si anciennes aussi, que, pendant tout le premier siècle de la domination des Habsbourgs, malgré l'attitude des souverains et les progrès sensibles du pouvoir central, les diètes n'abandonnèrent jamais

formellement leurs projets et ne laissèrent pas prescrire leurs revendications.

La principale cause de l'échec relatif des seigneurs sur ce point fut une certaine irrésolution, qui se combine d'une façon singulière avec la plus insolente audace et dont les effets sont très sensibles pendant toute cette période historique. Cette irrésolution elle-même tient à certains traits permanents du caractère tchèque que fortifiaient ici les conditions spéciales de la lutte engagée contre la royauté.

Les aristocraties ne sont ni moins ambitieuses ni plus timorées que les démocraties, elles en diffèrent moins par le but qu'elles se proposent que par les procédés qu'elles emploient ; tandis que les démocraties, partant ordinairement de principes généraux, se réclament de la raison absolue et font volontiers table rase, les aristocraties, s'appuyant sur les traditions et l'histoire, sont, par définition, respectueuses des précédents ; elles les torturent pour en tirer ce qu'elles veulent, mais, en les tournant, elles les respectent ; même dans leurs révolutions, elles ne peuvent pas cesser d'être conservatrices, et leurs revendications perdent de leur force à leurs propres yeux si elles ne sont pas fondées sur l'histoire. En Bohême comme en Hongrie, les insurrections n'ont jamais éclaté que parce que la constitution avait été violée. Ces scrupules intermittents de légalité qui se mêlaient aux plus âpres ambitions, cette timidité qui n'arrêtait pas les empiètements, mais empêchait de les pousser jusqu'au bout, ne furent pas très heureux pour le pays : ils entravèrent l'affermissement d'un régime défini et définitif, qui, quel qu'il fût, eût toujours été moins mauvais que la lutte permanente des pouvoirs. Sur ce point spécial de l'élection au trône, il était trop certain que, pendant les siècles qui avaient précédé les guerres hussites, la couronne avait régulièrement passé de père en fils, et la Bulle d'or de Charles IV en 1348, tout en réservant l'autorité souveraine du peuple, avait maintenu et précisé la coutume de l'hérédité. Les États, gênés par ces souvenirs, reculaient devant une proclamation révolutionnaire de leur droit, mais ne désespéraient pas d'ar-



racher dans un jour de lassitude ou de faiblesse la renonciation du monarque.

Rien n'était mieux fait cependant pour affaiblir la royauté que les incertitudes qui planaient ainsi sur la nature et l'origine de son autorité, et les nobles en tirèrent avantage pour la réduire à n'être plus qu'une ombre sans corps et sans action.

Au moment où Vladislas arrivait en Bohême, malgré les progrès de la noblesse et bien que les circonstances continuassent à être favorables aux Grands, la partie n'était pas perdue pour le roi. Les villes, fort irritées des envahissements des seigneurs, étaient toutes disposées à renouer avec le souverain l'alliance un moment interrompue; quoique les derniers événements eussent atteint leur richesse, leurs ressources étaient encore fort importantes : abandonnées à leurs seules forces, elles n'en tinrent pas moins en échec l'aristocratie pendant de longues années; unie à elles, la royauté eût facilement arrêté les progrès de ses adversaires et sauvé de son pouvoir ce qui était nécessaire pour la stabilité et l'ordre publics. Sans parler des paysans qu'il eût suffi de protéger contre la servitude pour s'assurer leur inaltérable dévouement, parmi les nobles eux-mêmes, les alliés n'auraient pas manqué au prince : tous ne tiraient pas de l'anarchie un égal avantage, beaucoup auraient préféré à ses bénéfices irréguliers et douteux la paix et la sécurité; quelques-uns avaient l'esprit assez haut pour s'effrayer d'exagérations dont le dernier terme serait fatalement la ruine du pays et une réaction despotique.

Comme il arrive souvent, la majorité honnête et modérée fut écrasée par une minorité dont les convoitises étaient vives et la poussée continue, mais le résultat eût été tout différent si Vladislas avait su la grouper et la diriger. Malheureusement il n'eut jamais la moindre intelligence du rôle qui lui incombait, et les circonstances détournèrent bientôt son attention des affaires de Bohême. A la mort de Mathias, en 1490, les Hongrois lui offrirent le trône; revanche inespérée pour les Tchèques! Les provinces annexes



pouvaient de nouveau être réunies à la couronne, et le furent en effet en dépit de quelques protestations des Hongrois qu'aggravèrent les hésitations et les contradictions du monarque. Le traité d'Olomouts était effacé, bien que, comme nous le verrons plus tard, toutes les fâcheuses conséquences qu'il avait entraînées, n'eussent pas disparu avec lui. Mais, à d'autres points de vue, la réunion, sous le sceptre de Vladislas, de la Hongrie et de la Bohême fut regrettable pour celle-ci. La situation de la Hongrie exigeait impérieusement la présence du roi : l'agitation y était encore plus profonde qu'en Bohême, les luttes de classes plus acharnées, les mœurs politiques plus mauvaises ; vers le sud, les Turcs menaçaient sans cesse la frontière. Vladislas, qui ne s'était jamais plu à Prague, fixa désormais sa résidence à Pesth, et ne fit plus en Bohême que de rares et courtes apparitions : la prospérité de ce peuple hérétique le touchait peu ; il se désintéressa de sa propre cause, heureux encore quand il ne poussa pas l'impéritie jusqu'à se prononcer contre ceux qui combattaient pour lui.

La royauté abdiquait ; les seigneurs n'eurent même pas à s'emparer du pouvoir, ils occupèrent la place devenue vacante. Ils comptaient parmi eux nombre d'hommes supérieurs. Jamais peut-être la noblesse tchèque n'a produit autant de politiques remarquables : de la rude école des guerres civiles était sortie une génération vigoureusement trempée. A l'habitude des grandes affaires et au goût du gouvernement, elle joignait l'indépendance d'esprit et la fermeté de caractère que donnent l'incertitude des situations et la nécessité de ne compter que sur soi-même ; sous la forte direction d'un roi digne de son titre, elle aurait fourni au pays de glorieux serviteurs. Ils ne furent ni guidés ni contenus et devinrent un danger et un fléau. — Que l'on se rappelle ce qui se passait en France vers la même époque : quels admirables auxiliaires trouva Louis XII dans la noblesse, soumise et non encore servile ! Quel eût été cependant l'avenir du royaume, si les hardis capitaines des expéditions italiennes avaient été lâchés sans maître, sans

but, livrés aux suggestions de la cupidité et de l'ambition et comme condamnés à épuiser dans des luttes impies leur fièvre d'activité et leur turbulente vaillance? — En Bohême, en l'absence du roi, chacun des chefs ne songea plus qu'à étendre son influence, des partis se formèrent et se combattirent; les intérêts personnels primèrent toutes les autres considérations; au milieu de cette course furieuse vers le pouvoir, non plus en vue des devoirs qu'il impose, mais des satisfactions matérielles qu'il promet, les plus nobles caractères perdirent peu à peu de leur droiture, les médiocres devinrent pervers et les mauvais dégénérèrent en bandits. Le pire effet de la ruine de la monarchie fut peut-être la décadence morale de la noblesse qui y travailla.

Les querelles n'éclatèrent entre les nobles que lorsque l'ennemi commun, le prince, fut, en quelque sorte, hors de combat. L'attaque contre la royauté fut menée avec autant de précision et d'habileté que de vigueur.

*
* *

Dans les pays où la monarchie s'est développée sous les influences latines et ecclésiastiques, elle nous apparaît, dès l'origine, comme à la fois féodale et supérieure à la féodalité. Le roi est le premier seigneur du pays, et, à ce titre, il a des vassaux sur lesquels il exerce les pouvoirs limités que lui reconnaissent les coutumes contemporaines; mais, en même temps, il rappelle et prépare un ordre social différent : ses prérogatives de souverain ne sont pas épuisées par ses fonctions de suzerain; il est plus que le premier des nobles, il est le chef de l'État.

En Bohême, cette conception de la royauté avait été représentée avec un grand éclat par Charles de Luxembourg, mais elle n'avait pas survécu aux guerres hussites. Le pouvoir exercé par Podiébrad et par les Jagellons était presque exclusivement féodal. L'autorité du prince, comme

celle des nobles sur leurs vassaux, se meut dès lors dans les limites, assez étroites, déterminées par la constitution.

Même dans cette nouvelle période, cependant, le pouvoir du roi, tout féodal, conserve un double caractère et s'exerce dans des conditions et à des titres divers. Le prince n'est pas seulement le chef des seigneurs, il est lui-même un seigneur; il a en même temps que des vassaux des sujets, et ces sujets, — c'est-à-dire non seulement les paysans de la Couronne, mais, d'une manière générale, tous ceux qui ne sont pas compris dans la hiérarchie féodale, — ne sont en rien protégés par les conventions qui engagent le prince vis-à-vis de la diète : une intervention des États sur ce terrain est absolument contraire aux traditions et aux idées juridiques ambiantes. Cette dualité est clairement exprimée par l'existence d'une *administration royale*, dont les membres relèvent exclusivement du roi, à côté de l'*administration du pays*, sur laquelle les diètes exercent un droit de contrôle très étendu.

En pratique, cependant, ces distinctions ne laissent pas que de souffrir quelque difficulté : il est incontestable que l'influence du suzerain sur ses vassaux est en raison directe de son autorité sur ses sujets. — Les nobles comprirent, avec un flair très juste, que le meilleur moyen de mettre leurs privilèges au-dessus des atteintes du roi était de le frapper dans les sources mêmes de sa puissance, en diminuant ses domaines et ses revenus personnels et en lui en refusant la libre disposition. Privé ainsi de toute force indépendante, il devait tomber de plus en plus sous la domination de la diète, ou, plus exactement, des nobles qui la dirigeaient. Il leur fut facile, dès lors, d'usurper le droit exclusif de faire la loi, puis de mettre la main sur la justice et sur les finances, et enfin de s'attribuer la puissance exécutive. Le roi ne fut plus que le président peu respecté d'une république oligarchique. « Son autorité, dit très justement un historien, finit par être moins grande que celle d'un doge de Venise [1]. »

1. *Khloumetsky*, *Karl von Zierotyn und seine Zeit*, Brno 1862, p. 65. « Lorsque Ferdinand I prit le gouvernement, la constitution du margraviat



Dix ans à peine après l'élection de Vladislas comme roi de Hongrie, la défaite de la royauté était si complète qu'elle semblait renoncer à tout espoir de revanche et sanctionnait la victoire de l'oligarchie en approuvant la constitution de 1500. A ce moment, presque tous les domaines de la Couronne sont aliénés, et les nobles ont obtenu du prince qu'il abandonnât le droit de déshérence [1]. Le souverain n'a ni ressources permanentes et régulières, ni force publique, ni administration. Il n'a d'autres revenus que les redevances votées par la diète, et, comme l'impôt n'est pas encore entré dans les mœurs, les États ne l'accordent que de temps en temps, dans certaines circonstances et sous les plus expresses réserves ; il est réparti et perçu par les élus de la diète. Bientôt les recettes n'entrent même pas dans la caisse royale. Le souverain, aux abois, a sollicité des principaux seigneurs des avances et des emprunts ; les créanciers de la Couronne en abusent pour amener Vladislas à remettre complètement entre leurs mains la Chambre Royale, c'est-à-dire la direction des finances [2]. Le roi est en état de liquidation judiciaire. L'administration de la dette publique, des finances royales et de la fortune privée des grands officiers de la couronne se confond ; le désordre est inextricable et les malversations éhontées. Les impôts n'enrichissent que des spéculateurs et ne suffisent même pas à payer les intérêts échus. La royauté s'avilit par son impuis-

ressemblait presque à celle d'une république aristocratique, le roi-margrave n'était pas plus puissant que le doge de Venise, les États étaient plus puissants que les célèbres États-Généraux. » — Avec quelques variantes, la situation était la même en Bohême qu'en Moravie.

1. Le droit de déshérence était, en effet, un des moyens de refaire le patrimoine royal, et, par là, de rendre quelque prestige à la royauté; il ne s'appliquait d'abord qu'aux fiefs, mais s'était peu à peu étendu aux alleux divisés. Les nobles avaient d'abord réclamé le droit pour le propriétaire de disposer de ses biens, à condition de faire inscrire de son vivant ses volontés dans les Tables du Pays. Cette mesure avait tellement réduit les déshérences que Vladislas consentit sans peine à renoncer au principe même. La loi de Vladislas ne s'appliqua d'ailleurs qu'aux alleux, et non aux fiefs. Cp. Votsel, (le droit de propriété chez les anciens Bohêmes, en tchèque), dans les *Abhandl. der K. bœhm. Gesellschaft der Wissens.*, Ve Folge, t. XI, p. 490.

2. Cp. Rezek, (la réforme de la chambre tchèque sous Ferdinand Ier), dans les Comptes-rendus de la Société des Sciences de Prague, 1882, t. XXII.

sance à tenir ses engagements et perd toute popularité en exigeant du pays de lourds et inutiles sacrifices.

A une époque où les armées permanentes ont partout remplacé les milices féodales, le roi de Bohême n'a d'autres troupes que celles de la levée en masse, et il ne peut ordonner cette levée qu'après avis de la diète ou lorsque le pays est envahi. En fait, sinon en droit, la direction de la politique extérieure revient aux États, qui seuls disposent des soldats et de l'argent. — Dans la plupart des autres pays, l'administration monarchique s'organise, soumet peu à peu à sa haute surveillance les intérêts individuels et accroît son autorité en multipliant ses services : en Bohême, elle n'est pas même en voie de formation ; les capitaines de cercles, qui seuls représentent dans les provinces l'action du prince, ne sont pas permanents ; lorsqu'on en trouve, ils sont souvent élus par les nobles, toujours choisis parmi eux ; quelquefois, leurs charges sont héréditaires : jusqu'à quel point le roi peut compter sur leur soumission et leur dévouement, on le devine.

L'administration centrale échappe presque complètement à l'action du souverain. Le Grand Conseil n'est plus qu'une délégation de la diète ; la constitution règle la répartition des principales fonctions entre les diverses classes de la noblesse, c'est-à-dire que le roi est tenu de choisir exclusivement ses ministres parmi ses adversaires naturels. Une stricte hiérarchie a été établie entre les hauts fonctionnaires, et personne ne peut s'élever à une charge supérieure qu'après avoir passé par les degrés inférieurs. Les grands dignitaires sont nommés sur la proposition de la diète ou du Conseil, et les États contestent au roi le droit de les déposer. Comme leur nom même l'indique, ils sont les représentants du pays, et non les serviteurs du pouvoir, prêtent serment à la constitution : leur tâche est de surveiller et de limiter l'action du prince, non de la réaliser.

A côté de cette administration nationale, l'administration royale, spécialement organisée pour régir les domaines immédiats de la Couronne, aurait pu, comme cela se



passa par exemple en France, élargir ses attributions et devenir l'instrument d'une reconstitution monarchique du pays : les diètes étendent peu à peu sur elle leur surveillance et leur autorité, et transforment les officiers de la Couronne en fonctionnaires du pays; ils sont soumis aux mêmes obligations, et leur nomination dépend en partie des États [1]. La prise de possession est si complète que, lorsque la royauté retrouve quelque indépendance, sous Ferdinand Ier, son premier soin est de créer de toutes pièces une administration nouvelle.

Comme le pouvoir exécutif, le pouvoir judiciaire appartient à la diète. Le Tribunal suprême se compose d'un nombre déterminé de chevaliers et de nobles, ses membres sont inamovibles, ils se recrutent par une sorte de libre cooptation ou sont choisis sur l'avis du Conseil d'en haut. Il possède dans la mesure la plus large le droit d'interpréter les lois dans tous les cas qui n'ont pas été prévus ; ses décisions sont souveraines, et ses jugements deviennent une des principales sources du droit privé. Le roi ne peut citer personne devant un autre tribunal, et son droit de grâce est presque annulé. Le Tribunal suprême joint à ses fonctions judiciaires une haute compétence politique et exerce une surveillance générale sur l'action du souverain. Il représente le comité permanent de la diète; initié aux détails les plus secrets des affaires, il prévient tout essai de résistance, et, réunissant dans son sein les membres les plus influents de l'aristocratie, il imprime à ses efforts une unité de direction et une continuité de volonté qui les rendent irrésistibles.

1. Nous décrivons ce qui se passa sous le règne de Vladislas, mais les nobles se contentèrent souvent, comme nous le montrons plus loin, d'une possession de fait, et ne firent pas toujours sanctionner par une loi leurs usurpations. La question de savoir si la nomination des grands fonctionnaires appartenait à la Couronne ou au Parlement resta toujours litigieuse et fut résolue dans des sens opposés, suivant l'énergie ou la faiblesse du souverain. Un seul point était hors de discussion, c'est que les hauts fonctionnaires ne pouvaient être choisis que parmi les membres de la diète et prêtaient serment à la constitution. (Cp. Kalousek, *le Droit d'état bohême*, p. 361 et sq.).



Les diètes sont fréquentes, leur vigilance active, et lors même que leur intérêt personnel n'interdirait pas aux membres du Tribunal suprême et aux grands fonctionnaires toute entente avec la Couronne, toute défection leur serait impossible. Aucune mesure importante n'est exécutée qu'après avoir été approuvée par les États, aucune loi n'entre en vigueur que lorsqu'ils l'ont acceptée. Les ordonnances n'ont de valeur qu'autant qu'elles ont été enregistrées dans les Tables du Pays, et ces Tables ne sont ouvertes qu'en présence des délégués élus par la diète. Les nobles prétendent même faire la loi à eux seuls et se passer de la sanction royale ; ils demandent que les résolutions de la diète soient inscrites dans les Tables du Pays, sans qu'il soit nécessaire d'obtenir pour cela l'autorisation royale ; moins heureux en Bohême qu'en Moravie, ils ne parviennent pas cependant sur ce point à imposer leur désir au souverain, ou, plus exactement, ils ne s'y entêtent pas : à quoi bon? N'ont-ils pas assez de moyens pour forcer la sanction royale ! Ils ne réussissent pas non plus à obtenir le droit de convoquer la diète sans l'approbation du roi ; mais, en fait, l'interdiction du monarque ne les gêne guère, et ils attendent sans trop d'impatience l'occasion de faire inscrire dans la loi leurs dernières revendications.

Il convient de ne pas oublier de plus que les seigneurs sont souverains sur leurs domaines, que nul n'a le droit d'intervenir entre eux et leurs sujets [1], que les ordonnances royales expirent sans force à la frontière de leurs biens. Or, comme vers le premier quart du XVI[e] siècle, c'est-à-dire à une époque où la royauté est rentrée en possession d'une partie de ses propriétés, les domaines de la noblesse sont au moins dix fois plus étendus que ceux du prince, dans la plus grande partie du pays l'autorité monarchique est absolument nominale, puisqu'elle ne s'exerce que par l'intermédiaire des seigneurs. La législation, la justice, les

1. C'est la règle générale, et elle se précise de plus en plus ; il y a cependant certaines exceptions, comme nous le verrons plus tard, et le serf n'est pas absolument abandonné à la discrétion de ses maîtres.



finances, l'armée lui ont presque complètement échappé; ni l'église, ni l'école, ni les intérêts matériels, ni même l'administration ne relèvent d'elle; elle n'apparaît plus que comme l'inutile débris d'un âge disparu. La constitution de Vladislas ne mentionne même pas le nom du roi [1].

Pourquoi les seigneurs s'arrêtèrent-ils en si beau chemin et ne supprimèrent-ils pas la royauté, après l'avoir annulée [2]? Mieux eût valu, certes, pour la Bohême. On a vu des républiques aristocratiques faire grande figure dans le monde, et l'oligarchie tchèque renfermait sans aucun doute à cette époque tous les éléments nécessaires d'un bon gouvernement.

La majorité manqua de résolution et de logique : comme en matière religieuse, elle eut peur d'un mot, et sa hardiesse incomplète greva l'avenir de redoutables dangers. L'esprit des nobles était plus borné que leur courage, et la prévoyance politique leur faisait absolument défaut. Ils ne surent ni reconnaître au souverain le minimum de prérogatives sans lequel son existence n'avait plus de raison d'être, ni constituer un autre régime. D'ailleurs, s'ils avaient aboli la royauté, ils auraient dû se plier à l'autorité de certains d'entre eux, et leur superbe ne s'y résigna jamais. Beaucoup moins préoccupés d'assurer les destinées du pays que leur indépendance, ils ne pensèrent pas à établir

1. Comme la plupart des constitutions aristocratiques et libérales, la constitution bohême n'est pas fixée par une loi générale, mais par une série de résolutions et de précédents. Elle est par conséquent très variable et on ne peut en donner qu'une idée approximative. C'est un embarras analogue à celui qu'éprouvent les historiens anglais. Il faudrait pour chaque point indiquer une série de textes et marquer une foule d'exceptions. Cela eût évidemment dépassé de beaucoup le but que je me propose; je n'écris pas l'histoire du droit public tchèque, mais j'essaie seulement de rechercher l'influence qu'ont eue les luttes constitutionnelles sur les destinées du pays.

2. Sur l'état de la royauté et les institutions tchèques sous Vladislas, voir la Constitution de Vladislas, le livre de Tovatchov, Vchehrd, les textes publiés dans les Archives bohêmes, Stransky, (Respublica Bojema), etc. Cp. Palatsky, Kalousek, — le Droit public tchèque, — et un résumé très précis et très intéressant en allemand : Einige Grundlagen des bœhm. Staatsrechts, (Pr. 1871); Brandl, Glossarium illustrans bohemico-moravicæ historiæ fontes, (Brno 1876; c'est un véritable dictionnaire des institutions); Rezek, articles divers sur Vladislas, Louis et Ferdinand Ier; Khloumetsky, Karl von Zierotyn; D'Elvert, Zur œsterr. Vervaltungs-Gesch; etc.



sur les ruines de l'ancien système un ordre régulier qui méritât la confiance de la nation en respectant tous les droits, mais à exploiter à leur profit la faiblesse du prince. L'anarchie fut leur but suprême, et ils se complurent dans la confusion qui leur permettait de satisfaire leurs rancunes et leur avidité.

Ils perdirent leur temps à se disputer les dépouilles et ne s'avisèrent pas qu'un retour offensif de l'ennemi était à craindre. Leur négligence fut telle que, satisfaits de la possession, ils ne songèrent pas à légitimer leur pouvoir : sur la plupart des points douteux, ils laissèrent la porte ouverte aux contestations et leur incurie se plut à induire en tentation l'ambition des rois.

Les diètes, par lesquelles s'exerçait leur pouvoir, étaient favorables à toutes les surprises, parce que leur composition était variable et flottante. Tous les seigneurs et tous les chevaliers y avaient voix délibérative, mais la difficulté des voyages, la multiplicité des réunions, les dépenses d'un séjour prolongé à Prague expliquent que le nombre des votants ne dépassât pas ordinairement deux ou trois cents et fût souvent beaucoup moins élevé : dans ces conditions, rien n'était plus facile au roi ou aux chefs de parti que de déplacer la majorité en appelant aux États une poignée de leurs affidés, sans compter que ces assemblées tumultueuses étaient accessibles à toutes les corruptions et promptes à tous les entraînements. Non seulement les diètes qui se succédaient étaient souvent animées de l'esprit le plus opposé, mais, dans la même session, le personnel était sans cesse en mouvement ; bien peu de membres assistaient aux débats depuis le commencement jusqu'à la fin, et, au milieu des départs et des arrivées continuelles, les résolutions et les tendances variaient de jour en jour. La volonté des États eût été irrésistible, mais ils ne savaient pas vouloir et persévérer. Ils ressemblaient bien plus aux assemblées polonaises qu'aux parlements modernes.

Les inconvénients d'un pareil système étaient évidents : ils auraient pu être corrigés en grande partie par le dévelop-



pement des assemblées provinciales ou *sjezdy* qui, à ce moment, par la force des choses plus qu'en vertu d'un plan préconçu, devenaient plus fréquentes et étendaient leurs attributions. Au milieu de l'intérim du pouvoir, elles prenaient en charge quelques-uns des devoirs désertés par la royauté et essayaient de reconstituer une administration. L'usage se répandait en même temps qu'elles déléguassent aux Diètes des députés, et les États ne se croyaient pas toujours autorisés à trancher les questions importantes quand tous les Cercles n'avaient pas envoyé des représentants. Le dernier mot de cette évolution eût été la substitution du système parlementaire moderne aux congrégations féodales ; la chambre des communes en Angleterre est sortie d'une transformation analogue. Les réunions de districts auraient eu aussi l'action la plus heureuse sur les progrès de l'esprit public, et elles seraient devenues, comme les assemblées des comitats hongrois, la base solide de la constitution et comme la forteresse de l'indépendance.

Les rois se montrèrent en général assez hostiles à ces assemblées, et ils étaient dans leur rôle, parce que la mobilité des diètes, en favorisant toutes les surprises, leur laissait au moins une chance de relever leur autorité. Mais les nobles, qui arrachèrent tant de concessions à Vladislas, auraient sans grande peine triomphé de ses résistances sur ce point ; malheureusement, ils n'en aperçurent pas assez clairement la nécessité et ils ne surent pas par un dernier effort mettre au-dessus de toute contestation leur droit de convoquer les sjezdy [1] ?

Le régime représentatif eût exigé d'eux un abandon partiel de leurs droits et une abdication momentanée entre les mains de leurs élus, et leur orgueil imprévoyant préférait à la sécurité l'incohérence et les périls d'une liberté indéterminée.

1. Sur les sjezdy voir la très remarquable monographie de M. Bohuslas Rieger, *Les districts et leur organisation* (en tchèque), Prague 1889. M. Bohuslas Rieger, le fils du célèbre orateur bohème, le petit-fils de Palatsky, continue dignement l'illustre famille dont le nom est inséparable de la renaissance slave en Autriche.



Ils eussent été obligés de plus de faire dans ces assemblées provinciales une part aux bourgeois, et leur égoïsme entendait se réserver la jouissance exclusive du pouvoir qu'ils avaient enlevé au souverain. Satisfaits d'une possession de fait, ils ne songeaient pas au peu de solidité d'une constitution qui, en proclamant l'anarchie, provoquait toutes les ambitions et sollicitait les coups d'état.

La perspective d'une réaction monarchique n'était pas cependant imaginaire, d'autant plus que les nobles ménageaient à la royauté des occasions d'intervention et de redoutables moyens d'influence. Un pouvoir n'est définitivement vaincu que quand il est remplacé, et la domination de l'oligarchie n'eût été solidement fondée que si elle l'eût justifiée par ses services et son intelligence des besoins nouveaux du peuple.

L'idéal des nobles ne dépassait pas le moyen âge et ils se plaisaient aux institutions anciennes ; ils ne comprirent pas les exigences des sociétés modernes, et leur insouciance laissa à la monarchie le soin d'assurer au pays l'ordre et la prospérité qu'il désirait, ce qui entraîne toujours le droit de le dominer.— En quelques années, Ferdinand leur enlèvera presque tout le bénéfice des conquêtes qu'ils avaient faites sous Vladislas. Ils résisteront, mais par secousses et par insurrections plutôt que par un effort lent et continu; il se trouvera ainsi en dernière analyse qu'ils n'ont pas fondé un régime de liberté, mais organisé le conflit, et, comme ils seront aussi incapables de modérer leurs prétentions que d'établir solidement leur pouvoir, de réactions en révolutions, ils conduiront la nation à la catastrophe de 1618 [1].

1. La Moravie leur donnait cependant un exemple salutaire; l'histoire, pendant cette même période, y est beaucoup moins troublée, parce que les nobles, moins nombreux, ont aussi une intelligence politique supérieure: plus persévérants, ils réussissent à établir plus solidement leur pouvoir, et, lorsqu'ils succombent, c'est moins par leur propre faute que par celle des Bohêmes.



II

Dans leur long duel avec les rois, les nobles ne furent pas réellement soutenus par la masse de la nation, et ils n'avaient rien fait pour mériter cet appui. Les seules aristocraties qui aient maintenu longtemps leur autorité sont celles qui n'ont pas été absolument exclusives et intolérantes et qui ont, au moins dans une certaine mesure, associé le reste des habitants à leurs succès. Les seigneurs tchèques n'eurent d'autre pensée que de restreindre le plus possible le nombre de ceux avec qui ils devraient partager les bénéfices du pouvoir. Ils formèrent une caste toujours plus fermée, moins accessible, et, du même effort qu'ils étendaient leurs prérogatives aux dépens de la royauté, ils dépouillaient les autres classes de leurs franchises.

On a dit que la noblesse n'existait pas en Bohême avant les guerres hussites : sous cette forme, l'affirmation est excessive, mais il est incontestable que les traditions démocratiques slaves, encore vivantes, atténuaient dans une proportion très sensible la différence des classes. Les rois choisissaient leurs conseillers où ils voulaient, conféraient la noblesse : tous ceux qui possédaient un bien libre et inscrit dans les Tables du Pays avaient voix à la diète ; la fortune seule, et non la naissance, créait les privilèges, et les familles qui perdaient leurs domaines ne paraissaient plus aux assemblées. Tous les habitants relevaient des mêmes tribunaux et étaient soumis aux mêmes lois ; tous les nobles siégeaient aux États dans une même curie, et leurs droits étaient égaux. Les titres n'avaient ni sens précis ni valeur déterminée. Enfin, un nombre considérable de petits propriétaires libres ne dépendaient que du roi et perpétuaient le souvenir des institutions égalitaires.

Les guerres hussites modifièrent profondément l'état so-

cial et hâtèrent une révolution qu'annonçaient depuis longtemps certains indices, mais qui, peut-être, sans cette crise, aurait été longtemps encore retardée par les résistances populaires. Elles donnèrent une sanction officielle aux changements déjà accomplis et créèrent une véritable noblesse, avec ses droits héréditaires, ses distinctions multipliées et rigoureuses, ses lois personnelles, ses tribunaux [1].

La classe des petits propriétaires libres disparaît : beaucoup ont péri pendant la guerre, plus encore sont ruinés; les discordes civiles favorisent les empiétements de leurs riches voisins : sans protection, ils sont obligés de vendre leurs biens, d'accepter la tutelle des principaux seigneurs. — Jadis, nous dit Vchehrd, avant que les nouvelles formes de droit se fussent introduites, le pays était bien peuplé de *zemans;* alors on n'achetait pas leurs terres, on ne détruisait pas leurs demeures, on ne renversait pas leurs châteaux, on ne transformait pas en étangs leurs domaines, comme les meilleures terres et les prairies. Il y en avait une foule presque innombrable; mais depuis, par le feu, par la peste ou par l'épée, ces demeures ont été détruites ou abandonnées [2]. — De cette foule presque innombrable quelques centaines subsistent à peine, et ils vont sans cesse en se réduisant, ruinés par les charges trop lourdes qui retombent sur eux de tout leur poids, ou fatigués d'une lutte inégale et acceptant leur déchéance pour obtenir le repos. L'existence de ces propriétaires n'a plus désormais qu'un intérêt historique, et, par suite de la destruction de cette classe moyenne, il n'y a plus en présence que des nobles et des vilains.

Le signe distinctif de la noblesse, c'est la prédominance

1. Il est bien évident qu'il ne s'agit ici que d'une tendance générale : sur bien des points, des coutumes diverses rappellent longtemps encore l'ancien ordre de choses. — Un des vestiges les plus curieux des institutions slaves primitives, dans lesquelles les biens sont la possession collective de la famille et non de l'individu, est le nombre des domaines nobles indivis que l'on constate encore au XVI[e] siècle. (Cp. Votsel, *L'ancien droit de propriété en Bohême*, p. 488).

2. Vchehrd, p. 434. Le sens du mot zeman n'est pas toujours très précis, mais il est évident ici qu'il faut entendre par là les *svobodnitsi,* les petits propriétaires libres. Cp. aussi Stransky, p. 241.



de l'hérédité : le premier soin de la nouvelle aristocratie tchèque fut de se protéger contre les intrus. Aucun paysan ne peut être anobli qu'après avoir été d'abord affranchi par son seigneur. Le droit de paraître à la diète, et par conséquent de prendre rang parmi les privilégiés, était lié à la possession d'un bien libre inscrit dans les Tables du Pays : les nobles prétendent être seuls autorisés à faire enregistrer leurs acquisitions dans les livres officiels ; pendant vingt ans, les protestations des bourgeois restent lettre morte, et lorsque les seigneurs finissent par céder à leurs réclamations, c'est que de nouvelles garanties les protègent contre tout envahissement. Personne n'est admis à l'avenir dans l'Ordre des Chevaliers et des Seigneurs que sur le libre vote des anciens membres de la curie ; les conditions requises deviennent toujours plus rigoureuses ; le chiffre des votants exigés, plus élevé ; l'enquête, plus minutieuse et plus longue.

L'étiquette se fixe ; les titres, assez flottants jusqu'alors, prennent un sens précis, et ceux qui s'avisent de les usurper, sont sévèrement punis. Une hiérarchie s'établit, et la distinction, longtemps vague, entre les Seigneurs et les Chevaliers, reçoit une consécration officielle par la répartition des nobles en deux collèges. Chacun des deux Ordres nobiliaires a ses droits particuliers et ses privilèges honorifiques ; l'introduction de titres nouveaux est rigoureusement interdite, parce la valeur des anciens risquerait d'en être amoindrie. Chevaliers et Seigneurs se divisent en anciennes et nouvelles familles, et les nouveaux nobles ne prennent rang parmi les anciens qu'après trois générations. Les traditions ne permettent pas encore aux nobles ruinés de conserver leur voix à la diète, mais leur pauvreté n'entraîne pas leur déchéance de la noblesse, et ils restent en dehors et au-dessus du reste de la population. La langue même change : *au vaillant chevalier,* qui rappelait le courage personnel, succède le *vladyke de bonne naissance.* Le tribunal du maréchal de Bohême connaît de tous les litiges relatifs à la possession de la noblesse et écarte tous ceux dont les titres ne sont pas consacrés par le temps. Dans la famille, la soumission plus complète de

la femme, les privilèges accordés aux frères au détriment des sœurs [1], marquent le progrès des institutions féodales et le recul des coutumes primitives, dans lesquelles l'égalité absolue était la loi [2].

Les nobles prétendent constituer à eux seuls la nation légale, et, en réalité, toute l'histoire de la Bohême au XVIe siècle n'est que l'histoire de leurs ambitions, de leurs rivalités, de leurs luttes contre ceux qui refusent d'accepter leur domination, de leur chute définitive. Les Seigneurs, maîtres de la Chambre Haute, étaient les véritables directeurs du parti; assez peu nombreux, — ils ne comprenaient guère que deux cent cinquante familles, — disposant d'immenses richesses, ils espérèrent un moment s'assurer une influence absolument prépondérante en se réservant la possession exclusive des grandes charges et du tribunal suprême. Les Chevaliers protestèrent hautement : il y avait là quelques milliers de hobereaux [3], souvent faméliques, turbulents, très jaloux de leurs droits : menacés par les Seigneurs, ils firent mine de se rapprocher des villes; c'est d'une alliance pareille de la gentry et des communes qu'est sortie la Chambre Basse en Angleterre, et l'union des bourgeois et des Chevaliers eût formé un utile contre-poids à la domination des

1. La femme est sous la dépendance absolue de son mari. Elle ne peut ni léguer ni engager une partie de sa fortune personnelle sans son autorisation. Si le mari meurt et que tous les enfants soient mineurs, la tutelle appartient à la personne qu'a désignée le mari; s'il n'a désigné personne, c'est le capitaine du pays qui règle la tutelle. A la mort du père, les sœurs dépendent des frères, épousent les maris qu'ils choisissent. On retrouve souvent l'expression de jeunes filles données au cloître, ce qui est caractéristique. Pour échapper à cette tyrannie, il arrivait qu'elles se faisaient enlever, souvent avec le consentement de leur mère : dans ce cas, elles perdaient tout droit à la fortune paternelle. — Livre de Tovatchov, chap. 165, p. 90.

2. Sur la constitution de la noblesse à cette époque, cp., outre les travaux cités plus haut, Brandl, les Chevaliers et les Seigneurs, dans le *Tchasopis matitsé morawské*, 1869, et Gindely, *Die Entwickelung des bœhm. Adels und der Inkolatsverhæltnisse seit dem XVIen Jahrh.*, d. les *Dissertat. de l'Académie des sciences de Bohême, VIIe Folge*, 1er vol., p. 886. — Il faut prendre garde de ne rien pousser à l'extrême; la victoire des institutions féodales ne sera complète et définitive qu'après 1620 : jusque-là, des traits nombreux rappellent l'ancien droit slave, qui, ne connaissant ni propriété individuelle ni testament, n'admettait par conséquent ni le droit d'aînesse ni les substitutions (cp. Votsel, p. 496).

3. On compte environ 1,200 familles de Chevaliers.



Seigneurs, représenté assez exactement la moyenne de l'opinion publique. Les Seigneurs s'effrayèrent de cette coalition et ramenèrent les vladykes en partageant avec eux l'administration et la justice.

Ce fut un malheur. Les Chevaliers ont fourni à la Bohême quelques-uns de ses plus vaillants capitaines, de ses chefs politiques les plus éclairés, de ses plus généreux patriotes : en général cependant, leur action ne fut pas heureuse; comme en Pologne, une lourde part de responsabilité dans les malheurs publics retombe sur eux. Leur intelligence n'était pas assez éclairée pour discerner les intérêts supérieurs du pays, leur fortune était trop médiocre pour qu'ils fussent vraiment indépendants. Turbulents et incertains, prêts à la révolte et prompts au découragement, durs à leurs paysans, insolents et timides devant le roi, ils furent le principal obstacle à la création d'un gouvernement régulier et communiquèrent aux Seigneurs quelque chose de leur égoïsme borné et de leur insubordination agitée et puérile.

Dès ce moment, dans tous les cas, la scission fut complète entre la noblesse et le reste de la population. Autoritaires et exclusifs, les nobles jugeaient que leur liberté n'était pas entière tant qu'autour d'eux tout le monde n'était pas esclave. Ils s'en prirent tout d'abord aux villes. Les Catholiques, fort nombreux parmi les Seigneurs et qui n'avaient pas oublié les émeutes de 1483, saisirent sans doute avec joie l'occasion de faire expier aux bourgeois leur dévouement à l'Utraquisme; mais ces rancunes religieuses ne jouèrent qu'un rôle secondaire : les ambitions politiques suffisent pour expliquer le rôle des nobles, et parmi eux les Utraquistes ne furent ni les moins tenaces ni les moins ardents à la curée. Chose plus curieuse, les Seigneurs entraînèrent le roi lui-même, en firent leur complice contre ses alliés naturels. Les villes manquaient de souplesse, et leur attitude, d'humilité : Vladislas ne fut pas fâché de donner à son tour une leçon à ses cités royales; il ne s'aperçut pas que c'était lui-même qu'il frappait. Après de longues années, vers la fin de sa vie, de cruelles expériences et les re-

présentations de quelques conseillers mieux avisés, lui dessillèrent les yeux, mais son repentir tardif et incomplet ne répara pas l'erreur de son imprévoyante et lâche défection.

Le premier point sur lequel porta la discussion fut le droit des villes d'être représentées aux diètes. Les nobles eurent la bonne fortune de rencontrer pour soutenir leur opinion un théoricien fort ingénieux, qui unissait à une logique subtile une science profonde, et beaucoup d'entregent à des convictions sincères bien qu'ondoyantes, c'était le chevalier Rendl de Ouchova. Très éloquent, fort versé dans les questions juridiques, il avait été un des principaux rédacteurs de la Constitution de 1500. Il s'attira des haines irréconciliables : son nom seul devint une injure; Rendlovati fut synonime de falsifier les textes. L'histoire n'a pas ratifié toutes ces accusations; en face des documents incomplets et des variations brusques et nombreuses de Rendl, elle s'arrête hésitante; elle ne le comprend pas assez bien pour oser le condamner. Fort ambitieux, mais gardant au cœur un très réel souci de la grandeur de son pays, doué des plus hautes qualités de l'esprit, traître à tous les partis et sachant conserver dans ses variations sa propre estime et une certaine dignité, il paraît avoir été surtout la victime des temps troublés où il vécut et qui le condamnèrent à user dans des intrigues suspectes les ressources d'un talent supérieur. Une chose reste du moins hors de doute, c'est l'action considérable qu'il exerça : pendant plus de vingt ans son nom fut dans toutes les bouches; Machiavel seul, dit Palatsky, donna lieu vers la même époque à d'aussi vives discussions [1].

1. *Introduction à la Constitution de 1500*, dans les Archives bohêmes. La haine qui s'était attachée à lui pendant sa vie le poursuivit après sa mort. — *Mortuus es tandem, bipedum tu pessime Rindel*, dit un poète contemporain. — Les Anciennes Chroniques Tchèques ne sont pas plus indulgentes : « Il fut l'ami des brigands, des bandits, des malfaiteurs, de tous ceux qui ruinaient le pays. — Il inventait des coutumes singulières, presque dans chaque diète, toujours autres et diverses. Il parlait au roi comme son égal; il parlait et agissait comme s'il eût été roi. Toutes les difficultés qui se sont produites dans le pays, il en fut la cause et l'origine. » *Vieilles chroniques tchèques* (p. 322). — « Tu t'es mal conduit avec les trois Ordres et tu les as

L'opinion de Rendl et des nobles découlait très logiquement des idées juridiques universellement répandues alors. Les villes, disaient-ils, fondées par le roi en vertu de ses pouvoirs seigneuriaux et sur ses domaines, n'ont aucun titre légal à s'immiscer dans les affaires publiques; introduites par tolérance dans le parlement, elles s'y sont maintenues à la faveur des troubles, mais la possession ne justifie pas la légalité de leur intervention. Libre aux bourgeois de se réunir pour discuter avec le roi leurs intérêts particuliers: mais, vis-à-vis des autres Ordres, ils ne sauraient avoir pour interprète et pour représentant que le roi. Leurs rapports avec le souverain sont ceux de sujets à seigneurs, et leur présence à la diète est aussi anormale que le serait celle de députés des cités ou des villages qui dépendent des nobles.

Les Seigneurs ouvrirent la campagne l'année même de la réconciliation du roi et des Catholiques, en 1479, et, sans s'arrêter aux protestations indignées des villes, passèrent de la théorie aux actes. Ils ne communiquèrent plus les votes de leurs curies au troisième Ordre et prétendirent que l'accord des Seigneurs, des Chevaliers et du roi suffisait pour faire la loi. Dans la Constitution de Vladislas, non seulement ils revendiquèrent le droit de modifier de leur seule autorité les coutumes et les ordonnances qui les concernaient, mais ils ne soumirent pas aux bourgeois les articles qui visaient les villes. Elles réclamèrent vivement: elles étaient un Ordre libre et elles ne se soumettraient qu'aux résolutions qu'aurait sanctionnées le vote de leurs représentants. Leur désespoir égala leur surprise quand elles apprirent que le roi avait accepté en leur nom la constitution. Il se ralliait ainsi à la théorie de Rendl, admettait

tous trahis, fait dire encore la vieille chronique à un adversaire de Rendl: aussi apprends, si tu l'ignores, que tu n'as le droit de parler devant aucun tribunal, ni d'invoquer aucune justice. — Il est vrai que Rendl répond fièrement qu'il vaut mieux que toutes les villes ensemble (*id.*, p. 448). — Peut-être y a-t-il un peu d'exagération dans la bienveillante indulgence que ressentent pour Rendl les plus récents écrivains. Il n'est pas absolument impossible que ses intentions fussent pures, mais il allait au but par des voies détournées et scabreuses. Rendl mourut en 1522.



l'assimilation des bourgeois et des serfs, ne s'apercevant pas que l'humiliation qu'il leur infligeait retombait sur lui et qu'il descendait par là à n'être qu'un simple seigneur. Toutes les supplications échouèrent, et, à diverses reprises, il reconnut aux nobles seuls le droit de siéger à la diète [1].

Il ne s'agissait pas seulement pour les villes de perdre toute influence politique, mais de passer, au moins indirectement, sous la domination de leurs ennemis. C'était le moment, en effet, où les nobles usurpaient toutes les fonctions royales, et ils travaillaient à attirer à eux tous les pouvoirs administratifs, financiers et judiciaires, que le prince conservait sur les bourgeois. Ils mirent d'abord la main sur la charge de sous-chambellan, déclarèrent que c'était un grand dignitaire du pays et qu'à ce titre il devait être pris parmi les nobles, et, soumis aux mêmes obligations que les autres fonctionnaires, être responsable comme eux devant la diète. Les privilèges des villes étaient si formels et leur droit si incontesté que Vladislas présenta quelques objections; il hésitait à abandonner aux Seigneurs la direction suprême de l'administration municipale. Il s'était hâté d'ajouter cependant qu'il tiendrait compte du désir des États, et, dès l'année suivante (1486), il nommait sous-chambellan un chevalier. Cette résolution fut sanctionnée par les constitutions de 1497 et de 1500, et, jusqu'au XIX[e] siècle, la charge de sous-chambellan fut occupée par des nobles; comme la nomination des conseillers des villes dépendait généralement de lui, la haute main sur les affaires municipales échappait aux bourgeois et passait aux Seigneurs.

Jusqu'à Vladislas, les revenus royaux et, par suite, les redevances des villes ne se confondaient pas avec les impôts généraux votés par les diètes, et l'administration en était confiée à la Chambre royale, qui ne dépendait que du roi. Les États s'arrogèrent d'abord un droit de contrôle sur ces

1. Cp. Tchélakovsky, *Le sous-chambellan en Boh.*, p. 37. — Cp., du même auteur, *La situation des villes royales aux diètes bohêmes*, Prague 1869, p. 5.



revenus, puis s'en réservèrent l'administration directe. En 1508, ils élurent des gouverneurs ou capitaines dont les pouvoirs furent sans cesse accrus et qui devinrent bientôt les directeurs généraux des finances du royaume : tous les employés prêtaient serment entre leurs mains; ils percevaient l'argent, payaient les dettes, nommaient et destituaient les agents : jusqu'à l'avènement des Habsbourgs, les diètes, c'est-à-dire les Seigneurs, disposèrent ainsi de tous les revenus du royaume.

En 1513, Vladislas, pressé d'argent, demanda au sous-chambellan Bourian Trtchka de Lipa de lui remettre les sommes qu'il avait reçues des villes. Trtchka refusa en alléguant les ordres des États, qui obligeaient tous les employés des finances à verser l'argent qu'ils encaissaient entre les mains des gouverneurs. Le roi insista, supplia : Bourian fut inflexible. Vladislas le destitua, mais Bourian protesta contre cette révocation illégale, les nobles le soutinrent, et le conflit se termina au bout de quelques années par la victoire du chambellan. — « Nous avons éprouvé, écrivait tristement le monarque dans une lettre confidentielle, quels dommages, mépris et ridicules découlent pour nous de ce que nous ne sommes pas maîtres de nos propres affaires [1]. » Du moins ne devait-il accuser que lui-même de ses malheurs : mais que de colères s'amassaient dans le cœur des bourgeois, réduits à livrer leur argent à leurs adversaires, dépouillés par eux, sans que leurs sacrifices profitassent en rien au royaume !

Une autre entreprise leur fut plus odieuse encore. Sauf pour quelques cas assez rares, ils ne relevaient que des tribunaux municipaux; c'était un de leurs plus anciens privilèges, un de ceux aussi auxquels ils attachaient avec raison le plus de prix [2]. — Les Diètes prétendirent les obliger à comparaître devant le Tribunal du Pays, toutes les fois

1. Palatsky, V, 2, p. 255, 1514.
2. Sur les justices municipales, voir Tchelakovsky, *Les privilèges de la ville de Prague*, et en particulier, Introduction, p. xxv et sq. — Cp. Tomek, *Histoire de Prague*, passim.

qu'un noble était partie dans l'affaire. Le Vieux-Chroniqueur qui nous a laissé quelques renseignements sur cette période troublée et mal connue, éclaire par un exemple l'insolence des seigneurs. Un gentilhomme, nous dit-il, va à la ville, en province, rencontre un passant, et là, pour rire, pour s'amuser, lui donne un soufflet. Si le bourgeois le rend et qu'il n'y ait pas de témoin, l'agresseur le cite devant le tribunal suprême, à Prague [1]. — Notez que les bourgeois seuls sont tenus de comparaître en personne. Devant le tribunal, ils sont soumis à des formalités humiliantes : tandis que les seigneurs conservent leur épée, prêtent serment debout, ils sont forcés de s'agenouiller. Les juges sont presque toujours les amis ou les parents de la partie adverse, et même avec la volonté d'être impartiaux, ils apprécient à une tout autre mesure l'honneur et la dignité d'un noble ou d'un vilain. Dans les cas les plus favorables, le procès traîne, les frais s'accumulent, et que deviennent les affaires abandonnées, la famille sans chef! Quelle aubaine pour tous ceux qui voudraient obtenir un emprunt de quelque riche bourgeois, un délai de quelque créancier! La menace d'un procès réduit à merci les plus intraitables. « O villes bien-aimées, s'écrie le chroniqueur, quelle destinée est la vôtre! — C'est une grande honte et une grande injure pour les rois : ils ont travaillé avec beaucoup de soins et de peines à établir l'ordre, la justice et le droit dans ce royaume et à assurer à chacun, en ce qui le concerne, la jouissance paisible de son droit. Faut-il donc que les résolutions et les décrets de Rendl aient plus de valeur que celles des empereurs et des rois?... Ce ne serait pas grand dommage que l'on portât sur ce Rendl quelques voitures de bois sec et qu'on le brulât lui et ses inventions, afin que personne ne fût tenté de l'imiter. Mais le malheur est que le roi Vladislas aime mieux les Chevaliers et les Seigneurs que les villes, et cependant ces seigneurs prennent plus volontiers au roi qu'ils ne lui donnent [2]. »

1. *Vieilles chroniques bohêmes*, p. 258.
2. *Id., id.*

Cette fois cependant, les villes se cabrèrent, refusèrent d'accepter la décision royale, s'engagèrent à expulser ceux de leurs habitants qui se soumettraient à une citation illégale. Elles répondirent aux menaces par des prises d'armes et aux violences par des exécutions. Les nobles refusaient de reconnaître dans aucun cas les juridictions municipales et prétendaient que le tribunal suprême était seul compétent pour examiner les accusations portées contre l'un d'entre eux : à diverses reprises, les bourgeois arrêtèrent les coupables, les déférèrent aux tribunaux municipaux et les exécutèrent sur le champ. Les amis des victimes les vengèrent en ravageant les territoires des villes, de petites guerres éclatèrent çà et là; mais, derrière leurs murailles, les cités bravaient leurs ennemis, et, cette fois, le cas touchait de trop près leurs intérêts les plus sacrés, elles préféraient une insurrection à une soumission qui les déshonorait.

Les nobles trouvèrent un biais : puisque les bourgeois refusaient d'admettre la compétence de leurs tribunaux, ils prétendirent s'assurer une influence prépondérante sur les justices municipales. Ils se défendaient de toute pensée d'usurpation, ne faisaient que revenir aux traditions : à l'origine, le juge de la ville n'était-il pas nommé par le roi? Il est vrai que, depuis longtemps, les attributions du juge royal étaient passées à des conseillers choisis parmi les bourgeois; il est vrai surtout que, si les bourgeois avaient à l'origine accepté l'autorité d'un officier royal, il était inique, même dans les idées du temps, de leur imposer l'autorité d'un juge délégué par les Seigneurs. Pourquoi non, répondaient ceux-ci, si le roi y consent? Il leur transmettait ses pouvoirs; les villes n'avaient qu'à s'incliner. — Le sous-chambellan prétendit exiger de leurs conseillers qu'ils lui prêtassent serment de fidélité et qu'ils suivissent ses instructions en matière judiciaire. Mais les bourgeois étaient sur leurs gardes, et les nobles, en face de la résistance désespérée qui se préparait, jugèrent plus prudent d'ajourner leurs projets.

Ils prirent leur revanche sur le terrain économique. La richesse des villes faisait leur puissance : ruinées, elles n'étaient plus redoutables; sans doute, on appauvrissait ainsi

le pays, mais les seigneurs ne s'arrêtaient pas à ces considérations. Les privilèges commerciaux des villes et leurs monopoles étaient garantis par les chartes. — Elles étaient caduques, affirmèrent les nobles : n'étaient-ils pas souverains sur leurs domaines ; de quel droit les souverains auraient-ils restreint leur liberté ? — En vertu du *droit du mille* les communes avaient le privilège exclusif de débiter de la bière dans un certain rayon autour de leurs murs : c'était une de leurs principales sources de revenus. L'interdiction royale, dirent les seigneurs, ne s'appliquait qu'à leurs sujets et non à eux ; et, de tous les côtés, ils fondèrent des brasseries et des distilleries, ouvrirent des cabarets, forcèrent leurs paysans à s'y approvisionner. En même temps ils multiplaient les marchés, établissaient de nouveaux péages, défendaient à leurs serfs de porter leurs denrées dans les villes voisines. Le commerce était presque complètement arrêté, les marchands exposés à toutes les embûches. Les nouveaux cabarets étaient souvent des repaires de voleurs que protégeaient et favorisaient les nobles. Quelquefois les villes, dont beaucoup exerçaient dans leur région la juridiction criminelle, organisaient une expédition contre ces pertubateurs de l'ordre public : aussitôt, un concert de plaintes s'élevait. Il était rare que parmi les malfaiteurs arrêtés quelqu'un ne se réclamât pas d'une noble origine : il ne pouvait être jugé qu'à Prague ; pendant la route, ses amis attaquaient l'escorte ; quand on l'avait conduit devant le tribunal au prix des plus lourds sacrifices, il était acquitté. Avertis de l'arrivée de la milice bourgeoise. les coupables trouvaient toujours asile dans les châteaux voisins : si on les y poursuivait, tous les seigneurs étaient prêts à se lever contre les défenseurs de la loi.

Sans cesse, les deux partis se trouvaient en présence ; chaque jour, chaque heure apportait aux bourgeois de nouveaux griefs. A sa porte, dans la cité, il retrouvait ses ennemis qui y possédaient des maisons, refusaient de se soumettre aux règlements, bravaient les pouvoirs municipaux, revendiquaient des privilèges insupportables, prétendaient exercer



eux-mêmes les charges qu'ils affectaient de mépriser. Et cela dura trente ans! Trente ans pendant lesquels la lutte fut de tous les instants et qui laissèrent au cœur des deux partis d'inexpiables souvenirs! Trente ans sans gouvernement régulier, pendant lesquels tous les droits étaient contestés, toutes les assemblées illégales. Mieux valaient encore les anciennes guerres religieuses : le désarroi n'était pas plus grand alors ni la misère plus profonde, et, du moins, la grandeur de la cause et les proportions épiques du conflit soutenaient les courages et élevaient les âmes à la hauteur des sacrifices nécessaires. Maintenant, on se débattait au hasard, au milieu des ténèbres, sans programme, presque sans pensée : partout le bruit des armes, sans aucune des grandeurs de la guerre; des alarmes, des sièges, des territoires dévastés, un diminutif des insurrections précédentes; on eût dit les actions réflexes désordonnées d'un cadavre que ne dirige plus aucune volonté.

Les nobles s'avisèrent enfin qu'ils réussiraient peut-être à ruiner les communes, mais qu'ils ne les soumettraient pas. Ils souffraient eux-mêmes des pertes qu'ils infligeaient aux bourgeois. Bien que le développement économique du pays fût encore assez peu avancé, la solidarité qui rattache tous les membres d'une même nation, opposait à leurs colères le plus puissant des freins, celui de l'intérêt personnel : ils avaient besoin des villes pour écouler leurs produits; des habitudes de luxe se répandaient : comment leur arriveraient les fruits et les épices du Midi, les draps de Flandre, les soies et les velours d'Italie? — Les seigneurs utraquistes commençaient aussi à se demander s'il n'y avait pas quelque imprudence en même temps que quelque impiété à détruire avec les cités royales la plus solide forteresse de la religion nationale. Les modérés blâmaient l'intransigeance de leurs compagnons, les avisés et les sages prévoyaient les périls d'une politique d'égoïsme et de désorganisation. Des conversions éclatantes se produisirent parmi les seigneurs : Rendl, effrayé peut-être des résultats de ses théories, faisait amende honorable et passait du côté des bourgeois. Quel-



ques grands-officiers avertissaient Vladislas de son imprudence, et sa partialité pour les nobles était refroidie par ses récentes mésaventures. Toujours très mobile d'ailleurs, à la merci du dernier qui lui parlait. « J'ai assez à faire avec le roi, écrit à ce moment Sternberg, que les nobles avaient envoyé auprès de lui pour le ramener à eux; ce que j'obtiens un jour, d'autres arrivent et le détruisent complètement et Sa Majesté approuve aussitôt ce qu'ils lui proposent. Je reviens et je décide de nouveau Sa Majesté, jusqu'à une nouvelle intervention [1]. » C'était toujours à recommencer; mais, dans cette cour obérée, les bourgeois avaient des arguments irrésistibles : ils déliaient les cordons de leur bourse, et obtenaient au moins en échange quelques promesses et un appui intermittent.

Les choses traînèrent en longueur, chacun des deux partis se cantonnait dans ses exigences; le pays était divisé en deux ligues, toujours prêtes à en venir aux mains. Le traité de Saint-Venceslas ne fut signé qu'après d'interminables négociations (1517).

Les villes se résignaient à d'importantes concessions : elles renonçaient en fait au monopole de la fabrication de la bière, acceptaient que toutes les contestations relatives aux biens libres relevassent du tribunal du pays, n'insistaient pas pour que la charge de sous-chambellan fût rendue à un bourgeois, ce qui impliquait une certaine domination de la noblesse sur les communes [2]. En revanche, elles obtenaient satisfaction sur plusieurs points. Elles avaient été mises hors la loi pendant les dernières années : elles reprenaient désormais leur place dans la société. Il était défendu de leur déclarer la guerre sous peine d'être mis au ban du royaume; quiconque ouvrirait les hostilités contre une cité, serait poursuivi comme ennemi public; s'il recevait un sauf-conduit du roi ou du tribunal suprême, il serait permis de lui donner à boire et à manger, mais ceux qui s'uniraient à lui,

1. 1514, Palatsky, t. V, 2, p. 281.
2. Cp. Tchélakovsky, p. 41.



seraient notés d'infamie, et leurs biens confisqués. — Ces clauses, qui sembleraient devoir être purement de style, car nous ne nous figurons plus un état social dans lequel une classe de la nation est abandonnée par la constitution aux attaques des autres, marquaient alors un très sérieux progrès : mais dans quel désordre était tombé le pays où elles étaient nécessaires! — La liberté des marchés était de nouveau garantie et les mesures qui entravaient le commerce, abolies. La compétence des juridictions municipales pour toutes les questions relatives aux propriétés bourgeoises était nettement reconnue [1], et, en général, on admettait de nouveau en principe que nobles et bourgeois ne seraient responsables que devant les tribunaux de leur Ordre. Les bourgeois, appelés en témoignage devant la cour suprême, n'étaient tenus de paraître en personne que dans les cas les plus graves ; ils prêtaient serment debout comme les nobles. Les seigneurs reconnaissaient en fait l'autonomie financière et administrative des villes et renonçaient à les exclure de la diète [2].

Malgré les lacunes du traité et quelque fâcheuses que fussent les concessions auxquelles les villes avaient été contraintes, elles avaient échappé au sort qui atteignit les villes de Pologne ou de Hongrie. Leur influence dans les diètes fut assez faible, mais elles avaient du moins pris définitivement place dans les Ordres libres, ne relevaient que du roi, et leurs privilèges étaient garantis par la constitution. Les nobles répondaient au roi, qui se plaignait de n'avoir pas été consulté sur un acte aussi grave, qu'ils avaient en

1. Les propriétés bourgeoises, chosovni, par opposition aux biens libres, étaient celles qui étaient soumises aux taxes municipales et étaient ainsi véritablement comprises dans la cité.

2. Le traité de Saint-Venceslas a été publié dans le *Vybor*, II, p. 1217-1245. Il ne contient aucune clause relative aux diètes, mais depuis lors le droit de paraître aux États ne fut plus sérieusement contesté aux communes. On n'y trouve non plus rien sur l'administration municipale; il faut le compléter par les privilèges accordés aux villes. — *Privilèges des villes de Prague*, p. 355 et sq. — Le traité de Saint-Venceslas fut inséré dans les *Tables du Pays*, c'est-à-dire reçut force de loi, sans que le roi en eût été avisé. Louis protesta contre cette manière de procéder, mais les États relevèrent vivement « cette grande menace à leur liberté. »

vue le progrès général et le bien du royaume. Ils disaient plus vrai encore qu'ils ne pensaient : tout ce qui s'opposait au triomphe de l'esprit d'exclusion et mêlait à la direction des affaires une plus large part de la nation, était heureux pour le pays : la défaite relative de l'aristocratie était un bonheur pour elle, et l'accord avec les cités eût inauguré une période pacifique et féconde, s'il eût été franchement accepté et loyalement observé.

Malheureusement, la paix était à peine signée que les nobles la violèrent. Pendant les diètes suivantes, les plaintes des villes reviennent sans cesse, comme un monotone et lugubre refrain : « On ne sait plus à qui se confier, s'écrient-elles désespérées, parce que les seigneurs protègent les bandits ; ... quelques chevaliers nous font de grands dommages et de grandes injustices ; ils nous surprennent, nous tuent, enlèvent nos marchandises ; nous réclamons en vain justice et protection. Dieu est haut, le roi est un enfant et loin, les gouverneurs négligent, ajournent les questions. Il n'y a plus dans le pays ni droit ni tribunaux, et le crime est protégé par ceux qui ont pour mission de l'empêcher [1]. »

Partout les querelles ont recommencé : pas un coin du royaume qui ne soit en feu. Le plus puissant ennemi des villes, Lev de Rozmital, reconnaît lui-même le mal dans ses lettres privées, ce qui ne l'empêche pas de répondre aux réclamations des bourgeois par des fins de non-recevoir hautaines et sèches. Moins de trois ans après que les serments de réconciliation ont été solennellement échangés, deux armées sont en présence : les villes assiègent les châteaux de leurs ennemis, et les nobles se préparent à châtier leur insolence. Ce qui est pire que les ruines matérielles qu'entraînent ces désordres, ce sont les ruines morales, les rancunes qui désormais ne s'effaceront plus, la défiance incurable que laissent les promesses violées, le scepticisme, le culte de la force, l'habitude des coups de main, qui accompagnent toujours l'impuissance de la loi.

1. Palatsky, V, 2, p. 377.



L'intervention du roi arrêta cette fois la guerre, et, depuis lors, les haines n'en vinrent plus à cet état aigu, mais elles couvaient sous la cendre. Lorsque, avec Ferdinand, la royauté reprit quelque autorité, les nobles, au lieu de s'unir aux communes pour la contenir, applaudirent à tous les coups qu'elle leur porta, abandonnèrent les bourgeois après les avoir compromis, se réjouirent de leur malheur et l'exploitèrent. Il n'y eut jamais d'alliance durable et sincère entre l'aristocratie et les villes, et ce fut certainement une des causes profondes de la ruine des libertés publiques.

Les communes subirent elles-mêmes la contagion des idées dominantes à cette époque. Leur administration perdit peu à peu le caractère démocratique qu'elle avait revêtu pendant la période hussite; appauvries par la décadence financière du pays, les impôts trop lourds, la révolution économique qui, au XVIe siècle, modifiait si profondément les habitudes du commerce, atteintes par la décadence morale qui gagnait peu à peu le peuple tout entier, elles se laissèrent de plus en plus envahir par les doctrines oligarchiques et furent dignes de prendre place à côté de l'aristocratie féodale, à laquelle elles n'inspiraient plus ni inquiétude ni même jalousie. En trahissant les idées démocratiques, elles perdirent leur force parce qu'elles perdirent leur raison d'être.

III

Le salut pour elles eût été dans une alliance étroite avec les paysans : des souvenirs récents les y invitaient, les violences des nobles parurent un moment les y décider. En 1487, on n'avait pas soumis à leurs représentants le célèbre décret qui condamnait au servage les habitants des campagnes, et elles refusèrent quelque temps d'en reconnaître la validité. Un des griefs des seigneurs contre elles,

c'est qu'elles offrent asile aux serfs fugitifs. — En 1514, une épouvantable jacquerie avait éclaté en Hongrie où la situation des paysans était affreuse : Les Kouroutses, *les croisés,* au nombre de plus de soixante mille, saccageaient les châteaux et répandaient la terreur dans le royaume. L'on craignit un moment que la révolte ne se propageât en Bohême : des frissons avant-coureurs révélaient l'agitation, les paysans ne cachaient pas leur sympathie pour les Kouroutses, « révoltés à cause des injustices et des torts qu'ils subissaient ». « La même chose se produira en Bohême, dit le Vieux Chroniqueur, à cause de *leur* injustice [1]. »

Au milieu de cette émotion, un appel à l'insurrection aurait mis le pays en feu. En 1516, les villes déclarèrent qu'elles entendaient revenir à l'ordre de choses tel qu'il existait sous Charles IV, qu'elles ne tiendraient aucun compte des nouveaux règlements et défendraient les paysans qui feraient cause commune avec elles. L'autorité des seigneurs était encore toute récente, contestée : de temps en temps, des insurrections partielles éclataient. Dans le district de Krzivoklat, au sud de Kolin, des bandes armées s'organisèrent et se grossirent rapidement ; les bandits qui ravageaient le pays et qui n'étaient souvent que des serfs fugitifs, accouraient de tous côtés, les insurgés furent bientôt plusieurs centaines ; l'énergie et la rapidité des mesures prises par les seigneurs indiquent assez que leurs inquiétudes étaient vives [2]. Bien que les rebelles n'eussent tenu nulle part contre les troupes trop supérieures envoyées contre eux, le souvenir de cette équipée ne fut pas sans doute une des moindres raisons qui décidèrent les nobles à faire quelques concessions aux communes et à signer avec elles le traité de Saint-Venceslas. Quand ils rouvrirent les hostilités, les communes reprirent la tactique qui leur avait si bien réussi, préparèrent soigneusement la

1. p. 360.
2. *Id.* p. 409.



cause des seigneurs de celle de leurs serfs, déclarèrent qu'ils ne faisaient pas la guerre aux paysans, ordonnèrent à leurs troupes de les ménager. La discipline des milices bourgeoises produisit le meilleur effet dans les campagnes, les habitants sollicitaient de tous côtés la protection des villes ; la foule de ceux qui s'unissaient à leur armée était si grande qu'ils devenaient un embarras. Si nous acceptions tous ceux qui s'offrent à nous contre les seigneurs, écrivent-elles, il ne leur resterait bientôt plus de sujets. L'œuvre d'émancipation, jadis tentée par les Taborites, pouvait encore être essayée : un peu d'audace, et une terrible guerre sociale commençait, dans laquelle aurait peut-être sombré, pour le plus grand bien du pays, la domination de l'oligarchie.

Mais, si les villes voulaient bien se servir des paysans contre les nobles, elles ne songeaient guère à prendre sérieusement en mains leur cause. Elles étaient en coquetterie avec la démocratie rurale, mais une union réelle les aurait épouvantées. Comme au moment des guerres hussites, elles ne comprirent ni la gravité des intérêts en jeu ni l'importance de l'heure. Trop engagées elles-mêmes dans le régime féodal pour en poursuivre résolument la chute, elles ne se sentirent pas peuple et bornèrent leur ambition à se faire une place, quelque modeste qu'elle fût, à côté de la noblesse. N'avaient-elle pas aussi des serfs, et faudrait-il les affranchir? Renonceraient-elles à leurs privilèges et à leurs monopoles commerciaux et industriels? Les ouvriers des villes ne tenteraient-ils pas à la faveur du mouvement d'augmenter leur influence dans la cité? — Les oligarques municipaux jugèrent que c'est une sotte colère que celle qui, pour ruiner ses adversaires, poursuit sa propre ruine; ils ne prêtèrent jamais aux paysans qu'un appui douteux et intermittent, et ceux-ci, abandonnés à leur seules forces, n'eurent plus qu'à accepter le joug.

Rien n'est plus difficile que d'établir à une époque quelconque, au moyen âge, la condition générale d'une classe de la société. Comme la condition des personnes et des choses



n'est pas réglée par des lois universellement reconnues, mais par des privilèges qui varient de village à village et même de maison à maison et sont sans cesse modifiés, les tableaux que l'on trace ne sont jamais qu'une abstraction et ne sauraient avoir qu'une valeur approximative. La difficulté augmente quand les études préalables sont encore incomplètes et que les documents ont en grande partie été détruits ou n'ont pas été publiés en assez grand nombre [1]. Nous ne savons pas même exactement quelle était la population de la Bohême au XVIe siècle; comment dire par conséquent quel était le sort de chacun des groupes de cette population? On ne saurait guère s'étonner dans ces conditions que les divergences les plus graves se soient produites parmi les écrivains qui se sont occupés de ces questions. Tandis que les uns poussent le tableau au noir, les autres nous représentent la situation sous des couleurs presque idylliques : pour ceux-là, l'oppression est très lourde ; pour ceux-ci elle n'existe pas, — et les uns et les autres apportent à l'appui de leur thèse des faits précis, des témoignages contemporains, des textes authentiques.

La vérité doit sans doute être cherchée entre ces deux extrêmes. Le triomphe de la noblesse n'a jamais été aussi complet au moyen âge en Bohême qu'en Pologne et en Hongrie, et la condition des serfs n'y a jamais été aussi dure. Il est incontestable aussi que la véritable époque de fer pour les paysans tchèques n'a commencé qu'après la bataille de la Montagne-Blanche; leur sort était infiniment meilleur à l'époque des Jagellons qu'au XVIIe et au XVIIIe siècle; à ce moment leurs souffrances deviennent atroces, et leur horrible misère explique que la comparaison ait fait paraître

1. Sur la situation des paysans, en dehors des textes et des travaux déjà cités et de ceux que nous indiquerons plus loin, il faut rappeler en première ligne Tomek, Monographie de la ville de Politsč, Prague 1881, et le Cartulaire du couvent de Strahov, dans les *Pamatky archæologitské*, II, p. 72 ; les *Formelbücher* de Palatsky ; les *Regesta* d'Erben ; le *Codex juris bohemici*, édité par H. Jiretchek, etc. M. Schulze a publié dans la *Osviéta*, t. I, une série d'articles fort intéressants, bien qu'un peu déclamatoires, sur le servage en Bohême jusqu'aux guerres hussites.



presque douce la sujétion modérée à laquelle ils étaient condamnés auparavant. — Au XVIe siècle en effet, ils sont protégés dans une certaine mesure par les coutumes et les lois; les corvées, assez douces, ne sont pas absolument arbitraires; ils jouissent même d'une certaine autonomie, et les tribunaux de villages, encore que nommés par le seigneur, conservent quelque indépendance. Les serfs ne sont pas des bêtes de somme, mais des hommes dans lesquels on respecte la dignité humaine [1]; dans leurs rapports avec eux les nobles font souvent preuve de modération et d'humanité, et il n'est pas rare qu'il s'établisse entre les maîtres et leurs hommes des relations assez cordiales.

Sans vouloir diminuer en rien l'importance de ces faits incontestables, il ne convient pas d'en tirer des conclusions trop optimistes.— Il est certain par exemple que le XVIe siècle tout entier est agité par des tentatives d'insurrection rurale des conspirations agraires, que nous connaissons mal et qui n'aboutissent jamais à une révolte générale, mais qui n'en témoignent pas moins d'un sourd mécontentement et d'un malaise profond. De plus, le progrès de la richesse publique est dès lors extrêmement lent, sinon complètement nul : plus d'un siècle après les guerres hussites, les ruines qu'elles ont entassées ne sont pas encore réparées. Cet arrêt du développement économique du pays, d'autant plus caractéristique que la Bohême n'est directement mêlée pendant cette période à aucune grande guerre, n'implique certainement pas l'amélioration du sort du plus grand nombre [2]. Enfin l'apathie et l'extrême indifférence dont font preuve les paysans dans toutes les crises politiques graves, témoigne de leur extrême découragement. En dépit par

1. V. Tchélakovsky, dans un article du Juriste, à propos du Glossaire de Brandl, 1876, p. 211.

2. M. Gindely me paraît ainsi beaucoup exagérer l'aisance générale. Une des preuves qu'il en donne, l'habitude des bains chauds (*Gesch. des dreissigjæhr. Krieges*, I, p. 147), a loin d'avoir la valeur qu'il lui attribue. L'usage des bains chauds est bien plus répandu aujourd'hui en Russie qu'en France; il y aurait quelque invraisemblance à soutenir que les paysans russes sont plus fortunés que les paysans français.

conséquent de témoignages isolés, il ne semble pas téméraire d'affirmer que l'évolution qui s'accomplit depuis les guerres hussites, modifie dans un sens très défavorable la condition des populations rurales; l'oppression n'est pas partout égale et surtout elle n'a pas atteint son maximum d'intensité, mais la liberté n'est plus que l'exception, et elle n'est désormais nulle part ni complète ni sérieusement garantie.

A l'origine, les paysans tchèques étaient non seulement personnellement libres, mais leur droit de propriété était incontesté; la grande majorité de la nation, zémans, svobodnitsi, etc., ne relevait que de la loi, n'était soumise qu'au roi; ils occupaient le sol au même titre que les plus hauts seigneurs. Au moment où, pour des causes diverses, l'ancienne constitution se transforma, les chefs de familles et les officiers royaux usurpèrent d'immenses domaines; plus tard les rois donnèrent des bénéfices fort étendus aux églises, aux couvents ou à quelques-uns de leurs favoris. Ces biens n'avaient aucune valeur tant qu'ils n'étaient pas exploités; pour les peupler, on s'efforça d'y attirer par tous les moyens des colons, étrangers ou indigènes. Dans ce but, on leur accorda la possession héréditaire des terres qu'ils défrichèrent, et ils furent même autorisés à les aliéner. Mais, ordinairement, leur droit fut lié à certaines conditions et ne s'exerça que dans des cas déterminés; de plus ils furent tenus à certaines corvées ou redevances, et, ce qui était plus grave, ils échappèrent à la compétence des administrateurs et des tribunaux réguliers et reconnurent l'autorité suprême du propriétaire, qui délégua habituellement ses pouvoirs à des juges héréditaires [1]. Ce nouveau régime des biens, qui n'est qu'une des variétés de la possession emphytéotique, se répandit toujours plus, et, au XIVe siècle, il s'était substitué dans une très grande par-

1. Les paysans ne sont pas cependant soumis sans recours à la justice seigneuriale; non seulement ils peuvent être cités devant la Cour du roi ou même le Tribunal du Pays, mais, s'ils se croient lésés par une sentence, ils sont libres d'en appeler comme d'abus.



tie du pays aux anciennes institutions nationales. On le désignait sous le nom de Droit Allemand, non parce qu'il était venu d'Allemagne, où il n'était guère en usage, mais parce que les colons nouveaux auxquels il s'était d'abord appliqué, étaient des Allemands.

Comparé à la constitution slave primitive, le droit emphytéotique n'était certes pas un progrès [1] : en admettant même, ce qui est douteux, que le laboureur eût un avantage à obtenir un droit de possession héréditaire sur les champs dont il partageait jadis la propriété avec tous les autres membres de la commune, il y avait pour lui un réel danger dans l'affaiblissement des lois qui proclamaient l'égalité de tous les habitants, et dans l'introduction de privilèges qui, en enlevant une partie de la population à l'action des institutions communes, préparaient la formation des castes et l'avénement du régime féodal. Le nouveau système avait cependant l'avantage d'assurer à tous ceux qui obtenaient le *droit allemand* des garanties précieuses et des titres réguliers. Les colons emphytéotiques conservaient leur pleine liberté personnelle, ils n'étaient pas attachés à la glèbe; en échange de la tutelle qu'ils reconnaissaient au propriétaire, ils étaient affranchis des corvées publiques fort lourdes. Beaucoup de paysans furent séduits par ces avantages, d'autant plus que les terres qu'on leur offrait comptaient parmi les plus riches du royaume.

Ceux des laboureurs tchèques qui ne sollicitèrent ou n'obtinrent pas le droit emphytéotique, n'en gardèrent pas moins la complète propriété de leurs biens : les lois et les documents ne permettent aucun doute à cet égard.[2]. Cependant il y avait une contradiction trop évidente entre les an-

1. Les historiens allemands affirment bien le contraire, mais uniquement parce qu'il est nécessaire à leur thèse d'établir que la liberté est une invention germanique, et que les Slaves, comme les Latins du reste, auraient été incapables de s'élever à cette idée, si elle ne leur avait pas été apportée par le Peuple de la Civilisation.

2. Cp. Kalousek, dans le Pokrok du 17 février 1876 en réponse à M. Brandl. M. Kalousek prépare depuis plusieurs années un livre sur l'histoire des paysans en Bohême, qui est attendu avec une très vive impatience par tous ceux qui s'occupent de ces questions.

ciennes et les nouvelles institutions pour qu'elles se maintinssent longtemps côte à côte; favorisées par les tendances générales de l'époque, les théories féodales gagnèrent rapidement du terrain, et la liberté de ceux des paysans que ne protégeait aucune charte écrite, fut bientôt en péril. Dès la fin du XIIIe siècle, des tentatives se produisaient en Moravie pour établir le servage, et un texte de 1381 prouve qu'il y était dès lors sanctionné par la loi.

En Bohême, le progrès des doctrines étrangères fut beaucoup plus lent; au commencement du XVe siècle, la constitution protégeait encore les habitants des campagnes contre les usurpations, reconnaissait leur liberté personnelle et garantissait leur propriété. — Elle y a cependant désormais quelque peine ; les seigneurs cherchent par tous les moyens à obtenir sur leurs sujets des droits plus étendus, et ils y réussissent souvent : les plaintes des paysans deviennent plus nombreuses et plus amères, la condition des petits propriétaires est plus difficile. Les opprimés trouvèrent longtemps aide et protection dans la royauté, mais cet appui leur fit défaut lorsque, sous Venceslas, le souverain, sans prestige et sans force, ne sut même plus se défendre lui-même. L'abdication de l'autorité centrale favorisa les usurpations des nobles; ils constituèrent de vastes domaines, commencèrent à contester à leurs sujets le droit de disposer de leurs biens, multiplièrent les corvées, soumirent l'émigration à diverses conditions. Les paysans avaient la loi pour eux, mais la loi était impuissante; les mœurs étaient moins libérales que les textes. L'irritation, provoquée par ces vexations et ces empiètements, prépara les esprits à l'insurrection, et les habitants des campagnes fournirent leurs plus solides et leurs plus enthousiastes combattants aux sectaires qui prêchaient la liberté dans le Monde comme dans l'Église.

Beau programme ! bientôt oublié, comme tous les programmes. Les bandes taborites ne ménagèrent pas toujours plus les simples laboureurs que les seigneurs, et la guerre, qui devait supprimer l'inégalité et l'injustice, hâta



au contraire la victoire du parti aristocratique. Elle favorisa par exemple la concentration en un petit nombre de mains d'une partie fort étendue du territoire national : les fermiers avaient résisté, tant bien que mal, aux convoitises incohérentes de petits gentillâtres; contre un seigneur riche, influent, dont les ambitions étaient partagées par toute l'aristocratie, la lutte devenait plus inégale. Jadis un village, une petite ville, étaient presque toujours partagés entre plusieurs maîtres, qui se jalousaient et se surveillaient; lorsqu'on fut en face d'un seul adversaire, la meilleure garantie des franchises des sujets disparut. — Pendant les dernières années, les propriétés avaient souvent changé de main; il en était résulté quelque incertitude dans les titres de possession : les anciens seigneurs, élevés sur le domaine et héritiers des vieilles traditions, auraient regardé comme une impiété de supprimer les immunités consacrées par l'usage, même lorsqu'elles n'étaient pas stipulées dans des documents écrits; les nouveaux n'eurent pas de ces scrupules, et la destruction d'un grand nombre de chartes facilita leurs empiètements. La population elle-même s'était souvent presque complètement renouvelée et n'avait plus de ses droits un souvenir très précis. Plus que jamais, l'intervention du pouvoir central eût été nécessaire. Il ne serait pas juste d'exagérer la négligence des souverains, et presque toutes les concessions de terres accordées par les rois contiennent la clause que les paysans ne seront pas chargés de nouvelles et d'injustes redevances. Mais ces réserves témoignent des bonnes intentions des princes plutôt qu'elles n'eurent d'effet pratique, et leur bienveillance platonique fut vaine contre la pression des intérêts.

Non seulement les paysans furent abandonnés sans défense à toutes les vexations, mais l'anarchie les condamna à travailler eux-mêmes à leur propre servitude. Pas de police; pendant des vingt années, la justice suspendue, les registres publics fermés, les lois sans force. A qui s'adresser? — Au seigneur voisin. On s'habituait à voir en lui la

source de tout droit et de toute autorité. Contre ses sentences, aucun recours. La confusion de la propriété et du pouvoir, ce qui est l'essence même du régime féodal, fut en Bohême, comme partout, la suite de l'effondrement du gouvernement régulier.

Lorsque l'ordre se rétablit un peu, l'évolution était déjà accomplie dans les mœurs; les circonstances fournirent aux seigneurs les prétextes nécessaires pour la faire sanctionner par la loi.

Le pays était infesté de coureurs d'aventures; vieillis dans les camps, sans autre industrie que le métier des armes, ils rôdaient dans les campagnes, capables de tous les crimes et entretenant la terreur autour d'eux. On promulgua des ordonnances rigoureuses pour les ramener au travail et les rattacher au sol. Les ordonnances qui, sous Georges de Podiébrad [1], limitent la liberté d'émigration, plus tard encore le décret de 1479, ont très nettement le caractère de mesures de haute police et de sûreté générale. Le peuple s'émut cependant de ces règlements : il désirait la tranquillité et la paix, mais il devinait l'effet prochain de cette sévérité contre les pillards. Il prit parti pour les brigands contre les défenseurs de l'ordre; une loi de 1475 punit les paysans qui auront appelé levriers de potence les hommes qui sont à la poursuite des gens sans aveu, ou auront dit qu'ils chassent pour le bourreau [2].

L'événement ne justifia que trop rapidement les appréhensions populaires, et les ordonnances, qui ne visaient au début que quelques troupes d'outlaws, furent bientôt étendues à la masse de la nation. Les terres vacantes étaient assez nombreuses pour que les laboureurs fussent à peu près sûrs de retrouver partout une propriété s'ils abandonnaient la leur; les seigneurs couraient ainsi grand risque de voir déserter leurs domaines, s'ils ne modéraient pas leurs exigences : comment remplir les vides ? — L'immigration

1. V. p. 48.
2. Cp Brandl, dans le *Tchasopis Matitsé moravské*, p. 112.

étrangère avait à peu près complètement cessé, et on ne se souciait guère plus d'attirer les Allemands qu'ils n'étaient eux-mêmes désireux de venir; d'ailleurs de nouveaux colons auraient posé leurs conditions : il était plus commode de conserver ceux que l'on avait déjà, et diverses lois y pourvurent. A ce moment s'introduit dans le droit tchèque le principe que tout homme, qui n'est pas lui-même un seigneur, doit en avoir un : la conclusion est que la liberté personnelle du sujet disparaît et qu'il ne peut plus émigrer qu'après en avoir obtenu l'autorisation. Les édits de 1472, 1474 et 1479 [1], avaient commencé l'établissement du servage; la loi du 14 mars 1487 les complète et fixe définivement le nouvel ordre social [2]. Les résolutions de 1495, 1497 et 1498, vinrent sanctionner et aggraver les prescriptions de l'ordonnance de 1487, mais elles se bornèrent, en somme, à tirer les conséquences qu'elle renfermait, et c'est bien cette loi qui a réellement établi la condition des paysans tchèques, telle qu'elle s'est maintenue jusqu'à la révolution de 1848 [3].

Pendant ces quatre siècles, plus des trois quarts de la population bohème est réduite en servitude : les laboureurs, les valets de ferme, les journaliers, les bergers, les pêcheurs ne peuvent quitter leurs maîtres que s'ils ont obtenu d'eux une lettre d'émancipation ; quiconque reçoit un de ces serfs sans s'être assuré qu'il est muni d'une permission régulière,

1. *Archives bohèmes*, I. p. 458, 477, 496 et sq.

2. La loi de 1487 et les ordonnances qui s'y rattachent interdisent aux paysans d'émigrer sans la permission des seigneurs et édictent des peines rigoureuses contre les fugitifs; elles accordent en même temps aux nobles le droit de donner à leurs hommes l'ordre de vendre le domaine qu'ils possèdent. — Cp. *Constit. de Vlad.* art. 253, 259-60, 282, 291-93. — Sur la question très difficile de l'origine du servage en Bohème, v. Palatsky, V, 1, p. 265 et sq., et *Zur Gesch. der Unterthænigkeit und der Leibeigenschaft in B.*, dans les *Gedenkblætter*, p. 93.

3. Les seigneurs, dit Tomek qu'il n'est guère possible d'accuser d'exagération, ne connaissant plus de crainte devant la loi parce qu'aucun gardien puissant ne la faisait plus respecter, s'attribuèrent, suivant l'exemple des Hongrois et des Allemands, une autorité toujours plus illimitée sur leurs sujets, leur imposèrent sous divers prétextes des redevances, des corvées ou d'autres obligations, limitèrent même leur liberté personnelle en leur interdisant de s'établir sur d'autres domaines ou de se fixer dans les villes sans l'autorisation de leurs maîtres. Enfin, ils firent décider qu'aucun serf ne pourrait citer son seigneur en justice. *Hist. du roy. bohème* (en tchèque), p. 356.

est passible d'une amende; ceux qui fabriquent un faux permis, sont punis de mort et leurs biens confisqués.

Les ordonnances relatives à l'émigration deviennent toujours plus précises et plus rigoureuses. — Dans les cas douteux, ce n'est plus la liberté qui est supposée, mais le servage. A la fin du XVI[e] siècle, tous ceux qui se prétendent libres sont tenus de se procurer une pièce officielle qui constate leur affranchissement [1]. — L'usage reconnaissait aux ouvriers agricoles le droit, à certains moments de l'année, d'entrer en service sans l'autorisation de leurs maîtres; ces périodes de liberté sont de plus en plus rares, plus courtes aussi [2]. Les serfs qui se présentent sans congé régulier sont traités comme des vagabonds [3].

Le servage ne s'éteint même pas par la mort : la femme, demeurée veuve sur la terre d'un seigneur, ne peut se marier sur un autre domaine qu'avec l'approbation du seigneur [4]. Pour se rendre à la ville, apprendre un métier, exercer une industrie, le serf doit solliciter le consentement de son maître. Il faudra une ordonnance royale pour reconnaître aux paysans le droit d'entrer dans les ordres sans l'aveu préalable du propriétaire [5].

Les conséquences du servage finissent par égaler presque les rigueurs de l'esclavage proprement dit. — Si quelqu'un, lisons-nous dans la constitution de 1549, a ordonné à son serf de vendre son bien et que ce serf ait mis à sa place un colon convenable, il est tenu de le laiser aller et ne peut plus le réclamer comme son serf. Si cet homme a des enfants, les enfants au-dessous de neuf ans et qui habitent avec lui,

1. Diète de 1585.
2. En 1575, elles sont réduites à quatre semaines par an.
3. En même temps que la loi limite toujours plus étroitement la liberté personnelle, les *mandats* accordent à divers serfs des privilèges assez étendus et rétablissent dans une certaine mesure le droit d'émigration. Mais ces mandats ne s'appliquent qu'à un nombre relativement faible de paysans et ne changent pas la condition générale de la population rurale. Les lois de la diète ont évidemment une portée plus universelle que les réglements personnels.
4. Ordonnance de 1549, *Codex juris bohemici*, IV. 1. p. 265.
5. Ordonn. de la diète, 5 janvier 1531.



n'appartiennent plus au seigneur. Ceux qui ont neuf ans et aussi ceux qui, ayant atteint leur majorité, seraient déjà en possession de lots de terre sur les domaines du seigneur, restent ses serfs héréditaires. Les enfants qui auraient quitté la maison paternelle avant neuf ans, ceux que le seigneur aurait pris pour un service quelconque, qu'il aurait mis en service ou en apprentissage, ne reçoivent pas la liberté en même temps que le père, mais restent les serfs héréditaires du maître [1]. — Que survit-il, dès lors, des droits les plus naturels, et est-il excessif d'affirmer que le laboureur n'est plus que le simple instrument de la fortune du propriétaire?

Ces exigences extrêmes n'étaient d'ailleurs que la suite inévitable de la loi de 1487 : on ne s'arrête pas dans la voie de l'oppression. En réduisant à une condition inférieure la masse rurale, l'aristocratie avait commis un crime de lèse-humanité et de lèse-nation. Rien ne sert de dire que cette transformation se préparait depuis des siècles : tout espoir d'une amélioration n'avait pas encore disparu, et un retour aux traditions libérales était possible, tant qu'une résolution solennelle n'avait pas légalement sanctionné les usurpations des nobles. La loi de 1487 supprimait même l'espérance; d'un trait de plume, elle retranchait du peuple la très grande majorité des habitants. Aucune mesure pendant toute cette triste période ne mérite au même degré d'être flétrie par l'histoire; aucune n'eut des effets plus désastreux. Comment ces serfs auraient-ils gardé dans le cœur quelque puissance de dévouement pour la patrie qui les reniait et les nobles qui les opprimaient? Les seigneurs qui périrent au lendemain de la Montagne-Blanche se demandèrent sans doute quel crime ils expiaient : — Leur crime, celui de leurs ancêtres, c'était cette loi inique et impie.

Hâtons-nous d'ajouter que les prescriptions de la loi furent en réalité beaucoup adoucies dans la pratique. Au XIV[e]

1. Ordonn. de 1549, Codex, IV, 1, p. 270.



siècle, les mœurs étaient moins libérales que les ordonnances ; le contraire se produisit maintenant. Des traditions séculaires ne s'effacent pas en un jour : les anciennes chartes ne furent pas toujours violées ; les paysans en obtinrent même assez souvent de nouvelles, qui leur valurent une certaine sécurité ; beaucoup jouirent d'une indépendance relative. Des recherches plus précises et plus complètes permettront peut-être un jour de reconnaître même alors parmi eux l'existence de catégories diverses qui n'étaient pas soumises aux mêmes obligations et dont quelques-unes au moins conservaient d'assez larges franchises.

L'introduction du servage n'entraîna pas ainsi, comme on l'a supposé souvent, le droit pour le seigneur de disposer arbitrairement de la terre de ses paysans. A une époque où les ouvriers libres étaient rares, quel intérêt aurait-il eu à accroître son domaine direct, et comment aurait-il remplacé les colons expulsés? Tout au plus, s'efforçait-il quelquefois d'étendre les cas de déshérence, et encore n'est-ce pas là une tendance universelle. En fait, le régime de la propriété resta très sensiblement ce qu'il avait été auparavant, et le laboureur qui s'acquitta régulièrement de ses redevances, fut à peu près sûr de conserver son champ et de le transmettre sans difficulté sérieuse à ses enfants.

Les paysans gardèrent aussi une certaine autonomie ; sans doute les tribunaux sont en général nommés par le seigneur [1], qui intervient directement dans certains cas, édicte les règlements, tient la main à ce qu'ils soient observés et exerce toujours une haute surveillance. Mais, malgré tout, ces assemblées de paysans, qui réunissent à leur

1. Les juges de villages sont choisis dans la commune, — et quelquefois par elle, — et présidés par un délégué du seigneur, pris dans le village. Nous trouvons un exemple de ces tribunaux dans l'*Administrateur* de Veleslavin en 1587 : douze laboureurs jugent suivant l'ancienne coutume et leur sentence est sans appel ; l'employé du seigneur et le notaire assistent aux débats, mais ils n'interviennent que si les conseillers le leur demandent. La compétence de ces tribunaux est assez étendue. Le titre de *seigneurs*, que reçoivent les paysans qui en font partie, prouve la considération dont ils jouissent.



compétence judiciaire quelques fonctions administratives, maintiennent une certaine fixité dans la coutume, s'opposent aux exigences nouvelles et prêtent aux vœux et aux réclamation du village une autorité que n'auraient pas des voix isolées [1]. Les charges, grâce à eux, sont à peu près fixes et ordinairement assez modérées. — Ce sont là des garanties sérieuses et telles qu'elles suffisent par exemple à créer un abîme entre la situation des serfs polonais ou hongrois et celle des paysans bohêmes à cette époque ; elles expliquent aussi l'aisance à laquelle arrivent quelques-uns de ceux-ci, et dont témoignent les inventaires. Il n'est pas jusqu'à la liberté d'émigration qui, supprimée par la loi, ne soit rétablie par certaines conventions particulières.

Et pourtant le servage n'en demeure pas moins dès lors la loi commune et tous les palliatifs de détail n'en sauraient corriger les détestables effets. Une grande injustice a été commise, que les seigneurs ne songent pas à réparer, que les paysans ne peuvent pas pardonner [2], et qui vicie dans leur germe les intentions les plus généreuses. Les serfs sont hors la loi, au-dessous d'elle. Leurs privilèges, ils ne les tiennent que de la libre générosité de leurs seigneurs, et si ceux-ci les suppriment ou les violent, qui interviendra pour leur en imposer le respect ? — Les habiles ménagent leurs hommes, les maîtres pieux les traitent avec douceur et charité : mais, quel que soit le mobile qui inspire la conduite des seigneurs, religion, humanité ou calcul, ils ne se croient jamais obligés qu'envers eux-mêmes ; leurs sujets ne sont pas leurs égaux, n'appartiennent pas à la même catégorie, ne font pas partie du pays légal et n'ont aucun droit à invoquer.

Ce sentiment apparaît avec une évidente clarté dans tous les textes, aussi manifeste dans les chartes les plus bienveil-

1. Les délégués des paysans forment une sorte de conseil de fabrique, interviennent dans l'administration des biens de l'église.

2. Une des preuves que les paysans ne sont pas satisfaits de leur sort, ce sont les amnisties fréquentes qui sont offertes aux fugitifs qui reviendront avant une époque déterminée (1545, 49, 1585).

lantes que dans les déclarations les plus hautaines. « Personne, écrit Veleslavin, n'est maintenant en plus grand mépris que les paysans, parce que beaucoup ne les tiennent pas pour des hommes, mais pour des serviteurs et des serfs, ou plutôt pour des bêtes de somme soumises à un éternel travail. Plus d'un fait moins de cas d'un paysan que d'un chien [1] ». Veleslavin n'est pas un déclamateur, et les moralistes, les jurisconsultes, les chroniqueurs sont tous unanimes à signaler le mépris dans lequel sont tenus les laboureurs. — Dieu a créé les nobles, écrit Tsibor de Tsimbourg, pour qu'ils administrent et défendent le royaume; les prêtres, pour qu'ils enseignent aux autres classes à le connaître et à l'honorer; les paysans, pour qu'ils travaillent la terre. Il les a soumis aux seigneurs pour que ceux-ci pussent en agir à leur guise vis-à-vis d'eux; le gouvernement appartient aux nobles, et les paysans sont tenus en retour de leur payer des redevances. Ils ne mériteraient pas de charger la terre, si, par leur humilité, ils n'obtenaient d'être tolérés dans le monde [2]. — Tsibor n'était pas un maître cruel; ce qu'il disait, ses contemporains le pensaient comme lui. Qu'on lise avec soin les « instructions » dont on vante le plus la modération et la douceur, on y retrouve à chaque ligne l'orgueil du membre d'une caste supérieure qui daigne jeter un regard de compassion sur des parias.

Un de ces mandats est volontiers cité par les historiens qui veulent prouver que la condition des paysans à cette époque n'était pas mauvaise, c'est celui du seigneur Smil Osovsky de Doubravitse. Smil était un esprit distingué et une âme généreuse : pénétré d'un zèle sincère pour le bien public, il avait à cœur l'amélioration du sort de ses hommes. Il peut être pris comme type du grand seigneur libéral, et ses instructions témoignent des plus nobles intentions. Mais, si elles honorent le maître, elles condamnent l'institution : quelle indépendance reste aux serfs? Quelle

1. *Politia historica*, Tchas. tchesk. Mus., 1885, p. 356.
2. Querelle du mensonge et de la vérité, cité par Sabina, *Histoire de la littérature tchèque*, p. 839.

part d'activité libre et par conséquent de dignité? La tutelle bienveillante et minutieuse de certains maîtres n'est guère moins injurieuse et ne devait pas être beaucoup moins lourde que les dédains et les vexations des autres.

Les conseillers du village, écrit Smil, se souviendront de Dieu et ne tolèreront pas les péchés publics. Ils obéiront à l'administrateur, feront ce qu'il ordonnera et décidera, avertiront les cultivateurs qui négligent leurs champs, et, s'ils ne s'amendent pas, préviendront l'administrateur. Ils interdiront les fêtes votives, les réunions de fileuses, les jeux, les danses et autres inconvenances, veilleront à ce que les aubergistes ne trompent pas les acheteurs sur la quantité ou la qualité des marchandises qu'ils leur livrent. Quand viendront la Saint-Georges et la Saint-Venceslas, ils réuniront les redevances et les porteront au château; autant de jours de retard, autant de jours de prison. Quand ils en recevront l'ordre, ils rassembleront les hommes de corvée pour la chasse et tiendront la main à ce qu'on n'envoie pas des rabatteurs trop jeunes; ils s'assureront que chacun observe sur ses terres les mesures prescrites pour la conservation du gibier. Ils seront à la tête des corvées, maintiendront l'ordre et surveilleront le travail, parce que les employés du château ne peuvent pas être toujours là. Ils ne permettront aucun commerce, ne laisseront pas pénétrer dans les étables ou dans les granges avec des torches. Toute contravention, toute négligence est frappée d'une peine double de celle qui atteindrait le simple laboureur, et le seigneur se réserve le droit d'aggraver le châtiment. — Il est probable que dans ces conditions les charges municipales ne devaient pas être très enviées.

Et vous, paysans, continue le mandat, observez le saint jour du dimanche, allez à l'église avec vos enfants et vos gens, et, pour prouver que vous êtes chrétiens, évitez, ce jour-là, — sous peine de punition, — tout vagabondage dans les champs et dans les forêts. Obéissez à mon intendant et à mes employés comme à vos juges et à vos conseillers, exécutez leurs ordres sans retard, ne les attaquez pas

ou ne les raillez pas dans les cabarets ou ailleurs, sous peine de punition. — Suit un long chapelet d'interdictions : défense de couper du bois sans autorisation dans la forêt du seigneur : le coupable sera puni dans sa vie et dans ses biens. Défense d'avoir des chiens, à moins de les tenir en laisse pendant le jour : les bergers mêmes devront tenir en laisse ceux qui leur servent à garder leurs troupeaux ; la danse est punie d'emprisonnement; défense de fréquenter le cabaret ; quiconque aura vendu sa terre sans l'autorisation du seigneur ou aura aliéné ou engagé son champ, ses chevaux, son matériel d'exploitation, sera mis en prison pendant quinze jours, et le prêteur perdra son argent ; défense aux aubergistes de débiter d'autre bière que celle du château ; défense de louer un domestique sans avertir l'intendant ; défense d'avoir dans le village des tailleurs ou autres industriels et de leur donner quelque chose à faire, car il y a des villes et des bourgs, et, dans ces villes et ces bourgs, des ouvriers et des marchands pour que les paysans s'adressent à eux et que chacun aide ainsi son prochain à vivre ; défense de vendre le blé, les oies, les poulets, les produits divers de la ferme, ailleurs qu'à la ville voisine ou sur tout autre marché seigneurial ; quiconque désire parler à l'intendant, pourra se rendre au château, mais seulement le lundi ; peines rigoureuses contre l'adultère, la séduction, la débauche, etc., etc. [1].

Que l'on parcoure tous les documents de cette époque,

1. Le mandat de Smil a été publié dans le *Tchasopis Matitsé Moravské*, 1876. Il est de 1573. Cp. dans le même recueil : *Les corvées sur les domaines des seigneurs de Pernstein*, 1869, p. 74 ; *L'organisation de la commune rurale de Loutchany en 1525*, (1878, p. 162). — Dans le *Tchasopis Tcheského Muséa*, on a publié les mandats de Vojtiech de Pernstein, 1525 (1835), celui de Griespek de Griespach 1519-89 (1835), du chevalier Jean Dobrzensky (1843), de la comtesse de Berk (1843), etc. Cp. encore sur la situation des paysans : l'*Administrateur* de Jean Brtvin de Ploskovits, 1535 ; les *Instructions à son fils* de Jean Hasistein de Lobkovits, 1504, éditées par Kviet en 1851, etc., etc. Parmi les travaux contemporains, outre de très nombreux articles de revues, un travail fort remarquable de Zoubek, l'aggravation du servage au XVI[e] siècle, dans les *Pamatky archæol.*, 1865, p. 95 ; Orth, Indrzichov-Hradets depuis la fin du XV[e] siècle ; Slavik, le domaine de Tabor ; Winter, Rakovnik, dans le journ. du Musée boh., 1882-84.



c'est la même impression qui se dégage : le serf n'est maître ni de ses actions, ni de ses paroles, ni de sa foi; il faut qu'il accepte la croyance de son maître, les prêtres qu'il nomme, les rites qu'il prescrit. Si le seigneur ménage ses hommes, ce n'est que par respect pour lui-même : quelle honte ne ressentirais-tu pas, dit un chevalier à son fils, si un laboureur, disposé à entrer à ton service, en était détourné par les renseignements que lui donneraient tes sujets.

L'intérêt du maître est la seule règle décisive; il prime toutes les autres considérations. Le droit de propriété du paysan disparaît dès que le noble le juge utile : si un cultivateur n'exploite pas convenablement sa terre, on l'avertit d'abord, puis on le met en prison, et s'il persiste, on le force à vendre [1]. Il ne reçoit l'autorisation d'émigrer qu'après avoir trouvé quelqu'un qui accepte toutes ses charges et qu'agrée le seigneur. S'il a la permission de disposer de ses biens par testament, c'est à condition que le seigneur n'y perdra rien et qu'aucun legs ne sera fait à une personne habitant hors du domaine [2]. S'il meurt, on se hâte de pourvoir sa veuve, vaille que vaille : l'important est que la terre ne reste pas en friche et les impôts en souffrance. Ses enfants sont appelés en service au château, y restent plusieurs années, ne recouvrent une liberté relative que lorsqu'ils sont assez grands pour prendre la direction d'une parcelle et payer les redevances à la Saint-Gall et à la Saint-Georges [3].

A mesure que nous avançons, le préjugé aristocratique nous apparaît toujours plus fort, les paysans plus méprisés, leur condition plus fâcheuse. A la fin du XVe siècle, quelques formules rappelaient encore l'égalité primitive : les jurisconsultes les signalent à titre de curiosité, sans en comprendre toujours le sens. — Pour l'inscription des dots

1. *Livre de Tovatchov*, p. 107-110. Cp. Brandl, glossaire, art. affranchissement. Les paysans ne peuvent pas faire inscrire leurs biens dans les Tables du Pays, — ce qui seul donnait à la propriété une garantie légale.

2. En 1512, la règle s'établit que le paysan ne peut rien donner ou léguer sans l'autorisation de son seigneur.

3. Constitution de Vladislas, art. 257.

dans les registres publics, dit Vchehrd dans un curieux passage, bien que ni les seigneurs ni les chevaliers ne reçoivent ni ne puissent recevoir leur titre, mais soient seulement désignés par leur nom et leurs prénoms, sans autre exception que le roi, les femmes des seigneurs, des chevaliers et des pauvres gens jouissent de ce privilège particulier qu'on fait précéder leur nom du titre de Madame. Quelle est la cause de cet honneur qui appartient à toutes les femmes, je laisse à chacun le soin d'en juger; elles en jouissent toutes, sans acception de personne; les femmes des seigneurs n'ont aucun avantage sur les femmes des vladykes, des bourgeois ou des paysans : on ne répète pas devant leur nom le mot de Madame, on le leur donne une seule fois, comme à la femme d'un paysan [1]. — Un autre passage est plus curieux encore : lorsqu'un noble épouse une vilaine, dit-il, comme cela arrive souvent, bourgeoise ou paysanne, épousât-il même sa serve, — à l'exemple du roi Vratislas qui épousa une paysanne non laide et en fit une reine de Bohême, — il n'a besoin d'aucune autorisation royale pour inscrire sa dot dans les registres publics; car, en l'épousant, il l'a élevée jusqu'à lui [2]. — La séparation des classes n'est donc pas encore complète. — Moins de cent ans plus tard, quand on annonce à Pierre Vouk de Rosenberg, âgé de onze ans, qu'on va lui donner pour précepteur un de ses sujets, l'enfant fond en larmes, à la pensée de la honte dont on le menace : sa mère ne le console qu'à grand peine [3].

C'est que pendant ce siècle l'abîme s'est creusé, infranchissable, entre les nobles et les vilains. Dans toutes les lois se marque l'inégalité des castes. La majorité est fixée à seize et quinze ans pour les seigneurs, à dix-sept et à seize pour les chevaliers, à dix-huit et à dix-sept pour les paysans. La vie d'un paysan n'a pas la même valeur que celle d'un noble : le wehrgeld d'un seigneur est de 500 marcs

1. Vchehrd, p. 217.
2. *Id.*, p. 224.
3. Brzezan, *Vie de Pierre Vouk de Rosenberg*, p. 9.



d'argent, cinquante pièces de gros drap, cinq cents messes; dix fois moindre si la victime est un chevalier, il n'est plus que de 5 marcs d'argent et d'une pièce de drap, s'il s'agit d'un paysan [1]. Bientôt même, on n'admet plus la comparaison et la loi n'autorise plus le rachat du meurtre d'un gentilhomme : si une juridiction municipale édicte l'amende comme punition du meurtre, cette punition ne suffira que si la victime est un vilain [2]. — Une voie de fait, un soufflet, entraîne, d'égal à égal, une légère amende; le manant qui a frappé un seigneur, perdra la main et pourra meme être puni de mort. Si un seigneur, un chevalier ou un bourgeois a visé un homme libre avec une arme à feu, sans tirer, il paiera une amende de cent kops; si c'est un paysan ou un manant qui a été ainsi menacé, l'amende sera de cinquante kops; si un paysan ou un vilain a visé un seigneur, il sera mis à mort [3]. — Les vagabonds sont arrêtés et condamnés à une amende; s'ils ne peuvent pas payer, ils restent une année au service de celui qui les a arrêtés et ne touchent aucun salaire; au bout de l'année, s'ils menacent le seigneur ou ses gens et cherchent à lui nuire, peine de mort [4]. Interdiction absolue aux paysans de porter des armes à feu [5]. Ils ne peuvent rien faire sans l'autorisation et l'intermédiaire du seigneur [6]. Ils ne peuvent pas ester en justice. S'ils commettent un délit, leur seigneur en est responsable; le tort qu'ils subissent ne tombe sous le coup de la loi que parce qu'il atteint indirectement le propriétaire [7].

1. Le livre de Tovatchov, ch. 210-212.
2. Ordonn. de 1530, art. 188.
3. Ord. de 1564; Codex, IV, 1, p. 682.
4. Ord. de 1549; *Id.*, p. 397.
5. Ord. de 1541; *Id.*, p. 426.
6. Ord. de 1564, p. 550, 631-633. Comme toujours, il faut prendre garde de ne rien exagérer. Les lois ne sont pas en général cruelles. Même les prescriptions relatives à la chasse ne sont pas très dures et les peines sont modérées. (Codex, p. 420-21). Certains articles sont, en même temps qu'une menace, une garantie. Les serfs sont des clients; le patron a pour devoir de les représenter en justice et de les aider à obtenir leur droit. S'il ne les soutient pas, il perd son autorité et ils sont admis à s'adresser à un autre seigneur qui reprendra en main leur cause.
7. Ordonn. de 1549, p. 351-53.

Quiconque emprisonne arbitrairement et sans cause le serf d'un seigneur voisin, est passible d'une amende; mais le tiers de cette amende revient au seigneur, et les détails mêmes de cette loi, dont l'intention humanitaire est évidente, montrent avec quelle légèreté cruelle les nobles peuvent emprisonner ou maltraiter les paysans pour atteindre en eux un voisin détesté. Le serf par exemple, si son maître ne le présente pas à la requête du capitaine du cercle et lui nuit dans sa santé, ne peut réclamer qu'une indemnité de cinquante kops. Le seigneur touche une partie des dommages-intérêts attribués à la famille de son serf assassiné; s'il garde tout, la famille du mort a sans doute le droit de se choisir un autre seigneur, mais le peut-elle toujours, et les décrets la protègent-ils contre les rancunes et les poursuites de l'ancien propriétaire [1] ?

1. Ordon. de 1530, art. 184. Pour avoir une idée juste de la situation, il faut sans cesse mettre en regard les sévérités de la loi et la modération des mandats. « Il convient au seigneur de ne pas être trop sévère pour ses serviteurs et ses gens. Il doit répondre à chacun, tenir ses promesses,..... choisir avec soin ses employés et les surveiller de près; » Nicolas Tchernobyl (1495-1556), *Instructions pour les seigneurs*. Mais quelle garantie possèdent les serfs ? — Tchernobyl me paraît résumer très exactement la situation vraie : « Tout seigneur doit être miséricordieux, être le pasteur et l'administrateur du troupeau de ses hommes, ne pas les laisser paresser, les conduire à une vie de travail et à toute soumission. » *Les conseils aux seigneurs* de Tchernobyl ont été publiés par Veleslavin, 1587. L'omnipotence des seigneurs avait été préparée par les traditions socialistes des anciennes communes slaves, et ces traditions l'ont rendue aussi moins difficile à accepter, seulement ce n'est plus la commune, l'ensemble des habitants, qui possède les droits auxquels renoncent les divers individus, mais le propriétaire. Dans les conseils de Jean Hasistein de Lobkovits, la même tendance est manifeste : « Sois miséricordieux envers tes sujets, pour que Dieu le soit envers toi; car, si tu ne leur pardonnes pas leurs fautes, Dieu ne te les pardonnera pas à toi-même. Écoute les raisons de chacun, riche ou pauvre, aide-le à obtenir justice, ou fais-le aider par ceux dont c'est le devoir, et de cette façon tu auras l'amour de tes sujets, et ils prieront Dieu qu'il t'accorde le bonheur et une longue santé. Si un pauvre homme commet une faute contre toi, pardonne-lui : s'il recommence, pardonne-lui encore, et s'il retombe une troisième fois, sois miséricordieux, à moins qu'il ne s'agisse d'une chose grave; dans ce cas-là, traite-le comme il convient.— Et cependant, maintiens tes sujets dans la terreur, qu'ils te craignent comme leur maître, t'obéissent et ne se permettent contre toi aucune légèreté. Les méchantes gens, désobéissants, joueurs, ivrognes, querelleurs, dépensiers, punis-les de la prison et ne leur pardonne pas. Ne fraye pas trop avec tes sujets. »

Dans les mandats des seigneurs les plus libéraux, les dispositions les plus généreuses sont viciées par un mépris latent de la dignité humaine; le



Il n'y a de liberté que lorsque les droits de chacun sont protégés par la loi et là où un pouvoir respecté par tous intervient pour défendre le faible et contenir la violence : c'est cette protection qui manque aux paysans. Non pas que la loi la leur refuse absolument : même alors il y a quelque exagération à prétendre que le seigneur, par cela seul qu'il est propriétaire, exerce sans contrôle le droit de haute et basse justice. Jusqu'au XVII[e] siècle, nous trouvons ainsi des exemples de procès intentés par des paysans à leurs seigneurs; la Constitution de 1530 admet qu'ils sont autorisés à faire la preuve de leur droit de propriété : si les sujets, en possession de quelque terre, n'ont aucun titre, il n'y a pas de prescription en leur faveur contre le seigneur; mais, s'ils peuvent établir clairement qu'ils ont reçu ces biens par la volonté du seigneur, soit contre cens, soit à tout autre titre, ils doivent les garder [1]. La royauté, dès qu'elle retrouve

paysan n'est jamais qu'un instrument de la fortune du maître. Cp. l'*Instruction du chevalier Jean Dobrzensky*, 1550 (*Tchas. tch. M.*, 1843): l'intendant réunira chaque année les orphelins, et cherchera avec soin si quelqu'un d'eux se distingue par un esprit plus vif; il le désignera soit pour les études littéraires, soit pour quelque métier, suivant les besoins du domaine. Les autres orphelins seront employés aux travaux matériels sur les domaines du seigneur; ils ne pourront entrer au service des cultivateurs que si l'on n'a pas besoin d'eux au château ou dans les fermes du maître. On ne les retiendra pas trois, quatre ans ou plus contre leur volonté, mais les jeunes gens et les jeunes filles ne recevront pas l'autorisation de se marier avant de s'être acquittés de leur année de service sur les terres du maître..... Quant aux laboureurs négligents qui aiment mieux boire que travailler, on les avertira, puis on les mettra en prison, et enfin, s'ils sont incorrigibles, ils seront expulsés de la propriété, s'ils ne veulent pas vendre volontairement, et remplacés par des travailleurs plus honnêtes. — Dans le mandat de Griespek de Griespach, (*Tchas*, 1835) : si quelqu'un de mes sujets a un enfant qui paraisse doué pour les études littéraires ou autres, qu'on le favorise, pour qu'il puisse un jour être employé à mon profit et pour mon service. Mais aucun orphelin ne peut être envoyé à l'école ou ailleurs sans que j'en sois averti et que je l'aie autorisé.

Un des mandats les plus libéraux est celui de Polyxène de Lobkovits, 1608 (*Tchas. tch. M.*, 1844); mais c'est en somme toujours le même esprit.

Malgré tout d'ailleurs et quelques réserves qui puissent être faites sur ces mandats, il suffit, pour comprendre combien la situation des paysans était meilleure alors qu'au XVII[e] siècle, de les comparer à ceux qui sont postérieurs à 1620. Le ton de ces instructions devient âpre, dur, souvent féroce. Le paysan est suspect comme hérétique et comme slave; c'est presque un devoir de l'opprimer. Non seulement les charges augmentent dans des proportions énormes, mais les menaces reviennent comme un lugubre refrain.

1. Codex, IV, p. 550.



quelque influence, reprend son rôle naturel, cherche à garantir les serfs contre l'oppression. Ferdinand Ier ordonne aux capitaines de cercles d'intervenir en faveur de ceux qui sont maltraités par leurs maîtres; il établit nettement le droit de la Chambre royale à connaître de tous les procès qui lui sont présentés, et, de fait, les appels au roi ne sont pas rares et ils sont souvent favorablement accueillis [1].

En Moravie, les plaintes des paysans sont jugées par le capitaine du pays, assisté de plusieurs assesseurs; elles sont devenues si nombreuses, lisons-nous dans une résolution de la diète de 1612, que les deux jours qui leur étaient consacrés ne suffisent plus pour les expédier. Preuve sans doute que la condition des serfs n'était pas excellente, mais preuve aussi, incontestable, qu'ils ne désespéraient pas d'obtenir justice contre leurs maîtres.

Maigres garanties après tout! Devant qui comparaissent-ils ces opprimés? Devant des nobles, élevés dans les mêmes idées que leurs propres seigneurs. Les capitaines de cercles qui ont mission de les protéger, sont des nobles aussi, imbus de tous les préjugés aristocratiques; quels abus les arracheront à leur indolence! Que si par hasard le tribunal se prononce pour le plaignant, quelle autorité soutiendra sa décision? Ce serait une chose dure que de ne pas pouvoir punir ses hommes, dit Zdeniék Zroutchsky de Chrzenovits; tous ses compagnons pensent comme lui : l'intervention d'un pouvoir quelconque sur leurs domaines les révolte comme une illégalité et une tyrannie [2].

Aussi s'efforcent-ils d'enlever à leurs serfs ce recours à une juridiction étrangère, quelque illusoire qu'il soit. Ils y réussissent sans peine; la comparaison de deux textes de

1. La Chambre royale, composée de seigneurs, était très justement suspecte aux paysans et ils en appelaient de ses arrêts à la chancellerie; leurs recours étaient quelquefois entendus.

2. La diète même est impuissante à protéger les paysans. Nous en trouvons un exemple dans ce qui se passe en Moravie à propos d'une sorte de droit du mariage (*tchejchelné*) : il était fort impopulaire, et à plusieurs reprises les États en ordonnent la suppression. Les nobles n'en continuent pas moins à le percevoir : tout au plus le nom est-il changé.

Vchehrd nous montre le triomphe des théories féodales pendant le règne de Vladislas. — Pour les citations, écrit le jurisconsulte dans l'édition de 1499, il y a une question à laquelle il n'est pas facile de répondre : un serf peut-il citer son seigneur devant le tribunal, quand il a supporté quelque injustice, surtout de graves injustices, comme c'est assez souvent le sort des serfs maintenant? Que d'autres, mieux renseignés que moi, résolvent cette question; je me contenterai de rapporter ce qui s'est passé : beaucoup de seigneurs, cités par leurs serfs, ont refusé de comparaître, alléguant qu'ils n'avaient pas à répondre à leurs serfs; mais cette excuse n'a pas été admise. — Dix ans plus tard, dans l'édition de 1508, la réponse sonne tout autrement : c'est l'opinion la plus répandue et presque générale qu'un serf ne peut pas citer son seigneur. Pourquoi donc? objectent quelques-uns; les nobles ne peuvent-ils pas citer le roi qui est leur seigneur héréditaire? Objection spécieuse, continue Vchehrd, les rapports des seigneurs et du roi sont absolument différents de ceux qui unissent les serfs à leurs maîtres. Aussi tout le monde déclare-t-il inconvenant, invraisemblable et radicalement injuste, qu'un serf puisse citer son seigneur [1]. — Depuis lors, les lois deviennent de plus en plus formelles : les accusations d'un paysan contre son seigneur ne sont pas admises; sa plainte ne saurait être reçue, même s'il a cessé d'être son sujet, si seulement il l'a été. Les appels, sans cesser complètement, ne peuvent plus être qu'irréguliers, indirects, et comme frappés d'avance de nullité par la résistance qu'ils provoquent chez les nobles. Ceux-ci étendent leur justice patrimoniale en même temps qu'ils concentrent de plus en plus dans leurs mains l'exercice de la justice publique [2] : entre leurs hommes et eux,

1. Vchehrd, p. 148.

2. Pendant tout le xvi[e] siècle les seigneurs s'efforcent de restreindre de plus en plus l'intervention des tribunaux publics dans les affaires des paysans, et ils y réussissent peu à peu. La diète de 1545 demande que « les serfs ne citent leurs seigneurs devant aucun tribunal et ne s'adressent pas à d'autres, ainsi que l'ordonne la constitution ; que le roi ne leur donne pas de saufs-conduits contre leurs seigneurs. » — A diverses reprises, les nobles

ils ne reconnaissent plus qu'un arbitre, leur conscience [1].

Dans aucun cas, la caution n'était suffisante; dans beaucoup, elle permettait les plus fâcheux abus. Les privilèges n'avaient qu'une valeur relative; les maîtres les expliquaient, les commentaient, quand ils ne se décidaient pas à les supprimer. Qu'ils fussent liés par eux, personne ne le supposait. Si les habitants de quelque petite ville ou de quelque village, dit Brtvin de Ploskovits [2], ont des franchises ou des privilèges écrits qu'ils ont reçus des prédécesseurs de leurs seigneurs, qu'ils puissent les montrer et qu'ils désirent les conserver, il vaut mieux ne pas les leur enlever, mais consentir à ce qu'ils les gardent et les ratifier; et ainsi eux et d'autres gens auront plus de goût pour s'établir sur ce domaine et pour y vivre plutôt qu'ailleurs où l'on ne suivra pas le même principe. — L'intérêt bien entendu des maîtres était sans doute d'accord ici avec les désirs des sujets, mais tous ne s'en apercevaient pas, et ils en prenaient à leur aise.

Quels excès étaient possibles, certains faits nous en donnent l'idée. Dans un village, un laboureur meurt : sa veuve hérite de son champ, paye régulièrement les redevances; cependant le patron, soit qu'il soit inquiet de sa rente ou trouve l'occasion favorable pour arrondir son domaine, la chasse de sa maison, lui prend ses champs ensemencés, le blé récolté, la houblonnière; elle obtient du tribunal qu'on lui rende ce qu'on lui a enlevé, mais elle devra vendre son bien avant la Chandeleur (1548). Ailleurs, un serf de l'Université meurt, laissant une veuve et quelque argent, « qu'ils avaient sué en quarante ans »; le docteur Sigismond de Helfenberg part aussitôt, — afin que ce que le mort a laissé

se plaignent des paysans qui présentent des pétitions contre leurs maîtres « et les tourmentent par les tribunaux et de diverses manières; » ils proposent que les plaintes reconnues sans fondement soient punies; les suppliques devront être signées par ceux qui les présentent et ceux qui les rédigent.

1. Au XVI[e] siècle, dit M. Tchélakovsky, l'autorité judiciaire du souverain et de ses tribunaux, par suite de l'opposition de l'aristocratie, est en somme assez limitée et vaine; aussi la condition du peuple est-elle mauvaise. (*Le Juriste*, 1878, p. 775).

2. 1530. — *Tchas. tchesk. M.*, 1835.



ne soit pas dissipé, — ramasse tout ce qu'il trouve et l'apporte à ses collègues de Prague : ils étaient fort pauvres, c'est leur excuse. La veuve proteste ; on la jette en prison, « jusqu'à ce que peut-être de douleur elle s'en aille du monde. » Des bourgeois de Prague attaquent l'Université, lui demandent la restitution des biens saisis, que la veuve leur a laissés par testament ; Sigismond prouve qu'il s'agit d'une serve de l'Université, et les serfs ne peuvent ni se marier ni tester sans l'autorisation du seigneur : le tribunal lui donne raison [1].

Qui osera soutenir que ces faits fussent rares ? Non pas qu'il convienne d'en tirer des conclusions trop sombres, mais il faut s'en souvenir, en même temps que des crimes agraires, des incendies fréquents, des tentatives d'insurrection, pour se faire une idée juste de la condition des paysans, moins malheureux peut-être encore qu'exposés à tous les caprices de maîtres fantasques et à tous les hasards de la fortune.

Les bonnes intentions mêmes de leurs seigneurs leur étaient redoutables : un domaine, par vente ou par héritage, passait alternativement aux catholiques, aux utraquistes, aux frères bohêmes : heureux les fermiers, si leurs propriétaires n'étaient pas trop soucieux de leur salut ; heureux aussi, s'ils n'étaient pas trop zélés défenseurs de la vertu. Leur justice sommaire rappelait souvent celle des pachas turcs ; un noble par exemple, rencontrant une jeune fille légère, qui s'en était laissé conter avant la noce, tombe sur elle à coups de pied et à coups de poing ; il fallut la lui arracher, et elle ne s'en releva pas.

Ces puritains étaient rares, mais beaucoup plus nombreux en revanche ceux qui avaient besoin d'argent. Vchehrd signale à plusieurs reprises les exactions des nobles. « Je ne dirai rien, écrit-il en s'adressant aux seigneurs de Postoupits, faute de pouvoir m'y étendre assez, sur la justice, la bienveillance que vous montrez à tous et la liberté que vous laissez

1. Zoubek, dans les *Pamatky archæol.*, 1865, p. 95.

à vos sujets; ils ne sont pas accablés de nouvelles et injustes corvées, ils n'ont point à souffrir d'oppressions, de griefs, de charges de toute espèce. Vous n'avez pas cherché à vous enrichir, comme tant d'autres personnes le font, au détriment de vos gens, par des métiers, des industries diverses. Vous leur abandonnez même les amendes qui vous reviennent légitimement, ne voulant pas tirer un profit de leurs fautes [1] ».— Les vertus des Postoupits méritaient d'être louées en effet, mais elles n'inspiraient guère d'imitateurs. Il arrive, dit encore Vchehrd dans un passage célèbre, que les vendeurs, quand ils aliènent un village, n'inscrivent pas dans les registres publics les corvées, surtout quand elles sont récentes... « et cependant, les acheteurs, bien qu'ils n'aient acheté aucune corvée, l'exigent de leurs sujets, et les pauvres gens doivent travailler et supporter des corvées lourdes et iniques, contre toute justice humaine et divine, terrestre et chrétienne; ni les Turcs ni les autres païens ne commettent de telles injustices. De cette injustice proviennent beaucoup de maux jadis inconnus dans ce pays. Les uns, incapables de supporter cette oppression nouvelle et pénible, désertent leurs domaines et se réfugient dans le crime, les meurtres, les incendies ou les autres méfaits; la terre est délaissée : d'où la cherté et la famine; les crimes et les meurtres augmentent. D'autres, poussés à bout par cette oppression, se soulèvent contre leurs seigneurs, et, abandonnant leurs biens, leurs maisons, leurs femmes et leurs enfants, occupent en armes les montagnes. Cela s'est produit en Moravie, il n'y a pas longtemps : les habitants de Zabrzéh [2] se sont révoltés contre leur seigneur. — Et maintenant, en Bohême, une révolte a éclaté dans le district de Prachin [3]... et que sortira-t-il de tout cela et à quelle fin cela aboutira-t-il? Qui peut le savoir? [4] »

Contre l'insurrection, les seigneurs se défendent en décré-

1. P. 456.
2. Sur la Sazava, au N.-O. d'Olomouts, en allemand Hohenstadt.
3. Au S.-O. de la Bohême.
4. P. 168.



tant des peines plus rigoureuses. Ceux qui se soulèvent et ameutent le peuple sont punis de mort [1]. — D'ailleurs ces troubles agraires ne sont pas en eux-mêmes très redoutables. Comme la justice, la force est entre les mains de l'oligarchie : aussi, depuis Vchehrd, les changements qui se produisent, ne sont certes pas en faveur des cultivateurs.

Quand il suffit d'un ordre pour accroître ses revenus, il faut de l'héroïsme pour résister à la tentation. — Est-ce toujours possible ? Les dépenses augmentent sans cesse, l'argent perd de sa valeur, les diètes multipliées obligent à des déplacements constants; les séjours à Prague sont ruineux : il faut bien tenir son rang; les habitudes de luxe se répandent, les vêtements de velours et de soie sont très chers, les banquets, plus raffinés et plus fréquents : où trouver des ressources? Les mœurs et les lois interdisent aux gentilshommes d'essayer du commerce ou de l'industrie : ils s'adressent à leurs sujets.

Les habitants des villes seigneuriales doivent consentir à des emprunts plus ou moins volontaires ou prêter leur caution pour faciliter de nouvelles dettes au dehors; on leur rappelle de temps en temps qu'il est convenable d'offrir des dons gratuits. Cependant vis-à-vis d'eux on garde encore une certaine mesure, leurs privilèges sont plus anciens et plus précis, ils sont plus serrés les uns contre les autres, et leur résistance est plus hardie et plus sérieuse.

Le fardeau retombe sur les paysans. Contre les serfs tous les moyens sont bons.

Les nobles rejettent sur eux tout le poids des charges publiques, perçoivent plus que l'état ne réclame [2], multiplient les ordonnances, pour élever le produit des amendes, exigent le paiement de redevances depuis longtemps oubliées, imposent des corvées ou des impôts nouveaux. Pour s'assurer des ouvriers à bon marché, ils fixent un maximum pour les salaires, et ceux qui paient plus que le

1. Constit. de Vlad., art. 415 ; ordonn. de 1549 et 1564.
2. Pravnik (*le Juriste*), 1878, p. 737.

tarif sont passibles d'une amende [1]. Ces règlements s'expliquent sans doute en grande partie par les théories scientifiques alors universellement acceptées [2], mais la situation des paysans n'en est pas moins aggravée.

Ils subissent les détestables conditions d'un régime économique déplorable qui repose tout entier sur les privilèges et les monopoles; condamnés à acheter à la ville les objets dont ils ont besoin, à ne vendre leurs produits que sur le marché que leur désigne le maître, à ne boire que la bière qu'il fabrique et au prix qu'il fixe [3], à moudre le blé à son moulin, dérangés dans leurs travaux par les chasses et les corvées [4], obligés de subir les dévastations du gibier qui ruine leurs récoltes, ils végètent dans une demi-misère; les règlements semblent calculés pour les empêcher de s'élever à une trop grande aisance : trop riches, ils seraient moins soumis [5]. Les nobles n'atteignent que trop bien le but qu'ils se proposent. Il suffit de jeter les yeux sur les registres du Tribunal de la Chambre, dit M. Tchélakovsky, pour s'a-

1. Cp. Rieger, l'administration des cercles en Bohême, p. 186. — Notons cependant que la loi protège le journalier contre le patron qui retient son salaire.

2. Des ordonnances analogues sont fréquentes dans les villes.

3. Dans les villages il ne doit y avoir d'autres artisans que des forgerons, des tisserands et des ouvriers pour raccommoder les habits et les souliers; s'il y en a d'autres, les corporations de la ville peuvent se plaindre. Défense de tenir dans les villages des marchés ou des foires. Défense de fabriquer de la bière à moins d'une autorisation régulière. Dans les villages où on ne récolte pas de vin, le seigneur seul a le droit d'en vendre. Livre de Tovatchov, p. 107; archives bohêmes, IV, p. 436, 499, etc.

4. Les corvées restent relativement modérées. Elles ne paraissent guère avoir dépassé quinze jours par an et sont souvent beaucoup moindres. — Au XVIII[e] siècle, elles dépassent quelquefois cent cinquante jours. — Certains villages voisins de Tabor devaient, outre les redevances, de quatre à trente-six jours de corvées (Slavik, *Le domaine de Tabor*); mais c'est un maximum. Gindely pense que les corvées ne dépassent pas alors quatre ou cinq jours par an : « les paysans tchèques avant la guerre de trente ans payent en argent ou en denrées, non en travail. » *Die Finanzverhæltnisse*, dans les *Comptes-rendus de l'Acad. de Vienne*, t. 59, p. 337; cp. *Gesch. des dreissigjæhr. K.*, I. p. 145. Le tableau que trace Gindely de la situation des paysans me paraît en général trop favorable. — N'est-ce pas aussi une corvée indirecte que les travaux que le seigneur a le droit d'imposer à ses sujets moyennant un faible salaire?

5. Il est en général interdit aux paysans de posséder plusieurs domaines; les règlements fixent le prix du bétail et réservent au seigneur le droit d'acheter en premier lieu et au prix qu'il fixe.



percevoir que la situation générale est très peu favorable.

Sans recours, sans espérance, les paysans perdent avec la confiance dans l'avenir le goût du travail et de l'épargne, et une mélancolique torpeur s'empare de leurs âmes.

Tout travail honnête, remarque Vchehrd [1], est entrepris en vue du gain et du salaire. Nous désirons tous notre profit; c'est lui qui nous sollicite à l'action. Si seulement nous savions reconnaître ce qui est utile! Les sages ont prouvé que rien de ce qui n'est pas bien ne saurait être utile, et rien ne peut être bien sans être utile. — Graves et profondes paroles que les nobles ne comprirent pas; aveuglés par la soif du gain, ils sacrifièrent l'avenir et la force du royaume à leur profit immédiat. Quand revinrent les jours d'épreuves, ils cherchèrent à réveiller cet enthousiasme qui avait fait la Bohême invincible à l'époque de Sigismond; mais les serfs n'ont pas de patrie, et ils ne se levèrent pas pour défendre leurs oppresseurs. Malheureusement, les coupables ne furent pas les seuls punis. Ce royaume, écrivait tristement Vchehrd, contre lequel ont échoué tous les efforts des ennemis, contre lequel n'ont prévalu ni le fer ni la flamme, périra par l'injustice.

∴

L'oppression des paysans était le dernier terme de la victoire de l'oligarchie et la conclusion de la révolution qui s'était accomplie sous le règne de Vladislas. Pendant ces années confuses et troublées, un changement profond s'était produit, et le règne du premier des Jagellons est à ce point de vue un des plus importants de l'histoire tchèque, un des plus désastreux aussi. Que restait-il désormais de l'ancienne Bohême, du royaume de Charles IV ou de la démocratie taborite? La royauté était impuissante et humiliée, les villes affaiblies, le paysan asservi. Seule la noblesse

1. P. 389.



demeurait debout, mais déjà elle subissait le châtiment de sa victoire, corrompue par ses usurpations, déchirée par les factions, livrée à toutes les tentations de la cupidité et de l'orgueil. En présence du désordre matériel et du désarroi moral, tous ceux dont l'esprit était capable de prévoyance et qui gardaient au cœur quelque générosité et quelque dévouement à la patrie, étaient saisis de sombres pressentiments que l'avenir devait encore dépasser.

Des fautes irréparables avaient été commises; mais, même alors cependant et malgré elles, si tout était compromis, rien n'était définitivement perdu. On a vu des gouvernements oligarchiques, fondés sur l'oppression des classes inférieures, assurer pendant longtemps à leur patrie l'ordre au-dedans et une place respectée dans le monde. Les villes d'ailleurs avaient conservé leur voix à la diète, elles représentaient dans une certaine mesure l'élément démocratique et pouvaient essayer d'adoucir la condition des serfs. L'autorité était passée du roi à la nation, et, quelque étroite que fût cette nation légale, les principes de liberté sont si féconds et l'action qu'elle exerce sur les âmes si salutaire qu'il était encore possible d'espérer l'établissement d'un gouvernement régulier et réparateur. Quelques symptômes heureux se manifestaient : l'habitude et la responsabilité des affaires semblaient commencer à exercer une favorable influence sur la moralité de quelques seigneurs : beaucoup déjà s'effrayaient de l'anarchie, s'indignaient des dilapidations et formaient comme le noyau d'un parti national qui imposerait à tous le respect des intérêts supérieurs de la patrie; les assemblées provinciales et la coutume qui tendait à s'introduire dans la petite noblesse de se faire représenter aux diètes par des délégués élus paraissaient devoir augmenter l'autorité des États, en rendant leur politique à la fois plus fixe et plus modérée. A défaut de désintéressement, la clairvoyance avertirait-elle les nobles qu'ils ne réconcilieraient la nation à leur autorité qu'en ne pas poussant leurs principes à l'extrême, et que, pour mettre leurs propres privilèges à l'abri de toute réaction, leur premier



soin devait être de respecter ceux que conservaient encore les autres classes? Comprendraient-ils qu'un gouvernement ne se légitime que par les services qu'il rend? Sentiraient-ils au moins quels étaient les fondements véritables et les garanties des libertés publiques, et quelles institutions ils avaient avant tout à défendre et à développer? Leur fortune était dans leurs mains.

Malgré tous les souvenirs d'un passé récent autorisaient les plus sérieuses inquiétudes, et les événements ne les justifièrent que trop. L'imprévoyance des seigneurs abandonna sans combat les positions décisives et leur intolérance sacrifia tous leurs alliés; le jour vint bientôt ainsi où il ne resta plus en présence de la royauté, appuyée sur de redoutables forces extérieures, qu'une poignée de seigneurs discrédités et où les institutions, comme démantelées, furent à la merci d'un coup de main. Dans les luttes qui remplissent le règne de Louis Jagellon et des premiers Habsbourgs, la victoire appartient tour à tour à la royauté et à l'oligarchie; mais, quelle qu'en soit l'issue apparente, chaque épisode rend plus inévitable la ruine de la constitution et la chute de l'indépendance nationale.

CHAPITRE III

LES FRÈRES BOHÊMES

Le mouvement religieux à la fin du xv[e] siècle. — I. L'Utraquisme; décadence profonde; disette de prêtres et corruption du clergé. Le Consistoire; son impuissance. — II. L'Unité des Frères Bohêmes. Effervescence religieuse. Millénaires et Taborites. Rokytsana, sa prédication. Les Auditeurs de Rokytsana, Grégoire. — III. Kheltchitsky; sa biographie et sa doctrine. — IV. Les confréries de Kounvald. Georges de Podiébrad et les Frères. Première persécution. Constitution de l'Église des Frères : Mathias, leur premier évêque. Leur propagande. — V. Transformation de l'Unité. Amos et le Petit-Parti. — Loukach de Prague. Les doctrines des Frères, leur credo et leur morale. — Le décret de Saint-Jacques (1508). — Progrès des Frères et causes de leur échec définitif.

Pendant tout le règne de Vladislas et la période qui suit, les agitations politiques rejettent au second plan les querelles religieuses : elles ne les suppriment pas; non seulement les passions et les rivalités confessionnelles font brusquement explosion de temps en temps et sont, sinon la cause, du moins l'occasion et le prétexte de la plupart des crises, mais encore elles forment comme la trame de l'histoire. Les convictions ou les souvenirs religieux expliquent bien des contradictions apparentes dans l'attitude des partis ou de leurs chefs, des résolutions étranges, des alliances surprenantes.

I

Tout se tient dans la vie d'un peuple : le développement religieux de la nation tchèque à cette époque est caractérisé par les mêmes traits généraux que son histoire politique,



et le tableau n'est guère plus consolant. C'est la même confusion, la même impuissance à s'élever aux décisions viriles, le même abaissement des âmes et la même absence de clairvoyance et de dévouement. L'Utraquisme, protégé par des privilèges solennels et soutenu par la très grande majorité de la nation, perd l'occasion de sortir de la situation incertaine dans laquelle l'ont laissé ses victoires, s'enferme dans une défensive timide, et devenant à son tour exclusif et intolérant, ne constitue plus guère qu'un obstacle au progrès. Sa décadence visible induit en tentation les catholiques : mais leurs nouvelles attaques, molles et promptement abandonnées, sont condamnées d'avance à un échec, sans autre effet que de perpétuer un état général d'inquiétude et d'ajouter une nouvelle cause de désordre à toutes celles qui troublent déjà le pays. En religion comme en politique cependant, mais plus nettement, quelques symptômes favorables se manifestent, et, en face de l'Utraquisme, un parti nouveau grandit, prêt à prendre en mains la tâche devant laquelle recule le Hussitisme officiel, c'est l'UNITÉ DES FRÈRES BOHÊMES.

En attendant qu'une nouvelle direction morale s'offre au pays, l'Utraquisme continue sa carrière monotone, dans laquelle les mêmes incidents reparaissent avec une régularité fatigante. Au dehors, les négociations avec la cour romaine n'avaient jamais cessé complètement ; de temps en temps on envoyait quelque pétition, une assemblée préparait un programme et désignait des délégués, un légat s'abouchait avec les ambassadeurs calixtins ; le dialogue était prévu : ils marmottaient les demandes qu'ils ânonnaient depuis plus d'un siècle, la confirmation des Compactats, la nomination d'un archevêque utraquiste, l'approbation de quelques menues coutumes qui s'étaient introduites dans leurs cérémonies ; le légat répondait par les exhortations connues et les fins de non recevoir habituelles, et l'on se séparait, irrité, déconcerté : quelques mois, quelques années plus tard, sans que des expériences si multipliées servissent jamais à rien, on recommencait.

Au dedans, les tiraillements ordinaires et la lutte sourde avec les Catholiques. La paix de Koutna-Hora n'avait pas gagné tous les seigneurs à la tolérance : mais les quelques conversions, plus ou moins volontaires, qui ramenaient çà et là trois ou quatre villages à la religion romaine, n'avaient pas grande signification et passaient en somme assez inaperçues ; ces variations journalières ne modifiaient guère la force respective des partis. Les Utraquistes s'émurent davantage lorsque, en 1507, le grand chancelier Albert de Kolovrat fut nommé régent du royaume. Fils de l'ancien Administrateur catholique [1], Albert était connu par son zèle bigot et il se regardait comme le représentant des intérêts du clergé. Sur ses terres, il chassa les curés utraquistes et les remplaça par des prêtres romains : son ardeur fit honte aux seigneurs catholiques, et quelques uns suivirent son exemple. Le roi favorisait le mouvement ; ce fut comme une nouvelle attaque de la fièvre qui avait sévi dans le royaume en 1480 : quelques couvents se rouvraient, à Prague les moines expulsés étaient revenus, les diètes retentissaient des lamentations des Hussites. Mais les accès s'atténuaient : pour calmer toutes ces ardeurs orthodoxes, les protestations suffirent cette fois, sans émeute. Rien ne montre mieux la torpeur du Catholicisme à cette époque que son inaction en face d'une secte aussi caduque que l'Utraquisme ; il n'avait plus ni force de propagande ni énergie vitale. Il était temps que la Réforme le réveillât de ce sommeil léthargique. Pour le moment, les défaillances de la Curie discréditaient la religion et enlevaient aux catholiques tchèques jusqu'au désir d'une revanche. « Oh! si Pie II revenait, s'écriait un de leurs chefs, Pie II, le dernier des bons papes! » Ce guide qui devait les conduire à l'assaut, ils l'attendirent de longues années encore.

Les difficultés intérieures de l'Utraquisme étaient plus

1. L'Administrateur, comme on le sait, était nommé par le chapitre ; tant que le siège archiépiscopal de Prague était vacant, il était le plus haut dignitaire de la hiérarchie et le défenseur naturel des idées catholiques en Bohême.



graves que celles qui lui venaient du dehors. Le temps n'apportait aucune modification favorable, — au contraire : pas de discipline, pas d'administration régulière, surtout pas de prêtres. Comment combler les vides qui se produisaient, pourvoir les paroisses de curés canoniquement institués? Les Tchèques avaient de temps en temps des aubaines imprévues : on se rappelle la joie avec laquelle ils avaient appris l'arrivée de l'évêque de Santorin (1482); une vingtaine d'années plus tard, un vieillard, touché par les plaintes et les prières des Bohêmes, consentit à se mettre à leur service, Philippe de Novavilla, évêque de Sidon *in partibus* ; il fut accueilli à Prague avec des transports d'allégresse. Effusions sans lendemain. A peine installés, les évêques d'occasion s'inquiétaient des divergences de coutumes et de rites, prenaient au sérieux leurs fonctions et essayaient de plier à la règle le clergé, depuis longtemps déshabitué de tout frein : de là des tiraillements, des scandales, une mauvaise humeur réciproque. Augustin Lucien n'était pas en Bohême depuis un an qu'il se repentait de son coup de tête, implorait la Curie, sollicitait son pardon ; les Tchèques ne le retinrent qu'à grand peine, presque de force, et la confiance ne revint jamais entre le pasteur et ses ouailles [1].

Philippe de Novavilla fut plus malheureux encore : dans le premier élan de gratitude, on lui avait remis la haute direction de l'Église nationale, et Vladislas l'avait même reconnu comme évêque bohême et président du Consistoire utraquiste. La bonne entente ne fut pas longue : les Hussites entendaient le réduire au rôle « d'ordonnateur » automatique [2], protestaient contre toute ingérence dans les questions de discipline et de culte, discutaient au lieu d'obéir.

1. Les puritains de Prague avaient été choqués des libres habitudes des prêtres italiens. Augustin Lucien mourut en 1493.

2. L'unique désir des Utraquistes était d'assurer l'institution canonique, de manière à maintenir le lien mystique qui rattache les prêtres aux apôtres. Nous verrons le rôle que joue encore cette préoccupation de l'unité et de la continuité de l'Église chez les Frères bohêmes, si libres d'esprit cependant.



Les excommunications et les interdits les indignaient : que l'on frappât ainsi des Allemands et des Italiens, soit; mais des disciples de Hus, des représentants de la vérité! Les maîtres qui dirigeaient le Consistoire avant la venue de Philippe, supportaient avec impatience la déchéance à laquelle ils avaient consenti, en même temps que leur orthodoxie étroite s'effrayait des quelques modifications que l'évêque s'efforçait d'introduire : un parti d'opposition se forma autour de Koranda, de Paul de Zatets et de quelques autres membres de l'Université; la population de Prague se prononça pour eux. En 1505, le Consistoire reprit toute son indépendance : Philippe suspendit les ordinations. Ses adversaires l'atteignirent dans ses partisans. Le vicaire du curé du Tyn était soumis à l'évêque : le juge de Prague le fit arrêter en compagnie d'une femme suspecte, promener avec elle dans toute la ville et jeter en prison. Philippe de Novavilla suspendit le service divin : pendant trois jours on n'entendit même pas le son d'une cloche; mais cette mesure d'énergie acheva d'exaspérer ses adversaires : Vous n'avez aucune autorité sur nous, criait-on aux prêtres, vous êtes payés pour faire un travail, et vous n'avez pas le droit de vous y dérober. Les maîtres de l'Université et les magistrats de Prague ordonnèrent qu'on ne tînt aucun compte de l'interdit [1]. Philippe annonca qu'il quitterait le royaume : on le lui défendit. « Il souffre avec nous l'injustice et la méchanceté humaines, écrit un de ses partisans, pleure et se lamente sans cesse, et c'est une chose triste que la vue des chagrins de ce vieillard [2] ». Il réussit enfin à sortir de Prague, mais les honneurs qu'il reçut à Tabor n'effacèrent pas le souvenir des avanies qu'il avait subies. Le séjour en Bohême lui était désormais odieux ; il s'enfuit de nuit, déguisé ; on le rattrapa. La mort le délivra enfin (1507). La leçon servit, et depuis lors aucun évêque étranger ne céda à la tentation d'offrir ses services à l'hérésie.

1. *Vieilles chron.*, p. 274.
2. Palatsky, v. 2, p. 97.



Les candidats utraquistes recommencèrent leur lamentable odyssée à la recherche de l'ordination, surprenant la bonne foi des évêques, sollicitant leur pitié ou achetant leur complaisance. Chaque année, les difficultés augmentaient, les interdictions de la cour pontificale étaient plus sévères et mieux obéies. Avertis de la véritable situation, les prélats qui avaient été trompés une fois, se tenaient sur leurs gardes; les simoniaques haussaient leur prix, et leurs exigences dépassaient souvent les pauvres ressources du Consistoire : ils imposaient aux candidats les plus honteux compromis, les forçaient d'acheter leur consécration par un faux serment. Ceux-ci devaient leur promettre de ne pas distribuer le calice, puis demandaient au Consistoire de leur pardonner leur faute [1]. Triste prélude pour entrer au service de Dieu qu'une double apostasie!

Aussi, quels étaient les hommes qui se soumettaient à ces humiliations! Les meilleurs n'avaient aucune instruction et ne connaissaient même pas les rites du culte, favorisaient la superstition, propageaient, sans s'en douter, par ignorance, les doctrines les plus contestables. Beaucoup étaient des gens sans aveu, quelquefois des criminels qui fuyaient une condamnation; ils négligeaient tous leurs devoirs et donnaient à leurs paroissiens les plus déplorables exemples. Bien que l'on accueillît à peu près au hasard tous ceux qui se présentaient, un grand nombre de cures restaient vacantes; presque tous les prêtres avaient deux ou trois paroisses à gouverner, beaucoup cinq ou six.

La médiocrité intellectuelle et morale du clergé lui enlevait toute dignité et toute indépendance. Le droit de patronage

1. Rétractation des prêtres devant le Consistoire utraquiste (1560) : « Nous nous accusons devant le Seigneur tout puissant, nous avons péché contre Dieu et contre cette sainte Église utraquiste, en prêtant en Italie, devant l'évêque qui nous a consacrés prêtres, un serment impie et sacrilège; nous avons, en vertu de cette promesse et contre l'ordre de Jésus-Christ, reçu la communion sous une seule espèce. Ce péché, nous nous en accusons devant Dieu, devant son Église et vous qui la représentez, afin que vous priiez pour nous, que Dieu nous pardonne et nous reçoive comme ses serviteurs. » — Borovy, *die Utraquisten in Boehmen*, dans les *Archiv für œsterr. Gesch.*, XXXVI, p. 264.

se transformait, et le curé n'était plus que le chapelain du seigneur. A l'origine, le propriétaire qui fondait un village, construisait et dotait l'église; il se réservait en retour le droit de présenter le curé et exerçait sur les affaires ecclésiastiques une haute surveillance, mais cela n'entraînait pas que le prêtre relevât de son autorité. Le clergé formait à cette époque une corporation très riche, redoutable, jalouse de ses prérogatives, et ses libertés étaient respectées.

Depuis le schisme, comme presque tous les biens ecclésiastiques avaient été confisqués et que les communes, fort appauvries, ne pouvaient rien faire pour l'entretien de leurs prêtres, ceux-ci ne vivaient plus guère que des aumônes du seigneur. Contre ses caprices et ses fantaisies, le desservant n'avait à compter sur aucun appui extérieur : la doctrine hussite, dont la liberté de la parole de Dieu et la punition des péchés publics constituaient deux des principaux articles, justifiait dans une certaine mesure l'intervention des laïques dans le domaine des choses religieuses. Tout se réunissait ainsi pour avilir le curé, le réduire au rôle d'humble serviteur du patron : celui-ci, pour avoir retenu quelques bribes de l'Écriture, se regardait comme plus savant que lui, souvent avec raison, le méprisait et le traitait comme un domestique. On engageait un curé pour un laps de temps déterminé, quelquefois un semestre ou même un trimestre; s'il ne plaisait pas, on le renvoyait sans autre forme de procès. Le pauvre diable, sans ressources, sans recours, sans métier, ne songeait qu'à obtenir grâce près du maître à force de complaisance, acceptait toutes les humiliations, se pliait à toutes les conditions, quitte parfois à demander aux plus grossiers plaisirs l'oubli de sa misère [1].

Les Utraquistes avaient essayé d'enrayer le mal lorsqu'ils

1. Même à cette époque cependant la commune intervient dans l'administration ecclésiastique. Chaque année, le seigneur nomme un conseil de paroisse composé de douze membres : leur compétence est à la fois financière et morale, ils veillent aux revenus et aux dépenses, et tiennent la main à ce que les fidèles ne manquent pas l'église. — Ils ne peuvent pas cependant grand'chose contre le patron, et le curé ne trouve en eux aucun appui solide.



avaient, en 1478, réorganisé le Consistoire. Le projet adopté par les États et qui n'était guère d'ailleurs que la reproduction de l'ancien établissement catholique, était bien conçu : au-dessus des simples curés, les doyens; au sommet de la hiérarchie, un Conseil suprême [1], qui serait à la fois pour tous les prêtres un guide et un protecteur, maintiendrait parmi eux l'unité de doctrine et la pureté des mœurs et leur assurerait une légitime indépendance. A la tête de ce Conseil se trouvait un Administrateur qu'assistaient dix à douze conseillers. — Administrateurs et membres du Consistoire étaient ordinairement animés des plus pures intentions; ni les vertus ni les talents n'étaient rares parmi eux, du moins au début : à quoi réussirent-ils cependant? Il n'existe guère de lecture plus monotone et plus lamentable que celle des actes de cette malheureuse assemblée; nulle part n'éclatent avec une plus navrante clarté toutes les misères dont souffre l'Église tchèque, la corruption et l'ignorance des prêtres, la ruine de la discipline, les divergences de doctrines, l'indifférence des fidèles, les exigences des seigneurs. Chaque année le mal s'aggrave, et toutes les ordonnances du Consistoire ne servent qu'à le constater, mais non à l'enrayer.

Que représente-t-il et que valent ses décrets? Les diètes, avec cette incurie et cette mobilité qui frappent de stérilité leurs meilleures résolutions, ne s'occupent plus de lui, laissent souvent le soin d'en désigner les membres aux magistrats de Prague; pendant de longues années, on l'oublie si complètement qu'on ne pense pas à combler les vides qui éclaircissent ses rangs et qu'il ne se compose plus que de quelques vieillards malades et désabusés. Au nom de quels principes exigerait-il l'obéissance alors qu'il est lui-même en insurrection contre l'autorité pontificale dont il ne conteste

1. On le désignait sous le nom de Consistoire d'en bas, parce qu'il siégeait dans la ville de Prague, pour le distinguer du Consistoire catholique qui avait l'administration du diocèse, tant que l'évêché était vacant; il se réunissait sur la colline des Hratchany et on le nommait le Consistoire d'en haut. — V. Tomek, *De l'administration ecclésiastique des Utraquistes*, 1415-1622, dans le *Tchas. tchesk. M.* 1848.



pas en théorie l'autorité? Ses chefs ne donnent-t-ils pas l'exemple de l'insubordination, grisés par l'ombre de pouvoir qu'ils possèdent, toujours en conflit avec les évêques, plus ou moins canoniques, qui passent sur le siège de Prague? Ils partagent l'erreur commune alors à tous les Bohêmes, qu'il suffit pour être libre de n'obéir à personne. Ils se croient les fidèles héritiers de la doctrine réformatrice, parce qu'ils refusent de renoncer au calice, à la communion des enfants et à la lecture de l'épître en tchèque. Mais la libre interprétation de l'écriture les épouvante, ils soumettent la conscience individuelle à la tradition et à l'autorité, maintiennent les dogmes et les rites catholiques, les sept sacrements, l'adoration de l'hostie, le célibat des prêtres. Le Hussitisme de la décadence ne saurait être mieux répresenté que par cette assemblée de vieillards effarés et récalcitrants, spectres qui veillent autour d'un tombeau.

Aussi tous ceux qui ne se payaient pas de mots et de formules creuses cherchaient ailleurs une doctrine plus substantielle; en face de l'Utraquisme expirant, une secte nouvelle attirait à elle les cœurs plus hardis et les âmes altérées de vérité; les véritables successeurs de Hus, il faut les chercher dans l'Unité des Frères Bohêmes.

La timidité de l'Utraquisme explique les rapides progrès que fit quelque temps plus tard la confession luthérienne en Bohême. Tous ceux que tourmentait une passion religieuse plus intense, dépassèrent peu à peu un programme désormais stérile; ils cherchèrent à rendre quelque signification au schisme et comme une âme à la révolution se trouvèrent tout préparés à devenir les disciples du réformateur allemand. — Le mouvement hussite était cependant trop original et trop national pour se perdre ainsi presque sans laisser de trace. Pendant que les chefs officiels de l'hérésie s'attardaient à des négociations compromettantes, quelques hommes résolus et pieux avaient jeté les bases d'une nouvelle communauté religieuse et créé une secte qui subit l'influence du protestantisme, mais ne se confondait pas avec lui, et est la seule, avec les Vaudois,

qui ait conservé depuis le moyen âge jusqu'aux temps modernes, une existence indépendante et une physionomie tout à fait individuelle [1]. L'Unité des frères Bohêmes [2] est restée jusqu'à la bataille de la Montagne-Blanche un des principaux éléments de la vie nationale tchèque; elle a donné à la Bohême quelques-uns de ses politiques les plus remarquables et de ses écrivains les plus éminents; après avoir marqué toute cette période historique d'une empreinte particulière, elle a ennobli par l'héroïsme de ses martyrs la catastrophe finale et rendu l'exil fécond par les travaux de ses fidèles. Ne lui revient-il pas quelque part aussi de responsabilité dans les désastres du XVII[e] siècle? N'aurait-elle pas, par une fidélité trop obstinée à ses croyances particulières, contribué à empêcher la formation en Bohême d'une grande église luthérienne qui aurait offert à la réaction catholique une invincible résistance? — Ce n'est pas impossible. Dans tous les cas, par la grandeur du rôle qu'elle a joué non moins que par la haute valeur des hommes qu'elle a produits, elle mérite une attention spéciale [3].

1. Lechler, Johann von Wiclif und die Vorgeschichte der Reformation, II, p. 514.

2. Vers 1720, le comte Zinzendorf accueillit sur ses domaines quelques descendants des anciens Frères Bohêmes, qui, plus d'un siècle après la victoire définitive du Catholicisme et en dépit des persécutions, étaient restés hérétiques. Ils fondèrent la colonie, si célèbre depuis, de Herrnhut, dans la Haute-Lusace. Leur propagande, favorisée par la renaissance religieuse allemande du XVIII[e] siècle, fut assez heureuse. Ils sont aujourd'hui quelque cent mille en Europe ou en Amérique. Les *Herrnhüter* ou les *Communes évangéliques* ne se rapprochent pas beaucoup plus au point de vue du dogme des anciens Frères Bohêmes que n'importe quelle secte protestante, mais ils ont conservé leur discipline morale. Les colons que Zinzendorf appela sur ses domaines venaient des environs de Foulnek, en Moravie. La coutume s'est établie depuis de parler des Frères Moraves, ce que ne justifient ni les documents ni les faits. Le titre que se donnaient les Frères eux-mêmes est celui de l'Unité des Frères, et ceux qui habitaient la Moravie appartenaient cependant à l'Unité des Frères Bohêmes (*unitas Fratrum Bohemorum*).

3. On trouvera une bibliographie assez complète de l'histoire de l'Unité dans le livre de Schweinitz, The history of the Church known as the Unitas Fratrum or the Unity of the brethren, Bethlehem, Moravian publication office, 1885. — Schweinitz est évêque des Frères, et son travail a un caractère apologétique, mais il est consciencieux et intéressant. — Les questions relatives aux origines ont été étudiées avec autant d'érudition que de finesse par M. Goll, professeur à l'Université tchèque de Prague et bien



Aucune secte chrétienne n'a abordé avec plus de hardiesse et résolu avec plus de franchise les grands problèmes de l'organisation politique et économique des sociétés humaines; dans aucune aussi n'apparaît avec une plus curieuse évidence l'influence de la réalité sur la théorie, d'abord radicale et absolue, bientôt assagie au contact de la vie.

II

Pendant les années qui avaient suivi la mort de Hus, une sorte de fièvre religieuse s'était emparée de la Bohême. Des milliers de paysans se réunissaient sur les hauteurs pour entendre la parole de vérité et de vie et rendre à Dieu un culte épuré. Dans ces bandes que le calice enivrait d'un enthousiasme mystique, les doctrines les plus étranges, les rêves les plus hardis étaient acceptés sans discussion; les croyances chiliastiques surtout hantaient les esprits. Avant le jugement dernier, le Christ redescendrait sur la terre et fonderait un royaume qui durerait mille ans; les impies périraient dans un épouvantable cataclysme; sous le gouvernement direct du Seigneur, les élus, les fidèles encore vivants ou ceux qui étaient morts pour la vérité et ressusciteraient avec le Sauveur, jouiraient d'une félicité parfaite. Dans ce royaume des saints, toutes les lois humaines seront abolies, les distinctions de classe et de fortune disparaîtront. La terre, délivrée des méchants, sera assez vaste pour que tous mènent une vie facile et heu-

connu en France par ses chroniques de la *Revue historique* : Quellen und Untersuchungen zur Geschichte der bœhmischen Brüder; I. der Verkehr der Brüder mit den Waldensern : Wahl und Weihe der ersten Priester, Prague 1878; II. Peter Cheltchitsky und seine Lehre, Prague 1882; Articles dans le Tchasopis tscheského M. 1883-86. Avec M. Goll, l'homme qui connait aujourd'hui le mieux l'histoire des Frères, est M. Muller : v. Die deutschen Katechismen der bœhmischen Brüder, Berlin 1887. Cp. encore les études de Lenz, les doctrines de Kheltchitsky sur l'Eucharistie et le Purgatoire, Prague 1885.



reuse; les hommes, directement éclairés par l'esprit de Dieu, n'auront plus besoin de guide ni de règle; les prêtres perdront leur puissance, et la Bible, son autorité [1].

Cependant le miracle attendu ne se produisait pas. Les Croisés menaçaient d'étouffer la vérité. Il ne fut pas difficile de persuader aux *Saints* qu'il leur appartenait d'accomplir eux-mêmes les destins et d'exécuter la condamnation céleste. Organisés et disciplinés, contenus par des chefs qui se servaient de leur fanatisme sans le partager entièrement, mêlés bientôt d'ailleurs d'éléments fort impurs, les Taborites se souvinrent toujours, malgré tout, de leurs premiers rêves; leurs espérances mystiques se transformèrent plutôt qu'elles ne disparurent, et, jusqu'à la fin, ils ne renoncèrent pas à établir sur toute la terre le royaume de Dieu. La bataille de Lipan les réveilla brusquement de leurs illusions (1434). Depuis lors, sans avenir, sans chefs, sans confiance, ils ne représentèrent plus qu'un des nombreux éléments de désordre que la guerre avait laissés derrière elle, jusqu'au moment où Podiébrad les força à se rallier à l'Utraquisme officiel et à se soumettre à l'archevêque élu par la diète (1452).

Lourde chute après un tel élan! Tant de luttes, tant d'efforts, tant de victoires, et c'était là le résultat! Que de sang versé, que de souffrances, que de ruines! Voilà donc où aboutissaient des triomphes sans précédent : la noblesse plus puissante que jamais, les abus restaurés, la vérité humiliée et trahie, Jésus souffleté par l'Antéchrist! Reprendre la lutte? Mais comment? Avec quelles ressources? L'épuisement eût-il été moins absolu, une chose manquait, la meilleure, l'enthousiasme qui espère. D'autre part, accepter sans

1. Goll remarque très justement que Kheltchitsky, le véritable père de l'Unité, n'est pas un millénaire, et bien certainement, en effet, il ne croit pas que l'idéal de vertu et de bonheur qu'il conçoit, doive jamais se réaliser ici-bas ; mais cet idéal lui-même est-il si différent de celui des Chiliastes? Un des prédicateurs les plus avancés enseignait que les chrétiens n'auraient plus besoin de livres : n'y a-t-il pas un écho de cette opinion dans l'aversion de Kheltchitsky pour la scolastique et les discussions dogmatiques, dans sa prédilection pour les âmes simples qui aperçoivent la vérité par une intuition divine?



arrière-pensée la défaite, renoncer à ces biens suprêmes, la religion véritable, l'Évangile! Pour beaucoup de ces hommes, ébranlés encore par la crise, dominés par une passion irrésistible, il y avait là comme une impossibilité psychologique.

Un décret ne supprime pas les croyances ; un gouverneur, fût-il aussi habile et aussi respecté que l'était Podiébrad, ne calme pas en quelques années l'effervescence d'un peuple, quand elle est si profonde, si ancienne et si générale. La fin des grands mouvements politiques et religieux est marquée souvent, comme leur début, par les hardiesses de l'imagination individuelle, qui semble prise de folie. En dépit de l'Utraquisme légal, des prédicateurs plus ou moins autorisés attaquaient les dogmes les plus respectés, la Trinité, la Divinité du Christ ; à Cheb, un franciscain, Jean de Wirsberg, annonçait la venue d'un nouveau Rédempteur [1] ; un paysan ignorant, Nicolas de Vlasenitse, avait des révélations, des visions, et fondait la secte des Nicolaïtes dont on suit la trace jusqu'à la fin du xvi[e] siècle [2]. Beaucoup de ces rêveurs disparaissent sans laisser de disciples, mais le silence qui bientôt enveloppe leur nom, ne permet pas de conclure qu'ils sont demeurés sans influence ; pour s'en convaincre, il suffit de se rappeler ce qui se passe encore dans certains milieux protestants, le travail continu de création religieuse qui secoue les croyants. La fraction la plus extrême des Taborites, que l'on désignait sous le nom d'Adamites ou de Picards, rudement poursuivie par Zizka, n'avait jamais complètement disparu ; la victoire définitive de l'Utraquisme modéré favorisa encore la formation de groupes nouveaux [3] : en

1. Frind, *Die Kirchengesch. Bœhmens*, Prague 1878, IV, p. 54.

2. Sur Nicolas de Vlasenitse, v. Gindely, *Gesch. der bœhm. Brüder*, p. 17 et p. 491. Cp. Jos. Jiretchek, *Rukoviět k dějinam literatury tcheské* (*Manuel pour l'histoire de la littérature tchèque*), Prague 1875, et un article du Tchas. tch. M., 1876, du même auteur. C'est une étude psychologique très intéressante et qui jette une vive lumière sur l'état des esprits en Bohême au xv[e] siècle. Les Nicolaïtes étaient assez nombreux ; ils se recrutaient en général parmi les paysans, mais il y avait aussi parmi eux des nobles. Ils poursuivaient surtout la perfection morale, et ceux qui avaient passé parmi eux étaient tout préparés à accepter la doctrine de Kheltchitsky.

3. Cp. Locustarium Fr. Joannis Aquensis de sectis et diversitate atque multiplicatione Begardorum in terra Boh. — Cité par Jiretchek, Tchas., 1876, p. 60. Il y est question des Flagellants, des Saducéens, etc.

brisant les liens qui réunissaient à un centre commun tous ceux que ne satisfaisaient pas les Compactats; elle provoqua l'apparition, non pas sans doute de sectes proprement dites, mais de cercles religieux, d'associations pieuses, asiles des mécontents, des fanatiques, de toutes les âmes qui, au milieu des tristesses et des dégoûts de l'heure actuelle, cherchaient une consolation dans un culte plus intime [1].

Y a-t-il quelque ressemblance, quelque relation directe entre l'Unité et la plupart de ces groupes religieux qui naissent en Bohême de la décomposition du Hussitisme? Aucun fait ne permet de le supposer. Ce serait une erreur grave surtout que de voir dans les Frères les continuateurs des Taborites [2] : ils s'en séparent dans la spéculation comme dans la pratique. Il n'est guère douteux en revanche que l'ébullition générale des esprits à cette époque n'ait exercé sur la fondation et les progrès de l'Unité une action considérable, bien qu'indirecte; elle lui a fourni en quelque sorte l'atmosphère morale qui lui était nécessaire. Les causes visibles, immédiates, n'aboutissent pas toujours et ne suffisent jamais à tout expliquer. Au milieu d'une société religieuse plus fortement constituée et moins tourmentée par les idées nouvelles, les doctrines de Kheltchitsky ne se seraient pas produites ou, dans tous les cas, seraient restées sans écho. Les rêves chiliastiques, les aspirations démocratiques, les habitudes de libre réflexion, les besoins de la conscience surexcitée par une longue période de discussions et de luttes, le

1. Comme le fait remarquer M. Goll, *Tchas.* 1884, p. 48, Gindely et Palatsky vont trop loin en parlant de sectes proprement dites, ce qui implique l'idée d'une doctrine précise et d'une organisation fixe. Ce qui est incontestable, c'est que le pays était en pleine effervescence, que l'autorité religieuse était fort incertaine, et qu'un pareil état de chose entraine fatalement la formation de groupes indépendants.

2. « C'est une erreur de regarder les Frères comme les continuateurs des Taborites, bien qu'il ne soit pas douteux que quelques Taborites se soient joints à l'Unité. » (Goll, *Tchas.*, 1884, p. 159). — Les Frères ont toujours protesté très énergiquement contre la confusion que leurs adversaires s'efforçaient d'établir entre eux et les Taborites, et leurs protestations étaient absolument légitimes; il est bon de remarquer toutefois que les Taborites, officiellement condamnés et fort mal vus de l'opinion publique, étaient des alliés très compromettants, et la plus vulgaire prudence conseillait aux Frères, sinon d'exagérer, du moins de marquer très nettement les divergences des deux partis.



découragement aussi, résultat des défaites antérieures, furent, non pas la cause, mais la condition de la naissance et des progrès rapides de l'Unité.

Ainsi préparée par les circonstances générales, elle sortit de la rencontre de quelques disciples de l'archevêque utraquiste, Rokytsana, et d'un homme peu éloquent, d'une instruction médiocre, sans autre autorité que celle de la conviction et de la dignité morale, Pierre Kheltchitsky.

Rokytsana, on le sait, n'était ni un grand logicien ni un théologien éminent, mais il avait conservé la pure tradition hussite. L'hérésie était sortie à l'origine d'une pensée de régénération morale; Rokytsana pensait, lui aussi, comme les prédicateurs de Bethléhem, qu'il fallait avant tout purifier les âmes et ramener les fidèles à l'exacte observance des lois du Sauveur. Quand il montait dans sa chaire du Tyn, grandi par les haines impitoyables qui s'acharnaient après lui, respecté pour la pureté de ses mœurs, presque martyr depuis les épreuves fermement supportées, la foule se pressait autour de lui et retrouvait en l'écoutant quelque chose de son enthousiasme passé. Il avait quelques-unes des qualités du grand orateur populaire, la conviction brûlante qui se communique aux auditeurs, la véhémence qui emporte les doutes, la franchise parfois brutale de l'idée et de l'expression. Il s'adressait à la foule, aux simples, évitait la polémique, les questions de dogme qui divisent et qui troublent; il voulait arracher les âmes au péché et à la perdition [1].

1. Nous ne possédons pas de sermons de Rokytsana, mais nous avons ses *Postilles*, (Commentaires et prédications pour la lecture du dimanche pendant toute l'année), qui nous donnent une idée assez exacte de sa manière; ce sont en effet de véritables sermons destinés à la lecture. Composés sous le règne de Podiébrad, c'est-à-dire alors que l'âge avait amené l'apaisement, ils peuvent être acceptés comme le résumé plutôt adouci de l'œuvre du prédicateur. Le *Vybor literatury tcheske* en avait déjà donné quelques fragments, II, p. 737-45; les plus caractéristiques ont été publiés par M. Goll, Tchas. 1879. — Certains fidèles faisaient aussi des résumés ou des extraits des discours de Rokytsana; M. Goll a reproduit quelques-unes de ces notes, Tchas. 1884, p. 47 et sq. Ce sont des documents précieux, mais qui ne



Bien que les Utraquistes n'eussent pas accepté toutes les exagérations puritaines des Taborites, ils avaient maintenu en Bohême, pendant les années de guerre, un régime assez austère. A peine les Compactats signés, l'exaltation tomba, une certaine réaction contre l'ascétisme légal se produisit. Les étrangers, les seigneurs, qui suivirent d'abord Sigismond [1], plus tard Ladislas, scandalisèrent Prague par la facilité de leurs mœurs; nombre de Tchèques les imitèrent. Revanche ordinaire de la nature humaine ployée quelque temps à une discipline trop dure. Il s'y mêlait alors de plus quelque bravade : la corruption était orthodoxe et le libertinage protestait contre l'hérésie.

Rokytsana se prit corps à corps avec l'impiété insolente, l'indifférence, les vices qui s'étalaient au mépris des lois. Il y apportait cette audace confiante du prédicateur, qui, représentant de Dieu sur la terre, cite à son tribunal les puissants et les serfs, les pauvres et les riches. « Ne faites-vous tort à personne? demandait-il aux barons, aux chevaliers. N'opprimez-vous personne? Ne faites-vous violence à personne? Ne prenez-vous jamais à tort, injustement, un denier du pauvre [2]? » — On croit par moment saisir dans ses protestations indignées contre l'oppression et les souffrances du peuple un écho des colères démocratiques qui avaient soulevé les Taborites : « Les paysans, les pauvres diables doivent porter toute la charge; misérable, mange ton pain sec et bois de l'eau, pour donner à ton maître de quoi faire ripaille. Et Dieu laisserait cela sans vengeance! Ah, Seigneur! Non [3]. » Mais ces opprimés sont-ils eux-mêmes si purs? Leurs malheurs ne sont-ils pas la juste punition de leurs fautes? Et le prédicateur les fouaille

peuvent cependant être consultés qu'avec une certaine prudence : rien ne prouve en effet que la pensée du prédicateur n'ait pas été plus ou moins altérée.

1. Sigismond rentre à Prague au mois d'août 1436, et dès le mois de septembre, Rokytsana prêche avec beaucoup de véhémence contre le jeu de dés, la débauche et autres péchés dont il attribue le progrès à la légèreté de la cour impériale. Tomek, *Hist. de Prague*, VI, p. 8.

2. *Tchasopis tcheského Muséa*, 1879, p. 201.

3. *Id.*, p. 208.

à leur tour, sans pitié, avec cette injustice souveraine qui foudroie les vanités les plus vénielles comme les crimes les plus graves, cette fougue impitoyable du prêtre pour qui tout ce qui est humain est souillure [1]. Nous acceptons sans trop d'étonnement les anathèmes lancés contre la toilette, les jeux de dés, la danse, les bijoux, les bracelets, les souliers rouges, les manches qui traînent jusqu'à terre; d'autres passages nous paraissent bien étranges et presque odieux, quand, par exemple, il menace de la colère céleste « ces mères, ces pères, qui, par un amour bestial, arrangent leurs enfants, les pomponnent, avec des souliers rouges, des cols. Eh! si une mère, après le baptême, saisissant une épée, coupait la tête à son enfant, elle lui nuirait moins qu'en l'initiant dès sa jeunesse à l'orgueil du monde; elle lui servirait au contraire en l'aidant à monter au ciel... Quel mal a fait Hérode aux enfants qu'il a massacrés, puisque par lui ils ont mérité la palme du martyre! [2] »

Il est évident que l'orateur n'est plus complètement maître de lui, que sa foi le domine et l'entraîne : il y a dans ce chef de parti un tribun qui essaie en vain de se contenir. Il a l'intention d'être modéré, cherche à ne pas s'écarter de la doctrine orthodoxe : s'il recommande la lecture de l'Évangile, il condamne l'orgueil exclusif de ceux qui repoussent tout autre guide que l'Écriture et il proclame l'autorité des Pères, des Docteurs et de la tradition; il flétrit les mauvais prêtres, mais il proteste contre toute intention de nier l'utilité du sacerdoce; à propos du culte des saints, de la légitimité de la guerre ou de la peine de mort, il repousse de même les solutions extrêmes. « Seigneur bien-aimé, disait-il, donne nous de trouver le milieu [3]. » Cette grâce ne lui fut pas accordée : à chaque

1. Par exemple, p. 200, ses conseils à propos du mariage. Il y a là une foule de détails précis qui ne pourraient guère être traduits qu'en latin. — Ailleurs des naïvetés : après une série d'attaques très vives contre les Picards, l'auteur nous dit qu'un des signes auquel on reconnait qu'ils sont bien un mauvais parti, c'est leur intolérance, sans s'apercevoir que l'argument se retourne contre lui (p. 210.)

2. *Tchasopis tcheskeho Musea*, p. 209.

3. *Tchas.*, 1884: Goll, p. 39 et p. 46-47.



instant chez lui le tempérament l'emporte sur la réflexion et il lui échappe des paroles qui portent plus loin qu'il ne pense et qu'il ne veut. Il dit que l'Église a perdu sa puissance parce qu'elle s'est éloignée de la loi du Christ, qu'il faut faire revivre l'Évangile, peu à peu oublié par le monde et qui seul est la vérité et le salut : « Chers chrétiens, ne vous laissez pas tromper, la vérité est la vérité, et ils n'ont pas contre elle d'Écriture éternelle : s'ils en ont, qu'ils la montrent, je leur répondrai... Et pour Dieu, ne regardez pas au nombre, à ces bandes : car toujours, depuis le commencement, dans le nombre a été la malédiction et dans le petit nombre la bénédiction. Rappelez-vous quelles hordes sont accourues de Misnie et d'ailleurs pour étouffer la loi de Dieu, et toujours notre Dieu tout puissant est intervenu et une poignée de Tchèques a vaincu ces innombrables armées [1]. » Admirables paroles, dont la conclusion naturelle n'est guère le respect de l'autorité régulière. — Il dit que les cérémonies et les sacrements ne servent de rien sans la transformation intérieure, que les prêtres sont tenus de ramener les coupables au bien, non seulement par des exhortations, mais par l'excommunication, que leur faiblesse et leurs vices sont la plus lourde cause de la corruption générale, qu'il est plus rare de voir un bon prêtre qu'un cerf sur le pont de Prague [2]. Est-ce ainsi qu'il prétend rendre plus général et plus profond le respect du sacerdoce ? — Il trace des devoirs du chrétien un magnifique tableau ; « la justice juive était : vie pour vie, œil pour œil, dent pour dent ; la justice chrétienne est plus pure : elle ne rend pas le mal pour le mal ni l'injure pour l'injure... Dieu a commandé de remettre la vengeance entre ses mains ; beaucoup d'entre vous se vengent jusqu'à la mort, ordonnent de faire exécuter celui-là, pendre, brûler, écarteler, rouer ; n'imitez pas cet exemple. Vous pouvez comprendre par là quel est le véritable chrétien, celui qui aime non seulement

1. *Tchas.* 1879, p. 208.
2. *Loc. cit.* — Cp. encore l'interrogatoire du prêtre Martin par Rokytsana, *Tchas.* 1884 : Goll, p. 455-456.

ses amis, mais ses ennemis, ses adversaires, ceux qui l'injurient et le raillent, celui qui fait l'aumône, mais non par ostentation, celui qui prie tout seul, caché dans sa chambre, celui qui jeûne volontiers, sans effort. Ceux-là sont de fidèles serviteurs et des chrétiens fidèles : ils vivent dans le silence et le monde ne les connaît pas [1]. » De quel droit prétendra-t-il ensuite condamner ceux qui *vivaient dans le silence* et ne demandaient au monde que de ne pas les connaître?

Quelques années plus tard, les premiers membres de l'Unité bohême éprouvèrent quelque scandale quand il refusa de se mettre à leur tête, de se retirer avec eux loin des troubles et des vices de la terre ; ils ressentirent de la colère et de la douleur quand ils le trouvèrent un jour parmi leurs persécuteurs ; ils l'accusèrent de se laisser dominer par les circonstances, d'avoir attaqué l'Église quand il se croyait menacé par elle, et de renier ses paroles maintenant qu'il n'avait plus rien à craindre de Rome. Accusations injustes. Rien ne se concilie moins avec le caractère de l'archevêque utraquiste que cette longue dissimulation dont on le soupçonnait : seulement, si quelques-uns de ses auditeurs avaient tiré de ses paroles des conclusions devant lesquelles il reculait, la faute en était-elle à eux seuls? S'ils n'avaient pas toujours aperçu sous l'image exubérante la doctrine modérée et la croyance permanente sous l'enthousiasme momentané, le prédicateur n'avait-il pas quelques imprudences à se reprocher [2]?

1. *Tchas.*, 1879, p. 209 et 210.

2. Un exemple, sans grande importance en lui-même, me paraît donner une idée assez juste de l'intempérance de langage de l'archevêque et du malentendu qui en résulta entre ses auditeurs et lui. — Lors de la persécution contre les Frères, on reproche à un de leurs prêtres, Martin, de ne pas se prosterner devant l'Eucharistie et de ne pas adorer les saintes espèces. « Le maître n'a-t-il pas dit, ne dit-il pas encore peut-être que le meilleur moyen d'honorer le corps du Sauveur est de recevoir dignement la communion » ? répond Martin en se tournant vers Rokytsana, et il lui rappelle les expressions dont il s'est servi : l'obéissance est la meilleure adoration. — L'archevêque ne nie pas ses paroles, il se contente de les expliquer : elles n'ont pas la valeur que Martin leur attribue, il n'a jamais entendu s'élever contre l'adoration du Saint-Sacrement; elle a moins de prix devant Dieu qu'une communion reçue dignement, mais ce n'est pas une raison pour la négliger. « Si j'ai dans ma bourse de l'or, de l'argent et de la monnaie,



Pour montrer les effets funestes des divisions religieuses, il comparait volontiers l'Église à une voiture à laquelle on aurait attelé un cheval par devant et un cheval par derrière : chacun d'eux tire de son mieux, mais la voiture n'avance pas. On retourna plus tard spirituellement l'image contre lui. Il s'élançait à chaque instant vers les opinions les plus radicales, mais ce n'étaient jamais que de faux départs; le lien qui le tenait attaché à l'Église catholique était solide, malheureusement on ne l'apercevait pas toujours. On l'a souvent remarqué d'ailleurs : ce qui agit, c'est l'homme lui-même, bien plus que ses opinions. Cet auditoire, préparé par tant de discussions et de combats, surchauffé, accueillait avec avidité les violences et les hardiesses. Rokytsana s'étonna plus encore qu'il ne s'indigna des conséquences qu'on tira de ses prédications, il chercha à calmer l'émotion produite, mais la parole lancée ne se reprend pas. Cet utraquiste timoré, qui avait tremblé toute sa vie à la pensée de tomber dans l'hérésie, se trouva avoir couvé une des sectes les plus hardies et les plus étrangères à toute superstition du passé qui soit jamais sortie du christianisme!

« Eh bien, Chrétiens, disait-il, ces discours agissent-ils sur vous? Je réponds : non. Il en est de ce peuple comme d'un âne : joue du luth à un âne, il entend, mais il n'en éprouve aucun plaisir. Ainsi ce peuple entend la parole de Dieu, mais cela ne produit sur lui aucun effet. » Tous cependant ne restaient pas indifférents à ses exhortations, et il se forma bientôt autour de sa chaire un groupe d'auditeurs attentifs, persévérants, préoccupés de leur salut et décidés à le mériter par leur bonne volonté et leurs efforts. Le plus pieux, le plus remarquable aussi de ces auditeurs, était le neveu de Rokytsana, Grégoire, le véritable fondateur de l'Unité des Frères bohêmes.

jetterai-je ceux-ci parce qu'ils sont moins précieux que l'or? » Martin ne se déclara pas convaincu. — Quel est le coupable? Celui qui, dans des sujets aussi délicats, se sert d'une comparaison dangereuse, ou celui qui l'accepte dans son sens apparent et absolu? — Les Frères se sont attachés à la lettre des discours de Rokytsana, mais celui-ci n'aurait-il pas dû prévoir qu'il pouvait en être ainsi?



D'une famille sans fortune, mais noble, avec une instruction assez étendue, Grégoire [1] n'avait jamais été tenté par les joies et les ambitions terrestres. Non pas que la décision lui manquât ou qu'il fût inhabile à manier les hommes, on s'en aperçut bien pendant les années de persécution. Indifférent aux fatigues et aux périls, il suffit alors à toutes les tâches : à la fois polémiste et administrateur, il a le zèle et la foi d'un apôtre ; il est le lien vivant qui retient ensemble les groupes de fidèles dispersés dans la Bohême entière. Il sauve l'Unité, non pour jouer au chef de parti, mais par devoir, sans jamais réclamer d'autre privilège que celui du sacrifice et du dévouement. Les époques d'exaltation religieuse produisent de ces âmes, à la fois fières et réservées, que le danger n'épouvante pas, mais le succès, éprises uniquement de pureté et de justice. Il s'inquiétait peu du dogme, se défiait de la métaphysique et des métaphysiciens, mais il avait faim et soif de Jésus-Christ. Lorsque, quelques années plus tôt, Prjibram avait voulu donner à l'Utraquisme un clergé régulier, Grégoire avait répondu avec empressement à son appel, s'était précipité dans le monastère slave qu'il avait fondé, comme dans un refuge qui s'ouvrait devant lui. Autour de lui, peut-être dans ce même cloître slave, se réunissait la poignée de fidèles, qui, troublés jusqu'au plus profond de leurs cœurs par la pensée de leur misère, voulaient essayer de réaliser l'idéal que leur proposait l'archevêque.

Les relations entre Rokytsana et ses auditeurs devinrent bientôt assez intimes ; il se forma entre le maître et les disciples une amitié tendre et confiante (1453). Ils lui demandaient des conseils plus précis, une direction plus immédiate. Une terreur surtout les obsédait : le mauvais prêtre ne perd-il pas par ses péchés les pouvoirs que lui a conférés l'ordination ? Évitez les prêtres faux et perfides, avait dit l'archevêque, mais demandez ceux qui sont fidè-

1. Sur Grégoire, comp. Palatsky, *Gesch. von Bœhmen*, IV, 1, p. 484 ; Gindely, *Gesch. der bœhm. Brüder*, I, p. 21 ; Jiretchek, *Rukoviet*, II, 164 ; et Goll, *Tchas.*, 1884, p. 156-159 et p. 167-169.



les et allez vers eux recevoir la parole de Dieu. Si les actes religieux accomplis par les prêtres indignes n'ont aucune valeur devant Dieu, ne risque-t-on pas, en leur restant attaché, de se mettre en quelque sorte hors de l'Église? Rokytsana, tout en penchant en somme vers la doctrine catholique, l'indélébilité du sacerdoce, avait pitié de leurs craintes : il les engagea à se mettre à la recherche d'un directeur dont la conduite leur parût une garantie suffisante. Dans ce désir ils parcoururent le pays, « saisis de cette humeur inquiète si fréquente au début des mouvements religieux [1] », s'attachant tour à tour aux prêtres les plus renommés pour leur piété ou leurs vertus, repris bientôt d'incertitudes et de doutes, blessés dans leur foi ou dans leur conscience morale, sans trouver nulle part la paix et le calme [2]. Leur enthousiasme, malgré tout, se doublait d'une sorte de réserve, de modération, de bon sens; les excès d'une piété peu éclairée leur causaient quelque indignation; leur déception fut cruelle ainsi quand ils pénétrèrent dans une des communautés pieuses les plus renommées en Bohême à cette époque, les Frères de Vilemov [3]. Ils tombèrent au milieu de fanatiques, poussant presque jusqu'à la folie ce culte de l'Eucharistie qui, depuis près d'un siècle, possédait tout le pays, convaincus que la communion efface les péchés, même sans repentir, et guérit les maux du corps comme ceux de l'âme.

Ému de leur découragement, Rokytsana eut l'idée de les mettre en relations avec un homme dont l'avaient éloigné les événements et dont il était séparé par de très graves divergences, mais pour lequel il avait conservé une profonde estime, Pierre Kheltchitsky. Rokytsana est le père involontaire et repentant de l'Unité, Grégoire en est l'or-

1. Goll, *Tchas.*, 1884, p. 40.
2. Il y a un tableau très intéressant de ces courses, de ces recherches et de ces tristesses dans un traité de polémique fort important publié contre les Frères au xve siècle. Il est intitulé : *Défense de la foi contre les Picards.* (*Tchas.*, 1884, p. 53.)
3. Probablement en 1454 ou 1455.

ganisateur, mais Kheltchitsky en est le théoricien[1]. Les auditeurs de Rokytsana n'avaient guère encore que des aspirations, ils allaient trouver à Kheltchitse une doctrine, c'est-à-dire la condition indispensable de développement et de durée pour toute société religieuse. Ainsi se constitue le noyau central qui se grossit ensuite plus ou moins rapidement des mécontents, des mystiques, des désabusés de la force et de la raison, de tous ceux en un mot que ne satisfont pas l'Église et l'État officiels et qui demanderont à la secte nouvelle apaisement, consolation et espérance.

III

Peu d'hommes ont donné lieu à autant de travaux et de controverses que Kheltchitsky. Épreuve redoutable que ces examens répétés et ces polémiques : il en est sorti plus grand. A mesure qu'on le connaît mieux, on se prend pour lui d'une sorte de vénération attendrie. Chez lui, tout parle au cœur, parce que tout vient du cœur, la doctrine comme l'éloquence. Simple paysan, sans intrigues, sans prétentions scientifiques, sans phrases, il fonde une Église qui, un moment, semble sur le point de conquérir la Bohême entière et traverse sans y périr des siècles de persécution. En vertu de quelle puissance mystérieuse? — P • la force d'une âme pure. Ce qu'il y a de réellement supérieur en lui, c'est la simplicité absolue, l'oubli de toute considération extérieure, l'absence de réflexion et d'amour-propre. Chez personne le dédain de la terre n'a été plus complet et plus sincère. En 1521, on imprima l'ouvrage le plus

1. M. Müller, dans la critique qu'il a publiée sur mon travail, fait remarquer que cela n'est vrai que pour l'Unité des premiers temps. — Depuis Loukach en effet, elle se sépare sans doute absolument de ses premiers fondateurs au point de vue dogmatique; mais l'esprit de Kheltchitsky subsiste en elle en dépit de toutes les modifications.

connu de Kheltchitsky, le *Filet de la Foi* : « Ce livre, disent les éditeurs dans leur préface, a été composé par un homme respectable et honorable, plein de confiance en Dieu et richement pourvu des dons du Sauveur et de la sagesse de l'esprit saint. » Il avait écrit « beaucoup d'autres livres, et quiconque les lira, se convaincra que Dieu n'avait pas oublié nos ancêtres, mais qu'il avait placé en eux son esprit et les en avait remplis. » C'est bien ainsi que nous apparaît Kheltchitsky : *rempli de Dieu;* tout ce qui est humain, institutions politiques ou ecclésiastiques, traditions séculaires, doctrines philosophiques, il l'écarte sans pitié; il n'a qu'un but : accomplir la loi du Christ. Les yeux fixés sur le maître, il traverse les événements les plus tragiques sans en être affecté, les systèmes les plus pompeux sans en être ébloui. A une époque où les haines d'école sont atroces, il combat tous les partis, sans perdre leur affection et leur estime [1]; ils devinent en lui quelque chose de supérieur à leurs querelles mesquines, sentent passer le souffle divin et s'inclinent. Dans un siècle où tant de théories s'accumulent, il réussit à être original sans invention : il emprunte ses idées un peu partout, mais l'importance relative qu'il leur attribue, les conséquences qu'il en tire, l'expression qu'il leur donne, leur créent une valeur et comme un sens nouveaux. Ses vues semblent quelquefois si modernes, les solutions qu'il propose répondent si bien par moment à nos habitudes actuelles, qu'on est tenté de voir en lui un révolutionnaire. Pourquoi pas ? — A condition de ne pas oublier que son inspiration et sa nature ont leurs racines en plein moyen âge. Après tout, les questions ne changent guère, les formules seules varient; sous des costumes différents, le fonds humain demeure, tourmenté des mêmes besoins, hanté des mêmes rêves. Ce

1. Cette estime ressort clairement des efforts que font pour l'attirer les divers partis; l'amitié paraît même survivre à la rupture définitive. Chose curieuse, la seule note discordante est un acte d'accusation lancé contre lui par un frère Bohême (1524). Mais Loukach, qui est toujours un témoin assez suspect, fait ici œuvre de polémique, et son récit, qu'il ne présente d'ailleurs qu'avec des réserves, n'a aucune autorité.



qu'on appelle de nos jours un révolutionnaire, s'appelait au moyen âge un saint

Les renseignements que nous possédons sur la biographie de Pierre Kheltchitsky sont fort incomplets : nous ignorons jusqu'à la date de sa naissance et à celle de sa mort [1]. Il naquit probablement dans les dernières années du XIVe siècle à Kheltchitse, petit village tout près de Vodnian, non loin de l'endroit où, quelque vingt ans plus tard, s'éleva la ville de Tabor. Il vint à Prague, prit part au mouvement religieux qui passionnait alors les esprits, et trouva un accueil bienveillant auprès des maîtres et des prédicateurs; ils répondaient à ses questions, le guidaient dans ses recherches, lui faisaient même des extraits (en tchèque) des ouvages que son ignorance du latin [2] ne lui permettait pas de lire dans l'original. Heureuse ignorance : grâce à elle il ne connut pas le terrible joug de la scolastique, le poids de cette philosophie subtile et compliquée que traînaient toute leur vie ceux qui avaient passé par l'école. Ses écrits portent sans doute quelquefois la marque de l'époque : il raisonne volontiers à coup de citations, multiplie les divisions et les distinctions : mais la contagion n'a été qu'indirecte, elle n'a pas atteint la nature intime : les règles qu'il s'est imposées le fatiguent vite, il s'abandonne à sa verve, brise le plan tracé, ne menant plus ses idées, mais mené par elles, se perdant au milieu des digressions, mais soutenu par son

1. Il me semble assez inutile d'entrer dans la discussion des points controversés de la biographie de Kheltchitsky. On a prétendu longtemps qu'il avait été cordonnier, c'est une légende qui repose sur une sotte méprise de l'inquisiteur Henricus Institoris. Il parait très probable qu'il ne reçut pas les ordres. Sur la vie et la doctrine de Kheltchitsky, nous avons déjà cité l'étude magistrale de Goll dans les *Quellen und Untersuchungen*, II; il faut y ajouter un article de 1881, dans le *Tchas. tch. M.*, fort important surtout pour la biographie et la bibliographie. Cp. encore Jiretchek, Rukoviét, et Chafarjik, *Tchas. tch. M.*, (1874, p. 98). M. Schulz a publié sur le fondateur de l'Unité, — dans la *Osvieta* (1875), — un travail éloquent et animé qui m'a été fort utile, surtout à cause des nombreux extraits des œuvres de Kheltchitsky qui y sont joints.

2. Il apprit peut-être un peu de latin à Prague, mais il ne le sut jamais complètement.



inspiration, tour à tour simple et coloré, brutal et tendre, toujours sincère et toujours imprévu. La plupart des théologiens tchèques, habitués à penser en latin, éprouvaient quelque difficulté à écrire en bohème, et leur style, traînant, embarrassé, alourdi et obscurci d'éléments étrangers, trahissait la recherche et l'effort. La langue de Kheltchitsky est pure de tout alliage; c'est celle du peuple, au milieu duquel il a toujours vécu; elle est quelquefois un peu diffuse, la période se complique et s'allonge, l'auteur lutte contre un instrument encore imparfait, mais l'idée jaillit enfin comme frémissante, et l'impression est d'autant plus forte qu'elle était moins prévue et moins cherchée.

Il eût été bien difficile aussi à Kheltchitsky, s'il eût passé par l'Université, de ne pas subir l'action prépondérante d'un maître et d'un système. Auditeur et non disciple, il a gardé intacte sa liberté : il cite, à côté de Jean Hus, ses adversaires, Étienne Paletch, Protiva, Stanislas de Znoym. Il reste toute sa vie isolé au milieu des divers partis, séparé des modérés par le respect superstitieux qu'ils conservent pour l'Église catholique, éloigné des Taborites par leur explication du mystère de l'Eucharistie et, plus encore, par leur fanatisme belliqueux. Rien ne lui était plus odieux; dès 1419, il s'était prononcé contre la légitimité de la guerre, au nom de la parole de Jésus : tu ne tueras point; les docteurs ayant déclaré qu'on a le droit de défendre par la force la vérité menacée, il les avait flétris du nom de meurtriers. Sa voix s'était perdue au milieu du tumulte des armes et il s'était réfugié dans la retraite et la méditation. Quinze ans plus tard, lorsque les Compactats viennent d'être signés, à l'heure où les convictions les plus fermes hésitent, où les courages les mieux trempés sont brisés et prêts à toutes les concessions, il sort de son silence pour protester contre un lâche abandon et une résignation impie. Comme il avait prêché la paix à ce peuple affolé de violence, il crie à ces populations assoiffées de repos : rien n'est fait, tout est à recommencer. Il n'appartient pas à une âme vulgaire de se mettre ainsi en travers d'un élan général.

— Une grande faute a été commise quand on a voulu faire triompher par l'épée la loi divine. « La guerre a duré quinze ans, avec de grandes pertes et d'horribles malheurs. » Que de victimes! Que de villages en cendres! Et encore ces pertes matérielles ne sont rien auprès des ruines morales, de la perdition des âmes égarées dans l'obscurité et la confusion des sectes. « Les faux prophètes ont divisé la nation par leurs doctrines diverses, le peuple s'est soulevé contre lui-même, l'amour est mort et la haine a éclaté entre les Chrétiens. De ce désordre sont nés pour beaucoup le doute, l'épouvante et, par suite, les plus terribles tourments, car les tourments et les tortures matérielles ne sont rien auprès de cette incertitude dans la foi; personne ne sait plus ce qu'il faut croire : un prêtre a une doctrine et un autre en a une autre [1]. » L'Antéchrist relève la tête, les pasteurs du peuple oublient leur mission; mais le véritable disciple de Jésus ne ressent ni fatigue ni désespoir et il ne déserte pas son devoir. C'est pour apporter à tous la bonne parole et venir au secours de ceux que négligent leurs instituteurs naturels, que Kheltchitsky écrit ses *Dominicales;* elles renferment déjà en germe tout son système, tel qu'il l'expose plus complètement dans son œuvre la plus connue, le *Filet de la Vraie Foi* [2].

Dieu, pour racheter les hommes, leur a envoyé son Fils, et les regards du chrétien doivent être sans cesse tournés vers ce modèle et ce maître. Jésus est le médiateur nécessaire entre Dieu et l'homme. Kheltchitsky aborde ici avec plus de sincérité et de courage que de précision le redoutable problème de la renaissance de l'homme par la grâce, du

1. Kheltch., *Postilla*. Cité par Schulz (*Osviéta*, 1875, p. 150.)

2. Les *Postilles* ont été composées de 1435 à 1443; le *Filet de la Foi*, pendant l'interrègne qui suivit la mort d'Albert d'Autriche (1439). Les hommes sont perdus dans l'obscurité de l'ignorance et du péché comme les poissons dans la mer; ils sont ramenés à la lumière par le filet de la foi. Malheureusement deux baleines sont entrées dans ce filet, le pape et l'empereur; ils l'ont déchiré et depuis lors le mal règne sur la terre. Les principaux ouvrages de Kheltchitsky sont ensuite : *Discours sur la passion de Jésus d'après l'apôtre Jean*, (très important pour la connaissance de sa doctrine sur la grâce): *la Bête de l'Apocalypse*; *les Bandes bohêmes*, etc.



mérite personnel et de l'intervention divine. Il se livre sur ce point dans son âme une lutte douloureuse. La parole du Christ est si formelle, la parabole de la vigne et des ouvriers si claire : il y revient plusieurs fois, se prosterne devant la grâce. Mais sa volonté de soumission n'étouffe pas en lui un secret murmure et comme une protestation de son sens pratique et de sa fièvre de vertu. — Avec quelle autorité prêchera-t-on l'effort vers le bien, si on commence par proclamer la vanité de toute œuvre humaine? — Kheltchitsky repousse cependant toute transaction et toute réticence : Jésus nous a apporté la vérité absolue et complète, et cette vérité, il l'a consignée dans son Évangile : là, et là seulement, est la lumière et la vie. Quiconque s'en écarte, de quelque manière que ce soit, tombe dans l'erreur et le péché. Il est absurde de parler de développement et de progrès dans l'Église ; nos seuls guides, nos seuls maîtres sont les disciples immédiats du Crucifié, ceux qui ont reçu son enseignement de sa bouche ou de la bouche de ses apôtres [1]. En vain notre pauvre raison se trouble : inclinons-nous devant les promesses de celui qui est mort pour nous. Nous étions perdus, son sacrifice nous a rachetés ; son sang répandu nous a lavés de l'éternelle condamnation ; par nous-mêmes nous ne pouvons nous arracher au mal et à la damnation. « Ni un long ni un court travail ne pourraient mériter le royaume céleste ; tu ne saurais l'obtenir que par la grâce de Dieu. »

A peine cependant Kheltchitsky a-t-il prosterné la misère humaine devant la miséricorde divine, qu'il se hâte de faire

1. « Toutes choses ont été données au Christ par son père, c'est-à-dire toute puissance pour accorder leur salut complet à ceux qui croient en lui, sans qu'ils aient besoin de chercher ailleurs, hors de lui, dans les hommes et dans les choses. Qui cherche le salut ailleurs ne le trouvera pas. Il n'est ni dans le Pape, ni dans sa puissance ni dans ses institutions, ni dans les évêques, ni dans leurs chevaux : car fausse est leur puissance, fausses leurs institutions, faux est le grand nombre de leurs chevaux pour le salut. Christ seul est la vérité pour le salut de tous ceux qui croient en lui. » (*Osvièta*, 1875, p. 299.) « Que personne ne craigne ses grands et nombreux péchés, s'il a de la bonne volonté et s'il croit qu'on a ouvert une source de grâce si généreusement que le monde entier pourrait s'y laver de toutes les impuretés qui le souillent. » (Vybor, II. p. 613.)



une part à la volonté et aux œuvres, et aussi large que possible. L'Église catholique, qui possède à un degré si éminent l'intelligence des nécessités pratiques, avait été amenée de même à reculer de plus en plus dans la pénombre du mystère la justification par la foi : elle la reconnaissait, mais platoniquement. Tout en insistant sur la nécessité de croire fermement au salut par la grâce, Kheltchitsky proteste contre l'abandon moral, la paresse fataliste, l'attente résignée ; la prédestination s'adoucit et s'atténue, presque jusqu'à disparaître. — Bien rares sont ceux qui sont sauvés par la foi sans les œuvres ; les œuvres ne sont rien sans la foi, mais il ne nous est pas interdit de travailler directement à mériter l'élection divine. Si nous sommes remplis de la foi vivante et de l'amour de Dieu et si, dans cette foi et dans cet amour, nous luttons contre Satan et triomphons de la chair, le Seigneur nous en tiendra compte. Malheur à ceux qui murmurent, c'est-à-dire à ceux qui placent toute leur confiance dans leur propre justice : leur orgueil sera châtié ; mais, si le véritable et solide gage de notre rédemption est la libre bonté du Seigneur qui crée l'un sans péché et purifie l'autre par sa grâce, il faut que nous travaillions à mériter son choix par nos efforts et notre repentir [1].

Ce médiateur cependant, qui a souffert et qui est mort pour nous, l'Église, qui se dit son épouse, l'a oublié et rejeté. Que n'a-t-elle pas mis à sa place ? La Vierge Marie, les Saints, dont le rôle et le nombre grandissent chaque jour. On a trouvé pour chacun d'eux une spécialité : personne ne vaut sainte Apollonie pour les rages de dents ;

1. Voir sur cette partie Goll, *Quellen*, II, p. 29-31. Les extraits que donne Schulz me paraissent résumer assez exactement l'opinion de Kheltchitsky : « Si Dieu nous sauve, il ne le fait pas pour nos œuvres et notre justice, mais en vertu de sa miséricorde infinie. Ni par un long ni par un court travail, personne ne mériterait le royaume des cieux, si Dieu dans sa bonté ne le donnait. Mais nous pouvons avoir accessoirement quelque mérite, si, pleins d'amour et d'une foi vivante, nous puisons des forces dans cet amour et dans cette foi. Luttons contre le monde, le corps et le diable, et remplissons ainsi la volonté de Dieu. Personne ne peut mériter complètement le salut. » (*Osvieta*, 1875, p. 302.)



sainte Barbara guérit les maladies d'yeux, et saint Valentin le haut mal. Vous souffrez : ce n'est rien ; pour chaque cas, voilà un saint qui vous soulage, qui vous délivre surtout de l'ennui de tourner vos regards vers le Sauveur [1]. C'est à eux qu'on vous renvoie aussi pour obtenir votre salut. ô prêtres de l'Antéchrist, n'est-il donc pas écrit : Tu adoreras le Seigneur ton Dieu, et tu le serviras lui seul? Au Fils de Dieu a été donné tout pouvoir pour séparer les bons des méchants. Qui cherche le salut hors de lui, ne le trouvera pas. « Quand la mère de Dieu avec tous les apôtres et tout l'empire céleste prierait pour les pécheurs qui se sont détournés de la parole sainte, Dieu ne les entendrait pas [2]. »

Et partout cette parole sainte est remplacée par les inventions des hommes. Est-ce l'Évangile qui parle du purgatoire, des messes pour les morts? Ta foi te sauvera, a dit Jésus, ta foi et non celle d'un étranger [3]. Toutes ces inventions ne sont pas mauvaises en elles-mêmes, mais elles détournent l'attention des fidèles de ce qui est réellement utile, le progrès moral, la foi active. Les sacrements, même ceux que Christ a institués, n'ont pas ainsi une action absolue, mystérieuse, indépendante de toute volonté : « Ils augmentent la grâce de Dieu, mais ils supposent qu'elle existait déjà chez celui qui les reçoit : sans l'élection divine, sans la renaissance produite par la grâce, ils sont sans profit [4]. » C'est en vain que vous mangerez et que vous boirez le corps et le sang du Sauveur avec le pain de l'hostie et le vin du calice, si vous n'avez pas la foi, l'espérance et la charité, vous n'aurez pas la vie éternelle [5].

1. *Osvieta*, 1875, p. 378.
2. *Osvieta*, p. 374.
3. *Osvieta*, p. 376-77.
4. Goll, *Quellen*, II, p. 32.
5. Kheltchitsky n'admet à proprement parler que deux sacrements. Les autres sont des coutumes qui, dégagées des complications excessives dont on les a chargées, peuvent être utiles. La confession n'est pas nécessaire et elle peut être reçue par un laïque. Il vaudrait mieux ne baptiser que les adultes. (Goll, *Quellen*, II, p. 32). La doctrine de Kheltchitsky sur l'Eucharistie a donné lieu à de nombreuses discussions. On a pendant longtemps accusé



Kheltchitsky a des opinions très précises et très fermes : appuyé sur l'Évangile, il n'admet ni transaction ni concession, même sur les questions secondaires, mais il blâme l'intolérance qui prodigue l'anathème et la mort, il n'admet pas que l'on ait recours à la violence pour assurer le triomphe de la vérité : « Ne livrez à la damnation ni vivant ni mort, car le jugement appartient à Dieu seul. Vous ne savez pas ce que Dieu a décidé pour les morts ni quelles sont ses intentions pour ceux qui vivent encore. Il ne faut désespérer de personne [1]. » C'est qu'il est plus chrétien que théologien et que chez lui les préoccupations dogmatiques passent au second plan : lisons l'Écriture en toute simplicité d'âme et remettons-nous entre les mains de Celui qui est mort pour nous, en nous efforçant de mériter sa pitié par notre foi active et confiante. Un cœur pieux, une vie pure, voilà ce qui plaît au Seigneur, et non une casuistique savante. Par là Kheltchitsky est bien un continuateur de Militch, de Ianov, de Chtitny [2], de Hus : en dépit de toutes les divergences qui le séparent des maîtres bohêmes du XVe siècle, il a sa place marquée au milieu d'eux : comme eux, il a par-dessus tout le désir de ramener les coupables au bien ; seulement l'énergie bruyante et les illusions radieuses des révolutions qui commencent, et qui animaient les ouvriers de la première heure, ne le soutiennent plus ; elles ont fait place à la fatigue et au dégoût.

Tous ceux qui ont entrepris de convertir le monde ont été vaincus par lui ; leur projet était absurde : quel accord est possible entre le monde et Jésus ? Il n'y a de salut pour

Kheltchitsky et les Frères de nier la présence réelle. M. Goll a établi d'une manière désormais incontestable que c'est là une erreur absolue ; le grand reproche que Kheltchitsky adressait aux Taborites était de ne pas croire à la présence réelle ; il conteste le droit de consacrer aux prêtres qui se séparent de l'Église sur ce point. L'erreur est venue de ce qu'il repousse la transsubstantiation ; l'apôtre a dit : le pain que nous rompons ; pourquoi ne pas croire l'apôtre plus que Thomas ou Scott ? — C'est la doctrine de Wiclif (*remanentia panis*). V. les documents publiés par Goll (II, p. 69-71). Sur les sacrements, p. 75-82.

1. *Osvieta*, 1875, p. 383.

2. Sur ces précurseurs de la Réforme bohême, voir mon *Histoire de Hus et de la guerre des Hussites*, p. 21 et sq., (Paris, 1878).



le chrétien que s'il s'arrache à ses pièges et se retire loin de lui.—Ces paroles ont bien souvent déjà retenti au moyen âge : que de prédicateurs ont répété que le serviteur de Dieu doit avoir mépris et horreur de la terre, que le renoncement et la pauvreté sont les conditions nécessaires du salut, qu'il est plus difficile aux puissants et aux riches d'entrer dans le royaume des cieux qu'à un chameau de passer par le trou d'une aiguille! Ces doctrines sont si directement fondées sur l'Évangile et elles répondent si bien à certains côtés mystérieux de l'âme humaine que l'Église catholique s'était appliquée à ne pas les heurter de front, avait cherché seulement à les réglementer, à les tourner à son profit, sans réussir toujours à supprimer ce qu'il y avait là de dangereux pour elle et pour la société. Jamais cependant avant Kheltchitsky, la théorie de l'opposition absolue, radicale, irréconciliable, entre le monde et le christianisme, n'avait été développée peut-être avec autant de rigueur et poussée à ses plus extrêmes conséquences.

Que demande à l'homme le christianisme? la bonne volonté. Qu'entend-on par vertu, par mérite? le libre effort de notre âme uniquement animée par l'amour de Dieu. Quiconque fait le bien par force, pour obéir à la loi, par crainte du châtiment, n'est pas vertueux et n'a droit à aucune récompense. Sur quoi est fondé cependant l'État? Sur la contrainte, sur la force, sur la violence, c'est-à-dire sur un principe directement opposé à celui du christianisme. L'Église officielle, qui n'est qu'une forme de l'État, implique la négation même de l'idée de vertu. Le jour où il n'y aurait plus ici-bas que de vrais chrétiens, animés les uns vis-à-vis des autres d'un esprit de justice et de charité, l'Église et l'État cesseraient d'exister : mais, tant que le mal et le péché règnent, et ils régneront toujours [1], l'État ne saurait être supprimé; c'est un mal nécessaire. Né du besoin de contenir les passions mauvaises et violentes, il empêche

1. Kheltchitsky ne croit pas que le bien et la vertu doivent jamais régner sur la terre : tout au plus les disciples fidèles du Christ deviendront-ils un peu plus nombreux.



les guerres incessantes et les crimes qui aboutiraient rapidement à la disparition complète de l'espèce humaine. Il a encore une autre utilité : le joug qu'il fait peser sur les chrétiens leur rappelle à chaque instant que leur destinée ne s'accomplit pas ici-bas; les persécutions sont un avertissement salutaire et une purification [1].

Les fidèles n'ont rien de plus à demander à l'État que cette protection indirecte et toujours menaçante; qu'ils prennent pour modèle ces communautés de croyants qui vivaient dans l'empire romain sans se mêler aux païens. Soumis aux magistrats, quelquefois tolérés, le plus souvent proscrits, ils ne jouaient aucun rôle public, ne détenaient aucune parcelle de l'autorité, supportaient sans se plaindre les charges dont on les accablait, souffraient et mouraient sans colère et sans révolte. Tout a été compromis lorsque, sous Constantin, l'État est devenu nominalement chrétien : en réalité l'Église s'est livrée au monde. La bête trône, adorée, à la place du divin maître. « L'Église primitive, stupide, célébrait le service divin sans ornements, sans autels, sans édifices, sans autre prière qu'un *pater* : parlez moi de l'Église nouvelle. En voilà une qui sait honorer Dieu! Elle a entassé des pierres, élevé des autels et de magnifiques cathédrales, inventé des ornements splendides, développé les chants et les prières dans les messes : elle s'est arrangée de manière à assurer à Dieu le culte somptueux qu'il mérite, car chacun sent bien qu'il ne peut pas être honoré autrement et qu'il est froissé quand on ne brûle pas beaucoup de cire et que les murs ne sont pas richement décorés! » Les ministres de Dieu ne manquent pas, il ont des manteaux éclatants, de hautes mitres et de gros ventres; ils chantent le Seigneur sur tous les tons, mais leur bouche seule le loue, leur cœur est loin de lui [2]. Ils se réclament du Nouveau-Testament, mais leur seule loi est celle qu'ils font eux-mêmes. Le concile de Bâle n'a-t-il pas osé décla-

1. Goll, *Tchas.*, 1881, p. 32; Kheltchitsky, Réplique à Rokytsana, publiée par Goll, *Quellen*, II, p. 93.
2. *Postilles*, dans le *Vybor*, II, p. 624.



rer que, même si la communion sous les deux espèces avait été établie par Jésus, l'Église ne serait pas liée pour cela [1]. L'Antéchrist, fier de ses cardinaux, de ses évêques, de ses princes, de ses seigneurs, de ses soldats, ne dissimule même plus ses projets : Dieu est condamné, ses lois violées, ses confesseurs jetés en prison, excommuniés et brûlés.

Qui sont-ils donc, ces hommes qui mettent ainsi leur propre volonté à la place de celle du Sauveur? Partout le scandale et la honte. « L'Église romaine est rongée par l'orgueil depuis le pape jusqu'au sonneur [2]. » La simonie s'étale. Les prêtres n'ont qu'un souci : s'enrichir et jouir. Vous ne pouvez mériter par vos œuvres la clémence céleste, disent-ils au peuple ; heureusement, nous sommes là : vous participerez à nos messes, à nos jeûnes, à nos prières ; ne vous inquiétez de rien que de remplir notre bourse. D'une ignorance crasse, perdus de mœurs, dominés par la fièvre de l'argent et des plaisirs, il en est qui ne seraient pas dignes qu'on leur confiât la garde des pourceaux, et ils ont charge d'âmes [3]. — Et les moines! Beaux saints vraiment, qui ne daignent pas se contenter de la règle que le Sauveur a donnée à tous les hommes, et qui cachent leur cupidité et leurs débordements sous le manteau du sacrifice et de la pauvreté. Les docteurs sont fiers de leur science, mais la science qui se détourne de la vérité n'est qu'un instrument de mort et de damnation. Que dire du chef de ces impies, le pape, qui, dans son insolente impudence, s'attribue le pouvoir de lier et de délier! La colère de Dieu s'abattra, terrible, sur tous ceux qui se sont élevés contre la vérité. « Tremblez, papes couronnés, évêques, archevêques, vous tous qui combattez hypocritement Jésus, voulez étouffer sa loi et régner dans la tranquillité et les plaisirs. Tremblez, vous tous, les principaux ennemis de la croix, qui raillez

1. Réplique à Rokytsana ; Goll, *Quellen*, II, 87.
2. *Osviéta*, p. 374.
3. *Osviéta*, p. 376.

la vie pauvre et humble du fils de Dieu et ne croyez pas à sa parole[1]. »

La société civile n'est pas moins atteinte par la corruption que l'Église. Les pages dans lesquelles Kheltchitsky nous décrit les souffrances des pauvres et des serfs, l'injustice des seigneurs, sont au nombre des plus éloquentes qu'il ait laissées. Il est né au milieu des paysans; il a vécu de leur vie de longues années : son âme droite et tendre crie d'indignation au souvenir de ce qu'il a vu partout autour de lui. Sa déposition, trop émue pour être déclamatoire, nous touche parce que nous la sentons sincère, que sous la phrase biblique nous apercevons le fait réel, les empiètements de la noblesse, le paysan puni de ses révoltes par une servitude plus lourde. Les plantes, nous dit-il, résolurent un jour de se donner un roi; elles offrirent la couronne d'abord à l'olivier, puis au figuier et à la vigne, qui la refusèrent. Elles s'adressèrent au chardon qui accepta. « Puisque vous m'avez élu roi, leur dit-il alors, vous sentirez que je suis votre maître : je vous gouvernerai si bien que peu d'entre vous garderont intacte leur écorce. » Pauvres plantes, malheureux paysans qu'on écorce comme un tilleul. Racle, racle, dit celui-ci; le paysan est comme le saule qui vit dans l'eau, il se guérit vite. — Mais pourquoi donc pas? reprend un autre, tout reluisant de graisse, au ventre rebondi. Ce sont nos gens, nos pères les ont achetés, ils nous appartiennent pour toujours; nous en avons la preuve dans nos papiers et dans les registres publics. Pourquoi n'userions-nous pas de nos droits et de notre autorité sur eux? — Vos pères vous ont laissé des titres en règle, je n'en doute pas, mais ils vous ont transmis aussi un autre héritage, c'est la mort et l'enfer. Ils ont acheté et ils vous ont légué des terres et des âmes[2]! ils ont acheté ce

1. *Osvieta*, p. 304.

2. Kheltchitsky condamne-t-il la propriété ou seulement le mauvais usage de cette propriété? Son opinion me paraît un peu flottante. Je traduis aussi exactement que possible : « Si vos pères vous ont acheté des hommes avec des biens et des terres, ils ont acheté ce qu'ils n'avaient pas le droit d'ache-



qu'ils n'avaient pas le droit d'acheter, on leur a vendu ce qu'on n'avait pas le droit de leur vendre. Ces hommes avaient déjà un maître, Dieu, qui les a créés dans sa bonté et qui fait plus de cas d'un d'entre eux que de tous les trésors du monde. Le Christ les a rachetés, non avec de l'or et de l'argent, mais avec ses souffrances et son sang. Et ces libérés du Sauveur, vous usurpez sur eux une autorité sans limites : vous leur demandez de vous assurer une vie d'oisiveté et de luxe. Ils sont méprisés, moins bien traités que des chiens; on s'engraisse de leurs souffrances, on s'amuse de leurs larmes, on les accable de corvées comme un bétail réservé à l'abattoir. Au jour du jugement, ces larmes et ces souffrances crieront contre le mauvais maître. Un chrétien doit-il gouverner comme un païen ? Ne sommes-nous pas tous les fils d'Adam, souillés du même péché, affranchis par la même grâce! Aimez-vous les uns les autres, a dit l'apôtre, et qui aime son prochain remplit la loi [1]. — Ces revendications de l'égalité et de la dignité humaines sont fréquentes chez les prédicateurs chrétiens : est-il téméraire d'admettre cependant que le spectacle de la révolution oligarchique qui s'accomplissait alors et des misères du peuple a contribué à faire mieux comprendre à Kheltchitsky les paroles de l'Évangile, comme il a donné à ses protestations, qui par elles-mêmes ne sont que des lieux communs, un accent plus pénétrant et plus ému?

ter sur un domaine qui n'était pas à eux. Car telle est la véritable parole de Dieu : à Dieu appartient la terre et toutes ses dépendances, les montagnes, les vallées, les continents, les provinces ; il est le seigneur de tout, et il gouverne dans sa justice souveraine les cieux et les terres qu'il a créés. Qu'ont donné vos pères pour cette terre qui est à lui, afin de vous la laisser en toute propriété, à vous, ses ennemis? Celui qui n'est pas de Dieu, ne peut ni jouir justement de ce qui appartient à Dieu ni le posséder; il n'a d'autre titre que celui d'un usurpateur qui, injustement et par violence, occupe et détient un bien qui ne lui appartient pas. » (*Osviéta*, 18-,5, p. 444). Il semble, dans ces paroles, que Kheltchitsky n'admet de légitime propriété que celle des justes : mais un peu plus loin et dans la suite du raisonnement, il ne parle plus que des mauvais traitements infligés aux serfs, de l'injure faite au Sauveur quand on regarde comme des bestiaux les créatures qu'il a rachetées de son sang; la première partie semble perdre ainsi un peu de son sens absolu et ne s'appliquer qu'à la possession de l'homme par l'homme. Les Frères n'ont jamais prêché le communisme.

1. *Osviéta*, 443-450



Prenons garde cependant de nous y tromper : Khéltchitšky est peut-être un révolutionnaire, ce n'est certainement pas un révolté. — Le riche et le noble qui abusent de leur autorité seront punis, mais Dieu seul a le droit de les frapper. Que le chrétien obéisse à son maître, quelque injustes que soient ses exigences; son humilité et ses souffrances lui serviront devant le Juge suprême. Le fidèle vit en dehors de l'État, mais ne s'insurge pas contre lui. La loi divine est la seule qu'il reconnaisse, mais elle lui ordonne de s'incliner devant les pouvoirs établis : rendez à César ce qui est à César. Toute tentative de résistance est criminelle; toute guerre, même la plus juste, est impie et mauvaise [1]; tout recours à la force est un péché. Le chrétien, lésé dans ses intérêts, se résigne et se soumet; si l'on exige de lui une action que lui interdit sa conscience, si on veut le contraindre, par exemple, à porter les armes ou à trahir la vérité, il refuse d'obéir, mais sans révolte, et subit avec résignation le châtiment de sa résistance. Il n'accepte aucune fonction publique, parce qu'il ne le pourrait guère sans compromettre le salut de son âme [2]; il ne siège pas dans les tribunaux parce que la punition des coupables est une sorte de vengeance et que le disciple de Jésus ne se venge pas; l'Évangile d'ailleurs réprouve la peine de mort comme le serment. Pénétrés de la loi du Christ, les fidèles ne cherchent pas à s'élever au-dessus de leurs frères : il n'y a parmi eux ni nobles ni vilains, ni seigneurs ni serfs, ni maîtres ni esclaves; tous sont égaux, également anoblis par le sacrifice du Fils de Dieu. Attentifs à éviter les pièges de Satan, ils ne recherchent pas la richesse, évitent le commerce qui surexcite l'avidité et ne va guère sans fourberies : les poids et les mesures ne sont-ils pas déjà une marque de défiance, une injure au prochain? L'habitation des villes est dangereuse pour le salut; Caïn les a inventées,

1. Voir sur l'importante discussion relative à la légitimité de la guerre, au début des guerres hussites, Goll, *Tchas.*, 1881, p. 10, et *Quellen*, II, p. 12-14 et 47-57.
2. Goll, *Quellen*, II, p. 95.



ainsi que les châteaux et les meurtres et les brigandages qui en sont sortis : ceux qui s'enferment derrière les murailles veulent en effet faire violence aux autres ou opposer la force aux attaques de leurs adversaires. Mais cette pensée de résistance est à elle seule une révolte contre la loi de Dieu [1]. Peu de métiers sont exempts de tentations et de périls; le plus sûr est l'agriculture, où l'on vit dans la méditation, l'humilité, le travail et l'obéissance.

Que l'enseignement évangélique de Kheltchitsky ait exercé sur quelques imaginations enthousiastes un irrésistible prestige, qu'il ait rallié autour de lui quelques âmes fatiguées des agitations terrestres et froissées du triomphe de l'iniquité, nul ne saurait s'en étonner. Mais qu'il soit sorti de là une secte considérable, qu'un système qui supprimait toutes les institutions sociales, ecclésiastiques et politiques, ait obtenu une rapide et brillante fortune, nous en éprouvons quelque surprise.

En réalité, la doctrine de Kheltchitsky convenait merveilleusement à la fatigue d'esprits surmenés et désabusés. On était las des discussions et des conflits. Après tant de colloques et de recherches, la vérité était-elle plus évidente? A quoi bon s'obstiner à des querelles philosophiques qui ne produisent que la confusion et la haine? Une seule chose est salutaire : aimer Dieu et le servir. — On en a appelé aux armes, versé des ruisseaux de sang. L'Antéchrist, si souvent vaincu, est plus redoutable que jamais; le joug qu'on a essayé de secouer, est retombé, plus lourd. Que reste-t-il au fidèle? — A s'incliner devant la volonté de Dieu qui l'éprouve. A la période de résistance succède la période de résignation. Les disciples de Kheltchitsky, les Frères, nous apparaissent ainsi comme les continuateurs des Taborites, précisément parce qu'ils sont si différents d'eux : c'est la dernière et nécessaire phase de la maladie révolutionnaire : après les héros, les martyrs.

La question, fort discutée, de savoir de quels éléments

1. *Osvěta*, 1875, p. 448.



divers Kheltchitsky a formé son système, me paraît ainsi intéressante, mais secondaire. Il a beaucoup emprunté à Hus et aux théologiens tchèques qui ont eu une action plus ou moins profonde sur le mouvement des idées au xve siècle; il a subi plus qu'aucun autre écrivain peut-être de cette période l'influence de Wiclif dont il accepte la plupart des conclusions [1]. Il est certain enfin qu'il y avait des Vaudois en Bohême, au commencement du xve siècle, dans la Bohême méridionale surtout, c'est-à-dire dans la région où se répandirent le plus rapidement les idées radicales, et il est très probable que Kheltchitsky a recueilli au moins la tradition de leurs prédications [2]. Mais arrivât-on à démontrer, phrase par phrase, qu'il a simplement reproduit les idées répandues autour de lui, il n'en demeurerait pas moins que des causes plus générales expliquent seules son originalité et son influence.

L'invention ne consiste guère à dire ce que personne n'a dit auparavant : en matière religieuse surtout, tous les novateurs vivent sur un fonds commun qui n'a pas varié depuis les origines du christianisme : les adversaires les plus

1. Kheltchitsky a exprimé avec beaucoup de netteté ses sentiments pour Wiclif dans sa Réplique à Rokytsana (publiée par Goll, *Quellen*, II. p. 83) : « Comme tu cites Wiclif et aucun autre docteur, dit-il, tu sembles l'avoir en plus haute estime que les autres; ou peut-être l'as-tu pris pour caution, parce que tu crois que je m'appuie de préférence sur lui, tandis que je rejette les autres opinions des hommes et que je fais peu de cas des autres docteurs. Sache que je m'attache à tous les maîtres, les maîtres sacrés ou ceux de maintenant, autant que leur science m'a montré la voie et m'a ouvert l'intelligence de tout ce que Dieu ordonne dans sa loi. J'ai à la vérité une estime particulière pour Wiclif, parce que, à ce que j'entends dire, aucun des anciens ou des nouveaux docteurs n'a aussi bien parlé et écrit contre le poison qui s'est infiltré dans l'Église. » Mais ce respect profond n'entraîne pas l'abdication de la réflexion, et Kheltchitsky réclame vis-à-vis de lui comme de tout autre son indépendance complète. M. Goll, (p. 36), signale en effet une différence fort importante entre Kheltchitsky et Wiclif : d'après celui-ci, l'harmonie doit régner entre l'Église et l'État; d'après celui-là, il ne doit y avoir entre eux aucun rapport.

2. Il est démontré aujourd'hui que les doctrines vaudoises ont exercé une très réelle influence sur le développement du Hussitisme et en particulier sur les sectes populaires. Cp. *Preger, Ueber das Verhæltniss der Taboriten zu den Waldensern*, Munich 1887. Mais on tend maintenant à l'exagérer. Müller va de même trop loin quand il dit que les Frères « sont des Vaudois hussites. » Voir Goll, *Die Waldenser im Mittelalter und ihre Literatur*, dans les *Forschungen de Sickel*, 1888, p. 345.



éloignés se distinguent moins par l'ensemble des croyances, dont la somme est toujours sensiblement la même, que par l'importance relative qu'ils attribuent à certains dogmes. Quelles que soient donc les sources dont il s'est inspiré, Kheltchitsky est avant tout le fils légitime et direct du mouvement hussite. Il le termine et l'achève : il traduit avec une éloquence supérieure et une logique inflexible les aspirations d'une partie du peuple à cette heure de la révolution, — l'amour libre de Dieu, la rénovation morale en dehors de toute intervention officielle. Par là s'explique que, sans propagande, il ait laissé plus de disciples qu'il ne l'espérait, peut-être même qu'il ne le désirait. Sa mort (de 1455 à 1457) passa inaperçue comme sa vie avait été ignorée, mais la semence jetée au vent avait trouvé un sol bien préparé, et, un quart de siècle plus tard, dans les districts les plus éloignés de la Bohême, des milliers de croyants, instruits par ses leçons et convertis à sa doctrine, travaillaient à construire l'église idéale qu'il avait entrevue [1].

1. Les adversaires des Frères se rendirent un compte très net des conséquences antisociales de ces doctrines : voici par exemple ce que dit le jésuite Venceslas Sturm, dans sa *Comparaison de la foi* (*Srovnani Viry*, 1582) : « J'avais beaucoup entendu parler de Kheltchitsky et j'étais curieux de savoir ce que c'était que cet homme et les mérites qui lui valaient tant de louanges des Frères. J'ai commencé ainsi à lire avec beaucoup d'avidité le *Filet de la foi*, livre assez étendu et développé. Il est rempli de tels blasphèmes contre Dieu et les saints, de telles attaques contre les personnes laïques et ecclésiastiques, d'erreurs si énormes et si effrayantes que je n'ai pu me défendre par moments d'une certaine terreur. Il est dirigé en partie contre les autorités temporelles et spirituelles et il attaque les droits des citoyens, de l'empereur, des ecclésiastiques, de telle sorte que si les gens suivaient ce livre et ses doctrines, *il ne pourrait plus subsister de villes, d'état, de royaume, d'empire, de seigneurs, de classes, de droit, de constitution :* toutes choses devraient disparaître et être détruites. Il n'est pas seulement contraire à l'Écriture, mais à la loi naturelle et à la raison. » (Cp. Sabina, *Histoire de la littérature tchèque*, p. 742.) Le passage me paraît curieux parce qu'il met très nettement en présence le christianisme officiel, expurgé à l'usage du monde, et le christianisme primitif et réel.



IV

Du vivant de Kheltchitsky, quelques fidèles s'étaient réunis autour de lui, attirés par sa piété, sa douceur, le charme de ses discours. Les « amis de Kheltchitsky », c'était le nom qu'on donnait à ce petit cercle, ne formaient pas une véritable secte. Évitant autant que possible les discussions dogmatiques, ils accordaient beaucoup moins d'importance aux cérémonies extérieures ou aux symboles précis qu'à la pureté des mœurs et à la sincérité de la foi. Le vice les choquait surtout chez les prêtres, et, sans se séparer de l'Utraquisme officiel, ils éprouvaient quelque répugnance à recevoir de mains indignes les sacrements et en particulier la communion.

Cette question, de la dignité indélébile conférée par l'ordination, si grave par ses conséquences, puisque, résolue négativement, elle conduisait à une rupture complète avec la catholicité et à la formation d'une Église indépendante, avait longtemps tourmenté Kheltchitsky. Il y revient à diverses reprises, hésitant, pris de terreur à son tour à l'idée de briser en quelque sorte le lien matériel et mystique qui rattache aux apôtres les générations successives. Il s'efforçait à croire que le prêtre coupable, pourvu qu'il ait conservé la vraie foi, garde, en dépit de ses fautes, le pouvoir de donner les sacrements et de consacrer; mais cette conviction de tête ne dissipait pas ses doutes qui se trahissent à diverses reprises : il compare les prêtres indignes à des nuages sans pluie et à des fontaines sans eau, il conseille de les éviter, parce que leurs exemples sont pernicieux et que leurs exhortations ne viennent pas du cœur et ne vont pas au cœur. Ses disciples éprouvaient les mêmes défiances, les mêmes dégoûts, renonçaient aux sacrements plutôt que de les recevoir affaiblis et déshonorés par la débauche ou

la simonie. Des inquiétudes analogues, vers la même époque, chassaient à travers la Bohême les auditeurs de Rokytsana; toutes leurs recherches étaient demeurées inutiles jusque-là : à Kheltchitse seulement ils devaient trouver ce qu'ils poursuivaient avec angoisse, la paix de l'âme et la sûre promesse du salut.

Rokytsana connaissait déjà sans doute Kheltchitsky lorsque les événements le mirent en rapport direct avec lui, probablement pendant ses années d'exil, 1437-1448. L'indignation et la colère que lui inspiraient la perfidie et les progrès des Catholiques, sa douleur à la pensée de la Réforme compromise, ses rancunes contre les nobles qui l'abandonnaient, le disposaient à quelque sympathie pour des hardiesses dont il n'aperçut pas aussitôt toutes les conséquences : un exilé n'entend pas tout à fait de la même manière qu'un archevêque, même non reconnu par le pape. Son imagination, toujours prête aux entraînements, fut touchée de ce qu'il y avait de droit, d'élevé, de réellement pieux dans cet apôtre qui attaquait avec tant de véhémence les vices publics et privés. Kheltchitsky, de son côté, comprit la supériorité réelle de ce chef qui, mieux fait pour l'opposition que pour le commandement, était plus grand dans la persécution que dans la victoire. Séparés bientôt par la vie plus encore que par les divergences dogmatiques, ces deux hommes, qui représentaient des doctrines si opposées, se souvinrent toujours avec émotion de leurs relations passagères [1]. En présence du désarroi moral de ses auditeurs, fort découragés par leurs tentatives inutiles, Rokytsana n'hésita pas à leur recommander la lecture des œuvres de Kheltchitsky et à les mettre en relations avec lui. Ils étaient admirablement préparés pour recevoir la bonne parole, et ils n'eurent plus dès lors qu'une pensée : s'éloigner de l'Église qui s'était éloignée de Jésus, fonder une confrérie qui vivrait loin de la violence et du mal dans l'adoration et la charité.

1. Voir sur ces relations de Rokytsana et de Kheltchitsky, Schulz, *Osvěta*, 1875, p. 211-215.



Le séjour de Prague leur devenait odieux : « Ils ne pouvaient y garder leur bonne conscience et compromettaient leur salut avec des gens qui faisaient tout ce qu'ils trouvaient mauvais. » Ils essayèrent, semble-t-il, d'obtenir de Rokytsana qu'il se mît à leur tête, qu'il se retirât du monde [1]. L'archevêque appartenait à l'Église militante bien plus qu'à l'Église triomphante ; la lutte était pour lui un besoin, et sa retraite, à ce moment, eût été une lâcheté. Il refusa de quitter son poste, mais il aida du moins ses disciples à exécuter leur projet. Sur la frontière nord-est de la Bohême, dans une région dépeuplée par la guerre, Georges de Podiébrad possédait le domaine de Iamberk (Senftenberg) ; après la prise de Tabor, quelques prêtres, dont on se défiait, avaient été emprisonnés dans le château de Lititse qui dépendait de cette seigneurie. Sur la prière de Rokytsana, Georges accorda sans peine à ceux qui la lui demandèrent la permission de s'établir dans le bourg de Kounvald qui dépendait du domaine de Iamberk [2]. Les émigrants partirent sous la conduite de Grégoire, qui resta depuis lors leur véritable chef. Le curé de Iamberk, Michel, vint se fixer au milieu d'eux ; ses vertus et sa foi lui méritèrent la confiance entière de ses paroissiens, et il accepta docilement la direction de Grégoire [3].

La nouvelle communauté ne se composait que d'une poignée d'hommes, mais les courses des auditeurs de Rokytsana en Bohême les avaient mis en relations avec beaucoup de personnes que tourmentait la même fièvre religieuse. Les adhésions arrivèrent assez vite, de côtés fort différents : quelques amis de Kheltchitsky, en fort petit nombre, quelques Picards. (On désignait sous ce nom les membres des divers partis extrêmes, en particulier ceux qui niaient la présence réelle.) Sans existence légale, sans chefs, sans credo, ils demandèrent un refuge aux frères de

1. Gindely, I, p. 38.
2. Nous ne connaissons pas exactement la date de la fondation de cette colonie ; M. Goll pense que c'est en 1457 ou 1458 (*Tchas.*, 1884, p. 44).
3. *Id.*, p. 457-60.



Kounvald ; Grégoire ne crut pas possible de les repousser, il leur imposa seulement un temps d'épreuve. Les Vaudois avaient suivi avec un vif intérêt le mouvement religieux tchèque : désireux de mieux connaître les Hussites, ils avaient envoyé en Bohême des missionnaires qui en étaient revenus avec une foi plus vive, moins timide : quelques-uns des plus hardis, décidés à sortir d'une situation indécise et fausse, se joignirent à la communauté nouvelle. En Moravie, un prêtre de Kromiérziz (Kremsier), Étienne, avait réuni autour de lui un petit groupe de fidèles, assez semblable à celui des auditeurs de Rokytsana. Leurs invectives contre l'Église officielle irritèrent le clergé : deux d'entre eux furent mis à mort. Les autres, conduits par Étienne, commencèrent en Moravie et en Bohême un douloureux pèlerinage. Affaiblis par les divisions, chassés de ville en ville, dénoncés, emprisonnés, toujours suspects bien qu'une enquête les eût déclarés purs de toute hérésie, ils rencontrèrent Grégoire à Klatov en 1460 et se jetèrent dans ses bras [1]. Le nombre des frères augmentait peu à peu, toujours très faible encore. Un autre disciple de Rokytsana, le prêtre Martin, s'était joint à eux : il s'était établi dans la petite ville de Krtchin, à quelque distance de Kounvald, probablement avec l'autorisation des seigneurs de Ryzmbourk, dont elle relevait. Il avait entraîné avec lui quelques personnes, et Krtchin devint le second centre de l'Unité. Si Michel et Martin étaient les chefs réguliers, Grégoire restait le chef réel, l'apôtre : il parcourait le pays, faisait des prosélytes, jetait les bases de communautés nouvelles, et sa propagande préparait le rapide développement de la nouvelle Église.

Son zèle était quelquefois imprudent : comment se comporteraient vis-à-vis les uns des autres ces éléments venus de points si éloignés du monde chrétien? Éviterait-on les divisions et les schismes? Dès les premières années le péril apparut. Les Picards, revenus à leurs erreurs, niaient

1. Goll, *Tchas.*, 1884, p. 160-161.

la présence réelle, au grand scandale de ceux qui avaient conservé la doctrine orthodoxe. L'agitation des esprits était extrême, et la communauté naissante semblait menacée de succomber au mal endémique de la Bohême, les discussions religieuses. Elle fut sauvée par Grégoire. Il ne se plaisait guère aux spéculations hasardeuses, et son dernier conseil aux Frères, sur son lit de mort, fut de se défier des savants [1], mais il n'était pas cependant indifférent à la vérité et au dogme. Son dévouement, son activité, la netteté de sa pensée, les services qu'il avait rendus, lui assuraient une influence contre laquelle personne ne pensait à s'insurger. Dans le synode de Kounvald (1459 ou 1460), il fit rejeter solennellement les doctrines picarde et taborite sur l'Eucharistie : les fidèles ne devaient lire aucun traité sans l'avoir montré aux anciens. Cette déclaration solennelle était nécessaire ; il n'est pas possible de supposer l'existence d'une Église dont les membres seraient divisés sur les points essentiels. Depuis un demi-siècle le principal effort des discussions religieuses avait porté sur l'Eucharistie, et les diverses sectes se distinguaient surtout par la formule qu'elles acceptaient sur ce point : l'Unité ne pouvait subsister que si elle prenait nettement parti. La plus vulgaire prudence exigeait, d'autre part, que l'on prévînt une confusion fâcheuse avec ceux qui niaient la présence réelle : toute la tactique des ennemis des Frères consista en effet à établir entre les Picards et eux une complète solidarité ; il importait de marquer clairement la distance qui séparait l'Unité d'un parti compromis devant l'opinion publique par ses excès et plusieurs fois condamné par les diètes [2]. Les Frères d'ailleurs ne se laissèrent pas

1. Jiretchek, *Rukoviét*, II, p. 167.

2. Il n'est de pires sourds que ceux qui ne veulent pas entendre ; aussi on continua à confondre les Frères avec les Picards. Un des griefs les plus souvent répétés contre eux, c'est qu'ils nient la présence réelle, ce qui est faux. Voici, par exemple, ce qu'écrit Grégoire a Rokytsana, au moment de la persécution (cité par Gindely, I, n. 36.) « Martin Loupatch, — c'était l'évêque utraquiste, — à qui nous avons confessé notre doctrine n'y a rien trouvé à reprendre. Pierre Kheltchitsky aussi, qui a beaucoup écrit sur ce

entrainer sur la pente glissante des abstractions dogmatiques : ils n'éprouvèrent pas le besoin de rédiger un symbole détaillé. Il n'est pas jusqu'aux termes de la résolution relative à la communion, la seule qui vise le dogme, durant la première période de l'Unité, qui n'indiquent cette aversion de la théologie pure; elle invite les fidèles « à laisser de côté les traités, à s'en tenir à la loi divine et à croire simplement. »

Par une conséquence naturelle, les questions de discipline générale ou individuelle passent au premier plan et les Frères ont une organisation et une règle morale bien avant d'avoir un credo [1]. LUnité ne condamne pas la propriété individuelle, mais elle voit dans la pauvreté volontaire le signe de la perfection chrétienne. Les fidèles qui distribuent leur fortune aux infirmes, aux veuves, aux orphelins, ceux surtout qui ont refusé de sauver leurs richesses en trahissant la vérité, en seront récompensés au centuple. Les Frères ont le droit de disposer de leurs biens par testament; mais, à la veille de paraître devant le Juge suprême, ne vaut-il pas mieux s'affranchir de ces soins terrestres? Les prêtres, tenus de donner l'exemple d'une vertu plus haute, vivent dans la pauvreté évangélique, demandent au travail leur pain quotidien et consacrent aux aumônes tout ce qui n'est pas absolument nécessaire à leurs besoins. Leurs fonctions sont purement spirituelles, toutes les questions matérielles sont du ressort d'un gouverneur (hospodar) et d'une gouvernante (hospodyn), qui rappellent les diacres de l'Église primitive; ces derniers visitent les

sujet, a pensé que le meilleur était de croire ce qu'a enseigné Jésus-Christ. » La doctrine des Frères, à ce moment, repose en effet sur les paroles mêmes de l'Écriture : Ceci est mon corps (présence réelle), et le pain que nous rompons, c'est-à-dire négation de la transsubstantiation. L'erreur, plus ou moins volontaire des ennemis des Frères, peut s'expliquer en partie par l'importance qu'ils attachaient au maintien de la substance du pain et du vin. — Au début, ils recevaient la communion debout pour protester contre l'adoration de l'hostie. Cette habitude provoqua un tel scandale et donna lieu à tant de calomnies, qu'ils se décidèrent à l'abandonner (*Schweinitz*, p. 221).

1. Cette tolérance théologique reste un des traits les plus remarquables de l'Unité. Elle explique aussi les très nombreuses variations qu'elle a traversées.



malades, répartissent les secours, distribuent les biens laissés à la Communauté par les membres morts intestats. La haute direction de l'Unité appartient à un conseil suprême formé par les anciens [1].

Chacun des Frères veille au progrès moral des autres, avertit les insouciants, encourage les faibles, réprimande les pécheurs, toujours prêt aussi à accepter avec reconnaissance et contrition les conseils et les remontrances. Dans les cas graves les coupables sont exclus de la sainte table, et, s'ils ne s'amendent pas, excommuniés, c'est-à-dire chassés de l'Unité.

Les Frères ne prétendaient pas que nul ne pût être sauvé en dehors d'eux et reconnaissaient qu'il y avait des élus partout, même parmi les serviteurs du pape. Ils tendaient cependant instinctivement à former une Église complètement séparée des autres. Peu à peu ils s'écartaient des rites ordinaires, supprimaient les ornements, simplifiaient la messe, condamnaient l'élévation et l'adoration du Saint-Sacrement. Ils ne se résignaient pourtant pas à rompre franchement avec l'Utraquisme, et leur incertitude se fût peut-être prolongée quelque temps, quand les événements précipitèrent la crise.

Les pouvoirs réguliers, ecclésiastiques et politiques, n'ont qu'une médiocre sympathie pour les réformateurs qui leur demandent de modifier toutes leurs habitudes. Les prêtres des paroisses voisines de Kounvald, impuissants tant que les dissidents ne prêchaient que la réforme morale, profitèrent des changements introduits par eux dans le service divin pour les dénoncer et invoquer contre eux l'appui du bras séculier. La situation du roi Georges de Podiébrad était alors des plus difficiles; il venait de monter sur le

1. Sur cette organisation primitive de l'Unité, v. Goll, *Tchas.*, 1884, p. 166. On s'est imaginé quelquefois que les Frères étaient de véritables moines, vivant en commun et soumis à une règle. Rien de moins exact. La vie conventuelle et les institutions monastiques ont toujours au contraire été condamnées par eux. Le nom de Frères qu'ils se donnaient n'avait qu'un sens mystique et chacun gardait sa maison séparée et son existence indépendante.



trône et il n'avait pas encore le royaume bien en main; de nombreux seigneurs supportaient avec impatience son autorité et épiaient une occasion favorable de révolte; il le savait, et il n'avait pour lui ni la force de la tradition et de la naissance, ni l'appui unanime de la nation. Son intérêt comme son patriotisme lui prescrivait de ne pas exposer la Bohême aux calamités d'une nouvelle guerre religieuse; il craignait la Curie et la ménageait. Quelles que fussent d'autre part ses convictions personnelles, sa cause était attachée à celle des Calixtins : ils l'avaient fait roi, ils étaient ses seuls alliés véritables. Dès qu'on attira son attention sur les Frères, il se crut obligé de sévir, par conscience comme par politique. Il n'éprouvait certes aucune sympathie pour ces dissidents qu'il connaissait mal et dans lesquels il ne vit probablement au début que les continuateurs des Taborites. Il les avait sans cesse trouvés sur son chemin, ces fanatiques qu'aucune défaite n'écrasait, qu'aucun engagement ne liait, que tous ses adversaires, même les Catholiques, étaient sûrs d'avoir pour alliés. Ces émigrations, ces courses à travers le pays, ces prédications, ces synodes, étaient-ils le prélude d'une nouvelle insurrection [1]? Lorsque l'ordre

1. Goll a quelque peine à admettre que le roi ait été assez mal renseigné pour accepter au pied de la lettre les accusations des ennemis des Frères; il ne les a pas pris, pense-t-il, pour les continuateurs des Taborites, mais il avait besoin de prouver au pape sa bonne volonté, et par politique, il a frappé les Frères. (*Tchas.*, 1884, p. 450.) — Pourquoi cependant Georges aurait-il été si bien renseigné? Rokytsana, qui aurait pu dire la vérité, n'était pas en faveur et ne fut pas consulté. Les Frères n'étaient encore qu'une poignée d'hommes, et il n'est pas étonnant que leur doctrine fût mal connue. La différence qui les séparait des Taborites au point de vue du dogme était profonde, mais assez obscure, et la preuve, c'est que la plupart des historiens, avant Goll, ne l'ont pas aperçue; les adversaires qui les accusaient de nier la présence réelle n'étaient pas tous de mauvaise foi; Georges, qui ne se piquait pas d'être un grand clerc en matière de dogme, ne pouvait-il pas s'y tromper? La confusion était d'autant plus permise qu'il y avait certainement dans l'Unité un certain nombre d'anciens Taborites. Au début, la Révolution avait présenté les mêmes symptômes. Le rapprochement est si naturel qu'il apparait à plusieurs reprises de côtés différents. — A l'origine aussi, les Taborites s'étaient mis en route avec des bâtons et avaient souffert le martyre, « mais ils étaient ensuite partis pour combattre avec des voitures, des faux, des fusils, des canons, et là où on ne les accueillait pas, ils se battaient, conquéraient, pillaient, brûlaient. » (Valetchovsky). Chose curieuse, les Frères semblent eux-mêmes hantés par la crainte que l'Unité



commençait à renaître, fallait-il que des criminels ou des fous le compromissent, et, en réveillant les inquiétudes du pape, rendissent peut-être inutiles toutes les négociations? Si le roi apprit par la suite à mieux connaître les doctrines de l'Unité, ses préventions n'en furent pas sans doute beaucoup diminuées; quel État, quelle société seraient possibles avec de semblables théories? Comme jadis les magistrats de la Rome impériale, les représentants de l'ordre légal au xv[e] siècle voyaient dans les disciples de Jésus-Christ les ennemis du genre humain.

La persécution contre les Frères commença probablement vers 1460. On interdit les assemblées de Kounvald, mais ils continuèrent à se réunir sur le territoire de Rychnov qui devint alors leur centre le plus important. Les quelques membres que l'Unité avait recrutés à Prague [1], étaient les plus menacés, et ils ne furent pas toujours très prudents. Grégoire s'était rendu auprès d'eux, et, bien que les prédications secrètes fussent interdites, ils étaient rassemblés en assez grand nombre pour prier Dieu, quand ils furent prévenus par un avis officieux qu'ils allaient être arrêtés. Grégoire les invita à se disperser : quelques-uns refusèrent de s'éloigner, pris de ce besoin de souffrances, de cette folie du martyre, si fréquents à l'origine des religions, déclarant « qu'ils voulaient déjeuner des tenailles et dîner du bûcher ». Conduits en prison, ils ne sortirent pas tous victorieux de l'épreuve qu'ils avaient provoquée : « après avoir déjeuné, quelques-uns ne voulurent pas dîner [2]. » On les retint quelques mois, puis on les remit en liberté [3]; ils avaient abjuré leurs erreurs mais la formule d'abjuration, conçue en termes très généraux, d'une obscurité qui paraît voulue, semble calculée de manière à ménager la

ne subisse un jour une transformation pareille, prennent des mesures « pour qu'il ne se passe pas chez eux quelque chose comme au temps de Zizka. » (Loukach, Jiretchek, *Rukov.*).

1. Elle avait fait quelques prosélytes à l'Université.

2. Récit de Loukach; publié par Goll, *Tchas.*, 1884, p. 461.

3. Pas tous cependant; un d'eux resta même en prison jusqu'à la mort de Podiébrad (1471).



conscience des Frères [1]. La vérité est que l'archevêque utraquiste, Rokytsana, n'avait ni sollicité ni approuvé la persécution et qu'il s'efforça d'en atténuer la rigueur. Bien qu'il sentît les Frères lui échapper peu à peu, il avait encore trop d'amitié pour leur chef, un souvenir trop vivant de la sincérité de leur foi et de leur bonne volonté pour ne pas être tenté de les protéger. A ce moment de plus l'attitude du roi lui inspirait quelque défiance; il ne mit qu'un zèle médiocre à exécuter des ordres dont un évêque catholique avait été l'inspirateur. Grégoire en particulier fut ménagé, ne subit pas la torture [2] et fut remis en liberté après une courte et fort peu rigoureuse détention; on exigea seulement de lui qu'il approuvât en quelque sorte les mesures dont les Frères avaient été l'objet [3]. Le curé Michel, le prêtre Martin, qui avaient été aussi emprisonnés, furent de même bientôt renvoyés.

A peine relâché, Grégoire avait repris son œuvre de propagande : il fut arrêté une seconde fois dans le nord de la Bohême; de son cachot de Teplitse, il adressa au sous-chambellan du royaume une lettre qui nous révèle ce qu'il y avait de passion contenue dans cette âme qui s'était pliée si complètement à la soumission et au sacrifice. Elle est curieuse d'ailleurs par le jour qu'elle jette sur l'état des esprits à cette époque.

Quelques hommes d'État, refaisant à leur point de vue le raisonnement de Kheltchitsky, commençaient depuis assez longtemps déjà à trouver qu'il y aurait peut-être avantage à ne pas mêler aussi étroitement les questions politiques et religieuses; le malheur des temps avait fait des prêtres les véritables chefs du royaume : ne convenait-il

1. Les formules d'abjuration ont été publiées par Goll, *Tchas.*, p. 466-469.

2. C'est l'opinion à laquelle arrive Goll, et elle me paraît fort vraisemblable. Voir la discussion sur ce point, p. 465.

3. Il dut reconnaître que les pouvoirs publics avaient le droit d'intervenir dans les choses de la foi. Ce n'était pas en somme contraire à sa doctrine : le rôle de l'État n'était-il pas, d'après Kheltchitsky, de réveiller par la persécution le zèle des fidèles?

pas de les rappeler à l'obéissance? Un des représentants les plus remarquables de ce groupe de politiques, qui, malheureusement, ne devint jamais un parti, était Vaniék Valetchovsky de Kniézmost. Utraquiste, il avait donné des preuves de son dévouement à la Réforme, mais il s'intéressait moins au calice qu'à l'ordre public. Très riche, fort écouté, ce bourgeois de Prague, mêlé à toutes les affaires du pays, très au courant des ambitions et des intrigues des seigneurs, poursuivait l'union intime de la royauté et des villes. Leurs intérêts n'étaient-ils pas les mêmes, comme leurs ennemis? Ses efforts pour rétablir l'autorité royale sur les villes se heurtèrent souvent aux résistances du clergé utraquiste, très jaloux de l'influence prépondérante qu'il avait conquise dans les communes. Assez mal disposé déjà pour Rokytsana, Vaniék le rendit responsable des difficultés qu'il rencontrait et de l'anarchie universelle : dans son traité sur la *Domination des prêtres*, il lance contre l'archevêque les accusations les moins fondées et reproche au clergé de n'avoir d'autre loi que son ambition, et d'autre but que le pouvoir [1].

Les Frères se rendirent-ils compte de l'analogie de leur programme et de celui de Vaniék? Il est permis d'en douter; les faits ne se présentent pas avec cette clarté aux yeux des contemporains. Un instinct naturel les poussa à solliciter la protection d'un homme qui avait si rudement traité leurs adversaires. Dans sa lettre, Grégoire rappelle les malheurs et les ruines qu'ont entassés les guerres religieuses : les prêtres utraquistes, s'ils avaient le pouvoir, ramèneraient bientôt les mêmes calamités; Dieu sait que, pour lui, il a fait le sacrifice de sa liberté et de sa vie; il ne s'adresse à Vaniék que « pour écarter le mal futur et dans l'intérêt du petit troupeau de Dieu, » afin que, sous sa protection, il serve sans crainte le maître des cieux et de la terre. « Ne persécutez pas le peuple pour sa foi, dit-il plus loin, vous

1. Le traité de Vaniék contre la domination des pretres a été publié par M. Jar. Tchélakovsky, Prague 1881, avec une préface très intéressante.



n'en avez pas le droit, non pas même suivant la loi païenne. N'en avons-nous pas une preuve frappante dans l'empire romain? Ils gouvernaient le monde avec bienveillance, sagesse, tolérance; ils permettaient à tous leurs sujets de servir leurs Dieux, suivant leurs désirs, ne s'inquiétant que d'une chose, que les impôts fussent payés et l'autorité régulière respectée. » Et les Turcs? Que demandent-ils aux chrétiens? De renoncer au christianisme? Non, de se soumettre. Que de croyances différentes ne trouve-t-on pas à Lvov! La paix n'y est pas troublée cependant, parce que personne ne songe à imposer aux autres sa propre foi. En Bohême et en Moravie, le roi a rétabli la paix, grâce à Dieu, parce qu'il a respecté les diverses croyances, qu'il a permis à quelques villes de garder le calice et n'a pas contraint les autres à l'accepter. Quelle terrible accusation contre ce roi cependant, si, lorsque les oiseaux des cieux, les prélats orgueilleux et rebelles ont leurs demeures, quand les renards rusés et les Calixtins ont leurs tanières, le fils de l'homme n'a pas une pierre pour reposer sa tête! « Le pouvoir temporel n'a pas le droit de contraindre le peuple dans sa foi; il n'a d'autre fonction que d'assurer à chacun son droit. » — Mais, répond-on, l'État sera troublé par les divisions. — Mille sectes paisibles, soumises, qui ne réclament ni protection ni appui, ne compromettraient en rien la sécurité publique [1]. — Il y aurait quelque anachronisme à parler au xv[e] siècle de la séparation de l'Église et de l'État : il est certain cependant que la cause de l'Église libre dans l'État libre a été rarement défendue avec une raison plus ferme.

Les Frères n'ont pas été soumis à la difficile épreuve de l'exercice de l'autorité : s'ils étaient devenus majorité, seraient-ils restés fidèles à leurs principes? Il serait téméraire de rien affirmer : dans tous les cas, si le rôle et l'honneur des minorités est de défendre la liberté de conscience, ils ont compris leur devoir avec une remarquable intelligence

1. Cité par Tchélakovsky, p. 11-12.



et l'ont rempli avec une rare élévation : la postérité ne saurait l'oublier sans injustice.

Vaniék intervint-il en faveur des dissidents? Les paroles de Grégoire produisirent-elles quelque impression? Les documents ne nous en disent rien. De tels plaidoyers ne convertissent guère ceux auxquels ils s'adressent; ils passent par-dessus leurs têtes et, seules, les générations suivantes les comprennent. Quoi qu'il en soit, la persécution, d'abord assez menaçante, s'adoucit bientôt. Le roi était satisfait d'avoir fait montre de son zèle orthodoxe; trop d'affaires le sollicitaient d'ailleurs pour qu'il tînt très attentivement la main à l'exécution de ses ordres. L'archevêque ne demandait qu'à se montrer clément; à côté de lui, Loupatch, qui était, après Rokytsana, la plus haute autorité de l'Utraquisme et qu'avaient toujours attiré les doctrines radicales, était bien disposé pour les Frères et leur conserva son amitié jusqu'à sa mort (1464). Ceux-ci de leur côté se montrèrent plus réservés : avec un peu de prudence ils désarmèrent, pour quelque temps au moins, la colère royale. Leurs progrès ne furent pas même sérieusement interrompus. Ils étaient encore fort peu nombreux, mais, disséminés dans toute la Bohême, leur action s'étendait; les groupes, très multipliés, constituaient comme autant de centres d'attraction, se renforçaient peu à peu, se transformaient en Églises. Des synodes fréquents réunissaient dans une vie commune les congrégations dispersées, complétaient l'organisation, fixaient la doctrine. — Comme Jésus est mort et ressuscité, le vrai chrétien doit mourir au monde et renaître régénéré dans le Sauveur. Cette renaissance est la source de la vie chrétienne et l'origine du salut : elle se marque par le renoncement et la charité. Seul, le vrai chrétien fait un bon prêtre, et le mauvais prêtre remplit ses fonctions pour sa propre perdition et sans profit pour autrui. Les justes doivent se séparer de l'Église corrompue; en entrant dans l'Unité, ils reçoivent un second baptême.

Les prêtres, ordonnés par l'Église romaine, ne doivent-



ils pas aussi, avant d'être reconnus par les Frères, recevoir une nouvelle consécration? Les plus ardents l'affirmaient. De plus, les prêtres qui s'étaient joints à eux, étaient peu nombreux, assez âgés; s'ils mouraient ou étaient victimes de la persécution, que deviendrait la communauté, sans guides, sans pasteurs? Comment assurer l'avenir? Beaucoup reculaient toujours devant une solution radicale, éprouvaient une insupportable amertume à la pensée de briser de leurs propres mains les liens qui les rattachaient encore à leur ancienne Église, à son chef surtout, Rokytsana. Avaient-ils même perdu toute espérance de le ramener à eux? Sa tristesse, sa réserve n'annonçaient-elles pas une âme encore ouverte à la grâce? Ils cherchèrent un moyen terme, voulurent, avant de se mettre hors du monde catholique, épuiser tous les expédients. Ils eurent l'idée de s'affilier à quelque autre Église constituée; ils s'aperçurent bientôt que ni chez les Russes ni chez les Grecs, les Indiens, les Arméniens ou les Valaques, ils ne trouveraient ce qu'ils cherchaient, le culte fidèle de l'Évangile, l'imitation du Sauveur. Ils avaient entretenu, presque depuis l'origine, des relations assez intimes avec les Vaudois; ils eurent l'idée de se réunir à eux. Mais les Vaudois persistaient en général à ne pas se séparer extérieurement de l'Église romaine, prenaient part à ses cérémonies, recevaient les sacrements des mains de ses prêtres. Il semble au contraire que chez les Frères les derniers événements avaient provoqué un certain enthousiasme mystique qui se traduisait par le désir toujours plus ardent de rompre avec l'Antéchrist. Une importante réunion se tint à Lhota, sur le territoire de Rychnov (1467) : soixante membres, les plus respectés de l'Unité, y assistèrent. Parmi les Vaudois, une fraction radicale protestait depuis longtemps contre les timidités des modérés : elle se joignit aux Frères. L'assemblée, encouragée par divers signes dans lesquels elle vit une manifestation de la volonté divine, résolut de se donner un clergé indépendant : elle élut neuf de ses membres; une sorte de jugement de Dieu désigna ensuite trois d'entre eux qui furent



acceptés pour pasteurs. Pour ne pas provoquer de scandale, un vieux prêtre vaudois donna une apparence de consécration officielle aux élus de Dieu et de l'assemblée. Cela ne parut pas encore suffisant aux timorés, aux yeux desquels les évêques seuls avaient le droit de transmettre les pouvoirs sacerdotaux. Afin de calmer leurs scrupules, sans doute aussi dans la crainte de compromettre les destinées de l'Unité par un vice originel, les Frères, avec leur esprit ordinaire de modération et de réserve, sollicitèrent l'intervention d'un évêque vaudois, Étienne. Sa consécration fut transmise par Michel de Iamberk à un des élus, Mathias de Kounvald, le premier évêque de l'Unité [1].

Par l'élection des prêtres se trouvait terminée l'œuvre de constitution de l'Église nouvelle. Audace remarquable et qui devait passer pour une déclaration de guerre à l'Utraquisme. La réponse fut prompte ; Rokytsana lança contre les Picards un mandement très violent. Ses protestations véhémentes contre le sens que ses anciens auditeurs avaient prêté sans raison à ses paroles, ne dégageaient pas très nettement sa responsabilité. Il le sentait et en éprouvait une sourde colère. Sa polémique en garde un peu trop d'acrimonie. Il accuse les Frères de ne pas se prosterner devant le Saint-Sacrement, « devant lequel, suivant l'ordre donné par Dieu même, doit fléchir tout genou sur la terre, dans les cieux et dans les enfers [2]. » Mais son véritable grief

1. Cette question de l'élection des premiers prêtres est des plus obscures. Les documents sont contradictoires, ce qui s'explique parce que la plupart sont des œuvres de polémique ou des apologies. J'ai accepté l'opinion à laquelle s'est arrêté M. Goll et qu'il a rendue très probable. (*Quellen*, I, passim et particulièrement, p. 34.)

2. Les Frères, à ce moment, s'abstiennent de toute interprétation dogmatique de l'Eucharistie. Leur doctrine est en quelque sorte purement négative, ils rejettent d'une part la transsubstantiation, de l'autre les opinions picardes, qui nient la présence réelle. Il ne pouvait guère à ce point de vue s'élever de différence réelle entre eux et Rokytsana, parce que celui-ci approuvait cette réserve et blâmait ceux qui voulaient tout expliquer ; d'autre part, il semble que, comme la plupart des docteurs utraquistes, il n'admettait pas la transsubstantiation, mais partageait l'opinion de Wiclif. La discussion portait sur le rite, non sur la foi. — Il n'est pas impossible qu'il se soit produit dès lors dans l'Unité quelques divergences ou quelques variations. « Les croyants, lisons-nous dans un texte de 1470, *mangent par la foi* le corps du Sauveur », ce qui paraît se rapprocher de la doctrine picarde.



contre eux, on s'en aperçoit sans peine, c'est l'élection des prêtres, cette usurpation de l'autorité ecclésiastique qui l'atteignait indirectement dans son désir de réconciliation avec Rome, directement dans sa dignité d'archevêque. Si les laïques disposaient ainsi du sacerdoce, quelle garantie restait contre les fantaisies individuelles? Où s'arrêterait la d vision? Une seule loi demeurerait, la volonté de chacun; un seul régime, l'anarchie [1]. — Le roi était toujours aussi mal disposé pour les hérétiques; engagé dans une lutte sans merci avec la papauté, il tenait par-dessus tout à ne pas fournir à ses ennemis de prétexte d'accusation; il demanda à la diète de Bénéchov (1468) des mesures rigoureuses contre les Frères. Quelques seigneurs essayèrent de les défendre; mais ils avaient aussi des ennemis, Jeanne surtout, la reine, conscience timide que tourmentait le souvenir des serments qu'elle avait prêtés à l'Église. La persécution, qui n'avait jamais complètement cessé, reprit une certaine intensité. Beaucoup de dissidents furent jetés en prison, les maisons de prière fermées; les fidèles ne se réunirent plus que la nuit, dans des granges, dans des cavernes, dans les forêts. Pour dépister les recherches, ils marchaient dans les pas les uns des autres et le dernier traînait une branche d'arbre sur la neige : les espions n'apercevaient plus que la trace d'un paysan qui était allé chercher du bois. Malgré toutes les précautions, ces réunions mystérieuses attiraient l'attention, donnaient lieu à toutes les calomnies ordinaires de débauches et d'infamies. Dans les cantons où les poursuites étaient le plus acharnées, ils fuyaient dans les montagnes. De peur d'être dénoncés par la fumée, ils n'allumaient du feu que la nuit, et le jour, par ces hivers rigoureux de la Bohême septentrionale, essayaient de réchauffer leurs membres raidis par le froid auprès des tisons à demi éteints [2]. Il y eut quelques victimes [3]. La lecture du mandement de Rokytsana dans les églises avait été

1. Le mandement de Rokytsana a été publié dans le *Vybor*, II, 734-738.
2. Jiretchek, *Rukoviét*, II, p. 166.
3. Sept, tant en Bohême qu'en Moravie.

l'occasion de divers scandales: des jeunes gens avaient protesté; arrêtés, ils furent mis à la torture, quelques-uns exécutés. Le seigneur Zdéniék Kostka de Postoupits livra au bourreau quatre habitants de Skoutch [1]. Il en réservait d'autres au même sort, « mais Dieu ne lui en laissa pas le temps. »

Dans cette crise Grégoire fut admirable [2]. Il avait les qualités les plus hautes du pasteur du désert, le courage tranquille qui semble ignorer le danger, la foi inébranlable et contagieuse, l'activité que rien ne lasse. Au milieu des périls qui l'environnent, non seulement il réussit à remplir ses devoirs apostoliques, mais il trouve moyen d'écrire traités sur traités, — suppliques au roi, réponses à Rokytsana, appels à l'opinion publique, professions de foi. Il proteste contre les calomnies : on condamne les Frères comme Picards; ils n'ont rien de commun avec eux [3]. Que sont-ils, sinon une fraction de l'Église utraquiste, et comment les Calixtins n'ont-ils pas quelque pitié de ceux qui comme eux communient sous les deux espèces! De quoi les accuse-t-on? De désobéissance. Mais à quel titre exige-t-on qu'ils se soumettent? Qui leur a donné l'exemple de la révolte, sinon ceux qui ont sans cesse l'injure à la bouche contre le pape et les évêques? A force d'entendre répéter que l'Église est corrompue et séduite, ils ont mis la main à l'œuvre et essayé de réaliser ce qu'on leur proposait. Et maintenant on les accuse de se séparer de l'Église; non, ils ne se séparent que de la puissance et des vices de ses chefs, pour se confier à l'Évangile [4].

1. On plaçait ordinairement pendant la première persécution ces exécutions; les documents publiés par Goll prouvent que c'était une erreur : 5e lettre à Rokytsana (*Tchas.* 1883, p. 561); lettre du Frère Touma (*Id.*, p. 521). Il n'est pas bien sûr que Kostka soit absolument responsable de leur mort. Un cinquième fut remis en liberté après avoir subi la torture.

2. Disons à l'honneur de Rokytsana qu'il ne prit pas une part active à la persécution. Une lettre des Frères, écrite aussitôt après sa mort, lui rend ce témoignage « qu'il parla au roi pour qu'il fût miséricordieux envers eux ». Goll, *Tchas.*, 1885, p. 55.

3. « Tous ces écrits et tous ces traités, taborites et picards, répond Grégoire, nous les avons rejetés depuis plus de huit ans et nous nous gardons d'eux. » (V. Sabina, *Hist. de la littérature tchèque*, p. 759.)

4. Lettres à Georges et à Rokytsana : Gindely, I. p. 45. La persécution at-



Ces efforts ne restèrent pas sans résultat : ils préparèrent peu à peu un revirement de l'esprit public, dont les Frères profitèrent bientôt et dont il importe de tenir un compte très sérieux. A n'en juger en effet que d'après les mandats si multipliés lancés contre les Frères, on s'imaginerait que leur histoire a été fort sanglante : la vérité est que, sauf de très courtes périodes, ils sont toujours restés hors la loi, sous le coup de l'expulsion ou des peines les plus graves; mais le plus souvent la condamnation a été purement platonique, les décrets n'ont été appliqués que de temps en temps, avec beaucoup d'hésitation et de faiblesse. Les dissidents furent protégés dans une assez large mesure par l'opinion, lasse de violences, prise aussi d'une secrète sympathie pour ces chrétiens laborieux, doux et honnêtes; ils le furent surtout par l'anarchie, le relâchement de tous les liens sociaux, la faiblesse de l'autorité royale qui laissait les seigneurs indépendants sur leurs domaines. Dans ces conditions, l'État remplit bien le rôle que lui avait attribué Kheltchitsky : la persécution, qui n'est ni assez sanglante ni surtout assez continue pour détruire la secte, lui est comme un aiguillon, une épreuve fortifiante, la préserve de la décadence morale qui suit ordinairement l'exaltation première, lui gagne bien des âmes aussi, séduites par le charme romanesque du péril apparent ou gagnées par la contagion du sacrifice. « Il arriva, par un ordre divin de la Providence, dit l'auteur de l'*Histoire des persécutions*, que plus on s'efforçait d'étouffer cette étincelle, plus haut s'élevait la flamme... Et ainsi s'accomplit la prophétie de Mathieu de Paris : une bande insignifiante paraîtra et les ennemis de la vérité ne prévaudront pas contre elle; et en effet ils n'ont pas prévalu [1]. »

Le péril cependant fût peut-être devenu grand si la mort qui enleva la même année Georges de Podiébrad et Rokytsana, n'eût délivré les Frères de leurs ennemis les plus redoutables. Le nouveau roi, Vladislav (1471-1516), n'eut ni

teignit aussi les Vaudois, peut-être à cause de leurs relations avec les Frères. Leur évêque, Étienne, fut brûlé à Vienne (1467).

1. *Histoire des lourdes persécutions de l'Église tchèque*, édition boh. de 1870, p. 47.



le temps ni la force, ni peut-être même le désir de veiller à l'exécution stricte des lois qui frappaient les Picards. Pendant un quart de siècle, ils continuèrent à peu près en toute liberté une active et heureuse propagande, favorisée par les incertitudes et la rapide décadence morale de l'Utraquisme [1]. Les femmes surtout venaient à eux, et ils trouvèrent jusqu'à la fin parmi elles des alliés dévoués et précieux. Les règles de l'Unité exigeaient que les nobles, pour être admis parmi les Frères, renonçassent à leurs seigneuries; aussi n'y a-t-il guère d'exemple à cette époque que des personnes d'un rang élevé soient entrées dans la communauté; elle comptait du moins déjà dans la haute société des amitiés fort actives. En Moravie, les grandes familles des Ziérotyn, des Pernstein, des Sternberk, des Boskovits leur étaient favorables; en Bohême, au premier rang de leurs protecteurs se plaçaient Kostka de Postoupits et le chancelier Tstibor de Tsimbourk qui, joignant aux plus hautes vertus et à un patriotisme éprouvé [2] les plus rares talents politiques, leur prêtait l'appui de sa haute influence.

Ainsi se préparait entre l'Unité et une partie des nobles cette alliance [3], assez inattendue, qui explique le grand rôle qui lui revient dans tous les mouvements politiques du XVIe siècle. Tous ceux pour qui la religion est autre chose qu'un

1. Tout danger n'avait pas cependant disparu. A la diète de Bénéchov (1473), on s'occupa des Picards; nous ne connaissons pas le détail des résolutions qui furent prises, mais elles visaient probablement les directeurs de l'Unité qui devaient être arrêtés. La diète avait voté ces décrets sans grand enthousiasme, par déférence pour la reine Jeanne, et elle s'en tint à la proclamation du principe.

2. V. la belle lettre qu'il écrit à l'évêque d'Olomouts, Tas de Boskovits (*Archiv tchesky*, IV, p. 141). N'y a-t-il pas là comme un écho de l'enseignement des Frères? — Est-ce là, dit-il à Tas, la conduite de prêtres chrétiens? Ne conviendrait-elle pas mieux à des disciples de Mahomet, qui a ordonné de frapper ceux qui ne partagent pas sa foi? Christ n'a-t-il pas ordonné de tendre la joue gauche si on frappe sur la joue droite, et la plus terrible vengeance qu'il permette n'est-elle pas de secouer la poussière de ses souliers au seuil des maisons qui repoussent ses envoyés?

3. « Il fut difficile d'expulser de Bohême ce genre d'hommes, et cela pour deux raisons : l'hypocrisie, c'est-à-dire une certaine douceur de langage et l'habileté, sous cette douceur, de répandre leur venin, et ensuite parce qu'ils avaient pour eux presque toute la noblesse de Bohême et en particulier les femmes nobles. » (Balbin, *Miscellanea*, livre VII, p. 229. Cp. p. 225).



vain symbole ou une vague superstition, s'éloignaient de l'Utraquisme abâtardi. Ils demandaient aux disciples de Kheltchitsky un enseignement moins vide et une foi plus vivante. Ils apprirent d'eux la dignité de la vie, la gravité austère, le respect des choses de la conscience, le dévouement sérieux à la patrie, le courage calme et résigné, toutes les vertus en un mot qui jettent comme une lueur d'héroïsme sur les derniers jours de la liberté tchèque. Tous les seigneurs malheureusement ne se mirent pas à leur école. — Une part de responsabilité dans la révolution qui s'accomplit alors en Bohême ne revient-elle pas aussi à l'Unité? En prêchant aux paysans l'obéissance et le sacrifice, n'a-t-elle pas énervé leur force de résistance et facilité l'établissement général du servage? N'a-t-elle pas, d'autre part, en répandant l'habitude de la libre réflexion, favorisé chez les seigneurs l'esprit d'insubordination et de révolte? Dans tous les cas, ces torts, fort involontaires et assez problématiques, elle les a amplement rachetés en donnant à la patrie des hommes tels que Charles de Ziérotyn et Venceslas Boudovets de Boudov.

Pendant qu'elle commençait ainsi à pénétrer dans les classes riches, l'Unité faisait de nombreux prosélytes parmi les paysans et les ouvriers. Ses progrès, comme il est naturel, avaient été particulièrement rapides dans la région où elle s'était implantée tout d'abord. Puissante surtout dans les cercles de Kralové-Hradets [1] et de Pardoubitse où se trouvent jusqu'au XVIIe siècle les consistoires les plus importants, elle rayonnait sur tout le nord-est de la Bohême qu'elle avait couvert de ses églises. Mlada Boleslav [2] et Litomychl étaient comme les deux capitales de ce centre du nord-est, qui fut toujours le principal foyer de l'Unité. Vers la fin du XVe siècle, les Frères avaient de nombreux partisans dans deux autres régions, l'une dans le sud, dans le cercle de Pisek, l'autre au nord-ouest, dans celui

1. Kœniggrætz.
2. Jung-Bunzlau.

de Zatets[1] : mais, du côté de Pisek, ils avaient peu de prise sur le gros de la population, en général catholique, et au nord-ouest les divisions intérieures et le schisme des Amosites ralentirent bientôt leurs succès. Dans les premières années du XVI[e] siècle, ils comptaient de trois à quatre cents églises. Aucune donnée malheureusement ne nous permet de déterminer, même d'une manière très approximative, le nombre des membres de l'Unité; on croit seulement qu'ils étaient alors de soixante-dix à cent mille en Moravie, et ils étaient certainement plus nombreux en Bohême qu'en Moravie[2].

V

Lorsque Grégoire mourut, quelques années après Rokytsana (1474), il avait le droit de regarder l'avenir avec confiance. Il ne se doutait guère que, vingt ans plus tard, ses successeurs abandonneraient ses doctrines, condamneraient ses écrits et lanceraient l'Unité dans une voie très sensiblement divergente de celle qu'il avait suivie. Délivrés un moment des soucis extérieurs, les Frères s'aperçurent bientôt avec angoisse que le succès est plus redoutable pour une secte que la persécution. La vie est une épreuve, et tous les systèmes ne l'affrontent pas victorieusement; malheur cependant à ceux qui ne parviennent pas à s'arranger avec elle!

Les règles inflexibles des premiers jours convenaient à quelques centaines de fidèles; ils se comptaient maintenant par milliers, et elles devenaient étroites et gênantes. Garderait-on la même indépendance hostile vis-à-vis des seigneurs dont on sollicitait la protection, de l'État dont on réclamait la tolérance? Dans bien des cas, le respect litté-

1. Saaz.
2. Gindely, I, p. 92-94.



ral de la Loi aboutissait à une violation des règles supérieures de l'Évangile. Est-ce un scrupule de conscience bien légitime que de refuser un serment qui préviendrait une injuste condamnation? Défendre aux Frères d'accepter toute charge publique, n'était-ce pas écarter du pouvoir les plus dignes et livrer les pauvres et les humbles à une plus rude oppression? — Deux partis se formèrent bientôt; l'un se composait surtout des anciens compagnons de Grégoire, de ceux qui avaient partagé les souffrances et l'enthousiasme des années de tristesse et de terreur; l'autre se recrutait plutôt parmi les nouveaux adhérents de l'Unité, qui apportaient un esprit plus libre et moins dominé par le souvenir des luttes passées, une intelligence plus juste des nécessités de l'existence, plus d'instruction aussi et moins de défiance pour la science [1]. Le chef des premiers fut un Morave, Amos, fanatique, résolu, violent, non sans valeur du reste [2]; les seconds furent représentés surtout par des anciens étudiants de l'Université de Prague; ils ont presque tous laissé un nom dans l'histoire de l'Unité, Jean Taborsky, Laurent de Krasonitse [3], Jean Klénovsky et surtout Procope de Jindrikhov-Hradets [4] et Loukach de Prague.

Loukach, né à Prague vers 1460, avait fait ses études à l'Université utraquiste. L'ardeur de ses opinions ca-

1. « La cause (de la persécution de 1509) fut non seulement l'hostilité des ennemis extérieurs, heureux, suivant leur coutume, de nuire au petit troupeau, mais encore quelques faux Frères. Car une discussion s'était élevée entre les Frères au sujet de la puissance séculière : un chrétien peut-il en bonne conscience être un seigneur, se servir de l'épée, prêter ou demander un serment? Quelques-uns le niaient, comme de nos jours les anabaptistes; mais la majorité se prononça pour les seigneurs. » (Histoire des persécutions, ch. 23). Cp. l'article de Jos. Jiretchek sur Japhet, *Tchas.* 1881, p. 138.

2. Amos semble avoir été du nombre des Adamites que Grégoire avait acceptés dans l'Unité; il faisait le commerce de la cire. Il eut pour principal auxiliaire le meunier Koubik.

3. Laurent fut reçu bachelier en 1479. Il passa par les mêmes crises que Loukach et subit les mêmes influences. Il fut scandalisé des contradictions des Utraquistes, qui se séparaient de l'Église romaine et lui demandaient de consacrer leurs prêtres. V., pour toute cette période, l'article de Goll sur la formation du Petit-Parti dans l'Unité (*Tchas.* 1886).

4. Neuhaus.

lixtines l'avait un moment réduit à quitter la ville (1480). Il se destinait au clergé, mais il était tourmenté par des terreurs et des doutes que ses méditations et ses lectures ne dissipaient jamais entièrement [1]. Un de ses collègues lui remit les traités des Frères : la simplicité de leur foi, l'austérité de leur morale séduisirent cette âme passionnée et inquiète ; ce théologien, plus logique que constant, inflexible au milieu des variations de sa doctrine, fait pour le commandement et la lutte, subit le charme de la modération tolérante et de la douceur résignée des premiers maîtres de l'Unité. Il entraîna dans sa conversion son frère aîné Jean Tcherny, célèbre plus tard comme médecin, et un jeune bachelier, Laurent Krasonitsky. Bientôt cependant ses habitudes scientifiques et son goût naturel de logique lui rendirent insupportable la timidité des Frères. « Appliqué, fidèle, puissant par l'action » (Blahoslav), il annonçait l'apparition d'une génération nouvelle ; aux enthousiastes de la première heure succédaient les organisateurs ; aux prophètes, les théologiens. L'Unité reçut de lui ses institutions régulières et son credo. Aussi l'aimait-il comme son œuvre, veillant avec un soin jaloux à ce qu'elle n'échappât pas à son influence et ne se perdît pas dans quelque Église étrangère ; si elle résista à l'attraction de Luther et ne devint pas une des sectes du protestantisme allemand, lui seul en est responsable. Blahoslav le compare à une « épée aiguisée introduite dans l'Unité. » Il a en effet du conquérant et du

1. D'après le récit de Loukach lui-même son développement moral rappelle celui de l'Unité. Il avait connu les combats intérieurs et les angoisses des compagnons de Grégoire. Il y fait probablement allusion dans un traité sur l'Antéchrist dont M. Goll a publié des fragments (*Tchas.* 1883, p. 367), et où il parle de ceux à qui il est donné de chercher et de trouver la vérité dans la crainte et le doute. Rien de plus naturel que ces tristesses et ces inquiétudes avec les opinions qu'il professait alors. « Tu as écrit, lui répond un jour Procope, que s'il manque une seule vérité, tout périra comme la barque à laquelle il manque une planche. » (*Id* p. 363). L'état d'esprit dans lequel il se trouvait n'est pas sans analogie avec celui de Luther dans sa jeunesse, et il y a d'ailleurs entre eux plus d'un trait de ressemblance. Il subit l'influence d'un Calixtin ardent qui fut pour lui ce qu'avait été Rokytsana pour les amis de Grégoire : il s'agit sans doute ici de Michel le Polonais. Un de ses amis lui communiqua les ouvrages des Frères, et il entra dans l'Unité après 1481.



maître; il fait penser à ces usurpateurs, d'autant plus jaloux de la gloire et de l'indépendance de leur pays que celui-ci, privé de toutes ses libertés, se confond davantage avec eux [1]. Qu'aurait pensé Grégoire de son successeur? Aurait-il reconnu son œuvre dans l'Unité transformée par lui? N'eût-il pas mieux valu d'autre part, pour la Bohême, que tous les dissidents se ralliassent à la Réforme germanique? Au début du moins, à combattre les rigoristes, Loukach représentait l'avenir et défendait la cause de la raison et du bon sens [2].

La jeunesse de ce néophyte, plus passionné que prudent, le reléguait pour quelque temps au second rang. Dans la lutte qui s'engagea entre les novateurs et le parti d'Amos, le premier rôle appartient à Klénovsky et à Procope. Très spirituel, fort bien en cour jadis auprès de Georges de Podiébrad qui goûtait fort sa bonne humeur et sa verve, Klénovsky, dont le surnom, Paletchek, est encore populaire en Bohême [3], avait eu l'occasion de rendre aux Frères de très réels services. Assez instruit, bien qu'il n'eût pas reçu les ordres, habile à manier les hommes sans se mettre en avant, il préparait le vote; Procope le décidait. C'était là pour le moment le véritable chef des modérés. Bachelier de l'Université de Prague, grand lecteur des Docteurs et des Pères de l'Église, parmi lesquels Jérôme et Cyprien étaient ses auteurs favoris, Procope était un orateur écouté et un écrivain persuasif. Tout ce qu'il a laissé, dit Blahoslav, mérite d'être lu pour la langue et pour quelque chose

1. Nicolas, qui fut brûlé à Prague en 1526, interrogé sur Loukach, répond que c'est un homme de bien et que Dieu lui a fait la grâce de lui révéler sa loi; « ce qui ne me plaît pas en lui, c'est qu'il ne pense pas bien des autres gens; je ne le juge pas, que Dieu le juge! » Rezek, Académie des sciences de Prague, 1881.

2. Loukach est le seul véritable théologien qu'ait produit l'Unité : après lui, elle subit complètement les influences étrangères. Augusta se rapproche volontairement de Luther, et si Blahoslav cherche à enrayer le mouvement, sa pensée n'est ni assez claire ni assez ferme pour s'arrêter à une doctrine réellement indépendante.

3. Tous les historiens n'admettent pas l'identité de Klénovsky et de Paletchek.

de supérieur [1]. On retrouvait dans ses ouvrages les qualités de modération, de charme, de douceur (*dulcissima verba*), qui expliquent son ascendant personnel. Loukach lui-même ne résista pas à cette raison aimable et revint à des opinions moins excessives [2]. Ses syllogismes auraient trouvé bien des incrédules. Procope rallia tous les hommes de bonne volonté, tous ceux qui cherchaient en toute simplicité de cœur la vérité et la prospérité de leur Église.

La lutte se concentra, comme toujours, autour d'une question de dogme, la grâce et le mérite de l'homme. On se rappelle les inquiétudes qu'avait traversées Kheltchitsky; depuis lors, l'Unité n'était jamais arrivée à une doctrine claire et définitive : elle hésitait entre la doctrine si précise de l'Évangile et les préoccupations morales qui ne lui permettaient pas d'abandonner le principe de la liberté humaine et l'utilité des œuvres. Dans le synode de 1464 qui avait fixé les dogmes et les rites des Frères, la justification par la foi avait été proclamée; mais il est probable qu'elle avait été depuis, non abandonnée, mais sérieusement atténuée : dans le colloque de 1473, les docteurs utraquistes reprochaient à Michel et à Grégoire de faire « surtout reposer le salut dans une vie vertueuse ». Il ne manque pas de païens qui pratiquent la vertu : à quoi cela leur sert-il, s'ils n'ont pas la vérité? — Tout en faisant très large la part d'exagération ou de mauvaise foi habituelle à des adversaires, il ne paraît guère douteux que Michel et Grégoire avaient dû donner quelque prise à ces accusations; ils ne contestaient pas l'importance particulière de la foi, mais croyaient qu'elle devait se manifester par des œuvres et que l'on compromettait son salut en se reposant trop sur les mérites du Christ. Ils exigeaient avant tout des fidèles la possession de soi-même, la soumission et le renoncement, une vie d'austérité et de dévouement.

On s'explique dans ces conditions qu'Amos et ses amis aient pu en toute sincérité se représenter comme les vrais

1. *Tchas.*, 1861, p. 375.
2. Ses procédés de polémique en revanche ne varièrent guère.

dépositaires de la tradition en attachant aux œuvres une importance prépondérante. — L'homme, répondaient leurs adversaires, doit attendre son salut non de son propre mérite, mais du mérite du Sauveur. Ils étaient certainement fidèles sur ce point à la pensée du fondateur de l'Unité, mais ils s'en éloignaient par les conséquences qu'ils tiraient de leur principe, la résignation indifférente et l'inertie morale : tout est pur dans celui qui est pur.

A laquelle de ces deux opinions se rattacherait la majorité? Le programme et l'avenir de l'Unité en dépendaient. Les partisans d'Amos refusaient d'admettre parmi eux les seigneurs et les riches, réprouvaient absolument le commerce, la guerre, le serment, l'exercice de toute autorité séculière; victorieux, leur étroit ascétisme condamnait la secte à la stérilité et à l'isolement. Procope, dans son Traité sur la bonne volonté (1490) et dans son Commentaire sur le v[e] chapitre de saint Mathieu, (le Sermon sur la montagne était le texte préféré des rigoristes), s'efforça de trouver une solution moins radicale, prit position à égale distance de tous les exagérés, et proposa une opinion qui conciliait l'intervention divine et la liberté humaine. La grâce est nécessaire et sans elle tous nos efforts seraient stériles, mais nous devons travailler à mériter le choix de Jésus par notre repentir et nos vertus. Il nous est impossible de remplir sur tous les points les ordres de Dieu, mais ayons de la bonne volonté, et le Sauveur ne nous abandonnera pas. Les riches et les nobles sont entourés de dangereuses séductions, mais, s'ils évitent les péchés mortels qui entraînent aussi la damnation des pauvres, il ne leur est pas impossible de faire leur salut; s'ils mènent une vie chrétienne et gouvernent suivant les prescriptions de l'Évangile, par quelle intolérance leur fermerait-on l'Unité? Le pouvoir séculier a été créé par Dieu pour le bien général : les Frères ne violent pas la loi du Sauveur en réclamant la protection de l'autorité régulière et en l'exerçant eux-mêmes dans les conseils ou dans toute autre fonction [1].

1. Procope, Commentaire du cinquième chapitre de saint Mathieu, d'après Jiretchek, *Rukovet*, II, p. 171. Ni la foi ni nos propres mérites ne suffisent



La modération de Procope et l'intervention de Klénovsky entraînèrent le synode de Brandys (1490); mais, à peine de retour dans leurs paroisses, les rigoristes essayèrent d'ameuter les esprits contre les concessions faites aux modérés : elles étaient fort timides cependant et pleines de restrictions, mais il était facile de prévoir qu'on ne s'arrêterait pas là [1]. Des prédicateurs fanatiques dénoncèrent l'Antéchrist qui s'était glissé dans le camp des serviteurs de Dieu : comme à l'époque de Sylvestre, Satan avait réussi à compromettre l'œuvre du Seigneur. Nous ne connaissons malheureusement pas les incidents de la lutte : le récit de Loukach est une apologie visiblement arrangée dans le but de rejeter tous les torts sur les rigoristes [2]. Les deux fractions se disputaient l'évêque, Mathias de Kounvald, animé des meilleurs sentiments, mais faible, hésitant, tiraillé entre ses préférences qui le portaient du côté des novateurs et ses souvenirs, la crainte de trahir la volonté de Grégoire. Après diverses péripéties, les novateurs l'emportèrent définitivement au synode de Rychnov (Reichnau, 1494); leurs chefs furent appelés aux principales fonctions, et, l'année suivante, l'assemblée condamna ceux des écrits de Kheltchitsky et de Grégoire qui ne répondaient plus aux besoins du temps : l'Unité ne reconnaissait d'autre maître que le Christ, d'autre règle que sa loi [3].

Cette résolution était une révolution. Les Frères s'affranchissaient de leurs traditions et de leur passé. Ce qu'il y

au salut; la bonne volonté compense nos imperfections et est acceptée par Dieu comme complément de nos œuvres. (Goll, *Tchas.*, 1886, p. 307).

1. Le synode n'avait pas condamné les doctrines de Grégoire et il avait même proclamé la supériorité des anciennes coutumes, mais il n'en imposait plus l'observation comme une condition indispensable du salut.

2. Suivant l'opinion généralement admise, les modérés, sur les propositions de Klénovsky, auraient volontairement abandonné les décrets votés à Brandys et auraient laissé aux rigoristes la direction de l'Unité, afin qu'ils se rendissent compte par eux-mêmes de la nécessité des changements. L'événement leur aurait donné raison, et, quelques années après, une forte majorité se serait prononcée en leur faveur. Il faudrait des preuves bien fortes pour accepter un récit aussi invraisemblable, et le témoignage de Loukach me semble insuffisant.

3. *Décrets des Frères*, publiés par Gindely, p. 2.



avait dans les doctrines de Kheltchitsky d'excessif et d'inconciliable avec la vie sociale, s'était accentué encore pendant les années de persécution ; dès que la situation s'était éclaircie, la nécessité des concessions s'était imposée. Les décisions de 1494 et de 1495 marquent le commencement d'une ère nouvelle [1]. Procope et Loukach n'acceptent l'héritage de Kheltchitsky et de Grégoire que sous bénéfice d'inventaire. Les craintes d'Amos n'étaient pas sans raison, et Satan pénétrait dans la cité sainte. Jamais peut-être n'a éclaté avec plus d'évidence la force irrésistible des événements et des situations, leur action toute-puissante sur les systèmes et les hommes. Le monde ne s'ouvre qu'à ceux qui acceptent ses conditions; pour faire une place aux Frères, la société exigeait d'eux qu'ils commençassent par la reconnaître.

D'importantes modifications traduisirent bientôt d'une manière extérieure les graves changements accomplis. Les Frères abandonnèrent peu à peu celles de leurs cérémonies par lesquelles ils marquaient le plus nettement jusqu'alors leur séparation des autres communions chrétiennes, ne contestèrent plus la valeur des sacrements conférés par les prêtres romains, n'exigèrent plus aussi rigoureusement le second baptême des néophytes. Un esprit de conciliation et de tolérance souffla dans l'Unité; les nouveaux directeurs firent preuve d'ailleurs d'autant de prudence qu'ils avaient montré de décision et de coup d'œil. Ils ne poussèrent pas leur victoire jusqu'à ses conséquences extrêmes, ne perdirent pas de vue le véritable but à atteindre, la rénovation des âmes par l'adoration du Christ. Débarrassés de leur rigueur excessive et comme atténués par l'expérience, les principes de Kheltchitsky se montrèrent féconds, et l'Unité

1. M. Müller a prouvé qu'entre l'Unité primitive et celle qui fut reconstituée par Loukach, il n'y a presque de commun que le nom. Loukach ne cite presque jamais les opinions de Kheltchitsky que pour les combattre; sur la doctrine de l'Eucharistie en particulier, il se rapproche très sensiblement de la doctrine taborite que les premiers Frères au contraire repoussaient absolument.



resta une grande école de progrès moral et de foi tolérante et large.

Amos ne se résigna pas à sa défaite et il rencontra un auxiliaire dévoué dans un meunier remuant nommé Koubik. Aidés par un certain Grégoire de Votitse, qui corrigeait leurs écrits, ils attaquèrent violemment les progressistes, les accusèrent de suivre l'exemple fatal des Taborites et de vouloir « Zizkover [1] ». Toutes les tentatives de conciliation restèrent inutiles, et ils furent enfin solennellement exclus de l'Unité. Ils avaient entraîné un certain nombre de fidèles, surtout dans les groupes de la Bohême occidentale et plus particulièrement dans les cercles de Klatov (Klattau) et de Prachyn; on les appela le *Petit-Parti* ou les *Amosites*. Amos ne manquait pas de quelques-unes des qualités du chef de secte et il réussit à conserver ses fidèles; mais certaines causes sont perdues d'avance. Le Petit Parti, recruté presque exclusivement dans les classes inférieures, ne se composait que de fanatiques sans instruction et sans idées; il s'était condamné volontairement à l'immobilité et à la mort. Après avoir repoussé tout changement, il devint la proie de la division, se morcela en sectes nombreuses, et finit par disparaître sans laisser de traces, moins d'un demi-siècle après le schisme [2].

Aucune période de l'histoire des Frères n'est aussi remarquable au double point de vue du développement organique et des progrès extérieurs, que celle qui s'étend depuis le synode de Rychnov jusqu'au moment où la Réforme luthérienne commence à se répandre en Bohême. Procope et Loukach fixent d'une façon à peu près définitive, non la croyance qui varia encore souvent depuis, mais la constitution et la discipline. Mathias de Kounvald, un peu discré-

1. *Histoire des persécutions*, chap. XXIII. Cp., pour ces événements, Jiretchek, *Ruk.* art : Amos, Koubik et Kalenets, et surtout Goll, *Tchasopis* 1886, p. 310 et sq.

2. Amos mourut vers 1522. Il fut remplacé dans la *capitainerie* du Petit-Parti par un coutelier de Prague, Kalenets, qui fut mis au pilori et chassé de la ville. Le Petit-Parti était dès lors en complète dissolution.



dité par ses incertitudes et ses brusques variations, mais respecté malgré tout pour la droiture évidente de ses intentions et sa résignation modeste, dut à la sagesse des vainqueurs de conserver sa dignité épiscopale; mais son rôle se réduisit désormais à consacrer les candidats à la prêtrise. A sa mort (1500), on nomma quatre évêques que l'on désigne ordinairement sous le nom de *Seniores*. Loukach fut l'un d'entre eux et il exerça dès lors une influence prépondérante : grâce à lui, les diverses paroisses des Frères furent soumises à des règles communes, et il transforma en une véritable unité la confédération jusqu'alors assez flottante. Les différences locales furent condamnées, et le service divin se célébra partout d'après un rite uniforme.

Le culte des premiers Frères, froid et sec, n'était guère fait pour toucher l'imagination ; Loukach le modifia profondément : les cierges, les vases sacrés, les ornements précieux, les chants lui rendirent un peu de la pompe catholique. Plus d'un s'indigna de ce retour à l'idolâtrie ; mais Loukach rappela aux mécontents qu'ils étaient tenus d'obéir aux évêques et triompha en somme facilement de toutes les velléités de résistance [1]. Son autorité était toujours plus respectée ; il faisait de Mlada-Boleslav, sa résidence ordinaire, la capitale des Frères ; les Calixtins et les Catholiques voyaient en lui, non seulement l'évêque le plus écouté, mais le chef absolu de l'Unité ; un de ses adversaires l'appelle l'anti-pape [2].

Cette puissance, Loukach la devait surtout à ses qualités personnelles et non à ses fonctions. Un grand changement s'est en effet accompli dès lors dans l'organisation hiérarchique des Frères : à l'origine, presque tout le pouvoir appartenait à l'évêque ; il passe désormais au Conseil Étroit [3]. En principe, l'autorité appartient à l'Église entière représentée par le « Synode », qui comprend avec les prêtres et

1. Schweinitz, p. 182.
2. Jiretchek, *Rukoviet*, p. 449.
3. Il y a une assez grande analogie entre l'organisation des Frères à l'époque de Loukach et celle de l'Église de Genève sous la direction de Calvin.



les évêques, les patrons des églises[1]. Mais, en fait, toute l'action se concentre de plus en plus dans les mains des prêtres[2] et dans le Conseil Étroit qui devient peu à peu le directeur réel de l'Unité. Le nombre de ses membres ne dépasse pas d'ordinaire quatorze, les quatre seniores et quelques prêtres désignés par le synode, mais dont l'élection doit être approuvée par le Conseil[3]; celui-ci peut même se recruter par cooptation. Il est présidé par l'évêque le plus ancien qui porte le titre de Juge, mais ni le juge ni les évêques réunis « ne peuvent rien faire de grand et de particulier » sans l'avis du Conseil; c'est lui seul qui convoque le Synode, règle les affaires courantes, maintient la discipline et l'uniformité de foi, exerce une action prépondérante sur la nomination des évêques et des prêtres[4].

Les évêques sont choisis parmi les prêtres, ils visitent les églises, dirigent le clergé, répriment les abus ou les divergences, consacrent les candidats au sacerdoce. Ceux-ci se préparent à leur ministère par plusieurs années de travaux pendant lesquels ils résident auprès des directeurs de paroisses et les aident en qualité d'acolytes. Ils sont ensuite soumis à un examen rigoureux devant le Conseil; ce « procès de conscience », dans lequel on tenait plus compte des dispositions morales que de la science, était conduit avec tant de sérieux et de gravité que souvent les postulants se retiraient, pris de doute sur leur vocation, tremblant de compromettre leur propre salut en se chargeant imprudemment de celui des autres. Le prêtre donne les sacrements, reçoit la confession, — publique, pour les péchés publics, secrète, pour les péchés secrets; — il exerce sur ses pa-

1. Il compte souvent plusieurs centaines de membres, répartis en deux assemblées.

2. Les membres laïques du Synode n'ont que voix consultative, ne prennent pas part à l'élection des évêques ou à la nomination des prêtres, cessent très vite de faire partie du Conseil étroit. Les synodes généraux sont le plus souvent remplacés par les synodes restreints, dans lesquels ne siègent que les membres du Conseil et les directeurs des paroisses les plus importantes.

3. A l'origine les membres élus sont nommés à vie.

4. Gindely, *Décrets des Frères*, Prague 1868, p. 25, 33 et sq. etc.



roissiens une haute direction morale. Il est assisté par un diacre, chargé d'une sorte de surveillance sur lui, et par un comité d'Anciens qui règle les questions matérielles et juge les différends survenus entre les Frères [1]. On continue à recommander aux prêtres le travail, mais à condition que cela ne les détourne pas de leurs fonctions; la pauvreté apostolique n'est plus exigée avec autant de rigueur que jadis [2], et déjà les protecteurs de l'Unité l'enrichissent de leurs dons. Elle a ses églises, qui ne servent pas seulement à la célébration du culte, mais sont aussi la demeure des pasteurs. Les prêtres, les diacres, les acolytes, quelquefois aussi les anciens vivent en commun dans la *maison*, le *sbor*, soumis à des règles presque monacales; quelquefois, ce *sbor* sert de lieu de retraite aux anciens pasteurs, et les Frères en voyage y trouvent asile. Il est le centre de toute la vie de la communauté; c'est là que les fidèles viennent demander conseil, soumettre leurs scrupules de conscience, chercher une consolation ou une règle.

L'Unité a, grâce à Loukach, une doctrine théologique, dans laquelle elle s'efforce de se rapprocher autant que possible de la parole du Sauveur et qui, sur un grand nombre de points, annonce déjà l'enseignement protestant [3].

1. Une institution curieuse était celle d'un comité de veuves et de vieilles filles, qui avaient pour mission, entre autres soins, de prévenir et de dénoncer l'immoralité.

2. Goll, *Tchas.* 1886, p. 328. L'usage commence aussi à s'introduire d'admettre au sacerdoce les hommes mariés.

3. Le Christ est le chef de l'Église, et le sacerdoce vient de lui et non du pape : trois choses sont nécessaires pour le sacrement de l'ordination, la sainteté de la vie, la prière et l'imposition des mains. Il convient d'honorer la Vierge et les Saints, mais non de les adorer et d'attendre d'eux le salut. Les Frères conservent les sept sacrements, mais il ne faut pas y attacher un sens superstitieux; sans la foi, ils ne servent en rien au salut. Ils rejettent le purgatoire et continuent à baptiser une seconde fois ceux qui entrent dans l'Unité. La foi vivante est le fondement universel de la Rédemption; elle est accordée par le don du Saint-Esprit et par les mérites de la grâce du Christ; elle se manifeste par la pureté de la vie et les bonnes œuvres; les choses nécessaires sont la foi, l'amour et l'espérance. Pour la communion, Loukach se rapproche visiblement de la doctrine taborite, mais la nécessité de tenir compte de la première croyance de l'Unité explique qu'il y ait dans ses paroles, sinon dans sa pensée, quelque obscurité, et le dogme des Frères sur ce point subit bien des variations qui se traduisent dans la pratique par une attitude un peu ambiguë vis-à-vis des autres sectes protestantes.

Mais ce n'est pas là ce qu'il y a d'intéressant à étudier dans son développement; ses défenseurs les plus convaincus sont bien obligés de reconnaître que les Réformateurs « ont une théologie plus scientifique et qu'ils arrivent, avec une vue plus profonde des choses, à des distinctions dogmatiques plus précises et plus certaines [1]. »

Après comme avant la transformation, le progrès moral reste le principal souci de l'Unité, et les décrets des synodes finissent par former un code complet de discipline publique et privée; remarquables en général par leur sagesse pratique, ils s'adressent successivement à toutes les classes et proposent aux fidèles une règle de conduite pour toutes les conditions de la vie.

Les riches sont habitués à un certain bien-être; on n'exigera pas d'eux une austérité excessive. Ils éviteront seulement les prodigalités inutiles, les vêtements trop somptueux, l'étalage d'un luxe insolent; ils se souviendront qu'ils sont les intendants de Dieu sur la terre et qu'il leur sera demandé compte de la fortune qui leur a été confiée [2]. Dieu a placé les nobles et les seigneurs au-dessus de leurs sujets pour qu'ils en reçoivent les honneurs et les redevances légitimes, mais pour qu'ils leur assurent en retour une administration vigilante et protectrice. Malheur à ceux qui traitent leurs sujets comme des esclaves, accablent leurs serfs de corvées injustes et de redevances arbitraires; Celui qui est le Père de tous les hommes, se détournera d'eux. Ces pauvres, ces serfs, Jésus les a appelés ses frères et ses enfants; pour les sauver il a accepté les outrages, les souffrances et la mort; sa main est toujours étendue sur leur tête; les seigneurs ne l'oublieront pas, ils se montreront justes, bienveillants, attentifs, secourables aux malheureux, indulgents aux coupables. Ménagers de leur fortune, ils ne puniront pas trop rudement ceux qui ne peuvent pas payer

1. Schweinitz, p. 206.

2. La plupart des conseils qui suivent sont empruntés aux décisions du Synode de Brandys en 1512. Elles ont été publiées dans le *Vybor*, II, p. 1395-1429.



leurs tributs et réserveront leurs ressources à des dépenses utiles à leurs sujets. Les vêtements éclatants, les fêtes, les orgies et le luxe ne sont pas les signes de la noblesse, mais les bonnes mœurs, l'application au travail, le dévouement au bien général. Beaucoup recherchent les charges publiques pour le vain éclat qui les entoure, les flatteries, la gloire périssable, les richesses, ne reculent, pour les obtenir, ni devant la corruption ni devant la ruse; le chrétien les accepte avec trouble et tristesse; il sait les devoirs qu'elles imposent, et qu'elles font de lui un serviteur des serviteurs de Dieu [1]. Juge, le vrai disciple du Christ ne tiendra compte que de la justice de la cause qui lui est soumise, et ne se laissera déterminer par aucune considération extérieure ou secondaire; il n'ordonnera de châtiment qu'après mûre réflexion, sans colère, sans haine, sans autre pensée que « de rendre meilleur le coupable ou les autres, d'écarter du mal celui qui est puni ou les autres. » Les peines qu'il prononcera seront modérées, il ne se résignera à condamner à mort que s'il a une preuve bien évidente que telle est la volonté de Dieu et la conviction certaine qu'il n'y a pas d'autre moyen d'empêcher le coupable de revenir à son crime et de le mettre hors d'état de nuire [2].

On ne fera sous aucun prétexte emploi de la force dans les questions religieuses et on ne la tournera pas contre l'Ancienne ou la Nouvelle Loi. L'ordre du monde tel qu'il est et la hiérarchie sociale ont été institués par Dieu, non pour le mal, mais pour le bien de tous. Aussi les sujets et les serfs qui blasphèment, ne s'acquittent pas de leurs redevances, n'obéissent pas à leurs seigneurs, essaient de secouer leur autorité, sont en rébellion contre Dieu même [3]. Que les pauvres ne convoitent pas la fortune des riches, qu'ils acceptent avec reconnaissance les dons qu'ils en reçoivent, mais ne les sollicitent pas comme un droit; qu'ils

1. *Vybor*, p. 1411, 1397.
2. *Id.*, p. 1394-1400.
3. C'est un des thèmes qui reviennent le plus souvent dans les décrets des synodes. Cp. Gindely, *Dekrety*, I, 8, 98.

ne rendent jamais le mal pour le mal ni la colère pour l'injustice. « A moi seul appartient la vengeance, » a dit le Seigneur, et il veut que les opprimés supportent avec calme leurs souffrances et que les sujets obéissent, non par crainte, mais par conscience.

Ces enseignements ne restèrent pas lettre morte. Le xvi[e] siècle, en Bohême, nous l'avons dit, présente une physionomie très particulière. Entre les grandes agitations du xv[e] et du xvii[e] siècle, c'est une période de calme relatif; à l'intérieur surtout, c'est une époque, sinon de réconciliation, du moins de trêve et d'apaisement. Le système patriarcal qui s'établit sur d'assez nombreux domaines nous prouve à la fois l'humanité des seigneurs et la résignation des sujets. Il y aurait pas mal de naïveté et quelque exagération à rapporter à l'Unité tout l'honneur de cette trêve des passions et de cette réconciliation des intérêts; les causes en sont multiples : le développement général de la civilisation, le progrès des mœurs, les traditions, la souplesse et la douceur naturelles aux races slaves, par dessus tout, la communauté d'origine, de langue et de religion qui, plus forte que les rivalités de classes, faisait un même peuple des seigneurs et des serfs. Il est probable cependant que cette doctrine, qui prêchait aux vaincus la soumission et l'espérance ajournée dans une vie future, aux riches la charité et la justice, à tous la bienveillance et la concorde, contribua dans une certaine mesure à endormir les rancunes des uns et à dompter les convoitises des autres. Il suffit pour s'en convaincre de remarquer que la plupart des seigneurs dont on vante la clémence et l'humanité, sont les protecteurs ou les adeptes de l'Unité.

Pourquoi cette morale, si pure et si sage, ne nous satisfait-elle pas complètement, nous laisse-t-elle une impression de tristesse et de doute? Elle est trop parfaite, a-t-on dit. — Plutôt trop en dehors de la nature humaine, non par l'idéal qu'elle propose, mais par les sentiments auxquels elle s'adresse. Les Frères font le bien par devoir : on ne voit pas qu'ils en éprouvent quelque plaisir. Soyez tou-



jours joyeux, avait dit l'apôtre. Au milieu de toutes leurs vertus, ils ont égaré celle-là. Comme toutes les sectes profondément chrétiennes, ils n'ont pas l'amour de la vie et le sentiment de ses félicités; ils l'acceptent comme une tâche, toujours tourmentés par la terreur d'oublier la seule chose réelle, le salut. Pour eux l'art n'est qu'un moyen d'augmenter l'éclat du service divin; la littérature n'est qu'une arme de combat ou un instrument d'édification [1]; la Renaissance les trouble et les scandalise; l'Italie du xv[e] siècle n'inspire à Loukach qu'étonnement et dégoût [2].

Il n'est pas jusqu'aux idées d'héroïsme, de patrie, qui ne les inquiètent : le monde y a une trop large part. S'ils ne condamnent plus aussi sévèrement que Kheltchitsky le service militaire, ils multiplient sur ce point les réserves et les restrictions; les Frères ne combattront que pour une cause juste, ne partiront que s'ils n'ont pas réussi à se faire remplacer, demanderont à rester dans les garnisons ou les services auxiliaires; ils ne chercheront dans aucun cas à conquérir de la gloire, ils éviteront les actions d'éclat, se rappelleront sans cesse qu'ils sont à la guerre malgré eux et prieront le Seigneur de les retirer d'une condition où leur âme est exposée aux plus grands dangers.—Le courage n'est pas une des vanités auxquelles on renonce le plus facilement, et plus d'un jeune seigneur mérita sans doute par sa vaillance les pieuses réprimandes de son pasteur. Les chefs

1. Ceci soit dit sans contester en rien la prodigieuse activité littéraire qu'ont déployée les Frères et les immenses services qu'ils ont rendus à la langue tchèque; mais leur littérature est presque exclusivement didactique et théologique. Il serait absurde de leur en faire un reproche, c'est la conséquence nécessaire de leur système. Un changement ne se serait-il pas produit avec le temps? Sans aucun doute : aux faiseurs de cantiques auraient succédé les poètes, et l'art se serait dégagé du joug de la religion. On peut déjà apercevoir comme le commencement de cette évolution dans la période qui précède la bataille de la Montagne-Blanche. Cela ne prouve rien contre notre affirmation, mais montre seulement que l'Unité s'ouvrait peu à peu à l'influence du monde : si elle avait duré plus longtemps, elle aurait subi le sort commun des diverses sectes chrétiennes qui ne le sont guère que de nom : elle aurait perdu sa physionomie propre, cessé d'etre ce qu'elle était.

2. Parmi les métiers interdits aux Frères, on trouve, dans les premiers temps, à côté de l'alchimie, de l'usure, de la fabrication des dés, le théâtre, la peinture et la musique. Ces règles perdirent bientôt de leur rigueur.



les plus illustres de l'Unité gardent cependant de ces règles un peu trop de réflexion et de sérieux : héroïques, ils sauront admirablement mourir, mais ils s'y sont résolus trop longtemps à l'avance [1]. Ils pensent trop au sacrifice, pas assez à la victoire, provoquant en quelque sorte la mauvaise fortune, sans cette confiance et cet éclat de gaieté qui forcent le succès. Ils ont les vertus des minorités qui ne sont pas destinées à devenir des majorités. Il ne faut pas en effet que l'activité des Frères et le rôle qu'ils jouent nous fassent illusion; au moment même du plus grand épanouissement de la secte, les neuf dixièmes de la nation lui échappent. La terre appartient aux violents; toute conversion est une conquête; une religion ne triomphe que si elle a en elle-même ou dans ses chefs quelque chose de militant, de glorieux et d'empanaché. Les grands fondateurs sont les grands combattants, saint Paul ou Luther; les Frères ne sont que des martyrs : leur défaite était inévitable. C'est la punition, peut-être la récompense de ceux qui placent leur idéal hors du monde : la vie ne veut pas d'eux, parce qu'ils n'ont pas eu confiance en elle. Si du moins ils ne compromettaient que leur propre cause! Malheureusement, trop convaincus pour se plier aux compro-

1. Une lettre de 1503, très belle d'ailleurs, caractérise assez bien cette situation d'esprit; ils sont si ardents au sacrifice que le succès est presque pour eux une déception. Les Frères avaient été convoqués à un colloque à Prague, la population était fort excitée contre eux, et les représentants de l'Unité étaient partis « comme des brebis que l'on mène à la boucherie. » Voici ce qu'écrit à l'un de ces délégués le seigneur Kostka de Postoupits. « Il est naturel d'aimer la vie, mais toi, frère, qui es instruit dans la vérité, rappelle-toi que ta vie est enfermée en Dieu avec Christ et que pour la conquérir tu dois mourir avec Christ. Tu sais aussi en qui tu as cru et comment Il peut t'aider à conserver ta foi. Fortifie-toi donc en Dieu et dans la puissance de sa force, pour combattre le bon combat et obtenir la couronne de vie. Tout ce que peut la prudence humaine pour vous assurer contre tout danger, nous l'avons fait, et notre vigilance ne s'arrêtera pas. Si cependant nous ne parvenions pas à dompter la violence de nos ennemis et s'il plaisait à Dieu de glorifier par votre mort le nom de son fils, soyez prêts à dire avec Job : Dieu avait donné la vie, Dieu l'a retirée, que sa volonté soit faite. » (*Hist. des persécutions*, p. 51.) Je ne veux pas dire que Kostka n'ait pas pris toutes les précautions voulues, mais si quelque négligence s'était produite, il se serait consolé en pensant que Krasonitsky avait eu une bien belle mort et que son martyre était plus utile à l'Église que sa vie.



mis nécessaires, ils restent, malgré leur volonté de soumission et leur esprit de sacrifice, une cause de difficultés et de discordes. Moins indifférents aux souffrances, ils achèteteraient par quelques concessions les droits qu'ils réclament; les exigences intransigeantes de leur foi mettent en péril non seulement leur liberté, mais aussi la liberté des autres. Ils sont pour un pays un honneur, mais un danger.

Celles des instructions morales des Frères qui s'appliquent à la vie privée ne donneraient pas lieu aux mêmes réserves. Ces conseils, quelquefois un peu naïfs, mais sains et droits, nous donnent bien la sensation de cette communauté pieuse, un peu triste, honnête, qui inspirerait encore plus de sympathie si elle inspirait moins de respect. Ils entrent dans les détails les plus précis. Certaines professions sont interdites, parce qu'elles mettent en péril l'âme de celui qui les exerce ou provoquent la faute du prochain : la fabrication des dés à jouer, la peinture, et en particulier la peinture sur cartes, les métiers errants, la sorcellerie, le grand commerce, qui n'est qu'une occasion de fraude et de vol, etc [1].

Des règles minutieuses tracent leur conduite aux maîtres et aux domestiques, aux pères et aux enfants, aux maris et aux femmes. « Le mari doit respecter sa femme, ne pas se quereller avec elle devant les domestiques, ne lui adresser ni injures ni mauvaises paroles, prendre d'elle un soin particulier pour la nourriture, les vêtements et tout ce dont elle peut avoir besoin, afin qu'elle ne souffre pas de misère. Quand elle est grosse, qu'il ne la fatigue pas par des travaux violents, qu'il ait soin d'elle pendant ses relevailles. » Qu'il la considère comme sa propre chair : « Si elle pèche par sottise ou par oubli, qu'il la traite comme il se traiterait lui-même, car de tous ses proches elle est la plus proche. » La femme sera chaste, obéissante, ni colère ni boudeuse. Elle surveillera les domestiques, dirigera la

1. *Vybor*, II, p. 1430.



maison et ne perdra pas son temps à bavarder. Elle n'achètera et ne vendra rien sans l'aveu de son mari, sera économe pour pouvoir être charitable. Elle assistera régulièrement au service divin et préparera le samedi ce qui est nécessaire pour le dimanche, afin de consacrer au Seigneur ce jour tout entier. Quand les enfants sont jeunes, le père s'entendra avec la mère pour que l'un ne loue pas ce que l'autre n'a pas approuvé. Qu'ils ne montrent pas aux enfants leur tendresse naturelle, mais les élèvent dans le respect, la crainte de Dieu et les vertus chrétiennes. « Qu'ils les habituent à l'obéissance. Quand on dit à un enfant : fais ceci, il faut qu'il le fasse; laisse ceci, il faut qu'il le laisse. » Tous les frères doivent être traités de la même manière, surveillés, pourvus de ce qui leur est nécessaire, mais non habitués à la gourmandise et au luxe. Que leurs parents les instruisent par leurs exemples et leur enseignent à connaître et à servir Dieu.

Les décrets passent ainsi en revue toutes les conditions et tous les moments de l'existence, partout avec le même souci de précision et de netteté. Il y a là un dessein évident de saisir l'homme tout entier, de lui dicter sa conduite non seulement dans les circonstances solennelles, mais à tous les moments, à toutes les heures. On a parlé à ce propos de simplicité excessive et même d'enfantillage; n'est-ce pas plutôt la preuve d'une profonde connaissance de l'âme humaine et d'une habileté inconsciente, mais supérieure? Seule, une surveillance de tous les instants assouplit et façonne les volontés ; les principes généraux, trop vagues, n'y suffisent pas. Le Frère n'est pas chrétien de nom, par occasion ; la morale évangélique forme autour de lui comme une atmosphère hors de laquelle il ne saurait vivre; elle est plus qu'une loi, elle est une habitude. Sans doute les défaillances individuelles n'ont pas manqué parmi eux; en général cependant, ils ont réalisé leur programme. Toujours relativement peu nombreux, tenus en éveil par l'observation jalouse de leurs adversaires, débarrassés par la persécution de tout ce bagage compromettant



de pusillanimes et de sceptiques qu'attire le succès, ils firent une réalité de ce qui dans la plupart des autres sectes chrétiennes n'était qu'un souvenir et un idéal. Ce n'est déja pas une si médiocre originalité que d'agir comme l'on parle et de pratiquer sa foi.

La direction nouvelle imprimée à l'Unité avait eu pour résultat presque immédiat de lui amener de très nombreux adhérents, recrutés dans les classes les plus diverses; beaucoup attendaient pour ainsi dire à la porte, rebutés jusqu'alors par des exigences trop rigoureuses; dès qu'on l'eut entrebâillée, ils s'y précipitèrent, marchands, bourgeois, chevaliers, seigneurs; une secte jusqu'alors sans autorité et sans crédit était en train de devenir un parti avec lequel il faudrait compter. Les progrès des Frères nous sont attestés par l'attention que commencent à leur accorder les Catholiques. Jusqu'alors ils étaient demeurés assez indifférents, plutôt satisfaits d'une diversion qui affaiblissait les Calixtins ; leur inquiétude s'éveille, leurs polémistes entrent en campagne, le pape Alexandre VI ordonne à l'inquisiteur Henri Institoris de se rendre en Bohême et en Moravie [1], pour y convertir les hérétiques vaudois et brûler leurs livres. Assez peu satisfaits du résultat de leur campagne littéraire [2], les Catholiques s'adressèrent au roi, et le *très doux* prince se laissa aisément persuader. Désarmé contre les Utraquistes trop forts et protégés par les traités, il n'était pas fâché de donner à l'Église une preuve facile de son dévouement. Les premiers décrets de Vladislas (1509) ne visaient que ceux des *Picards* qui habitaient sur les domaines de la couronne ou dans les villes royales; son autorité n'allait pas plus loin, et les résolutions de la diète obligeaient seules les seigneurs. Or, si le clergé utraquiste rivalisait de zèle avec les prêtres catholiques, les laïques manifes-

1. Joungmann, *Hist. de la littérature tchèque*, p. 50.
2. Ils eurent en général la main assez malheureuse dans le choix de leurs représentants. Les Frères sont très sensiblement supérieurs à leurs adversaires.



taient beaucoup de répugnance à s'engager dans la voie des persécutions; ceux même qui n'étaient pas favorables aux Frères, étaient tièdes, défiants, assez peu disposés à se faire les serviteurs des rancunes orthodoxes. On finit cependant par entraîner la majorité. Le décret de Vladislas, que l'on nomme aussi le décret de la Saint-Jacques (1508), est fort important dans l'histoire religieuse de la Bohême au XVI[e] siècle. Voté par les États, inscrit dans les registres publics, il avait tous les caractères de la loi et personne ne pouvait se soustraire aux prescriptions qu'il édictait. Il fut pour les Frères une menace perpétuelle et comme une condamnation ineffaçable que l'on opposa à leurs requêtes et à leurs plaintes. Il était fort sévère, très habilement calculé surtout pour désorganiser la secte, en amener la dissolution, sans qu'il fût nécessaire de recourir à des exécutions en masse que l'opinion publique n'aurait pas supportées. Toutes les réunions des *Picards* étaient interdites, leurs livres seraient saisis et brûlés, leurs prêtres emprisonnés; on nommerait à toutes les cures des prêtres utraquistes ou catholiques, qui devraient instruire tous leurs paroissiens dans la véritable foi et veiller à ce qu'ils assistassent régulièrement aux offices; des peines sévères étaient prononcées contre quiconque donnerait asile à un hérétique [1].

Jamais l'Unité n'avait couru un si grand danger, et l'assaut fut vigoureusement mené pendant plusieurs années; peu de supplices, mais des vexations de tous genres, les maisons de prière fermées, les prêtres en fuite, les assemblées dans les forêts, partout la terreur et le désarroi. A quoi bon insister sur ces événements? Vingt fois dans l'histoire de l'Unité nous serions obligés de refaire le même tableau. Dans ces dures et graves circonstances, Loukach prouva qu'il avait hérité du courage et du dévouement de Grégoire, sinon de ses doctrines. Son activité, sa fermeté, son zèle, le nombre prodigieux de ses écrits prou-

1. Palatsky, *Hist. de Boh.*, v. 2, p. 140.



vent que ceux qui avaient placé leur confiance en lui, l'avaient bien jugé ; il justifia par ses services la fermeté un peu hautaine de son autorité. Il sortit grandi de l'épreuve, et ceux qui l'avaient vu au danger ne pensèrent plus à discuter ses décrets. La persécution ne se ralentit qu'en 1514, et Loukach faillit en être une des dernières victimes.

Les effets de l'oppression commençaient à être sensibles ; les faibles abandonnaient l'Unité, les liens des diverses églises se relâchaient ; l'évêque voulut profiter de la première éclaircie pour entreprendre une tournée pastorale. Il fut traîtreusement arrêté avec ses deux compagnons par le seigneur de Ianovitse, Pierre Souda. Ce Pierre, « le maître et le prince des voleurs », dont la vie n'est qu'une suite ininterrompue de violences et de crimes, jusqu'au moment où les villes exaspérées lui infligèrent un châtiment exemplaire, espérait sans doute extorquer quelque argent aux Frères. Il traita fort durement ses prisonniers ; Loukach, qui souffrait de la pierre, tomba malade, et bientôt l'on craignit pour sa vie. Il resta calme en face de la mort ; sa fermeté troubla Souda, auprès duquel étaient intervenus aussitôt les amis du prisonnier ; il se décida à le remettre en liberté, à condition qu'il se présenterait devant le Consistoire utraquiste pour répondre des erreurs qu'on lui reprochait. Avant que le moment fixé fût arrivé, Vladislas était mort (mars 1516).

Avec la mort de Vladislas commence pour les Frères une nouvelle période de sécurité et de progrès. Le nouveau roi, Louis, n'avait que neuf ans. Énervée déjà par la faiblesse de Vladislas, l'autorité centrale disparaît presque complètement sous son successeur, et, au milieu de l'anarchie universelle et complète, rien ne s'oppose plus à la propagande des Frères.

Ce fut l'heure des vastes espérances. L'Unité voyait sans cesse ses églises se multiplier, son influence s'étendre ; les villes étaient déjà sérieusement entamées ; la fraction la plus intelligente, la meilleure et la plus puissante de la noblesse était convertie ou favorable. Où s'arrêteraient ces conquê-



tes? Les succès passés ne répondaient-ils pas de l'avenir? Combien la marche avait été rapide, en un demi-siècle, depuis le moment où quelques pieux pèlerins quittaient Prague à la suite de Grégoire! Les Frères étaient encore dans toute la force et dans tout l'enthousiasme de la jeunesse; ils redoublaient d'efforts et d'activité, multipliaient les apologies et les professions de foi [1]. Depuis 1500, ils avaient une imprimerie à Mlada-Boleslav; ils en fondèrent une autre à Litomychl et une troisième à Biéla. Ils avaient une vague conscience que l'heure était décisive, et ils ne voulaient pas manquer à la fortune [2]. De quels côtés seraient venues les difficultés? De l'autorité temporelle? Elle est anéantie ou gagnée. Du Catholicisme? Il est en pleine décadence; le clergé, sans direction, perd courage; les populations s'écartent d'une Église qui n'apparaît plus que comme la ruine lamentable d'un grand passé disparu. La succession est ouverte : qu'il se présente seulement quelqu'un assez hardi pour la réclamer, assez fort pour la supporter! — Quel sera-t-il, ce successeur attendu? Ce ne sera certes pas l'Utraquisme, stationnaire, vieilli, plus usé déjà que le Catholicisme, maintenu seulement par un reste de superstition ou par la protection des lois. Et ce sont ces fantômes qui arrêteraient l'Unité, pleine de vie et de foi, visiblement protégée par Jésus, fortifiée par la persécution, instruite et élargie par l'expérience! Il lui appartient de faire ce qu'a vainement essayé le Hussitisme; elle réconciliera dans l'Écriture les divers partis tchèques, elle assurera le triomphe de l'Évangile et le repos de la nation, enfin sortie d'une trop longue période de troubles et de guerres intestines [3].

1. C'est à cette époque que paraissent le premier catéchisme et le premier recueil de cantiques des Frères. Sur soixante ouvrages connus, publiés en Bohême de 1500 à 1510, cinquante sont publiés par l'Unité.

2. Les succès des Frères furent surtout rapides dans l'Est de la Bohême; ils y avaient 150 églises importantes. Mlada-Boleslav, Litomychl et Pardoubitse étaient les trois points où les adhérents de l'Unité étaient le plus denses. A Mlada-Boleslav, le baron Krajek leur avait donné un ancien couvent de Dominicains; ils y avaient leur église, l'école, et les principaux membres du Conseil y habitaient, c'était le Mont-Carmel; à Litomychl, le sbor s'appelait le Mont des Oliviers.

3. Vers 1520, l'Unité comptait en Bohême et en Moravie plus de 400 églises et au moins 150,000 fidèles.



Ces rêves furent brusquement interrompus par deux événements imprévus. A la mort de Louis (1526), les Tchèques élurent pour son successeur le frère de Charles-Quint, Ferdinand d'Autriche; à la même époque, Luther avait déjà donné le signal de la Réforme allemande.

Le nouveau roi savait ce qu'il voulait et il le voulait bien. Catholique, il haïssait les Frères, dans lesquels, avec un sens très fin, il apercevait les véritables ennemis de l'Église romaine; politique avisé, espérant amener les Utraquistes à se soumettre à Rome, dont il obtint les concessions qu'elle avait refusées à tous ses prédécesseurs, il détestait ces dissidents qui étaient un obstacle à ses projets. Très jaloux de ses droits, il redoutait ces sectaires, nés de l'anarchie, grandis au milieu du désordre, et dont l'existence était la négation même du principe social; leur alliance avec les nobles lui était suspecte et leur influence dans les villes, désagréable. Hostilité d'autant plus redoutable que les Frères n'étaient couverts par aucune loi, mais qu'ils étaient toujours sous le coup de décrets très rigoureux qu'on pouvait à toute heure invoquer contre eux!

En dépit cependant de toutes les phrases convenues sur l'impuissance de la force contre les idées, il n'y a pas d'exemple qu'une nation se soit convertie à un culte nouveau malgré la volonté persistante de ses chefs. Les successeurs de Ferdinand n'héritèrent pas tous de son dévouement au Catholicisme, ils n'eurent surtout pas une intelligence aussi claire de la situation et une volonté aussi ferme; en somme pourtant, ils demeurèrent fidèles à Rome et retinrent au moins une large part de l'autorité reconquise par le fondateur de la dynastie; on ne revit plus en Bohême de période d'anarchie analogue à celle du commencement du XVIe siècle. Les Habsbourgs refusèrent toujours de relever l'Unité de la mise hors la loi prononcée contre elle, et ils disposaient de forces telles que, devant leur volonté bien arrêtée, toutes les tentatives de pression échouèrent. Cette attitude de la royauté eut pour résultat, sinon d'arrêter complètement, du moins de rendre beaucoup plus difficiles et lents les progrès des Frères. Leur propagande ne s'exerça plus que

sur des individus, d'une manière sporadique en quelque sorte. Il y avait là pour eux plus qu'un arrêt : les religions voisines de leur berceau ont une force d'attraction qui s'épuise vite. L'Unité en Bohême tendit à devenir quelque chose de semblable à ce qu'est le protestantisme en France, une communion respectée, disposant d'une très réelle influence, attirant à elle de temps en temps des hommes distingués, mais qui n'espère guère et ne désire pas même beaucoup rallier à elle le gros de la nation.

D'autant plus qu'elle avait à compter désormais, non plus avec les Utraquistes, mais avec les Luthériens. — Il ne saurait être question ici d'une comparaison régulière entre la doctrine des Frères et celle de Luther : il semble bien que la plus voisine de l'Écriture n'était pas celle de Luther ; mais cela même lui assurait un sérieux avantage. La Réforme luthérienne ne présentait pas ce caractère si nettement marqué d'évangélisme démocratique qui, chez les disciples de Kheltchitsky, effrayait ou choquait bien des gens. Que les convictions religieuses s'expliquent plus ou moins par des préoccupations matérielles, c'est ce qui est sans doute regrettable, mais ce qui est aussi général que naturel. L'élite des seigneurs s'était convertie à l'Unité ; la majorité accepta le Protestantisme, et comme, presque toujours, les nobles entraînaient leurs sujets et leurs serfs, que d'ailleurs ils disposaient d'une influence prépondérante dans la diète, leur conversion livra à l'Église luthérienne tout le royaume, toute la partie du royaume au moins qui n'était pas catholique. Les progrès de la foi nouvelle auraient pu être arrêtés par les haines nationales, mais l'Empire affaibli n'inspirait plus de très vives inquiétudes ; désormais maîtres chez eux, protégés par des lois précises, les Tchèques étaient tout disposés à oublier leurs griefs contre des voisins dont ils espéraient avoir arrêté les envahissements. Dès que l'origine germanique de la Réforme n'était pas un motif d'exclusion, elle était une recommandation puissante. Malgré les progrès des Slaves, il y avait en Bohême beaucoup d'Allemands, dans les villes surtout, et ils étaient attirés vers



l'Église germanique par un vague instinct de race. En dehors même de ces Allemands, la nation entière subissait la pression, sourde, indéfinissable, mais écrasante, qu'exerce toujours sur un petit peuple un grand État voisin.

Si l'on néglige même toute considération extérieure, il y avait dans la Réforme allemande, dans le génie si large et si humain de son initiateur, dans ses succès presque foudroyants, une attraction irrésistible : les Frères mêmes semblèrent près d'être entraînés. Loukach réussit à empêcher l'Unité de se perdre dans le protestantisme ; grâce à lui, elle resta une secte indépendante, elle conserva une vie individuelle. En se plaçant au point de vue purement humain et historique, on a le droit de se demander : à quoi bon cette résistance ? Dans quel but ? — l'Utraquisme avait succombé à la maladie qui le minait depuis si longtemps, mais sa succession était déjà recueillie ; les destins avaient prononcé, l'arrêt était définitif : le plus sage eût été de se résigner. En refusant de le faire, les Frères qui, jusqu'alors, avaient été une espérance, devinrent un danger. Ils avaient paru appelés à rétablir l'unité morale en Bohême, en absorbant peu à peu tous les partis; ils ne furent plus désormais qu'un obstacle à l'union et un nouvel agent de discorde. Aux factions déjà si nombreuses une autre s'était ajoutée : la valeur de ses membres et leurs services individuels ne compenseront qu'imparfaitement les résultats funestes de la confusion qu'elle entretient et qu'elle augmente.

CHAPITRE IV

FIN DE LA DYNASTIE DES JAGELLONS

Les dernières années de Vladislas. L'anarchie. — Triomphe de l'oligarchie. Lev de Rozmital. — Les nobles et les villes. Barthélemy de Münsterberg. Jean Hlavsa et Pachek de Vrat. — État moral et intellectuel du pays. L'Humanisme. Ruine de l'Université; décadence de la littérature. Les jurisconsultes : Tstibor de Tsimbourg et Vchehrd. — La langue tchèque; dangers qui menacent l'indépendance nationale; affaiblissement du patriotisme, abaissement politique. — Louis Jagellon (1516). Coup d'état de 1523 et réaction de 1524. — Bataille de Mohacz et mort de Louis, 1526. — Fin de la dynastie des Jagellons; désastreuse influence qu'ils ont exercée et périls de la situation.

Les dernières années du règne de Vladislas Jagellon et celles pendant lesquelles le trône fut occupé par Louis Jagellon, comptent certainement parmi les plus lamentables périodes de l'histoire tchèque, si féconde cependant en tristesses. Elles illustrent en quelque sorte les fautes commises et en éclairent les désastreuses et fatales conséquences. Les luttes de classes dégénèrent en conflits personnels; il ne s'agit même plus de savoir si l'oligarchie établira sa domination sur le reste de la population, mais si tel ou tel seigneur continuera impunément ses rapines; aux chefs de partis succèdent les coureurs d'aventures; les ambitions deviennent plus acharnées à mesure qu'elles sont moins hautes. Les nobles discréditent par leurs excès et leur égoïsme le gouvernement des diètes et excusent d'avance tous les coups d'état, aussi incapables de les prévoir que de les conjurer. Ballotté de secousse en secousse, entre une royauté qui peut tout oser et ne sait rien maintenir et une féodalité inconstante dont l'insolence égale la pusillanimité, le pays ne connaît de la liberté que le désordre, de l'autorité que l'ar-



bitraire, comme il n'a de l'indépendance religieuse que le désarroi moral et de l'affranchissement de Rome que la corruption et le servage du clergé. Dans les villes, le gouvernement direct aboutit à la dictature turbulente de quelques tribuns. Le sentiment national s'épuise en platoniques démonstrations, les esprits s'abaissent et les cœurs s'attristent; l'indifférence ou le pessimisme envahissent les âmes, et les plus nobles cœurs se détournent du monde, sans autre espoir que dans la vie éternelle.

Depuis son élection au trône de Hongrie, Vladislas ne fit guère à Prague que de courtes apparitions; lorsqu'il revint en 1509, tous ceux qui ne l'avaient pas vu depuis quelque temps, furent frappés du changement qui s'était accompli en lui. Il marchait sombre, préoccupé, « plus accablé que grave », comme écrasé sous le poids de la double couronne que lui avait imposée la fortune. De quelque côté qu'il tournât ses regards, en Hongrie comme en Bohême, il n'apercevait que des ruines. « En dehors des collines, des bois et des domaines où j'ai passé mon enfance, écrit Bohuslas de Lobkovits, je ne vois rien dans ma patrie de nature à satisfaire mon cœur. Les brigandages augmentent chaque jour; partout des divisions infinies; — les Ordres, sans cesse en armes les uns contre les autres; — les hauts dignitaires ne sont pas avares de paroles, mais que font-ils pour apaiser les troubles? Oublient-ils leurs anciennes haines? — Adonnés à la volupté et à l'avarice, ils ne s'accordent que lorsque leur intérêt le commande [1]. » Une lettre de 1507 est plus mélancolique encore, et les réminiscences classiques qui se pressent sous la plume de l'humaniste ne suffisent pas pour mettre en doute la vérité d'un tableau que confirment tant de documents contemporains. « Partout la discorde et les suites qu'elle traîne après elle, la misère, la désolation et la peste; tous les maux qui détruisent les plus puissants royaumes se sont rués sur nous. La désunion qui règne entre les différentes classes

1. Lettres, p. 78.



dépasse toute imagination; les diètes sont nombreuses, mais on n'y prend aucune des mesures qui seraient utiles à la patrie; nous avons sans cesse à la bouche les mots de paix et d'union, mais à la bouche seulement. Les ecclésiastiques, qui devraient exposer leur vie pour le salut des âmes, se taisent : ils craignent plus ceux qui menacent leurs corps, que Dieu dont la condamnation les livrera à d'éternels châtiments; ils ont plus de colère pour ceux qui usurpent leurs biens que pour ceux qui propagent la superstition et l'erreur. Après tout, ils méritent peut-être encore d'être excusés à cause du peu de crédit qu'ils conservent chez nous; mais les laïques ! Ils croupissent dans la débauche et la paresse, se réjouissent de l'état actuel ou poursuivent avec une telle fièvre les honneurs et les richesses qu'ils négligent et dédaignent leurs devoirs envers Dieu et envers les hommes. Le roi lui-même, dont tous les peuples chrétiens vantent et célèbrent la piété, refroidi par l'âge ou par le dégoût, demeure inactif en Hongrie, comme s'il avait été frappé d'apoplexie. Ah, mon ami, jadis, quand, sous les Ottons, les Henri et les Frédéric, la Germanie florissait et que sa puissance était partout reconnue, la Bohême passait pour la plus puissante partie de votre Empire; maintenant que l'Allemagne périclite, nous aussi nous déclinons et nous périssons. Après les Assyriens, les Perses, les Macédoniens et les Romains, nous donnons à la postérité un nouvel exemple de la manière dont s'effondrent les royaumes. Et notre sort est pire encore, puisque ce ne sont pas seulement nos richesses et nos biens, mais nos âmes mêmes qui sont exposées au plus terrible péril [1]. » Les prévisions que suggérait au poète sa haine de l'hérésie, n'étaient que trop exactes; c'était bien la vie et l'âme de la Bohême qui étaient en cause.

1. P. 90. Il ne faut jamais prendre tout à fait à la lettre les lamentations des moralistes, mais Bohuslas ne fait guère ici que résumer les témoignages de tous les contemporains. — Bohuslas était catholique et, à ce titre, favorable à l'Allemagne; on l'a accusé de manquer de patriotisme, — ce qui est exagéré, — mais son patriotisme était bohême, non pas slave.



Déplorable banqueroute de tant de joyeuses espérances! voilà où aboutissait cette alliance tchéco-polonaise, objet de tant de rêves de bonheur et de gloire. — L'histoire cherche et rappelle les circonstances atténuantes qui diminuent la responsabilité du roi, elle se souvient des tristesses de sa vie, mais ni la pitié ni l'indulgence ne sauvent sa mémoire d'une condamnation sévère. « Par sa bonté, écrivait au jeune roi Louis un seigneur qui joignait à un profond sentiment des droits de la noblesse une intelligence politique supérieure, un cœur droit et un dévouement sincère à la patrie, par sa bonté le défunt roi a fait beaucoup de mal dans ce royaume [1]. » La postérité ne saurait relever Vladislas de cette sentence.

Personne dès lors n'attendait plus rien de lui et les regards se tournaient désormais uniquement vers son jeune fils. Il était l'avenir et l'espérance : je voudrais, lui écrivait Guillaume de Pernstein, que vous apprissiez à régner, à commander, à montrer à tous qu'ils ont un roi [2]! — Mais

1. Les lettres de Guillaume de Pernstein sont admirables de saine raison, de franchise, de hauteur de sentiment; elles montrent tout ce que des rois intelligents et patriotes auraient pu tirer de la noblesse tchèque, prouvent aussi la gravité du danger. Lorsque Guillaume de Pernstein sent approcher la mort, il écrit à Louis : Je vous ai accepté pour roi, j'ai posé deux doigts sur votre couronne, il est de mon devoir de vous dire la vérité : que se passe-t-il dans le royaume? — Rien de bien et de juste. Ne vous abandonnez pas, ne laissez pas ruiner votre héritage. Il n'est que temps : par la négligence et les discordes beaucoup de royaumes ont péri; ce qui se passe maintenant en Bohême n'est que trop semblable à cela. Je ne sais pas comment les choses pourraient aller plus mal dans ce royaume, et les abus ne diminuent pas, mais augmentent. Lettre du 10 déc. 1520, *Archives bohêmes*, I, p. 75. Cp. une autre lettre au roi du 4 oct. (*id.* p. 74) : Hâtez votre venue, ce royaume en a si grand besoin que plus grand ne saurait être, car il périt hideusement. — Une lettre au seigneur de Brzezenitse (t. II, p. 152) : Si le roi n'écoute pas ces conseils, « il aura peu de joie dans ce royaume et le royaume lui-même périra. Car là où se forment des partis, ayant chacun leur chef, il n'y a ni espoir pour le bien ni amour pour le roi », etc.

2. « Gouvernez fermement; soyez un roi tel que, lorsque vous aurez dit : Je veux, il en soit ainsi; ou : Je ne veux pas, que cela ne soit pas, en songeant toujours à la justice. Si vous n'agissez pas ainsi dès votre jeunesse, vous ne serez jamais un véritable roi, mais vous ne serez roi que de nom; d'autres auront la puissance et feront ce qu'ils voudront, et il faudra que vous vous contentiez du titre. — Régnez, ne faites pas de vos sujets vos compagnons. — Soyez bon pour les bons, et pour ceux qui ne se conduisent pas bien, traitez-les comme ils le méritent. »



quelle tâche de reconstituer l'autorité dans un pays depuis si longtemps livré à lui-même, — et pour l'entreprendre, un enfant!

Vladislas avait épousé en 1502, à l'âge de quarante-six ans, Anne de Candale, petite-fille par sa mère de Marie d'Orléans, sœur de Louis XII [1]. L'histoire de la Bohême et de la Pologne offre d'assez nombreux exemples de ces alliances avec la maison royale de France, dans lesquelles il serait permis de voir comme le rapprochement instinctif des races slaves et latines menacées également par la race germanique. — Le choix de Vladislas était heureux : pas très belle, mais intelligente et énergique, Anne eut sur son mari une utile influence, malheureusement elle vécut trop peu de temps pour exercer une action sérieuse sur les affaires. Elle donna à son mari d'abord une fille, Anne, qui épousa plus tard Ferdinand d'Autriche, puis, l'année suivante, un fils, Louis (1506). Tous les efforts de Vladislas allèrent désormais à assurer à cet enfant la succession de ses couronnes. Ses inquiétudes étaient vives pour la Hongrie, où un parti national très nombreux se groupait autour de Jean Szapolyai et prétendait élever au trône un magnat magyar. En Bohême, bien que la constitution proclamât en principe l'hérédité de la couronne, Vladislas était lié par les engagements qu'il avait pris au moment de son avènement; il avait promis alors aux États de ne pas faire couronner son fils de son vivant. Les Seigneurs, dont l'ambition était assez courte, consentirent cependant à une transaction, et, plus satisfaits des perspectives favorables que leur ouvrirait une minorité que soucieux d'établir clairement leurs droits, ils n'insistèrent pas sur le principe même de l'élection; Louis fut reconnu roi à condition de confirmer tous leurs privilèges. Le jeune prince fut couronné en 1509 : au milieu de la cérémonie, l'enfant se mit à pleurer, ce qui parut un mauvais présage; les fêtes en gé-

1. Anne était fille de Gaston de Candale ou de Kendal et de Catherine, comtesse de Foix; elle avait été élevée à la cour de Louis XII.



néral se ressentirent de l'incertitude de la situation, furent mesquines et tristes.

Après ce grand effort, Vladislas retomba dans sa torpeur et l'autorité ne fut pas mieux respectée quand il y eut deux souverains au lieu d'un. Depuis que le roi séjournait ordinairement en Hongrie, ses fonctions en Bohême ne consistaient plus guère qu'à désigner un certain nombre de seigneurs en faveur desquels il renonçait à ses pouvoirs; encore son choix n'était-il pas libre, et se bornait-il le plus souvent à confirmer les choix de la diète. En 1508, à la diète de la Saint-Jacques, il avait demandé aux régents de garantir les dettes énormes qu'avaient imposées à la couronne l'avidité des courtisans et le gaspillage universel, et il leur avait abandonné, en échange, l'administration de tous ses revenus. Désormais, l'abdication était complète. Les créanciers du roi formèrent une sorte de syndicat qui exploita le pays sans pudeur et sans mesure; jusqu'au moment de l'avènement de Ferdinand Ier, le royaume est abandonné à une bande d'agioteurs qui foulent aux pieds toutes les lois, ne tiennent aucun compte des besoins ou des désirs de la nation et dont les violences et les exactions alarment les intérêts, soulèvent les consciences et provoquent des résistances qui mettent le comble à l'anarchie.

L'homme qui a attaché son nom à cette période d'exploitation, est Lev de Rozmital. Zdéniek Lev de Rozmital était le neveu de la reine Jeanne, la femme de Georges de Podiébrad; son père, très remuant, avait joué un rôle assez en vue dans les derniers évènements et commencé la grandeur de sa maison. Au début, Zdéniek s'était réclamé du parti modéré et de Guillaume de Pernstein; mais, soit que ce ne fût là que l'habileté du politique qui cache son ambition et cherche avant tout à se ménager des complices, soit qu'il ait été entraîné par les évènements et ait subi la contagion morale qui fait tant de victimes à cette époque, il ne songea bientôt plus qu'à profiter de la décadence de la royauté pour assouvir ses instincts de domination et de rapine. On l'a loué d'avoir en général respecté les formes légales, et l'on



admire en lui quelques velléités de rétablir l'ordre public : — quel est le partisan qui, après avoir conquis le succès par les pires moyens, ne tente pas ensuite de consolider sa fortune en soumettant les factions? Et n'est-ce pas un révolté, et le pire de tous, l'homme dont l'hypocrisie fausse l'esprit même de la constitution, en respectant la lettre des décrets? De quel droit voulut-il ensuite exiger des autres l'obéissance à la loi, et quelle confiance méritaient ses décisions, lorsqu'il ne s'inspirait jamais de la justice, mais de son intérêt personnel? — Sans grande instruction, avec les qualités secondaires d'un conspirateur, il n'avait ni la hauteur de vues ni l'élévation de sentiments ni l'étendue et la clarté d'esprit qui, seules, désignent les véritables conducteurs de peuples. Son modeste mérite fut de comprendre, dès la première heure, les avantages de la liquidation dont Vladislas voulait se décharger sur les seigneurs. Au moment où il accepta de devenir ainsi la caution du roi, sa fortune était médiocre; en quelques années et malgré les sommes énormes qu'il dépensait pour satisfaire ses besoins de luxe ou accroître ses partisans, grâce aux intérêts fantastiques qu'il touchait, accrus encore par toutes sortes de bénéfices illicites, il devint un des plus grands propriétaires de la Bohême. Et ce roi, qu'il volait effrontément, lui fut reconnaissant de son apparente générosité! La réserve de Guillaume de Pernstein et des nobles les plus honnêtes irrita Vladislas, il se jeta tout entier dans les bras de Lev, jusqu'au jour où celui-ci, usufruitier de presque tous les domaines royaux, appuyé sur des légions d'affidés et de complices, maître de l'administration qu'il avait remplie de ses créatures, fut assez fort pour tenir en échec le peuple tout entier et braver l'autorité royale elle-même [1].

1. Sur cette période, cons. avec Palatsky, qui ne me semble pas assez sévère pour Lev, les nombreux et importants travaux de Rézek, et surtout, Vladislas et Louis, dans le *Journal du Musée boh.*, 1882. « Lev avait une politique fort ambiguë, son caractère était sans droiture; sa coutume était d'exciter les passions, puis de s'étonner de leur violence; il attisait le feu et se lavait ensuite les mains du mal qu'il avait fait » (p. 221). J'ai déjà indiqué plus haut comme principale source pour cette période les *Lettres de Lev de Rozmital*, publiées dans l'*Archiv tchesky*.



Encouragées par l'exemple venu d'en haut, toutes les passions égoïstes se déchaînèrent; comme la loi n'existait plus, les intérêts menacés ne comptèrent que sur la force. Lev de Rozmital encourageait toutes les usurpations des nobles contre les villes : les bourgeois formèrent des ligues et prirent les armes. La tyrannie de Zdéniek s'appuyait sur les Catholiques : les Utraquistes, dont les privilèges étaient contestés, s'organisèrent pour la résistance. Parmi les nobles, tous ceux dont il avait froissé l'orgueil ou repoussé les demandes, s'insurgèrent contre la tyrannie qu'un de leurs égaux voulait leur imposer; l'orgueil blessé réveilla en eux les scrupules du patriotisme et les unit à ceux dont la probité redoutait sincèrement pour la Bohême les conséquences de ce régime déplorable. Les factions redoublèrent de violence, et la confusion des intérêts individuels et des luttes de castes rendit la situation presque inextricable.

A la fin de la période des Jagellons la société paraît vraiment retourner à la barbarie; il n'y a même plus de partis; aucun groupe n'a de programme réel ni de personnel permanent, les palinodies sont incessantes, les variations perpétuelles, et, au milieu de cette suite continuelle de traités, de guerres, d'alliances, de ruptures, dans cette mêlée désordonnée, les idées de patriotisme et de devoir s'effacent chaque jour davantage devant l'instinct primitif de la lutte pour la vie. « La Bohême, écrit alors l'écrivain polonais qui nous a laissé sur cette période d'intéressants souvenirs, est pleine de séditions et de troubles; les Ordres sont divisés les uns contre les autres; partout des ligues et des factions : les uns défendent l'autorité des tribunaux, les autres refusent d'obéir aux lois et aux jugements, les autres enfin préfèrent piller plutôt que de se soumettre à la justice : aussi la Bohême est-elle pleine d'embûches et résonne tout entière du bruit des armes. »

Vers la fin du règne de Vladislas cependant, les divers ennemis de Lev se rapprochèrent. Les villes venaient de trouver ce qui leur avait manqué jusqu'alors, un chef capable d'organiser leurs forces et de transformer en un véritable parti

politique ce qui n'avait été si longtemps qu'une masse flottante de colères et de rancunes. Un petit fils de Georges de Podiébrad, jeté par le hasard dans le camp des bourgeois, Barthélemy de Münsterberg, avait bientôt révélé de véritables qualités de gouvernement. Sans grands scrupules, entouré d'aventuriers suspects, il avait, à défaut d'une grande valeur morale, une intelligence ouverte et claire; il avait compris que la force de Zdéniek ne consistait que dans le manque d'entente de ses adversaires et qu'il ne résisterait pas à la coalition des intérêts qu'il avait lésés. Éloquent, avec la verve d'un démagogue et la souplesse d'un courtisan, il séduisit les Praguois, réveilla la jalousie des chevaliers qui surveillaient avec quelque défiance les projets politiques et religieux de Rozmital, et groupa autour de lui les nombreux seigneurs qu'inquiétaient les visées du chef de l'aristocratie.

Barthélemy de Münsterberg ne pouvait rien sans l'appui du roi; il travaillait à lui ouvrir les yeux sur ses véritables intérêts, lui montrait le grand rôle qu'il lui réservait et la force que trouverait la monarchie dans une alliance avec les éléments modérés et pacifiques. Vladislas était déjà convaincu; le difficile n'était pas d'obtenir son adhésion, mais de la transformer en collaboration durable et active. Barthélemy n'y avait pas encore réussi quand il se noya en traversant le Danube (1515). Ses vastes projets furent abandonnés; cependant son intervention ne fut pas complètement inutile, et, depuis ce moment, Lev et les seigneurs qui le soutenaient eurent à compter avec une opposition plus compacte et plus hardie.

Vladislas mourut l'année suivante (1516), avant d'avoir pris un parti. Ses incertitudes se retrouvèrent jusque dans son testament. Il donna pour tuteur à son fils un cousin de Barthélemy, Charles de Münsterberg, petit fils comme lui de Podiébrad.—Charles rêvait la succession de Barthélemy, dont il n'avait malheureusement ni l'audace ni la perspicacité, et il était lié avec les villes par un traité d'alliance et de subsides. — Mais, par une de ces contradictions dont



il était coutumier, Vladislas lui avait donné pour co-régents, pendant la minorité de Louis, un catholique et un oligarque convaincu, Čhihovsky de Riesenberg, et le grand burgrave lui-même, le principal fauteur du désordre, l'ennemi implacable des villes, le contempteur du pouvoir royal, Lev de Rozmital. Pas plus qu'entre les partis intérieurs, Vladislas n'avait osé choisir entre les alliances étrangères, et il avait confié la haute tutelle et en quelque sorte recommandé son fils à la fois à Sigismond de Pologne et à Maximilien d'Autriche.

On eût cherché de propos délibéré à organiser le gâchis qu'il eût été impossible de mieux faire. Non seulement il était plus que probable que le roi de Pologne et l'Empereur ne songeraient qu'à exploiter à leur profit l'autorité qu'on leur confiait, mais leur jalousie paralysait leur action: les divers partis politiques ou religieux rivalisèrent d'efforts pour les gagner à leur cause, s'abritèrent sous leurs décisions quand elles leur étaient favorables, passèrent outre quand elles leur déplaisaient. Maximilien et Sigismond avaient trop d'affaires sur les bras pour s'occuper avec beaucoup de suite de la Bohême; l'anarchie ne leur déplaisait pas, elle leur livrerait un jour le royaume qu'ils convoitaient également; Lev favorisait les catholiques, ils n'avaient aucune raison sérieuse de le contrecarrer : ils se contentèrent d'une reconnaissance platonique de leurs droits, n'intervinrent qu'à de rares occasions, et toute l'influence appartint en réalité à Zdénick.

Il multipliait les déclarations patriotiques, assez adroit pour que beaucoup d'honnêtes gens se prissent encore à ses paroles, et, sûr de l'impunité grâce à la rivalité de l'Empereur et de Sigismond, attisait le désordre pour augmenter sa fortune. En vain, quelques nobles, plus clairvoyants, dénonçaient-ils ses intrigues et insistaient-ils sur la nécessité d'un changement complet de politique : Chers seigneurs, écrivait le vieux Guillaume de Pernstein, pensez à ce royaume; si les trois Ordres ne se réunissent pas, si le droit n'est pas observé, il n'y aura plus ni sécurité ni sta-

bilité; nous aurons un droit, et ce sera comme si nous n'en avions pas; quelle constitution nous protégera? Que la volonté de Dieu soit faite! Ni les païens ni les chrétiens n'ont pu ruiner ce royaume; le ruinerons-nous de nos propres mains? Notre jeune roi le perdra-t-il par notre faute? Quelle honte pour nous! Quelle infamie s'attachera à nos mémoires [1]! — La plupart haussaient les épaules en entendant les objurgations du vieillard. Les plus honnêtes écoutaient tristement; que signifiaient les discours? Quelle confiance après tout méritait Pernstein? N'était-il pas lui aussi entiché de tous les préjugés de sa caste et n'avait-il pas appuyé la plupart des revendications des Seigneurs contre les villes?

Les assemblées cependant ne résistent guère à certains appels, et leur majorité se prononçait souvent contre Lev; mais sa puissance était si solidement établie qu'elle défiait toutes les attaques. Lorsque les diètes étaient mal disposées, il traînait les débats en longueur, lassait la patience de ses adversaires et restait maître du terrain. S'il ne parvenait pas à empêcher les votes hostiles, il en était quitte pour ne pas en tenir compte. Plusieurs années s'écoulèrent avant que les États obtinssent des régents le relevé des dettes royales. En 1517, on finit par supprimer la régence et on confia le gouvernement aux grands fonctionnaires : mince avantage, Lev ne régna plus comme tuteur, mais comme grand burgrave. Les dilapidations ne diminuèrent pas. Rozmital avait gagné à sa cause Pierre de Rosenberg qui, par ses immenses richesses, son nom, la gloire de sa famille, exerçait sur la noblesse une énorme influence; plus sûr que jamais de son pouvoir, il se livra sans frein à tous les caprices de son égoïsme et de sa fantaisie.

Lassés d'attendre de la royauté un secours toujours refusé, les bourgeois ne prirent conseil que de leur désespoir. Depuis l'émeute de 1483, Prague formait au milieu du royaume une petite république démocratique. Non

1. 1516. Cité par Palatsky, V. 2. p. 314.



seulement Vladislas s'était engagé à nommer les conseillers sur une liste de candidats qui lui seraient présentés par la Commune, mais au moment où, sous l'influence de Barthélemy de Münsterberg, il s'était rapproché des bourgeois, il avait accordé aux Praguois le droit d'élire leurs conseillers. Singulière façon de rétablir l'autorité royale. Sans aucune intelligence des nécessités du gouvernement, Vladislas pensait réparer le mal qu'avaient causé ses concessions excessives aux Seigneurs, par d'autres concessions qui n'étaient guère moins fâcheuses; la tentative de restauration s'ouvrait par une nouvelle abdication [1].

Représentants directs de la cité, en complète communion d'idées avec leurs concitoyens, les Conseillers entrèrent dès lors avec eux en relations permanentes. A un moment où l'existence même de la commune était en jeu, alors que toutes les résolutions pouvaient aboutir à une déclaration de guerre, il était naturel que chaque bourgeois fût consulté sur une décision qu'il serait peut-être obligé de soutenir par les armes. Le pouvoir fut exercé dès lors en grande partie par les assemblées générales, et elles furent conduites par des meneurs dont les qualités et les défauts répondaient aux goûts et à l'esprit de la foule ; les tribuns de la place publique ne le cédèrent souvent ni en véhémence ni en talent ni en influence aux orateurs de la diète. Parmi ces chefs de la démocratie urbaine, deux surtout, par leur fougue et leur adresse s'élevèrent au premier rang, et ils eurent l'honneur de donner au parti de la résistance contre la bande qui exploitait et ruinait le pays, l'audace et l'union qui lui avaient jusqu'alors manqué.

« Deux hommes, nous dit le notaire Bartoch qui nous a laissé sur ces événements un récit aussi précieux par les documents qu'il renferme que remarquable par l'art avec

1. Les conseillers sortant de charge, les « anciens » et l'assemblée publique élisaient un certain nombre d'électeurs qui, à leur tour, désignaient les nouveaux conseillers. Le roi se réservait d'ailleurs le droit de nommer les conseillers, s'il était dans le royaume. 1514, *Privilèges de la ville de Prague*, p. 350.



lequel il est conduit, brillaient comme deux flambeaux, non seulement à Prague, mais dans tout l'Ordre des villes; Dieu les avait doués d'un raison éclairée et d'une éloquence extraordinaire[1]. »

Ces deux hommes qui balancèrent un moment la puissance des seigneurs les plus redoutés et dont la rivalité remplit Prague de terreur, étaient Jean Hlavsa et Pachek de Vrat.

Jean Hlavsa était né à Strzibro de parents honorables, mais sans fortune. Pour tous ceux qui avaient de l'ambition et quelques talents, le moyen le plus sûr de s'élever à une condition supérieure était d'entrer à l'Université et de suivre la carrière du professorat; la jeunesse de Hlavsa fut difficile et malheureuse : après avoir terminé ses études, il était chantre dans une école, c'est-à-dire maître auxiliaire, quand il rencontra une de ces bonnes fortunes si fréquentes alors qu'elles étaient sans doute prévues dans les calculs de ceux qui se vouaient à l'enseignement. Il n'était pas rare que les jeunes gens qui, après avoir pris leurs grades à l'Université, recevaient la direction d'une école, touchassent le cœur de quelque veuve, plus ou moins jeune, mais bien rentée; leur esprit plus ouvert, leurs manières plus élégantes, l'espérance d'arriver grâce à eux à une situation sociale plus élevée, leur jeunesse surtout paraissaient une compensation suffisante de leur pauvreté. Enrichis par ces mariages, ces professeurs prenaient pied dans la bourgeoisie, et c'était par cette voie un peu étrange, mais dont

1. Le notaire, ou plus exactement le greffier Barthélemy, désigné ordinairement sous le nom de Bartoch, était un bourgeois de la Vieille-Ville de Prague. Marchand de toile, il appartenait à la bonne bourgeoisie et il en donne une opinion très favorable. Hardi, d'esprit libre, avec beaucoup de vivacité et de pénétration, il fut une des victimes de la tyrannie de Pachek; il nous a laissé des événements de 1524 à 1530 un récit pittoresque et des plus animés. Il convient naturellement de ne pas accepter sans examen toutes les accusations qu'il lance contre ses adversaires. Il mourut en 1535. Son style est simple, facile, un peu diffus, relevé d'expressions et de proverbes populaires, ses personnages sont très vivants. Sa chronique a été publiée par Erben, 1851. Une traduction latine a été éditée par Hœfler : *Bartolomæus von Sanct Ægidius, Chronica de seditione et tumultu pragensi* 1524; Prague 1859.



personne alors ne s'offusquait, que se rajeunissaient les oligarchies municipales. Les anciens bourgeois, après avoir murmuré pendant quelque temps contre les intrus et leur déloyale concurrence, ne leur tenaient pas rigueur, s'adressaient volontiers à leur compétence et les choisissaient souvent pour employés municipaux. Tiré de sa situation précaire par son mariage, Hlavsa remplit ainsi d'importantes fonctions, puis entra dans le conseil de Prague (1502) et y fut bientôt fort écouté. D'une instruction très étendue, il avait, autant que nous permettent de le juger les renseignements assez maigres que nous possédons sur lui, l'âme haute et l'esprit ouvert : quelques-uns de ses maîtres à l'Université avaient été élevés à l'école des humanistes italiens, et leurs leçons n'avaient pas été perdues pour lui : les choses de l'art ne lui étaient pas étrangères; il s'occupa de faire publier une belle Bible en tchèque, conclut à grands frais un traité avec un imprimeur de Venise, envoya deux correcteurs en Italie pour diriger le travail; l'édition de la Bible de 1506 est un des joyaux de la littérature tchèque. Généreux, il encourageait les savants et les études. Il avait assez de netteté d'esprit pour apercevoir les faiblesses de l'Utraquisme, assez de hardiesse pour en désirer la réforme, et il fut un des premiers adeptes en Bohême de la doctrine luthérienne. En politique, très dévoué aux franchises municipales et adversaire décidé des nobles, il détestait l'anarchie, poursuivait une alliance étroite des bourgeois et de la royauté et il n'hésita même pas à sacrifier aux nécessités du gouvernement quelques-uns des articles du programme démocratique. Son dévouement incontesté à la liberté religieuse, son éloquence, sa richesse, son courage lui valurent d'être chargé de missions délicates, et il fut toujours à la hauteur des tâches qu'on lui confia; il avait des amis nombreux dont le dévouement le suivit jusqu'à la fin de sa vie, mais ses qualités mêmes, d'un ordre trop élevé, l'éloignaient de la foule qui exigeait de son chef une parole plus redondante, moins de scrupules et plus d'audace; elle se reconnaissait mieux dans Pachek de Vrat, et celui-ci, après

avoir été longtemps l'auxiliaire de Hlavsa, essaya de le supplanter. Dans les villes ainsi, comme dans l'Ordre des Seigneurs, les questions générales se mêlèrent bientôt de querelles personnelles, et, au milieu des rancunes et des rivalités, les intérêts supérieurs et permanents furent si bien relégués au second plan que, pour sauvegarder leur situation, le chef des nobles et le représentant des villes, Lev de Rozmital et Pachek de Vrat, finirent par conclure une scandaleuse alliance.

Pachek était issu d'une très pauvre famille : sa mère était revendeuse, et on racontait que tout enfant il mendiait dans les rues. Peut-être faut-il chercher dans les épreuves de ces premières années l'explication de ses succès ; il avait grandi au milieu du peuple, savait lui parler sa langue, son âme s'était trempée à la lutte et à la souffrance, mais trop souvent la délicatesse, sinon l'honnêteté, ne sort pas intacte de ces rudes combats contre la misère. Il acquit en plaidant une certaine fortune et une grande notoriété : maître de l'Université et « Grand Notaire », il passait pour un juriste de premier ordre et un avocat éminent; de fait, ses adversaires eux-mêmes attestent son éloquence et les ressources de son esprit. Il avait les passions vives, le tempérament vigoureux et parfois brutal : par là même il plaisait à la foule, non moins que par son éloquence et son activité; sa rudesse d'ailleurs n'excluait pas la finesse et cette habileté qui gagne les cœurs et maintient les partis; appuyé sur le boucher Vanitchkovitch, il resta pendant plusieurs années le maître de la capitale, dédaignant les menaces des régents et bravant les ordres du roi. Ses services justifièrent longtemps sa popularité; nul ne contribua plus que lui à contenir dans Prague même les traîtres ou les lâches qui auraient sacrifié aux Seigneurs les intérêts des bourgeois; il triompha des jalousies qui affaiblissaient en les divisant la Vieille et la Nouvelle-Ville, et fondit les deux cités en une seule commune, soumise à une même administration; sûr du dévouement de l'assemblée publique, appuyé sur un Conseil où il ne comptait que des



auxiliaires ou des affidés, il fit ce que n'avaient pas voulu essayer les rois et opposa aux nobles une infranchissable barrière; la postérité a le devoir de ne pas l'oublier. Les résistances des villes n'avaient d'autre résultat pour le moment que d'augmenter la confusion, mais elles avaient un trop pressant besoin d'ordre et de sécurité pour ne pas renoncer bientôt à celles de leurs exigences qui compromettaient l'unité nationale, et, en les protégeant contre l'oppression, Pachek réservait à l'avenir des ressources précieuses et à la royauté de puissants alliés pour l'heure où elle retrouverait quelque conscience de ses devoirs.

Le jour, il est vrai, où un souverain voulut prendre en mains la chose publique, Pachek fut un des premiers adversaires qu'il eut à écarter. C'était la suite fatale du désordre des idées et du progrès des théories féodales; les adversaires des seigneurs adoptent leur programme, pas plus qu'eux ils n'ont le sentiment de leurs devoirs envers la patrie et ne consentent à sacrifier à l'ordre public quelque parcelle de leur indépendance. Dans la lutte entre les villes et les Seigneurs, si l'histoire prend parti pour les bourgeois, ce n'est pas pour ce qu'ils sont et ce qu'ils veulent, mais parce que les conditions mêmes d'existence de leur classe les auraient obligés rapidement à modifier leur attitude. — Seulement il leur eût fallu d'autres chefs que Pachek. Il n'y avait de réellement grand en lui que la volonté, cela suffit pour un agitateur, mais il n'avait ni la générosité d'âme ni l'élévation d'esprit nécessaires à un réformateur. Il voulait le bien, mais le confondait avec sa propre domination; impatient de toute supériorité, l'anarchie ne lui déplaisait pas pourvu qu'il y jouât un grand rôle; étranger à tout besoin moral, il se servait de l'Utraquisme pour établir son empire sur la foule, mais sans y attacher aucune superstition, et il n'hésita pas à le jeter par dessus bord quand il aperçut quelque avantage à un rapprochement avec Rome : en somme, inférieur à sa fortune et à l'œuvre qu'il accomplit.

Pour le moment, la reconstitution du parti des villes sous



l'influence de Hlavsa et de Pachek et les progrès de l'opposition au gouvernement de Lev étaient autant de causes d'anarchie. Aucun gouvernement : les partis en armes, les ligues particulières en guerre les unes contre les autres ; le château de Prague, aux mains des complices de Rozmital, braquant ses canons contre la cité ; les prises d'armes de la commune, dont la seule annonce répandait l'inquiétude et l'épouvante dans le pays tout entier ; les routes infestées de bandits, les diètes inutiles et troublées par des scènes scandaleuses ;— les impôts ne rentraient pas ou ne servaient qu'à enrichir les hauts fonctionnaires ; les assemblées de districts se substituaient au pouvoir central. En haut, l'autorité aux mains d'une bande de voleurs ; en bas, les paysans râlant sous le poids de la misère générale.

⁂

Comment de pareilles conditions politiques n'auraient-elles pas eu de désastreuses conséquences sur l'état moral et intellectuel du pays ? Leur longue et victorieuse lutte avec l'Église catholique avait développé chez les Tchèques, nous l'avons rappelé à propos du règne de Podiébrad, avec un très vif sentiment d'orgueil national, une sorte de timidité farouche ; à un moment où, bien que le sentiment religieux fût très affaibli, l'autorité de la cour romaine était encore incontestée, leur hérésie les mettait en quelque sorte hors la loi ; ils répondaient à cet ostracisme par une réserve hautaine, évitaient les universités étrangères, où ils n'auraient rencontré que défiance ou insultes. Les progrès même de la Réforme allemande ne rétablirent pas sur le champ les relations de la Bohême et du reste de l'Europe, et ce ne fut guère que dans la seconde moitié du XVIe siècle, surtout grâce à l'Unité des Frères, qu'elle se mêla de nouveau plus activement au mouvement général de la civilisation. Cela nous explique la lenteur avec la-

quelle elle ressentit les effets de la Renaissance et le peu de profit qu'elle en retira pendant longtemps.

L'Humanisme y avait cependant été introduit dès le milieu du xv[e] siècle par un des plus brillants, sinon des plus sérieux représentants des idées nouvelles, Æneas Sylvius; il avait fait école en Bohême, y comptait de véritables disciples, Jean de Rabenstein, Venceslas de Bouchov, un mathématicien distingué, Jean Chindel [1]. Il resta en correspondance avec eux, et sa rupture avec Georges de Podiébrad ne supprima pas complètement ces relations. Moins tolérants que le pape, les principaux humanistes se détournaient au contraire avec un mépris mal déguisé de ces sectaires, dédaigneux des futilités littéraires et enfoncés dans le goût des vieilleries théologiques. Leurs dédains contribuaient encore à éloigner les Tchèques, dont l'enthousiasme religieux flairait une vague odeur de paganisme dans le culte des lettres anciennes. Le patronage d'Æneas Sylvius n'avait certes pas affaibli leurs préventions et ils gardaient une aversion instinctive pour tout ce qui venait d'Italie et se rattachait de près ou de loin à la papauté. Pendant assez longtemps, les humanistes bohêmes ne se recrutèrent guère ainsi que parmi les catholiques, que ne retenaient pas les mêmes considérations et qui, exclus plus ou moins franchement de l'Université de Prague, étaient forcés d'aller terminer leurs études à l'étranger. Ils rapportaient d'Allemagne et d'Italie le goût des langues anciennes, l'habitude du latin, l'enthousiasme des belles-lettres; beaucoup ne manquaient ni de savoir ni de talent: un d'eux, Bohuslas Hasistein de Lobkovits acquit une grande notoriété et occupa une place honorable dans les Sociétés humanistes [2].

Par ses qualités comme par ses défauts, il représente assez exactement les tendances de l'École italienne en Bohême vers cette époque. Ce qu'il y avait de meilleur en lui et de plus sincère, c'était sa passion pour les choses de l'es-

1. Trouhlar, L'humanisme en Bohême, dans le *Tch. tchesk. M.* 1870, p. 370.
2. Cp. Trouhlar, Les œuvres de Bohuslas de Lobkovits, *Tch. tchesk. M.* 1878, p. 266.

prit; à ce point de vue, il mérite d'être comparé aux plus illustres disciples de la Renaissance : « J'apprends que tu es parti pour la Gaule, afin de satisfaire ton goût pour les sciences, écrit-il à son ami Adelmann, et je loue beaucoup ta résolution. Il n'y a certainement pas de meilleur moyen d'employer les jours qui nous sont donnés ici-bas. Et si les marchands, uniquement dans l'espérance du gain, n'hésitent pas à se rendre dans les contrées les plus lointaines et à braver toutes les difficultés et les dangers, comment nous laisserions-nous effrayer quand il s'agit de conquérir les plus précieux trésors [1]. » Il avait prêché d'exemple, avait parcouru l'Égypte, l'Asie-Mineure, le Péloponèse, la Sicile, avait pénétré jusqu'à Carthage pour y chercher des manuscrits; sa maison était une petite académie, sa bibliothèque était si riche qu'aucune de celles de l'Allemagne ne pouvait lui être comparée; il avait dans le monde entier des agents chargés de lui expédier des livres, il paya mille ducats un manuscrit de Platon; quand il mourut, il institua par testament une fondation pour entretenir ses collections.

Nobles amusements d'un honnête homme; mais l'amour des lettres n'exclut pas toujours une certaine médiocrité d'esprit. Bohuslas était un dilettante de moyenne valeur, et rien de plus. Son détachement des choses du monde n'allait pas sans quelque remords; il ne réussit à rien, parce qu'il eut des ambitions trop multipliées. Après avoir passé plusieurs années à la cour de Vladislas à attendre une charge qui ne vint pas, il rentra dans ses domaines, assez chagrin. Il se piquait d'orthodoxie et publia divers traités contre les Utraquistes et les Frères, que d'ailleurs il ne connaissait pas; sa fidélité à la cour romaine fut mal récompensée : il avait été désigné pour l'évêché d'Olomouts, Alexandre VI lui préféra un de ses favoris italiens. Les Muses ne le traitèrent pas beaucoup mieux que la politique ou l'Église : quelques critiques vantent sa Satire sur

1. Cité par Vinarzitsky, œuvres de Bohuslas de Lobkovits, p. XIX.



les mœurs des Bohêmes ; c'est un centon banal et vague, sans que les réminiscences constantes y soient jamais relevées par quelques traits d'observation saisis sur le vif. Ses fables valent mieux, elles sont plus courtes. Il aimait la Bohême, souffrait de sa décadence, mais son patriotisme abstrait et littéraire manquait de nerf et de précision : je me donne sans difficulté pour un allemand, écrit-il, et je suis fier d'en être un ; sa naïveté scandalise son correspondant, qui le rappelle à l'ordre. Il travaillait à grand bruit à relever le Catholicisme en Bohême, et il se brouilla avec un de ses vieux amis, Victorin de Vchehrd, à propos d'une satire contre Alexandre VI qu'on attribuait à ce dernier, mais c'était chez lui affaire de convenance plus que de conviction ; en dépit qu'il en eût, le souffle de tolérance qui anime les œuvres de l'antiquité, avait, non sans doute altéré, mais adouci sa foi : « Dans un pays libre, il faut que les langues soient libres », écrit-il à Pierre de Rosenberg, nommé gouverneur de Bohême par Vladislas. Comment concilier cette liberté avec l'obéissance à la cour de Rome ? Son âme naïve ne s'est jamais posé la question et n'a jamais aperçu la contradiction. En réalité, c'était un latiniste bien plutôt qu'un humaniste, et de l'antiquité il connaissait mieux la lettre que l'esprit ; élève laborieux et discret des Cicéroniens, il eut des amis et pas d'influence : il se plaint lui-même des railleries dont on accable « les gens qui parlent comme les livres » et qui « philosophent en latin ».

Des siècles s'écoulèrent souvent avant que la Renaissance portât ses fruits savoureux et que le génie des peuples modernes, élevé et épuré à l'école de l'antiquité, rivalisât avec les chefs-d'œuvre des Latins et des Grecs ; la Bohême, atteinte par une épouvantable tourmente, disparut du rang des nations trop vite pour donner sa mesure ; mais, malgré toute leur bonne volonté, Bohuslas et ses amis étaient de médiocres initiateurs, et l'Humanisme, en partie par leur faute, ne fut que la distraction de quelques raffinés et ne devint pas une grande école d'éducation et de progrès général.



A ce moment, l'indifférence, on serait tenté de dire l'aversion pour ces études frivoles et suspectes est telle que la plupart des traductions d'ouvrages anciens ne nous ont été conservées qu'en manuscrits. Parmi les premiers livres imprimés en Bohême, nous n'avons à signaler en fait d'œuvres anciennes que les Fables d'Ésope. Même plus tard, aucune imprimerie ne publie une collection importante d'auteurs classiques, texte ou traduction. Quand Sigismond Hrouby désire se livrer aux études grecques et latines, il quitte la Boheme et va s'établir à Bâle, où il s'associe au célèbre imprimeur Froben. Les érudits se répandent en plaintes sur la barbarie de leurs compatriotes : mais c'est eux-mêmes qu'ils devraient accuser de leur échec : la plupart du temps, leur science est à la fois pédante et superficielle, presque aucun d'eux ne sait le grec, leurs traductions des écrivains helléniques sont faites sur des traductions latines; leur goût est banal; parmi les écrivains latins, ceux qu'ils apprécient le plus sont les moins originaux, Sénèque, et surtout les auteurs du moyen âge, Pétrarque, Valla, Pontanus, etc. Les idées les laissent indifférents; ce qui les charme, c'est la rhétorique, l'élégance de collége: ils remplissent de latinismes leurs ouvrages tchèques ou même affectent de mépriser le tchèque et n'écrivent plus qu'en latin. Exagérations peu dangereuses et peu durables : de ce long commerce avec l'antiquité, la prose bohème conservera l'ampleur de la période, l'harmonie et une certaine majesté grandiloquente, qui caractérisent l'âge d'or de la littérature tchèque; mais, en attendant, le goût de l'antiquité n'a d'autre résultat que d'épuiser dans des jeux d'esprit stériles quelques écrivains bien doués et d'affaiblir la vie intellectuelle.

Les véritables représentants de la Renaissance à cette époque, ceux dont l'action serait féconde et l'influence heureuse, ce n'est pas parmi les érudits de profession qu'il conviendrait de les chercher, mais parmi les hommes d'État et les politiques. Vladislas avait donné l'exemple ; il se plaisait à attirer les écrivains, était curieux des cho-



ses de l'art; autour de lui les seigneurs et les chevaliers, souvent assez peu instruits, comprenaient l'utilité des études et les favorisaient. La richesse et la puissance, quand elles se transmettent de génération en génération, affinent l'esprit, éveillent le sens du beau : lorsque des enfants sont appelés à d'illustres destinées, comment ne pas chercher à les préparer à leurs devoirs et à leur fortune? Et quelle meilleure école que celle des écrivains anciens? Tstibor de Tsimbourg, qui ne savait pas le latin, se faisait traduire la République de Platon; Guillaume de Pernstein donnait pour précepteur à son fils un latiniste distingué, Jean Tcheska, qui, sur son ordre, traduisait en tchèque des extraits des philosophes et des moralistes anciens. Cette traduction, assez libre, mais d'une langue nerveuse et précise, obtint une grande réputation, fut rééditée trois fois et devint une sorte de manuel qui servit à l'éducation de plusieurs générations; les morceaux avaient été choisis avec beaucoup de tact et les jeunes gens y puisaient une nourriture singulièrement plus savoureuse que celle que leur aurait fournie la cuisine scolastique.

Quelques-uns voulaient pénétrer plus avant dans la connaissance de l'antiquité, formaient des collections, réunissaient des livres à grands frais. Parmi les familles qui s'illustrèrent par leur goût pour les lettres, aucune ne mérita mieux de la Bohême que celle des Boskovits; Ladislas de Boskovits fonda dans son château de Trzebov en Moravie une bibliothèque et des collections importantes; deux frères, Benech et Dobech, firent traduire en tchèque l'histoire de Bohême, d'Æneas Sylvius; les femmes même de la maison avaient été gagnées par cette fièvre intellectuelle, et Marthe de Boskovits scandalisa les catholiques en publiant, lors des décrets qui frappèrent l'Unité en 1498, sa Défense des Frères bohêmes, pleine d'érudition et de sens.

Rien ne serait plus aisé que de multiplier les noms et l'on s'explique qu'un des hommes qui ont le mieux connu le passé de la Bohême ait été pris d'une sorte d'enthou-



siasme à la vue de ce mouvement et ait déclaré qu'à aucune époque le royaume tchèque n'a compté autant d'hommes instruits et formés à l'étude de l'antiquité. — Il n'est pas douteux que, sous l'influence de la culture antique, les idées d'humanité, de générosité, de clémence, ne gagnent alors d'assez nombreux prosélytes. Ce que fut pour quelques seigneurs l'enseignement de l'Unité des Frères, les lettres anciennes le furent pour d'autres. L'idéal de justice et de douceur qu'ils proposent à leurs enfants dans leurs instructions, c'est chez les écrivains grecs qu'ils l'ont trouvé ; ils ont appris chez eux la tolérance, le respect de la dignité humaine, la générosité du cœur et l'élévation de l'âme [1].

La tentation est grande de tirer de ces exemples particuliers assez nombreux une conclusion générale, et le patriotisme des écrivains slaves n'y a pas toujours résisté. Et cependant, si nous observons non plus certains cas isolés, mais l'ensemble de la nation, quels progrès pouvons-nous constater ? Les mœurs sont-elles plus douces ? les sentiments plus nobles ? Ou du moins, puisque les progrès de la moralité publique ne répondent pas toujours au développement des lumières, les idées sont-elles plus larges, les intelligences plus affranchies et plus ouvertes ? — Hélas ! aucune illusion, aucune hésitation n'est possible : les nobles, protecteurs des lettres, n'ont pas plus d'action sur la masse de l'opinion publique que les humanistes catholiques. Nous sommes en plein moyen âge, ce sont les anciennes méthodes qui dominent, les vieilles idées que l'on ressasse, les formules usées que l'on répète. Pendant le règne de Podiébrad, malgré la médiocrité des œuvres, il y avait du moins un certain bouillonnement de pensée, il était permis de croire à une aurore : depuis, par suite de la fatigue, des désordres, de l'isolement, la pensée bohème paraît s'être affais-

1. Le type de ces seigneurs éclairés me paraît être ce chevalier Jean Hasistein de Lobkovits dont j'ai déjà cité les Instructions à son fils. Catholique sans fanatisme, il avait servi Podiébrad et Vladislas contre Mathias ; il avait voyagé, visité Venise, les îles Ioniennes, la Terre Sainte et a laissé un récit pittoresque de son voyage. Ses Instructions à son fils furent très souvent reproduites et imitées.



sée sur elle-même, et ce qui domine, c'est la vulgarité et la platitude.

Presque toute l'activité intellectuelle continue à s'absorber dans les luttes scolastiques, mais les épigones des réformateurs n'aperçoivent même plus le sens des problèmes qu'ils agitent. La discussion se rapetisse par les objets sur lesquels elle porte comme par la valeur des hommes qui la soutiennent : les œuvres de polémique ne sont plus que la reproduction diffuse des anciens traités, moins ce qui faisait encore l'intérêt de ces œuvres anciennes, la flamme et la conviction. Les partis ramassent les vieilles accusations, se renvoient les mêmes reproches. Quels successeurs de Rokytsana que Jacques de Mies ou Paul de Zatets, qui sont alors les flambeaux de l'Utraquisme et dont la réputation et la longue autorité illustrent d'une triste lumière la misère du parti ! Les minorités aussi, chez lesquelles les nécessités de l'existence maintiennent d'ordinaire plus d'indépendance et de verdeur, s'endorment, gagnées par la torpeur générale. Les Catholiques ne comptent pour reprendre le pouvoir que sur le hasard des intrigues ou d'un coup d'État; les administrateurs de l'archevêché de Prague n'ont d'autre souci que de conserver la paisible possession des maigres domaines qu'ont oubliés les confiscations. Les chefs de l'Église ont pris leur parti de leur défaite : c'est par acquit de conscience qu'Alexandre VI se décide à envoyer en Moravie, en 1499, le grand inquisiteur d'Allemagne, le dominicain Henricus Institoris : il n'apporte à sa tâche ni zèle ni conviction, ne connaît pas la situation, n'étudie pas la doctrine de ses adversaires; ses livres, vagues et plats, ne peuvent ni déterminer une conversion ni même arrêter les désertions; après deux ou trois ans de polémique sans éclat, il renonce à des efforts sur le résultat desquels il ne s'est jamais fait illusion et quitte la Moravie. Les évêques qui entourent Vladislas, « parlent plus souvent des trésors terrestres que des biens célestes, ont plus souvent à la bouche les noms des belles filles que ceux des saints »; les meilleurs sont ceux qui, « oubliant

dans le culte des lettres païennes les devoirs de leur ministère, s'occupent de Plaute et de Virgile plus que des Évangiles et s'intéressent davantage aux écrits d'Épicure qu'aux bulles pontificales [1]. » Il s'écoulera près d'un siècle avant que les Catholiques recommencent sérieusement la polémique contre l'hérésie, et il faudra que l'Église ait été secouée par la Réforme et ait trouvé dans les Jésuites de nouveaux défenseurs. Chez les Frères même, bien que la production soit plus active et la conscience religieuse plus éveillée, la décadence est visible. Quels noms chez eux méritent à ce moment d'être cités à côté de Kheltchitsky ou des écrivains postérieurs, tels qu'Augusta, Blahoslas et Coménius, qui porteront à un si haut degré de perfection la langue tchèque? Loukach est sans doute un écrivain fécond et érudit et un théologien vigoureux; mais ses œuvres sont le plus souvent d'une langue incertaine et obscure, et ne révèlent pas un sérieux talent littéraire. Bien que les *Docteurs* aient déja fait invasion dans l'Unité et l'aient transformée, les Frères se recrutent encore d'ailleurs et se recruteront toujours en grande partie dans le peuple, parmi les paysans et les ouvriers; ils conservent pendant longtemps comme une vague terreur de la haute culture intellectuelle; des efforts presque séculaires et l'exemple des Réformateurs étrangers diminueront cette timidité, ne la vaincront jamais complètement. Ils resteront la secte « des simples de cœur », reculeront toujours devant les plus hautes et les plus difficiles questions, ne comprendront jamais qu'une doctrine ne saurait obtenir de succès durable si elle n'aborde pas de front les redoutables problèmes de la destinée humaine.

C'est là d'ailleurs un mal dont souffre la Bohême tout entière à cette époque: par une contradiction singulière, dans un pays où les discussions théologiques sont incessantes, on s'écarte des hautes spéculations. L'abus de la scolastique détourne de la métaphysique; l'attention se perd dans

1. Bohuslas de Lobk., p. 57.



des détails secondaires, la force créatrice s'éparpille dans des productions insignifiantes; on n'a que la monnaie de la philosophie. A l'Université de Prague, il n'y a plus même de cours régulier de théologie.

Qu'a-t-elle conservé, cette célèbre institution, de sa gloire passée, et qu'est-il advenu du projet de Charles IV? Il avait espéré fonder là un grand centre de lumière qui rayonnerait à la fois sur l'Allemagne et les pays slaves et servirait comme de point de rencontre aux civilisations orientale et occidentale : un moment ses espérances s'étaient réalisées; des pays les plus éloignés accouraient des élèves, des milliers d'étudiants se pressaient sur les bancs de l'Université et elle rivalisait avec Oxford et Paris. Et maintenant? — Sa lamentable décadence est comme le résumé de la déchéance intellectuelle de la Bohême. La Faculté des arts seule vit encore, il serait plus juste de dire qu'elle seule n'a pas été supprimée. L'espèce de renaissance qui s'était produite à l'époque de Georges de Podiébrad n'a pas duré; depuis la mort de Grégoire de Prague qui y avait introduit les études nouvelles, elle ferme soigneusement ses portes aux influences humanistes, met son honneur à perpétuer les anciennes méthodes. Quelques rares élèves endormis autour d'une dizaine de professeurs médiocres : maîtres et étudiants rivalisent de négligence; la plus grande partie de l'année, les exercices vaquent; la plupart des professeurs sont des vieillards qui ne font pas leurs cours; ils représentent dans ce qu'elle a de plus mesquin et de plus borné l'orthodoxie utraquiste, méticuleuse et têtue, incertaine et soupçonneuse. Ils sont fort pauvres, la plupart de leurs revenus ayant été confisqués, s'épuisent en récriminations, accablent de leurs lamentations les diètes qui répondent par des promesses, toujours oubliées; l'administration et la défense de leurs pauvres revenus absorbent tout leur zèle; les règlements surannés auxquels ils sont astreints et la jalousie de leurs collègues entravent les efforts de ceux qui se risquent à troubler ce lourd sommeil. Aussi les hommes de talent qui s'égarent dans cette nécropole, Pachek de Vrat,



Cornelius de Vchehrd, plus tard Briccius de Litchko, se hâtent d'en sortir et de chercher dans d'autres fonctions un meilleur emploi de leurs facultés.

Dans un pays sans cesse agité par la guerre civile, claquemuré dans les dogmes étroits d'une religion formaliste et inquiète, où les études n'ont plus ni sécurité ni centre de direction, où les forces productrices sont d'ailleurs diminuées par la prépondérance des discussions théologiques et la désertion d'un assez grand nombre d'auteurs qui bornent leur ambition à égaler l'élégance cicéronienne des humanistes italiens, toutes les conditions nécessaires au progrès scientifique ou littéraire font défaut, et en effet, — un assez grand nombre d'œuvres de cette époque nous sont parvenues, la plupart ne sont remarquables que par la vulgarité de la pensée ou la platitude de la forme; les meilleures, sauf quelques rares exceptions, ne dépassent pas une honnête médiocrité.

Les voyages plus fréquents et plus faciles auraient dû éveiller la curiosité : de fait, les bibliothèques renferment un assez grand nombre de manuscrits relatifs à la botanique ou à la médecine; l'astronomie, qui avait toujours été en grande faveur à l'Université de Prague, conservait encore quelques représentants distingués : depuis l'introduction de l'imprimerie, chaque professeur était tenu de publier un « pronostic ». Ces pronostics ou almanachs étaient une des lectures favorites du peuple; leur contenu était assez varié et on y rencontre parfois d'utiles renseignements historiques. C'était aussi une tentative intéressante que celle de Nicolas Claudien, qui publiait en 1518 la première carte de Bohême. En même temps on traduisait en tchèque quelques-uns des principaux travaux scientifiques étrangers. — Fécondité plus apparente que réelle. Dans la plupart de ces livres, on cherche en vain une observation exacte ou une hypothèse ingénieuse; ce ne sont le plus souvent que des compilations sans valeur; les ouvrages de médecine sont des recueils de formules saugrenues et la vogue des traités d'astronomie s'explique par les ravages de la superstition et les progrès de l'astrologie.



La littérature proprement dite est plus misérable encore. L'ancienne poésie populaire, celle qui sortait directement de l'âme du peuple et puisait aux sources profondes de l'inspiration nationale, est épuisée et dédaignée ; elle est remplacée par des œuvres d'école, imitées de l'étranger, monotones et froides. C'est à l'allemand que Hyniek de Podiébrad, le poète le plus connu de cette période, emprunte le sujet de son Songe de Mai ; quelques vers gracieux et quelques détails pittoresques rachètent bien incomplètement la négligence de la forme, la banalité et l'incorrection du style, le vide et l'ennui du récit, les abstractions et les allégories, la longueur surtout. Le bavardage, ce fléau des littératures en décadence, est aussi le grand vice de la plupart des écrits de cette époque. Les œuvres s'allongent à l'infini, les vers succèdent aux vers, insipides et plats, sans qu'un détail précis, un trait poétique accroche l'attention somnolente. La contagion gagne jusqu'aux esprits les plus précis et les plus fermes, dès qu'ils se piquent de littérature. Dans la « Querelle de la Vérité et du Mensonge », de Tstibor de Tsimbourg, les discours suivent les discours, avec une désespérante banalité, et des personnages sans physionomie et sans réalité nous inondent d'un déluge d'homélies amphigouriques et compassées : la littérature didactique et scolastique n'a guère de monument plus insupportable, et l'on se demande comment tous ce fatras a pu sortir de la même plume qui écrivait la lettre à l'évêque d'Olomouts, si sobre, si énergique dans sa concision. La poèsie lyrique n'est ni plus personnelle ni moins fatigante. L'ancien *mystère* a disparu et le drame nouveau n'est pas encore né : le seul essai que l'on puisse citer dans ce genre est une traduction de l'allemand. L'histoire n'a aucun nom qui mérite d'être comparé, même de loin, à celui du polonais Dlugosz ou du hongrois Thurog ; dans la période précédente, Paul Zidek, quel que soit le peu de valeur de son travail, avai du moins entrepris une œuvre générale : après lui, il n'y a plus que des annalistes qui énumèrent tristement, année par année, les coups de mains, les escarmouches, les prodiges et les pestes. Les livres les plus répandus sont toujours les anciens romans,

que chaque nouveau remaniement allonge et rend plus ennuyeux et plus fades, le roman d'Alexandre, la chronique de Troie, Belial, la vie d'Adam. La liste s'accroît de légendes nouvelles copiées de l'allemand, et, sous cette littérature de pacotille, disparaissent toujours plus les souvenirs nationaux [1].

La dynastie des Jagellons n'aurait en réalité ni un écrivain ni une œuvre, sans les grands travaux juridiques qui restent le titre d'honneur de cette époque. Au moment où un état politique et social nouveau s'établissait sur les ruines des institutions primitives, chacun cherchait dans les anciennes coutumes une garantie pour ses privilèges ou un prétexte pour ses usurpations; les esprits aiguisés par les discussions politiques en comprenaient mieux le sens, et le patriotisme très vif inspirait une sorte de vénération pour ces témoins de la sagesse des ancêtres : de là ce grand travail de publication de textes et de commentaires qui se continue pendant tout le XVI[e] siècle et fait encore aujourd'hui l'admiration de la postérité. C'est par la Constitution de Vladislas [2] que s'ouvrent les grands recueils de lois; nous avons dit quel esprit animait ses auteurs, et ses funestes effets; elle est loin d'ailleurs d'avoir la clarté, la logique et la précision que nous sommes habitués à réclamer d'un code; c'est un premier essai, fort incomplet, assez obscur, à la composition duquel n'a présidé aucune pensée philosophique; mais il n'y en a pas moins une tentative curieuse dans cet effort pour tirer des sentences des tribunaux et des anciens règlements quelques formules générales de procédure et de droit.

1. Pour la littérature bohême, consulter d'abord l'œuvre célèbre et magistrale de Joungmann (en tchèque), *Histoire de la littérature tchèque* : 1[re] édition, Prague 1825; 2[e], beaucoup augmentée, mais très fautive, 1847; — le *Manuel* de J. Jiretchek, excellent et souvent indiqué déjà; *la Chrestomathie tchèque*, Prague 1845; l'*Anthologie de littérature tchèque* par J. Jiretchek, Pr. 1881; l'*Histoire de la littérature tchèque* de Sabina, écrite avec beaucoup d'animation et très suggestive, d'une érudition étendue, malgré des lacunes et des erreurs; une courte *Histoire de la littérature* de Tieftrunk, 2[e] édition, Prague 1880; Pypine et Spasovitch, *Histoire des littératures slaves*, 1[er] volume, Saint-Pétersbourg 1881, (en russe).

2. Voir page 228.



Le principal auteur de la Constitution était, assure-t-on, Rendl, dont on se rappelle le rôle équivoque. Ses égaux par l'érudition, deux autres jurisconsultes le dépassent singulièrement par la probité du talent et la noblesse de l'âme, Tstibor de Tsimbourg et surtout Victorin de Vchehrd, l'un des plus grands esprits et des cœurs les plus honnêtes qu'ait produit la Bohême.

Tstibor était un des plus illustres représentants de l'oligarchie morave; aristocrate dans le meilleur sens du mot, ayant en même temps qu'un sentiment très vif des droits de la noblesse, la conscience de ses devoirs, ennemi de l'anarchie autant que partisan d'une rigoureuse hiérarchie des castes, il maintint par son influence la paix en Moravie et y établit sur des bases régulières et durables le gouvernement des grandes familles. Si les destinées du margraviat au XVIe siècle sont beaucoup moins houleuses que celles de la Bohême propre, l'honneur en revient en partie à Tsimbourg, à ses conseils, aux traditions qu'il avait fondées. Le livre de Tovatchov, qu'il écrivit sur la demande des autres seigneurs, est un véritable livre de souvenirs juridiques : nous avons là le tableau de la vie sociale en Moravie, tracé par un homme qui la connaît admirablement et qui ne nous dit que ce qu'il a vu de ses propres yeux. Aussi, malgré la sécheresse de certains détails, l'embarras d'une langue qui n'est pas encore complètement formée, quelques fautes de goût et quelques traits un peu forcés en couleur, c'est un repos et un charme, au sortir de la banalité diffuse des littérateurs de profession, que la rencontre de cet homme d'action qui ne parle que de ce qu'il sait, et dont le style simple et ferme, émaillé de proverbes et de locutions populaires, coule de la véritable veine nationale.

Tstibor est un aristocrate, Vchehrd s'inquiète et s'attriste au contraire des usurpations de la noblesse. On a prononcé à son propos le mot de démocrate; c'est sacrifier l'exactitude à l'amour de l'antithèse : il ne conteste aux nobles ni leurs privilèges ni une influence prépondérante sur les affaires publiques; mais son patriotisme érudit s'a-



larme de l'introduction des lois étrangères et féodales qui se substituent partout aux vieilles coutumes slaves, et il a une intelligence trop éclairée pour ne pas apercevoir les dangers d'un régime fondé sur l'avilissement de la royauté et l'oppression de la grande masse du peuple. Ce n'est ni un fanatique ni un héros, et une simple menace le décide à modérer son opposition contre l'oligarchie, mais c'est un honnête homme, incapable de fausser les textes pour gagner les bonnes grâces des vainqueurs ou de trahir ce qu'il regarde comme la vérité. Il n'a jamais comme Tstibor exercé des fonctions souveraines, mais il a vécu lui aussi dans la pratique des anciens textes et personne ne les a connus mieux que lui ; il a sur Tstibor l'avantage d'une culture supérieure et d'un commerce intime avec les écrivains de l'antiquité. Bohuslas Hasistein de Lobkovits, à qui il disputa le premier rang parmi les humanistes tchèques, s'est vengé par des épigrammes et lui a reproché ses fautes de quantité ; si Vchehrd tourne moins facilement les vers latins en effet, il est bien plus réellement pénétré de l'esprit de la Renaissance et il a emprunté aux jurisconsultes latins quelque chose de leur haute, saine et profonde raison. Seulement, chez lui, l'étude de l'antiquité éclaire le patriotisme et ne l'attiédit pas : personne n'a mieux compris les coutumes tchèques, parce que personne n'a eu au cœur un plus vif amour de son peuple et de sa langue. — « Aurais-je cent langues et cent bouches, une voix de fer et des plumes d'airain, je ne pourrais ni dire ni écrire quelles louanges méritent les anciens Tchèques qui, gouvernant ce royaume, ont su lui donner une justice et un droit si complets, si utiles à leurs descendants. » — Il ne tarit pas en éloges sur leur prudence plus qu'humaine, sur leur œuvre qu'il appelle une inspiration de l'Esprit-Saint. A certains endroits résonne dans son livre la fanfare des jours héroïques et des victoires prodigieuses qui ont porté la Bohême à un si haut degré de gloire : « Le royaume tchèque, dit-il à Vladislas qui gaspille si maladroitement ce riche héritage de puissance et d'honneur, l'emporte sur les pays voisins par



la situation qu'il occupe et les dépasse singulièrement et de beaucoup par la vaillance des gens qui en sont sortis, (si seulement les habitants voulaient ne tourner leurs forces que contre leurs ennemis et non contre eux-mêmes), par la sagesse des lois aussi, s'ils les maintenaient inébranlables et fermes. » Que de preuves de leur vaillance? les chrétiens et les païens l'ont éprouvée tour à tour, les femmes tchèques même sont illustres par leur courage; toutes les fois que les Allemands ont essayé d'envahir le pays, ils ont été honteusement chassés; ce ne sont pas les chroniques bohêmes seules qui vantent leurs exploits, mais les étrangers, les ennemis, et quelle meilleure louange que celle qui sort de la bouche d'un vaincu? Faut-il apporter d'autres témoignages : presque toutes les principautés voisines et quelques royaumes n'ont-ils pas été soumis et réduits en servitude? Les rois Bohêmes leur ont rendu la liberté, mais la sagesse, la vaillance, l'habileté et l'audace guerrière des Tchèques ne sont pas épuisées, et les jours de puissance et de gloire pourront revenir. Il suffit pour cela que l'on évite l'erreur commise jadis et que l'on observe les lois qui interdisent aux étrangers de s'établir et de faire souche dans ce royaume : est-ce que ceux-ci ne donnent pas l'exemple? Les étrangers, les Allemands n'aiment pas les Tchèques, ne veulent pas les aimer [1]. Ce qu'il faut aussi, c'est que tous aient le même souci du bien public, ne sacrifient pas à de mesquines ambitions la grandeur de la patrie, ne violent pas les lois que leur ont léguées leurs ancêtres, se souviennent que leur premier et suprême devoir est de contribuer au bien général. « Tous les employés doivent avoir devant les yeux qu'ils sont, non pas les maîtres, mais les serviteurs du pays et du peuple; c'est pour cela qu'ils reçoivent de lui des traitements et de l'argent [2]. »

Quelle généreuse émotion vibre dans cet appel au dé-

1. Vchehrd, édition Jiretchek, p. 4 et sq.
2. *Id.* p. 162.

vouement et au devoir! C'est l'honneur de la Bohême d'avoir produit une lignée ininterrompue de grands écrivains qui, de Dalimil à Palatsky et à Rieger, se transmettent ainsi l'amour de la patrie, le culte de ses traditions, sans que les revers affaiblissent leur confiance ou que les défections diminuent leur foi. Vchehrd mérite une des premières places dans cette élite. Non, en dépit de toutes les fautes commises, de toutes les tristesses de l'heure présente, toute espérance n'était pas perdue, puisque la Bohême comptait encore de si nobles fils; le sang généreux qui avait fait les vainqueurs de tant de combats n'avait pas perdu sa pourpre en coulant dans le cœur de leurs enfants; il eût été possible encore d'arracher la nation à ses défaillances et à ses divisions; mais l'heure pressait, le mal gagnait, la gangrène s'étendait: le livre de Vchehrd reste un impérissable monument élevé à l'ancien droit tchèque, mais ce ne sont pas les livres qui refont une nation, ce sont les hommes, et la Bohême n'en trouva pas.

Vchehrd lui-même est saisi de sombres pressentiments. Le contraste avec Tstibor est saisissant et tristement instructif. Celui-là écrivait en Moravie vers 1485; celui-ci en Bohême, une vingtaine d'années plus tard : déjà les conséquences de la transformation constitutionnelle sont palpables; aussi à la tranquillité sereine et à la hauteur souriante du grand seigneur morave ont succédé l'inquiétude et une mélancolique anxiété. Vchehrd sent que le combat qu'il soutient est déjà perdu ou dans tous les cas fort incertain : les lois, les usages slaves perdent partout du terrain; il entrevoit les suites déplorables de cette invasion des coutumes étrangères; il y a dans l'ardeur de son patriotisme une sollicitude angoissée; la sincérité de sa passion l'éclaire sur les dangers de l'avenir. C'est dans les heures de crise seules que les sentiments arrivent à ce degré d'exaltation.

Au lendemain du triomphe définitif de la noblesse, en 1501, il écrivait ainsi le dithyrambe le plus sincère peut-être et le plus ému dans sa simplicité qu'ait jamais inspiré la langue tchèque. Il offrait au public une traduction de la



Conversion du Pécheur de saint Jean Chrysostome ; il s'était proposé par là, nous dit-il, de ramener les âmes à Dieu, mais une autre raison aussi l'avait poussé à ce travail : il voulait essayer de donner à la langue tchèque plus de puissance, de largeur et de noblesse ; « car elle n'est pas aussi pauvre et dure que quelques-uns le croient ; elle est assez riche, au contraire, et assez souple pour pouvoir exprimer tout ce qu'expriment le latin et le grec. A moins que je ne sois induit en erreur par mon amour pour ma langue, il n'y a pas de livre grec ou latin qui ne puisse être traduit en bohême. Et pour l'élégance, je ne sais si on ne pourrait pas tout dire en tchèque avec autant de douceur, d'éclat, de charme, qu'en latin ou en grec, si seulement nous travaillions de toutes nos forces à développer ses qualités. Nos voisins, dont la langue est si dure, si rocailleuse, si obscure que souvent, quand deux Allemands parlent entre eux, ils ne se comprennent pas, ne négligent rien pour la perfectionner, l'enrichissent en empruntant certains mots aux Latins ou aux autres peuples, traduisent les livres anciens, si bien que les œuvres qui en Bohême ou ailleurs sont connues seulement des savants, en Germanie, les ignorants mêmes les lisent et en profitent. Aussi est-ce une chose étonnante et dont beaucoup de gens sont surpris, combien les villes impériales, dans lesquelles les Allemands sont en majorité, combien les pays impériaux s'enrichissent, grâce à l'ordre qui y règne, sans troubles, sans violences, sans meurtres, sans vols, sans dévastations, maintiennent de longues années leurs constitutions et leurs lois, grandissent chaque jour en richesse, en gloire, en honneur, en sagesse, s'illustrent des productions des lettres et des arts. » — Pourquoi la Bohême n'aurait-elle pas la même fortune? Que ne puise-t-elle aussi aux sources intarissables de la beauté et de la sagesse antiques? « Que d'autres, et ils sont nombreux chez nous, écrivent leurs livres en latin et travaillent à perfectionner la langue latine, apportant ainsi de l'eau à la mer ; pour moi, je veux traduire en tchèque les œuvres et les livres des anciens et des bons auteurs ; je pré-



fère enrichir un pauvre plutot que de risquer d'être dédaigné et méprisé par un riche auquel j'apporterais de tardifs cadeaux. » N'est-ce pas ainsi qu'ont agi les Romains eux-mêmes? Ont-ils abandonné le latin pour le grec? N'est-ce pas l'exemple que nous donnent les Italiens? Jésus a parlé aux Hébreux la langue qu'ils comprenaient : « J'aurais pu sans doute écrire le latin tout aussi bien que d'autres ; mais je me souviens que je suis tchèque, je veux apprendre le latin, mais parler et écrire en tchèque » [1].

Et Vchehrd n'est pas isolé. Son patriotisme fait école, sa préface à la traduction de saint Jean Chrysostome est une sorte de manifeste que les écrivains postérieurs reprennent, commentent, développent. Mathias de Myto traduit sur la demande de Ladislas de Vartenberg *la Lumière des Apothicaires*, « pour enrichir, ennoblir et développer la langue tchèque, car elle n'est ni si pauvre ni si rude que le croient quelques-uns » [2]. C'est une pensée semblable qui, pendant la même période, soutient dans leur ingrat labeur de traduction Konatch, Ulrich Vélensky, Jean Tcheska, Grégoire Hrouby de Jelen [3], bien d'autres encore. C'est dans le même but que Vencelas de Pisek, un des plus remarquables humanistes de l'époque et trop tôt enlevé aux lettres, traduit le discours d'Isocrate à Démonique. « J'ai voulu voir, dit-il dans sa belle préface dédiée à Hrouby, si la langue tchèque est assez riche pour pouvoir, sans emprunter le jargon allemand, sans mélange de latin, exprimer ce qu'ont dit les Grecs. Et j'ai reconnu que, sans parler de l'allemand avec lequel je n'ai rien à faire, non seulement elle n'a pas besoin du latin, mais qu'elle le dépasse même en quelque mesure. Elle se prête mieux à

1. Chrestomathie tchèque, p. 1044 et sq.
2. 1496. Ce sont les propres paroles de Vchehrd.
3. Nicolas Konatch de Hodichtkov, † 1546, traduit la chronique bohême d'Eneas Sylvius, 1510, — revue et corrigée par Veleslavin 1585, — des dialogues de Lucien, etc. Ulrich Vélensky de Mnichov, † après 1532, publie des traductions de Lactance, Erasme, Marsile Ficin, etc. Jean Tcheska : le livre des anciens sages, vers 1500. Grégoire Hrouby de Jelen, † 1514 : traductions de Pétrarque, Valla, Pontanus, diverses œuvres de Cicéron, saint Basile, saint Cyprien.

l'élégance, au charme du grec; par les divers ornements du style, par la meilleure composition des mots, elle dépasse le latin, qui n'arrive pas ou n'arrive qu'à grand peine à suivre le grec. Je n'ignore pas que le latin a été plus travaillé et ennobli par le travail de ses écrivains, mais je parle de la nature, de l'essence des deux langues. Si les anciens Tchèques avaient travaillé avec autant d'ardeur que jadis les Romains à développer leur langue, le bohême serait beaucoup plus riche et plus abondant que le latin. »

Tant de patriotisme eut sa récompense; de ce long labeur et de ces efforts obstinés sortit la langue du XVIe siècle, si souple, si sonore, d'une si noble allure; lors de la Renaissance contemporaine, les écrivains qui ont réagi contre la barbarie du XVIIIe siècle et rendu une littérature et une langue à la Bohême, se sont formés à l'école des écrivains de cette période; par le style comme par le cœur, ils sont les disciples de Vchehrd et de ses émules. — La première condition pour l'éclosion d'une grande époque littéraire, c'est que la forme ait atteint un certain degré de perfection, mais ce n'est qu'une condition ; au moment où elle fut écrasée, la Bohême était à peine en possession de l'instrument, le temps lui fut refusé pour s'en servir.

Personne ne pouvait soupçonner encore combien les jours de vie étaient strictement comptés au peuple tchèque. Les pressentiments de Vchehrd ne s'appuyaient sur rien, et la sollicitude qu'il déployait pour défendre et enrichir la langue, pouvait paraître au moins exagérée : jamais, en effet, l'indépendance nationale n'avait semblé moins menacée, et le triomphe du slave n'avait été plus incontesté.

Depuis la Bulle d'or (1356), la Bohême, où la suzeraineté impériale a toujours été fort douteuse en droit et nominale en fait, formait un royaume absolument souverain. Charles IV avait tranché en sa faveur toutes les questions controversées : le roi rend et fait rendre la justice de sa seule et pleine autorité; les habitants ne peuvent être cités devant aucun tribunal étranger; tout appel aux tribunaux de l'Empire est nul de plein droit, et l'appelant est

puni *ipso facto* par la perte de son procès. Les résolutions des diètes et les ordonnances des Empereurs ne sont pas exécutoires en Bohême ; l'Empereur n'y convoque jamais de diète, n'y possède aucun domaine, n'a pas le droit de pénétrer sur son territoire; le roi nomme à tous les fiefs, dispose des bénéfices ecclésiastiques; l'investiture qu'il reçoit s'applique non à la couronne, mais à l'Électorat, et l'Empereur ne contrôle ni ne confirme l'élection du souverain.— Le litige qui avait duré pendant plusieurs siècles, était donc résolu définitivement; la Bohême était absolument autonome et indépendante; les Empereurs germaniques, après avoir réduit peu à peu leurs prétentions, avaient abandonné jusqu'à toute pensée de revanche. Ils avaient bien assez d'affaires sur les bras sans aller encore se compromettre avec ces Slaves qui n'avaient pas en général porté bonheur à leurs prédécesseurs, et leur ambition, fort modeste, allait désormais, non pas à étendre leur influence de l'autre côté des montagnes, mais à se défendre contre l'ingérence des rois tchèques dans la politique allemande. Lorsque Maximilien créa le tribunal d'Empire (1492) et les Cercles (1512), il ne fit aucune mention de la Bohême : elle ne payait pas d'impôts, ne fournissait pas de soldats, ne parlait pas la même langue ; à quel titre la rattacher à l'Empire? Le seul lien qui existât entre les deux pays, tout personnel et intermittent, était le droit du roi de Bohême à prendre part à l'élection des Empereurs : à plusieurs reprises, les souverains et les princes allemands essayèrent de le rompre ; les Tchèques protestèrent, ce qui n'était pas d'une inspiration très heureuse : ils voyaient dans leur privilège un titre d'honneur, des occasions de gain et un moyen d'étendre leur influence à l'étranger, et d'ailleurs c'était une prérogative sans contre-partie, un droit qui n'entraînait pas de devoir ; ils se maintinrent dans cette condition anormale, continuèrent à revendiquer le privilège de donner des chefs à un Empire dont ils ne subissaient plus l'autorité.

Le désarroi croissant de l'Allemagne, les troubles politiques et religieux, l'affaiblissement du pouvoir central



avaient trop gravement atteint les forces de la Germanie pour que de longtemps une tentative de revanche fût à craindre de ce côté; elle s'était résignée à la sécession de la Bohême comme à celle de la Suisse ou de la Pologne, elle ne semblait même pas conserver une très vive rancune de sa défaite; les rivalités de races ne gardaient leur violence que dans les provinces où Slaves et Germains étaient en contact permanent, en Silésie, par exemple, et le reste de l'Allemagne ne prenait ni part ni même intérêt au combat qui se poursuivait sur ses frontières.

La lutte politique qu'ils avaient soutenue contre les Empereurs n'avait jamais bien vivement inquiété les Bohèmes; ce qui avait excité leurs craintes, et ce qui avait en effet réellement menacé leur nationalité, c'était l'invasion pacifique et continue de milliers d'étrangers qui fondaient des villes, colonisaient les campagnes et chassaient devant eux les anciens habitants. Pour le moment, le péril était enrayé; depuis les guerres hussites, et bien que la haine de l'étranger n'eût plus le même caractère de violence, la race et la langue tchèques ne cessaient de gagner du terrain; par une sorte de vitesse acquise, la population indigène reprenait chaque jour une partie du sol qui lui avait été enlevé. Depuis les dernières révolutions, la noblesse, un moment possédée par la manie de l'imitation étrangère, oubliait l'allemand; Ferdinand Ier et Maximilien II apprendront le tchèque pour parler avec leurs grands officiers. En 1510, parmi trente seigneurs bohêmes envoyés à Zittau, pas un ne sait l'allemand. On regarde comme une exception à la diète Zdislas Berka de Douba, qui sait l'allemand, et c'est pour cela qu'on le choisit pour aller annoncer son élection à Ferdinand d'Autriche [1].

Les progrès du tchèque sont plus frappants encore, si on considère les villes et non la noblesse. Jusqu'au xve siècle, elles étaient encore complètement allemandes, non plus

1. O. Kæmmel, *Zur Beleuchtung der Cechisirung Behmens im XVten Jahrh.*, dans les *Mittheil. des Vereins fur Gesch. der Deutschen in Behmen*, 1877, p. 85.



déjà par la population, mais par l'administration : à l'époque des Jagellons, le slave triomphe dans presque toutes les cités [1]. En 1516, le bourgmestre de Bautzen harangue les conseillers de Prague en allemand, et dans cette ville qui passait un siècle auparavant pour la capitale de l'Empire, un seul conseiller le comprend ; le notaire lui répond en latin [2]. Non seulement toutes les villes qui se sont ralliées à l'Utraquisme sont désormais des communes tchèques, mais celles mêmes qui sont demeurées fidèles au Catholicisme sont entraînées par le mouvement. A Plzen, devant les murs de laquelle se sont brisées les armes taborites, le Conseil, dans une assemblée solennelle à laquelle assistent tous les Élus, décide que les Allemands qui ne savent pas le tchèque ne seront pas admis dans la commune et ne seront pas autorisés à s'établir dans les villages qui en dépendent. Il leur est désormais interdit, à moins d'une décision spéciale des Anciens, d'acquérir une maison, tant qu'ils n'auront pas appris le tchèque [3]. Les Allemands sont même menacés du côté où ils attendaient bienveillance et protection : l'Administrateur de l'archevêché de Prague ordonne qu'on ne prêche au peuple qu'en tchèque : il vaut mieux que les étrangers apprennent le tchèque que si une importante commune slave devait à cause d'eux oublier ses origines.

Dans des régions germanisées depuis des siècles et où aujourd'hui l'on ne rencontre plus que de faibles minorités slaves, les Tchèques reprennent l'avantage : Bilina, Lito-

1. Cp. dans le même recueil, Lippert, *die Cechisirung der bœhm. Stædte im XV*me *Jahrh.* 1867, p. 174. La faible résistance opposée par la bourgeoisie au triomphe de l'élément slave s'explique surtout parce que ce triomphe se préparait déjà depuis longtemps; l'oligarchie allemande ne formait, dès le commencement du XVe siècle, qu'une très légère surface qui recouvrait la masse de la population tchèque. Comme il est facile de le comprendre, l'influence germanique ne disparut pas complètement. Les droits des villes ne sont longtemps que les anciennes coutumes allemandes traduites. Jusqu'à Ferdinand, les communes que régit la coutume de Magdebourg demandent dans les cas difficiles des instructions aux tribunaux de Saxe.

2. *Scriptores rerum Lusatic.* III, p. 482.

3. *Actes de la v. de Plzen,* 1500. Cité par Sabina, p. 700.



mierzitse (Leitmeritz), Khroudim, Litomychl, sont redevenues slaves. A Ousti sur l'Elbe (Aussig), le conseil municipal est encore purement allemand en 1443, et toutes les chartes, jusqu'à celle par laquelle Podiébrad, en 1459, confirme les privilèges de la commune, sont en allemand ou en latin.— Depuis 1459, tous les documents officiels sont en tchèque ; cela dure jusqu'en 1628, et la population oublie l'allemand avec une extrême rapidité [1]. — La commune de Koutna-Hora décide, en 1476, que les conseillers sortant de charge ne devront pas présenter pour leurs successeurs des étrangers ou d'autres personnes hostiles au calice ; résolution d'autant plus remarquable que Koutna-Hora avait toujours passé pour un des centres les plus complètement soumis à l'influence germanique et qu'après les Compactats, d'assez grands efforts avaient été faits par Sigismond pour y rappeler les Allemands. Dans la région des Monts Métalliques, Teplitse reste tchèque jusque vers la fin du XVI[e] siècle. Des villes qui sont aujourd'hui en plein territoire allemand, où l'on n'entend que par hasard un mot tchèque, sont alors ou complètement slaves ou sérieusement entamées par l'immigration : ces progrès sont sensibles surtout dans le nord et le nord-ouest qui forment aujourd'hui la forteresse des Allemands de Bohême. Cheb même, Cheb (Éger), qui n'est pas cependant encore définitivement réuni à la Bohême, mais garde son autonomie et ses institutions spéciales et que rattachent à l'Empire sa situation et des relations constantes, très hostile longtemps aux hérétiques, renferme une importante minorité tchèque et est au moins une ville mixte : de même à Khomoutov (Komotau), à Karlovary (Karlsbad), où l'affluence des étrangers ne suffit pas à compenser l'impulsion générale ; Machtiov, (Maschau), à l'ouest de Zatets, est peuplée d'hérétiques qui ne parlent que le bohême et au milieu desquels se perdent quelques étrangers. Les contrées de Przimda (Frauen-

1. Guill. Feistner, Gesch. der Konigl. Stadt Aussig bis zum Jahre 1547. — Reichenberg 1883.



berg), Takhov, Plan, Tepl, Boukhov, Kadan, n'ont pas encore été occupées par les colons allemands; vers le sud, la ligne de séparation des deux nationalités est beaucoup plus éloignée de Prague que de nos jours: Khroumlov et Nové-Hrady (Gratzen) sont tchèques, et les contreforts de la Forêt de Bohême ne seront peuplés par les Bavarois et les Autrichiens que beaucoup plus tard [1].

Les étrangers ne se risquent pas sans hésitation dans un pays dont l'opinion publique leur est franchement hostile; ils ne se hasardent qu'en compagnie d'un interprète [2]. Lorsqu'ils ont franchi la frontière, ils croient pénétrer dans un autre monde. Le rédacteur des Archives du Conseil de Gœrlitz oppose sans cesse la Bohême à l'Allemagne. « Lorsque je revins en Allemagne, après mon séjour en Bohême, nous dit-il, mes habitudes, mes vêtements, mes longs cheveux blonds que je soignais comme les Tchèques et qui flottaient sur mes épaules et presque jusqu'à ma ceinture, me donnaient l'air d'un barbare et presque d'un païen. »

Les Tchèques ne se contentaient pas d'une possession de fait, les lois sanctionnaient leur triomphe et les protégeaient contre toute surprise. Le slave est désormais la seule langue officielle. Dès 1480, la diète de Moravie ordonne que les actes insérés dans les Tables du pays devront être écrits en tchèque. En 1492, la diète provinciale de Kralové-Hradets demande que l'on établisse la même règle en Bohême pour éviter les confusions et les erreurs. La pro-

1. Les Allemands occupent déjà la contrée comprise entre Cheb (Éger), Kynzwart, Ostrov (Schlackenwerd), Hrozniétin (Lichtenstadt), Przisetchnitse (Pressnitz) et Khomoutov, la chaine des Monts Métalliques jusqu'à Kœnigstein, (qui fait longtemps partie de la Bohême), le Niederland ou le bassin de la Neisse et les contreforts du Iechtied (Jechken), d'importants ilots vers la frontière de la Moravie, en particulier la contrée de Niémetsky-Brod (Deutschbrod). C'est à peu près le seul point sur lequel les territoires allemands soient aujourd'hui moins étendus qu'au xv[e] siècle. — Cp. Cholts, *La Nationalité tchèque*, Prague 1881; Bendl, *Die Deutschen in Bœhmen, Mæhren und Schlesien*, Vienne 1884; *Schlesinger, Gesch. Bœhmens*, p. 427 et sq. (Prague 1870); Nautchny Slovnik (*Encyclopédie tchèque*, art. Bohême); Lippert, *die Cechisirung der bœhm. Stædte*, 1867; Pelzel, *Gesch. der Deutschen und ihrer Sprache in Bœhmen*, Prague 1788; Dobrovsky, *Gesch. der bœhm. Sprache*, Prague 1792.

2. Butzbach, *Chronica eines fahrenden Schülers*, Ratisbonne 1869.



position, communiquée aux autres assemblées provinciales, est accueillie avec enthousiasme et transformée en loi par la diète de 1495 [1]. Dans les tribunaux, le tchèque est la seule langue admise, et il n'est fait aucune exception même pour les étrangers [2]. En 1505, les comtes Schlick, très hostiles à la nationalité slave, essaient de protester, veulent se servir de l'allemand dans un de leurs nombreux procès : on leur répond qu'on ne saurait donner suite à aucune affaire qui n'est pas introduite en tchèque. Dans les discussions de la diète, les actes diplomatiques, les relations avec les provinces annexes, le tchèque est seul employé; les privilèges accordés aux villes sont rédigés en slave, même quand la majorité de la population est restée allemande. En 1516, les représentants de Breslau et des six villes de Lusace demandent qu'on leur traduise un document tchèque; les seigneurs s'y refusent absolument : ce n'est pas la coutume, répondent-ils à toutes les doléances. Leur susceptibilité, quelque peu intolérante, les entraîne quelquefois à de périlleuses maladresses; lorsque, en 1547, ils sollicitent contre Ferdinand Ier l'appui des Silésiens, dont ils connaissent cependant les sentiments slavophobes, ils leur écrivent en tchèque, ce qui ne dut certes pas contribuer à leur gagner les sympathies de Breslau.

C'est en tchèque que le roi prête serment, en tchèque qu'il doit présenter ses demandes aux États. Les indigènes seuls arrivent aux bénéfices ecclésiastiques. Comme la diète s'est réservé le droit de conférer l'indigénat, elle est sûre de ne pas être envahie par les étrangers. « Les étrangers ne doivent occuper aucune charge publique, de la première à la dernière, écrit Vchehrd, ils ne doivent pas même être tolérés dans le pays. C'est ce qui s'est passé sous nos rois à la sainte mémoire, sous le bienheureux et saint Spytihniev, sous Brzetislas son père, sous le bienheureux et saint Sobieslas, et sous d'autres princes et rois postérieurs,

1. Vchehrd, p. 453.
2. Constitution de Vladislas, art. 7.

comme le prouvent les chroniques; les étrangers doivent être chassés du pays; chaque prince a pu constater la vérité de ce que disait Kojata, au nom de tout le peuple, à Vratislas, notre premier roi : tu as de tes Tchèques et de tes hommes l'honneur, mais des Allemands et des autres étrangers tu n'as que le mensonge. Car aucun étranger ne vient en Bohême pour le bien de l'État, mais pour son propre gain, et pourvu qu'il fasse sa fortune, peu lui soucie le bien public [1] ».

Cet ensemble de dispositions est complété par les lois qui règlent la transmission des propriétés : le roi ne peut aliéner aucun de ses domaines sans l'autorisation de la diète; il est défendu à tout habitant de vendre à un étranger des domaines, terres, villes ou châteaux, à moins d'une autorisation spéciale des États; l'étranger qui s'aviserait d'enfreindre la loi, serait purement et simplement évincé, et le domaine reviendrait au roi; l'autorisation de la diète ne sera donnée que si l'acquéreur jure qu'il n'a pas d'autre seigneur héréditaire que le roi de Bohême et promet de se soumettre aux lois.

Les écrivains allemands protestent avec indignation contre ces ordonnances, crient à la persécution et à la barbarie. « Si l'histoire, s'écrie dramatiquement M. Schlesinger, demandait une expiation pour les cruautés qui sur les bords de l'Elbe et dans l'Allemagne du nord ont accompagné la *dénationalisation* des Slaves, les Allemands de Bohême au XVe siècle, saignants de mille blessures, l'ont largement payée [2]. » Ces déclamations ne doivent pas nous émouvoir outre mesure : heureux les Polonais de Posen, pour ne parler que d'eux, s'ils n'avaient jamais connu d'autre tyrannie! La législation tchèque, relative aux étrangers, est sans doute opposée aux doctrines libérales qu'a répandues la Révolution française, et qui d'ailleurs sont aujourd'hui si tristement contestées; mais elle ne pré-

1. Vchehrd, p. 134.
2. *Gesch. Bœhmens*, p. 436.



sente nullement un caractère particulier de cruauté ou d'intolérance. D'abord ces lois ne s'appliquent qu'aux personnes qui ne sont pas originaires de Bohême et ne visent en rien les Allemands sujets du royaume; elles répondaient d'ailleurs aux idées universellement répandues et enfin elles étaient presque imposées par la nature du gouvernement. Les décrets qui refusaient aux étrangers le droit d'acquérir des propriétés ne concernaient en effet que les « biens libres », dont la possession entraînait en général le droit de siéger aux États : personne ne crie à la persécution parce que les constitutions modernes n'accordent pas le droit de suffrage aux étrangers non naturalisés; lorsque quelques centaines de familles détenaient toute l'autorité, n'était-il pas prudent de se mettre en garde contre l'envahissement de l'élément étranger? Les Tchèques ne haïssaient alors ni ne persécutaient les Allemands, nous en avons la preuve évidente dans le langage des hommes qui approuvaient le plus fermement la législation existante, de Vchehrd par exemple, mais ils entendaient demeurer maîtres chez eux, et leurs mesures paraissaient assez bien calculées pour que le retour des siècles de sujétion et de déchéance qu'avait traversés la Bohême, fût à jamais évité.

Pour le moment, non seulement les Slaves reprenaient pas à pas dans l'intérieur du royaume le terrain qu'ils avaient perdu auparavant, mais leurs progrès étaient sensibles dans les autres provinces de la monarchie. Le xv[e] siècle est une époque d'affaiblissement et de décadence pour l'Allemagne; sous l'effet de causes multiples, elle perd momentanément sa force de résistance et d'expansion et recule sur toutes ses frontières : à la grande période de conquêtes du xiii[e] et du xiv[e] siècles, a succédé une période d'engourdissement et de défaites. Au nord, la puissance de l'Ordre Teutonique, sa sentinelle avancée vers l'est, est battue en brèche par la Pologne, fortifiée par son union avec la Lithuanie. Le second boulevard de la race germanique vers le nord-est, la Silésie, est entamé à son tour. Breslau a sans doute balancé la fortune de Podiébrad et empêché la for-



mation d'un grand empire tchèque; mais quelle a été sa récompense? Il lui a fallu subir la tyrannie d'un hongrois, accepter pour gouverneur Étienne Szapolyai qui ne savait pas l'allemand, et le joug de Mathias Corvin a pesé si durement sur elle qu'elle a été trop heureuse d'accepter Vladislas pour roi et d'unir de nouveau ses destinées au royaume slave de l'Elbe. Découragée, épuisée par ses longs et stériles efforts, elle sera longtemps incapable de reprendre sérieusement la lutte. — Et jamais pourtant l'heure n'a été aussi grave : de tous côtés le tchèque gagne du terrain ; la Haute Silésie est déja presque complètement perdue pour la race germanique; dans la Silésie moyenne, le comté de Glatz redevient slave avec une inquiétante facilité; dans la Basse Silésie même et en particulier sur le territoire de Glogau, la longue domination de seigneurs d'origine slave favorise les progrès du tchèque [1].

En Moravie, les petites villes, qui étaient au moins en grande partie allemandes, sont toutes redevenues tchèques; la résistance est plus longue à Brno, à Iihlava, à Znoym, mais leur isolement les condamne à capituler dans un temps plus ou moins long; la noblesse morave suit en effet la même politique que les diètes de Bohême, mais avec plus de vigueur encore et de suite. Déjà les dernières citadelles de la race germanique sont en partie occupées par l'ennemi : la proportion des Slaves à Brno augmente rapidement, et, dès la fin du xve siècle, l'usage du tchèque s'introduit dans le tribunal des échevins, à Iihlava. Au-delà des limites du royaume, dans le nord de la Hongrie, habite un rameau détaché de la race tchèque, les Slovaques; depuis longtemps, ils avaient perdu tout souvenir de leur origine, et pauvres, ignorants, perdus au milieu de races plus avancées et plus nombreuses, ils semblaient condamnés à une disparition prochaine. Le passage des armées hussites, la longue domination d'un chef de bande, Jiskra, dont

1. Grünhagen, *Gesch. Schlesiens*, I, p. 391. « Pendant le xve siècle, un bon tiers de la Silésie est reconquis par la race slave. » (p. 396).

les troupes étaient en grande partie composées de Bohêmes, les colons qu'il a appelés, ont réveillé chez ces montagnards la conscience nationale; depuis lors, se nouent entre les Tchèques hongrois et ceux du Royaume des relations que la propagande des Frères bohêmes et l'arrivée des émigrés, à la suite de la bataille de la Montagne Blanche, rendront plus étroites et qui se sont maintenues jusqu'à nos jours; toutes les persécutions des Magyars ne détruiront pas l'œuvre des hérétiques bohêmes [1].

Quel progrès accompli, quel chemin parcouru depuis l'époque où « le tchèque était comme exilé dans sa propre patrie. » Pourquoi dès lors les inquiétudes, les funestes prévisions? N'avait-on pas le droit de sourire de ces terreurs, auxquelles les faits donnaient un démenti éclatant? Après tout, l'anarchie ne serait pas éternelle, les luttes religieuses s'apaiseraient, la torpeur intellectuelle, résultat d'une surexcitation trop violente, ferait place à une activité féconde; à toutes les époques, les esprits chagrins prophétisent des catastrophes. Une seule chose importe, c'est l'indépendance de la patrie: lorsque la langue maternelle résonne librement, lorsque tous les enfants du sol natal sont prêts à se lever contre l'envahisseur, où donc est le danger? Et à quelle époque la langue avait-elle été plus en honneur, ou qui donc oserait accuser les seigneurs tchèques d'alors de ne pas avoir aimé la liberté et la patrie?

La postérité, justement sévère pour les représentants de la politique désastreuse qui dominait alors en Bohême, ne les calomnie pas: oui, les nobles bohêmes aimaient leur patrie, la voulaient libre, grande et respectée. Malheureusement, en histoire pas plus qu'en morale, les bonnes intentions ne suffisent. — C'étaient aussi des patriotes, ils l'ont prouvé plus tard, que ces nobles Polonais qui préparèrent l'asser-

1. Les Slovaques appellent encore le tchèque la langue biblique; la prédication chez eux se fait en tchèque et l'on garde comme une relique dans les paroisses et dans quelques châteaux la Bible publiée par les Frères bohêmes. Pitch, *Esquisse de l'histoire politique et littéraire des Slovaques*, dans le *Slovjansky Sbornik*, 1875.



vissement et le partage de la république. Le patriotisme n'est fécond que s'il est servi par des intelligences droites et des âmes pures; sans cela, il se gaspille en déclamations sans portée ou en manifestations sans lendemain. Il est moins difficile d'être héroïque — et moins utile — que d'apprendre à subordonner ses ambitions à l'intérêt public, et la passion la plus noble s'affaisse, impuissante, si elle n'est pas contenue et dirigée par une volonté constante et ferme. Est-il possible même que l'amour de la patrie ne subisse pas quelques atteintes quand l'âme tout entière est desséchée par la cupidité et l'égoïsme, et les seigneurs tchèques étaient-ils sûrs de retrouver du premier coup, non certes le courage, mais l'esprit de sacrifice qu'exigent les grandes crises et les périls suprêmes? L'anarchie est un poison mortel qui use les organismes les plus sains. A ce moment même, la plupart des mesures prises pour assurer la victoire de la langue tchèque, est-il si sûr qu'elles fussent inspirées par le souci du bien commun? En écartant les étrangers, les nobles ne songeaient-ils pas surtout à affaiblir l'influence de la royauté et à écarter de dangereuses concurrences? Depuis un siècle, la fortune travaillait pour les Slaves, mais une réaction était-elle impossible à prévoir? Les progrès de la race tchèque étaient bien plus, dès lors, l'œuvre du hasard que d'une politique nettement aperçue: les effets de la fièvre révolutionnaire qui avait soulevé la nation au début du XVe siècle, continuaient à se faire sentir longtemps après que cette fièvre était tombée, mais ils ne dureraient pas toujours: la haine qu'inspirait encore l'Allemagne s'apaiserait à mesure que le souvenir de l'ancienne oppression s'effacerait; elle n'était plus guère entretenue que par les dissentiments religieux. Et déjà la Réforme luthérienne avait commencé; les deux pays allaient être rapprochés par leur commune opposition à la papauté. D'autre part, l'affaiblissement de l'Empire germanique ne serait pas éternel; à l'ouest, de puissantes monarchies s'étaient élevées; le flot de l'immigration refluerait vers l'est. Le courant de l'invasion reprendrait: que lui opposerait-on? —



Des lois? des manifestes? — On s'apercevrait vite alors qu'une nationalité qui n'est plus représentée que par quelques centaines de familles, est à la merci de tous les hasards.

Les temps étaient encore favorables, mais à condition qu'on se hâtât de mettre les circonstances à profit, et il eût fallu pour cela plus que quelques décrets qui n'atteignaient pas le fond des choses, une politique plus large, plus haute, plus constante et plus ferme. L'avenir de la race tchèque ne sera complètement garanti en Bohême que lorsqu'elle aura reconquis ses frontières naturelles et repris les territoires qui s'ouvrent au pied des montagnes et que la fatale politique des derniers Przémyslides a livrés aux étrangers. — Jamais plus qu'au xve siècle, il n'eût été naturel de s'efforcer de réparer l'erreur des Otakars, et jamais le succès n'eût été plus probable : on ne s'y essaya même pas. Les Allemands conservèrent, par une coupable négligence de leurs adversaires, d'importantes possessions et comme des têtes de ponts d'où ils rouvrirent bientôt l'attaque ; tous les progrès réalisés n'eurent ainsi qu'une valeur momentanée et fictive. Même à cette époque, sur certains points, l'infiltration allemande commence à reprendre, à l'est de l'Elbe, — dans la région des Monts Métalliques, où la découverte de nouveaux gisements miniers attire des ouvriers étrangers et où ils sont protégés par divers seigneurs. L'exemple des comtes de Schlick, qui, de ce côté, se séparent du royaume et restent soumis à la Saxe de 1471 à 1505, aurait dû attirer l'attention des Tchèques : ils préfèrent détourner les regards ; la résistance de tous les jours fatigue vite leur impatience ; quand, par hasard, un seigneur bohême achète des terres dans ces parages, il se dégoûte bientôt des difficultés qu'il rencontre, revend ses biens à tout prix, et, pour ne pas vivre au milieu des Allemands, leur laisse le champ libre.

Ils sont trop nerveux, trop épris de bruit et de discours, trop avides d'émotions et d'argent, pour se plaire aux œuvres de longue haleine, aux lents et obscurs combats. Ce qui les passionne, ce sont les intrigues de couloirs, les dis-

cussions des diètes, l'assaut des honneurs et du pouvoir : à ce jeu, l'intelligence se rétrécit et l'âme s'abaisse. Déjà les scrupules s'émoussent; parmi tous ces nobles qui tressaillent aux mots de nation, slave, Bohême, combien hésitent à solliciter contre leurs rivaux l'intervention de l'étranger? Il faut que la diète de 1499 interdise aux Bohêmes de recevoir, sous quelque forme que ce soit, un traitement d'un prince voisin, mais la coutume est déjà trop entrée dans les mœurs; les lois ne prévalent pas contre elles. Tous les souverains qui cherchent à se créer un parti, trouvent les oreilles ouvertes et les mains tendues. Les uns, les Rosenberg, les Hradets, les Pernstein, sont à la solde de l'Empereur; d'autres, les Sternberg, les Riesenbourg, les Kolovrat, sont les pensionnaires du duc Albert IV de Bavière, envoient leurs enfants faire leur éducation à sa cour, épousent des Allemandes; les plus indépendants sont ceux qui reçoivent des deux mains et trahissent tout le monde. Toutes ces connivences, les seigneurs les excusent par des sophismes, des restrictions mentales; mais comment s'arrêter sur cette pente? A la mort de Louis, quelques voix proposent d'élire un candidat national.—Sera-t-il assez riche pour payer ses électeurs? Comment, d'ailleurs, accepter la domination d'un égal? Ces deux considérations enlèvent toute chance à Lev de Rozmital. Le jeu est si animé, les marchandages si acharnés, les convoitises si allumées que l'on ne s'aperçoit pas même que les ambassadeurs étrangers parlent allemand dans la diète : c'est comme la première fanfare de l'invasion [1].

Au milieu de ce va et vient des diètes, où trouver la tradition, la suite, le sang-froid, sans lesquels toute politique est impossible? Qui donc, parmi ces hobereaux faméliques, comprend l'importance relative des questions et pressent les résultats possibles d'un vote? La candidature de Charles d'Espagne au trône impérial met en feu les États : pourquoi? Pensent-ils à revendiquer pour leur roi le trône des Luxem-

1. Rézek, *Gesch. der Regierung Ferdinand's I in Böhmen*, Prague 1878.



bourgs? La candidature de Louis ne fut pas même posée, elle n'aurait été prise au sérieux par personne. Les Seigneurs songent-ils, en favorisant la candidature de François Ier, à empêcher la formation sur leurs frontières immédiates d'une redoutable monarchie? — Non, ce qui les occupe uniquement, c'est de savoir à qui revient le droit de représenter le roi encore mineur; est-ce le tuteur, Sigismond de Pologne, sont-ce les grands officiers de la couronne, que déléguera le souverain et qui pourront ainsi trafiquer de son suffrage [1]?

Pendant la plus grande partie de son règne, Maximilien poursuit le mariage de ses enfants avec les héritiers de Vladislas et prépare ainsi l'avènement d'une dynastie allemande : la Bohême s'y résignera-t-elle? Le moment n'est-il pas venu de se souvenir des exhortations des hommes d'État qui ont si souvent mis en garde les Tchèques contre les desseins de leurs voisins? Sigismond de Pologne, appuyé par le parti national hongrois et par son chef Szapolyai dont il a épousé la sœur, victorieux des Russes, ne pourrait-il pas former une grande monarchie slave-occidentale, redoutable aux Turcs et invincible aux Allemands? Quelle était la meilleure solution, la plus conforme aux traditions? — Il serait oiseux aujourd'hui de le discuter; mais ce qui condamne les seigneurs tchèques, c'est qu'ils ne voient même pas la gravité de la question, c'est leur courte-vue, leur vénalité, la légèreté avec laquelle ils engagent pour des siècles la destinée du pays.

Ils ont pris en main le pouvoir, et ils ne l'exercent pas; sous leur direction aveugle, la Bohême va à la dérive, au gré du caprice des hommes ou du hasard des événements. Ce royaume, dont la situation géographique est merveilleuse, dont la population est considérable par rapport aux États voisins, habité par une race belliqueuse, et que les exploits des légions taborites entourent d'un renom légen-

1. V. Rézek, la Bohême et l'élection de Charles V. *Tchas. tch. M.* 1882, p. 364.

daire de gloire, disparaît par la faute de ses chefs des affaires du monde. Il n'a ni armée, ni politique, ni espérances. Il subit les faits accomplis, les traités se concluent en dehors de lui, même ceux d'où dépend son avenir. — Ce n'est pas assez pour un peuple de garder ses frontières, il faut qu'il surveille les événements qui s'accomplissent autour de lui : tout affaiblissement d'influence au dehors est une menace pour l'indépendance; mais, à certaines heures l'indifférence et l'abdication sont particulièrement périlleuses, et cette heure avait sonné pour la Bohême.

Depuis l'élection de Vladislas au trône de Hongrie, la Bohême n'a plus jamais repris son existence séparée. Le hasard, des calculs mesquins, des intrigues misérables avaient abouti à la création d'un grand État, qu'allait compléter l'union avec les provinces autrichiennes ; mais cette monarchie d'occasion, elle ne vivrait, elle ne se développerait pour le bonheur et la sécurité des peuples désormais confondus sous un même prince, que si elle était placée dans des conditions raisonnables d'existence; l'union personnelle, la seule qu'admissent alors les Tchèques, et qui aurait laissé à chacun des États une vie absolument indépendante, était un leurre; ni les souverains ne pouvaient s'y résigner ni les conditions générales ne la permettaient. Les Bohêmes étaient tranquilles parce que les Conventions leur réservaient une complète autonomie : mais que signifient les lois contre la fatalité des situations? Déjà, sous le règne de Vladislas, n'est-ce pas à la cour de Pesth que les affaires se décident en dernier ressort? Toutes les mesures de précaution empêchent-elles les conseillers étrangers d'agir sur le roi, et par lui, sur la Bohême? De fait, Prague est déchue de son rang de capitale. La Croatie et la Slavonie ont été aussi jadis des royaumes indépendants, elles ne sont plus que des principautés vassales de la Hongrie; le même sort menace la Bohême, et les plus perspicaces s'en épouvantent.

C'est que l'union de deux États entraîne fatalement quelque communauté d'action et d'intérêts : nier la réalité, ce



n'est pas la supprimer. A ne pas admettre des modifications nécessaires, on s'expose à ce qu'elles s'accomplissent contre vous. Pour maintenir l'autonomie du royaume, un seul moyen restait : accepter certaines conséquences forcées de la situation ; la seule garantie contre la servitude était dans une entente précise et franche qui, en tenant compte des besoins généraux de l'État nouveau, aurait rendu vraiment solidaires tous les peuples du nouvel Empire. Tâche délicate et compliquée : de nos jours encore, l'on s'épuise en vains efforts pour régler les droits et les devoirs réciproques des nationalités qui composent la monarchie austro-hongroise; à ce moment, lorsque l'union était encore à peine acceptée, lorsque les conditions de l'existence d'un État n'étaient que très vaguement entrevues, que d'obstacles à vaincre et que de circonstances atténuantes pour ceux qui échouèrent dans l'entreprise!

Mais, en réalité, ils n'y échouèrent pas, ils ne s'y essayèrent pas. Il n'est pas sûr, d'ailleurs, que les difficultés fussent plus grandes alors, ou même aussi grandes qu'aujourd'hui, où des siècles d'oppression ont laissé des rancunes tenaces. Qui oserait affirmer qu'un Podiébrad n'eût pas imposé à tous un régime acceptable dans son équité, et si Ziérotyn, un siècle plus tard, s'y efforce vainement, la faute en est-elle tout entière aux circonstances, et non aux hommes? Peu importe, d'ailleurs : quelque ardus que soient certains problèmes, une fois posés, il faut qu'ils soient résolus : la vie a de ces cruautés, pour les nations comme pour les individus ; malheur à ceux qui ne trouvent pas en eux assez de perspicacité pour apercevoir les décisions nécessaires ou assez de courage pour s'y résigner. Seulement la condition du succès eût été un certain esprit de renoncement et de conciliation, et cet esprit, qui est précisément le résultat des institutions libérales, faites de compromis et du respect des droits d'autrui, était absolument opposé aux principes d'intolérance alors dominants dans l'oligarchie tchèque.

Dans le conglomérat autrichien, l'influence des divers groupes devait être proportionnelle à leur puissance et à

leur énergie vitale : à ce point de vue aussi, les suites du gouvernement des nobles étaient fâcheuses. Le pays souffrait; les lois oppressives et les menaces contre les bourgeois paralysaient ou du moins ralentissaient le progrès économique; l'absence de sécurité, les monopoles, les péages trop multipliés arrêtaient le commerce et l'industrie ; les travaux publics étaient abandonnés, les routes n'étaient plus entretenues ; les impôts, écrasants parce qu'ils étaient mal répartis, empêchaient la formation du capital ; l'argent devenait rare : une ordonnance de 1485 défend d'exiger outre l'intérêt légal à 10 o/o des cadeaux et autres faveurs ; mais les lois contre l'usure n'ont jamais abaissé l'intérêt, et les persécutions intermittentes contre les Juifs, qui concentraient presque tout le commerce de l'argent, excusaient et exagéraient leurs exigences. Le désordre, en empêchant le travail régulier et en facilitant les bénéfices illicites, corrompait les mœurs : les classes supérieures dissipaient dans les orgies et l'étalage d'un luxe effréné des gains mal acquis ; la bourgeoisie perdait le goût du travail et de l'épargne, et l'ivrognerie se propageait parmi le peuple.

Le royaume s'émiettait : on n'avait pas même obtenu de l'indifférence de Vladislas que la Silésie, la Moravie et la Lusace fussent officiellement et définitivement rattachées à la Couronne, et les Hongrois continuaient à prétendre qu'elles relevaient de l'État magyar. Prétentions peu redoutables en elles-mêmes : mais, dans chacune de ces provinces, un parti séparatiste se formait; les forces centrifuges l'emportaient, plus dangereuses en Silésie et en Lusace, où la majorité appartenait aux Allemands, inquiétantes partout. Les Tchèques n'avaient rien fait pour fondre dans un sentiment national commun les diverses parties du royaume, pour les réunir sous une même administration : leurs prétentions arrogantes, le droit exclusif qu'ils s'attribuaient d'élire le souverain, provoquaient d'amères récriminations; en traitant les Silésiens et les Moraves comme des sujets et non comme des égaux, ils les excitaient à la défection. Les diètes générales, établies par Charles IV et où les questions qui in-



téressaient toutes les provinces devaient être discutées par les délégués des diverses diètes, auraient pu devenir un précieux moyen d'unification; les Tchèques avaient craint qu'elles n'empiétassent sur leurs privilèges; elles étaient rares, leur compétence contestée. Combien la situation eût été différente, si, au moment d'entrer dans l'union austro-hongroise, la Bohême se fût présentée prospère, florissante, entourée comme d'un cercle d'alliés de la Silésie, de la Lusace et de la Moravie!

Malgré les fautes commises, elle avait le droit pourtant de faire ses conditions. Sa richesse était encore très grande; sa population, fort élevée. Ses souvenirs illustres parlaient pour elle, et quelle cité aurait rivalisé avec cette merveilleuse ville de Prague, toute resplendissante de la gloire de Charles IV, de Zizka et de Podiébrad?

La partie restait belle, elle ne fut pas même jouée. « Les Tchèques, écrivait un pamphlétaire, vers 1439, doivent se garder avec soin, faire tous leurs efforts pour ne pas tomber sous le joug d'un peuple étranger et surtout du peuple allemand. Car, comme les chroniques le prouvent, cette race est la plus ardente dans son désir d'écraser la nation tchèque et slave. Elle met sans cesse tous ses soins, tous ses désirs, elle travaille sans cesse par tous les moyens, par toutes les injustices, quelles qu'elles soient, à la détruire. — Jamais un Allemand ne sera fidèle au peuple tchèque, et Liboucha disait aux seigneurs : si un Allemand règne sur vous, votre langue ne durera pas longtemps... Comme le poison mêlé au sang ne reste jamais inoffensif, mais produit la mort ou la folie ou toute autre maladie, la maladie allemande, si elle pénètre dans le corps slave, entraîne sa destruction, son affaiblissement ou tout autre mal; c'est un loup dans la bergerie, un rat dans la maison. Si les Tchèques ne peuvent avoir un roi tchèque, qu'ils cherchent parmi les autres nations slaves ou dans tout autre pays; ils s'en trouveront toujours mieux que d'un roi allemand [1]. » — La pro-

1. Cité par Sabina, *Histoire de la littérature boh.*, p. 643.



phétie allait se réaliser; en dépit de leurs intentions, les Tchèques, par leurs imprudences, ouvraient la porte à l'invasion étrangère; après la prospérité et la puissance du royaume, ils livraient son indépendance. Traîtres par omission, ils sacrifiaient la sécurité du pays à la satisfaction immédiate de leurs appétits. Leurs paroles étaient pompeuses, leurs manifestes, superbes; en réalité, leur unique désir était la libre exploitation du pouvoir.

Juste et cruel retour des choses : les institutions, à la poursuite desquelles ils s'hypnotisaient, n'étaient pas même solidement établies; elles étaient à la merci d'un coup d'état. On s'en aperçut sous le règne même de Louis Jagellon. Heureuse la Bohême si les événements avaient ramené les seigneurs à un jugement plus juste de la réalité et si, éclairés par la fragilité des prérogatives dont ils étaient si fiers, ils étaient revenus à une politique moins exclusive et plus sensée.

Vers 1520, la confusion était devenue telle que beaucoup de gens ne savaient même plus à quel parti ils se rattachaient : parmi les nobles, la tyrannie tracassière et hypocrite de Lev exaspérait beaucoup de ses anciens partisans; à Prague, des rivalités sourdes minaient l'union des deux villes, et l'attitude de Pachek de Vrat lui aliénait tous ceux qui avaient conservé quelque souci de l'unité nationale et ne croyaient pas que le seul progrès possible consistât à substituer l'anarchie communale à l'anarchie féodale. Les discordes religieuses un moment apaisées avaient repris une acuité nouvelle, depuis qu'étaient arrivés en Bohême les premiers apôtres luthériens. Dans la détresse générale, tous les yeux de ceux qui souffraient se tournaient vers le roi : c'était de lui qu'on attendait le salut, vers lui que montaient toujours plus ardentes les prières et les larmes de la nation. Dépossédé de tous ses privilèges, abandonné un à un de tous ses partisans, embarrassé dans une situation presque inextricable, entouré de conseillers suspects, mal disposés ou igno-



rants, il n'en apparaissait pas moins comme le Messie qui chasserait les vendeurs du Temple. Le parti royal et patriote se grossissait de tous ceux qui observaient avec angoisse les événements qui se préparaient en Orient. Soliman venait de monter sur le trône; on connaissait son ambition et on prévoyait ses talents : les Musulmans rassemblaient leurs forces pour un suprême assaut; comment la Chrétienté soutiendrait-elle le choc? Les Magyars inspiraient presque autant de haine et de mépris que les Allemands, mais c'était le dernier boulevard de la Bohême : attendrait-on que l'incendie envahît la maison pour arrêter la marche du feu? Isolés, les Hongrois étaient perdus, et la Bohême elle-même, de quelles forces disposait-elle tant qu'elle était déchirée par les factions? Seule l'arrivée du roi les réconcilierait et les entraînerait à une action nécessaire.

Pendant longtemps, les Magyars refusèrent de permettre le départ de Louis. La situation de la Hongrie était pire encore que celle de la Bohême, les haines plus furieuses, le patriotisme plus vacillant; les magnats tenaient le roi en charte privée, redoutaient qu'il ne s'émancipât. Après des négociations qui durèrent des années, Louis prit une grande résolution et décida de se rendre en Bohême; il avait besoin d'argent et d'hommes, il ne les obtiendrait qu'en les sollicitant lui-même (1522).

Le roi et le peuple avaient été trop longtemps séparés : la première entrevue fut plus que froide; l'enthousiasme des espérances tomba devant la réalité. Le roi paraissait plus âgé que son âge, grand, vigoureux, habile aux exercices du corps : mais il n'avait que seize ans. Les biographes vantent son esprit, la douceur de son caractère, sa justice; il montra du courage en diverses occasions; sa fin prématurée, sa jeunesse abandonnée et malheureuse plaident sa cause; il ne réussit pas à grand chose, mais il fut emporté à vingt ans. Il voulait le bien, avait hérité de sa mère quelque énergie, le souci de la dignité royale et l'instinct du gouvernement; mais son éducation avait été mal dirigée, il n'avait jamais eu autour de lui que des conseillers infidèles ou médiocres;

son cousin surtout, le margrave Georges de Brandebourg, avait eu sur lui une désastreuse influence. Sa femme, Marie, sœur de Charles Quint et de Ferdinand Ier, était une femme de tête et de courage; un peu plus âgée que son mari, la fière Espagnole avait de Maximilien la fermeté et la souplesse et s'indignait de la subordination dans laquelle on les maintenait, mais elle aussi était encore fort jeune et inexpérimentée. Entourés d'intrigues, ils avaient appris de bonne heure la dissimulation, mais ils croyaient qu'elle remplace la prudence; chez eux, les plus hautes conceptions gardaient encore quelque chose de puéril; la politique n'était qu'une de leurs distractions; lâchés à la poursuite des plaisirs, ils jouissaient à Prague de leur liberté nouvelle sans se demander si leur frivolité ne blessait pas les ascétiques exigences des disciples de Hus ou si l'étalage des coutumes étrangères ne froissait pas la nation. A force de maladresses, ils réussirent à rendre à Lev une heure de popularité.

Louis eut du moins le mérite de comprendre le crédit que possédait encore la royauté. Au mois de janvier 1523, il convoqua une diète générale et il invita par lettres personnelles les chevaliers et les seigneurs à y paraître; elle fut très nombreuse : c'était bien cette fois la représentation du pays légal, et non, comme pendant les dernières années, un comité des partisans de Lev. L'on s'aperçut aussitôt de ce que valaient les règlements et les restrictions entassés par les Seigneurs. La diète rendit au roi par acclamation une partie de ses châteaux et la plupart de ses revenus, abolit les récentes ordonnances contraires à la souveraineté royale, reconnut au prince le droit de trancher les questions qui divisaient les différents Ordres, suspendit la constitution et chargea une commission d'en élaborer une nouvelle. Le roi demanda la démission des anciens fonctionnaires et les remplaça par les principaux chefs du parti royal [1].

Il avait suffi du souffle d'un enfant pour renverser le

1. Sur les événements de la fin du règne de Louis, V. les *Anciennes Chroniques Bohêmes*, p. 454 et sq.; Bartoch, p. 17 et sq.; Palatsky, V, 2; Rézek, Ferdinand I.



château de cartes oligarchique. La constitution, telle que l'avaient établie les usurpations des nobles, était un prétexte à anarchie et non une garantie de liberté. Les prérogatives des diètes étaient aussi excessives que vaines; elles arrêtaient le fonctionnement de tout gouvernement régulier, mais n'opposaient qu'une très faible barrière aux envahissements d'un pouvoir tyrannique. Dans toutes les crises analogues, la masse de la nation est ou bien secrètement favorable aux attaques dirigées contre une poignée de privilégiés, ou au moins indifférente. Les nobles n'opposeront pas une résistance beaucoup plus sérieuse à Ferdinand Ier ou à Ferdinand II qu'à Louis; seulement, il ne s'agira plus uniquement alors de leurs privilèges, et la royauté abusera de sa victoire pour soumettre le pays au plus écrasant des despotismes.

Louis n'avait pas de si vastes projets; il ne contestait pas les droits de la diète. A quoi bon d'ailleurs? Elle montrait une docilité exemplaire, accordait les impôts qu'on lui demandait, votait les lois qui lui plaisaient le moins. Lev et ses partisans, cités pour y rendre leurs comptes devant le Tribunal du Pays complètement renouvelé, s'humiliaient, suppliaient Sigismond de Pologne d'intervenir en leur faveur. Les affaires du roi ont plus avancé en dix jours qu'auparavant en dix mois, écrivait un de ses conseillers. Ses partisans s'abandonnaient à toute l'ivresse du triomphe et saluaient avec joie l'aurore d'une ère nouvelle, où la royauté, assurant le respect de tous les droits légitimes, guiderait le pays dans une voie de paix et de prospérité.

Malheureusement, les coups d'état ont leurs lendemains. Louis, capable d'un acte d'énergie, manquait absolument des qualités de modération ferme et de prudence persévérante qui seules auraient rendu la victoire féconde et durable. Les Hongrois sollicitaient son retour, et le péril turc était si imminent qu'une plus longue absence eût été plus que téméraire. Il confia l'administration du royaume à Charles de Münsterberg, Jean de Wartenberg et Vojtiech de Pernstein, honnêtes gens, médiocres, timorés, hésitants, fort inférieurs

à Lev. Après un premier moment d'émoi, les vaincus relevaient la tête; les places perdues étaient de celles qu'on ne quitte pas sans regret. Lev était fort habile; ses amis personnels et ses complices, fort nombreux, — non pas assez cependant pour lui rendre la majorité; il chercha un programme, un mot d'ordre, sous lequel se dissimuleraient ses ambitions. On avait trop abusé des paroles de liberté, personne ne redoutait sérieusement la tyrannie : mais dans un pays bouleversé par tant de révolutions, les prétextes ne manquaient jamais aux factions; il abandonna le terrain politique qui ne lui était pas favorable, et s'adressa aux passions religieuses.

Comme il avait toujours défendu avec beaucoup de zèle les intérêts catholiques, ses remplaçants avaient tout naturellement été choisis parmi les Utraquistes, quelques-uns même assez avancés, plus ou moins ouvertement gagnés aux idées luthériennes; on les représenta comme les adversaires de la foi nationale et on dénonça la grande conspiration contre le Hussitisme. La charge de « juge aulique des villes royales » avait été enlevée à Pachek de Vrat et donnée à Hlavsa : pas plus que Lev, Pachek ne se consolait de sa défaite. Leur rancune réunit ces deux hommes, dont la rivalité avait si longtemps rempli la Bohême d'agitation et de terreur. Hlavsa et les nouveaux conseillers penchaient vers les doctrines luthériennes : leurs innovations déplaisaient à une partie de la population, plus superstitieuse que croyante. Lorsqu'arrivèrent les élections, ils furent battus, et Pachek fut de nouveau nommé primat de la ville. Servi par l'impéritie des novateurs, il s'occupa de mettre son pouvoir à l'abri de toute contestation. Ce fut le pendant du coup de main de 1483, mais cette fois les progressistes furent les victimes de la révolution. Les ennemis de Pachek furent chassés de la ville, des règlements sévères édictés contre tous ceux qui s'éloigneraient de l'Utraquisme [1].

1. Nous reviendrons sur le détail des événements au chapitre II du tome II, à propos de l'introduction de la Réforme en Bohême.



Depuis lors, Pachek ne se montra en public qu'entouré d'une garde, et, pendant cinq ans, il exerça sur Prague une véritable tyrannie,—sombre, inexorable, indifférent aux ordres du roi comme aux supplications des persécutés. Étroitement uni à Lev de Rozmital, ils groupaient autour d'eux avec les Catholiques, les Utraquistes orthodoxes, hostiles à toute innovation, très désireux de se rapprocher de Rome, si seulement elle autorisait la communion sous les deux espèces. Leurs manifestes, très adroitement composés, dissimulaient leurs véritables intentions. Le régent, Charles de Münsterberg, éternellement incertain, passait d'un jour à l'autre aux résolutions les plus contradictoires. Louis, plus clairvoyant, n'aurait pas mieux demandé que de punir les audacieux qui avaient violé ses ordres et « ne songeaient qu'à détruire sa puissance et à le ramener à la misère. » Mais sa colère était impuissante; Sigismond de Pologne lui conseillait de ménager Lev; il avait besoin de l'appui de Clément VII, savait qu'on le représentait à Rome comme le protecteur des Luthériens et craignait de donner de nouvelles armes à ses adversaires. Il ajourna sa vengeance et par un de ces brusques revirements dont le règne de Vladislas avait donné tant d'exemples, il sanctionna la défaite de ses amis en rendant à Lev la charge de Grand-Burgrave (1524). Piteux avortement d'une entreprise si heureusement commencée; la royauté acceptait sa déchéance; Louis, discrédité, porta jusqu'à la fin de sa vie la peine de sa faiblesse.

Le repentir fut prompt, trop tardif pourtant. Lorsqu'il essaya de réparer sa faute, ses ordres ne furent pas obéis. Lev et Pachek, convaincus de leur force, abusèrent impudemment de leur triomphe; une ligue se forma contre eux. De nouveau deux camps furent en présence, prêts à en venir aux mains.

Sur ces entrefaites, on apprit que l'invasion turque, attendue depuis plusieurs années, avait commencé; Soliman, à la tête d'une armée formidable, avait franchi la frontière de Hongrie. Même en face du péril, les querelles

ne cessèrent pas. Seules les troupes du parti royal rejoignirent l'armée; Lev et Pachek, chez lesquels la rancune avait étouffé tout sentiment de devoir et de loyauté, entassèrent difficultés sur difficultés; puis, quand ils mirent leurs soldats en marche, ils manœuvrèrent si bien qu'ils arrivèrent après le combat. Après tout, les Hongrois ne leur donnaient-ils pas l'exemple! A la bataille de Mohacz, Louis n'eut à opposer aux 300,000 Turcs que 26,000 hommes mal équipés et mal organisés. Accepter le combat dans ces conditions était un acte de folie ou de désespoir; le roi brava la fortune. La victoire ne fut pas longtemps douteuse; en une heure et demie, le 29 août 1526, fut détruit le royaume hongrois devant lequel s'étaient brisées tant de fois les hordes ottomanes; il ne fallut pas moins de deux siècles pour leur reprendre leur conquête. Le jeune souverain se noya, en cherchant à fuir, dans les boues de l'Esselye.

« C'est une chose inouïe, dit tristement une complainte contemporaine, qu'un tel roi soit ainsi honteusement sorti du monde... Est-ce là la fidélité qu'on lui avait promise? » — Lev lui-même, en grande partie coupable de la catastrophe, éprouva peut-être un moment de remords : « Voilà où nous en arrivons avec ces sectes et ces hérésies diverses, s'écria-t-il en apprenant la défaite. Dieu permet ces deuils et ces tristesses pour nos péchés; car, nous ne pouvons pas nous en défendre, nous sommes coupables. » Qui sait? Ce n'était là peut-être qu'une de ces déclamations pompeuses avec lesquelles il maintenait ses partisans.

⁂

La mort de Louis ouvrait pour la Bohême une crise redoutable. En plein désarroi, elle se trouvait en présence d'un problème des plus dangereux : le trône était vacant; à qui allait-elle remettre ses destinées? De sa décision, sa



fortune pouvait dépendre pour des siècles. En acceptant pour souverain, comme elle le fit, le mari de la sœur de Louis, Ferdinand d'Autriche, elle allait cesser, en fait, sinon en droit, de former un État isolé et indépendant, et sa fortune fut désormais indissolublement liée à celle des États voisins.

A ce moment finit l'histoire du royaume tchèque au moyen âge; la période moderne s'ouvrait dans de graves et tristes conditions. La nation subissait la peine qui semble trop souvent réservée aux peuples qui ont devancé leur temps, rompu avec la tradition et ouvert à l'humanité des voies nouvelles. La Révolution hussite, commencée au milieu d'espérances radieuses, ne paraissait laisser après elle que fatigue, ruines et désespoir. L'honneur d'avoir à un moment donné pris la tête du mouvement européen se paye presque toujours par de longues souffrances. Comme l'Allemagne après la Réforme, comme la France après 1789, la Bohême expiait par les désordres intérieurs et la décadence de sa puissance la gloire qu'elle avait conquise et les services qu'elle avait rendus.

Les Jagellons avaient été les instruments et les complices de ces sévérités de la fortune. En un demi-siècle, ils avaient conduit au bord de l'abime le pays qui s'était confié à eux. La royauté affaiblie et discréditée, le peuple asservi, les villes appauvries et menacées, les mœurs publiques corrompues, la constitution faussée, le progrès économique arrêté, l'unité nationale compromise, tel était le triste bilan des cinquante années qui venaient de s'écouler. L'œuvre de restauration, poursuivie si heureusement par Podiébrad, était ruinée. Aucune des questions posées n'avait été résolue; aucune des difficultés, écartée.

La Bohême a traversé depuis des périodes plus sanglantes et plus douloureuses; elle n'en a peut-être pas connu de plus réellement funeste. Et tous les malheurs qu'elle a éprouvés, c'est alors qu'il faut en rechercher la cause.

Sans doute, rien n'était encore irréparable, mais désormais toute faute pouvait devenir fatale. Et la situation était



si mal engagée que les fautes étaient presque inévitables. Pour sauver la Bohême, il eût fallu des hommes supérieurs par le cœur comme par la raison, et elle n'avait que des chefs de partisans grandis dans les discordes intérieures et corrompus par elles.



TABLE DES MATIÈRES

LIVRE PREMIER. — GEORGES DE PODIÉBRAD. FIN DE LA PÉRIODE HUSSITE

CHAPITRE PREMIER

La Bohême au milieu du XVe siècle.

CHAPITRE II

Georges de Podiébrad, capitaine général du royaume.



CHAPITRE III

Pie II et l'abolition des Compactats.

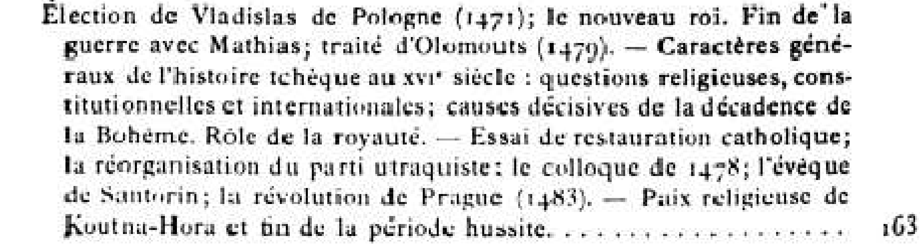
CHAPITRE IV

La ligue des Seigneurs et Mathias Corvin.

LIVRE II. — LES JAGELLONS.

CHAPITRE PREMIER

Fin des guerres hussites.





CHAPITRE II

LES LUTTES CONSTITUTIONNELLES EN BOHÊME SOUS LA DYNASTIE DES JAGELLONS.

CHAPITRE III

LES FRÈRES BOHÊMES.

CHAPITRE IV

FIN DE LA DYNASTIE DES JAGELLONS.




UNIVERSITY OF MICHIGAN
3 9015 03188 8871



